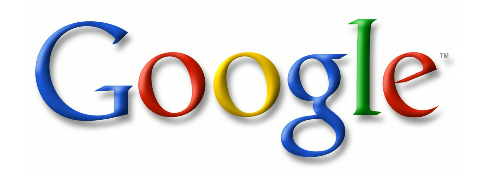
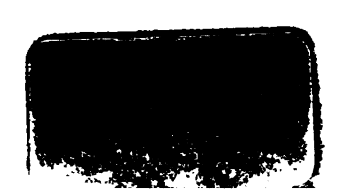






Pio IX

HISTOIRE

DE SA SAINTETÉ

PIE IX



PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CARON NOEL,
PLACE DE LA BOURSE, 4.



HISTOIRE

DE SA SAINTETÉ

PIE IX

PAR

C..... M.....

TOME PREMIER

Ouvrage inédit.

PARIS

AU COMPTOIR DES IMPRIMEURS-UNIS

VEUVE COMON, ÉDITEUR

15, quai Malaquais.

1854.

LIVRE PREMIER.

ENFANCE DU COMTE MASTAÏ-FERRETTI.

LIVRE PREMIER.

I.

Sa sainteté Pie IX est incontestablement la figure historique la plus haute, la plus grande, la plus majestueuse du dix-neuvième siècle.

Nul n'est plus digne de l'admiration des peuples, et c'est avec une pieuse émotion que nous écrivons son saint nom. Plus la Providence lui a envoyé d'épreuves, plus il s'est montré courageux; ses vertus ont égalé ses douleurs. Raconter cette vie dont tous les actes imposent le respect, dire comment ce successeur de saint Pierre a su conserver le prestige de la grandeur et de l'autorité au milieu des commotions révolutionnaires, c'est à la fois servir les intérêts de l'Église et ceux de l'humanité. Encore est-il bien difficile, avec tous les documents historiques nécessaires, de faire une étude digne de cet illustre pontife, si bien surnommé *le Grand* par monseigneur Rusconi, délégat d'Ancône, et par la conscience du monde catholique tout entier.

Raconter sa vie modeste et si éminemment évangélique, dire ses intentions généreuses, montrer ses sentiments admirables, ses grandes pensées, ses projets et ses actes de charité, de jus-

tice et d'amour, c'est tresser pour son noble front une magnifique couronne, aussi honorable pour l'Église que glorieuse pour la Religion.

Toutefois, cette étude n'est point une de ces apologies serviles qui offensent les âmes élevées qu'elles glorifient en tout et quand même. En célébrant les vertus de ce cœur magnanime, la fermeté de son zèle, la bonté de son caractère, la pureté de ses vues, nous demeurerons indépendant ; nous exprimerons franchement notre opinion sur les événements, et nous dirons quels enseignements graves il convient d'en tirer.

II.

La petite ville de Sinigaglia, *Sena Gallica*, est située dans les États de l'Église, auxquels elle est réunie depuis le dix-septième siècle. Elle s'étale mollement au soleil sur les bords de l'Adriatique, baignée par la rivière de Mysa, qui la traverse. Fondée lors de l'invasion des Gaulois Sénonais en Italie, cette ancienne ville du duché d'Urbin, après avoir éprouvé nombre de vicissitudes, fut comprise dans le vicariat romain. Son évêché date de la fin du cinquième siècle.

Pie IX y a établi, ainsi que dans les autres ports de mer de ses États, une chambre et un tribunal de commerce.

La famille des comtes Mastaï remonte au treizième siècle. Établie depuis le quatorzième siècle à Sinigaglia, elle a fourni plusieurs chefs à la municipalité de cette ville. C'était un Mastaï qui, sous Urbain VIII, la commandait lors du siége et

du bombardement par la flotte vénitienne. Il se distingua et mourut vénéré : à cette époque, la calomnie était souvent impuissante contre la vertu.

A la fin du dix-septième siècle, le prince Farnèse, duc de Parme et de Plaisance, en récompense d'une longue suite d'éclatants services, donna le titre de comte aux Mastaï. Ils ajoutèrent à leur nom celui de Ferretti, par suite d'une alliance avec le dernier rejeton de cette famille.

Lors de l'invasion des Français en Italie, le gonfalonier de Sinigaglia était un Mastaï, le père du pape Pie IX. L'un de ses frères, André Mastaï, évêque de Pezara, fut enfermé dans la citadelle de Mantoue, en châtiment de sa fidélité au pape Pie VII. Mais contre ceux qui ont la foi, les violences de la force sont impuissantes ; on peut enchaîner leur corps, mais non leur âme immortelle. L'histoire a consigné le courage intrépide de ce prélat. Il a laissé en outre une réputation méritée d'écrivain ; son ouvrage le plus remarquable porte pour titre : *Unité des Evangiles traduits et commentés.*

La comtesse Mastaï était une de ces pieuses et saintes femmes, une de ces mères chrétiennes dont la vie commande l'admiration et le respect. Elle donna plusieurs enfants au comte Mastaï, et sut, de bonne heure, les élever sous les inspirations de la religion. L'exemple et les prières des tendres mères contribuent aux vertus et à la sainteté de leurs enfants. Ainsi, avant elle, avaient fait celles qui donnèrent le jour à saint Augustin, à saint Thomas d'Aquin et à saint François de Sales. Rien n'égale l'attachement, la délicatesse, le dévouement d'une mère.

Le 13 mai 1792, la comtesse Mastaï mit au monde un fils qui reçut au baptême les prénoms de Jean-Marie ; elle le plaça sous la protection de la sainte Vierge.

Les vieillards racontent que c'était un bel enfant, à la figure intelligente et douce, au cœur aimant, déjà sympathique, tout jeune, à la misère et à la douleur. Quand il voyait un pauvre,

son petit cœur se gonflait de compassion, et il allait le faire remarquer à l'ardente et pure charité de sa mère ; après quoi il l'entraînait, rougissant d'une sainte pudeur, pour ne pas humilier du spectacle de ses jeux le pauvre secouru.

Ainsi se développait cette douce fleur, tout embaumée de poésie, à l'ombre de l'amour maternel, noble et touchant sentiment, qu'une école maudite, ennemie de la religion et de la famille, veut extirper du cœur humain.

Sous le Directoire, pendant la captivité de Pie VI en France, les familles chrétiennes en Italie étaient oppressées d'une profonde douleur. Souvent, aux heures du repas, à la veillée, on exhalait une plainte amère. A la prière du soir, qui se disait en commun d'après l'usage de nos pères, la comtesse Mastaï implorait Dieu pour la délivrance du saint pontife, et en même temps elle priait pour la France coupable. Un jour, c'était en 1799, Jean-Marie demanda à sa mère pourquoi elle ajoutait deux *Pater* et deux *Ave* à leur prière du soir. La mère ayant satisfait à sa demande :

— « Mais les Français sont donc de méchantes gens ! s'écria vivement l'enfant ; pourquoi prier pour eux ?

— « Mon enfant, reprit la comtesse, c'est une raison de plus pour prier le bon Dieu ; et d'ailleurs ce n'est pas leur faute, c'est leur gouvernement qui est méchant.

— « Il faut donc prier pour les méchants ?

— « Sans doute. Notre Seigneur a prié, en mourant, pour ceux qui le crucifiaient ! »

Depuis, l'enfant pria avec ferveur pour la pauvre France, alors courbée sous le joug honteux et cruel de la révolution ; pour elle, comme pour les pauvres, il pria celui qui donne aux petits oiseaux leur pâture quotidienne et au lys de la vallée son vêtement de neige.

III.

Ce gracieux enfant, déjà béni par les pauvres, fut envoyé au collége de Volterra, où il fit ses études avec distinction.

Son esprit judicieux, sa sagacité de premier ordre y furent remarqués en même temps que la résolution de son caractère. Il avait cette sorte de tenacité propre au génie sûr de lui-même, qui n'abandonne pas son avis quand il est convaincu qu'il est dans le vrai. Mais, comme il était en même temps d'une excessive affabilité, ses condisciples l'aimaient autant qu'ils l'estimaient. Inclinés devant l'une de ces supériorités, force qui commande toujours au vulgaire dans le commerce de la vie, ils étaient charmés de sa bonté aussi profonde que son intelligence était haute. Ses professeurs l'appréciaient également à sa valeur, et un inspecteur de l'Université impériale, en tournée, frappé de sa physionomie, l'ayant interrogé, après avoir demandé des renseignements sur lui, dit au principal : — « Voilà un jeune homme qui ira loin, pour peu que les circonstances le favorisent. »

C'était en 1810. Cette prophétie devait se réaliser. Jean-Marie achevait ses études au collége, alors Impérial, de Volterra, les États-Romains étant réunis en ce temps à ce brillant édifice appelé Empire français.

Jean-Marie Mastaï-Ferretti resta six ans comme pensionnaire dans cet établissement, aujourd'hui dirigé par les révérends pères des Écoles-Pies, qui, parmi eux, comptent le P. Giovanni Inghirami, l'un des plus savants mathématiciens de l'Italie. Quand les révérends pères apprirent l'élévation de

l'ancien élève de Volterra à la chaire de saint Pierre, ils célébrèrent cet événement par une fête religieuse solennelle, en actions de grâces, dans leur église de Saint-Michel. Le nouveau pontife leur envoya un superbe calice.

En 1811, Napoléon ayant décrété la formation de régiments de *gardes d'honneur*, cette troupe d'élite fut recrutée dans les pays formant l'empire; la petite ville de Sinigaglia fournit son contingent. Jean-Marie Mastaï en fit partie; il avait alors dix-neuf ans. Il servit dans le 1er escadron du 1er régiment, composé en grande partie de Français des départements du nord. Le jeune comte Mastaï se montra à l'armée ce qu'il avait été au collége. Il fut aussi bon soldat qu'il avait été bon écolier, pieux, distingué, brave, remarqué pour la gravité de ses mœurs, excellent camarade.

Il avait déjà cette voix grave et musicale qui vient de l'âme. L'accent de l'honnête homme était dans sa parole. Sous son extérieur simple et modeste, on découvrait une intelligence, un cœur, une espérance, un avenir. Esprit lumineux, parole attrayante, regard sympathique, bon cœur, main ouverte. Il supportait la médiocrité le sourire aux lèvres; frugal, se privant pour soulager les pauvres; studieux, doux et humble de cœur comme les hommes de paix. Il n'avait, ni pour les plaisirs ni pour la toilette, les vanités des jeunes gens; d'une propreté qui n'exempte pas une innocente coquetterie, il se mettait sévèrement, et n'affectait pas un luxe superflu à son âge et dans sa condition. Il n'attachait de prix à l'argent que pour le bien qu'il permet de faire aux malheureux. Point de folles dépenses, point d'orgies qui ruinent la santé avec la bourse, étiolent le cœur, avilissent et dégradent l'âme en lui ôtant son duvet. Il vivait pour son âme, non pour ses sens. Dédaigneux des jouissances du corps, il n'était sensuel que pour les jouissances morales. Il savait conserver, au milieu des piéges du monde, la chaste et pieuse pureté de son esprit. Grâce naïve et enthousiasme de la vertu. C'était en bonnes œuvres qu'il

dépensait l'argent qui lui venait de la tendresse maternelle. Ceux qui ont des vertus à satisfaire sont, par une heureuse compensation, comme ceux qui ont des vices à nourrir; ils n'économisent pas. Le comte Mastaï était presque toujours sans argent, ce qui, pour lui-même, lui était indifférent, ne se créant pas de besoins artificiels et n'étant pas l'esclave de son corps. Il savait que, faire du bien à ses semblables, se répandre en œuvres cachées, secrètes, modestes de charité, c'est la plus grande jouissance sur cette terre.

Dans la voie du bien, la religion affermissait ses pas. Il commandait à ses passions, ce qui lui méritait de commander un jour aux hommes. Jamais un soupir, une parole, un regard ne vinrent trahir en lui le regret de cette chasteté. Dans son imagination angélique, il ne concevait pas d'autre félicité que la vertu. Cet amour du bien éternel prenait des formes infinies, et lui procurait d'infinis bonheurs. Il ne voulut pas connaître les langueurs, les orages, les vilenies, les lâchetés, les trahisons, les bassesses des voluptés matérielles. Blasphème qui voudra contre cette suprême et pure félicité! Que les romanciers, que les hommes sans mœurs s'en moquent, pauvres éreintés de la débauche! quelle vile idée ils se font de l'humanité en croyant que tout le monde doit leur ressembler!...

Le comte Mastaï trouvait plus de tendresse et de bonheur dans une larme séchée sur la joue d'un malheureux et dans son cœur, — goutte de sang du supplice d'une âme, — que dans les milliers de désirs assouvis et dans les coupables frémissements des voluptés de la chair. Il n'enviait pas ces vulgaires attachements. Il en offrait l'holocauste à Dieu. Le feu céleste qui brûlait en lui consumait tous les désirs charnels. Il ne souffrait pas de ces privations de lubricité et de folie. Sa vie, plénitude du Christ seul, était un débordement de bonheur.— Une sainte joie. Souffrir pour Dieu eût été doux à son cœur; mourir pour Dieu eût été son triomphe, car c'eût été vivre plus tôt de la vie du ciel.

Tel était le comte Mastaï.

Des anciens gardes d'honneur, qui furent ses compagnons sous les drapeaux, se le rappellent encore aujourd'hui avec plaisir, et son élévation les a trouvés sans étonnement. C'est le fait des natures supérieures de se révéler dans les moindres choses et dans toutes les conditions sociales. En passant, elles laissent après elles quelque chose comme un parfum moral qui révèle leur existence, et se conserve dans l'esprit de ceux qui les ont connues. Elles frappent à ce point que rarement on les oublie, et la nouvelle de leur avénement aux grandes fonctions ne surprend pas. Il est rare que les hommes auxquels la Providence a dévolu une mission sur la terre n'aient pas laissé de profonds souvenirs chez ceux qui les ont précédemment connus.

Après la chute de Napoléon, le comte Mastaï-Ferretti, qui pendant quelque temps avait hésité sur le choix d'une carrière, se décida à poursuivre celle qu'il avait embrassée. Il accepta du service dans un régiment autrichien. Cette résolution a besoin d'explications. Le gouvernement pontifical n'avait pu encore reformer une armée. Pour reconstruire ce que le vent furieux de la révolution avait abattu, il fallait beaucoup de temps. Les ruines sont plus faciles à faire qu'à relever. En quittant Fontainebleau, à la fin de 1813, le pape Pie VII était revenu à Rome, où il avait été accueilli avec un immense enthousiasme par un peuple, non alors circonvenu par les anarchistes. Mais comme tout est dévasté là où a passé la révolution, la tâche de restauration était complète. Il s'agissait de tout réorganiser, de reconstruire ce qui avait été démoli. Cette situation des États Romains explique le parti que prit le jeune comte Mastaï. Il fut froidement accueilli par les officiers autrichiens; car, depuis la chute de Bonaparte, on regardait avec défaveur ceux qui l'avaient servi. Plus on s'était montré courtisan de sa fortune, et plus on affectait d'insulter à ses

revers ! Le cœur humain a toutes les variétés de bassesse et de honte. C'est le péché originel.

Après avoir quitté le service dans l'armée autrichienne, le comte Mastaï-Ferretti entra dans la garde-noble, que Pie VII était enfin parvenu à créer. La comtesse, sa mère, eût préféré le voir embrasser l'état ecclésiastique. Ses prières furent exaucées à la suite d'une douloureuse maladie que fit Jean-Marie. Les médecins l'avaient condamné. Mais la protection de la divine mère de Dieu n'a jamais fait défaut à ceux qui l'invoquent avec foi. Saint Bernard a proclamé cette vérité, confirmée par l'expérience. Les pauvres incrédules souriront, les infortunés ! mais ceux-là nous rendront témoignage qui, dans l'adversité et les périls, abandonnés de tous, et alors que tout secours humain était impuissant, ont été sauvés par l'effet de la miraculeuse protection de la sainte Vierge. Il en fut ainsi du comte Mastaï. Il pria avec persévérance et ferveur la reine des cieux, sous la protection de laquelle la tendresse intelligente et pieuse de sa mère l'avait placé, et la guérison qui en advint, contre toutes les prévisions de la science, fit sur l'esprit du jeune comte une de ces impressions suprêmes qui déterminent les vocations.

Décidé à embrasser l'état ecclésiastique, il se rendit à Rome pour y suivre les cours de théologie. Il y fut ensuite ordonné prêtre, et reçut la tonsure des mains de monseigneur Gaëtan Incontri, depuis évêque de Volterra. Pendant les premières années de son sacerdoce, il vécut dans l'obscurité, dans l'humilité. Il se plaisait dans la société des pauvres, qu'il soulageait bien au delà de ses ressources, et des ouvriers, dont il étudiait les besoins. On l'appelait déjà l'*ami des malheureux*.

En 1817, vivait à Rome un entrepreneur de maçonnerie qui, à force de travail et de conduite, s'était amassé une somme d'argent. C'était un homme religieux. Il résolut de consacrer le produit de ses sueurs fécondes à la fondation d'un

hospice pour les ouvriers maçons pauvres et malades. Il se rappelait avoir souffert beaucoup lui-même, et la fortune n'avait pas corrompu son cœur. Ce pauvre hospice, appelé *Tata Giovanni*, fut établi dans le pauvre quartier d'Argentina, à Rome. Le brave ouvrier n'ayant pu le doter suffisamment, l'abbé Mastaï s'associa à lui, et y consacra chaque année la plus grande partie de son revenu. Un autre ecclésiastique, M. l'abbé Muzi, prit également part à cette bonne œuvre.

Quelques années après, monseigneur Muzi était envoyé au Chili, par le gouvernement pontifical, comme vicaire apostolique; il s'adjoignit l'abbé Mastaï comme auditeur. Leur mission n'eut pas les résultats espérés, l'Amérique méridionale étant infestée de ce rationalisme impie qui avait prévalu en France à l'assemblée nationale lors de la constitution civile du clergé.

Pendant son séjour dans ce pays, l'abbé Mastaï en visita les missions. Un jour qu'il se rendait sur une goëlette chilienne de Valparaiso à Lima, il fut surpris par une tempête, et sauvé par un pêcheur du nom de Bako, qui fit entrer le bâtiment en péril dans le petit port d'Arica. L'abbé Mastaï alla rendre visite à son libérateur. C'était un pauvre homme, vivant avec sa famille dans une froide cabane, au bord de la mer. L'abbé Feretti lui laissa une bourse contenant quatre cents piastres.

Long-temps après, le cardinal Mastaï-Ferretti, étant parvenu au pouvoir suprême, se souvint du pauvre pêcheur du Chili. Il lui fit parvenir une somme d'argent et son portrait. Bako, devenu par son travail riche propriétaire, a distribué l'aumône du Saint-Père aux pauvres, et a placé son image vénérée dans une chapelle qu'il a fait construire au sommet de son habitation, et qui domine la mer. Là, les voyageurs vont s'agenouiller, et le vieux Bako leur raconte son histoire en leur montrant les traits augustes du souverain pontife.

IV.

L'abbé Mastaï-Ferretti, de retour à Rome en 1825, y fut admis dans la prélature.

Il fut ensuite nommé président de l'hospice de Saint-Michel, à Ripa Grande. Il avait parcouru tous les premiers degrés hiérarchiques ; on peut bien dire de lui qu'il fut l'enfant de ses œuvres.

Dans cette importante fonction, il déploya les qualités éminentes et pratiques, les vertus modestes qui l'avaient tant fait chérir des pauvres et des malades de *Tata Giovanni*. Grâce à son esprit d'ordre, à sa sagesse, à sa charité, à sa douceur et à la supériorité de ses talents administratifs, cet important établissement fut admirablement bien dirigé.

En 1827, Léon XII, dans un consistoire, éleva l'abbé Mastaï à l'archevêché de Spolète. Il administra pendant cinq années ce diocèse avec une sollicitude pastorale, une activité, un zèle qui lui concilièrent la confiance et l'affection de ses diocésains, remplis d'admiration pour sa capacité, ses lumières et ses vertus. En 1832, Grégoire XVI le nomma archevêque d'Imola. Il y apporta la même sollicitude. Il s'occupait lui-même des détails de l'administration des établissements charitables. Il en fonda de nouveaux, entre autres une maison de retraite pour le clergé, qu'il dota; une académie biblique, dont il rédigea les réglements et dont il réunissait les membres dans son palais, une fois par mois, pour traiter des sujets tirés des livres sacrés. Il ajouta de nouvelles constructions au palais épiscopal, décora splendidement, à ses frais,

la chapelle de *Notre-Dame-des-Douleurs*, dans l'église des Servites, et fit réparer le tombeau de saint Cassien. Il appela les dignes sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à l'hospice et aux établissements charitables d'Imola; il ouvrit, dans le séminaire diocésain, un asile gratuit aux jeunes clercs sans fortune, accueillit les orphelins des deux sexes, et procura aux enfants des classes pauvres le bienfait de l'instruction. Il corrigea partout, de sa main prudente et ferme, les abus existants, se préparant ainsi, sans le savoir, au gouvernement de l'Église, que Dieu lui avait réservé.

Il fonda encore à Imola une maison de refuge pour les filles repenties, et un asile pour celles dont la vertu pouvait courir des dangers dans le monde. Il fit venir, pour l'aider dans cette œuvre, des religieuses du *Bon-Pasteur*, d'Angers, saintes femmes qui se consacrent à la direction des établissements pour les jeunes femmes tombées dans le vice, qui veulent revenir à la vertu.

L'archevêque d'Imola était alors cardinal (depuis le 14 décembre 1840), et il n'avait vu dans cette élévation nouvelle qu'un moyen de faire encore plus de bien. Sa charité s'augmentait avec ses ressources. Cet homme évangélique la poussait au delà de la prudence pour lui-même. Un jour qu'il ne lui restait plus un sou dans sa maison, car il avait tout donné, une pauvre femme étant venue lui demander l'aumône, le saint prélat prit un couvert d'argent sur sa table, et le donnant à la mendiante : — «Prenez, lui dit-il, allez le mettre au Mont-de-Piété; je le retirerai quand j'aurai de l'argent.»

Son domestique, après avoir cherché inutilement le couvert, vint lui avouer qu'il avait disparu. Le bon prélat lui dit en souriant qu'il en avait disposé.

On pourrait citer des milliers de traits semblables; encore beaucoup sont-ils restés inconnus, car il se cachait pour les accomplir. La charité véritable est modeste et s'entoure de

mystère; elle garde, autant qu'elle le peut, l'incognito. Heureusement, pour l'édification publique, la gratitude est indiscrète.

Dans sa ville épiscopale, le cardinal Mastaï-Ferretti avait ces habitudes religieuses et simples qu'on admire aujourd'hui sur le trône pontifical.

Les dévouements sont sublimes qui sont modestes et ignorés. L'élévation n'avait pas changé son cœur. C'était toujours le même homme, d'une piété tendre, active, tolérante, la charité en actions. Il n'avait pas perdu la passion de soulager les misères de l'âme et du corps, qui se tiennent parfois de si près. Il portait la vie et la santé où il portait Dieu. Il combattait la misère par ses bienfaits, et la mort par l'immortalité !

LIVRE II.

AVÈNEMENT DE PIE IX.

LIVRE II.

I.

Le cardinal Mastaï, ce prélat si cher aux pauvres, aux affligés, allait quitter l'église d'Imola pour devenir le pasteur de toutes les églises du monde catholique.

Sa Sainteté Grégoire XVI mourut le 1er juin 1846, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Ce vénérable pontife calomnié ne laissa pas les regrets auxquels il avait droit.

Le sacré-collége était alors composé de soixante-trois cardinaux; cinq nominations, réservées *in petto* dans deux consistoires, en 1845, et deux chapeaux vacants complétaient le chiffre de soixante-dix, voulu par les statuts organiques du sacré-collége.

Le conclave s'assembla le 14 juin; il y avait cinquante-quatre cardinaux. Avant le vote d'*accession*, quatre scrutins eurent lieu pendant les deux jours que dura le conclave. Le second jour, mardi 16, trente-six voix, deux de plus qu'il n'en fallait rigoureusement pour la majorité, se réunirent sur le cardinal Mastaï-Ferretti, du titre de Saint Pierre et de Saint Marcellin.

Le nouvel élu ayant déclaré qu'il acceptait la suprême di-

gnité de chef de l'Église, et qu'il prenait le nom de Pie IX, en mémoire de Pie VII, son glorieux prédécesseur sur le siége d'Imola, monseigneur de Ligne, préfet des cérémonies, dressa, comme notaire du siége apostolique, l'acte authentique de cette acceptation.

Les cardinaux Riario-Sforza et Bernetti accompagnèrent le Saint-Père dans la sacristie, où il revêtit les habits pontificaux. Puis le Saint-Père se rendit à la chapelle du Quirinal, où il reçut la première obédience des cardinaux; après quoi son Éminence le cardinal Riario-Sforza, camerlingue de la sainte Église romaine, présenta au Saint-Père l'anneau du pêcheur.

Dès le lendemain, 17 juin, le bruit de la nomination du cardinal Mastaï se répandit dans la ville éternelle.

Sa capacité, son mérite et ses vertus étaient connus des pauvres et des gens du peuple; souvent son élévation à la papauté avait été prédite à l'hospice *Tata Giovanni* et à l'hôpital Saint-Michel, où il avait soulagé tant de douleurs et tant de misères humaines, et où il avait laissé un souvenir pénétrant, comme une fleur laisse son parfum dans l'air. Mais dans les régions du pouvoir on était loin de s'attendre à son élection. D'ailleurs, scrupuleux observateur de l'obligation de la résidence dans son diocèse, l'archevêque d'Imola venait très-rarement à Rome. Du haut du balcon du Quirinal, le cardinal Riario-Sforza annonça au peuple assemblé l'élection du nouveau pontife en ces termes : « Je vous annonce une grande joie : nous avons pour pape l'éminentissime et révérendissime seigneur Jean-Marie Mastaï-Ferretti, cardinal-prêtre de la sainte Eglise romaine, qui a pris le nom de Pie IX. »

Le bruit des applaudissements et des acclamations se mêla à celui du canon du château Saint-Ange. Pie IX parut au balcon, et, les larmes aux yeux, donna sa première bénédiction apostolique au peuple, rempli d'admiration pour la noblesse et la douceur de sa belle physionomie.

L'enthousiasme fut grand dans la ville, surtout parmi les

braves ouvriers du Transtévère, qui devaient rester fidèles à l'Église au milieu des frémissements, des entraînements et des forfaits de la démagogie et de l'athéisme.

A l'heure des désordres et des crimes, ces braves travailleurs refusèrent de trahir l'Église, cette mère qui sans cesse nous prête son appui, qui sans cesse nous protége contre les tempêtes de la vie. Et quand les bruits se firent entendre qui révélaient des trépas coupables, ils s'avancèrent résolument pour protéger les victimes. L'histoire n'oubliera pas que ces ouvriers, ces pauvres artisans offrirent de se placer entre les jésuites et leurs assassins. Et quand le Saint-Père fut contraint de fuir, leurs vœux le suivirent à la trace de son chagrin, comme on suit un blessé à la trace de son sang.

Donc, avant qu'il eût été appelé sur le trône pontifical, dans le quartier des Transtévérins on connaissait, on aimait le cardinal Mastaï; là surtout on l'appelait l'*ami du peuple* et le *père des pauvres*. On attendait de lui de grandes choses. En effet, on connaissait sa hauteur de vue, son excessive intelligence, son jugement supérieur, la pureté de sa vie, son immense piété et son immense charité. De plus, il avait été élu en dehors de toute influence politique, cet éminent prélat si distingué par son amour du bien public.

Les pauvres l'avaient connu, l'avaient aimé avant la postérité.

Le couronnement de Pie IX eut lieu le dimanche 21 juin 1846, dans la basilique de Saint-Pierre.

A cette occasion, une fête musicale fut célébrée et un feu d'artifice fut tiré sur la *place du Peuple*, aux frais du prince Torlonia.

Pie IX distribua en aumônes six mille écus romains; il fit retirer un grand nombre d'objets déposés au Mont-de-Piété; il accorda cinquante-trois dots de cinquante écus romains pour chacune des cinquante-trois paroisses de Rome et des environs, et mille dots de dix autres écus pour les provinces des États pontificaux.

Mais avant de raconter les actes de Pie IX, et pour bien faire apprécier les circonstances politiques au sein desquelles il se trouvait, un rapide coup-d'œil rétrospectif sur l'histoire de la papauté est ici indispensable.

II.

Rien n'est grand comme l'histoire de la papauté. Depuis saint Pierre jusqu'à Pie IX, on compte deux cent cinquante-neuf papes, presque tous hommes éminents par leur esprit, par leur intelligence, leur piété, leur charité, leurs vertus. Soixante-dix-sept d'entre eux ont été canonisés. Le dernier est Pie V, qui vivait au seizième siècle. Généralement les souverains pontifes qui ont porté ce nom ont été des hommes remarquables ; sous leurs pontificats ont surgi de graves événements, et tous, au milieu des écueils, ont conduit avec prudence la barque de Pierre.

Saint Pie Ier, martyr au deuxième siècle, combattit avec vigueur les erreurs du philosophe Valentin et celles de Marcion. Ce dernier, entre autres, niait la résurrection des morts et le mariage. On voit qu'à cette époque, comme dans la nôtre, la révolution travaillait à la ruine matérielle et morale de la société chrétienne, en attaquant la sainte Église. Or, tout ce qui se fait contre l'Église se fait contre les peuples, contre l'humanité.

Pie II (Ænéas Sylvius, secrétaire du concile de Bâle) était le savant le plus érudit et l'écrivain le plus infatigable de son siècle. Il fut l'auteur d'un projet de croisade contre les Osmanlis, que les divisions de l'Europe ne permirent pas d'exécuter. Saint Pie V, animé du même esprit, pacifia l'Europe, et appela son

attention sur les progrès des Osmanlis. C'est sous son pontificat que se livra le plus célèbre combat naval des temps modernes, la bataille de Lépante, remportée sur les Turcs par don Juan d'Autriche.

Pie VI apporta de sages et utiles réformes dans l'administration des États du Saint-Siége; entre autres bienfaits, il rendit la salubrité à la campagne de Rome, en desséchant les Marais-Pontins. Ce fut un travail colossal.

Ce pontife, renfermé par l'immoral et impie Directoire dans la citadelle de Valence, en France, mourut dans l'isolement, en priant Dieu pour la conversion de ses persécuteurs (1799).

Pie VII commence son pontificat par un acte de pouvoir extraordinaire, sans précédent dans les annales de l'Église de la part de l'autorité pontificale : le concordat de 1801, conclu avec Napoléon. C'était la suppression des anciens siéges épiscopaux de France, malgré l'opposition des titulaires et de tous ceux qui savent combien sont fatales les concessions faites par l'autorité à l'idée révolutionnaire. Qu'une semblable transaction fût capable d'occasionner des schismes et des troubles dans l'Église, c'était fort à craindre. Les vertus, la supériorité, l'obéissance du clergé de France, son inébranlable et touchante fidélité au Saint-Siége, malgré cette transaction, conjurèrent ces périls. Ce fut sa gloire.

Le pontificat de Pie VII fut très-agité, et le Saint-Père passa de longs jours dans la captivité et dans l'exil.

Pie VIII, dont le règne fut de dix-huit mois, vit la révolution libérale-philosophique de 1830 et le commencement des troubles qui affligent encore à cette heure l'Italie.

Quant à Pie IX, nous verrons les épreuves que lui réserva la Providence : en méditant ses douleurs, on est frappé de la divinité de l'Église catholique, qui fournit tant d'admirables martyrs.

Le Seigneur a dit :

— « *Eritis mihi testes usque ad ultimum terræ.* — Vous serez

mes témoins (et, par conséquent, vous serez mes martyrs) jusqu'aux extrémités du monde. »

Cette parole, qui possède cette sûreté de confiance en soi-même qui ne pouvait appartenir qu'à Dieu, reçoit tous les jours son exécution. Chaque jour, l'Église et ses défenseurs donnent un nouvel accomplissement aux paroles du maître.

III.

Dès le commencement du règne de Pie IX, le gouvernement pontifical eut un différend avec le gouvernement autrichien, relativement à l'interprétation et à l'application de l'article 103 du traité de Vienne, que le Saint-Siége n'a point admis, il est bon qu'on s'en souvienne, et contre lequel il a, dès le principe et toujours depuis, protesté avec un mâle courage et une patriotique vigueur.

Ce que le cardinal Consalvi, secrétaire d'État de Pie VII, a fait en pareille occurence, le cardinal Ferretti, secrétaire d'État de Pie IX, l'a fait également.

Cette lutte, au surplus, n'est point nouvelle; voici plusieurs siècles que la possession de l'Italie est la pensée dominante des Autrichiens. Ils l'ont nourrie avec une infatigable persévérance. Dès le onzième siècle, Grégoire VII contraignit l'empereur d'Allemagne, le souverain le plus puissant de l'époque, à renoncer à ses projets ambitieux sur Rome et sur les provinces italiennes.

A cette politique de domination et de conquête le Saint-Siége s'est toujours opposé, comprenant avec raison que la papauté, pour conserver sa liberté d'action comme pouvoir spi-

rituel, doit conserver son indépendance comme puissance temporelle.

Les ennemis de l'Église, protestants, libres penseurs, libéraux, démocrates, communistes, athées et autres auront beau faire, ils auront beau calomnier par la parole et par la plume, il est un fait incontestable, c'est que les papes ont fourni une carrière laborieuse au service de la liberté italienne. Les plus illustres ont été les plus dévoués à la patrie : Innocent I[er], saint Léon, Grégoire VII, Pascal II, Alexandre III, Innocent III, Honorius III, Innocent IV, Clément IV, Nicolas IV, Jules II, Pie V, Clément VII, Clément XIII, Pie VI, Pie VII, et presque tous les papes ont eu un règne orageux, difficile; les uns ont été errants, les autres exilés, d'autres sont morts en prison!...

Pendant la lutte qui dura plusieurs siècles entre le parti qui voulait l'indépendance italienne et celui qui voulait la prépondérance de la maison autrichienne, quelle fut l'attitude de la Papauté? Toujours elle fut du côté de la liberté, de l'indépendance, de la justice. Les *Guelfes* portaient l'étendard du Saint-Siége, les *Gibelins* la bannière impériale.

Qui provoqua, au seizième siècle, la ligue de Cambrai, première grande réunion diplomatique? Un pape, jaloux de l'indépendance et de l'équilibre des Etats italiens. N'est-ce pas un pape qui, au même siècle, se réunit à la France contre l'empereur Charles-Quint, et défendit avec courage la cause de l'indépendance italienne? — Rome prise fut pillée par les troupes impériales.

Henri IV, roi de France, avait compris que l'indépendance des papes se rattachait directement et étroitement à l'équilibre européen; c'est pourquoi il voulait augmenter les Etats de l'Eglise.

L'Autriche, au contraire, a trop souvent semblé se proposer leur amoindrissement. Henri IV, méditant tous les moyens d'assurer à l'Europe une paix durable, concluait à l'expulsion de la maison d'Autriche et à son envoi dans l'Amérique; nous

sommes loin de penser comme lui que l'existence de la maison d'Autriche est incompatible avec la sécurité des nationalités européennes; mais nous constaterons que c'est contre la politique constamment juste de la Papauté que cette puissance a sans cesse essayé de s'assurer une prépondérance excessive en Italie, d'y imposer son protectorat.

Cette prétention fut favorisée par la guerre de la succession d'Espagne, par les désastres de la France, à la fin du règne de Louis XIV, qui permirent au gouvernement impérial de s'implanter dans la Haute-Italie, et de menacer constamment les Etats Romains. En cela bien souvent l'Autriche n'eut pas plus d'égard pour le chef de l'Eglise que pour le souverain temporel.

Il est donc incontestable que la Papauté n'a jamais refusé son concours au patriotisme italien, que toujours elle s'associa noblement aux légitimes émotions de l'indépendance nationale contre les prétentions de l'étranger. Combien pourrions-nous évoquer de saints prélats qui, dans ces luttes, ont fait preuve de courage, de dévouement, de science, de charité! car le Catholicisme, calomnié par les méchants, n'a jamais failli à sa mission de civilisation et de fraternité. C'est l'Eglise qui a réveillé les arts, qui a ressuscité le culte de la science et l'industrie, qui a fécondé l'esprit humain; c'est l'Eglise qui a donné au progrès juste son plus grand développement; c'est elle qui a arraché les peuples à l'esclavage et aux ténèbres; c'est elle qui a inspiré les mouvements de liberté qui ont fait tressaillir le monde.

Le Protestantisme, au contraire, est de toutes les formes religieuses celle qui est le plus ennemie de la liberté des peuples; et, quand on nous oppose l'Angleterre, on oublie que c'est le Catholicisme qui a fondé ces libertés, si vivaces que le Protestantisme a été contraint de les accepter comme loi de l'Etat.

IV.

Pie IX, en montant sur le trône pontifical, était décidé à y faire plus que jamais triompher la justice et la vertu.

Tout préoccupé des rigoureux devoirs que lui imposait sa nouvelle position, il repoussa toute pensée d'ambition pour les siens. On sait combien honorable était son passé, combien avaient été laborieuses celles de ses années qui déjà dormaient dans la tombe.

Son cœur inclinait à la clémence ; le 16 juillet 1846 il rendit un décret d'amnistie en six articles, concernant les crimes et délits politiques. Cet acte fut salué par des témoignages éclatants de joie, comme le premier pas vers des réformes. De ce jour commence cette longue et triste comédie de flambeaux allumés, de cris hypocrites, de larmes feintes, dont les bons citoyens furent longtemps dupes en s'y associant. Les fleurs couvraient les rues, et la foule demandait à toute heure la bénédiction du saint Pontife.

Les incorrigibles révolutionnaires étaient là, poussant la multitude à ces démonstrations, qui, pour eux, n'avaient qu'un but, compromettre le Saint-Père, l'entraîner au delà des réformes justes, pour finir par le renverser ; car ceux-là même auxquels il avait fait l'aumône de sa clémence juraient sa perte, et, dans leur ingratitude, travaillaient activement à sa chute ; ils étaient aidés, dans ce travail de honte et d'ignominie, par les agents de l'Angleterre protestante.

On aurait pu croire que l'amnistie porterait aux sentiments révolutionnaires qui agitaient les Etats Romains une atteinte

plus profonde que de sévères châtiments et d'implacables exemples ; il en fut autrement, et c'est toujours ainsi. La démocratie paie ses dettes de reconnaissance avec son poignard et sa guillotine. Chaque concession faite à la révolution lui est un encouragement ; plus on l'épargne, et plus elle se montre insolente et féroce ; lui pardonner est une duperie ; pour la désarmer il faut marcher sur elle sans pâlir ; il faut la vaincre, il faut l'anéantir.

Voici le décret d'amnistie rendu par le saint Pontife. Il faut le publier, à la honte de ceux qui ont violé leur parole, et n'ont pas eu plus souci du repos de leur patrie que de leur propre honneur.

Décret d'amnistie.

« Pie IX à ses très-fidèles sujets, salut et bénédiction apostolique :

« Dans ces jours où la joie publique qu'excitait notre exaltation au souverain Pontificat nous faisait éprouver au fond du cœur la plus vive émotion, nous ne pouvions nous défendre d'un sentiment de douleur à la pensée qu'un grand nombre de familles de nos sujets ne pouvaient prendre part à la joie commune, parce que, privées comme elles l'étaient des consolations domestiques, elles portaient une grande partie de la peine que quelques-uns de leurs membres avaient méritée en attaquant l'ordre de la société et les droits privés du souverain légitime.

« Nous jetions d'un autre côté un regard de compassion sur cette jeunesse nombreuse et inexpérimentée qui, bien qu'entraînée par de trompeuses flatteries au milieu des tumultes politiques, nous semblait coupable plutôt de s'être laissé séduire que d'avoir séduit. C'est pour cela que, dès ce moment, nous pensâmes à tendre la main et à offrir la paix du cœur à

ceux de ces chers enfants égarés qui voudraient se montrer sincèrement repentants.

« L'affection que notre bon peuple nous a montrée et les témoignages de constante vénération que le Saint-Siége en a reçus dans notre personne, nous ont persuadé que nous pouvions pardonner sans qu'il en résultât aucun danger public.

« Par ces motifs, nous arrêtons et ordonnons que les commencements de notre pontificat soient solennisés par les actes suivants de grâce souveraine :

« 1° Nous remettons à tous nos sujets actuellement détenus pour délits politiques la peine qui leur reste à subir, pourvu qu'ils fassent par écrit et sur leur honneur la déclaration solennelle que non-seulement ils sont déterminés à n'abuser, en aucune manière et en aucun temps, de la grâce qui leur est accordée, mais encore à remplir tous les devoirs de bons et fidèles sujets.

« 2° Sous la même condition, seront admis dans nos Etats tous ceux de nos sujets qui, dans le terme d'un an à dater de la publication dudit décret, manifesteront d'une manière convenable, et par l'intermédiaire des nonces apostoliques ou autres représentants du Saint-Siége, le désir de profiter de cet acte de notre clémence.

« 3° Nous réhabilitons également tous ceux qui, pour avoir participé à quelque complot contre la sûreté de l'Etat, sont soumis à la surveillance de la police et déclarés incapables de remplir les charges municipales.

« 4° Nous entendons que soient interrompues et supprimées les procédures criminelles pour délits purement politiques qui ne seraient pas encore terminées par un jugement en forme; que les prévenus soient remis en liberté, à moins que quelqu'un d'entre eux ne demande la continuation du procès dans l'espoir de mettre au jour son innocence et d'en requérir tous les droits.

« 5° Nous n'entendons pas cependant que dans les disposi-

tions des articles qui précèdent soient compris ceux, en très-petit nombre, des ecclésiastiques, militaires et employés du gouvernement qui, pour cause de délits politiques, ont déjà été condamnés, ou qui ont pris la fuite, ou dont le procès est encore pendant. En ce qui les concerne, nous nous réservons de prendre d'autres déterminations, selon que la connaissance des documents qui les regardent nous mettra en mesure de le faire.

« 6° Nous ne voulons pas non plus que dans cette grâce soient compris les délits ordinaires dont seraient d'ailleurs coupables les condamnés ou exilés politiques. Nous entendons que pour ceux-ci les lois en vigueur aient leur pleine exécution. Nous nous plaisons d'espérer que ceux qui useront de notre clémence sauront en tout temps respecter et nos droits et leur propre honneur. Nous avons encore la confiance que les esprits gagnés et adoucis par notre pardon aimeront à déposer ces haines civiles qui sont toujours ou la cause ou l'effet des passions politiques, et qu'ainsi se formera vraiment de nouveau ce lien de la paix par lequel Dieu veut que tous les enfants d'un même père soient ensemble étroitement unis.

« Si pourtant nous venions à être trompé dans quelques-unes de nos espérances, malgré la douleur amère qu'en ressentirait notre cœur, nous nous rappellerions néanmoins toujours que, si la clémence est le plus doux attribut de la souveraineté, la justice en est le premier devoir.

« Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, le seize juillet mil huit cent quarante-six, la première année de notre pontificat.

« Pie IX. »

Tel est ce beau langage, à la fois si paternel et si juste. C'est un de ces éclairs qui révèlent la bonté de cette grande âme. Les révolutionnaires ne furent pas touchés de la tendresse et

de la magnanimité de Pie IX. Ceux-là auxquels il a rouvert les portes de la patrie, auxquels il a rendu les douces joies du foyer domestique, vont aiguiser dans l'ombre de sanguinaires poignards contre le trône et contre l'autel. Le pardon du saint Pontife ne gagna pas ces cœurs endurcis : il ne furent attendris ni par sa majesté ni par son amour, et vainement ce bon père ouvrit ses bras à ses enfants coupables. Ne les croire qu'égarés et les juger capables de repentir, cette illusion de la charité du saint Pontife dura peu, et ce fut trop longtemps encore. Et cependant, comme complément, il ouvrit au peuple les portes de son palais afin de se mettre en contact religieux avec lui. Là, tous pouvaient le voir, lui parler; tous, sans distinction de rang, pouvaient participer aux bienfaits de son amour.

Pour ne pas entraver le service des affaires de l'Etat, le Saint Père avait consacré un jour par semaine à ces réceptions. Pie IX passait sa vie à travailler et à prier, comme il le fait encore aujourd'hui, depuis sa bienheureuse restauration par les armes de la France catholique.

Le matin, il se lève à quatre heures. Il se rend à sa chapelle, où il passe une heure en prières, après quoi il célèbre la sainte messe. Chaque jour, il entend une messe d'actions de grâces. Fortifié par la prière, il entre dans son cabinet. Il y travaille jusqu'à une heure de l'après-midi. Alors seulement il dîne, et même pendant son repas il traite d'affaires publiques. Il consacre ensuite une heure à la promenade et à la méditation dans les galeries ou dans les jardins du Quirinal, après quoi il reçoit jusqu'à cinq heures. Alors il passe une heure devant le saint Sacrement, tantôt dans une chapelle, tantôt dans une autre, souvent dans quelque communauté ou établissement public, où il arrive sans s'être fait annoncer, afin de voir par lui-même. Il rentre dans son cabinet, où il se remet au travail jusqu'à onze heures du soir, moment où il prend une légère collation, pendant laquelle il

reçoit quelque cardinal. Il travaille encore, prie et va se mettre au lit.

Telle est la vie de ce vertueux Pontife, si laborieux, si bon, si intelligent, qui dans tous ses actes a toujours Dieu présent.

S'il s'est trompé, c'est qu'il a jugé les hommes moins mauvais qu'ils ne le sont réellement.

Appeler l'Italie, la croix à la main, à une vie nouvelle, était une généreuse pensée de Pie IX, mais ce n'était qu'une illusion. Au dessous de la partie intelligente, saine, éclairée, cordialement catholique de l'Italie, il y a un peuple abâtardi, vicieux, gangrené; ce peuple d'histrions, héroïque en paroles, lâche au champ de bataille, hardi seulement pour l'assassinat, mais faible avec une épée, actif, la nuit, traîtreusement, avec un poignard, était indigne de la liberté. Il ne la méritait pas, il ne l'avait conquise par aucune vertu. Pie IX mesura ses réformes à son âme, non à celle de ses sujets. Il faisait les grandes choses comme les autres font les petites. Ce peuple était incapable de l'apprécier.

Pie IX s'engagea néanmoins avec résolution dans le sentier qu'il s'était tracé. Rien ne le découragea. Il avait l'obstination de la charité, et jamais son ardeur à faire le bien ne se ralentit. On sait comment les trop grandes exigences des uns, les conspirations des autres, les rêves de ceux-ci, l'impatience de ceux-là embarrassèrent dès le but le développement de ses intentions sincères, et l'empêchèrent d'élever l'édifice qu'il avait rêvé. Il voulait le progrès raisonné, utile, juste, légal; il aspirait à faire prévaloir dans ses Etats un système tout paternel; il en fut bien récompensé par la démocratie! Et pourtant, nul plus que Pie IX ne se montra généreux, nul n'eut plus de vive sollicitude pour l'amélioration du sort des classes pauvres. Un des premiers actes du ministère du cardinal Gizzi ne fut-il pas la fondation d'une Ecole Centrale à Rome pour la jeunesse de la classe ouvrière? Ce fait, qui, au milieu des agitations, des démences, des crimes de la révolution, passa

inaperçu, n'est pas de ceux qui honorent le moins le Saint-Père et son gouvernement. Cette école apprend un métier aux enfants de l'artisan, ainsi que le service militaire. On leur donne également une éducation morale et religieuse. Les jeunes gens du peuple en sortiront bons ouvriers, bons soldats, bons citoyens. Sa Sainteté, qui s'intéresse particulièrement à tout ce qui se rapporte à l'instruction du peuple, visitait souvent *incognito* les différentes écoles gratuites fondées pour les classes ouvrières, et dirigées par des prêtres zélés. Parfois Pie IX présida aux distributions de prix, et y joignit son offrande. Un jour, au mois de janvier 1847, il parut tout à coup dans l'église *Saint-André della Valle*. On le reconnut à son front large et grave, à ses yeux pleins de bonté et brillant des flammes de la foi, à sa physionomie rayonnante, sur laquelle se lisait l'énergie de saint Paul et la douceur du disciple bien-aimé. Il monta dans la chaire de vérité sans être annoncé, et parla à son peuple électrisé.

En terminant, il recommanda à Dieu Rome et l'État ; il le pria d'y faire fleurir la concorde, d'éloigner les haines des citoyens, de les fortifier dans la fraternité, de maintenir la foi dans les familles, et il demanda à Jésus-Christ de répandre sa bénédiction sur toute la Chrétienté. Les auditeurs versaient d'abondantes larmes en tendant vers le Pontife leurs bras frémissants comme leurs cœurs. Et lui, souriant avec cette grâce et cette bonté qui révèlent toute son âme, il leur donna sa bénédiction apostolique ; elle tomba sur leurs fronts inclinés comme une rosée céleste.

Il a fallu que la révolution fût bien forte pour n'être pas conjurée par l'influence exercée sur les populations par ce meilleur des pères, si bien fait pour étouffer les désordres, calmer les haines, ramener partout la paix et l'union.

Mais l'enthousiasme sincère fut, je l'ai dit, traîtreusement exploité par les hommes de désordre, par les démocrates, par les secrets ennemis de l'Église et de la Religion, en dehors

de laquelle l'homme chercherait en vain le bonheur et le repos. Cet enthousiasme qui se continuait avec des fêtes interminables, avait pris un tel caractère d'importunité, que le cardinal Gizzi, secrétaire d'État, adressa, au nom de Sa Sainteté, aux autorités des États pontificaux, une circulaire pour mettre un terme à ces démonstrations, à ces réunions, à ces fêtes, qui induisaient les populations en dépenses excessives, et leur faisaient négliger leurs travaux. C'était un des moyens employés par les républicains, qui avaient la prétention de gouverner l'Italie, c'est-à-dire qui tendaient à l'opprimer sous prétexte de l'affranchir. Ces misérables aspiraient à remplacer l'Évangile de Dieu par celui de la démocratie. Ils avaient un système nouveau de gouvernement et de religion. Ils supprimaient l'autorité politique et religieuse; ils mettaient la *République à la place de la Royauté, la nature à la place du Pape;* — ce sont les paroles de Mazzini, l'un de leurs chefs. Leur Constitution se résume ainsi: — « Nous sommes Rois; » — et leur *Credo;* — « Nous sommes Dieu! » Ils ont la prétention de vaincre l'oppression, et ils sont eux-mêmes les esclaves de leurs passions. Le chrétien cherche à se contenir, à s'humilier lui-même; eux, ils ne cherchent qu'à contenir, à humilier les autres. Ce n'est pas par justice qu'ils demandent l'égalité, c'est par orgueil, par haine, par envie; c'est pour pêcher en eau trouble qu'ils veulent l'anarchie.

Ils furent suivis dans leur criminelle entreprise par des hommes aveugles, bien repentants à cette heure d'avoir abandonné les principes féconds de Pie IX pour les principes faux, passionnés, suspects, jaloux, oppressifs de la démocratie, qui, dans sa course furieuse, ne sait faire que des ruines et verser des flots de sang.

V.

La direction des États de l'Église occupait énormément Pie IX, mais sans l'absorber au point de l'empêcher de s'occuper des autres États du monde catholique. Douloureusement ému de la misère de l'Irlande, décimée par la famine, il ouvrit une souscription à Rome en sa faveur, et s'inscrivit pour mille écus romains (cinq mille quatre cents francs). Il ordonna de célébrer de pieux exercices de prières à l'intention de cette nation infortunée, et des sermons furent prêchés en trois langues différentes, ayant pour objet de provoquer la charité des fidèles.

D'un autre côté Pie IX rétablit le patriarche latin de Jérusalem, pour en faire le tuteur naturel des catholiques, le chargeant d'exposer leurs griefs au Divan et d'en demander le redressement. Il opéra par là une véritable révolution dans les traditions séculaires de la diplomatie européenne en Orient.

Au même point de vue de la politique étrangère, le Saint-Père se montra très-énergique vis-à-vis de l'Autriche. Cette puissance, qui avait pénétré le but révolutionnaire caché par les démocrates sous les acclamations dont le Pape était entouré, s'inquiétait à juste titre : l'avenir justifia ses appréhensions sur l'effervescence des esprits en Italie. Il est permis de penser que, si elle tremblait pour son royaume lombardo-vénitien, elle n'était pas non plus sans crainte pour l'autorité même de Pie IX. Le comte de Lutzow, ambassadeur de

S. M. l'empereur d'Autriche, accumulait notes sur notes, et le comte Rossi, ambassadeur de France, appuyait lui-même certaines de ces représentations.

Fatigué des obsessions formulées par l'Autriche en termes dont la vivacité allait jusqu'à la menace, le cardinal Gizzi donna sa démission. Il fut remplacé par le cardinal Ferretti, d'Ancône, de la famille des comtes Ferretti, homme d'action plutôt que diplomate, d'ailleurs distingué par sa charité et son dévouement apostoliques.

On a prêté, dès cette époque, à l'Autriche, la pensée de ressusciter contre Pie IX la guerre entreprise jadis par l'empereur Henri contre Grégoire VII. Il est bien permis de douter que telle ait jamais été la secrète intention du cabinet de Vienne. Il existe, il est vrai, quelque similitude entre le pontificat de ces deux successeurs de saint Pierre: Grégoire VII était, lui aussi, un évêque zélé, irréprochable, et son grand cœur était animé des meilleures intentions. Il voulait mettre l'autorité spirituelle à l'abri du despotisme des empereurs d'Allemagne. L'empereur Henri résolut de le faire déposer par le clergé ou de le déposer lui-même. On voit combien difficile fut la position de ce Pontife; on sait qu'il fut assiégé dans Rome par l'armée impériale et obligé de s'enfuir.

Or, que voulait Pie IX? Réaliser dans ses États les réformes demandées en 1832 à son prédécesseur par les puissances européennes elles-mêmes; rien de moins, mais aussi rien de plus. Comme chef indépendant des États de l'Église, n'était-il pas le seul juge de l'opportunité, de l'étendue et de la valeur politique de ces réformes?

Que le cabinet de Vienne ait redouté qu'à l'ombre de ces réformes le libéralisme et le radicalisme italiens ne grandissent et ne compromissent par leurs violences le repos de l'Europe, rien de plus certain; mais qu'il ait voulu arrêter le Saint-Père dans sa marche et ruiner son glorieux travail, qu'il ait résolu de revenir au onzième siècle et d'imiter l'empereur

Henri déposant Grégoire VII, voilà ce qu'il n'est pas permis d'admettre légèrement. On a été jusqu'à lui prêter des intrigues pour se procurer la majorité parmi les cardinaux, par menaces et promesses, afin de procéder à la déposition de Pie IX. On disait qu'il s'efforçait d'intimider Sa Sainteté, qu'il cherchait de tous côtés à lui suggérer l'idée d'une abdication; son successeur était déjà désigné. On disait encore que les ennemis de ce saint Pontife étaient déjà en mesure de formuler de graves accusations contre lui, et l'on rappelait que l'empereur Henri avait, au onzième siècle, fait entendre de faux témoins qui affirmèrent, sous la foi du serment, que Grégoire VII avait commis de grands crimes. L'histoire peut enregistrer ces bruits; mais il faut se garder d'y croire aveuglément, moins par la difficulté qu'on aurait de trouver des calomniateurs patentés pour perdre la vertu, que parce qu'aucune preuve de cette conspiration n'a été fournie par les écrivains qui en ont parlé.

Toujours est-il que l'Autriche, à laquelle les traités de 1815 ont concédé le droit excessif de tenir garnison dans les deux places pontificales de Ferrare et de Comacchio, résolut, pour ne pas se laisser surprendre par les événements, qu'elle jugeait sainement, d'augmenter leurs garnisons. Le souverain Pontife, en se soumettant à cette décision insérée à l'article 103 du protocole du traité de Vienne, crut devoir protester contre cette atteinte à son indépendance. L'arrivée d'un renfort de troupes autrichiennes et l'occupation de plusieurs postes en dehors de la citadelle, où la garnison étrangère doit rester enfermée, fournirent au gouvernement pontifical de Pie IX, une occasion légitime de faire de nouvelles protestations. Sous le prétexte qu'un capitaine autrichien du nom de Jankowich, aurait été insulté par un habitant de Ferrare, la garnison autrichienne occupa militairement la ville. Le cardinal Ciacchi, légat de la ville et de la province, protesta publiquement avec une mâle énergie contre cette viola-

tion des traités qui n'accordent aucun droit à l'empereur d'Autriche sur la ville, mais lui concèdent seulement la faculté de tenir garnison dans la citadelle, faculté, au reste, qui est une ineptie de ces traités, car il est incontestable qu'elle peut soulever à toute heure des tempêtes.

M. de Maistre a dit et démontré que, dans leurs longues luttes avec les empereurs, les papes se sont proposé constamment trois buts, invariablement suivis avec toutes les forces dont ils ont pu disposer en leur double qualité : 1° inébranlable maintien des lois du mariage ; 2° conservation des lois de l'Église ; 3° liberté de l'Italie.

« Dans le vrai, dit-il, ce fut une guerre entre l'Allemagne et l'Italie, entre l'usurpation et la liberté, *entre le maître qui apporte des chaînes et l'esclave qui les repousse* ; guerre dans laquelle les papes *firent leur devoir de princes italiens et de politiques sages* en prenant parti pour l'Italie, puisqu'ils ne pouvaient *ni favoriser les empereurs sans se déshonorer*, ni essayer même *la neutralité sans se perdre*. La guerre civile une fois allumée, il fallait bien prendre parti et se battre. Par leur caractère si respecté et par l'immense autorité dont ils jouissaient, les papes se trouvèrent naturellement placés à la tête du parti des convenances, de la justice et de l'indépendance nationale. L'imagination s'accoutuma donc à ne voir que le pape au lieu de l'Italie ; mais, dans le fond, il s'agissait d'elle, et nullement de la religion, ce qu'on ne saurait trop ni même assez répéter. »

En appliquant ces idées de M. de Maistre à la conduite de Pie IX, on voit combien il fut fidèle à cette politique. Seulement, la question ne se présentait plus, en 1848, dans les mêmes termes ; ce n'était pas seulement la guerre entre l'Autriche et l'Italie ; c'était, au nom de *vive Pie IX*, poussé par les révolutionnaires, la guerre du Socialisme contre la Religion, contre l'Autorité. Pie IX, ainsi que les autres princes de l'Italie, voulait l'affranchissement du pays ; il ne favorisa

pas l'Autriche contre l'indépendance nationale, mais il refusa de s'associer aux violences de la démocratie. Pie IX resta indépendant, comme c'était son devoir, et de l'Autriche d'une part, et de la révolution d'autre part. C'était selon la parole de Bossuet, qui disait qu'un pape soumis à une puissance serait dans l'impossibilité de gouverner l'Église universelle. Si le pape n'est pas libre, il n'est plus dans la condition d'impartialité qui convient au père commun des fidèles, dont les intérêts spirituels sont les mêmes sur tous les points du globe. Les libéraux, qui avouent cela, demandent alors la suppression du pouvoir temporel des papes, *afin de les sauver comme chefs spirituels*. Tous les intérêts de l'humanité et de la civilisation protestent contre cette politique, qui commence par frapper la Papauté comme puissance temporelle, afin de la frapper plus tard comme puissance morale. La Papauté doit rester telle qu'elle est, ou disparaître; il n'y a pas de milieu. Ceux-là donc sont ses ennemis, tout autant que ceux qui veulent l'abolition de ses deux pouvoirs, qui demandent l'abolition d'un seul.

VI.

Première protestation du cardinal Ciacchi, légat de Ferrare, contre l'occupation de la ville par les Autrichiens.

Ferrare, le 6 août 1848.

« Par suite d'un incident arrivé au capitaine Jankowich, du régiment de l'archiduc François-Charles, et sur les ordres de Son Excellence le lieutenant-maréchal comte Auersperg,

commandant au nom de S. M. l'Empereur d'Autriche la citadelle et les troupes impériales, des patrouilles autrichiennes ayant parcouru les rues de la ville, je déclare un tel fait complétement illégal, contraire aux stipulations du traité de Vienne et aux usages depuis longtemps en vigueur à cet égard.

« En ma qualité de représentant de la souveraineté du Saint-Siége comme légat apostolique, gouverneur de cette ville et de la province, voulant conserver intacts et sacrés les droits du Saint-Siége, je proteste solennellement contre l'illégalité du fait énoncé et contre tout autre fait de même nature qui pourrait porter préjudice à ces droits ou à ceux des sujets pontificaux confiés à mon administration et à ma tutelle.

« Je fais cette protestation pour l'acquit du devoir de ma charge et pour l'autorité représentative qui m'est déléguée, en attendant les résolutions souveraines auxquelles je réfère. L'événement arrivé au capitaine Jankowich n'est d'ailleurs pas prouvé; le fût-il, il ne donnait pas le droit aux forces autrichiennes de parcourir en maîtres toute la ville. A l'égard des termes de la dépêche que m'a adressée à ce sujet Son Excellence le lieutenant-maréchal, et dont je ferai part au gouvernement, je proteste de nouveau contre tout ce qui peut porter la moindre atteinte aux droits de souveraineté du Saint-Siége apostolique, que je veux en toute occasion maintenir et faire respecter.

« *Signé* Luigi, cardinal Ciacchi, légat apostolique.

« *Et ont signé avec son éminence :*

« Flaminio Bottoni, avocat, témoin; Francesco-Maria Carletti, docteur en droit, témoin; Eliseo Monti, docteur en droit, notaire, requis pour l'acte ci-dessus. »

Seconde protestation du cardinal Ciacchi, contre l'occupation de Ferrare par les Autrichiens.

« Au très-saint nom de Dieu, sous le pontificat de Sa Sainteté le pape Pie IX, souverain Pontife, excellent, régnant heureusement, l'an II de son pontificat, et de notre salut 1847, cinquième induction romaine, à Ferrare, chef-lieu de légation, ce vendredi treizième jour du mois d'août, je, Eliseo Monti, fils de feu le docteur Luigi, notaire public pontifical, résidant à Ferrare, habitant rue Giorecca, 2, sur la paroisse de la cathédrale; par l'ordre de son Éminence Révérendissime le seigneur cardinal légat de cette ville, me suis transporté au Castello, ou palais de la résidence gouvernementale, et là, s'étant présentée devant moi, accompagnée des témoins soussignés, Son Éminence Révérendissime le seigneur cardinal Luigi Ciacchi, pour Sa Sainteté notre seigneur le pape Pie IX, légat apostolique de la ville et province de Ferrare, elle m'a ordonné d'écrire sous sa dictée la protestation suivante :

« Nonobstant la protestation par moi faite le 6 du courant à Son Éminence M. le lieutenant-maréchal comte Auersperg, commandant au nom de Sa Majesté l'empereur d'Autriche la forteresse et les troupes impériales, en raison du parcours nocturne de la ville par les patrouilles autrichiennes qui m'avait été intimé, protestation que je me suis fait un devoir de communiquer au gouvernement supérieur, duquel j'ai obtenu une approbation honorable par la dépêche de l'Eminentissime seigneur cardinal secrétaire d'état, du 9 courant, n° 72725, section première, étant en outre prévenu par écrit, au moyen d'une lettre du susdit seigneur lieutenant-maréchal, en date d'aujourd'hui même, apportée à midi par une députation militaire, d'une manière menaçante, par l'ordre présidial de Son

Excellence M. le général en chef comte de Radetzky, datée de Milan, 11 août 1847, il lui est positivement enjoint d'occuper la grande place et les portes de la ville même de Ferrare, exactement suivant les règles du service militaire; et, conformément à notre plein droit, et ladite occupation s'étant effectuée à une heure de l'après-midi du même jour, moi, considérant en ma qualité de légat apostolique de cette ville et province, un tel acte comme une violation manifeste des droits sacrés de Sa Sainteté notre souverain, et du Saint-Siége sur cette ville et province, et ne voulant pas préjudicier le moins du monde par mon silence à ces droits; pour ce, je proteste formellement et en la meilleure manière de raison contre le fait de la susdite occupation, la déclarant tout à fait illégale, arbitraire, lésant l'absolue et pleine possession de la souveraineté du Saint-Siége sur cesdits états qui lui appartiennent.

« Et je proteste avec d'autant plus de raison, et j'insiste d'autant plus sur mes représentations ci-dessus exposées contre cette occupation militaire, qu'elle a été faite sans qu'aucun motif lui ait été fourni antérieurement, ni par le gouvernement ni par ses sujets, et, en outre, parce qu'elle a été faite en plein jour, à l'heure où cette place est le plus fréquentée par le peuple, au mépris public du gouvernement pontifical et de ses troupes, qui gardaient pacifiquement les postes occupés, finalement de la manière la plus menaçante et la plus brusque, tellement qu'à peine a-t-on eu le temps de prévenir les officiers pontificaux qui avaient le commandement de ces postes.

« Son Éminence révérendissime s'est ainsi déclarée et a protesté de la manière la meilleure et la plus efficace en raison de son droit, voulant et ordonnant que la présente protestation soit conservée en original dans mes archives, et qu'il en soit donné copie authentique à la suprême secrétairerie d'État, au commandant militaire autrichien, au magistrat communal de cette ville et à la légation apostolique pour mémoire perpétuelle.

« Fait, lu et publié à haute, claire et intelligible voix le présent acte, par moi, notaire soussigné, dans le castello de Ferrare, dans une pièce qui prend jour par trois fenêtres sur la place de la Paix ; étant présent l'excellentissime signor avocat Flaminio Bottoni, juge civil et criminel de cette ville, demeurant sur la paroisse de Saint-Étienne, fils de vivant Pietro ; et le signor docteur Francesco-Maria Carletti, fils de feu Alphonse, secrétaire communal de cette ville, habitant sur la même paroisse, témoins appelés et requis, lesquels ont signé avec l'illustre cardinal et moi, notaire.

« Luigi, cardinal Ciacchi, légat apostolique de la ville et province de Ferrare; M. P. Flaminio Bottoni, avocat, témoin; Fr. Maria Carletti, idem; docteur Eliseo Monti, notaire pontifical, requis pour dresser le présent acte.

« Enregistré à Ferrare, le 13 août 1847, en deux pages, sans approbation ni ratures, au volume 93 des actes publics, folio 1 verso, case 5. Payé 20 scudi. — Le préposé Mazucchi. »

Manifeste du gouvernement pontifical, publié par le journal officiel de Rome, le Diario di Roma, *à l'occasion de l'occupation de la ville de Ferrare par les troupes autrichiennes.*

« Rome, le 17 août.

« L'article 103 du congrès de Vienne avait réservé à S. M. l'empereur d'Autriche le droit de garnison dans les places de Ferrare et de Comacchio. Néanmoins cette réserve étant entièrement contraire à la souveraineté libre et indépendante du Saint-Siége et à sa neutralité, et portant en même temps un grave préjudice à l'exercice de ses droits, le cardinal Consalvi se vit obligé de protester formellement, tant contre cet article

que contre plusieurs autres dispositions analogues contraires aux intérêts de la souveraineté temporelle des papes.

« Le cardinal Consalvi demanda, en outre, que cette protestation, émise au nom de Sa Sainteté le pape Pie VII et du Saint-Siége apostolique, en date du 12 juin 1815, fût insérée dans le protocole du congrès.

« Mais, quoique cette réserve, qui lésait si ouvertement les droits de souveraineté du Saint-Père, fût précisément limitée aux seules places (*alle sole piazze*), et, par conséquent, impliquât l'exclusion des villes et de tout autre lieu, les commandants de ces places ont souvent voulu l'étendre à l'occupation de certains postes entièrement séparés et éloignés des deux forteresses, et qui, par conséquent, ne se trouvaient pas compris dans les limites déterminées ci-dessus.

« Néanmoins, le Saint-Siége n'ayant jamais abandonné l'espoir de voir éloigner de ces deux forteresses les garnisons autrichiennes qui les occupaient, a toujours insisté pour que ces troupes étrangères s'abstinssent au moins de dépasser les limites de la réserve stipulée dans le congrès de Vienne en faveur de l'Autriche. Les justes réclamations présentées à ce sujet par le Saint-Siége n'ayant produit aucun résultat, il a cru devoir les renouveler toutes les fois que l'occasion lui en a été fournie par ses adversaires, afin que l'on ne pût au moins interpréter son silence dans le sens d'un consentement tacite.

« En agissant ainsi, le Saint-Siége s'appuyait sur la signification naturelle du mot *place*, qui restreint à la citadelle et n'étend pas à la *ville* le séjour et le service de la garnison autrichienne, ainsi que sur l'explication parfaitement conforme au sens restrictif sus-indiqué, qui fut donné à Vienne au cardinal Consalvi, par un personnage dont la position devait faire considérer ses paroles comme revêtues de toute l'autorité désirable. — Nous possédons encore la pièce autographe du cardinal, qui n'hésita pas à faire valoir cette explication dans une

note adressée par lui, en 1817, au chevalier Gennotti, qui était alors chargé d'affaires de la cour de Vienne auprès du Saint-Siége.

« Depuis plusieurs années, la garnison autrichienne n'avait fourni aucune occasion de renouveler ces réclamations, et on devait se féliciter que sa conduite vînt confirmer le sens restrictif donné aux expressions de l'article 103. — Mais, par cela même, il est aisé de comprendre quelle désagréable surprise a causée au Saint-Père la nouvelle tout à fait inattendue qu'un corps de troupes autrichiennes, expédié à Ferrare, y était entré le 17 du mois passé, sous un aspect tout à fait hostile, et le Saint-Père en fut d'autant plus affligé que cette entrée des troupes autrichiennes, dont le cardinal légat de Ferrare ne fut prévenu que la veille par le commandant de la garnison de la citadelle, pouvait produire les résultats les plus fâcheux et les plus compromettants. Néanmoins, bien qu'à la première apparition des troupes autrichiennes, la tranquillité n'ait pas été troublée, le gouvernement ne pouvait se défendre de graves appréhensions pour l'avenir. En conséquence, Son Éminence le cardinal Ferretti, secrétaire d'État, fit prier le feld-maréchal comte Radetzky de donner des ordres nécessaires pour que la garnison se tînt au moins renfermée dans la forteresse.

« Mais malheureusement ces réclamations demeurèrent sans résultat. En effet, sur le simple rapport d'un capitaine autrichien, dont il a été fait mention dans le supplément du n° 44 du *Diario di Roma*, des patrouilles autrichiennes circulèrent dans l'intérieur de la ville; cet acte arbitraire et illégal eut lieu, malgré les assurances données par le gouverneur Ciacchi qu'il ferait procéder à une enquête pour vérifier les faits relatés et punir les coupables, conformément à la loi, afin d'empêcher le renouvellement de semblables désordres. Ce fut alors que le cardinal gouverneur formula la protestation que nous avons textuellement insérée dans notre supplément du n° 64, et Sa Sainteté, après l'avoir entièrement approuvée, ordonna

au cardinal secrétaire d'État de la confirmer et de la faire publier.

« Après cela, on devait croire que le commandant autrichien aurait fait droit à des remontrances aussi justes; mais, bien au contraire, de nouveaux empiètements vinrent accabler de douleur le cœur de Sa Sainteté, et mettre son gouvernement dans l'obligation de réclamer de nouveau avec plus de raison encore que la première fois.

« En effet, Son Éminence le cardinal gouverneur reçut, en date du 8 du courant, une lettre par laquelle M. le maréchal Auersperg lui manifestait la surprise qu'il avait éprouvée de voir confier à la garde nationale le poste des prisons, et exprimait en même temps à Son Éminence non seulement l'intention de protester contre ce fait, mais encore celle de faire occuper par les troupes autrichiennes la grand'garde (*état-major*) de la place et les portes de la ville, si ces portes venaient à être confiées à la garde nationale.

« Dans sa réponse, son Éminence ne manquait pas de rappeler au maréchal Auersperg les droits incontestables du Saint-Siége, et de lui faire observer qu'en faisant une pareille menace il venait entraver le libre exercice de la souveraineté temporelle du Saint-Père. Son Éminence ajouta qu'elle avait, en effet, donné l'ordre en question relativement au service des prisons, et conclut en déclarant que, quand bien même elle ferait occuper les autres postes par la garde nationale, elle ne voyait là aucun motif de protestation de la part de M. le maréchal Auersperg, et encore bien moins à ce qu'il mît à exécution les menaces qu'il lui avait adressées.

« Malgré les observations de Son Eminence, M. le maréchal Auersperg, conformément aux ordres du comte Radetzki, fit occuper militairement les postes de l'état-major et des quatre portes de la ville.

« La nouvelle de cette décision arbitraire fut apportée, quelque temps avant son exécution, à Son Éminence, par le

major commandant le bataillon des chasseurs tyroliens, accompagné de l'aide-de-camp du commandant de la forteresse. Avant même que cet avis fût donné à Son Eminence, l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie autrichiennes étaient déjà rangées en bataille sur les glacis de la citadelle. L'illustre cardinal fit de vains efforts pour que cette occupation n'eût lieu que le lendemain matin au point du jour, afin de ne pas augmenter l'excitation des citoyens, déjà fortement émus par les faits antérieurs. L'occupation a eu lieu à une heure, en présence d'une foule immense, dont la contenance calme et digne semblait donner au gouvernement, dont on violait ainsi le territoire, des garanties bien plus grandes pour la conservation de l'ordre et de la paix que tout cet appareil militaire dont rien ne justifiait la présence.

« Dans sa haute et vaste intelligence, le Saint-Père a bien su apprécier la conduite de son peuple de Ferrare, et, versant des larmes de reconnaissance paternelle, il lui a envoyé sa bénédiction. Plaise à Dieu que, par une conduite moins modérée et moins prudente, ses sujets ne le mettent pas dans le cas d'en verser d'autres que celles qui lui ont été arrachées par la gratitude et l'amour de son peuple! Nous les avons vues couler en abondance, ces larmes précieuses, lorsqu'une noble émulation remuant tous les cœurs, le Saint-Père a pu se convaincre des sentiments de dévouement qu'il inspirait à toute la nation.

« Nous devons maintenant prouver notre tendresse filiale pour le meilleur des souverains en mettant en lui une confiance aussi illimitée que celle qu'il nous a accordée. Répondons à cette confiance en modérant notre ardeur et en usant de patience, afin de voir se développer progressivement les réformes salutaires dont les semences ont déjà commencé à germer. Rappelons-nous que nous sommes les sujets du vicaire de Dieu, n'excitons pas les passions haineuses, respectons toutes les nations, et n'oublions point que les armes les

plus sûres sont la charité et la prière. Réunissons-nous comme une seule famille autour de notre père commun. Prenons la ferme résolution de ne suivre que les conseils de la modération et de la prudence, et ayons confiance dans l'aide du ciel, invoquée par ce saint pontife, dans la justice éclatante de notre cause, et dans les sympathies qu'elle doit exciter dans tous les cœurs généreux.

« Son Eminence le cardinal légat de Ferrare s'est empressé d'émettre une seconde protestation contre les faits que nous avons mentionnés en dernier lieu, et le gouvernement supérieur a déjà adressé ses réclamations à ce sujet *à qui de droit.* »

VII.

Ferme et prudente, on le voit, fut l'attitude du gouvernement pontifical en cette délicate affaire.

On disait que le cabinet de Vienne cherchait un prétexte plausible pour intervenir dans les Etats pontificaux, et l'on insinuait même qu'il était encouragé dans ce projet par quelques membres du sacré-collége et par la contenance passive du gouvernement qui régissait alors la France.

Ces bruits ne furent point justifiés par les faits. Les négociations diplomatiques engagées à l'occasion de l'affaire de Ferrare entre les cours de Rome et de Vienne eurent pour effet de replacer les choses dans l'état où elles se trouvaient précédemment. L'Autriche évacua les postes qu'elle avait occupés; et si le Souverain Pontife n'obtint pas une reconnaissance de ses droits, il eut, du moins, gain de cause dans ses récentes protestations.

Ces bons résultats contrariaient fortement les prétendus *patriotes* de l'Italie, ces radicaux qui s'efforçaient de susciter des troubles, afin de provoquer l'intervention autrichienne, dans l'espoir qu'il en pouvait résulter dans la Péninsule italique une révolution assez puissante et assez radicale pour emporter la papauté.

Le radicalisme est athée. Il veut arracher la foi du cœur des peuples, les opprimer, les désespérer, les détacher de la religion, cette consolation de la vie, et de l'Eglise, cette tendre mère qui, à toute heure, veille sur nous.

C'est l'œuvre de Satan.

Le *libéralisme*, quoi qu'il dise, n'est pas moins athée que le radicalisme. C'est le libéralisme qui arracha au Saint-Père cette concession funeste de la garde civique. Ce fut une grande faute. La garde nationale est une des institutions les plus ridicules et les plus dangereuses qu'il soit possible d'imaginer, et qui prouve combien le libéralisme est profondément révolutionnaire, malgré son masque hypocrite.

En ce moment le libéralisme domine en Piémont, en Suisse et en Belgique; il est occupé, si l'Europe conservatrice le laisse faire, à dépraver les populations sur lesquelles il pèse, à les jeter dans les bras du radicalisme.

Je soutiens que le *libéralisme* est une erreur chez les uns, chez les autres un odieux moyen d'exploitation immorale, de succès impie.

En ne nous occupant que de la question purement matérielle, au point de vue seul du bien-être mondain, il est incontestable que le libéralisme est une duperie. Que serait-ce donc si nous examinions cette utopie au point de vue de l'Eternité?

Aucun homme attaché à la conservation de la société, aucun partisan de la famille, aucun conservateur de la propriété ne peut être *libéral*, dans le sens attaché à ce mot par l'école bourgeoise, voltairienne, philosophique de 1789, école qui,

en France, par la révolution de 1830 a provoqué, nous dirons même légitimé, celle de 1848, faite contre elle-même par ses logiques continuateurs, les révolutionnaires républicains, dont les socialistes, les *partageux*, sont, à leur tour, les descendants.

En effet, ce n'est pas impunément qu'on pactise avec l'idée révolutionnaire. Il serait vraiment trop commode de supprimer l'autorité de l'Eglise, cette source légitime de toute autorité, l'autorité de la morale et de la vertu, et d'exiger ensuite du peuple le respect pour les autorités bâtardes, illégitimes des bourgeois du libéralisme !

Le radicalisme, la démagogie, avec ses implacables fureurs, ses démolitions, ses ruines, son nivellement, son athéisme, n'est que la conséquence du libéralisme.

Les libéraux persécutent, raillent, outragent, calomnient l'Eglise ; les radicaux la poignardent : c'est logique.

Les libéraux veulent rayer le mot de Providence de la langue humaine ; les radicaux, au nom du même droit d'examen, de la même liberté, veulent supprimer la propriété et la famille.

Tout propriétaire, tout père de famille qui se dit libéral, c'est-à-dire ennemi du catholicisme, proclame par cela même sa déchéance comme père de famille et comme propriétaire ; car les principes sont inflexibles, et l'on voudrait en vain arrêter le torrent de la révolution imprudemment déchaîné. Pour se soustraire au joug salutaire, à la salutaire direction de la religion, les libéraux se jettent, sans s'en rendre compte, sous le joug oppressif et impie de la démocratie.

Ces enseignements austères, ces hautes leçons, l'histoire contemporaine nous les a largement prodigués au milieu des flots de nos larmes répandues, des torrents de notre sang versé. La France l'a compris enfin. Elle a divorcé d'un seul coup avec le libéralisme et avec le radicalisme, sa conséquence, et, pour conjurer le suprême et terrible naufrage, elle s'est jetée, dans son agonie, entre les bras de la dictature pour

échapper à l'anarchie. La liberté en a souffert, cela est vrai; mais la société a été sauvée.

Si le Piémont, si la Suisse, si la Belgique sont sages, ils peuvent se sauver à leur tour, et, plus heureux, sans faire ces sacrifices aussi douloureux qu'humiliants. Pour cela que doivent-ils faire? se bien persuader que le *libéralisme* les pousse insensiblement sur les pentes du gouffre où peuvent périr leurs chères libertés, leur repos, leur grandeur, leur fortune et jusqu'à leur nationalité glorieusement conquise!....

Le libéralisme, c'était, à Rome, comme aujourd'hui partout, *la Révolution*, l'une des formes de la Révolution.

Or, profondément convaincu que le grand parti de l'ordre a besoin d'être restauré dans toute l'Europe, nous ne cacherons pas le peu de sympathie que nous avons pour la Révolution, sous quelque forme qu'elle se produise.

Nous la redoutons trop peu pour capituler devant elle; ne pas la combattre de front, ce serait trahir nos lecteurs et nous dégrader.

Donc nous professons le plus souverain mépris pour ce que les charlatans qui, depuis soixante ans, trompent les peuples pour les dominer et les exploiter, appellent les *grands principes de* 89, que nous nommerons les *grands préjugés*, les *grands mensonges de* 89.

Il est évident que les révolutions qui agitent l'Europe depuis cette époque ont été d'immenses duperies, de ruineuses, honteuses, désastreuses mystifications. Les peuples, loin d'y gagner en moralité, en vertu, en repos, en bien-être, y ont, au contraire, toujours et constamment perdu. Ces agitations, tantôt criminelles, tantôt ridicules, n'ont profité qu'à quelques intrigants, qu'à quelques bourgeois ambitieux, envieux et rageurs.

L'histoire de ces dernières années de désordres et d'agitations est écrite avec du sang, avec des larmes. Que ces enseignements nous profitent et, qu'en sorte la confusion des révo-

lutionnaires, ces ennemis des vieilles et saintes croyances des peuples, ces implacables ennemis du genre humain !....

De toutes ces leçons qui nous ont coûté si cher, la plus grave est celle-ci, à savoir que les révolutionnaires *modérés* sont des révolutionnaires illogiques, appelés à être, tôt ou tard, débordés, renversés, distancés par les révolutionnaires logiques : les républicains, les radicaux, les socialistes.

Ainsi, en France, les Girondins furent dévorés par les Jacobins. Ainsi les révolutionnaires de 1830 furent à leur tour renversés par les révolutionnaires de 1848.

Le dernier terme de la révolution, c'est le socialisme, c'est-à-dire le communisme et l'athéisme. Il est donc évident que tout révolutionnaire travaille, de près ou de loin, sciemment ou aveuglément, au triomphe du socialisme.

Voltaire a engendré M. Proudhon, comme Mirabeau a engendré Marat. Telle est l'implacable logique du mal.

Les uns préparent les crimes, les autres les commettent; ils sont également coupables; c'est là l'histoire des différents genres de révolutionnaires.

L'Assemblée constituante, qui avilit Louis XVI, est, au jugement des justes, aussi coupable que la Convention, qui l'assassine. Les deux cent vingt et un députés sans mandat qui, en 1830, décrètent la déchéance du roi légitime, ont montré la route aux quelques usurpateurs qui proclamèrent la république à l'Hôtel-de-Ville en 1848.

Ceux qui ont donné le premier coup de hache à l'édifice social ne sauraient avoir une moindre responsabilité que ceux qui ne rêvent que ruines. Ceux qui commencent les révolutions peuvent être moins hardis que ceux qui les achèvent; ils ne sont pas moins coupables.

Quand donc un système politique est entaché de révolution, il importe que les peuples contre lui soient en défiance. L'ennemi, le préjugé moderne, ce n'est pas l'autorité, ce n'est pas la religion, la famille, la propriété, ce n'est pas la vertu,

ce n'est pas l'ordre, la modération, le calme, la prudence; l'ennemi qu'il faut combattre à outrance, le préjugé qu'il faut déraciner, qu'il faut extirper comme un virus impur, qu'il faut vaincre par la plume, par le fer, par la logique et par la force, c'est la révolution.

Nous n'aurons le repos qu'à ce prix; aucune union n'est possible sur le terrain mouvant, incliné vers l'abîme, brûlant comme les laves vésuviennes de la révolution.

Pour prêcher aux peuples les révolutions, pour livrer à leur béate admiration les faits et les idées de la révolution, si misérables et si odieux, il faut avoir perdu tout sens moral, il faut n'avoir ni cœur ni entrailles; il faut être sans conscience et ne point craindre la justice de Dieu.

La révolution, c'est le gibet de la vertu et de la liberté. Faible, elle est ridicule et nous déshonore; puissante, elle nous dépouille et nous tue!...

La révolution de 89 dépouilla le clergé, détruisit l'ancienne magistrature, créa les assignats. Si l'Assemblée constituante n'eût pas outrepassé le mandat qu'elle avait reçu, si elle s'en fût tenue aux cahiers des États-généraux, elle eût fait acte de patriotisme et de sagesse. Ces cahiers étaient le résumé sage de tout ce que l'expérience et l'intelligence humaines peuvent produire en cette matière.

Ils proposaient des remèdes certains aux différents abus; ils indiquaient le chemin de la liberté juste et des réformes légitimes. L'esprit révolutionnaire alla au delà. Il bouleversa, il ruina, il renversa au lieu d'améliorer, et il jeta la France dans des abîmes, dans des crimes, dans des misères sans profit, et qu'elle ne put traverser sans douleur et sans honte.

De là, le cynisme des mœurs, la fureur de l'envie, le débordement des passions orageuses que ne réfrène plus la religion méconnue; de là, le mépris des principes, l'impatience du succès, l'avidité de jouissance, la dépravation en bas et en haut, tous ces vices enfin qui, en annihilant le sens moral et en

étouffant la conscience, ont créé la race des révolutionnaires, ces barbares de la civilisation.

Tous les malheureux infectés de cet esprit s'agiteront dans la plus grossière immoralité, dans le plus hideux matérialisme; ils étaleront la lèpre de leur corruption aux regards des foules; ils dépraveront les nations, ils ne les régénèreront pas, quoi qu'ils disent; ils les conduiront aux abattoirs et aux voiries, dans les prisons et à l'échafaud; ils ne les rendront point heureuses. Puissants pour le carnage et la démolition, ils sont sans force pour édifier, sans talent pour construire.

Que ceux donc qui pensent qu'il y a assez de ruines dans la société se détachent de ces hommes dangereux; qu'une réaction religieuse s'opère dans les esprits, dans les cœurs; que la vertu se restaure, que l'autorité reprenne son empire légitime, et les peuples seront plus heureux et plus libres.

Cette réaction salutaire s'est opérée en France, où les hommes les plus éminents ont rompu avec la révolution. En voyant où ils ont conduit leur patrie, et combien leur talent mal employé a été fatal, ils ont eu le repentir de leurs succès. Les révolutionnaires de 1848 ont donné des remords aux révolutionnaires de 1830, qui ont vu qu'en somme ils n'avaient travaillé qu'à une vaste destruction, et que, dans un pays religieux et monarchique, on n'asseoit pas un trône sur des barricades et sur la philosophie.

Rien ne dure, d'ailleurs, de ce que ne peut avouer la vertu.

Et puis, la révolution, ayant créé le désordre, l'anarchie, avec l'infraction de toutes les lois, le mépris de toutes les règles, de tous les devoirs et jusqu'à celui des bienséances, fait sentir à leurs dépens aux peuples la nécessité d'un frein social, et le joug des tyrans de la licence, des oppresseurs de la démocratie leur fait bien vite regretter le règne de l'autorité légitime.

D'un autre côté, la tyrannie de la multitude a toujours pour

conséquence immédiate le despotisme d'un seul, incontestablement moins dur.

La révolution ne peut pas civiliser, elle ne peut pas donner la liberté. C'est l'œuvre de la religion seule. Seule la pensée rédemptrice peut également donner le progrès, et même cette égalité sociale dont beaucoup sont impatients, mais qui, dans aucun cas, ne sera jamais absolue.

La révolution ne peut pas plus moraliser que les lois humaines, qui disciplinent et réfrènent, mais ne créent pas l'ordre. Les lois changent; l'une renverse l'autre; mais la morale est éternellement la même; elle a seule la durée, seule elle est immuable; les lois humaines varient avec leurs passions, celles de Dieu sont permanentes.

La liberté ne peut donc venir que du Calvaire; le Verbe s'est fait chair pour nous affranchir tous. Mais aussi, il s'est incarné dans la douleur, dans l'humilité, non dans le plaisir et l'orgueil.

Nous sommes loin de l'accomplissement total de l'Évangile; la révolution nous en éloigne encore davantage, car non-seulement elle se croit philosophiquement obligée d'être athée, ingrate et violente, mais elle ne peut faire autrement: si elle était religieuse, tendre, morale, elle ne serait plus la révolution; elle mentirait à son origine, à sa tradition.

La révolution fut donc à Rome ce qu'elle avait été, ce que nous l'avons vue, ce qu'elle est partout ailleurs. Elle procéda d'abord par les intrigues et les perfidies hypocrites du libéralisme.

L'une des premières exigences du libéralisme, ce fut la demande de la création de la garde civique; le Saint-Père finit par céder. Ce fut faiblesse; il n'est pas d'institution plus déplorable. La garde nationale est un embarras quand elle n'est pas un danger; elle compromet et trouble même souvent l'ordre qu'elle est sensément appelée à défendre.

Les membres des sociétés secrètes se réjouirent de cette

immense concession; on leur donnait des armes. Ces sociétés secrètes ne disaient pas dès lors toute leur pensée, que voici : Abolition de la papauté; République démocratique et sociale. Elles marchaient souterrainement à cet exécrable but, avec la complicité d'imprudents libéraux, parmi lesquels de hauts personnages qui, de bonne foi, croyaient travailler uniquement pour la liberté de l'Italie.

Cette erreur était déplorée par les hommes profondément catholiques, par conséquent hommes de liberté, d'ordre, d'amour, par conséquent aussi, adversaires des philosophes, des libres-penseurs, des libéraux, des démocrates, en un mot des révolutionnaires de toutes sortes qui, par la parole, par la plume, dans l'enseignement, au pouvoir, dans l'opposition, partout et toujours enfin, n'ont eu et n'ont qu'un but : pervertir, égarer les peuples au profit de leur égoïsme et de leur ambition.

Les hommes religieux n'étaient pas partisans de l'*idée révolutionnaire* qui pesait déjà lourdement sur l'Italie, et qui, par une politique soi-disant *libérale*, c'est-à-dire ennemie de la liberté, hostile à la religion, dépourvue de sagesse, de justice, de principes et souvent même de pudeur, poussait ce pays infortuné vers ces abîmes où sont tombées tour à tour plusieurs nations, et où la France a failli périr.

Il y a toujours eu, il y avait alors à Rome deux sortes d'hommes appuyant cette politique immorale, désastreuse, anti-catholique, anti-nationale, cette détestable politique de parvenus sans amour du bien public, d'intrigants sans vertus. Les uns sont des citoyens parfaitement honorables comme hommes privés, mais aussi parfaitement égarés comme hommes politiques. Ceux-là, qui sont de bonne foi, complices moins coupables encore que dupes, on doit chercher à les détacher du milieu fatal aux peuples dans lequel ils se sont placés, lentement, insensiblement circonvenus, trompés, entraînés par les roueries, les perfidies des hommes d'iniquité, des exploiteurs,

Les autres sont les âmes damnées des sociétés secrètes, leurs agents, leurs complices; ils partagent les profits et les hontes; ils s'engraissent sans vergogne des dépouilles des nations. Ce sont les insulteurs, les persécuteurs de la religion et de la morale, les persiffleurs du principe d'autorité, les corrupteurs éhontés des peuples. Ils doivent trouver dans les écrivains catholiques des adversaires énergiques, et il importe d'arracher leurs masques à leurs faces déshonorées.

Aux égarés, notre main loyale, nos conseils, nos avertissements fraternels.

Aux corrompus, aux méchants, aux endurcis, aux incurables, — la guerre. La tolérance envers les cœurs sincères est un devoir, envers les âmes pourries, gangrenées, qui sciemment pratiquent l'erreur effrontée, c'est de la duperie.

Il y eut quelques écrivains à Rome qui firent leur devoir. Ils essayèrent d'arracher les populations à la tentation et à l'exploitation des libéraux; ils dirent à ce pays de quels périls il était menacé. Seuls, quelques esprits justes, quelques cœurs droits, quelques âmes religieuses et honnêtes surent apprécier cette sagesse. Les révolutionnaires devaient sacrifier le repos de l'Italie, son honneur, sa moralité, son avenir, en faveur du parti républicain et athée, de ce parti sanguinaire qui confisque tout à son profit.

A côté des voix généreuses qui s'élevaient pour avertir, il y avait des voix cruelles qui trompaient le peuple, qui se faisaient douces et pieuses pour l'attirer dans le piége démocratique. Le journal *Contemporaneo* avait convoqué l'ardente jeunesse dans ses bureaux, déjà transformés en clubs. Les rédacteurs, secrets agents de Mazzini, le grand-maître des sociétés secrètes en Italie, avaient débuté par se faire modérés. Ils répudiaient, disaient-ils hypocritement, toute violence, toute impatience. Ils ne voulaient compromettre la cause de la liberté et du progrès par aucune imprudence. Ces tartufes déclaraient être des hommes de paix et d'amour, d'excellents

catholiques. C'est au *Contemporaneo,* appelé à devenir le journal officiel de la République, que s'organisaient les manifestations hypocrites, les ovations insupportables au moyen desquelles la révolution espérait surprendre, entraîner, circonvenir le Saint-Père et capter sa confiance. L'avenir montra la haine infâme que ces démonstrations d'amour cachaient lâchement.

Le peuple était de bonne foi; il ne savait pas, quand il criait du plus profond de son cœur : « *Vive Pie IX!* » que cet hommage pieux et mérité était le mot d'ordre d'une bande de conspirateurs, émeutiers d'estaminet et de place publique, escomptant les faiblesses irréfléchies d'une bourgeoisie qui aurait à souffrir la première du mouvement révolutionnaire qu'elle favorisait.

Le peuple ne soupçonnait pas qu'il contribuait ainsi, sans le vouloir, à la persécution de son prince chéri, et à la fondation de la République, sans quoi il eût fait justice lui-même de tous ces fanfarons de patriotisme, qui le flattaient pour usurper les droits du Saint-Père, et devaient pousser l'audace impie jusqu'à essayer de disposer de l'avenir du catholicisme!

LIVRE III.

INTRIGUES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE III.

I.

Pie IX a su se faire aimer et vénérer de tous ceux qui n'ont point été empoisonnés par la révolution. Ceux-là applaudissent à ses éminentes qualités, bénissent les actes de son autorité paternelle et glorifient son auguste personne.

Sans les intrigues des ennemis de l'Église et les violences des démocrates, son règne eût toujours été pacifique; mais l'impudique révolution changea l'enthousiasme du peuple romain en importunités, en exigences, et l'exaltation du patriotisme en fureurs anarchiques. Ces exagérations d'amour, ce culte bruyant, ces fêtes, ces concerts, ces applaudissements, tout ce bruit avait pour but de circonvenir le Saint-Père, de l'entraîner au delà des réformes justes dont son prédécesseur calomnié avait eu la pensée, mais que sa profonde sagesse et sa connaissance exacte des menées révolutionnaires avaient engagé à en retarder l'exécution; et c'est un fait digne d'être remarqué, à savoir que la turbulence des partis extrêmes paralyse les meilleures intentions et forme obstacle au véritable progrès.

Cette exploitation de la popularité de Pie IX était la mise en pratique d'un plan infernal conçu par les sociétés secrètes. Le

radicalisme, le socialisme, l'athéisme s'emparaient du libéralisme et le poussaient à ses conséquences logiques. Ce calcul réussit, pendant quelque temps, au delà même des espérances des méchants. — « Nous étoufferons le pape sous les fleurs, disaient les anarchistes; nous nous en servirons comme d'un instrument que nous briserons quand il ne nous sera plus nécessaire pour entraîner les populations. » Et Mazzini ajoutait cyniquement : — « Il faut faire de Pie IX *un bœuf gras politique.* »

Cette ignoble et criminelle parole donne le mot des démonstrations qui eurent lieu à Rome et des ovations dont le Saint-Père fut l'objet, très-sincères chez le peuple qu'on cherchait à égarer, calcul odieux de la part des meneurs.

Le radicalisme italien voulait la république et l'abolition de la papauté; le libéralisme italien voulait faire du chef de l'Église le chef d'une armée; en même temps, il voulait une papauté constitutionnelle. Or, moins qu'à tout autre pays, cette forme de gouvernement peut être appliquée à Rome. Le pape doit être souverain temporel absolu. L'erreur du libéralisme italien fut de rêver le contraire. De là vint la popularité bruyante dont Pie IX fut entouré d'abord, tant qu'on put croire qu'il consentirait à des concessions impossibles, et la haine imméritée dont il fut l'objet de la part de ces mêmes hommes quand ils virent qu'il n'adoptait pas leur politique, en cela fidèle à sa mission de pontife légitime, de successeur de saint Pierre, de dépositaire de l'autorité infaillible. Pie IX, en agissant ainsi, conserva inviolable et entière la foi donnée par Jésus-Christ, entière et inviolable aussi l'incorruptible doctrine de la vérité.

En laissant amoindrir son pouvoir temporel, le pape amoindrirait le pouvoir spirituel, dont il est également le dépositaire. Ce serait porter atteinte à la religion catholique et à la divine autorité de l'Église; ce serait fouler aux pieds ses lois vénérables, car chaque coup porté à l'autorité civile du pontife atteindrait en même temps sa puissance sacrée.

Or, à chaque heure, la révolution gagnait du terrain. Le jour anniversaire de l'élection du souverain Pontife parut aux révolutionnaires un prétexte bon à saisir pour remplacer le *Chant de Pie IX* par une cantate, qui prit ensuite le nom de *Marseillaise italienne* :

Secoue, ô Rome ! la poussière honteuse ;
Ceins-toi le front de laurier et d'olivier ;
Que tes chants soient des chants de joie :
L'auréole de ta gloire brille de nouveau.

La banière que Felsina envoie
Est l'augure fortuné de paix ;
C'est d'une alliance sainte le gage,
Don d'un frère à son frère.

Le son des trompettes guerrières
A réveillé les descendants de Quirinus :
Nous saluons la fraternelle bannière
Qui s'est levée fièrement sur le Tibre.

Cette bannière restera ployée
Près du trophée de Marius,
Et sous l'aile de l'aigle altière
Qui t'attend sur le roc Tarpéien.

Mais dans les jours de funeste péril
Cette bannière fraternelle déployée
Contre les fureurs d'un destin perfide
Sera l'espérance de Rome !

Le peuple, entraîné par les meneurs des sociétés secrètes, courut au Quirinal chanter ces strophes et d'autres semblables ; Pie IX affligé ne voulut point les écouter. Il sentait que des traîtres voulaient l'entraîner au delà des bornes de la justice, et ne tarderaient pas à essayer d'exciter son peuple. Et pourtant, que n'avait-il pas fait pour lui ? Il avait dépassé toutes les espérances conçues jadis par les Romains ; il n'avait cessé un seul instant, sous l'inspiration de la prière, de s'occuper du bonheur de ses sujets ; il avait donné l'amnistie ; il avait réformé les tribunaux ; diminué l'impôt du sel et supprimé celui

des patentes ; il avait créé une junte nationale ; il avait consacré toutes les heures de sa vie à des améliorations politiques et administratives : ici modifiant, là réformant, ailleurs simplifiant, animant tout de son souffle fécond ; il avait révisé le Code civil et criminel, établi la régularité dans les procès criminels et dans les procès politiques (1), introduit l'ordre dans

(1) Malgré cela, tous les abus, en matière de juridiction criminelle, n'avaient point été abolis. La preuve s'en trouve dans la longueur inhumaine des préventions. Il est juste d'appeler l'attention du souverain Pontife sur cette question. La citation suivante, extraite du journal l'*Univers* (numéro du 30 décembre 1851), suffira :

« On écrit de Rome, le 17 décembre :

« La Sacrée Consulte vient de juger souverainement un procès criminel qui a duré seize ans et dont toutes les phases ont été suivies avec la plus grande attention par les amateurs de la littérature italienne. Voici les faits de ce procès :

« En 1834, M. le comte Alberti, alors sous-lieutenant dans un régiment d'infanterie romaine, annonça qu'il possédait une nombreuse collection d'autographes du Tasse et de documents manuscrits concernant ce grand poète, et qui tous jusqu'alors étaient entièrement inédits. Ces papiers contenaient, en effet, des détails extrêmement curieux, et beaucoup de personnes se présentèrent pour les acheter ; mais le prix qu'en demandait M. Alberti était si exorbitant que les manuscrits lui restèrent.

« En 1838, M. Alberti céda à M. Candido Mazzaroni, libraire d'Ancône, une partie de ces manuscrits, qui, la même année, furent publiés par M. Mazzaroni sous ce titre : *Documents intéressants sur l'entrée de Torquato Tasso au service d'Alphonse d'Este, duc de Ferrare, et sur les dons qu'il reçut à cette époque mémorable*. L'année suivante, les autres manuscrits de la collection de M. Alberti parurent chez le libraire Giusti, à Lucques, sous le titre suivant : *Véritables causes de l'emprisonnement et de la remise en liberté de Torquato Tasso, prouvées par l'histoire et par des documents authentiques*.

« A peine ce dernier livre eut-il été annoncé dans les journaux, que M. Mazzaroni, éditeur de l'autre publication, porta plainte contre M. Alberti, en affirmant que les manuscrits du Tasse et de ses contemporains, que M. Alberti lui avait vendus, étaient faux, et avaient été fabriqués exprès, dans le but de le tromper et d'induire le public en erreur.

« Le tribunal criminel de Rome, saisi de cette affaire, fit arrêter M. Alberti, et nomma une commission composée de littérateurs, de philologues, de chimistes et de calligraphes pour examiner les manuscrits.

« Cette commission, après de longues recherches, déclara, à une forte majorité, que les papiers vendus par M. Alberti à M. Mazzaroni étaient faux, et, sur cette déclaration, le tribunal, par sentence du 30 septembre 1844, condamna M. Alberti à sept ans de détention dans une maison de force, à des dommages-intérêts envers M. Mazzaroni, et à tous les dépens.

« M. Alberti se pourvut en appel contre ce jugement devant la Sacrée Consulte, et il sollicita que le procès fût instruit entièrement de nouveau.

les finances, l'harmonie dans le budget, équilibré les revenus et les dépenses de la fortune publique. D'un autre côté, toujours pénétré d'une sollicitude paternelle pour les pauvres, il avait créé des dépôts de mendicité, des salles d'asile et des écoles. Enfin, il avait comblé son peuple de bienfaits. Et il avait parcouru cet immense chemin sur la route des améliorations d'un pas ferme; il avait conduit d'une main sûre et sans secousses le char de l'État, en évitant tous les précipices. Il avait semé le bonheur et la justice; il devait recueillir le crime et l'ingratitude. Les bons princes, bénis des peuples, sont le plus souvent châtiés de leurs vertus par les révolutionnaires, ces ennemis implacables des peuples.

Pour les Romains, la révolution, c'était le mal déchaîné, le vice marchant à son immoral triomphe sur des ruines; c'était le retour à la barbarie par l'extermination, aux ténèbres par le sang; c'était la mort; la papauté, c'était le bien, le grand, l'éternel, le juste; c'était la civilisation, l'ordre, la paix, la lumière et la vie.

Ceux qui méconnurent cette vérité furent des traîtres, des imprudents et des ingrats.

La cause du pape était celle de Dieu; selon la dernière parole de l'infortuné comte Rossi: c'est celle de la civilisation universelle.

Quant à l'Italie, le mensonge des libéraux et des radicaux, c'est d'avoir prétendu qu'elle pouvait être affranchie sans la papauté. — « L'autorité du Saint-Siége, a dit le prince Louis-

« La Sacrée Consulte accorda cette demande. De nouveaux experts furent commis, lesquels, après un travail et des investigations qui n'ont pas duré moins de sept ans, ont émis, à l'unanimité, l'avis que les manuscrits étaient authentiques.

« M. Alberti, de son côté, produisit des preuves que jusqu'alors il avait tenues secrètes, on ignore par quel motif, et qui constatent que les manuscrits avaient fait partie de la bibliothèque du prince Ottavio Falconieri, à qui ils avaient été légués par l'abbé Mercantorio.

« La Sacrée Consulte, par son arrêté d'avant-hier, a infirmé la sentence des premiers juges, et a acquitté M. Alberti, qui a été immédiatement remis en liberté, après avoir subi une détention préventive de *seize années*. »

Napoléon Bonaparte, est indispensable à l'indépendance et à la liberté de l'Italie. »

Rien n'est plus vrai. Le principe catholique et monarchique était seul capable de sauver l'Italie. — La révolution, l'*idée républicaine* ne pouvait que la perdre en la déshonorant.

Or, c'est le protestantisme qui a porté les premiers coups au principe salutaire d'autorité en Europe, c'est lui qui a enfanté le radicalisme et l'athéisme.

L'erreur protestante, en s'attaquant à l'autorité des papes, ouvrit la route de la révolte aux autres révolutionnaires qui s'attaquèrent bientôt après à l'autorité des rois, puis à celle du père de famille et à celle de Dieu même.

La doctrine du matérialisme et de l'anarchie, dernier terme de la révolution, est la conséquence du libre examen.

La philosophie vint ensuite, et dit : « Les hommes sont égaux. » Ce mensonge, inspiré par Satan, n'eut pas plus tôt été jeté aux foules soulevées, que chaque homme voulut être l'égal de son prochain, non pas en humilité, en charité, en vertu, mais en jouissance.

Les passions, ainsi déchaînées, produisirent tous ces crimes monstrueux dont le récit épouvante et fait frémir.

La société européenne, arrachée à l'autorité reçue de Dieu par l'Église pour conduire, enseigner et sauver le monde, se débattit dès lors dans les convulsions de l'agonie, poussée vers le chaos par les hommes de révolte.

Nous racontons ici l'une des crises de ce mal, qui ne peut être dompté que par la force sanctifiée par la vérité, par le catholicisme.

Catholique ou athée, révolutionnaire ou partisan de l'autorité légitime et vigoureuse, juste et forte, il faut être l'un ou l'autre; entre la vérité et l'erreur, il faut choisir; l'hypocrisie des fausses positions n'est plus possible, et ceux qui resteront au milieu du champ de bataille seront brisés par le choc des deux principes!...

II.

Ce qui se produisait alors contre Pie IX n'était que le résultat d'un plan depuis longtemps conçu contre le catholicisme et la monarchie, par les sociétés secrètes, dont j'écrivais naguère l'histoire (1).

Ces associations criminelles ont failli engloutir l'Europe. Elles ont eu le plus détestable empire sur l'Italie. Leur chef, c'est ce Joseph Mazzini que maudissent tous les véritables patriotes de l'Italie. Pendant plus de vingt ans ce malheureux a travaillé sans relâche à la ruine et à la honte de son pays. Aidé par des émissaires, actifs comme lui dans le mal, il a commencé par chercher à démoraliser le peuple, pour mieux l'arracher à l'Eglise, pour mieux l'opprimer. Leurs discours, leurs instructions, leurs pamphlets, clandestinement imprimés et répandus de même, ne respirent que la haine, la vengeance, le crime, la mort. Ils entretiennent les peuples dans de criminelles illusions; ils leur soufflent la haine de leurs princes; ils égratignent leurs plaies et les font saigner pour les irriter, pour les désespérer, pour leur mettre à la main le fusil de l'émeutier et le poignard de l'assassin.

Pour bien apprécier les faits de la révolution républicaine qui éclata sous Pie IX, il faut connaître ces documents qui semblent l'œuvre de damnés vomis par l'enfer même. Quelques extraits en peuvent donner une idée :

(1) *Histoire des Sociétés secrètes en Europe, depuis 1789 jusqu'à nos jours*, 4 vol. in-8°, chez Van Osch-America et Cᵉ, libraires-éditeurs, a Maëstricht (Hollande).

Dans un pamphlet émané des conspirateurs, et dans lequel, au début, on faisait un hypocrite éloge de la religion, de même que les mêmes hommes crièrent plus tard « *Vive Pie IX!* » on lisait :

« Italiens! Dieu a créé tous les hommes *égaux*. Apprenez que ce qu'on appelle le *libéralisme* a pour but de vous remettre en possession de vos droits inaliénables. Il y a des hommes qui veillent pour vous, et pour qui la régénération de l'Italie est le stimulant de leur âme. Ils se hâtent de faire luire le jour où elle devra s'accomplir. Dans ce jour *fatal*, rappelez-vous que la valeur l'emporte sur la force et que l'audace se rend maîtresse du sort. Maintenant que les évènements graves approchent, que la catastrophe va éclater, il faut que chaque Italien ait un cœur qui sente, *un visage qui dissimule, une main qui agisse!*..

« ..... Voyez comme il est terrible et comme il resplendit d'une lumière *sanglante* ce jour gros de la colère de Dieu et de la *vengeance* des peuples! Terrible catastrophe! Le parjure aura sa récompense aussi bien que la tyrannie!.. » etc.

Quelquefois les écrivains révolutionnaires dissimulaient leur pensée dernière; mais souvent aussi ils l'exposaient dans tout son brutal cynisme.

Voici comment s'exprime un *frère et ami,* dans une de ces publications :

« Lucifer, c'est le génie de la Révolution, l'incarnation de l'esprit de révolte :

« Dieu, c'est le génie de la réaction, de l'obscurantisme; c'est l'oppression, c'est la tyrannie.

« Je te salue, père des fautes et des destructions! En ruinant la création mal faite, tu l'as obligée de s'améliorer par elle-même. Père de l'orgueil, je te salue!

« Ton orgueil, que Dieu nomme crime, fut les arrhes de notre salut et de notre rédemption.

« Satan! tu as affranchi l'âme de l'homme. Les ennemis de

Dieu, les ennemis de l'Eglise, des rois, des riches, de tous les oppresseurs, sont tes enfants;

« Satan, compte sur nous!...

« Ce qui est faute, ce qui est crime, c'est la beauté, c'est la vérité ; la faute seule est belle; ce que les esclaves de Dieu appellent crime est la seule vérité.

« Je vois dans Dieu l'incarnation du passé, dans Lucifer l'incarnation de l'avenir. Salut donc à toi, Lucifer!

« Salut! père des révoltes contre toutes les autorités! Salut! père de l'anarchie, roi de l'enfer, où tu braves Dieu et son Ciel!

« Sous ta bannière libre, nous entraînerons les peuples de l'Italie et ceux de toute la terre à l'affranchissement, au bonheur commun, à la fraternité sociale, à la jouissance!

« Nous voulons jouir, nous ne voulons plus souffrir! »

Jamais l'athéisme n'avait atteint ce degré de cynisme et d'infamie. Ces blasphèmes n'ont été lancés jusqu'à présent en France que par M. P. J. Proudhon. Seul, tout seul, il a osé produire de pareilles choses; seul il a osé dire à Satan: « Tu es mon maître, tu es mon Dieu! »

Ainsi les carbonari italiens poétisent le génie du mal; ils lui adressent des idylles!...,

Ce psaume à Lucifer, tiré clandestinement à un très-grand nombre d'exemplaires, a été répandu dans les rangs du peuple par les meneurs des sociétés secrètes.

Et ces mêmes hommes criaient bruyamment: « *Vive Pie IX!* »

Il en a été de même d'un sonnet, également écrit en italien, composé par un des démocrates de ce pays, et dont voici la traduction. Cette pièce est intitulée *Titan;* elle fait pendant à celle intitulée *Lucifer* :

« Titan ne trembla point du tout quand il commença la chasse opiniâtre contre Dieu dans les routes du ciel, et il osa soulever le voile mystérieux de la création et le lui déchirer à la face.

« Titan ne trembla point du tout de la menace de ce Dieu, ni de la foudre tonnant sur les Alpes du chaos ; — il s'élançait toujours infatigable à la recherche des fontaines de la vie.

« Mais ce fut Dieu qui trembla devant la créature quand il la vit se dresser sur la crête des monts que Titan plaçait les uns sur les autres.

« Et ce Dieu fut si lâche dans sa peur qu'il tua Titan de loin ; — et à peine l'orage calmé, il se cacha pour toujours ; il n'ose pas se montrer aux hommes!... »

Les hommes qui écrivaient ces blasphèmes se faisaient remarquer par leurs clameurs enthousiastes quand paraissait le souverain Pontife.

Quand ils criaient : — « *Vive Pie IX!* » ils disaient dans leur cœur : — « Vive Titan ! vive Lucifer ! »

Ces conspirateurs accusaient les prêtres de conspirer dans l'ombre contre la liberté ; ils les accusaient de dissimuler hypocritement leurs projets de domination, — ces hypocrites qui ne songeaient qu'à opprimer leurs semblables, qu'à remplacer l'autorité légitime du bien par l'autorité factieuse du mal. Combien pourtant facile était la comparaison ! Le révolutionnaire conspire souterrainement ; la vie du prêtre est un livre ouvert à tous. Voyez ses œuvres ! le prêtre est l'homme du pauvre, du malade, de l'affligé ; il est l'homme de la liberté, de l'amour, de la famille, de la société.

Le révolutionnaire, quoi qu'il dise, est l'ennemi de la liberté, comme il est l'ennemi de Dieu ; voyez ses œuvres ! C'est l'homme du sang, de la spoliation, du carnage, de l'anarchie. Il est l'ennemi du pauvre, du pauvre aimé, soutenu, encouragé, soulagé par le prêtre, dont c'est là une des plus belles gloires. La plupart des prêtres sont pauvres, et ils n'en rougissent pas. Que leur importe ! *Non opes, sed fides!* Ce n'est pas l'argent, c'est la foi qui leur apprend à se dépouiller de ce qu'ils possèdent. C'est la foi qui leur apprend à partager leur pain avec les pauvres, à se faire mendiants pour les pauvres.

Le prêtre prend l'homme dans ses bras pour le conduire au ciel; le révolutionnaire, l'homme de la perdition et de la haine, le pousse vers les abîmes de l'enfer.

Ce sont les hommes de Dieu, ce sont les prêtres qui sont nos frères, les révolutionnaires, qui tous usurpent ce titre, sont nos ennemis.

On a vu, par les extraits rapportés plus haut, à quel but tendaient les écrits des révolutionnaires. Comment, avec de semblables enseignements, le peuple n'aurait-il pas perdu toute notion du vrai et du faux, du juste et de l'injuste, du bien et du mal? Quand les nations sont livrées aux historiens, aux poètes, aux publicistes sceptiques et matérialistes, elles donnent cours à tous leurs désirs, à tout leur égoïsme, à toutes leurs passions. Elles ne luttent plus contre le péché, ainsi que le leur recommande la religion; elles méprisent la vertu, ceux qui luttent, ceux qui souffrent, ceux qui tombent; elles glorifient ceux qui réussissent, ceux qui jouissent. Elles ne s'appliquent plus à triompher des tentations du mauvais esprit; mais, au contraire, à s'abandonner à leurs mauvais penchants; elles rient de l'enseignement chrétien : lutte sur cette terre, triomphe au ciel. Elles éteignent le flambeau catholique qui guidait leurs pas dans la route difficile. Elles s'agitent douloureusement dans le péché, dans le mal, dans les ténèbres, dans l'ignominie et la misère, en attendant le remords et le châtiment inévitables.

III.

Les peuples de l'Italie étaient ainsi insensiblements déshabitués de la foi religieuse, sans laquelle l'homme ne trouve plus ni voies, ni repos, ni salut. Les conjurés les enveloppaient

dans les trames des sociétés secrètes, comme les araignées enveloppent les mouches dans leurs toiles. Rien n'est à la fois triste et curieux comme d'étudier le type des meneurs de la révolution. Ce malheureux ne s'appartient plus; il est l'esclave du génie des destructions. Sur sa figure se lisent des ambitions trompées, des haines qui couvent les venins de l'envie et des mécomptes; la dissimulation, l'inquiétude, le mystère, l'agitation, l'embarras, la rage, le remords même mais combattu par l'entêtement du mal. Pour lui, plus de Dieu, plus de famille, plus de repos; il a tout sacrifié à l'esprit des ténèbres, auquel il a vendu son âme. Il faut une grande force de caractère pour quitter ces sentiers abominables, ce désert où l'on ne prie plus, où l'on ne pleure plus, où l'on n'espère plus; il faut faire sur soi-même un retour complet et lutter contre le mal qu'on a servi. Il est plus facile encore de ne pas tomber dans cet abime; pour cela il faut écouter la voix du prêtre, fuir les clubs pour l'Eglise, être doux, humble, résigné.

Beaucoup firent autrement. Beaucoup se laissèrent circonvenir par les ennemis de la religion, grâce aux sociétés secrètes et aux publications des écrivains de l'enfer.

L'un des coryphées du parti révolutionnaire italien, l'athée Ricciardi, avait publié une brochure ardente, dans laquelle une partie des projets de ses amis était dévoilée. La papauté y était attaquée avec une extrême violence; puis c'était la préconisation de la guerre civile. L'écrivain démocrate avait l'impudence d'accuser la papauté de conspirer avec l'Autriche contre l'indépendance italienne. Il termine en insultant Dieu même, et il recommande « *la moquerie contre la plante funeste née en Judée.* »

Voilà le langage de ces plumes ressemblant aux bistouris des chirurgiens fouillant des plaies.

Peu après, Mazzini avait envoyé à ses accolytes des instructions qu'il importe de reproduire pour l'intelligence des faits dont nous allons dérouler l'affligeant tableau :

« AUX AMIS DE L'ITALIE.

« Les morcellements de l'Italie présentent à la régénération des difficultés qu'il faudra surmonter avant qu'on puisse progresser *directement*. Cependant, il ne faut pas perdre courage; chaque pas vers l'unité sera un progrès, et, sans qu'on l'ait prévu, la régénération sera sur le point d'être accomplie le jour où l'unité pourra être proclamée.

« Dans les grands pays, c'est par le peuple qu'il faut aller à la régénération; dans le vôtre, c'est par les princes; il faut absolument qu'on les mette de la partie. C'est facile. Le Pape marchera dans les réformes par *principe* et par nécessité; le roi du Piémont, par l'idée de la couronne d'Italie ; le grand duc de Toscane, par inclination et imitation; le roi de Naples, par force; et les petits princes auront à penser à d'autres choses qu'aux réformes. Ne vous mettez pas trop en peine de la portion occupée par les Autrichiens; il est possible que les réformes, les prenant par derrière, les fassent avancer plus rapidement que les autres dans la voie du progrès. Le peuple auquel la Constitution donne le droit de demander peut parler haut et, au besoin, *commander par l'émeute;* mais celui qui est encore dans la servitude ne peut que chanter ses besoins pour en faire entendre l'expression sans trop déplaire. Profitez de la moindre concession pour réunir les masses, ne fût-ce que pour témoigner de la reconnaissance : des fêtes, des chants, des rassemblements, des rapports nombreux établis entre les hommes de toute opinion suffisent pour faire jaillir les idées, donner au peuple le sentiment de sa force et *le rendre exigeant*.

« Le concours des grands est d'une indispensable nécessité pour faire naître le réformisme dans un pays de féodalité. Si vous n'avez que le peuple, la défiance naîtra du premier coup; on l'écrasera. S'il est conduit par quelques grands, les grands serviront de passeports au peuple. L'Italie est encore ce qu'était la France avant la révolution ; il lui faut donc ses Mirabeau,

ses Lafayette et tant d'autres. Un grand seigneur ne peut être retenu par des intérêts matériels, mais on peut le prendre par la vanité : laissez-lui le premier rôle tant qu'il voudra marcher avec vous. Il en est peu qui veuillent aller jusqu'au bout; l'essentiel est que le terme de la grande révolution leur soit inconnu. *Ne laissons jamais voir que le premier pas à faire.*

« En Italie, le clergé est riche de l'argent et de la foi du peuple. Il faut le ménager dans ces deux intérêts, et, autant que possible, utiliser son influence. Si vous pouviez, dans chaque capitale, créer un Savonarole, nous ferions des pas de géants. *Le clergé n'est pas ennemi des institutions libérales;* cherchez donc à l'associer à ce premier travail, que l'on doit considérer comme le vestibule obligé du temple de l'égalité; sans le vestibule, le sanctuaire reste fermé. N'attaquez le clergé ni dans sa fortune ni dans son orthodoxie; promettez-lui la liberté, et vous le verrez marcher avec vous.

En Italie, le peuple est encore à créer, mais il est prêt à déchirer l'enveloppe qui le retient. Parlez souvent, beaucoup et partout de ses misères et de ses besoins. Le peuple ne s'entend pas, mais la partie agissante de la société se pénètre de ces sentiments de compassion pour le peuple, et tôt ou tard elle agit. Les discussions savantes ne sont ni nécessaires ni opportunes. Il y a des mots régénérateurs qui contiennent tout et qu'il faut souvent répéter au peuple. *Liberté, droits de l'homme, progrès, égalité, fraternité,* voilà ce que le peuple comprendra, surtout quand on lui opposera les mots de *despotisme, priviléges, tyrannie, esclavage,* etc., etc. Le difficile n'est pas de connaître le peuple, c'est de le réunir : le jour où il sera réuni sera le jour de l'ère nouvelle.

« L'échelle du progrès est longue, il faut du temps et de la patience pour arriver au sommet. Le moyen d'aller plus vite, c'est de ne franchir qu'un degré à la fois : vouloir prendre son vol vers le dernier, c'est exposer l'œuvre à plus d'un danger. Il y a bientôt deux mille ans qu'*un grand philosophe nommé*

Christ a prêché la fraternité que cherche encore le monde. Acceptez donc tous les secours qu'on vous offrira sans jamais les regarder comme peu importants. Le globe terrestre est formé de grains de sable ; quiconque voudra faire en avant un seul pas doit être des nôtres jusqu'à ce qu'il nous quitte. Un roi donne une loi plus libérale, applaudissez en demandant celle qui doit suivre. Un ministre ne montre que des intentions progressistes, donnez-le pour modèle. Un grand seigneur affecte de bouder ses priviléges, mettez-vous sous sa direction ; s'il veut s'arrêter, vous êtes à temps de le laisser ; il restera isolé et sans force contre vous, et vous aurez mille moyens de rendre impopulaires ceux qui seront opposés à vos projets. Tous les mécontentements personnels, toutes les déceptions, toutes les ambitions froissées peuvent servir la cause du progrès en leur donnant une bonne direction.

« L'armée est le plus grand obstacle au progrès du socialisme ; toujours soumise par son éducation, par son organisation, sa discipline et sa dépendance, elle est un puissant levier pour le despotisme. Il faut la paralyser par l'éducation morale du peuple. Quand on aura fait passer dans l'opinion générale l'idée que l'armée, faite pour défendre le pays, ne doit, dans aucun cas, se mêler de sa politique intérieure et doit respecter le peuple, on pourra marcher sans elle, et même contre elle, sans danger.

« Le clergé n'a que la moitié de la doctrine sociale. Il veut comme nous la fraternité, qu'il appelle la charité ; mais sa hiérarchie et ses habitudes en font un suppôt d'autorité, c'est-à-dire de despotisme ; il faut prendre ce qu'il a de bon et couper le mal. Tâchez de faire pénétrer l'égalité dans l'Église, et tout marchera. La puissance cléricale est personnifiée dans les jésuites. *L'odieux de ce nom est déjà une puissance pour les Socialistes*, servez-vous-en.

« Associer, associer, associer; tout est dans ce mot. Les sociétés secrètes donnent une force irrésistible au parti qui

peut les invoquer. Ne craignez pas de les voir se diviser; plus elles se diviseront, mieux ce sera. Toutes vont au même but par des chemins différents; le secret sera souvent violé, tant mieux; il faut du secret pour donner de la sécurité aux membres, mais il faut une certaine transparence pour inspirer de la crainte aux stationnaires. Quand un grand nombre d'associés, recevant le mot d'ordre pour répandre une idée et en faire l'opinion publique, pourront se concerter pour un mouvement, ils trouveront le vieil édifice percé de toutes parts, et tombant comme par miracle au moindre souffle du progrès. Ils s'étonneront eux-mêmes de voir fuir devant la seule puissance de l'opinion, les rois, les seigneurs, les riches, les prêtres, qui formaient la carcasse du vieil édifice social.

« Courage donc et persévérance ! »

Ces instructions, que les affiliés des sociétés secrètes suivirent fidèlement, sont complètes. Les rapporter suffit pour formuler l'acte d'accusation du parti révolutionnaire en Italie. On voit quel plan infernal avait été conçu par les conjurés. La première partie de l'histoire de Pie IX s'y déroule, et l'on comprend ses malheurs et ceux de l'Italie. Le mot d'ordre est positif; toutes les mesures sont prises pour arriver au triomphe du socialisme, de la république, de l'anarchie. Les moyens sont l'hypocrisie, la trahison, l'émeute; les armes, la parole, la plume et le fer; le but, le renversement de la société. L'ennemi de la révolution, c'est le principe d'autorité, représenté par la religion, la famille, la propriété, la monarchie; haine au prêtre, au riche, à ceux qui ne veulent ni le pillage, ni le vol, ni l'anarchie. Mais il faut se garder de se dévoiler de suite. Il importe de procéder doucement, perfidement.

Les traîtres entoureront la papauté; ils crieront: « *Vive Pie IX!* » ils couvriront de fleurs l'abîme vers lequel ils veulent l'entraîner; ils chanteront ses vertus, ils l'encenseront de louanges avant de l'égorger. Ils exalteront ses mérites, ils exploiteront sa popularité universelle; ils l'élèveront sur leurs

mains criminelles pour le jeter dans le gouffre. Ils joueront le même rôle avec les grands et avec les bourgeois, avec tous ces niais qui ne voient pas que le libéralisme conduit au radicalisme.

Le clergé est riche de la foi du peuple; pour mieux tromper le peuple, ils ménageront le clergé; ils utiliseront l'influence qu'il s'est acquise par son immense et incomparable charité. D'ailleurs, ils l'avouent, le clergé n'est pas l'ennemi de la liberté; or, ces hommes d'oppression et de haine auront l'air d'abord d'aimer le clergé et la liberté. Leur ambition doit être contenue; pour un moment, et jusqu'au triomphe définitif, ils donneront le commandement aux Mirabeau et aux Lafayette, aux bourgeois et aux grands seigneurs vaniteux et aveugles. Quant au peuple, on entonnera à ses oreilles les vieux mots de la révolution: *liberté, fraternité, égalité, progrès, droits de l'homme,* auxquels on opposera ceux de *despotisme, privilége, tyrannie, esclavage,* etc., etc. Il sera bon aussi d'exploiter la haine imbécile, injuste et lâche des philosophes contre les pères Jésuites. Les libéraux, les libres penseurs apprennent de la bouche de Mazzini qu'en rendant odieux le nom de ces prêtres héroïques ils ont créé une puissance pour les socialistes. C'est là une leçon pour les libéraux, une preuve de plus qu'en s'attaquant à l'Église ils ont préparé la victoire des communistes, des *partageux,* des matérialistes !... Qu'ils se souviennent que l'on devient l'instrument, l'esclave, la dupe et la victime des hommes, dès qu'on cesse d'obéir à l'autorité des principes !

IV.

Ce n'est pas tout. Le chef des sociétés secrètes en Italie a encore écrit : « Il faut renverser les sociétés, jusques au fond de leurs entrailles ! »

Il invoque « *l'épée des révolutionnaires, le poignard des sociétés secrètes.* » Ce n'est que sur des décombres et des monceaux de cadavres que peut et doit triompher *la fraternité sociale.*

Le libéral a jeté son masque, le radical apparait.

La pensée de Babœuf, de Marat se dévoile. Pour la victoire du communisme, il faut du sang.

Il s'écrie : — « Le chemin que parcourt le genre humain est toujours tracé par des ruines : qui redoute les ruines ne comprend pas la vie... L'Italie veut rompre les liens des papes et des empereurs... Pourvu que ses destinées s'accomplissent, qu'il coule des *fleuves de sang,* que les villes s'écroulent les unes sur les autres, que les *batailles* succèdent aux *incendies,* et les incendies aux batailles ! *n'importe!...* Que la grandeur de notre guerre terrible soit égale à la grandeur de la Rome future !...

« Il faut préparer une guerre *d'extermination,* la préparer de telle sorte que chaque défaite soit une *destruction finale !*

« Nous exhortons donc soldats et peuples par ce cri de guerre, nous exhortons et ces hommes valeureux qui combattent et ceux qui s'apprêtent au combat, à suivre un plan qui ne laisse aucune de nos cités debout au pouvoir du vainqueur ; que ce dernier, au contraire, ne rencontre à chaque pas que *la mort...* Dans la guerre que nous faisons, on ne cède point : *on détruit,* on détruit pour édifier.... Si nos paroles sont en-

tendues, comprises, traduites en actions, nous aurons vaincu. La guerre sera terrible : toute la vie du peuple ne sera qu'une œuvre de révolution : par notre exemple nous allumerons le feu de la guerre républicaine au milieu des autres nations. »

Et cet infâme scélérat a l'impudence d'ajouter ce blasphème : « Nous combattons *au nom de Dieu* et du peuple ; combattons donc comme on combat pour les choses éternelles, et *ne craignons pas d'exterminer !* »

Voilà l'œuvre de la révolution, partout la même ! Voilà l'œuvre des *Régénérateurs* de l'Italie ! Voilà les moyens et le but des hommes de la *fraternité sociale !* Voilà les républicains, les socialistes ! Voilà les ennemis de la sainte Église ! Voilà les calomniateurs des prêtres ! Voilà les adversaires du catholicisme !

Et tels la fureur et le crime de ceux qui ont divorcé avec la religion !

Les conjurés avaient organisé une vaste société secrète, sous le nom de *la Jeune Italie*. Quelques extraits des statuts, rédigés par Mazzini, serviront à faire apprécier la sincérité de leurs acclamations en faveur de Pie IX, et celle de leurs protestations fraternelles :

« Article 1er. La société est instituée pour la destruction indispensable de tous les gouvernements de la Péninsule, et pour former un seul État de l'Italie sous la forme républicaine.

« Art. 2. En raison des maux dérivant du régime absolu, et de ceux plus grands encore des monarchies constitutionnelles, nous devons réunir tous nos efforts pour constituer une république une et indivisible.

«..... Art. 30. Les membres qui n'obéiront point aux ordres de la société secrète et ceux qui en dévoileront les mystères seront *poignardés sans rémission.*

« Art. 31. Le tribunal secret prononcera la sentence en désignant un ou deux affiliés pour son exécution *immédiate.*

« Art. 32. L'affilié qui refusera d'exécuter la sentence prononcée sera reconnu parjure, et comme tel *mis à mort sur-le-champ*.

« Art. 33. Si la victime condamnée parvient à s'échapper, elle sera poursuivie sans relâche, en tout lieu, et le coupable *sera frappé par une main invisible*, se fût-il réfugié sur le sein de sa mère ou dans le tabernacle du Christ.

« Art. 34. Chaque tribunal secret sera compétent, non seulement pour juger les adeptes coupables, mais encore pour *faire mettre à mort toutes les personnes qu'il aura vouées à la mort*. »

Ainsi procèdent les républicains, les amis de la *liberté* et de la *fraternité!*

Et qu'on ne s'imagine pas que ces crimes n'aient existé que sur le papier et seulement pour frapper de terreur les adeptes. Non ! ces brigands mirent leur plan à exécution, et une foule de personnes furent lâchement assassinées par eux. Au surplus, Mazzini n'en est pas à son début. Il y a longtemps déjà que, pour la première fois, il a égorgé de sa propre main l'un de ses anciens amis.

Les peuples peuvent juger du despotisme implacable et farouche de ces hommes barbares et sanguinaires, continuateurs fidèles de la tradition révolutionnaire.

Il faut leur obéir sous peine d'être égorgé ; il faut assassiner la victime par eux désignée, sous peine d'être soi-même immolé ! et ces misérables osent dire qu'ils combattent pour Dieu, pour le peuple et contre la tyrannie !

V.

Ainsi conspiraient contre Pie IX les révolutionnaires italiens, au moment où ce saint Pontife venait de donner un nou-

vel et splendide éclat au catholicisme, et où son âme ardente se répandait sur le monde comme un parfum régénérateur venu du ciel.

Pendant que les conjurés, ces âmes desséchées, aiguisaient clandestinement leurs lâches poignards, les écrivains radicaux des sociétés secrètes, aidés par leurs confrères libéraux, s'appliquaient à circonvenir le peuple par leurs journaux, leurs brochures, leurs almanachs.

Or, s'il est une chose faite pour jeter les germes de la dépravation dans un peuple, pour conduire les nations au dernier degré de la démoralisation, c'est, on doit nécessairement l'avouer, la propagation des livres obscènes et des livres impies. Que voyait-on alors en Italie, comme, du reste, en France, en Belgique, en Suisse, partout où régnait la révolution, soit libérale, soit républicaine?

Des agents de corruption, commissionnés par les clubs et les sociétés secrètes, faisaient circuler dans les campagnes et dans les villes une foule d'ouvrages empreints d'une immoralité, d'un athéisme tels, qu'il n'est pas de pudeur si aguerrie qui n'en prît une subite alarme.

Et, à ce propos, il est juste de flétrir les gouvernements libéraux qui, connaissant ces attaques continuelles à la religion et aux bonnes mœurs, restent impassibles et ne songent pas même à déférer ces livres aux tribunaux. Soient maudits ces gouvernements qui ne tarissent pas cette puante fontaine, source empoisonnée à laquelle les ânes et les tigres viennent se désaltérer.

Et quelles étaient les provinces où pénétraient ces dégoûtantes brochures que les comités libéraux et les comités radicaux adressaient spécialement aux gens du peuple? C'étaient surtout les pays où la pureté des mœurs, le respect pour la religion et ses ministres étaient restés inébranlables, qui se voyaient inondés de ces pamphlets qui rappellent les plus mauvais jours de la Terreur,

Dans ces publications infernales, les écrivains ne se montraient pas moins acharnés à ruiner l'influence religieuse qu'à détruire l'influence sociale du catholicisme. Rien n'y était respecté : ni l'autorité, ni la famille, ni la pudeur. La religion surtout y était poursuivie, outragée, vilipendée, et la personne de ses ministres était traînée dans la boue la plus voltairienne. Ici, l'on vomissait contre l'Église et ses ministres les calomnies les plus odieuses; là, on s'attaquait à la religion par les plus viles moqueries, par les injures les plus indécentes et les plus grossières; on accueillait les pratiques du culte par de cyniques ricanements.

Si le libéralisme eût été sincère et honnête, il eût rompu avec cet athéisme éhonté, et réprouvé avec horreur cette débauche de la pensée. Mais, loin de là! ce voltairianisme misérable était son œuvre incessante : tous les moyens sont bons aux révolutionnaires pour arriver à leur but.

Cette presse clandestine dépravait insensiblement les peuples de l'Italie par ses enseignements, et propageait parmi les populations les tableaux les plus immondes, les plus obscènes. Ces livres infâmes, ces chansons ordurières, ces pamphlets anti-sociaux étaient vendus à vil prix, et donnés gratuitement quand ils ne trouvaient pas d'acheteurs. Ces élucubrations hideuses s'adressaient à tous les âges, à toutes les conditions, parlant également à la vieillesse et à l'adolescence, captivant les hommes et les femmes, les lettrés et les ignorants. Elles prêchaient, dans les hameaux comme dans les villes, l'erreur, la violence, la haine. Elles achevaient d'ébranler les convictions chancelantes, et augmentaient l'intensité des passions.

Dans un de ces dictionnaires politiques qui, sous le nom d'almanachs, parcouraient alors les États de l'Église et le reste de l'Italie, on lisait :

« *Révolte :* Elle est presque toujours amenée par les gouvernements qui, suivant une coutume traditionnelle, torturent

le peuple jusqu'à ce qu'il prenne enfin les armes pour vivre libre ou mourir.

« *Palais* : Temples de tous les vices, de tous les forfaits imaginables ; rendez-vous des sybarites qui y forgent leurs plans infernaux contre le peuple ; salles de faussaires toujours ouvertes où, pour parler figurément, on mange de la chair humaine et où l'on remplit les coupes avec du sang humain.

« *Dame de cour* : Idole parée qui se pavane sous les lustres brillants des palais pour fournir une agréable distraction aux aristocrates.

« *Epuisement* : Sort général des classes ouvrières.

« *Classes ouvrières* : La population la plus honorable et la plus infortunée. Puissent-elles un jour comprendre et vouloir !

« *Fer* : Il est fort à craindre que les peuples n'obtiennent pas ce qui leur est dû sans recourir à ce métal.

« *Horizon* : Tout homme a son horizon ; le mien est un grand rideau noir qui se lève lentement et qui me montre un tableau représentant la prochaine délivrance du peuple. Dans la partie supérieure du tableau, je remarque une plume et un glaive noués ensemble avec un ruban rouge, où l'on lit : « *Tu vaincras par ce signe !* »

Tels étaient les enseignements que la presse libérale publiait, à la connaissance des princes et des bourgeois imprudents qui s'étaient fourvoyés dans le parti libéral, que le parti ultra-démocratique devait déborder après s'être servi de lui. Telles étaient les maximes spécialement adressées au peuple. Et c'étaient les auteurs de ces détestables publications qui poussaient l'impudence jusqu'à crier : « *Vive Pie IX !* »

Pendant ce temps, ils minaient sourdement la papauté, qu'ils n'osaient pas encore attaquer en face. Ils cherchaient à isoler le Saint-Père, à faire naître dans son esprit d'injustes défiances contre ses conseillers. Ils imprimèrent avec leurs presses clandestines et affichèrent sur les murs, et particulièrement sur le passage de Pie IX, un insolent factum ainsi conçu :

« Le peuple romain aime dans Pie IX le père du peuple, le prince juste et magnanime ; il ne se fie qu'en lui, en lui *seul.*

« Très-Saint Père, s'il en est qui mettent en doute notre fidélité et l'attachement qui nous anime tous pour votre personne, s'il en est qui osent nous désigner comme difficiles, inquiets, irréligieux, en un mot, comme indignes de vous, défiez-vous de ces gens, Très-Saint-Père. Ils sont plus vos ennemis que les nôtres propres. Ils tendent à vous précipiter, ainsi que nous, dans un abîme. Mais Dieu veille, ce Dieu que *ces gens ont toujours sur les lèvres, mais jamais dans le cœur...*, ce Dieu qui vous a élu pour régénérateur du peuple, Très-Saint-Père. Les autres princes ne sont, en présence de Dieu, responsables que du présent; *vous l'êtes, vous, du présent et de l'avenir!* »

Et cette insolente Adresse se terminait par le cri obligé : « *Vive Pie IX!* »

Il parait que le Saint-Père trouva jusque sur son prie-dieu ce placard impie.

Les presses occultes servaient encore aux sociétés secrètes à afficher par la ville des avis au peuple, des menaces adressées aux citoyens riches, des avertissements démocratiques et *fraternels* à ceux dont elles croyaient avoir à se plaindre. Il aurait fallu rechercher activement les auteurs de ces indignités et sévèrement les punir. Cela fut négligé; la police et l'autorité judiciaire faillirent à leur devoir le plus impérieux et le plus élémentaire. Était-ce trahison ou dédain? Dans la seconde hypothèse, ce fut toujours un tort. Se contenter de mépriser les méchants n'est point assez; il importe de les mettre dans l'impossibilité de nuire.

Ainsi encouragés, les ennemis de l'Église et de la morale firent également servir leurs presses à l'impression des traductions de ces livres obscènes, de ces romans infâmes qui déshonorent la littérature française depuis trop d'années. Le *Juif-Errant*, de M. Eugène Sue, et d'autres publications las-

cives et ordurières furent offertes à l'avidité du peuple italien. Le mal que ces écrits d'une corruption raffinée ont fait à la moralité publique en Europe est incalculable. Toutes les extases d'âcres et coupables voluptés y sont réalisées avec une rage effrénée. C'est l'intérêt dramatique et la poésie même mis au service des plus mauvaises passions. C'est un entassement d'ordures dorées, de fleurs qui donnent l'ivresse, au milieu desquelles les épicuriens modernes espèrent ne pas sentir les langues écarlates des flammes de l'enfer, et ne pas entendre la voix de la mort qui vers nous s'avance en disant : « Dépêchez-vous d'achever de vivre ; j'arrive ! »

On se ferait difficilement une idée de l'influence funeste exercée sur l'esprit public et sur les mœurs par cette littérature fangeuse. Ces mauvais livres, qui sont de mauvaises actions, ont beaucoup contribué à la décadence de la morale. Quelle que soit sa forme, histoire, roman, drame, poésie, cette littérature a rendu chaque jour la société européenne moins bonne ; elle a relâché insensiblement les liens qui sont la condition même de son existence. Et ce travail dissolvant a été encouragé par les gouvernements *libéraux*, qui se prétendaient conservateurs, et qui se faisaient ainsi les complices des corrupteurs du siècle. Et puis ils se sont étonnés d'être renversés après avoir laissé insulter la religion, énerver les cœurs, troubler les cerveaux, bafouer la morale, outrager la famille, attaquer la propriété, railler la pudeur, calomnier le prêtre !

Ces lectures pernicieuses ont froissé tous les sentiments pieux et délicats de l'âme, comme le pied brutal du voyageur écrase les belles fleurs de la route; elles ont flatté tous les instincts désordonnés de l'homme; elles lui ont enseigné à mépriser le devoir et la vertu; elles ont conduit plus d'un malheureux au mépris de ce qui est bon, juste, honnête ; elles ont poussé au crime plus d'un infortuné ! Elles ont enfanté des régicides, des assassins, des parricides, des blasphémateurs, des athées, des adultères et des suicides. Toutes les

institutions, toutes les autorités, tous les devoirs ont été atteints par cette littérature extravagante, immorale, perfide, d'autant plus dangereuse qu'elle est attrayante. C'est à cette littérature révolutionnaire que remonte une large part dans la responsabilité de toutes ces profanations, de tous ces désordres qui affligent la société.

A la religion de Jésus-Christ, qui prêche la résignation et l'amour, et montre à l'homme le ciel comme but suprême de ses efforts, les écrivains révolutionnaires opposent l'orgueil, la division et la haine; pour eux, le but de l'homme, c'est la jouissance en ce monde. Ils ont ainsi marché tous ensemble au sac de la société, les uns comme journalistes, les autres comme pamphlétaires, chansonniers, dramaturges, poètes, romanciers, historiens, économistes, professeurs.

Cette communauté d'efforts coupables, avec la complicité des protestants et des sociétés secrètes, devait enfanter la révolution sanglante à Rome, comme dans tout le reste de l'Europe.

Nous avons expliqué les causes, reprenons maintenant le cours des faits. Dans ce panorama saisissant, nous ne cacherons aucun tableau utile; nous mettrons tout en relief, le crime avec ses fureurs, la vertu avec ses épreuves, le dévouement avec sa sublimité. Nous donnerons à chaque personnage de ce drame la part, bonne ou mauvaise, qui lui revient dans le jugement de l'histoire.

VI.

Pie IX n'avait point fixé l'époque de l'organisation de la garde civique, cette fâcheuse institution arrachée aux gouver-

nements faibles par le libéralisme. Les conjurés comprenaient de quelle importance était pour eux cette mesure, qui devait leur livrer des armes. Ils résolurent d'en hâter l'exécution. Pour cela, ils agitèrent les esprits ; ils semèrent le bruit que les hommes prudents, qu'ils désignaient sous le nom de *rétrogrades*, s'étaient entendus avec les Autrichiens pour organiser un massacre général, dans lequel la première victime devait être le Saint-Père lui-même, « *le pape libéral, le pape réformateur,* » etc. ; ils répandirent des écrits rapportant ces calomnies ; ils affichèrent des placards, dans lesquels les personnages les plus vénérables étaient dénoncés au peuple comme ses ennemis, entre autres le cardinal Lambruschini, le capitaine des carabiniers, etc.

Plusieurs carabiniers furent insultés, le soir, dans les rues; quelques-uns même furent maltraités par les furieux des sociétés secrètes.

Le 14 juillet, les conspirateurs crièrent : « *Aux armes!* » et entraînèrent une partie du peuple trompé. Princes, bourgeois, marchands, ouvriers descendent dans les rues, la plupart dupes de bruits mensongers, et croyant sincèrement s'armer pour la défense du Saint-Père. La garde civique s'organise ainsi toute seule ; des chefs provisoires sont nommés. Pie IX ne refusa pas sa sanction à une mesure que son cœur paternel avait imprudemment promise; il nomma le prince Rospigliosi et le duc de Rignano, le premier, général en chef, le second, chef d'état-major de la garde nationale.

Les personnages faussement dénoncés comme conspirateurs par les conspirateurs de la révolution s'éloignèrent de Rome, pour ne pas servir de prétexte à de plus grands malheurs, et le peuple vit bien qu'on l'avait trompé, que les hommes sages qu'affligeaient certaines concessions aux traîtres, n'avaient nullement rêvé la perte du souverain Pontife, l'égorgement des ardents, et n'avaient entretenu aucune intelligence avec l'Autriche. Mais qu'importait aux conjurés que leur ruse fût

découverte? Ils avaient réussi à troubler l'ordre et à arracher une concession importante pour leurs desseins; c'était tout ce qu'ils voulaient.

D'abord, la garde nationale parut animée de bonnes intentions. La bourgeoisie, la noblesse et les prolétaires jouaient ensemble sérieusement au soldat. L'affaire de Ferrare, qui survint, parut une merveilleuse occasion aux sociétés secrètes, dont plusieurs membres faisaient partie de la garde civique, pour renouveler l'agitation à Rome. La haine de l'Autriche fut exploitée de nouveau avec activité par les meneurs de la *Jeune-Italie*. C'était bien moins comme Italiens, comme patriotes qu'ils exécraient l'Autriche, que comme révolutionnaires. En effet, le cabinet de Vienne était parfaitement au courant de leurs menées coupables; il savait que, sous prétexte d'indépendance italienne, ils voulaient renverser la papauté et proclamer la République et le socialisme; ce à quoi l'Autriche était en droit de s'opposer, et comme puissance catholique, et comme gouvernement légitime et régulier intéressé au repos et à l'équilibre européen. L'illustre prince de Metternich avait, dès le 4 août, adressé à lord Palmerston, ce protestant, cet ennemi du catholicisme, ce libéral complice de tous les révolutionnaires européens, une dépêche digne d'attention, dans laquelle on lisait :

« L'Italie centrale est en proie à un mouvement révolutionnaire à la tête duquel se trouvent les chefs des castes politiques, qui, pendant plusieurs années, ont menacé les Etats de la Péninsule. En s'abritant sous le couvert des réformes administratives que le souverain Pontife a dernièrement accordées, par un motif de manifeste bienveillance pour son peuple, les factieux cherchent à paralyser l'action régulière du pouvoir, et se proposent une fin qui, pour qu'elle s'accorde avec leurs vues, ne peut se limiter aux Etats de l'Église ni aux Etats de la Péninsule.

« Les chefs veulent un seul et unique chef politique, ou

au moins une fédération d'État pour la direction d'un pouvoir central. La monarchie n'entre pas dans leurs desseins; ce qu'ils veulent en Italie, c'est une abstraction d'utopie radicale. En un mot, ces sectes veulent une république fédérative comme elle existe en Suisse ou dans les États-Unis.

« L'empereur, notre auguste maître, n'entend pas être une puissance italienne; il se contente d'être le chef de son empire. Une portion de cet empire s'étend au delà des Alpes; il désire le conserver, et rien de plus; mais il est résolu de le défendre contre qui que ce soit.... »

Ainsi l'Autriche connaissait une partie des projets des conspirateurs; et cela explique l'attitude prise par cette monarchie en ces circonstances. Elle ne s'exagérait pas le mal; il était, au contraire, plus grand, plus profond que l'illustre homme d'État ne l'avait indiqué.

Ce n'était point, en effet, seulement une république illogique, une république bourgeoise que rêvaient les révolutionnaires des sociétés secrètes en Italie; c'était une république logique, une *vraie* république, la république *démocratique et sociale,* aussi sanguinaire que celle de 93 en France, mais plus niveleuse encore, plus *sociale,* selon l'expression par eux adoptée, plus *fraternelle,* comme ils disent encore; c'était la république du vice et des guenilles; la république de la médiocrité, de la paresse, de l'immoralité, de la bestialité; la république de l'*égalité absolue.*

Ni pape, ni religion, ni Dieu, ni propriété, ni famille même, voilà ce que voulaient les républicains les plus avancés, les plus logiques, qui composaient la fraction des *communistes matérialistes.*

Le communisme matérialiste est le dernier terme du *progrès* républicain; son dernier mot, franchement prononcé par le plus brutal des révolutionnaires, M. P. J. Proudhon, c'est l'*anarchie.*

Voilà ce que l'Autriche aurait pu dire.

Dans une autre dépêche, M. de Metternich demande au ministre anglais quelles sont les intentions de son gouvernement en une éventualité menaçante qu'il signale.

Lord Palmerston répondit que le gouvernement de la reine de la Grande-Bretagne était résolu à respecter et à faire respecter les traités de Vienne, qui ne sauraient être modifiés, tant en Italie que dans tout le reste de l'Europe, que de l'assentiment de toutes les puissances signataires.

Mais il y eut loin de ce langage officiel à la conduite indigne tenue par lord Palmerston et par ses agents, qui, les uns et les autres, se deshonorèrent, aux yeux de la postérité et au jugement de l'histoire, par la coupable complicité qu'ils assurèrent aux révolutionnaires qui ébranlèrent la société et promenèrent leurs crimes en Europe. Ce fut surtout en Italie et contre le Saint-Père, chef du catholicisme, que ces protestants sans pudeur tinrent cette conduite abominable. Plusieurs agents du ministère anglais prirent part aux manifestations révolutionnaires qui suivirent, et, entre autres, à celle du 7 septembre.

Ce jour-là les sociétés secrètes se répandirent dans les rues de Rome, en hurlant des cris de haine, non seulement contre l'Autriche, mais encore et surtout contre les prêtres. Sur le passage de cette foule furieuse, les boutiques se fermèrent, ainsi que les portes cochères; les citoyens paisibles effrayés se barricadèrent dans leurs maisons.

Ces désordres se prolongèrent toute la nuit, à la stupéfaction des gens de bien. L'autorité eut le tort de se montrer faible, quand elle eût pu conjurer tous les malheurs, tous les crimes qui suivirent, en déployant une rigueur nécessaire. Elle faillit à son devoir. Les gouvernements qui ne se défendent pas deviennent, par cette désertion même, pour ainsi dire, indignes du commandement. Pardonner aux méchants, c'est les encourager; c'est surtout trahir, décourager, désespérer les bons. C'est ce qui eut lieu. Quelques-uns des chefs

du mouvement, qui avaient été arrêtés, furent aussitôt relaxés, quand il fallait au contraire faire un exemple sévère.

A la tête de cette manifestation révolutionnaire se trouvait un Anglais du nom de Macbean, l'épicier Galetti et un Bonaparte, le prince de Canino. Ce fils de Lucien jouait, à Rome, un double rôle, rappelant celui de Louis-Philippe, duc d'Orléans, sous la Restauration. Autant le prince Louis-Napoléon Bonaparte se grandit par son attitude vis-à-vis de la papauté, autant s'amoindrit le prince de Canino en s'associant, comme il l'a fait, au parti révolutionnaire, composé de tant d'ingrats, comblés par la papauté et conspirant contre elle; ambitieux hypocrites, le matin rampant dans les antichambres du Pape et des cardinaux, le soir dans les conciliabules des sociétés secrètes, pérorant entre eux, contre leurs bienfaiteurs, contre ceux auxquels ils avaient mendié et dont ils avaient reçu l'aumône. Car telle fut la conduite de plusieurs d'entre les chefs de la *Jeune Italie*, complices de Mazzini; voilà ce qu'étaient devenus ces hommes dont plusieurs devaient à la papauté le titre qu'ils portaient, la maison qu'ils habitaient, le pain qu'ils mangeaient. L'asile qu'elle leur avait donné n'était pas de ces asiles précaires et humiliants pour la dignité de l'âme. Eh bien! ces serpents réchauffés dans le sein de l'Eglise furent les premiers à lui ronger perfidement le cœur, les premiers à payer leur dette de reconnaissance par la plus noire ingratitude. Leur bassesse fut si grande, et si grands leurs crimes, qu'ils égalèrent la magnificence et la généronsité de leurs bienfaiteurs, dont ils se firent les cruels et lâches bourreaux. Les âmes viles sont ainsi faites : elles rendent le mal pour le bien; elles mordent la main charitable qui fait l'aumône à leur misère.

Parmi ceux qui se faisaient remarquer par leur haine de l'autorité, par leurs flagorneries à la populace, et, se trouvaient affiliés aux sociétés secrètes, était un médecin du nom de Sterbini. Ce Marat de Rome était une ambition repoussée. C'était la honte de sa pauvreté, l'absence de moralité et de

génie pour s'élever, l'impatience jalouse de parvenir, l'âcre ambition du pouvoir, qui l'avaient jeté dans cette voie honteuse et criminelle.

Il appartenait à une famille honnête, et il avait conspiré contre son bonheur et son repos avant de conspirer, sur une plus grande échelle, contre le repos et le bonheur de son pays. Avant de se révolter contre l'autorité de son souverain, il s'était révolté contre l'autorité de son père. C'est ainsi le plus souvent : les mauvais citoyens commencent ordinairement par être de mauvais fils, de mauvais époux, de mauvais pères. Sterbini quitta la route du bien, où il fût demeuré peut-être obscur, mais grand par sa conscience et ses vertus, pour s'élancer avec une rage furieuse dans la route du mal, où il acquit une honteuse popularité, une célébrité déshonorante. Ses mauvais instincts se développèrent ainsi insensiblement, et il devint communiste et matérialiste. Comme Marat, après avoir expérimenté sur les cadavres, il expérimenta sur la société ; comme Marat, ennemi de toute autorité, ennemi des riches, qu'il jalousait, qu'il haïssait par envie, par fureur d'être pauvre ; comme Marat l'ennemi des grands, parce qu'il était petit, comme lui il ameutait les déclassés, ses pareils, et les pauvres, dont il voulait se servir comme d'instruments pour détruire, comme de piédestal pour s'élever. Comme Marat encore, il n'aimait pas les pauvres, il les méprisait, et quand il demandait l'égalité, ce n'était pas par amour de la justice, mais par *rivalité de concupiscence*.

Comme Marat toujours, il avait fondé un journal (le *Contemporaneo*) dans lequel il prêchait effrontément la révolution avec sa sombre logique, c'est-à-dire le pillage et l'assassinat ; pour moyen, le communisme ; l'anarchie, pour but.

Quand la presse oublie de la sorte la grandeur de sa mission, quand, au lieu d'être un enseignement, elle est un scandale, quand, au lieu de moraliser le peuple, elle le déprave, elle est devenue indigne et doit être dégradée. Briser les

plumes trempées dans le venin, les plumes empoisonnées comme les poignards démocrates, c'est justice ; frapper la licence, c'est sauver, c'est protéger la liberté. Ce courage manqua, je l'ai dit, au gouvernement pontifical, déjà débordé. *Le Contemporaneo,* officine impure, et à sa suite plusieurs autres immondes agents de licence, purent se livrer aux plus fâcheux excès de langage, attaquer l'autorité de l'Église dans sa sainteté, l'autorité civile et politique dans son droit. Et la licence augmenta en raison de l'absence de compression. Le juge qui se lasse de sévir encourage le crime, qui, lui, jamais ne se fatigue aux forfaits.

Sterbini attaquait tout dans son journal : la religion avec ses dogmes admirables, avec sa morale qui conduit les nations au salut par le bien ; la propriété, cette institution de liberté sans laquelle le travail serait sans récompense et sans but, l'humanité plongée dans la barbarie ; la famille, cette douce loi du cœur instituée par Dieu même. Et puis, il pénétrait jusque dans le sanctuaire, impénétrable chez tous les peuples civilisés, du foyer domestique, et y fouillait avec l'impudence de la révolution, pour qui rien n'est sacré.

Sterbini était, en outre, depuis longtemps l'un des meneurs les plus ardents des sociétés secrètes, dans lesquelles conspiraient contre Pie IX ceux qu'il avait eu la générosité de gracier sur leur promesse formelle de devenir d'honnêtes gens. Sterbini était de ce nombre. Ainsi, ingrat comme Canino, comme Marat, furieux et jaloux, physiquement d'une laideur repoussante et moralement plus laid encore, tel était ce monstre, dont l'histoire parlera puisqu'il l'a voulu, mais qu'elle jugera si bien qu'il en demeurera flétri.

Chaque révolution est une prime donnée à l'ambition des classes inférieures pour les faire grandir non en humilité et en vertu, mais en orgueil. Un autre conjuré, et l'un des instruments les plus énergiques et les plus redoutables des sociétés secrètes, était un certain homme du peuple que l'on

voyait à la tête de toutes les manifestations, et qui semblait exercer une grande influence sur la vile multitude. Il avait nom Angelo Brunetti ; on l'appelait Ciceruacchio. Lui aussi était né de parents honnêtes et sans fortune. Travailleur actif, nature grossière, mais laborieuse, cet homme était doué d'une force physique extraordinaire, d'une taille très-élevée et par conséquent d'une intelligence sans horizon ; car, généralement, le développement de la matière, chez l'homme, nuit à celui de son moral. Ce colosse, semblable à un Alcide en représentation, était, sinon courageux, du moins hardi, se sentant fort ; il avait cette bravoure matérielle, cette brutale audace qui se mesure avec les dangers, mais non avec les douleurs. Élevé par une mère pieuse, il se servit d'abord de sa force physique pour protéger les faibles ; mais bientôt l'oubli des pratiques religieuses le jeta dans les hasards, dans les hontes et sous le despotisme des passions. Il s'affranchit du joug salutaire et béni du catholicisme et se crut libre. Insensé ! il était déjà l'esclave du péché, l'esclave de Satan. L'orgueil se développa dans son âme et la vainquit. Insensiblement ses mœurs se relâchèrent. Après avoir quitté l'Église de Dieu, il fit société avec les bohêmes de la civilisation, avec les radicaux, qui le conduisirent au club et au cabaret. De bon ouvrier qu'il était, plus heureux alors dans son obscurité honnête et sa médiocrité sans remords qu'il ne le fut plus tard au milieu des triomphes éphémères de la place publique, il devint un débauché et un ivrogne ; il fréquenta les femmes impures et les hommes impurs, et conspira avec eux dans les tavernes et les mauvais lieux où grouillent les vices. Les sociétés secrètes virent bien que, par son orgueil qu'il suffisait de flatter, et par ses mauvaises habitudes, par ses appétits charnels qu'il s'agissait de satisfaire, il était possible d'en faire un instrument utile à leurs lâches desseins. Il fut entouré, caressé, exalté, choyé par les chefs influents de la révolution, qui affectaient de le traiter sur le pied de la plus parfaite égalité. Il crut qu'ils

l'élevaient jusqu'à eux, tandis qu'ils s'abaissaient seulement et pour un moment jusqu'à lui, en attendant l'heure de le repousser, dupe imbécile et flétrie, quand, le triomphe assuré, ils n'auraient plus besoin de lui.

Dès qu'un homme a rompu les freins de la religion, dès qu'il a divorcé avec les lois morales, il devient une proie facile pour la révolution.

Depuis 1830, Cicerruacchio était membre de la secte des carbonari; il devint l'un des agents de Mazzini et des autres meneurs dans la société de la *Jeune-Italie*. Avec elle, il accueillit par des bravos hypocrites l'élévation de Pie IX au trône pontifical. Tour à tour portefaix, marchand de cigares, maquignon, marchand de vins, charretier, il était toujours en contact avec les classes ouvrières, et s'était composé un état-major de tous les débauchés, de tous les vauriens, de tous les paresseux qu'il avait pu ramasser, pour le compte de ses patrons, dans les ruisseaux des rues et dans les fanges des lieux honteux. Ces misérables saluaient cet Hercule du nom de *Chef du peuple*, et il en était fier; et les honnêtes gens crurent devoir compter avec lui, quand il aurait fallu, au contraire, l'écraser dans sa jactance dès le début de son audace.

On le couvrit d'honneurs. On le nomma imprudemment, stupidement, officier de la garde civique, alors qu'on savait que l'apprivoiser était un rêve insensé, et qu'il transmettait à la foule débordée le mot d'ordre qu'il recevait des chefs des sociétés secrètes. En compagnie de Piccioni, vendeur de tabac, de Materazzi, menuisier, de Bezzi, tailleur de pierres, de Carbonaretto, marchand de charbons, et du teneur d'une hôtellerie mal famée du nom de Tofanelli, il prit possession de la place publique comme de sa propriété. Là, il pérorait dans un langage énergique et grossier comme sa personne; il prêchait publiquement la révolte, le désordre, la haine de l'autorité. Ce bandit, toujours ivre de vin, de luxure et d'infernales pensées, fut le complice le plus actif des révolutionnaires italiens

et de lord Minto, agent de lord Palmerston, envoyé de l'Angleterre protestante à Rome pour troubler la capitale de la chrétienté.

Pie IX était profondément affligé de l'état de désordre dans lequel Rome était plongée par suite de la conspiration de tous ces misérables. Mais, dans la bonté infinie de sa grande âme, il ne pouvait se résoudre à sévir contre eux, ce que conseillait une politique prudente. L'excellent Pontife espérait que ces malfaiteurs n'étaient pas profondément corrompus, et que, se laissant toucher par sa générosité et par le spectacle des grandes choses que chaque jour il accomplissait, ils reviendraient à des sentiments meilleurs. Il ne les croyait qu'égarés, tandis qu'ils étaient gangrenés jusqu'à la moelle. Loin de toucher leurs cœurs d'hyènes, les bienfaits que Pie IX répandait si largement sur son peuple servaient tous de prétexte à de nouveaux désordres, à des exigences nouvelles. Les révolutionnaires, à chaque réforme opérée par Pie IX, semblaient prendre à tâche de démontrer combien ils en étaient indignes. Leur persistance dans leurs écarts égalait, et c'est tout dire, sa persistance à achever l'œuvre d'amélioration que ce grand Pape avait spontanément et de tout cœur entreprise. Il crut vaincre la révolution par ses bienfaits et ses vertus, il la déchaîna.

La publication du *motu proprio* pour l'organisation de la municipalité, cet acte tout imprégné de générosité et de noblesse, fut encore un prétexte de tumulte. Le ban et l'arrière-ban des sociétés secrètes furent convoqués pour célébrer ce nouveau bienfait avec le bruit, l'inconvenance et le désordre ordinaires. Cette manifestation était de celles qui précèdent les grands cataclysmes politiques. — « Nous tenons la victoire, » se dirent les meneurs, qui se réunirent le lendemain pour se féliciter du pas immense qu'ils venaient de faire. — « Tout va bien, dit un des chefs. La révolution marche de bénédictions en bénédictions ; nous avons fait de Pie IX, sans qu'il s'en doute, le moteur de la révolution italienne. »

« — Nous marchons à la *liberté*, conduits par le pape lui-même ! » reprit un autre conjuré. La liberté ! pour les révolutionnaires, ces plus durs, ces plus inflexibles des maîtres, la liberté est un mot qu'ils exploitent pour forger l'esclavage des autres; c'est l'échelon dont ils se servent pour arriver à marcher sur la tête d'autrui. Les révolutionnaires à courte vue, les *libéraux*, préparaient avec ce mot le triomphe des révolutionnaires plus audacieux, les républicains, qui devaient faire de Rome une ménagerie de tigres.

On était arrivé à une époque de ruses ourdies et non déjouées, de perfidies, en attendant celle de luttes intraitables, de guerres acharnées.

Le Saint-Père ne chancela cependant pas dans la voie que lui avaient tracée son vaste génie et sa conscience catholique. Insensible aux menées criminelles, dédaigneux des obstacles, et sans s'arrêter aux embarras de la route, il continua à doter son peuple des institutions inspirées par son cœur et mûries par sa sagesse. Sa main s'était à peine fermée après avoir répandu un bienfait qu'elle se rouvrait de nouveau pour en répandre d'autres. Le décret sur la *consulte d'État* suivit de près le *motu proprio* sur la municipalité.

Le statut qui organisait ce pouvoir est une de ces admirables œuvres de législation qui resteront comme un modèle. Tous les intérêts y étaient compris avec une intelligence supérieure et ménagés avec une complète justice. En vain les partisans de l'autorité d'une part et les partisans de la liberté d'autre part, depuis que par un abus de langage et une confusion déplorables ces deux mots ont cessé d'être synonymes, en vain, dis-je, les uns et les autres auraient cherché dans cette organisation un sujet légitime de critique. La liberté y était respectée sans pour cela que les droits de l'autorité fussent amoindris, diminués, mis en péril. Le souverain légitime appelait les citoyens les plus distingués et les plus capables à concourir à la confection des lois et à l'administration civile

et politique du pays. Dans le système électoral mis en vigueur, l'autorité et le peuple avaient chacun leur juste part. Il était fâcheux, dans l'espèce, que le peuple auquel s'adressait Pie IX fût incapable de le comprendre, incapable d'exercer les droits qu'il lui conférait, et indigne de tant de sollicitude.

Le peuple accueillit avec joie cette nouvelle réforme, qui, comme toutes les autres, servit de prétexte aux agitateurs pour descendre dans les rues avec des bannières et troubler la paix publique. Les chefs des sociétés secrètes marchaient en tête avec Ciceruacchio. Sur les flancs du cortége, qui défilait ordinairement le soir, se tenaient des meneurs portant des torches. La marche était ouverte par de nombreux musiciens jouant la *Marseillaise* et d'autres refrains révolutionnaires. Arrivés au Quirinal, les drapeaux, les bannières, les guidons et tous les oripeaux de la comédie démocratique étaient placés en faisceaux; les meneurs hurlaient : « Vive Pie IX! La bénédiction! La bénédiction! » La foule, à ce signal, houlait sous les fenêtres du palais en criant, jusqu'à ce que le Souverain Pontife, croyant céder aux vœux d'un peuple, sans doute importun, mais qu'il jugeait religieux et sincère, parût au balcon et étendit ses mains vénérables sur les têtes inclinées.

Ces démonstrations impudentes se renouvelaient à chaque instant, et devenaient chaque fois plus tumultueuses, plus inquiétantes pour l'ordre public.

Lorsque lord Minto, envoyé de la Grande-Bretagne, vint s'installer à Rome, avec la perfide et secrète mission de pactiser avec la révolution et d'augmenter les embarras du Saint-Siége, les meneurs entraînèrent la foule sous les fenêtres de cet intrigant, dont les journaux du parti anarchique avaient annoncé l'arrivée avec une joie qu'ils ne cherchaient plus à déguiser. Les chefs des sociétés secrètes furent reçus avec la plus scandaleuse familiarité par lord Minto, qui leur promit l'appui de son gouvernement, et ne leur cacha pas sa haine de protestant fanatique contre le catholicisme et la papauté. Ils

s'entendirent parfaitement, et depuis, tous les soirs, les agitateurs, musique en tête, se rendaient sous les fenêtres de son hôtel, et les lèvres qui, la veille encore, avaient crié et devaient le lendemain répéter « Vive Pie IX ! » criaient : — « Vive l'Angleterre ! Vive lord Minto ! »

L'Anglais paraissait au balcon et criait : « Vive l'indépendance italienne ! Vive la liberté ! » Et puis, contrairement à tous les usages diplomatiques et au mépris de toute convenance, de tout devoir, de toute pudeur, il se rendait au Cercle romain, au club Sterbini, au bureau du *Contemporaneo* et autres feuilles démagogiques ; il allait chercher des ovations et porter des encouragements dans les conciliabules où l'on préparait la république ; il allait dans les cafés et dans les cabarets démocratiques trinquer avec les *frères et amis* à la prochaine humiliation de la papauté, à la ruine du catholicisme, à la chute du gouvernement auprès duquel il était accrédité. Les agents anglais avaient reçu du cabinet de Saint-James l'ordre de fomenter et d'encourager par toute l'Europe la rébellion contre les gouvernements auprès desquels ils étaient envoyés. C'était non-seulement manquer à la plus simple courtoisie internationale, mais c'était encore trahir les intérêts de la civilisation et de la société.

On voit quels éléments étaient conjurés contre Pie IX, qui bientôt n'eut plus que sa bonne volonté, ses vertus, ses actes si profondément imprégnés de justice, de sagesse et d'amour, à opposer à la rage de ses ennemis de toutes sortes.

Il eût été important d'organiser une bonne police politique, morale, juste, chrétienne, indulgente même à certains égards, préventive et non provocatrice, ce qui est immoral, mais aussi, active, dévouée, habile, rompue aux roueries, fine, ne se laissant ni jouer, ni entamer, ni surprendre.

On aurait pu, par ce moyen, s'opposer à la révolution. Pour sauver la papauté, il fallait déployer une mâle énergie, une sévérité nécessaire, rendre ses passeports à l'indigne diplo-

mate, chasser les factieux étrangers, faire fermer les clubs, arrêter les perturbateurs, les meneurs des sociétés secrètes, et briser les presses anarchiques. Cette énergie manqua-t-elle à Pie IX, ou était-il abandonné déjà par ceux dont le concours lui était indispensable pour l'exécution de ces mesures de salut public? Dieu seul le sait. Mais l'impartiale histoire dira que ce gouvernement manqua d'énergie pour se défendre, et ce fut là la cause de sa chute. Et que de douleurs, que de souffrances, que de crimes eussent été conjurés dans l'Italie si ce devoir eût été accompli! Pour quelques agitateurs imprudemment épargnés, que d'honnêtes gens assassinés, volés, compromis, opprimés; que d'intérêts froissés, brisés! que de scandales et que de hontes!

Sévir à propos et vigoureusement, dans l'intérêt de la nation, contre la factieuse minorité qui cherche à l'entraîner pour l'opprimer, la spolier et la démoraliser; couper radicalement le serpent de la révolution et écraser sa tête immonde dès qu'elle paraît, tel est le devoir des gouvernements menacés par la révolte, et tel est l'enseignement qu'il convient pour eux de tirer ici.

VII.

Lors de la réunion des membres de la Consulte d'État, et comme les vingt-quatre députés des provinces déposaient leurs hommages aux pieds de Pie IX, celui-ci répondit au discours de leur président, monseigneur le cardinal Antonelli :

« Je vous remercie de vos bonnes intentions, et j'en fais grand cas en vue du bien public. C'est en vue du bien public

que, depuis le premier moment de mon élévation au trône pontifical, j'ai fait, d'après les conseils inspirés de Dieu, tout ce que j'ai pu, et je suis encore prêt, avec l'assistance divine, à faire tout pour l'avenir, *sans cependant rien retrancher de la souveraineté du pontificat*, et, de même que je l'ai reçue pleine et entière de mes prédécesseurs, de même je dois transmettre ce dépôt sacré à mes successeurs.

« J'ai pour témoins trois millions de mes sujets, j'ai pour témoin l'Europe de ce que j'ai fait jusqu'ici pour me rapprocher de mes sujets, pour les unir à moi, pour connaître de près leurs besoins et y pourvoir. C'est surtout dans le but de mieux connaître ces besoins et de mieux pourvoir aux exigences de la chose publique que je vous ai réunis en une Consulte permanente. C'est pour entendre, au besoin, vos voix, pour m'en aider dans mes résolutions souveraines, dans lesquelles je consulterai ma conscience pour en conférer avec le Sacré Collége et mes Ministres. »

Ces paroles peignent l'âme de Pie IX. Plein d'amour pour son peuple, il n'avait en vue que le bien public, et il l'avait bien prouvé. Il voulait tout faire pour son bonheur, mais rien qui pût diminuer l'autorité du Saint-Siége. Il voulait se rapprocher de ses sujets, connaître, étudier leurs besoins, satisfaire à toutes les réclamations légitimes, accomplir toutes les réformes justes; mais il était résolu à ne pas servir d'instrument aux utopistes, résolu à ne point laisser amoindrir le pouvoir qu'il avait reçu et devait transmettre intact.

Il continua avec vivacité :

« Celui-là se tromperait grandement qui verrait autre chose dans les fonctions que vous allez remplir... Celui-là se tromperait grandement qui verrait dans la consulte d'État que je viens de créer la réalisation de ses propres utopies et le germe d'une institution incompatible avec la souveraineté pontificale. »

Mais pour qu'il en fût ainsi, pour arracher toute illusion

aux anarchistes, il aurait fallu, en même temps que cet énergique langage était tenu, prendre des mesures vigoureuses contre les factieux. Il ne suffisait pas de leur dire que la papauté n'entendait pas se laisser duper et surprendre par eux ; il eût été bon de le leur prouver par des actes. Il est des moments périlleux dans la vie des peuples où la sévérité est conseillée par l'amour du bien public.

L'homme d'État juge plus utile de prévenir l'explosion des révolutions que d'avoir à les réprimer ; car autant il est facile, avec un peu d'énergie, de les arrêter dès leur début, autant il est difficile de s'opposer à leur torrent quand on a eu la faiblesse ou l'imprudence de le laisser grossir.

Le Saint-Père reprit de cette voix paternelle et douce qui lui est habituelle :

« Cette vivacité et ces paroles ne s'adressent à aucun de vous, messieurs. Votre éducation sociale, votre probité chrétienne et civile, la loyauté de vos sentiments et la rectitude de vos intentions m'étaient connues depuis le moment où j'ai procédé à votre élection. Ces paroles ne s'adressent pas non plus à la presque totalité de mes sujets, car je suis sûr de leur fidélité et de leur obéissance, et je sais que les cœurs de mes sujets s'unissent au mien dans l'amour de l'ordre et de la concorde. Mais il existe malheureusement quelques personnes, — en petit nombre, à la vérité, il en existe cependant, — qui, n'ayant rien à perdre, aiment le désordre, la révolte et abusent de mes concessions mêmes. C'est à ceux-là que s'adressent ces paroles ; qu'ils en saisissent bien la signification. »

Cet avertissement paternel n'était pas suffisant, l'avenir douloureusement le démontra. Compter sur une majorité honnête pour conjurer les périls que la minorité factieuse prépare à un pays, c'est d'une politique sans prudence. L'expérience nous apprend que les révolutions, faites par une poignée d'intrigants et d'ambitieux, de vauriens, d'hommes ne possédant rien, ni capital, ni amour du travail, ni moralité, ni vertus, sont

subies par la majorité des honnêtes gens, tremblants, épouvantés, sans courage. Il est évident qu'à Rome, comme en France, comme partout ailleurs, le peuple, le vrai peuple, le peuple honnête, laborieux, religieux, moral, aime l'ordre et la concorde; mais il se laisse volontiers surprendre, il se laisse imposer des lois odieuses, tyranniques, vexatoires, honteuses, par les hommes de désordre qui ont l'audace des coups de main. Et c'est ainsi qu'on a vu des nations entières gémir, à genoux, courbées, le poignard dans la poitrine, sous le joug sanguinaire d'une bande de brigands qui ne puisent leur force que dans la lâcheté publique. Louis XVI aussi était un bon roi, un souverain aimé de la presque totalité de ses sujets, qui gémirent de ses malheurs, mais qui le laissèrent assassiner par les républicains. Le peuple le plaignit et le pleura; il n'osa ni le défendre ni le venger. Et ce ne fut que quand les oppresseurs révolutionnaires furent vaincus à leur tour qu'on vit combien il eût été facile de leur résister.

Les ennemis du peuple romain devaient donc, malgré les paroles de Sa Sainteté, continuer à abuser de ses concessions.

Il termina son discours en ces termes :

« Dans votre coopération, messieurs, je ne vois qu'un ferme soutien de personnes qui, se dépouillant de tout intérêt privé, travailleront avec moi, par leurs conseils, au bien public, et qui ne seront pas arrêtées par les vains propos d'hommes inquiets et peu judicieux. Vous m'aiderez avec votre sagesse à trouver ce qui est le plus utile pour la sûreté du trône et pour le véritable bonheur de mes sujets. »

Puis il les bénit en disant :

« Maintenant, messieurs, allez avec la bénédiction du ciel, allez commencer vos travaux; qu'ils soient féconds en bons résultats et conformes aux vœux de mon cœur. »

Les membres des sociétés secrètes, méprisant les avertissements du Saint-Père, et impatients de se conformer aux instructions de Mazzini, attendaient les députés à la porte du

Quirinal pour leur faire une ovation hypocrite. Le discours de Pie IX, qu'il avait improvisé, et dont ses ministres eux-mêmes n'avaient point eu connaissance avant qu'il l'eût prononcé, ne découragea pas les révolutionnaires. Ils savaient parfaitement d'avance que, si le Souverain Pontife était entré dans une politique libérale, dans le sens vrai du mot, il était résolu à ne pas se laisser entraîner au delà des bornes de la sagesse et de la justice. Mais, dans leurs coupables espérances, ils comptaient l'amener insensiblement à l'abdication de certains droits de la souveraineté, afin de pouvoir la lui arracher complétement un jour. L'heure n'était pas encore venue de jeter le masque, et, en sortant du Quirinal, Sterbini s'écria à haute voix : « Mais qui donc pense à partager les pouvoirs de cet excellent homme ! » Et ses complices de protester avec lui de leur respect profond pour le Saint-Siége, contre lequel ils conspiraient.

Ce jour-là, la manifestation fut assez pacifique, quoiqu'on marchât au dénouement anarchique. Les députés se rendirent du Quirinal au Vatican, escortés de la garde civique, de quelques troupes et des délégués des provinces avec des bannières. Sur la route que devait suivre le cortége, les palais et les maisons étaient pavoisés, ornés de guirlandes de fleurs; aux fenêtres et aux balcons les familles patriciennes et les familles bourgeoises agitaient des drapeaux et faisaient entendre des cris de joie.

Après avoir assisté à la sainte messe, les députés, toujours accompagnés d'une foule immense, se rendirent dans la salle de leurs délibérations.

Le soir, la ville fut illuminée.

Le membres des sociétés secrètes, auxquels se mêlaient une foule de jeunes gens de toutes conditions, se répandirent dans la ville avec des torches et des bannières, en chantant des hymnes en l'honneur de Pie IX et de l'indépendance italienne. Ils allèrent hurler sous les fenêtres des hôtels des

ministres de Toscane et de Sardaigne; après quoi ils se rendirent sous celles de lord Minto. Ils avaient à leur tête un meneur portant le drapeau de la Grande-Bretagne. Lord Minto, prévenu par ses complices, parut au balcon, et, plaçant la main sur son cœur avec une feinte émotion : « *Vive la ligue italienne!* s'écria-t-il. « *Vive l'Italie! Vive l'indépendance des Italiens!* » Et il ajouta même :

« *Vive Pie IX!* »

Le soir, on vit le perfide diplomate, au bal du prince Torlonia, s'entretenir familièrement avec Ciceruacchio. Le prince avait sans doute été contraint de l'inviter par les chefs des sociétés secrètes, avec lesquels les hommes d'ordre se croyaient déjà obligés de compter, et qui lui avaient imposé l'obligation de taxer, au profit d'une salle d'asile, les billets d'entrée de son bal et jusqu'aux rafraîchissements qu'il avait le droit d'offrir gratuitement à ses invités. Mais telle était déjà la puissance des révolutionnaires qu'on pensait ne pouvoir se dispenser de céder à l'insolence de leurs exigences.

Un homme d'État qui jugeait sainement la situation et ne voulait s'associer à ces bassesses par aucune complicité, même indirecte, M. le comte Rossi, ambassadeur de France, ne parut point à cette fête. Il comprenait vers quel abime courait l'autorité, et il répugnait à sa loyauté de la suivre et de l'encourager en quoi que ce fût. On a appelé renégat cet homme de cœur, qui, après s'être laissé un moment séduire par la révolution, eut le courage de divorcer publiquement avec elle, de la combattre à visage découvert, et qui périt sa victime pour n'avoir pas voulu être son complice. Mais il y a un honneur insigne à renier l'erreur; il n'y a que les âmes viles qui s'y rivent à jamais, et les sceptiques seuls doutent de la sincérité de ces conversions. Pour quitter le camp révolutionnaire, il faut une conviction profonde, un mépris profond de la calomnie, un grand courage. Le mal est facile, et rend souvent populaire; le bien est ardu, la route en est semée de dé-

boires, de lâchetés, de trahisons, d'amertumes, de découragements et surtout d'ingratitudes. Mais les cœurs élevés se dévouent quand même; rien ne les décourage, et le témoignage de leur conscience leur est préférable à celui des hommes.

M. Rossi, quand l'expérience eut calmé les passions de sa jeunesse, expia courageusement l'entraînement auquel il s'était laissé aller, et il mourut martyr de la plus sainte des causes. Infâmes et indignes d'avoir place dans le camp de l'autorité, ceux-là qui l'oublieraient!

VIII.

L'illustre cardinal Altieri, président du conseil municipal créé par un *motu proprio,* ouvrit cette assemblée par ces paroles :

« Messieurs,

« Par la puissance merveilleuse de sa parole, l'ange tutélaire de Rome, l'immortel Pie IX, vient de rendre au Capitole sa vie et sa splendeur. Quelques mois lui ont suffi pour préparer, ordonner et terminer une œuvre à laquelle ceux de ses prédécesseurs qui y mirent la main consacrèrent leur vie tout entière. Les difficultés que devaient rencontrer sa pensée créatrice étaient grandes, nombreuses, presque insurmontables; mais quand il s'agit du bien du peuple, qui lui est si cher, il n'est pas d'obstacle que Pie IX ne sache vaincre. Il ne se demande pas si l'œuvre est difficile; il en reconnait l'utilité, et il n'hésite plus.

« Par une coïncidence qu'on ne peut s'empêcher de regarder comme providentielle, le même jour où l'immortel Pie IX signait le décret reconstituant d'un sénat romain, il reconstituait le patriarchat latin de Jérusalem, de sorte qu'au même instant la même main restituait leur antique gloire à la première des villes de l'Orient, au berceau du christianisme, et à la cité qui a toujours été et qui sera toujours la première entre les capitales du monde.

« Ce fut un jour heureux pour moi, messieurs, que celui où Sa Sainteté me confia le poste si honorable de président de la commission chargée de lui présenter les bases sur lesquelles le nouvel édifice du Capitole devait être assis. Il m'a donné l'occasion d'être témoin de l'intelligence et du zèle que déployèrent les membres de cette commission, à qui l'on est redevable de la promptitude et de la perfection du travail que nous avons déposé aux pieds du Saint-Père, et que Sa Sainteté a accepté avec tant de bienveillance. Aujourd'hui je m'estime plus heureux encore, puisque je suis appelé à présider, sous les auspices des paroles encourageantes de notre souverain adoré et ceux de la joie universelle, cette imposante assemblée, le premier conseil de la métropole sainte. Ces quelques paroles du saint Pontife ont servi à vous faire comprendre l'importance de la charge dont vous êtes revêtus et les obligations qu'elle vous impose.

« Ce serait abuser de votre indulgence et consumer un temps précieux que d'y en ajouter d'autres pour vous engager à remplir dignement vos devoirs. Je me permettrai seulement de vous rappeler que chacun de vous doit considérer comme ayant une très-grande portée l'acte par lequel vous allez inaugurer vos fonctions. Vous devez donner à Rome un premier magistrat, digne de son estime et de sa confiance, capable de protéger et de faire fleurir de plus en plus ses intérêts légitimes, et digne en même temps de la confiance du souverain.

« En vous assurant de la constance et du zèle que j'appor-

terai sans cesse à vous prêter aide et appui, je réclamerai de vous, messieurs, en retour, du calme dans les discussions, une prudence éclairée dans vos décisions, afin que la modération d'une part, la sagesse de l'autre, servent d'exemple, concourent à la gloire de notre patrie commune et soient la récompense de notre souverain. »

On procéda de suite aux travaux; les membres de la municipalité nommèrent pour sénateur le prince Corsini, qui passait pour un riche bienfaisant, actif et intelligent dans sa charité.

Il n'y avait rien d'exagéré dans les louanges prodiguées à Pie IX par son Eminence le cardinal Altieri. Ce n'était pas flagornerie, c'était justice. Au surplus Mgr Altieri était digne, par ses capacités, d'être l'un des collaborateurs de Pie IX dans l'œuvre entreprise par son génie. Il donna, le jour même où il ouvrit le conseil municipal, une preuve de son intelligence. Les *Rioni*, ou chefs des quatorze quartiers de Rome, pactisaient depuis longtemps avec les hommes de désordre; c'était autour de leurs drapeaux qu'on se réunissait pour troubler le repos de la cité. Mgr Altieri les fit venir après la fête dont la réunion des membres de la municipalité fut le prétexte, et avec beaucoup d'adresse il obtint d'eux que leurs drapeaux seraient déposés au Capitole. Les pouvoirs qui ne sont pas assez décidés à dompter la révolution sont réduits à ruser avec elle : ils n'en conjurent pas ainsi l'explosion, il la retardent. Les gouvernements qui transigent, qui se laissent intimider, peuvent être considérés d'avance comme abattus. Ce fut Ciceruacchio qui, le lendemain, fut chargé de porter au cardinal Altieri les étuis des drapeaux des Rioni. Dans cette entrevue, le cardinal adressa quelques paroles paternelles au colosse démocrate. Il lui montra les abîmes vers lesquels il se précipitait; il ne lui cacha pas qu'il n'était que le jouet grotesque d'intrigants. — « Ne craignez-vous pas, lui dit-il, d'être la dupe des hommes qui se servent de vous comme d'un

instrument? Ne voyez-vous pas que les projets de ces hommes conduisent inévitablement à la ruine et au malheur de la patrie? Vous êtes né pour être honnête homme, pour vivre en bon père de famille, et non pour être un intrigant, un ambitieux, un révolutionnaire. »

Mais les conseils de la sagesse et de la vertu sont le plus souvent impuissants auprès de ceux qui ont rompu avec les lois morales. Quand on a pénétré dans la voie mauvaise, le courage manque aux cœurs vulgaires pour rétrograder et en sortir. Cette grosse masse de chair ne fut point émue. Il en aurait trop coûté à ce charretier dont on avait fait un tribun de renoncer aux enivrements de sa popularité. Pitié! il avait fini par se croire un personnage politique, un homme d'Etat capable de conduire un empire. Quand l'orgueil des esprits bornés est déchaîné, il ne s'arrête plus, il est sans pudeur, il aspire à tout.

« —Votre Eminence a peut-être raison, » répondit ce Caussidière de Rome.

Il est impossible de trouver dans les pages infectes de la démocratie une comparaison plus flétrissante. Elle n'est que juste.

Il ajouta :

« — Je suis résolu à rentrer dans la vie privée dès que les Autrichiens seront expulsés de l'Italie et *les jésuites chassés des Etats romains.*

« — Que sont donc les jésuites et qu'ont-ils fait pour être ainsi renvoyés de leur pays? » répliqua le cardinal.—« *Je n'en sais rien,* répondit le bandit; *je ne les connais pas*; mais *on dit* qu'ils sont les ennemis de Pie IX et les *tyrans du peuple.* »

Ciceruacchio était de ces êtres grossiers que les ambitieux entraînent et poussent aux forfaits avec des mots. La haine lâche des Révérends Pères jésuites est un moyen exploité depuis longues années par la révolution. Il n'est pas de prêtres plus admirables, plus pieux, plus intelligents, plus charitables, plus courageux; c'est pourquoi les ennemis de l'Eglise

se sont de tout temps acharnés après eux, comme dans les combats les forces sont concentrées contre les meilleures troupes, leur défaite devant être le signal de celle de l'armée entière. Mais ils ont fatigué leurs bourreaux, qui se sont lassés de frapper quand, eux, les sublimes martyrs, ne se lassaient pas de souffrir. Ils ont servi de prétexte à une foule de révolutions; on les a diffamés, égorgés, martyrisés, dépouillés, outragés, les uns par haine, les autres par envie, ceux-ci par préjugé, ceux-là par calcul; on a pu les tuer, les décimer, les voler, mais jamais les vaincre. Il n'est pas donné aux hommes de briser leur courage; leur résignation, leur conviction, leur intrépidité, leurs vertus ont été plus grandes, plus grandes encore que leurs malheurs. Et qu'on interroge la plupart de ceux qui font profession d'exécrer les fils du grand Loyola, les serviteurs dévoués du Christ, les sentinelles avancées de l'Eglise. Quand on leur demande ce que sont les jésuites, ce qu'ils ont fait de mal, en quoi, quand, où et comment ils sont *les tyrans du peuple*, les agents de l'iniquité répondent niaisement : « *Je n'en sais rien; je ne les connais pas; on m'a dit.* »

Apprenez donc à les connaître; voyez-les vivre; sondez leurs reins; communiez avec leur esprit et avec leur âme; contemplez leurs vertus; buvez à la coupe réconfortante de leur science et de leur amour, et ne les jugez pas, ne les condamnez pas sans les connaître, sur les *on dit* de la foule ignare, imbécile, de la multitude vile, féroce et lâche.

IX.

Pie IX marchait, marchait toujours dans la route des améliorations; chaque jour en lui, la science de l'homme d'Etat

se révélait. Le tableau de tout ce qu'il faisait pour son peuple, et parallèlement celui de tout ce que les révolutionnaires faisaient contre l'un et l'autre, contre l'auguste souverain et contre la nation, doit être déroulé, à la gloire éternelle du saint Pontife, à l'éternelle honte de ses ennemis.

Après avoir institué la consulte d'Etat et la municipalité, il constitua le ministère et le conseil des ministres sur des bases nouvelles en harmonie avec les changements opérés. Le principe de la responsabilité fut introduit pour tous les fonctionnaires publics. C'était une garantie de plus pour le pouvoir et pour la nation.

Enfin Pie IX avait édifié un monument de sagesse et de justice qui répondait victorieusement aux attaques passionnées dirigées par les libéraux contre le pouvoir théocratique. Il leur avait prouvé par des actes, par sa politique intelligente et juste, que le catholicisme, loin d'être l'adversaire du progrès et de la liberté, en est, contrairement à ce préjugé calomnieux, le protecteur intelligent et résolu. Il avait appliqué, mis en actions la théorie politique la plus juste, la plus rationnelle, la plus équitable, la plus chrétienne qui pût convenir au peuple romain. Il avait pénétré dans tous les détails de l'administration, et avait tout vu, tout étudié, tout jugé, tout réformé en moins de deux ans. Comment se faisait-il donc qu'avec cette vertu, ce courage, cette sagesse, qu'avec tant de douceur, tant de générosité, tant d'amour de ses sujets, et alors qu'il faisait de Rome chrétienne le foyer de la civilisation, ce grand Pape fût sur un volcan tout prêt à éclater sous ses pieds et à le lancer dans l'exil ?...

C'est que, dans la pureté de son âme et dans la grandeur de ses actes, tout préoccupé du bien à accomplir, il avait trop de mansuétude pour les ennemis du principe d'autorité, qui, à Rome comme à Paris, comme dans presque toute l'Europe, s'apprêtaient à livrer une bataille décisive et suprême. Trop courageux pour rien céder à la menace, trop modeste pour se

laisser enivrer par le parfum des encens, insensible à la flatterie comme à la violence, cet homme supérieur voyait de trop haut, et les nains de la démocratie lui parurent trop petits pour l'atteindre, trop chétifs et trop faibles pour escalader le trône de saint Pierre. Certes il était trop intelligent pour ne pas considérer la répression comme un devoir, mais il ne la jugea pas aussi nécessaire, ne pouvant croire, dans la chaste naïveté de sa belle âme, à toute la perversité de ses ennemis.

Et pourtant, la défaite des héroïques soldats du Sonderbund, le triomphe impie des radicaux sanguinaires de la Suisse, la manifestation indécente à laquelle les sociétés secrètes de Rome se livrèrent en apprenant cette nouvelle, tout cela aurait dû être un avertissement grave pour le Saint-Père et désiller ses yeux. Hélas! son gouvernement n'avait-il pas dès le début de la lutte abandonné les cantons catholiques?

Ah! nous le dirons avec douleur, nous le dirons avec respect, mais avec énergie, ce fut une faute immense. Ainsi le radicalisme et le protestantisme purent triompher à l'aise en Suisse, et malgré le courage des catholiques combattant pour la liberté.

La victoire des sociétés secrètes et des corps francs sur une poignée de braves abandonnés par tout le monde catholique, même par le gouvernement pontifical, était le prélude d'autres triomphes de la révolution sur l'incrédulité, la surprise, la faiblesse et la lâcheté des gouvernements et des peuples.

Mazzini était accouru en Suisse jouir des succès de ses amis et préparer, de là, d'autres succès semblables en Allemagne, en Italie. Un congrès fut tenu alors à Berne, où assistèrent les principaux chefs des société secrètes de l'Europe; le plan infernal fut arrêté; on convint que la France, comme toujours, donnerait le signal. Elle n'y manqua pas : l'année 1848 devait être à peine commencée qu'elle allait se laisser imposer la République!..

A Rome, la nouvelle de la défaite du Sonderbund pénétra d'une profonde douleur l'âme de Pie IX. Elle affligea de même tous les hommes religieux, tous les hommes d'ordre. Mais la bourgeoisie, nourrie des idées voltairiennes, la bourgeoisie, qui juge avec ses préventions, son ignorance et sa mauvaise foi, se réjouit, de concert avec les sociétés secrètes. Et l'on vit cet immense scandale, les sujets du Saint-Père, les Romains catholiques applaudir au despotisme protestant, huer la liberté catholique ! Et en criant : « Vive les corps francs ! vivent les radicaux suisses ! vivent les protestants qui ont égorgé et opprimé nos frères ! » ils avaient encore l'audace sacrilége de crier : « Vive Pie IX ! »

Les sociétés secrètes, les bourgeois libres-penseurs, les vauriens, les conspirateurs étrangers, les curieux, ceux qui aiment le tapage, les honnêtes démocrates cherchant à voler et à *piller*, toute cette foule se jeta dans les rues de Rome ; de nouveau, les bannières furent déployées, les torches allumées, les maisons illuminées ; de nouveau, le bruyant cortége, musique en tête, défila dans le Corso avec les drapeaux, les écharpes, les brassards, les cocardes, enfin tous les oripeaux ordinaires. Sous les fenêtres du ministre de la confédération helvétique, les perturbateurs crièrent : « Vive la diète ! Vive la confédé- « ration ! Vive la Suisse ! »

« Vive Gioberti ! « crièrent d'autres voix, et elles ajoutèrent tout naturellement : « A bas les Jésuites ! »

Quelques-uns même crièrent : « Vive Mazzini ! vive la république ! » — « C'est trop tôt ! » dit vivement l'un des chefs de la colonne.

Et l'ordre fut donné de ne pas parler encore de République, pour ne pas effrayer les bourgeois imbéciles qui faisaient *si bien* les affaires des républicains en criant contre les jésuites et en célébrant, avec cet enthousiasme imprudent autant que criminel, le triomphe des révolutionnaires en Suisse.

Ainsi, on peut déjà mesurer tout le terrain gagné par les

conspirateurs sur l'autorité, qui se contenta de blâmer ces démonstrations dans le journal officiel, et de déclarer, trop tard, hélas! qu'elle ferait à l'avenir tous ses efforts pour empêcher le retour de ces honteux désordres.

Il en eût été autrement si, depuis longtemps, le gouvernement pontifical eût adopté des mesures rigoureuses contre ceux qui se livraient dans les rues à de bruyantes manifestations à propos de tout, et surtout contre les étrangers qui venaient à Rome pour conspirer. Dans la crainte d'être accusé d'arbitraire, et par un excès de loyauté poussé au-delà de toute croyance, par un respect trop excessif pour ce qu'on appelle la liberté individuelle, il s'était abstenu d'une salutaire rigueur. Certes, la liberté individuelle est sacrée et souvent on la viole déplorablement, mais plus déplorablement encore, on en abuse aussi souvent. Il n'est pas d'ailleurs de privilége sans restriction et de liberté sans limite. La liberté individuelle, comme toutes les autres, doit être soumise à certaines règles, dans l'intérêt de la sûreté publique. La liberté d'aller et de venir est naturelle, elle est inviolable, mais il n'en est pas dont l'abus soit plus dangereux pour le maintien de la paix des cités. Il ne s'agit pas de persécuter et d'opprimer les citoyens paisibles mais au contraire de les protéger contre les hommes de désordre, contre les aventuriers et les vagabonds. Avoir pitié de ceux qui sont sans pitié pour la faiblesse, le malheur et la vertu, faire grâce à ceux qui n'en font pas, c'est faiblesse et duperie.

Et puis, quand on a l'air d'avoir peur des révolutionnaires, ils vous égorgent; au contraire, quand on marche résolument contre eux, ils reculent.

Ils reculèrent le soir de cette manifestation anti-catholique, ils reculèrent devant les troupes qui, sur l'ordre du cardinal Ferretti, se rendirent dans le Transtévère, afin de comprimer les factieux réunis pour briser des machines à filer les laines nouvellement arrivées à Rome. Quelques-uns de ces bandits furent arrêtés, mais relaxés le lendemain.

Tout concourait donc à encourager la Révolution : au dedans, la longanimité des gouvernements de l'Italie; au dehors, le triomphe des communistes en Suisse, les progrès des républicains en France et en Allemagne.

La politique de Pie IX était la seule politique sage; il voulait régénérer l'Italie, la relever dans l'ordre, dans la stabilité, et sans verser le sang, sans secousses, sans commotions, sans bouleverser l'Europe, sans déchirer les traités qui en garantissent l'équilibre. Par la persuasion, dans la paix, en usant de l'autorité de sa parole, et grâce au respect inspiré par ses vertus et son génie, il aurait obtenu de bons résultats pour l'indépendance italienne, cause légitime, qui fut indignement comprise par la Révolution. Avec Pie IX, l'Italie aurait obtenu des succès certains, pacifiques, réguliers, durables; avec les agitateurs, elle fut replongée dans les ténèbres. De même, en France, les Bourbons, les rois légitimes furent renversés, en 1830, par une opposition sans patriotisme, au moment où, sans tirer l'épée du fourreau, ils allaient modifier avantageusement les traités de Vienne.

Les révolutionnaires italiens transformaient les réformes éclairées et les sages améliorations du souverain Pontife en propagande anarchique. Ils compromettaient ainsi sa politique éclairée, tandis que, s'ils eussent été réellement de bons patriotes, ils auraient marché sous la bannière de ce gouvernement, au lieu de lui créer des embarras et de conspirer contre son repos. L'accord entre le souverain Pontife et ses sujets, secondé par les sympathies de l'Europe saisie d'admiration pour Pie IX, eût sauvé l'Italie. Jusqu'à la fin, ce grand pape se laissa aller à un paternel abandon, espérant toujours ramener les mutins, qu'il ne croyait qu'égarés. Et puis, il en coûtait à sa noble âme de sévir; mais ne devait-il pas agir avec une douloureuse sévérité, réduit à cette nécessité de défendre ses droits sacrés?... Il ne faut pas attendre que les flots révolutionnaires roulent menaçants pour se mettre en travers, car

alors il est trop tard; c'est à leur source qu'il les faut comprimer et leur résister pour sauver ceux qu'ils entraînent. Cette énergie manqua à presque tous les gouvernements de l'Europe; aussi une explosion terrible eut-elle lieu en 1848, qui faillit engloutir, avec les trônes, les principes vitaux de la société et la civilisation tout entière. Tout ce que les gouvernements perdirent en vigueur, les révolutionnaires le gagnèrent en audace. Haute et sévère leçon, déjà fournie par l'infortuné Louis XVI!...

L'illusion dans laquelle était le Saint-Père que, le peuple étant avec lui, il n'avait rien à craindre des anarchistes, était partagée par d'autres esprits éminents. C'est ainsi que M. Guizot, ministre des affaires étrangères de France, écrivait à ses agents diplomatiques en Italie :

« Une fermentation grave éclate en Italie et se propage dans tous les Etats de la Péninsule; il importe que les vues qui dirigent en cette circonstance la politique du gouvernement du roi vous soient bien connues, et règlent votre attitude et votre langage..

« Le maintien de la paix et le respect des traités sont toujours les bases de cette politique; nous les regardons comme également essentiels au bonheur des peuples et à la sécurité des gouvernements, aux intérêts matériels des sociétés, aux progrès de la civilisation et à la stabilité de l'ordre européen. Nous nous sommes conduits d'après ces principes dans les affaires de notre propre pays; nous y serons fidèles dans les questions qui touchent à des pays étrangers.

« L'indépendance des Etats et de leur gouvernement a pour nous la même importance, et est l'objet d'un égal respect; c'est la base fondamentale du droit international. Que chaque Etat règle par lui-même, et comme il l'entend, ses lois et ses affaires intérieures. Ce droit est la garantie de l'existence des Etats faibles et de la paix entre les grands Etats. En le respectant nous-mêmes, nous sommes fondés à demander que tous le respectent.

« Pour la valeur intrinsèque comme pour le succès durable des réformes nécessaires dans l'intérieur des Etats, il importe aujourd'hui plus que jamais qu'elles s'accomplissent régulièrement, progressivement, de concert entre les gouvernements et les peuples, par leur action commune et mesurée, et non par l'explosion d'une force unique et déréglée. C'est dans ce sens que seront toujours dirigés nos conseils et nos efforts. »

M. Guizot, il est vrai, proclamait les principes de progrès sages inaugurés par le Saint-Père ; il comprenait, comme lui, que le bien-être de l'Italie ne pouvait se réaliser qu'au moyen de l'accord, de l'entente cordiale, du concert des gouvernements avec les peuples, par leur action commune et réglée, tandis qu'il serait compromis par l'explosion des forces déréglées de la révolution. Il était de cet avis que le repos des peuples dépend de la sécurité des gouvernements, de même que leur bonheur, le développement de leurs intérêts moraux et de leurs intérêts matériels ne peuvent se réaliser que dans l'ordre, dans la stabilité, dans la paix. Mais il s'illusionnait étrangement, comme on va le voir, en félicitant le peuple romain sur sa sagesse. Ces louanges ressemblent à une raillerie :

« Ce qui s'est passé jusqu'ici dans les Etats romains prouve que là aussi les principes que je viens de rappeler sont reconnus et *mis en pratique*. C'est en se pressant autour de son souverain, en évitant *toute précipitation désordonnée, tout mouvement tumultueux* que la population romaine *travaille* à s'assurer les réformes dont elle a besoin. Les hommes considérables et éclairés qui vivent au sein de cette population s'appliquent à la diriger vers son but par les voies de l'ordre et par l'action du gouvernement. Le pape, de son côté, dans la grande œuvre de réforme intérieure, réforme qu'il a entreprise, déploie un profond sentiment de sa dignité comme chef de l'Église, de ses droits comme souverain, et se montre également décidé à les maintenir au dedans et au dehors de ses États. Nous avons la confiance qu'il rencontrera auprès de tous les gouvernements européens le res-

pect et l'appui qui lui sont dus; et le gouvernement du roi, pour son compte, s'empressera, en toute occasion, de le seconder selon le mode et dans la mesure qui s'accorderont avec les convenances dont le pape lui-même est le meilleur juge.

» Les exemples si augustes du pape, la *conduite intelligente de ses sujets,* exerceront sans doute en Italie, sur les princes et sur les peuples, une salutaire influence, et contribueront puissamment à contenir, dans les limites du droit incontestable et du succès possible, le mouvement qui s'y manifeste. C'est le seul moyen d'en assurer les bons résultats, de prévenir de grands malheurs et d'amères déceptions. La politique du gouvernement du roi agira constamment et partout dans le même dessein. »

M. Guizot comprenait les intentions du Saint-Père, et rendait hommage à son génie; mais il ne se rendait pas compte de la situation vraie et des périls réels qui menaçaient le principe d'autorité religieuse et d'autorité politique représenté par Pie IX. Il ne jugea pas mieux les dangers qu'il courait lui-même, puisque, peu après, il fut renversé par une révolution infâme, mais logique dans le mal, qui aboutit à la honteuse, ruineuse et dégradante république.

Nous avons raconté ce qui s'était passé jusqu'ici dans les États romains; M. Guizot disant que les principes réguliers et pacifiques y avaient été reconnus et mis en pratique, se trompait évidemment. Il avait été mal informé, car la multitude s'était, loin de les éviter, abandonnée aux mouvements les plus tumultueux, aux précipitations les plus désordonnées. La population romaine permettait aux mauvais sujets des sociétés secrètes de compromettre le succès des réformes inaugurées par Pie IX, au lieu de se laisser diriger dans les voies de l'ordre et sous l'action du gouvernement par les hommes considérables et éclairés. Cette conduite manquait d'intelligence et préparait à l'Italie les plus grands malheurs et les plus amères déceptions.

Ce n'était qu'en suivant la politique du souverain Pontife, parfaitement appréciée par M. Guizot, que l'Italie pouvait se sauver, de même qu'elle pouvait se perdre en se livrant à des tentatives insensées, en cherchant à réaliser l'impossible.

Elle se perdit, en effet. Travaillée par les sociétés secrètes, surexcitée par les passions révolutionnaires, elle marchait à l'abime. Dès le commencement de l'année 1848, année de tourmentes, de châtiments et d'épreuves, de sinistres lueurs ensanglantaient l'horizon politique. A Paris, la démocratie forgeait ses armes pour le prochain carnage, et elle étendait ses ramifications dans les autres parties de l'Europe et surtout en Italie. La tactique adoptée à cette époque à Rome par les sociétés secrètes consistait à représenter Pie IX à son peuple comme une infortunée victime de ses bonnes intentions. A les en croire, ce n'était pas lui qui avait ordonné d'interdire ces manifestations qui, sous prétexte de lui rendre hommage, troublaient la paix publique, effrayaient les citoyens tranquilles. Le Saint-Père, ajoutait-on, était opprimé par *le parti rétrograde*, par *le parti des jésuites*, par les cardinaux, qui le retenaient prisonnier dans son palais. Ces calomnies, répandues dans la ville, furent un appât à la crédulité stupide de la multitude, travaillée, trompée, entraînée par les membres des sociétés secrètes, en permanence depuis quelques jours. L'ordre courait un immense péril; les rassemblements, à chaque instant grossissant, devenaient de plus en plus menaçants; les agitateurs parlaient d'attaquer le Quirinal *pour délivrer le Saint-Père*. La troupe, et très-particulièrement la garde suisse, fit bonne contenance.

A ces violences, Pie IX, agenouillé devant Dieu, opposait la force de la prière, la majesté de sa vertu, la paix de son âme. Il priait pour son peuple égaré; sur sa tête coupable il appelait les bénédictions du Seigneur. Cependant le peuple trompé demanda à voir son souverain. « S'il n'est réellement pas opprimé et captif comme on l'a dit, s'écriait-il, qu'il se montre

à nous. » Sur les instances du prince Corsini, sénateur de Rome, le Saint-Père promit, le jour de ces rassemblements, de sortir le lendemain, afin de confondre par sa présence les imposteurs qui, dans un but d'agitation, avaient répandu le bruit qu'il n'était plus libre. Il tint sa promesse. Il sortit, escorté seulement de quatre gardes-nobles. Le peuple l'accueillit avec des transports de joie, comme jaloux de lui prouver qu'il était digne de sa confiance et de son incessante sollicitude. Mais ceci ne faisait pas le compte des sociétés secrètes, dont les chefs avaient préparé une autre mise en scène. Comme la voiture du Saint-Père se dirigeait vers le Quirinal, par le Corso, une bande d'hommes furieux, ivres, l'entoura en criant : « *Vive Pie IX! A bas le gouverneur! A bas la police! Mort aux* RÉTROGRADES! *Mort aux jésuites!* » A la tête de ces misérables était Ciceruacchio, les dominant tous par sa haute taille, par sa voix forte et hurlante. Mais tout à coup il pousse l'irrévérence jusqu'à monter derrière la voiture pontificale, qui a peine à fendre la foule, à laquelle le prétendu *chef du peuple* montre un écriteau sur lequel on lit : « COURAGE, SAINT-PÈRE, LE PEUPLE EST AVEC VOUS! »

Au contact de ces scélérats et au bruit sinistre de leurs hurlements, Pie IX s'évanouit. Avec une impudence digne de leurs complices de la rue, auteurs de cette violence infâme, les journaux de la révolution, en félicitant leur peuple, le peuple des cabarets et des clubs, de la journée de la veille, déclarèrent que le Saint-Père s'était *évanoui de tendresse!* Tolérer ces actes manifestes d'usurpation contre l'autorité, ces agressions coupables et lâches, c'était se rendre complice de ceux qui travaillent au renversement des principes et des droits de l'autorité. Et cependant ni Cicerruacchio ni ses sicaires ne furent arrêtés. Toutefois, comme se taire en semblable matière c'est conniver : *connivere sit hoc tacere,* le journal officiel protesta. Par son organe, le gouvernement justifia la mesure qui interdisait ces manifestations, dont les anarchistes

profitaient pour troubler l'ordre, compromettre la liberté avec la sécurité de l'État et des citoyens. L'article était juste, mais sans énergie. Le gouvernement suppliait, quand il aurait dû commander. Ce n'est pas avec des prières et en faisant appel au bon sens, au patriotisme, à la raison, à la sagesse d'une population agitée, qu'on la fait rentrer dans le calme sans lequel la société ne peut vivre. A une conspiration longuement préméditée, il faut répondre par une répression prompte, énergique et vigoureuse. On n'en fit rien, et les sociétés secrètes, de plus en plus insolentes à mesure qu'on se montrait plus faible envers elles, continuèrent, au mépris des ordonnances, au mépris des avertissements paternels, à faire du bruit, à semer le désordre et l'inquiétude, à tromper les masses, et à provoquer leur irritation. Dans un conciliabule, les conjurés résolurent d'organiser de nouvelles manifestations, afin de forcer le Saint-Père, par la menace et la violence, à nommer un ministère laïque et à former une armée. Les meneurs ramassèrent dans la boue des rues la plus vile populace, ces truands qui sont toujours prêts au sac de la société, et dont la férocité éclate dans toute sa fureur en temps de révolution. Cette armée du mal, écume des geôles, ces *bravi* de l'émeute, assassins, voleurs, incendiaires, pillards de tous pays, étaient commandés par Ciceruacchio et ses amis, eux-mêmes obéissant aux mots d'ordre de Sterbini, de lord Minto et autres mazziniens.

Nous verrons ces malfaiteurs conduits au pillage et à la boucherie, ivres de luxure, de vin et de sang, épouvanter de leurs forfaits la population surprise et sans courage, et l'opprimer au point de lui ôter même la force d'aider ses libérateurs.

Si Pie IX, n'étant pas servi par une police assez forte et une justice assez énergique, ne réprimait pas, du moins il ne se lassait pas de protester de sa grande voix contre les conjurés et de mettre son peuple en défiance contre eux.

Le 10 février, il publia la proclamation suivante :

« Romains !

« Le pontife qui, depuis près de deux années, a reçu de vous tant de marques d'amour et de fidélité, n'est sourd ni à vos craintes ni à vos vœux. Nous ne cessons de méditer par quel moyen nous pouvons, sans manquer à nos devoirs envers l'Église, étendre et perfectionner les institutions que nous avons données sans y être contraint par aucune force, mais inspiré uniquement par notre ardent désir de rendre nos peuples heureux, et par l'estime que nous faisons de leurs nobles qualités.

« Nous avions déjà pensé à l'organisation de la milice avant que la voix publique la réclamât, et nous avons cherché à vous procurer du dehors le concours d'officiers dont l'expérience militaire pût venir en aide au bon vouloir de ceux qui servent le gouvernement pontifical d'une manière si honorable. Déjà, pour élargir la sphère à ceux qui, par l'expérience et l'intelligence des affaires, peuvent concourir aux améliorations, déjà nous avions pensé donner une plus grande part à l'élément laïque dans notre conseil des ministres. Si l'accord des princes, de qui l'Italie a reçu les réformes, est une garantie de ces bienfaits accueillis avec tant de joie et de reconnaissance, nous y contribuons de notre part, en conservant, en resserrant avec eux les rapports de la plus sincère amitié et de la plus sincère bienveillance.

« Rien, ô Romains et sujets du Saint-Siége, rien de ce qui peut contribuer à la tranquillité et à l'honneur de l'État ne sera négligé par votre père et votre souverain, qui vous a donné et qui est prêt à vous donner encore tant de preuves de sa sollicitude paternelle, s'il réussit à obtenir du ciel que Dieu répande dans les cœurs italiens l'esprit de paix et de sagesse. Dans le cas contraire, il résistera, avec l'aide des mêmes institutions qu'il a données, à tout mouvement désordonné, à toutes les demandes contraires à ses devoirs, ainsi qu'à votre bonheur.

« Romains ! écoutez la voix rassurante de votre père, et fermez l'oreille à ces cris sortis de *bouches inconnues*, et qui tendent à agiter les peuples de l'Italie par la crainte d'une guerre étrangère. Les gens qui poussent ces cris vous trompent ; ils veulent vous porter, par la terreur, à chercher le salut dans le désordre ; ils désirent confondre par le tumulte les conseils de ceux qui gouvernent, et, par cette confusion, donner un véritable prétexte à une guerre qui, privée de ces conditions, serait impossible contre nous. A quel péril, je vous le demande, l'Italie peut-elle être exposée tant qu'un lien de gratitude et de confiance, pur de tout alliage de violence, unira la force des peuples à la sagesse des princes, à la sainteté du droit?

« Nous surtout, chef de la très-sainte Église catholique, croyez-vous que, si nous étions injustement attaqué, nous ne verrions pas accourir à notre défense une foule innombrable d'enfants qui viendraient protéger la maison paternelle, le centre de l'unité catholique? Quel magnifique don que celui dont, parmi tant d'autres, le ciel a comblé notre pays ! trois millions de nos sujets possèdent, parmi les peuples de toutes les nations et de toutes les langues de la terre, deux cents millions de frères ! En des temps bien différents, lors de l'écroulement de l'empire romain, l'unité catholique fut l'œuvre de salut qui préserva de la ruine Rome et l'Italie elle-même ; elle sera notre plus sûre garantie, tant que dans son centre résidera le siége apostolique.

« A cette fin, ô grand Dieu ! bénissez l'Italie ; conservez-lui le plus précieux de tous les dons, la foi ! Bénissez-la de cette bénédiction que, le front courbé vers la terre, votre vicaire implore avec humilité ! Bénissez-la de cette bénédiction qu'implorent pour elle les saints auxquels elle a donné la vie, la reine des saints qui la protége, les apôtres dont elle conserve les reliques, et votre Fils fait homme qui a voulu que cette Rome fût la résidence de son représentant sur la terre ! »

Aux accents de cette voix sainte, aux prières de cette voix

paternelle, beaucoup restèrent insensibles. Ce n'est jamais le peuple proprement dit, ce n'est jamais la masse laborieuse qui résiste aux conseils de sagesse de l'autorité, surtout quand elle est représentée par un principe légitime; l'opposition, la taquinerie vient toujours de la bourgeoisie. C'est la bourgeoisie qui commence les révolutions, dont le résultat lui est pourtant funeste, et qui ne profitent qu'aux intrigants, aux chefs de la démocratie, bourgeois eux-mêmes, natures viciées, citoyens déclassés, ambitieux avides. C'est la bourgeoisie qui déchaîne les mauvaises passions des multitudes; c'est elle qui donne le signal de la révolte qui doit l'emporter et la décimer, elle aussi, le signal des ruines qui doivent l'engloutir. Ce calcul manque d'adresse autant qu'il manque de bonne foi. C'est la bourgeoisie, c'est la garde nationale qui abandonna Pie IX en ce suprême péril. Le peuple avait accueilli avec joie la proclamation touchante de celui qui pouvait si bien se nommer *son Père* , et ne voulait que son bonheur; mais les conspirateurs, insensibles à ces bonnes paroles, les incorrigibles conjurés, que rien ne pouvait toucher au cœur, cherchèrent à donner à cette proclamation si intelligente et si sage une interprétation perfide.

Pie IX avait appelé les bénédictions de la Providence sur l'Italie; ils traduisirent cette prière en une complicité avec leurs desseins. « Aux armes pour l'Italie! s'écrièrent-ils; que Dieu bénisse les armes de la révolution italienne! Voilà le sens vrai des paroles du Saint Père. »

Bien périlleuse était pour l'autorité cette situation, dont les causes étaient la faiblesse du pouvoir autant que l'audace des agitateurs, l'une encourageant l'autre. En cet état, Pie IX résolut de chercher un appui dans la garde nationale. Il fit venir auprès de lui les chefs des quatorze bataillons de la garde civique, pour leur demander s'il pouvait compter sur le concours de la bourgeoisie armée de ses mains. Ce ne furent pas cette fois, des *bouches inconnues* qui lui dirent toute la profon-

deur du mal ; ce furent des voix amies. « Vous pouvez compter sur notre concours et sur notre félicité, » dirent au Saint-Père les chefs de la garde civique ; et comme le Souverain leur demandait si la garde civique était dans les mêmes dispositions, ils baissèrent tristement la tête. « Je le prévoyais ! » fit le Saint-Père avec la douceur et le courage de la résignation, car il était prêt au martyre, et la foi l'avait fortifié pour les luttes prochaines, pour les plus dures épreuves. Son noble front était calme au sein des orages ; ses yeux trahissaient des larmes répandues, non par peur d'un destin amer, mais par pitié pour son peuple. Dans son infortune, il avait conservé l'attitude ferme qui convient au droit méconnu, à la vertu éprouvée.

Après s'être un moment recueilli en lui-même, le saint Pontife dit aux chefs de corps de la garde civique :

— « Messieurs, la circonstance est tellement impérieuse, les choses fatales se pressent et se succèdent avec tant de rapidité que je dois en appeler à la loyauté de ma garde civique. A ce corps je confie ma personne, le Sacré Collége, la vie et la fortune de tous les citoyens ; le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. C'est la plus grande preuve de confiance que puisse donner un souverain à ses sujets. J'ai chargé une commission de réunir toutes les dispositions que j'ai ordonnées pour harmoniser les réformes nécessaires et les approprier aux besoins des temps.

« J'augmenterai le nombre des membres de la Consulte d'Etat ; je donnerai plus d'importance et plus d'étendue à leurs attributions. Ce que j'ai accordé sera maintenu. Un plus grand bien encore eût été fait si ceux dont j'implorai le concours n'avaient voulu me l'imposer par des conditions.

« Des conditions ! Messieurs ! ajouta Pie IX avec énergie ; je n'en accepterai jamais de personne, entendez-vous bien ? Non ! il ne sera jamais dit que le pape ait consenti à des choses contraires aux lois de l'Eglise, aux principes de la religion !

Si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, on voulait faire violence à ma volonté, me forcer dans mes droits; si jamais je me voyais abandonné des hommes *que j'ai tant aimés et pour lesquels j'ai tout fait,* je me jetterais dans les bras de la Providence, qui, elle, ne me faillirait point!..

« Que les bons citoyens donc se gardent des malintentionnés qui, sous de vains prétextes, désirent bouleverser l'ordre public, et parvenir, par des ruines, à la possession des biens d'autrui. La Constitution n'est pas un nom nouveau pour notre pays. Les États qui la possèdent aujourd'hui l'ont copiée sur notre histoire. Nous avons eu la Chambre des pairs dans le Sacré Collége à l'époque même de notre prédécesseur Sixte-Quint. Sur ce, Messieurs, allez, et que le ciel vous soit en aide. »

Il était impossible de penser et de parler plus dignement. Mais l'action manqua. La garde civique était indigne du dépôt sacré que Pie IX lui confiait. Il eût mieux valu la licencier, faire occuper les postes par les dragons et par les Suisses; opérer l'arrestation des gonins des sociétés secrètes, le renvoi des étrangers dont les *bouches inconnues* soufflaient la révolte, et balayer ainsi Rome de toutes les immondices révolutionnaires qui l'infectaient. Ne pas accepter des conditions, c'était bien; en imposer, c'eût été mieux encore. Il était équitable de maintenir ce qui avait été accordé de raisonnable; mais il était juste aussi de prendre des mesures inflexibles contre ceux qui voulaient forcer l'autorité dans ses droits, contre les ingrats que l'excellent Pie IX avait *tant aimés et pour lesquels il avait tout fait.*

Voilà ce qu'il fallait faire pour le salut de la politique magnanime de Pie IX. Cette politique impérissable de la justice était progressive, sans violences et sans folies, toujours de plus en plus éclairée, de plus en plus morale, sans orgueil et sans égoïsme, toujours décidée, on le voit, à se fortifier de toutes les forces honnêtes du pays, à provoquer toutes les lumières,

à reconnaître tous les mérites. Cette politique, active comme la jeunesse et sage comme la vieillesse, fut méconnue par les factieux, qui lui préférèrent la politique républicaine, c'est-à-dire la politique difficile, impossible, qui viole tous les principes, qui froisse tous les intérêts, et les met en présence, toujours prêts à se déchirer, à s'opprimer, à se proscrire à tour de rôle.

Pie IX, en priant pour les conspirateurs, en sondant sa propre conscience, qui lui rendait témoignage et lui disait qu'il méritait l'amour et le respect de son peuple, en faisant un appel incessant à ses sujets, croyait en avoir fini avec les méchants. Il se trompait. Il aurait fallu arracher par lambeaux de leurs âmes les doctrines du mal. Il aurait fallu, pour conjurer leur triomphe, éloigner d'eux ces âmes chancelantes qui, aux jours troublés, flottent d'une opinion à une autre, du bien au mal, du vrai au faux. Et ces cœurs légers, il aurait fallu les rallier aux cœurs droits, restés debout dans leurs principes.

L'état matériel de l'Italie était déplorable, parce que son état moral était affreux. Le doute, cette anarchie de la pensée, enfante le désordre, qui est l'anarchie du fait. La croyance catholique, calomniée par les athées, s'était retiré de ce peuple infortuné. Or, la foi est la vie des nations. Quand les nations ne croient plus, elles meurent. Les nations qui ne s'attachent point à Dieu, comme la plante à sa racine, se dessèchent.

Rome en était là. Et c'est en vain que les hommes toujours fermes sur eux-mêmes et fidèles à la vérité faisaient appel au bon sens et au patriotisme de leurs concitoyens. La vertu et le droit devaient être vaincus par les fureurs obstinées de l'iniquité, mais non pas vaincus pour toujours.

L'histoire dira que Pie IX fut trahi par la bourgeoisie, trahi par la garde civique, trahi par nombre d'hommes aveugles, de conservateurs imprudents qui, n'ayant pas l'énergie et le courage de combattre une bonne fois et résolument le mal, la Révolution, lui firent des concessions inutiles et lâches; lâches,

car défendre l'autorité, fût-ce même au péril de la vie, était le devoir de tous les honnêtes gens; inutiles, car loin de satisfaire et de calmer les anarchistes, les républicains, les communistes, ceux *qui désiraient bouleverser l'ordre public, et parvenir par des ruines à la possession des biens d'autrui*, elles les déchaînèrent, comme on va le voir.

X.

Les révolutionnaires n'agissent et ne crient haut que parce qu'on les laisse faire. Auprès d'eux les supplications et les bons conseils sont sans effet; il faut des actes. On ne les convertit pas; faible, on les subit, ou, fort, on les dompte, et facilement; car ils n'ont réellement du courage qu'avec ceux qui n'en ont pas.

Sûrs de l'impunité, les malintentionnés qui troublaient Rome organisèrent une nouvelle manifestation, le soir même du jour où Pie IX avait appelé auprès de lui les officiers supérieurs de la garde nationale. Ce rassemblement, plus nombreux encore que les précédents, se composait de cinquante mille hommes environ.

La plupart, en demandant sous les fenêtres du Quirinal la bénédiction du chef de l'Eglise, étaient sincères et ne se doutaient pas qu'ils étaient les dupes et les complices des conjurés, pour la plupart étrangers à Rome. Comme Pie IX paraissait au balcon pour bénir son peuple, l'un des membres des sociétés secrètes nommé Andreis, entouré de quelques-uns de ses amis, cria d'une voix insolente et forte : « Plus de prêtres au gouvernement! »

A cette injonction grossière, Pie IX répondit par un geste rempli d'autorité, qui commandait le silence à la foule, et il dit d'un ton plein d'énergie :

— « Avant que la bénédiction du ciel descende sur vous, sur les États romains, et, je le répète, sur toute l'Italie, je vous recommande l'union, la concorde, et je désire que vos demandes ne soient point contraires à la sainteté du Saint-Siége. Certains cris qui ne partent pas du sein de mon peuple, sont proférés par un petit nombre de gens inconnus. Je ne puis, je ne dois, je ne veux pas les entendre.

« Ainsi donc, à la condition expresse que vous serez fidèles au Pontife et à l'Église.... »

Transporté d'enthousiasme, le peuple interrompit Pie IX, et s'écria : « Oui, Très-Saint-Père, nous le jurons ! »

Le souverain Pontife continua :

« A cette condition, je prie Dieu qu'il daigne vous bénir, comme je vous bénis moi-même de toute mon âme. Rappelez-vous votre promesse ; soyez fidèles à l'Église et au Pontife ! »

Le peuple, travaillé, harcelé, entraîné par les révolutionnaires, devait ne pas tenir sa parole. L'autorité avait bien parlé ; elle agit mollement. Le terrain des concessions est un terrain mouvant, dans lequel on enfonce dès qu'on y a posé le pied ; c'est une route rapide, sur laquelle on ne peut guère s'arrêter.

Le lendemain, le pouvoir céda aux injonctions de la révolution ; trois ministres, le cardinal Riario Sforza, monseigneur Domenico Savelli et monseigneur Giovanni Rusconni quittèrent le ministère. Ils furent remplacés par trois laïques : le prince de Téano à la police ; le comte Giovanni Pasolini au commerce et aux beaux-arts ; l'avocat Francesco Sturbinetti aux travaux publics. Il est devenu presque inutile d'ajouter que la sécularisation de ces trois portefeuilles servit de prétexte à une nouvelle manifestation inquiétante et tumultueuse. Il en fut de même de la nouvelle des Constitutions décrétées à

Turin, à Florence et à Naples. Et les sociétés secrètes furent, à ce propos, secondées par les magistrats eux-mêmes, par des *conservateurs*, par des hommes dont le devoir était, au contraire, de s'opposer à ces désordres. Le prince Corsini, sénateur, et plusieurs membres de la municipalité romaine invitèrent la population, dans une proclamation inouïe, à illuminer ses maisons, à les pavoiser et à se livrer à des processions ridicules et dangereuses à travers la ville. Le peuple ainsi imprudemment convié n'y manqua pas. Les torches furent allumées de nouveau ; les cris que l'on connaît furent proférés, et on y joignit ceux de « Vive la Constitution ! » comme pour faire écho aux bourgeois de Paris, alors occupés à crier : « Vive la Réforme ! » comme ils avaient jadis crié : « Vive la Charte ! » et vivent bien d'autres choses; cris imbéciles, qui devaient tous se perdre dans ce cri sinistre et féroce, dans ce cri sanguinaire, cri des mauvais jours, des plus grands crimes : « Vive la République ! »

A chaque manifestation, l'audace des révolutionnaires augmentait. Chaque jour, ils défaisaient insensiblement leurs masques. Ce soir-là, un délégué des sociétés secrètes, un étranger, réfugié toscan, monta sur la statue équestre de Marc-Aurèle, et plaça dans la main de bronze de l'empereur un drapeau aux trois couleurs de la révolution italienne : rouge, blanche et verte. Ces couleurs, qui rappelaient les premières révoltes de *carbonari*, étaient une insulte et une menace au principe d'autorité. La révolution en imposa la honte à la population, déjà courbée sous la peur, déjà opprimée par les clubistes. Les bourgeois portèrent tous ces couleurs anarchiques ; la garde civique les adopta avec une affectation de bien triste augure ; les femmes, les enfants s'en parèrent. Ceux qui ne montraient pas ces insignes étaient insultés, menacés et maltraités par les bandes des sociétés secrètes, organisées en patrouilles de nuit, et armées pour inquiéter la ville, pour semer le désordre et la terreur.

Dans cette soirée de convulsions révolutionnaires, le conjuré qui avait déployé le drapeau des *carbonari* devant le Capitole prononça un discours véhément, dans lequel il répétait ce que chaque jour disait la presse dite *du mouvement* : Pie IX était un républicain comme Jésus-Christ; les cardinaux, les jésuites et autres *Codini* l'empêchaient de donner une constitution largement démocratiqne et de déclarer la guerre à outrance, la guerre à mort à l'Autriche, etc., etc... Il termina en criant : « Vive Pie IX *seul!* Vive la constitution! »

La foule répéta ces cris, surtout le premier. Elle s'écoula ensuite en chantant des hymnes révolutionnaires. Le cortége alla saluer de ses acclamations l'hôtel de lord Minto, splendidement illuminé, et affecta de faire silence en passant devant l'ambassade d'Autriche, cependant également resplendissante sous les lampions. Devant la demeure du diplomate de Sa Majesté catholique, les torches s'abaissèrent en signe de deuil, et les chants cessèrent pour reprendre un peu plus de force un moment après; sous les fenêtres du déloyal diplomate anglais, de l'envoyé d'une nation protestante et hostile à l'Église, les torches furent agitées en signe de joie; on dansa, on chanta la *Marseillaise*.

Les sociétés secrètes étaient parvenues à enrégimenter non-seulement tous les bandits, tous les oisifs, tous les repris de justice, tous les envieux, tous les vicieux qui grouillaient à Rome, dans les bas-fonds de la société, et qu'un travail d'épuration aurait dû dompter depuis longtemps, mais elles avaient encore, outre ces peaux rouges de la démocratie, entraîné une partie de la bourgeoisie, qui, dans sa concupiscence et son culte pour les intérêts matériels, était gênée par le joug de l'Église, par son inflexible morale.

Calcul dénué de prudence autant que de loyauté. La bourgeoisie avait tout à gagner à défendre Pie IX, à le suivre; elle avait tout à perdre à l'abandonner; car la populace, ameutée contre le souverain, devait s'insurger ensuite contre les droits

de la propriété et même contre ceux de la famille, C'est là la logique du mal. Elle est terrible. Protéger la papauté contre la révolution, ce n'était pas seulement courageux, c'était habile. Pie IX espéra qu'on comprendrait cela lorsque, le 20 février 1848, il réunit au Vatican. dans la vaste cour du Belvédère, tous les bataillons de la garde civique pour les passer en revue. Il fut accueilli avec des acclamations bruyantes; il crut, cette fois encore, à la loyauté de cet enthousiasme, et un éclair de paternelle satisfaction illumina son noble visage. Il ne put résister au plaisir d'entrer en communion avec ces citoyens qu'il persistait à croire fidèles, et il leur adressa quelques paroles d'encouragement:

— « Je ne puis vous dire combien mon cœur est consolé en voyant autour de moi cette armée conservatrice de la paix et de l'ordre. Je vois en vous les ennemis de l'anarchie, les soutiens du Saint-Siége et du souverain Pontife.

« O mon Dieu! bénissez ce corps! conservez-le fidèle à vous et à l'Église! Que ses oreilles soient toujours fermées aux paroles insidieuses de ce petit nombre d'hommes qui cherchent à empêcher le bien. Bénissez-le dans ses dignes chefs, afin qu'ils continuent à le diriger dans les voies de l'honneur et de la fidélité! Que votre bénédiction descende non-seulement sur eux, mais encore sur leurs familles, qui forment une grande partie du peuple de Rome! »

Vœux inutiles, prières imméritées. La garde nationale cria: « Vive à jamais Pie IX! » Mais bientôt elle devait ne pas le soutenir pour faire le bien, manquer de courage pour le défendre, et plusieurs parmi elle devaient le trahir. Dans ses rangs les conjurés avaient des complices.

Le Saint-Père était plus calme. Il croyait, à force de patience, de vertu, de prières, avoir enfin détaché le peuple des anarchistes, et démonétisé leurs infâmes et cruelles doctrines, aux nations si funestes. Il n'en était rien. Le cratère bouillonnait souterrainement, prêt à éclater.

Rome, troublée par toutes ces manifestations anarchiques, dormait sur un volcan. Sur plusieurs points de la ville, les conjurés se réunissaient pour préparer les moyens d'attaque; là, pour rédiger et imprimer d'odieux libelles et des placards incendiaires; plus loin, pour organiser la mise en scène des tumultes du lendemain; ailleurs, pour dresser la liste des suspects, des rétrogrades, de ceux qui devaient être dépouillés et assassinés après la victoire du *peuple souverain*.

Vers cette époque, les *frères* du Piémont se réunirent en un banquet dit *patriotique,* à l'instar de ceux de Paris. Parmi les organisateurs de ce festin démocratique se trouvait d'Azeglio, depuis ministre à Turin, et un aventurier, Durando, *général de l'indépendance italienne,* chef des *croisés de la révolution,* etc. Cet intrigant fut présenté au balcon du palais, où buvaient et mangeaient les *amis,* par d'Azeglio, qui le pressa sur son cœur avec un attendrissement théâtral. La foule applaudit et cria : « Vive Durando! Vive d'Azeglio! Vive le Piémont! » etc... Après quoi, les banqueteurs, hommes et femmes, sortirent avec des drapeaux tricolores, et montèrent dans des voitures qui les promenèrent triomphalement par la ville. Ils rencontrèrent quelques autres sociétés semblables et *refraternisèrent* au cabaret. Rome ressemblait ainsi à une ville populeuse au temps des folies et des luxures du carnaval.

Quelques jours après, une nouvelle formidable, qui plongea les honnêtes gens dans la stupeur et les scélérats dans la joie, vint tout à coup tomber à Rome comme une bombe lancée de l'enfer : la République, d'ignoble, cynique et sanguinaire mémoire, la République, le gouvernement de la médiocrité et du vice, du crime, de l'anarchie, était proclamée à Paris par une bande de factieux, à la honte de la garde nationale surprise, et cette catastrophe, par peur, avait été saluée par tout le reste de la France! Etait-ce bien possible? Quoi! ce pays monarchique et catholique était descendu à une forme d'un goût si bas? Il avait accepté cette honte? Hélas! ce n'était que trop

vrai. la Providence avait infligé ce fléau, avec une partie de ses conséquences, à ce peuple coupable de révolutions depuis soixante ans. Les enfants des barricades châtiés par les barricades ; les fils de Voltaire punis par les logiques et inflexibles continuateurs de Voltaire; le roi de l'émeute renversé par l'émeute; les bourgeois envieux et jaloux, rapaces, prôneurs de liberté et d'égalité, tutoyés et spoliés par la crapule victorieuse; telle fut la leçon qui fut donnée à la France de saint Louis. Mais ce noble pays devait profiter de ce rude enseignement; il conspua les monstres altérés de luxure et de sang qui l'avaient volé et trompé, qui trafiquaient de son honneur, de son repos, de son salut, et une salutaire réaction catholique s'opéra après quelques mois d'humiliations, de scandales et de souffrances.

En attendant, la fatale nouvelle stupéfia les gens de bien. En France, la royauté abolie! la République proclamée! c'était horrible, c'était du plus mauvais présage pour les autres monarchies. Car il faut que les rois de l'Europe se persuadent bien de cette grande vérité, c'est que, comme l'a dit M. de Châteaubriand, toutes les royautés mourront avec la royauté française!... Affirmer que la France garderait cette situation, c'était témoigner peu d'estime pour son bon sens. Beaucoup, dans le parti conservateur, à Rome, tombèrent dans une déplorable lassitude, dans un état qui tenait de l'hébètement. Les sociétés secrètes, elles, virent dans ce triomphe de leurs amis la réalisation prochaine de leurs desseins et de leurs espérances. Les conjurés s'apprêtaient à étouffer l'autorité et la liberté, ces deux principes que Pie IX sait concilier, ce qui est résoudre le problème le plus haut de la politique. Ils s'apprêtaient à jeter leur patrie dans l'anarchie politique et sociale, dont l'absolutisme est le terme. La complicité imprudente et aveugle de la bourgeoisie leur était nécessaire; elle ne leur manqua point. Le vieux libéralisme, qui paraît heureusement avoir fait son temps à cette heure, venait, à Paris, de donner

l'empire aux radicaux, sans le savoir, sans le vouloir, sans le prévoir, en prétendant, par son opposition, servir les intérêts du gouvernement. A Rome, le libéralisme faisait de même. L'expérience ne l'avait point encore corrigé. Sous le prétexte d'adorer Pie IX et de chérir avec lui la liberté, le libéralisme donnait la main aux républicains qui voulaient le renverser. Quant au peuple, jusqu'à la fin il fut dupe de ces divers intrigants, et séduit par leurs promesses.

Les conjurés jetèrent tout à fait leurs masques dès qu'ils apprirent que la forme républicaine avait été infligée à la France. Ils se réunirent au café des Beaux-Arts, où ils avaient leurs pipes, de même que M. Flocon, de grotesque mémoire, avait la sienne au café Saint-Agnès, à Paris; de là ils se rendirent au cercle des Français résidant à Rome, en hurlant: « Vive la République! Vive la France démocratique! »

Quelques Français, qui par lâcheté, qui par peur, trois ou quatre seulement par sympathie, parurent au balcon de la maison, et saluèrent les agitateurs, qui leur répondirent par des acclamations frénétiques. Les Français démocrates, déjà membres des sociétés secrètes, descendirent dans la rue et se jetèrent dans les bras de leurs *frères* d'Italie, de Pologne, de Suisse, d'Angleterre, d'Allemagne, de Hongrie, de Belgique, car il y avait là des bandits de tous les pays. Le lendemain, les hommes sérieux qui composaient la presque totalité du cercle français à Rome, indignés de la comédie qui avait été jouée la veille, en repoussèrent courageusement la solidarité dégradante. Et la proposition d'aller à leur tour fraterniser avec *le Cercle romain,* avec les révolutionnaires qui préparaient la république dans les États du Saint-Siége, cette proposition formulée par un traître, fut repoussée par *cent quatre-vingt-quinze* voix contre *cinq.* Ces cinq révolutionnaires se joignirent à quelques autres Français de même espèce, et allèrent *fraterniser* avec les membres des sociétés secrètes. Dans ce conciliabule, on but, on trinqua à la république, à la ruine publi-

que, à la démocratie universelle, à l'universel fléau. Quand les *frères* et *sœurs*, car il y avait là des donzelles, furent ivres, un *citoyen* proposa, *au nom des Français habitant Rome*, de se rendre à l'ambassade française et d'aller abaisser par la force le drapeau tricolore de la royauté des barricades, pour le remplacer par celui de la république. Cette motion fut accueillie par ces ivrognes avec enthousiasme.

En ce temps-là, il y avait à Rome, entre autres Français recommandables, un homme rempli de cœur et d'énergie. C'était M. le comte Rampon, fils du général de ce nom. Nous n'écrirons pas ici son nom sans rendre hommage à ses qualités, à son courage, à son humanité. Il s'est associé à nous dans nos protestations, lorsque, comme lui prisonnier des républicains à Rome, nous n'avons dû notre salut qu'à l'arrivée de l'armée française. M. Rampon fut prévenu du projet des agitateurs. Il se rendit en toute hâte au palais de l'ambassade, et insista fortement pour voir M. le comte Rossi. Il fut enfin introduit.

L'illustre diplomate était pâle, non de cette pâleur que donne la peur mais de celle que donne le chagrin : dans ses mains crispées il tenait les odieuses dépêches qui lui annonçaient officiellement le désastre qui venait de frapper la France. Il écouta M. le comte Rampon, dont il appréciait le dévouement et la bravoure, et s'écria d'une voix émue d'indignation :

— « Mais ce que vous m'apprenez là est horrible, Monsieur le comte! Comment! ce sont des Français qui veulent profaner les armes de la France! Mais ils ne savent donc pas, ces gens-là, que le drapeau de la patrie devient doublement inviolable et sacré sur la terre étrangère! mais ils ne savent donc pas que le drapeau de la France ne peut tomber que dans le sang de ceux qui l'ont reçu en dépôt! Pour moi, je ferai de mon corps un rempart aux armes de la France, et c'est sur mon cadavre qu'il leur faudra passer pour arriver à elles....

— « Sur le mien aussi ! » reprit M. le comte Rampon, « car alors je serai à vos côtés pour défendre le drapeau de la patrie ou pour mourir avec vous ! » Et ces deux hommes de bien se serrèrent mutuellement leurs nobles mains.

Cependant il y avait un seul moyen d'empêcher l'effusion du sang; c'était d'inspirer au gouvernement pontifical assez de courage pour repousser la canaille par la force. Mais y penser était inutile ; il y avait long-temps que ce pauvre gouvernement, mal servi par les uns, trahi par les autres, était impuissant à se défendre lui-même ; encore moins avait-il l'énergie de protéger les autres. Ne pouvant donc combattre de front l'émeute, comme cela eût été dans le tempéramment des comtes Rossi et Rampon, restait à ruser avec elle, à lui faire une concession, à la désarmer en lui cédant quelque chose.

— « Le temps presse, dit M. le comte Rampon; en temps de révolution, les heures sont des minutes ; nous pouvons éviter ces deux extrémités par un moyen mixte.

— « Quel est-il ? demanda l'embassadeur.

— « Faites remplacer à l'instant même le drapeau de Louis-Philippe par celui de la République.

— « Les couleurs sont les mêmes.

— « Les armes et la devise sont différentes : enlevez celles de juillet ; cette mesure sera suffisante.

— « Impossible ! Le gouvernement romain ne consentira jamais, sans examen, à cette substitution, qui, par le fait, serait une reconnaissance tacite de la République française.

— « Essayons : ma voiture est à votre porte, allons au Quirinal. »

Ils partirent. Le gouvernement romain devait immédiatement consentir à cette substitution, croyant par là conjurer des malheurs qu'on ne faisait que retarder. Le cardinal Bofandi, secrétaire d'État, reçut MM. Rossi et Rampon, et leur remit une autorisation écrite. Les sociétés secrètes voulurent

bien ne pas répandre de sang ce jour-là et se contenter de cette concession.

XI.

Nous entrons dans une ère d'épreuves pour l'Église, de succès impies sans cesse renaissants pour ses ennemis. Le triomphe de leurs amis, à Paris, avait exalté l'impatience des révolutionnaires qui infestaient le reste de l'Europe. Mazzini et ses lieutenants ne se dissimulaient pas que la Religion était le plus grand obstacle au triomphe du radicalisme. Frapper la religion dans ses ministres, s'acharner tout d'abord après les Révérends Pères jésuites. Telle fut la nouvelle tactique adoptée, sur l'ordre de Mazzini, par la *Jeune-Italie*.

Il était enjoint en même temps aux affiliés de s'assurer l'appui de la bourgeoisie, de la garde nationale, pour accueillir chaque nouvelle concession arrachée au gouvernement par une exigence nouvelle. Les esprits, pris de vertige, bouleversés, enivrés, entraînés par les perfides séductions de la révolution, n'étaient que trop bien préparés pour la réussite de ces desseins.

La logique est inflexible. Libre aux petits esprits d'essayer de la faire plier à leurs fantaisies ; ils ne la suppriment pas. Eh bien ! ces écarts, ces agitations, ces menaces adressées au clergé, ces manifestations, ces réunions, ces fêtes, ces banquets, ces *fraternisations*, ces démences, cette opposition tenace et sans bonne foi, ici effrontément radicale, là hypocritement libérale, tout cela devait logiquement aboutir à la ruine de l'autorité, à la République et à ses conséquences. Sur cette

pente, la Révolution devait ne point s'arrêter, pas même à la bourgeoisie, qui avait l'imprudence criminelle de pactiser avec les radicaux. Car, une fois engagé dans cette voie, difficilement on la remonte.

Dès que le Gouvernement n'existe plus dans la pensée des gouvernés, en vertu d'un droit incontesté, d'un principe reconnu inviolable, il est à la merci des factions, qui peuvent le renverser au plus petit événement, à l'aide du plus vain prétexte. Or, le complot n'en était pas encore à Rome à l'insurrection générale; il en était aux complications, aux piéges, aux taquineries, aux exigences à chaque heure de plus en plus insolentes; il en était à l'exploitation du préjugé *anti-jésuite*. Le jeu de la révolution était différent en France où ce moyen était usé ; au contraire, là, les républicains caressaient le prêtre chéri du peuple, et appelaient sur leurs arbres dits *de liberté*, ses bénédictions. Ils n'étaient pas en ceci plus sincères que leurs aînés, les libéraux de 1830; tout au moins ils avaient sur ceux-ci l'avantage de n'avoir pas livré l'archevêché et l'église Saint-Germain l'Auxerrois au pillage. Et comment la France catholique n'eût-elle pas respecté cette Église à la tête de laquelle se trouvait un Pontife tel que Pie IX?

Tandis que la révolution à Paris reculait devant le prestige et la majesté du nom de Pie IX, à Rome, ce grand souverain, doublement sacré, avait, presque tout seul, de l'énergie pour défendre l'ordre, la liberté des citoyens et le principe d'autorité. Le sénateur, le prince Corsini, et la municipalité, qui auraient dû résister avec leur souverain, qui auraient dû avec lui se roidir contre des exigences inacceptables, lui portèrent, le 6 mars 1848, une adresse inconcevable par la forme qui rappelait le style des révolutionnaires, et qui avait pour objet d'exiger du souverain Pontife l'établissement d'un gouvernement constitutionnel.

Pie IX répondit avec beaucoup de dignité et en même temps

de finesse : « Les événements qui non seulement se succèdent, mais qui se précipitent, justifient assez la demande que vous, monsieur le sénateur, me faites au nom du conseil et de la magistrature de Rome. Tout le monde sait que je suis sans cesse occupé de donner au gouvernement la forme qui paraît le plus en rapport avec les exigences actuelles ; tout le monde sait les difficultés auxquelles est exposé celui qui réunit dans sa personne deux grandes dignités, pour tracer la ligne de démarcation entre ces deux pouvoirs. Ce qui dans un gouvernement séculier, se peut faire dans une nuit, ne peut s'accomplir dans le gouvernement pontifical qu'après un mûr examen. Je me flatte cependant que, sous peu de jours, je pourrai (les travaux préliminaires étant terminés) vous faire part du résultat qui répondra aux désirs de toutes les personnes raisonnables. Que Dieu bénisse mes désirs et mes travaux ! Si la religion doit en retirer des avantages, je me jetterai au pied du crucifix pour remercier le ciel de tous les événements qu'il a laissés s'accomplir, et je serai satisfait plus encore comme chef de l'Église universelle que comme prince, s'ils tournent à la plus grande gloire de Dieu. »

Il y avait dans cette allocution un reproche mérité ; il était évident que le Saint-Père était violenté. Exiger de lui un gouvernement constitutionnel, un gouvernement sans cesse taquiné, harcelé, empêché par une opposition envieuse, c'était lui arracher son double pouvoir dans un avenir plus ou moins prochain. Ce qui peut se faire dans un gouvernement séculier est absolument impossible dans le gouvernement pontifical. Que la papauté eût pour ennemie la révolution, cette ennemie formidable et acharnée de la société chrétienne, qu'elle cherche à miner dans ses fondements, rien d'étonnant. Les mesures libérales de Pie IX devenaient des armes aux mains des agitateurs, gens dégradés, n'ayant plus de ressort moral, tombés si bas dans l'avilissement qu'ils n'avaient plus conscience de la dignité et de la responsabilité humaines. C'était

logique; mais que Pie IX fût tourmenté, pressuré par des hommes jusque-là recommandables, que leur position sociale, leur éducation, leurs principes, leurs qualités avaient rangés dans le camp conservateur, voilà ce qui surprend douloureusement et douloureusement afflige. Cette défection ne pouvait qu'altérer, que détruire l'autorité, en ravalant insensiblement ces conservateurs sans courage au niveau des radicaux, êtres destitués de toute vertu.

N'étant pas soutenu par les énergies efficaces et les robustes dévouements qu'il était en droit d'attendre, et que son âme, si tendre, si bonne, si crédule au bien, avait rêvés, Pie IX devait céder insensiblement. A sa gloire, il ne le fit que quand toute résistance fut devenue impossible, et toujours, chaque fois, en protestant courageusement. Ses ennemis et les traîtres qui avaient été ses amis et auraient dû demeurer ses sujets dévoués, purent matériellement le faire reculer, mais non pas l'avilir, non pas l'amoindrir, non pas lui faire compromettre l'autorité de l'Église, non pas moralement le vaincre.

Les princes, les négociants, les bourgeois ne voyaient donc pas qu'en se liguant avec les sociétés secrètes, pour exiger des concessions démocratiques de la papauté, ils faisaient les affaires de ces sociétés?... Ils agissaient pour elles! Ils n'avaient aucun intérêt à propager cette idée fausse que l'opposition est une force pour les gouvernements.

L'opposition est une ruine perfide, hypocrite, lente, déloyale du pouvoir. C'est la guerre des ambitions trompées, des avidités déçues, des jalousies et des rancunes déchaînées, la guerre de toutes les petites passions du cœur humain. Alors les détracteurs les plus irritables de l'autorité, ses adversaires les plus acharnés osent se donner comme ses plus fermes appuis, comme ses seuls amis, ses amis désintéressés!

Dans un gouvernement bien organisé, l'opposition, loin de fortifier le pouvoir, le renverse au profit de l'anarchie. Elle déclare le protéger, et elle l'attaque sans cesse; puis, quand il

est accablé, surviennent les radicaux (logiques continuateurs des opposants libéraux), qui renversent tout, au grand ébahissement des niais, dont les critiques envieuses et colères ont préparé ces résultats funestes.

Les membres de la municipalité romaine et beaucoup d'autres personnages sincèrement attachés à Pie IX, mais malheureusement infectés de l'esprit d'opposition, agissaient comme s'ils se croyaient un pouvoir dans l'État, et ils s'arrogeaient incontestablement des droits qui ne leur appartenaient pas.

C'est ainsi que l'opposition sert, avertit, éclaire sincèrement les gouvernements.

Après les paroles de Pie IX, au 10 février, le peuple se détachait de la révolution; les exigences de la bourgeoisie le ramenèrent sur le champ de bataille. Ce fut un progrès immense pour la démagogie, qui, sans cette complicité, n'eût point triomphé. D'abord écrite avec des larmes par l'opposition bourgeoise, cette histoire fut ensuite écrite avec du sang par les sociétés secrètes, par l'opposition radicale. Ces larmes et ce sang sont le sang et les larmes du peuple.

Un nouveau ministère venait d'être composé par monseigneur Antonelli, cardinal secrétaire d'État (1). Le moment parut bon aux conjurés pour déclarer ouvertement la guerre aux ordres religieux. Ils commencèrent par les Pères jésuites. L'honneur des premières persécutions leur revient toujours et partout, partout et toujours aussi l'honneur des dernières. Nul plus qu'eux ne paie du martyre le bien qu'ils ont fait et font à l'humanité. Admirons-les sans les plaindre : les persé-

(1) Le comte Recchi, à l'intérieur;
L'avocat Sturbinetti, aux graces et à la justice;
Monseigneur Morichini, aux finances;
Le Bolonnais Minghetti, aux travaux publics;
Le prince Aldobrandini Borghèse, à la guerre;
La cardinal Mezzofanti, à l'instruction publique;
Le comte Pasolini, au commerce;
L'avocat Galetti, à la police.

cutions les grandissent; moins éprouvés, ils seraient moins vertueux peut-être.

Les jésuites ont été indignement calomniés, et calomniés pour leur vertu même. Il n'est pas d'infamies qui n'aient été débitées sur leur compte. L'absurde est immense dans son invention, comme la sottise est immense dans sa crédulité. On les a appelés oppresseurs, eux qui ont vécu dans les persécutions et dont on ne pourrait compter les blessures. On les a appelés conspirateurs, ces conjurés évangéliques qui ont arrosé toutes les parties du monde de leurs sueurs et de leur sang généreux. On a dit qu'ils n'avaient que du fiel et de la haine, et de la perfidie au cœur, eux qui ont sans cesse combattu pour la religion, la fraternité, l'amour, combattu au grand jour et visage découvert.

Les sociétés secrètes commencèrent par répandre toutes les calomnies connues, débitées par l'esprit irréligieux contre les jésuites. De la diffamation on en vint bientôt aux actes. Des pères jésuites furent insultés, hués dans les rues par les conjurés, reconduits jusqu'à leurs maisons au milieu des clameurs d'une ignoble populace. Comme l'autorité ne réprima pas ces scandales, qui auraient dû être regardés, par les incrédules même, au moins comme des atteintes portées à la liberté individuelle, leurs auteurs ne connurent plus de frein. Des scélérats payés à cet effet allèrent faire le siége du couvent de Gesù, cassèrent les vitres avec des pierres, en criant : — « A bas les jésuites! A mort! » Les journaux, loin de rappeler le peuple au respect de la liberté, et de prendre la défense des opprimés, faisaient chorus avec la canaille, l'excitaient aux vociférations, aux voies de fait. Les écarts de la presse ne furent pas plus réprimés que ceux de la rue. Les murs de la ville étaient sillonnés de placards insultants, diffamatoires, dans lesquels les jésuites étaient désignés comme les ennemis du peuple. Un jour, devant un poste de gardes nationaux qui laissèrent faire, les *bravi* de l'émeute appendirent à la porte principale

du Gesù un écriteau sur lequel on lisait : *Est locanda.* Ces hommes sans courage, audacieux avec les faibles, tremblants devant les braves, reculèrent devant l'indignation d'un ecclésiastique belge, M. l'abbé de Mérode, ancien soldat de la France, qui, passant devant le couvent des jésuites, fendit la plèbe immonde, et lui dit, en arrachant l'insolent écriteau :

— « Ce que vous faites là est une lâcheté ! »

Il est consolant, en présence de la lâcheté publique, d'avoir à enregistrer des traits semblables, trop rares, hélas !

Ce fut le même jour que les peuples du Transtévère, braves ouvriers attachés à la papauté, firent une démarche très-honorable auprès du R. P. Roothan, général des jésuites. — « Que désirez-vous, mes bons amis? » leur demanda-t-il. — « Vous défendre ! » répondit l'un de ces braves. « Il en est temps encore ! Les ennemis de la religion n'ont d'autre force que celle qu'ils trouvent dans la faiblesse des honnêtes gens. A tous ces faiseurs d'émeutes, l'audace et la parole; mais à nous le droit et l'action. Dites un mot, un seul mot, et bientôt nous en aurons fini avec eux tous ! »

Effectivement il en était temps encore. Le peuple balayant la populace, la vile multitude qui, en son nom, commet les révolutions déshonorantes et désastreuses, c'eût été un spectacle instructif. Le R. P. Roothan n'accepta pas ce dévouement énergique. Il ne voulait, dit-il, d'autre défenseur que la loi commune. Certes, c'est le meilleur dans une situation régulière; mais quand la loi commune n'est pas observée, quand elle n'est pas défendue par une autorité énergique, c'est différent. Le scrupule du général des jésuites est néanmoins honorable : ce n'est pas par la force matérielle que se défendent les prêtres de la religion divine. Le père Roothan ajouta que, depuis longtemps faits aux injures et à l'injustice des hommes, les jésuites ne voulaient être protégés que par la loi, et que, dans aucun cas, ils n'accepteraient de vengeurs. — « Notre

vie appartient à Dieu, dit-il encore; lui seul a le droit d'en disposer; que sa volonté soit faite ! »

Saisis d'admiration, mais non point calmés, les Transtévérins se rendirent au café des Beaux-Arts, où posaient les chefs des sociétés secrètes; mais ceux-ci, avertis à temps, avaient pris la fuite. Si l'on avait utilisé la bonne volonté de ce peuple pieux et fidèle, on aurait eu bientôt raison des agitateurs. Mais comme on les laissa faire, comme on ne prit contre leurs menées aucune mesure, leur audace à toute heure augmenta. Trompé, abandonné, le Saint-Père ne pouvait protéger les jésuites, qu'il aimait et estimait à leur valeur, que par la puissance de son éclatante parole. Il ne fut point ingrat envers cette compagnie, qui a rendu tant de services à la sainte Église, et que ceux-là seuls attaquent qui ne la connaissent pas, ou qui, la connaissant, font œuvre de calomnie et d'iniquité, subissant les uns et les autres la détestable influence de l'esprit irréligieux.

Pie IX publia le *motu proprio* suivant, qui fut affiché dans la ville éternelle :

« Romains, et tous tant que vous êtes, enfants et sujets du souverain Pontife ! écoutez encore une fois la voix d'un père qui vous aime et qui a tant à cœur de vous voir l'objet de l'amour et de l'estime du monde. Rome est le siége de la religion, et fut toujours la demeure des ministres de cette religion, lesquels, sous des formes diverses, constituent cette admirable variété qui fait la beauté de l'Église de Jésus-Christ. Nous vous invitons tous, nous vous requérons même de la respecter, et de ne jamais attirer sur vos têtes l'anathême d'un Dieu irrité, qui ne tarderait pas à lancer les foudres de sa sainte vengeance contre les agresseurs de ses saints, de ses ministres.

« Épargnez un scandale qui porterait la stupeur dans le monde et la douleur dans les cœurs de la plus grande partie de nos sujets. Épargnez au pontife, *qui souffre tant depuis qu'on*

se livre à de semblables attaques, ce qui serait pour lui le comble de l'amertume. Que si, par hasard, il y avait dans les instituts religieux des hommes dont la conduite leur attirât une juste défiance, n'y a-t-il pas toujours la voie des représentations légales, et si elles sont légitimes, nous, comme souverain Pontife, sommes prêt à les entendre pour y faire droit.

« Nous sommes persuadé que ce peu de paroles suffiront pour faire rentrer dans leur devoir ceux (en petit nombre, il faut l'espérer) qui entretiennent des desseins funestes, desseins dont la mise à exécution frapperait notre cœur du coup le plus aigu et le plus douloureux, et serait suivie du châtiment que Dieu ne manque jamais d'infliger aux ingrats.

« Si, parmalheur extrême, nos paroles ne suffisaient pas à retenir les malintentionnés, nous nous réservons d'éprouver les forces de la garde civique et toutes les forces que nous avons organisées pour maintenir l'ordre public.

« Nous sommes plein de confiance dans le bon effet de ces dispositions, et espérons voir bientôt succéder partout le calme à l'agitation, et, aux écarts que nous réprouvons, ces sentiments pratiques de religion que doit professer une population éminemment catholique et qui doit servir d'exemple aux autres nations.

« Nous ne voulons pas affliger notre cœur, ni celui de tous les gens honnêtes et bien disposés, en faisant pressentir les résolutions auxquelles nous serions obligé de recourir pour n'être pas témoin du spectacle des fléaux par lesquels Dieu rappelle à leur devoir les peuples égarés ; nous espérons au contraire que la bénédiction apostolique que nous donnons à tous éloignera tout funeste présage. »

On voit comme il en coûte à Pie IX de se montrer sévère. Il persiste à ne voir, dans les monstres qui se souillent de forfaits, que des enfants égarés, et c'est par les plus touchantes prières, par les plus attendrissantes conjurations qu'il veut les ramener. Il déploie le plus saint courage, une patience hé-

roïque. Il ne veut pas la mort du pécheur; il n'aspire qu'à le convertir. C'est là l'éternel rôle de l'Église. Cette tendre mère tente de ramener à la vérité les esprits les plus faux, les plus ignorants, les cœurs les plus pervers. Il n'est pas d'âme abusée ou gangrenée au salut de laquelle elle ne travaille. Pour elle, pas de malade jugé incurable. Jusqu'à l'heure dernière de l'homme, elle espère le ramener par la douceur. Et on l'accuse d'intolérance! C'est la plus grande calomnie dont le scandale ait été donné aux hommes. L'Église n'est pas comme les juges de la terre : elle ne condamne pas sans appel; elle pardonne au repentir des plus grands criminels, elle rend la vie à ceux qui sont morts dans le péché, et elle donne l'immortalité à ceux que le bourreau des hommes va faire périr!... De tout temps, cet auguste spectacle d'indulgence a été fourni par l'Eglise, qui, seule, est éternellement tolérante, éternellement bonne, éternellement tendre, éternellement mère. Seule, l'Église n'abandonne pas le malheur; seule, elle n'abandonne pas le crime; elle n'a pas cessé d'aimer le criminel, parce qu'il est son enfant, et qu'elle a toujours espéré le ramener à la vérité et à la justice.

Pie IX luttant avec sa patience et son courage contre les erreurs, contre les crimes et les vices, c'était dans la logique du bien, dans la logique catholique, dans la logique de l'Eglise de Jésus-Christ. Les papes, comme les prêtres, comme les jésuites, ces plus persécutés des soldats de Dieu, ont de tout temps opposé la paix, la tolérance, la douceur, la vérité, la lumière aux cuistres et aux forbans, aux ignominieux calomniateurs, aux perfides sophistes, aux irritants réformateurs, aux vils eunuques de la révolte. Ce sont les ennemis de l'Église qui sont impitoyables, sans merci, intolérants; ce sont eux qui ne pardonnent pas, parce qu'ils sont des hommes de haine, non d'amour.

Pie IX devait donc être indulgent, et il devait aimer la paix. Il est quelque chose qu'il aimait davantage, c'était la justice,

fondement de la paix durable. Ses protestations contre l'Autriche, lors de l'affaire de Ferrare, et ses menaces aux révolutionnaires d'en appeler à la force, s'ils persistaient dans leur crimes, le démontrent surabondamment. Et ce faisant, il priait encore pour les uns et pour les autres, car l'Église ne méprise personne que le mal ; elle est patiente, parce qu'elle est forte ; elle pardonne, parce qu'elle est juste et parce qu'elle aime. Elle prie pour les méchants, pour ses persécuteurs, parce qu'elle croit toujours leur conversion possible. Quand elle excommunie, elle accomplit un devoir ; plus il est douloureux, et plus grand est son mérite.

Les révolutionnaires de Rome ne tinrent pas compte des avertissements du saint Pontife ; ces hommes méprisables méprisèrent ses sublimes prières. Les uns, les républicains, continuèrent à exploiter l'imbécillité des libéraux. Ces derniers, bourgeois de l'école frondeuse qui rit de tout, surtout de ce qui est saint, de ce qui est faible, de ce qui est respectable, appartenaient à ce type voltairien qui crie bien haut qu'il est *libre penseur*, qui s'honore de ne point aller à la messe et de ne jamais prier Dieu.

Ces pauvres d'esprit échangeaient entre eux la triste monnaie courante des blasphèmes, des plaisanteries, des railleries, des outrages, des négations, des grossièretés et des indécences qui composent le bagage voltairien. Pas un prince indigne de l'être, pas un épais bourgeois, pas un marchand massif, pas un écrivain et pas un avocat libéraux ne se privèrent de tirer les vieilles armes de l'arsenal athée pour cribler les pauvres pères jésuites. Les écrivains sans scrupule et sans grammaire se firent remarquer dans cette indigne mêlée, et firent des prouesses d'insolences dans ce combat sans péril. C'était à qui opprimerait le mieux la raison publique, à qui inventerait contre les prêtres persécutés la plus grosse calomnie. Et puis, ces publicistes, dépourvus de littérature et de conscience, riaient sous cape, entre eux, du succès de leurs bons tours,

de leurs mensonges ; ils riaient entre eux de leurs lâches hypocrisies, de leurs fourberies ; ils riaient, ces *Romains* de théâtre qui applaudissent à *Tartufe*. Ils abritaient leur médiocrité sous ces infamies débitées effrontément à une foule hébétée. Ces plumes sans bonne foi tournaient en ridicule, avec une habileté diabolique, les plus saintes choses ; elles rendaient le sublime atroce pour les esprits vulgaires, et dénaturaient traîtreusement le beau. Ces coquins, irrités de passer pour tels, se vengeaient de la morale catholique en la souillant de leurs railleries, en se riant agréablement de son austérité, dont le despotisme inflexible opprime effectivement le vice. Si ceux qui croyaient à toutes ces saletés eussent raisonné, ils n'auraient pas tardé à cesser d'être dupes de ce manége. Mais les *amis de la raison* ne raisonnent pas. Il y eut des esprits craintifs et médiocres, — et ceux-là sont en majorité partout, — qui se laissèrent opprimer par ces méchantes satires et les propagèrent, ne voyant pas qu'en décriant les jésuites, ils décriaient la piété, la vertu, la religion. Les autres, les démocrates, flattaient ainsi la canaille, dont ils mendiaient les suffrages, qui s'obtiennent en rivalisant de mensonge, de violence et d'impiété.

Pour éviter la guerre civile, les jésuites se décidèrent à quitter Rome. Ils partirent, le 28 mars, en implorant Dieu pour leurs persécuteurs, selon la prière si touchante de l'Église :

— « Nous vous offrons, Seigneur, pour ceux qui persécutent l'Église, qui est votre corps, cette même hostie que votre Fils unique a offerte sur l'autel de la croix pour ses persécuteurs, afin que, de loups ravissants devenus brebis dociles, et marchant à la suite du bon pasteur, ils aient la vie, et ils l'aient avec abondance. »

Ils partirent à pied, comme les prophètes de la Judée, trompant la longueur de la route par des entretiens graves et pieux, s'animant les uns les autres à suivre courageusement leur pèlerinage terrestre. Encore une fois, le peuple apprit d'eux à lutter de patience et de résignation.

Les bourgeois ingénieux qui applaudirent à ce douloureux spectacle ne se figuraient pas que les pères jésuites leur montraient la route de l'exil, et qu'à leur tour ils seraient persécutés, volés, décimés par la révolution. Cette imbécillité d'esprit les empêchait de voir que les mauvaises plaisanteries, les erreurs, les sottises, les calomnies engendrent des crimes. On commence par insulter le prêtre, on finit par l'immoler. Et quand il n'est plus là, la société court aux abîmes, comme un vaisseau sans pilote; après le tour du prêtre, vient celui du prince, du riche, du bourgeois, du pauvre même, surtout s'il est honnête; il y a de la place pour toutes les supériorités dans le charnier démocratique. Des sceptiques, des libertins, des athées, des fripons, voilà les tueurs. L'incrédulité, avec sa cynique impertinence, jette les nations sous la guillotine révolutionnaire. L'indifférence qui a laissé égorger la vertu est frappée à son tour, jusqu'à ce que le vice à son tour aussi soit décapité. Les Girondins suivirent Louis XVI à l'échafaud, et furent suivis par les Montagnards.

La population de Rome n'était pas composée tout entière de révoltés contre l'Église, c'est-à-dire contre toute autorité morale, sociale et politique. À côté des faquins du libéralisme et des coupe-jarrets du radicalisme, auxquels l'impuissance et la faiblesse des hommes du pouvoir laissaient le champ libre, il y avait des hommes profondément attachés à la liberté, au christianisme, à la civilisation. Ceux-là, l'émeute et la lâcheté ne devaient pas en avoir facilement raison; ceux qui inoculent aux nations le levain de la révolte contre toute règle devaient trouver leur résistance aux crimes de la révolution et à ces indignes triomphes qu'elle décerne à la sottise et à la violence. M. le duc de Cador et M. le comte Rampon, déjà par nous nommé plus haut, étaient du nombre de ces cœurs solides qui, dans les discordes civiles, sauvent, par leur courage, l'honneur de l'espèce humaine. Ils donnèrent une hospitalité dévouée, et qui pour eux n'était pas sans périls, aux quelques pères jé-

suites que leur état de maladie ou leur grand âge avait empêchés d'accompagner leurs frères en exil. Qui le croirait? les pères français avaient été repoussés de l'hôtel de l'ambassade de France, où le comte Rampon était allé pour eux demander un asile!... Parmi ces infortunés se trouvait le père Rosaven, plus spécialement désigné à la haine publique, parce qu'il se distinguait par sa science et sa charité. M. Rampon emmena ce vénérable ecclésiastique dans sa propre maison, au Corso. Il y réunit à dîner quelques-uns des plus forcenés adversaires des jésuites, parmi les gens du monde, et invita également l'ambassadeur français. Comme une place restait vacante, et qu'on interrogeait l'amphitryon sur la personne attendue : — « Je vais avoir l'honneur de vous la présenter, répondit-il, et je suis sûr que vous serez heureux de faire sa connaissance, car c'est un de mes amis et l'un des hommes les plus dignes de vénération qui soit au monde. » Il se leva, quitta la salle à manger, et revint quelque temps après tenant par la main un vieillard à l'aspect frappant. Ses ennemis le reconnurent et le saluèrent.

— « Messieurs, leur dit le comte, j'ai l'honneur de vous présenter le révérend père Rosaven, qui a daigné accepter chez moi une hospitalité... » Et, se tournant vers l'ambassadeur de la République française : « qu'il aurait dû trouver *officiellement* ailleurs. » Faisant ensuite allusion aux menaces et aux perquisitions dirigées par les révolutionnaires contre son hôte, il ajouta : — « Messieurs, il est ici sous ma sauvegarde, et je le place sous votre protection. » Il ouvrit une armoire remplie d'armes en bon état, et continua : « Si, contre mes espérances, la haine qui le poursuit cherchait à l'arracher de cet asile, dites à ceux qui s'en feraient les instruments que le comte Rampon défendra son hôte jusqu'à la dernière goutte de son sang. Voyez, messieurs, je suis en mesure de tenir parole. »

Le courage impose toujours. Les convives se montrèrent très-convenables envers le pauvre proscrit; ceux qui étaient

de bonne foi dans leur haine, charmés de sa personne et de son éloquence, revinrent de leurs préventions injustes, et jurèrent de défendre celui que, le matin même, ils auraient de bon cœur attaqué. Les autres, les fourbes, n'osèrent point faire éclater leur rage; mais ils ne furent point convertis. Chez ceux que le fanatisme aveugle, il étouffe en même temps le cri de la nature, de la raison, de la justice et celui de la conscience; et ils rient de leurs mauvaises actions comme ceux auxquels le prophète disait : — « Vous qui vous réjouissez dans le néant! »

De tout temps, les ennemis du catholicisme ont attaqué la compagnie de Jésus, cette sentinelle de la foi. De tout temps aussi, on a trouvé les jésuites gardiens vigilants de Rome, colonnes du catholicisme, redoublant de zèle et d'activité. Ils ont été soldats, ils ont été martyrs; ils ont combattu l'hérésie, fille de l'enfer, qui veille comme une prostituée aux portes de la sainte Église, appelant à elle tous ceux qui y entrent ou qui en sortent avec des paroles de séduction et de licence qui lui gagnent le cœur des faibles.

Leurs âmes héroïques semblent avoir fait scission avec leurs corps, tant ils paraissent peu émus des outrages et des persécutions des méchants.

Fermes, inébranlables dans la voie apostolique dans laquelle ils se sont engagés, animés de la foi invincible desapôtres, tels, ces hommes simples et humbles de cœur qui ont changé la face du monde. Les jésuites ont régénéré les peuples par la parole, fille de l'Esprit Saint, qu'ils ont fait retentir aux extrémités de la terre. Leurs ennemis acharnés ne leur ont tenu compte d'aucun effort, d'aucune vertu; ils ont employé contre eux le mensonge, et quand ils n'ont pu nier leurs martyres, ils en ont ri, les misérables! Ils en ont fait un sujet de cruelles plaisanteries. A ces martyrs, qui n'attendent rien de la terre. qui souffrent et meurent en chrétiens, plus grands que leur infortune, ils ont contesté la majesté, la dignité et jusqu'à la foi. Ils tâchent de rendre ridicule leur mort héroïque; ils ba-

dinent sur leurs douleurs ; ils ramassent leur sang, et ils le boivent dans leurs orgies. Ils font des vaudevilles et des romans de ces persécutions supportées pour l'Église. Après leur avoir refusé justice, ils leur refusent même de la pitié. Ce sont des jésuites, donc ils doivent être maudits. Leur science, leurs travaux gigantesques, leurs luttes contre l'hérésie protestante, leurs sublimes missions, les enseignements de ces professeurs incomparables, tout ce qu'ils ont fait pour l'humanité, pour la civilisation, tout cela n'est compté pour rien. Leur Ordre est irréprochable ; pas un des crimes dont on les a accusés n'a pu être prouvé ; mais c'est égal, les passions humaines sont soulevées contre eux, il faut suivre le torrent du préjugé. Il importe de ne pas désobliger les philosophes, les publicistes, les légistes, les libres-penseurs, les sectaires. A bas les jésuites ! On les a outragés, calomniés, insultés, exilés, emprisonnés, volés, assassinés, et ils se sont laissé faire et ils ont prié pour leurs persécuteurs, n'importe ! Ce n'est pas la majesté de leur vertu et de leur résignation qui est touchante, c'est la cruauté de leurs oppresseurs ! Et ce sont les *philanthropes* qui sont sans pitié pour ces pauvres prêtres innocents, ce sont eux qui s'apitoient sur le sort des assassins, et qui réclament l'abolition de la peine de mort !... Barbares envers les jésuites, ils sont pleins de sympathie pour les criminels les plus pervers !...

Telle est la loyauté de ce libéralisme qui a livré la France aux marchands, aux avocats, aux journalistes, aux proxénètes, aux universitaires, aux légistes, baladins, pédans et bouffons qui l'ont à leur tour, et deux fois déjà, livrée aux républicains, leurs exagérateurs.

Quand la révolution attaque les jésuites, c'est l'Église qu'elle veut attaquer ; personne ne s'y méprend. Or, tout ce qui se fait contre l'Église se fait contre les peuples, contre leur bien-être, contre leur repos, contre la restauration morale que les véritables amis des peuples appellent de tous leurs vœux.

Sans le sentiment religieux, la liberté, l'autorité, la civilisation, rien ne sera stable, parce que rien ne sera respecté.

XII.

En ce temps-là, le souverain Pontife publia le statut fondamental d'un gouvernement représentatif.

L'autorité cédait ; les révolutionnaires devaient, ce semble, se montrer satisfaits et demeurer calmes. Il n'en fut rien. Sous prétexte de se réjouir à cette occasion, ils s'agitèrent de nouveau. La douceur de Pie IX, son indulgence, ses bontés infinies, loin de calmer leurs passions, les déchaînaient furieuses. Enflées de leurs lâches succès, ces ennemis de la piété, de l'autorité, de la vertu et de la pudeur poursuivaient le Saint-Père de leurs exigences sans cesse renaissantes, et le clergé du venin de leurs satires, de leurs épigrammes, de leurs calomnies. Les concessions les plus larges ne pouvaient tempérer la morgue de ces orgueilleux, qui étalaient publiquement avec des femmes honteuses, à courts jupons, le cynisme de leur audace ordurière.

Ivrognes, débauchés, insoumis, méchants, ils parcouraient la ville éternelle avec leurs impures compagnes, en vociférant des refrains républicains et des chants obscènes, afin d'effrayer les habitants comme citoyens, et de les scandaliser comme pères de famille. Beaucoup cependant, parmi les bourgeois, applaudissaient du haut de leurs fenêtres et du seuil de leurs boutiques ; ils croyaient qu'il leur serait facile, plus tard, de museler ces hyènes déchaînées, et de retirer la chair humaine de leurs gueules sanglantes. Ils éprouvaient une secrète

joie de voir la religion, qui gênait leurs passions, avilie dans la personne de ses ministres; ils trouvaient un plaisir infini, une volupté de huguenot à entendre dire du mal des prêtres, à entendre crier : « A mort les Jésuites! » Eux aussi, ces bourgeois qui, même matériellement, ne vivaient que par l'Eglise, ils avaient contracté l'habitude, depuis ces temps d'indifférence, d'aplatissement et d'abâtardissement, de dénigrer les saintes choses. Ils se promettaient, il est vrai, une fois à leur lit de mort, de détester ces méchantes actions et de les désavouer; mais en attendant l'heure suprême ils égratignaient la croix. Contre la vérité, ils se servaient de la plume et de la parole, qui, à la fin, la feront triompher de l'erreur.

Tous les révolutionnaires de Rome n'étaient pas les ennemis déclarés de l'Eglise; beaucoup se disaient même de ses amis; mais c'étaient de ces amis suspects, de ces amis tièdes ou traîtres, ce qui est la même chose; car ceux-là qui ne sont pas avec l'Eglise, qui enseigne le christianisme vrai, le christianisme divin, sont contre elle. Les natures placides qui n'osent pas attaquer de front les préjugés de la Révolution, qui n'ont pas une haine vigoureuse contre l'erreur; ceux qui n'ont pas l'impatience des combats gigantesques avec le mal, sont des auxiliaires inutiles, dangereux souvent même pour la vérité. Les soldats qui ne se battent pas ne sont pas seulement un embarras, mais un péril dans une armée.

Il y avait à Rome plusieurs sortes de gens qui travaillaient à la ruine de l'autorité : les révolutionnaires de la rue, les gueux; les étrangers, ramas de tous les bagnes et de tous les bouges, à la tête desquels marchait Ciceruacchio; puis les meneurs, princes et bourgeois, ceux qui, le plus souvent sans y prendre un part matérielle, poussent aux mouvements populaires, les uns par ambition, les autres par ingratitude, d'autres par orgueil, d'autres encore par imbécillité. Enfin il y avait les timides, les lâches qui, au fond de leur cœur, faisaient des vœux pour le Saint-Père, mais n'auraient rien exposé pour le

délivrer du joug démagogique. Ils souhaitaient sincèrement le retour de l'ordre ; mais, par peur, ils caressaient les hommes de désordre, ils criaient et blasphémaient comme eux ; devant eux, ils reniaient Pie IX comme autrefois Pierre renia Dieu. Ces gens-là étaient incontestablement les plus forts ; mais ils étaient non moins incontestablement les plus lâches.

Au dessus de cela, il y avait les chefs du vieux libéralisme, qui espéraient profiter des agitations du jeune radicalisme et confisquer la victoire à leur profit ; — ce fut le contraire qui arriva. Parmi ces hommes-là, il y avait des publicistes, des hommes du monde que l'ambition seule avait jetés dans la voie fatale à leur pays et eux-mêmes. Ils ne manquaient pas de capacité, mais l'orgueil les aveuglait. Ils étaient de ceux dont saint Augustin a dit : « *Quantum propinquaverunt intelligentia, tantum superbia recesserunt.* — Autant ils s'approcheront de Dieu par l'intelligence, autant s'en éloigneront-ils par leur orgueil. »

Cette esquisse des forces hostiles à l'ordre explique l'impuissance du gouvernement pontifical, dont le tort incontestable avait été de ne pas seconder le Saint-Père en déployant une fermeté indispensable, dont le crime avait été de le parquer dans ses bonnes intentions. La violence des uns fut bien secondée par la faiblesse des autres, par leur timidité, — cette paralysie du courage.

Après ce qui précède, la scène que nous allons raconter ne surprendra pas. Le 21 mars, les sociétés secrètes organisèrent une manifestation *en faveur de l'Indépendance italienne.* Les bandes infernales, suivies d'un troupeau de curieux et de niais, se portèrent tumultueusement au palais de l'ambassade d'Autriche, pour en arracher les écussons. Ils furent enlevés par la force, au mépris du droit des gens et de toutes les règles de la dignité des nations, puis foulés aux pieds, couverts de boue et brisés. Les morceaux furent placés dans une charrette, qui fut triomphalement promenée par la ville. Les républicains,

qui triomphaient si facilement d'un écusson, devaient mordre la poussière et se sauver lâchement, pour la plupart, devant l'empereur dont ils insultaient les armes. Sur le palais de l'ambassade d'Autriche, les agitateurs avaient mis, à la place du drapeau allemand, un étendard sur lequel on lisait : « HAUTE-ITALIE. »

Comme la foule arrivait au Corso, en dansant, en vociférant autour de ces débris, — tels les cannibales autour de leurs prisonniers, — un paysan conduisant un âne déboucha d'une rue transversale ; ils furent entourés par les *frères,* qui placèrent les armes de l'Autriche sur le dos de l'animal ; quelques lambeaux lui furent attachés après la queue, et le cortége se remit en marche vers le bûcher préparé d'avance sur la *Place du Peuple.* Là, un feu de joie fut allumé, et les démons reprirent leurs danses infernales, aux applaudissements des bourgeois et à la honte de l'autorité sans énergie. Les odieuses femmes mêlées à ces sauvages se distinguaient par l'obscénité de leurs plaisanteries et de leur attitude. C'était le carnaval de la démocratie, étalant au grand jour, comme le lépreux ses plaies, étalant ses violences et ses luxures, sa putride corruption. Un des orateurs chéris de la plèbe, un Cicéron en guenilles , formula le vœu suivant :

— « Puisse la colère du peuple italien dévorer le dernier *barbare,* comme ce feu va consumer les honteux emblèmes de sa puissance; et puissent ces cendres être jetées au vent, comme le sera bientôt la poussière de ce bûcher ! »

Cette parole de la fraternité moderne fut saluée par des bravos et des grincements de dents. Comme le bûcher n'offrait plus qu'un brasier ardent, il se trouva un honnête démocrate qui proposa d'y jeter l'âne. — « Ce sera amusant, » dit-il. Ce caprice fut jugé adorable. Ce sentiment d'humanité fut partagé par la foule, dont les instincts féroces étaient excités. Mais le propriétaire de l'animal n'y trouvait pas son compte. — « Y pensez-vous, *frères ?* s'écria-t-il, mon âne est

aussi bon Italien que vous et moi. A bas l'Autriche! mais vive l'Italie! »

Le peuple *souverain* voulut bien ne pas *s'amuser* davantage; il rentra dans ses clubs, où il reçut les compliments des *patriotes*.

C'est par des scènes de ce genre que les partisans forcenés de l'indépendance souillaient cette cause et la compromettaient à jamais.

Le gouvernement, n'osant, ne pouvant sévir contre ces actes, inouïs dans l'histoire des peuples civilisés, protesta contre eux dans la *Gazette de Rome*.

La constante sollicitude de Pie IX était désormais impuissante à purifier les mœurs publiques, souillées par l'esprit républicain. La révolution s'était servie de son nom, de son courage, de ses vertus; maintenant elle le débordait. Quant aux *honnêtes gens*, les uns étaient trop faibles et trop peu courageux; les autres, emportés par le torrent des réformes par eux-mêmes grossi jadis, roulaient aux abîmes, éperdus, brisés, tournoyant comme des naufragés au sein des mers profondes. Les radicaux ne se gênaient plus pour jeter le masque de libéralisme qu'ils avaient pris pour cacher leur but final : la république et le socialisme. S'ils avaient réellement voulu l'indépendance de leur patrie, ils s'y seraient pris plus dignement; mais ils avaient toujours manqué de sincérité dans leurs démonstrations patriotiques. Ce qu'ils voulaient, c'était l'anarchie ; l'indépendance de leur pays n'était qu'un prétexte. C'était la glu avec laquelle ils avaient pipé nombre de dupes, qui ne s'aperçurent qu'on les avait attirées pour les déplumer qu'après avoir été prises.

Ces superbes soldats de l'indépendance se battirent beaucoup en discours; ils chantèrent bruyamment la victoire et trinquèrent énormément au cabaret ; en paroles, ils tuèrent un très-grand nombre d'Autrichiens, et pas mal aussi de réactionnaires, Italiens comme eux, coupables d'être restés fidèles

au trône et à l'autel. Il est vrai que plusieurs, parmi ces derniers, furent traîtreusement assassinés par les spadassins des sociétés secrètes ; mais quant à l'ennemi, ce fut lui qui mit en pleine déroute les héros des barricades.

C'est en exploitant le sentiment de la nationalité que le parti républicain fit éclater des bouleversements en Italie. Il avait, par ses discours, par ses journaux, par ses pamphlets, excité ces peuples jusqu'au paroxisme de la fureur et de la haine, et, dans son insolence, il avait osé menacer la France elle-même, la France, dont il devait implorer le secours, et qui, pour toute réponse, devait lui infliger la défaite, en sauvant les honnêtes gens, trop lâches pour se sauver eux-mêmes. Oui, dans un jour d'arrogante folie, les journaux de la révolution avaient menacé la France de lui reprendre la Corse par les armes!... Mais ces publicistes et leurs patrons devaient pousser encore plus loin leur jactance. Il n'y eut que leurs vices et leur lâcheté qui purent égaler leur orgueil.

L'Italie était donc en grand mal de démocratie. Le principe d'autorité était débordé partout, sur plusieurs points même le sceptre avait échappé des mains légitimes. A Parme, un menuisier, membre des sociétés secrètes, avait donné le signal convenu de l'insurrection en assassinant une sentinelle. C'était la répétition de la tragédie jouée au boulevard des Capucines, à Paris, par d'autres républicains, le 23 février 1848. Le meurtrier de Parme s'appelait Henri Mélegan, et dans les clubs, Richetti. Le chef de l'État ne se défend pas contre l'émeute, il temporise par humanité ; le prince héréditaire, un Bourbon, brise son épée, et s'écrie en la jetant aux pieds de son père : « Monseigneur, c'est la seconde fois que vous transigez avec la révolution quand vous devez la combattre ! »

Dans l'espoir de calmer la sédition, Charles II institue une régence qu'il charge d'enfanter une constitution. Les factieux n'en sont naturellement que plus hardis : les membres de la régence se transforment en gouvernement provisoire et se

constituent en comité de salut public. Puis ces traîtres renvoient les troupes autrichiennes, organisent une garde nationale, qu'ils composent en grande partie des plus mauvais sujets, et décrètent une constitution démocratique. Le prince héréditaire, chargé d'une mission auprès du roi Charles-Albert, fut pris par trahison par des *volontaires de la liberté*, garrotté comme un forçat, maltraité, insulté et jeté dans un cachot, où il fut laissé seize heures sans boire ni manger, demandant vainement un verre d'eau pour apaiser la soif ardente qui le dévorait. Il fut ensuite conduit prisonnier à Milan, tombée au pouvoir des sociétés secrètes. Ce n'est pas tout : la révolution n'épargne personne, ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants; elle s'acharne au contraire après la faiblesse. Charles II avait confié à l'honneur de ses sujets sa femme, dangereusement malade, et sa belle-fille, enceinte de sept mois. Les républicains membres du gouvernement provisoire, suivirent encore en ceci les traditions de leur parti; ils abreuvèrent les deux infortunées princesses des outrages les plus odieux; ces exécrables scélérats ameutèrent contre ces malheureuses, qu'ils devaient protéger, ne fût-ce que comme femmes, la foule furieuse. On les accabla d'injures, d'obscènes propos, le tout assaisonné de jurements et d'imprécations atroces; les uns les menaçaient avec des armes volées; les autres, sans veste, les manches retroussées, la chemise ouverte, enfin en costume de *septembriseurs*, leur tenaient les discours les plus dégoûtants. Sur les murs de leur prison venaient déferler les flots pressés de cette populace avide de carnage, altérée de sang, ivre de colère et de vin. Les *orateurs du peuple* venaient insulter ensuite *officiellement* les prisonnières; ils s'acquittaient en conscience de cet ignoble office, pour lequel ils étaient payés par les *organisateurs du travail*. Des furies, femmes tombées à l'état de bêtes féroces, se faisaient remarquer, dans cette fange humaine, par leur cynisme crapuleux. Ce qui les excitait surtout contre les pauvres victimes, c'était la double majesté de la race

et du malheur qui rayonnait en elles; c'était la dignité et la douleur peintes sur leurs nobles visages. La douleur et la dignité sont deux choses qu'il n'est pas permis d'afficher à ces époques désastreuses; elles révoltent la bassesse triomphante; elles importunent le vice heureux.

Enfin, les deux princesses partirent, la nuit, par une pluie torrentielle, dans un cabriolet découvert; transies de froid, brisées par l'émotion, elles gagnèrent ainsi la Toscane.

En Lombardie, la révolution procédait par les mêmes violences. Elle rêvait une république unitaire, dans laquelle elle n'osait pas dire qu'elle comprenait le Piémont, parce qu'elle comptait, avant, sur le courage du roi Charles-Albert. Le duché de Parme, après les crimes que nous venons de raconter, et bien d'autres encore que ce récit ne comporte pas, avait été, dans la même pensée et pour le même besoin, offert à Charles-Albert, qui le conserva jusqu'après la défaite de Novarre. La Lombardie, Modène et Venise avaient imité Parme. Mazzini était alors à Milan, d'où il faisait un brûlant appel aux armes à toute l'Italie.

Or, il est utile de constater que, en agissant de la sorte, en cherchant à démocratiser l'Italie, en se souillant de crimes, en attaquant le principe d'autorité au profit de l'anarchie, le parti républicain, loin de travailler à l'affranchissement de la patrie, travaillait à son asservissement, et lui préparait d'irréparables désastres.

On sauve un peuple par du courage et par de la sagesse, non par des crimes; on le régénère par des vertus, non par des vices.

Qui a ruiné l'Italie? N'est-ce pas un vice caché qui explique la défaite des soldats de l'indépendance italienne? Assurément. Les hommes qui ont dirigé le mouvement n'ont pas défendu la patrie; ils l'ont compromise, ils l'ont perdue. C'est que c'était bien moins le pur sentiment du patriotisme qui les guidait que ce mauvais esprit révolutionnaire, qui dénature, en les outrant, les droits les plus sacrés. En se séparant des rois

de l'Italie, en attaquant le pouvoir du souverain Pontife, en rêvant une unité démagogique, une république démocratique et sociale italienne, ils ont cherché une indépendance impossible à conquérir, impossible à maintenir là où ils purent la faire triompher, et qui n'était ni dans le vœu ni dans l'intérêt des peuples de la Péninsule italique.

Tandis que la révolution compromettait ainsi la cause de l'indépendance dans la Haute-Italie, à Rome elle se livrait aux dernières violences. Le signal donné à Paris le 23 février avait été compris par les anarchistes de toute l'Europe; la révolte, victorieuse un instant à Vienne, à Munich, à Berlin, à Francfort, dans une grande partie de l'Allemagne, s'occupa de recruter des soldats à Rome même, sous le prétexte du patriotisme. Une réunion immense eut lieu au Colisée, le 23 mars. Le temps était splendide; la nature, indifférente aux agitations humaines, était radieuse; la foule était immense au rendez-vous donné par les sociétés secrètes. Outre les membres de ces réunions funestes, mêlés à la foule pour la tromper et la dépraver, pour la circonvenir et l'entraîner, il y avait la garde civique, les troupes de ligne, des prêtres, les uns, en très-petit nombre, apostats de l'Église, les autres venus là en observateurs et en curieux; puis des princes, des nobles, des bourgeois, des artistes, des ouvriers. C'était à la fois un spectacle éclatant et triste que celui offert par ce peuple dupé, que les révolutionnaires conduisaient par des fêtes à la misère, à la mort, entassant ruines sur ruines avec une activité forcenée.

Tous n'étaient pas directement coupables, dans cette multitude : la plupart étaient trompés. Il y avait là nombre de conservateurs à courte vue, de mixtes, de tempérés dans le mal, qui faisaient avorter tous les plans de Pie IX, qu'ils honoraient en détestant les Jésuites; gens très-dévoués à la religion en calomniant les prêtres; honnêtes citoyens qui aiment les rois et ouvrent la porte à toutes les révolutions faites contre eux.

La fête fut splendide, la mise en scène grandiose : drapeaux, bannières, musique, chants, discours brûlants, rien n'y manqua, rien, excepté la foi qui vivifie, la patience qui enfante, l'obéissance qui donne le triomphe aux nations comme aux armées. La comédie fut pittoresque et, en même temps, misérable et ridicule. Les paroles furent pompeuses, mais elles n'exprimèrent aucun sentiment sincère ; elles furent héroïques même, mais aucune action magnanime ne les suivit. C'est peu de parler quand il faut agir.

Il existe, au Colisée, une chaire sacrée, du haut de laquelle, en temps ordinaire, un moine de Saint-Bonaventure répand la vérité dans l'âme du peuple, auquel il raconte les souffrances, les miracles, la résignation et le martyre de Notre Seigneur Jésus-Christ. Ce jour-là les révolutionnaires en firent une tribune démocratique.

Ce fut un prêtre apostat qui, le premier, prit la parole. Ce révolté avait nom Gavazzi. C'était un des plus forcenés agitateurs de l'Italie; criminelle parodie de Pierre l'Hermite, il prêchait théâtralement la croisade du mal. Il était vêtu d'une robe noire recouverte d'un manteau d'histrion; une grande croix verte, rouge et blanche, — les couleurs des *carbonari*, — le recommandait à l'attention publique autant que l'expression énergique de sa figure étudiée et ses gestes d'une affectation dramatique. Son regard s'efforçait de paraître inspiré et sa bouche frémissante; sur ses épaules flottaient ses longs cheveux avec une négligence préparée. Se posant ainsi, l'œil en feu, la jambe tendue, les bras ouverts, il commença d'une voix haute et artistement émue :

— « Frères, le jour de la délivrance est arrivé ! l'heure de la croisade sainte a sonné ! Aux armes ! Dieu le veut ! Dieu le veut ! aux armes ! »

— « Aux armes ! Dieu le veut ! » répétèrent les compères répandus dans l'auditoire.

Il dit encore :

— « Autrefois, quand les peuples de l'Occident voulurent conquérir le sépulcre de celui qui, de la croix du Golgotha, avait fait un piédestal à la liberté, ils arborèrent la croix sur leur poitrine, et, sous l'étendard du Christ, ils s'élancèrent sur l'Orient. Leur cause était juste, leur cause était sainte. Plus juste et plus sainte est la nôtre! Aux armes! Romains! l'Autrichien, cent fois plus barbare que le Musulman, est à nos portes; comme les Croisés, arborons la croix sur nos poitrines, et en avant sur l'ennemi, car Dieu le veut!.....

» Celui-là n'est pas digne de s'appeler Romain qui, dans les temps où nous sommes, préférant ses affections et ses intérêts privés à l'intérêt général, resterait lâchement dans ses foyers. Celui-là n'est point digne d'être le descendant des maîtres du monde, l'héritier des victorieux du Capitole, qui refuserait de vaincre ou de mourir pour l'indépendance de l'Italie! Celle-là n'est pas digne d'être appelée Romaine et de donner des enfants à la patrie qui retiendrait dans ses bras son fiancé! Celle-là ne serait pas digne d'être mère, ou d'être bénie dans ses entrailles fécondes, qui verserait des larmes sur le départ de son fils! Celle-là ne serait pas digne d'être la fille héroïque des matrones romaines qui captiverait par ses charmes le courage de son époux réclamé par la bataille! »

Ce pathos prétentieux ne pouvait rien pour l'indépendance italienne, pour laquelle Pie IX eût plus fait, pacifiquement, avec le prestige de son nom, l'autorité de sa parole et de ses vertus. Ces discours ne servirent qu'à enflammer les cœurs imprudents, à donner cours à des impatiences, et à encourager les coupables espérances des républicains, spéculant sur le patriotisme. Ces excitations véhémentes, ces entraînantes conjurations ne fournirent pas un soldat courageux, discipliné, fidèle; elles enfantèrent une armée de mutins, de bavards, d'orgueilleux sans courage.

— « Romains! reprit l'agitateur, vos ancêtres ont conquis le monde; voulez-vous être dignes d'eux? »

— « Oui, oui! » crièrent les claqueurs en applaudissant.

— « Oui! oui! » répéta la foule excitée.

— « Romains! voulez-vous, brisant les fers de l'esclavage, marcher à la conquête du plus précieux de tous les biens, à la gloire, à l'indépendance, à la liberté?... »

— « Oui! oui! » répétèrent les mêmes voix.

Et pourtant les Romains n'avaient à marcher à aucune conquête glorieuse; ils étaient très-indépendants; il avaient tant de liberté qu'ils avaient trouvé moyen d'en abuser excessivement.

S'ils avaient un joug à secouer, c'était celui de la révolution, du parti républicain, non celui du Saint Père, comme eux opprimé par ce parti. Les Autrichiens n'étaient point à Rome, ils ne menaçaient point Rome d'une invasion; les descendants des maîtres du monde, les héritiers des victorieux du Capitole pouvaient se dispenser de vaincre et encore mieux de mourir pour leur indépendance, attendu qu'elle n'était nullement menacée par l'étranger. Les filles héroïques des matrones romaines n'avaient nul besoin d'envoyer leurs époux et leurs fils sur les champs de bataille. Si celà eût été nécessaire, il fallait que le gouvernement légitime, réellement beaucoup plus jaloux de l'honneur national que les orateurs des clubs, prît l'initiative d'un appel aux armes; le signal ne devait pas être donné dans la rue par des intrigants sans mandat. Raisonnement de la sagesse, en dehors duquel il n'y avait que trouble, anarchie, mensonge, déception.

Le démagogue Gavazzi demanda ensuite aux assistants s'ils voulaient devenir encore le *peuple-roi;* ils n'y voyaient aucun inconvénient, ils répondirent par des acclamations électriques.

— « Eh bien! » reprit le charlatan, absolument comme si la conquête du monde dépendît de lui; — « eh bien! que votre volonté soit faite! »

— « Qu'elle soit faite! » répétèrent sans façon les comparses chargés de donner la réplique. « Aux armes! »

— « Oui, aux armes ! » continua le tribun. « Romains ! au nom de l'Italie, aux armes ! la carrière est ouverte ; aux armes ! la victoire vous attend ; aux armes ! Romains ! en avant ! Dieu le veut ! en avant ! »

Personne ne bougea, toujours comme au théâtre ; mais tout le monde cria *aux armes !* et *en avant !* de même que les *travailleurs* des ateliers nationaux à Paris chantaient ce refrain : « *Le travail, c'est la liberté,* » en se promenant les mains dans leurs poches, et en dissipant l'argent des contribuables.

Quand les spectateurs furent las d'applaudir, on leur servit une autre pièce de la même fabrique. Cette fois, ce fut un prétendu prolétaire qui parut au *pulpito*. Ce jeune homme, non moins dramatique dans son attitude que le précédent entraîneur, se nommait Rosi, et se faisait appeler modestement le *berger-poète*. Cette variété sociale a un caractère plus pastoral, plus florianesque en Italie, pays où l'on aime les images, les effets, et où l'on fait de l'art en tout, même en vous assassinant. En France, la démocratie a aussi ses poètes-ouvriers ; mais ils se contentent d'être savetiers.

Berger est d'un plus bel effet ; c'est mieux trouvé. Celui-là était un jeune garçon doué de cette pâleur de l'homme éreinté par le vice, avachi, vieilli, rompu par la luxure. Ce teint de poitrinaire a été mis fort à la mode par la littérature romantique qui, par son immoralité, est à la littérature chrétienne ce que le frêlon est à l'abeille.

Ce jeune vieillard était déguisé en montagnard romain ; il était propre et coquet comme l'acteur qui ne porte ses habits qu'au théâtre. C'était un berger d'opéra-comique. Ce pittoresque vêtement se compose d'une veste de velours bleu, d'une culotte courte pareille, de guêtres de peau noire et rouge, retenues par des boucles de cuivre, et d'un petit manteau en drap vert foncé, doublé d'une peau de mouton. Le citoyen Rosi portait ce surtout sur l'épaule avec une coquetterie peu

villageoise. Le costume était complété par des souliers ferrés, cela est vrai, mais tout neufs, et n'ayant sans aucun doute jamais vu la montagne; il avait encore un filet rouge et, autour du corps, une immense ceinture tricolore, sans laquelle il n'aurait pas cru pouvoir décemment se présenter pour enflammer le peuple. Il monta gravement à la tribune, et, jetant un regard de satisfaction sur les auditeurs, il commença d'un ton superbe :

— « Frères ! »

On applaudit aussitôt.

— « Je ne suis ni un orateur, ni un savant, moi ! » continua-t-il avec l'orgueil démocratique : — « je ne suis qu'un pauvre paysan qui ne connaît l'histoire de son pays que par les ruines qui recouvrent la terre de ses campagnes. Chacune de ces ruines porte un souvenir, chacun de ces souvenirs conserve un nom, chacun de ces noms forme un ensemble merveilleux, un monument éternel élevé à la gloire de l'Italie..... L'Italie, frères ! ce nom trois fois cher provoque des larmes dans vos yeux, et votre main se porte instinctivement à vos côtés pour y trouver le glaive de la résurrection ! L'Italie vous attend sur son lit de douleur ! Elle vous appelle, vous qui êtes ses enfants ! Elle vous demande plus que la vie que vous lui devez : elle vous demande la liberté ! Vous seuls pouvez la lui donner ; serez-vous insensibles à son appel ? Répondez ! »

Il n'attendit pas longtemps. Les choristes s'empressèrent de répliquer, comme c'était entendu : — « Non ! non ! Vive l'Italie ! »

— « Vive l'Italie ! » cria la foule enlevée.

Le *Berger-poète* continua quelque temps encore de la sorte. Il fut remplacé par le secrétaire du *citoyen Charles Bonaparte*, auparavant connu sous le nom de prince de Canino, de même qu'avant de s'appeler *Philippe-Égalité* le chef de la branche cadette des Bourbons était connu sous le nom de duc d'Orléans. Le citoyen Charles Bonaparte vaut le citoyen Philippe-Égalité.

Le citoyen Masi, bien qu'il fût secrétaire du citoyen Charles Bonaparte, était poète. Il ne manquait même pas de ce talent de forme que les poètes mettent trop souvent au service des mauvaises passions, au service du libertinage et de la démocratie, — ce libertinage politique.

Le *frère* Masi annonça qu'il ne pouvait que développer ce qui avait été dit par les précédents orateurs; il le fit en termes énergiques, et souvent le mot servit bien sa pensée. Il fit un cours d'histoire, et fit passer sous les yeux des assistants le panorama d'un passé qu'on ne refera pas.

Il céda la place à un jeune prêtre, pauvre homme fanatisé, qui vint de bonne foi débiter le *speach* suivant, dont il doit se repentir grandement aujourd'hui, s'il est revenu à la raison : — « Je me rends à l'appel de la patrie. Quand la patrie est en danger, le prêtre redevient homme. Je quitte l'habit des lévites du Seigneur pour l'habit du soldat, le crucifix pour le glaive de la bataille! Je les dépose au pied des saints autels pour venir les reprendre au jour de la délivrance, si Dieu ne me rappelle à lui avant le triomphe. Je n'ai qu'une âme, cette âme appartient à Dieu; je n'ai qu'un cœur, il appartient à l'Italie; j'ai deux bras, l'un sera pour combattre le barbare vivant, l'autre pour bénir les fidèles morts. Vive l'Italie! »

Ce langage, tenu par un pauvre égaré, avait quelque chose de touchant qui le rendait bien plus dangereux que les furibondes déclamations des démagogues. Il pouvait troubler les consciences les plus honnêtes, entraîner les cœurs les plus catholiques. Un ministre de la religion, un soldat du Christ abandonnant l'autel pour le glaive, il y avait là de quoi donner le vertige aux esprits vulgaires et les jeter dans cet éclectisme religieux et politique qui a perdu tant d'âmes, qui aurait perdu l'Italie en la donnant en proie à un socialisme sauvage qui l'eût dévorée, si Dieu n'avait suscité le bras de la France catholique pour la sauver.

Ce fut ensuite le grotesque et incapable général Durando

qui prit la parole ; il céda la chaire de vérité dans laquelle s'étaient installées l'erreur et l'iniquité à un moine de l'ordre des Conventuels, l'un des plus farouches membres des sociétés secrètes. Cet imposteur était Français ; aussi se permit-il de parler au nom de la France. Il se nommait Dumaine ; en religion, on l'appelait Stefano.

C'était un de ces modernes utopistes dont l'état mental n'est rien moins que sain. Ce raffiné démocrate offrait le type verdâtre auquel appartiennent Marat, Babœuf, Mazzini, Sterbini et le citoyen Blanqui. Il avait le teint maladif, le corps grêle, la figure cave, les yeux fiévreux et respirant la haine. Il se vanta d'abord d'être né en France, et ce fut une grande humiliation qu'il infligea à mon pays. Il compara ensuite la France à l'Italie, déclarant que celle-là étant en république celle-ci devait l'imiter. Avec une sombre franchise, il montra les conspirateurs des deux pays étroitement liés entre eux, solidaires les uns des autres, et s'entendant tous ensemble pour bouleverser l'Europe ; il salua de ses hommages les *grands hommes* qui, de chaque côté, représentaient la même opinion : Lamennais et Gioberti, Ledru-Rollin et Mazzini ; il compara aussi M. de Lamartine à Sterbini. Après quoi, il parla longtemps sur la *liberté*, sur l'*égalité* et sur la *fraternité*, et il calomnia les rois, qui l'avaient comblé de bienfaits, qui lui avaient donné du pain ! Celui-là encore était un ingrat, si ingrat que, quelque temps après, il quitta l'habit religieux pour revêtir l'uniforme des corps-francs du communisme, et que ses premiers actes de pillage furent subis par les couvents de l'ordre auquel il avait appartenu ! Sa mère, en apprenant tous les forfaits de ce républicain décidé, mourut de chagrin !...

La comédie n'était pas finie. Ce fut une scène burlesque qui fut jouée ensuite. Un démagogue, le général en chef Ferrari, monta à la tribune, d'où il eut le dialogue suivant avec quelques compères placés tout près, et chargés de représenter les vœux du *peuple souverain*. Après être entré avec eux dans

des détails ridicules sur la nourriture qui serait donnée aux *soldats de l'indépendance*, il aborda la question de la solde.

— « Nous ne voulons point d'or, » répondent les compères, dont pas un ne devait entrer en campagne ; « nous ne voulons point d'or, mais du fer et du pain !

— « Vous aurez l'un et l'autre ; le pain est le muscle de la guerre, le fer en est le nerf ; vous contenterez-vous de quinze *baiocchi* par tête et par jour ?

— « Du pain seulement et du fer ! Rien que du fer et du pain ! L'or à l'esclave, le fer à l'homme libre !...

— « Eh bien ! puisque vous êtes si bons citoyens, vous n'aurez que dix *baiocchi* par jour. »

Cette scène était digne d'une comédie. C'était risible et c'était honteux. Les amateurs du comique durent trouver cela très plaisant. Sterbini comprit ce ridicule ; il le remplaça par l'odieux. S'élançant à la tribune où Ferrari compromettait la cause et jouait déplorablement son rôle, il fit un discours véhément, tout ruisselant du socialisme le plus brutal, le plus implacable, le plus farouche. Il désigna les riches, les nobles, les prêtres et les religieux comme les ennemis des peuples ; il appela la dévastation, le pillage, tous les excès du vandalisme sur les palais et sur les couvents. Communiste et athée, ce républicain logique appelle les riches et les prêtres des *inutilités*. Il faut que tous ceux qui possèdent soient dépouillés, et que le nom de la Providence soit rayé de la langue humaine : c'est la doctrine de M. Proudhon ; ni propriétaires, ni Dieu ; c'est-à-dire ni liberté, ni récompense du travail, ni vie morale, ni espoir, ni immortalité ; les hommes sont des animaux, enfants de la matière et y retournant.

Voilà où arrive de conséquences en conséquences, les révoltés contre l'Église de Dieu !...

— « Frappons dans leur fortune ces *inutilités de l'espèce humaine!* Aux hommes du peuple, le sacrifice du sang ! aux privilégiés de la naissance, le sacrifice de la richesse ! Puisque ces

derniers, *amollis par les jouissances de la vie*, ne sauraient payer de leurs personnes, il est juste qu'ils paient de leurs trésors ! »

— « Oui ! oui ! « répétèrent les amis, ainsi que les mauvais garnements, les *partageux*, qui trouvaient cela très juste et très édifiant.

Le hideux tribun continua :

— « Le rôle que nous leur faisons est encore assez beau ! la noblesse et le clergé seront les banquiers de la guerre de l'indépendance. Vive l'Italie ! »

« Nous vaincrons ! » ajouta-t-il avec cette crânerie dont le ridicule égaie les spectateurs dans les vaudevilles.

Le père Gavazzi revint encore au *pulpito*, afin d'exciter le peuple à aller tourmenter le Saint-Père, à le forcer à bénir la guerre qu'il désapprouvait comme pape, comme prince et comme citoyen.

Avec le fiel du prêtre insoumis, enragé, censuré, Gavazzi s'écria :

— « Braves Romains ! les discours que vous avez entendus, les orateurs qui se sont succédé à cette tribune ont-ils suffisamment éclairé votre cœur ?

— « Oui ! oui !

— « Etes-vous convaincus de la nécessité de courir aux armes ?

— « Oui ! oui !

— « Vous sentez-vous la force de l'homme qui veut redevenir libre, le courage qui produit les grandes choses, la volonté qui rend invincible ?

— « Oui ! oui ! Nous sommes courageux, nous sommes invincibles !

— « Eh bien ! que le sort en soit jeté, appelons-en à Dieu et à *son représentant sur la terre, qui bientôt va vous bénir comme il a béni l'Italie !* Romains ! dès aujourd'hui vous deviendrez *Peuple-roi !* »

La foule applaudit à ces flagorneries honteuses, et le père Gavazzi s'en fut rire avec ses amis du succès de ses exercices. Il avait fidèlement suivi les instructions de Mazzini.

Le moment n'était pas encore venu de suivre le perfide et lâche conseil du prêtre renégat. Les débauches révolutionnaires de cette journée n'étaient pas finies.

Le père Gavazzi, revenu encore une fois à la tribune, feignit d'apercevoir par hasard dans la foule Ciceruacchio. Le gros homme était accompagné d'un jeune garçon portant le costume de *minente*.

— « Arrive ici... »

Et comme s'il ne le connaissait pas : — « Qui es-tu? »

— « L'ami du peuple. »

C'est le titre que prennent volontiers les agitateurs, ces cruels ennemis du peuple.

— « Quel est ton nom?

— « Angelo Brunetti, Ciceruacchio.

— « Que viens-tu faire ici?

— « M'inspirer à vos paroles.

— « Après?

— « Mon devoir.

— « Quel est ton devoir?

— « L'*extermination* du barbare et la délivrance de ma patrie.

— « Pour cela que veux-tu faire?

— « Combattre, vaincre ou mourir.

— « Tu veux donc partir aussi, toi?

— « Je veux que l'Italie redevienne libre... Je partirai!

— « Tu ne partiras pas; à chacun sa place; la tienne est ici, dans Rome; Rome que *les braves* te confient en partant, entends-tu bien?

— « Alors je resterai, » reprit l'ivrogne en pleurant.

Et embrassant le jeune homme, il le poussa vers Gavazzi, qui en fit autant.

— « Je resterai, » continua le bandit, « mais, en vous

donnant plus que moi-même. » Et, montrant l'enfant : « Recevez donc mon sang, je l'offre à ma patrie ! »

— « Le fils sera digne du père, » fit le tribun attendri, et il cria d'une voix forte : « Vive l'Italie et Ciceruacchio ! »

— « Vive l'Italie et Ciceruacchio ! » répétaient les compères et d'autres spectateurs émus de ce beau spectacle.

Gavazzi n'avait pas encore fini de parler ; il lui restait à exploiter l'impression produite par ce tableau : « — Romains ! » dit-il avec emphase et en agitant ses bras, « voyez-vous ces tables de pierre, ces fûts de colonnes brisées, ces ruines antiques, ces chapiteaux épars ? Ce sont autant de pupitres que la patrie élève devant vous pour recevoir les noms des forts et des vaillants.

« Ces noms, » poursuivit-il après cette belle image, « ces noms, inscrits dans le cœur des Italiens, seront plus durables que s'ils étaient gravés sur des pages de marbre, de bronze ou d'airain ! Maintenant, ô Romains, debout ! Sous le dôme du ciel qui nous prête les plus beaux rayons de son soleil, en présence de Dieu, qui nous voit et lit dans nos cœurs, en présence des hommes qui nous entendent, devant la croix symbolique emblème de la liberté, sur ce sol sanctifié par le sang des saints et des martyrs, jurons tous de ne rentrer dans Rome qu'après avoir *égorgé* jusqu'au dernier des barbares ! »

Pleins d'admiration pour les saints et les martyrs qu'on assassinait, mais qui ne tuaient personne, le peuple promit d'égorger tous ceux que le père Gavazzi lui désignerait dans sa charité apostolique. Les drapeaux furent agités, et la musique fit entendre *la Marseillaise ;* le peuple était avide de voir ses *sillons abreuvés de sang.*

Dans cette multitude, il y avait des cœurs vraiment patriotiques, des cœurs italiens. Si, au lieu de se laisser circonvenir par les hommes violents, ils avaient mis respectueusement leur courage à la disposition de Pie IX, s'ils avaient écouté sa voix si tendre et si sage, au lieu de se laisser entraîner par les tribuns

de l'anarchie, ce jour aurait pu être grand. Il fut petit, et prépara les plus sanglants désastres.

Après la comédie, la tragédie ; après le grotesque, l'odieux; après les discours, l'attentat. Les organisateurs de cette journée, jugeant que la foule était assez *montée*, l'entraînèrent sous les fenêtres du Quirinal pour obliger le souverain Pontife à bénir les drapeaux et ceux qui se préparaient à *égorger*.

Fidèle à sa politique, Pie IX n'accéda pas à cette insultante demande. Il y répondit par ces belles paroles ; — « Ministre d'un Dieu de paix, je ne dois pas bénir les torches qui pourraient incendier l'Europe. »

Les sociétés secrètes se sentaient fortes, elles insistèrent; des cris furieux demandant une bénédiction, que la façon dont elle était réclamée aurait seule empêché d'obtenir, furent poussés à l'envi.

Un officier de la garde suisse vint dire que le souverain Pontife était indisposé et ne pouvait paraître.

— « Puisqu'il en est ainsi, » soufflèrent les meneurs à la foule, — « demandons qu'il bénisse les drapeaux, qui, demain doivent conduire *les Braves à la victoire*.

— « Je vais faire connaître votre désir à Sa Sainteté, dit l'officier, ferme dans sa consigne, « et je reviens aussitôt vous faire part de sa réponse. »

Il reparut, en effet aussitôt, et déclara que le Saint-Père ne paraîtrait pas au balcon, mais qu'il consentait à recevoir cinq personnes. On applaudit. L'officier distingua dans la foule un sous-officier de la garde civique, dont la figure lui parut celle d'un honnête homme, et il ne se trompait pas. Ce citoyen se nommait Dominique Sopranzi.

— « Vous êtes sergent, » lui dit l'officier. « Eh bien! choisissez vous-même quatre jeunes gens; prenez un drapeau, et suivez moi. »

Il fut fait ainsi.

Les cinq jeunes gens, introduits auprès de Pie IX, se pros-

ternèrent devant lui, domptés par la fascination de son regard. Le Saint-Père fut à eux, et leur dit avec un triste sourire :

— « Eh bien! mes enfants, vous partez donc demain?

— « Oui, Très-Saint-Père.

— « Savez-vous où vous devez aller?

— « Où nos chefs nous conduiront, Très-Saint-Père.

— « C'est fort bien, mes amis, » reprit-il d'un ton plus ferme; « mais il serait mieux d'apprendre par moi-même votre destination. Sachez donc que vous partez *uniquement pour aller protéger les frontières de nos États. Gardez-vous de les franchir*, car en le faisant non-seulement vous transgresseriez mes ordres, mais vous assumeriez sur les troupes pontificales la responsabilité d'un rôle d'agression, rôle qui, dans aucun cas, ne saurait leur convenir. Allez donc, mes enfants, mais *rien qu'aux frontières*, je vous le répète, *pas au delà des frontières :* telle est ma volonté! »

Il leur recommanda ensuite la pratique des vertus du soldat, le respect de la discipline, l'obéissance, ce triomphe de l'âme sur la bête; après quoi il bénit le drapeau pontifical que lui présenta Sopranzi, et admit les délégués au baisement du pied. Ils partirent, enthousiasmés de la bonté du Saint-Père. Comme, en sortant, Sopranzi déclarait au peuple que le Pape n'avait béni la bannière qu'à la condition que les troupes ne sortiraient pas des États romains, il fut entouré par des hommes ayant leur place dans cette *vente* dont les citoyens Palmerston et Mazzini étaient les présidents. Ces misérables lui dirent :

— « Malheureux! que faites-vous? Vous allez décourager la jeunesse romaine et l'empêcher de partir!

— « Je m'acquitte de la mission que le Saint-Père m'a donnée.

— « Que comptez-vous faire du drapeau que le Pontife vient de bénir?

— « Le porter au ministre de la guerre. »

Les conjurés entourèrent Sopranzi; l'un d'eux lui enleva le

drapeau, et le porta, accompagné de quelques autres affiliés, au ministre de la guerre.

Telle fut cette journée funeste, où l'infâme le disputa au ridicule, et que toléra une police sans nerf. Cette comédie produisit une grande sensation. Pendant plusieurs jours, des jeunes gens s'enrôlèrent pour la croisade contre l'Autriche. Ceux qui ne partirent pas déposèrent des sommes d'argent dans des troncs placés à cet effet dans différents quartiers de la ville, où la révolution dominait sans opposition.

Le Saint-Père n'avait pas cédé aux perfides suggestions; il n'avait rien compromis du dépôt sacré confié à sa garde. Les journaux du mouvement, les journaux des conjurés, de ces hommes se traînant dans la boue du mystère et du mensonge, eurent pourtant l'impudence, en célébrant avec enthousiasme cette journée et en en racontant les détails avec admiration, de dire que le Saint-Père s'y était associé de tout cœur et qu'il avait béni avec joie le drapeau que devaient porter, non des bataillons disciplinés, obéissants, se contentant de surveiller les frontières, mais des bandes de corps-francs, d'*égorgeurs*, comme ils s'appelaient eux-mêmes avec le cynique orgueil du crime.

Pie IX et quelques esprits supérieurs comprirent seuls quel devait être le rôle de la papauté dans cette brûlante question de l'indépendance italienne. La politique du saint Pontife consistait à permettre la défense, à interdire formellement l'attaque. Chef spirituel et pacifique de tous les peuples, il ne pouvait les conduire au carnage les uns des autres. Il ne voulait pas quitter le crucifix pour l'épée. Il ne fut ni du *parti de l'Autriche* ni du parti des agitateurs; il fut du parti de la sagesse et de la justice; il sut résister à l'un et à l'autre de ces deux partis; de là la fausseté et en même temps la grandeur de sa position. Fidèle à cette grande politique, les menaces, les prières, les violences comme les caresses ne purent le faire broncher; il fut inflexible en fait de principes. Quand il fut

contraint de céder, il ne transigea pas; il se soumit à la force, mais en protestant.

Les différentes factions qui divisent le parti révolutionnaire, depuis les libéraux modérés jusqu'aux radicaux communistes, et qui, d'après la règle toujours observée de la fraternité démocratique, s'exécraient sincèrement, s'étaient réunies et à peu près entendues dans cette question de l'indépendance. Certains peuples de l'Italie voulaient secouer le joug de l'Autriche, certains autres aider ceux-là dans l'œuvre de la délivrance; les républicains exploitaient cet élan national au profit de leur désastreuse utopie. Ils avaient, en réalité, plus d'amour pour le pouvoir et pour l'argent de leurs compatriotes que de haine contre l'étranger.

Sous ce prétexte d'indépendance, les avocats réclamèrent aux différents gouvernements de l'Italie des Constitutions pour avoir une tribune où ils pussent faire des discours, agiter le pays, renverser les gouvernements jour par jour, se livrer à toutes les puériles niaiseries du parlementarisme bourgeois. D'autres agitateurs, plus avancés, dont, en réalité, le cœur n'était ni plus ardent ni l'esprit plus généreux, ne se contentèrent pas de demander que l'Italie ne fût possédée que par des Italiens, ils voulurent que l'Italie eût un seul gouvernement et formât un seul État. Parmi les hommes de cette opinion, les plus modérés voulaient donner la couronne d'Italie au roi du Piémont; les plus avancés voulaient la prendre pour eux-mêmes, c'est-à-dire proclamer la république. Ce furent ces rêves insensés, les tiraillements et les violenees qui en furent la conséquence, qui compromirent la cause de l'indépendance.

La Révolution ne pouvait pas chasser l'étranger; elle ne pouvait qu'exploiter le noble et respectable sentiment de la nationalité; car elle commença par faire la guerre aux rois et aux princes de l'Italie qui, cependant, avaient les premiers devancé l'impulsion réformatrice, et qui ne tardèrent pas à se jeter dans une salutaire politique de réaction. Pour se défendre,

ils durent résister et revenir sur leurs pas. L'histoire impartiale dira que ce furent eux qui donnèrent le signal des grandes choses, et que, de ce qu'il y avait de national dans les questions posées, l'indépendance du territoire italien, l'honneur leur revient tout entier. Les souverains de l'Italie auraient débarrassé ce pays de l'étranger si les révolutionnaires ne se fussent pas mêlés de cette besogne, s'ils les eussent laissés faire seuls, au nom de l'autorité. Les rois sont toujours de bons patriotes ; le patriotisme est leur essence, c'est leur force, c'est leur nature. Le Pape lui-même, quoique, comme Pontife, ayant des droits et étant obligé à des devoirs sur et envers les autres peuples, comme souverain temporel de Rome, aime la nationalité. Quand les révolutionnaires disent que Pie IX et les princes de l'Italie se sont opposés aux réformes et ont étouffé le patriotisme italien, ils disent précisément le contraire de la vérité. Ce sont les révolutionnaires qui sont la cause de tous les désastres de ce pays, ce sont eux qui ont renversé les espérances les plus légitimes. Ce sont leurs insubordinations, leurs violences, leurs crimes qui ont compromis la liberté et l'indépendance, et ont provoqué, rendu nécessaire une réaction répressive et vigoureuse.

Ils n'avaient aucune pratique des affaires politiques, et se souciaient peu des traités du droit européen. Les princes, hommes pratiques, devaient compter avec ces traités au moins autant qu'avec le sentiment de l'indépendance nationale.

Ils devaient se montrer prudents autant qu'équitables. Avant de recourir aux armes, il était sage de porter de nouveau la question devant la diplomatie européenne. Le procès aurait sans doute été gagné devant elle, ayant Pie IX pour avocat, et les princes d'Italie étant les seconds du Pontife. En supposant, au contraire, que la diplomatie eût rendu un arrêt douloureux, avant de faire la guerre, il fallait s'y préparer convenablement, se ménager des sympathies et des alliances, se créer des ressources et calculer les chances de succès. Telle était la poli-

tique du Saint-Père et des rois, patriotes d'autant plus sincères qu'ils étaient sages.

Les démocrates, avec cette étourderie et cette présomption qui font qu'ils ne doutent de rien, refusèrent de s'associer à cette politique prudente et sûre. Ces brouillons crièrent victoire avant les combats dont ils devaient fuir les périls; ils demandèrent des gouvernements constitutionnels quand ils auraient dû aider leurs princes, et non leur créer des embarras. Ils furent démagogues, ils ne furent pas patriotes.

Le Pape et ce roi Ferdinand de Naples qu'ils ont honoré de tant de calomnies, firent les efforts les plus patriotiques pour préparer une confédération italienne, avec laquelle on eût fait réfléchir la diplomatie et obtenu des résultats satisfaisants. C'était le seul moyen de donner de la force à la cause italienne, de donner à l'Italie délabrée cette unité qui permet la résistance et la rend redoutable. Ce fut un ministère démocrate qui, en Piémont, refusa l'accession des Deux-Siciles à la ligue douanière et commerciale qui avait été signée, en 1847, entre Rome, la Sardaigne et la Toscane. Cette ligue fût devenue une ligue politique; en excluant les Deux-Siciles, les révolutionnaires privèrent l'Italie de ses meilleurs soldats. Partout où les démocrates furent vainqueurs, ils dominèrent par la terreur; ceux qui se levèrent pour combattre l'étranger prirent la fuite dès les premiers engagements; quant aux paysans des contrées occupées par l'Autriche, ils la préféraient à la république et aux républicains, qui assassinaient leurs adversaires et se sauvaient devant l'ennemi.

Les révolutionnaires du Piémont avaient repoussé l'alliance du courageux roi de Naples; ceux de Venise et de la Lombardie repoussèrent également les propositions du cabinet de Vienne. Le baron Pillersdorf, chef du cabinet impérial, avait chargé le baron de Humelauer de soumettre au cabinet de Saint-James le memorandum suivant :

« La Lombardie cessera d'appartenir à l'Autriche; elle sera

libre de rester indépendante ou de s'unir à tel État de l'Italie qu'elle croirait devoir choisir. Elle se chargera d'une part proportionnelle de la dette autrichienne. L'État vénitien restera sous la souveraineté de l'empereur; il aura une administration séparée tout à fait nationale, réglée par les représentants du pays, sans l'intervention du gouvernement impérial, et représenté auprès du gouvernement central de la monarchie par un ministre qui dirigera ses relations avec ce gouvernement.

« L'administration vénitienne aura pour président un archiduc vice-roi, qui résidera à Venise, en qualité de lieutenant de l'empereur. L'État vénitien paiera ses propres dépenses, et contribuera à celles de l'empereur pour deux cent mille livres par an. Il prendra pour son compte une partie de la dette nationale. L'armée vénitienne sera entièrement nationale, mais soumise au ministre de la guerre. »

Le parti républicain rejeta dédaigneusement ces conditions, comme il avait rejeté l'appui du roi de Naples. Il était cependant d'autant plus urgent qu'elles fussent acceptées que l'Angleterre, qui avait soudoyé les révoltes, avait déclaré que, malgré ses sympathies pour les insurgés, elle ne pouvait officiellement rien pour eux et ne tirerait pas un seul coup de fusil en leur faveur. Privés du concours dédaigné du roi de Naples et de celui vainement imploré des Anglais, que devaient faire les chefs de la Jeune-Italie, s'ils eussent été réellement bons patriotes? S'empresser d'agréer les propositions de l'Autriche. Tout au contraire, ils commirent la faute de les repousser. Ces agitateurs incapables, inintelligents, s'amoindrissant à mesure que grandissaient les circonstances, firent un appel insensé à l'Italie morcelée. Ils appelèrent au secours de la nationalité les polissons sans courage et sans foi qui, en haine de la religion et de la monarchie, perdirent l'Italie, en cherchant à la républicaniser.

« — Venez tous, » s'écriait Mazzini, le fléau de son pays, « accourez tous des provinces de Comasco, de Brescia, de Ber-

game, en un mot de toute la Lombardie! Gênois, hommes du Piémont, de Parme, de Modène, de Toscane! allons, marchons au camp de l'Italie, au boulevard des Alpes; nous saurons le défendre, et, s'il le faut, le franchir! »

Ils ne surent ni l'un ni l'autre. Et, d'eux tous, un seul tint quelque temps, Garibaldi, chef de brigands, pillant, égorgeant, incendiant, dévastant tout, comme jadis les hordes barbares.

Sans les républicains, qui ne se cachaient plus pour avouer qu'ils espéraient le renversement de la papauté et des monarchies italiennes, l'Italie aurait pu se régénérer. Mais les armées que la révolution envoya devaient être toutes vaincues, parce qu'elles manquaient d'unité, de discipline, du concours héroïque et désespéré des peuples, parce que leurs chefs ne voulaient pas l'indépendance de la patrie, nous l'avons prouvé. Ils avaient d'abord essayé de se faire de la papauté et des trônes un piédestal pour arriver au pouvoir. Ils voulaient les briser ensuite au profit de la république; ce furent eux qui succombèrent, et ce fut justice. Leur cause n'était pas sainte et leurs lèvres étaient menteuses.

Ces hommes incapables et de mauvaise foi, enivrés par les extravagances de l'orgueil, firent avorter de la sorte les plans les plus certains pour la conquête de l'indépendance nationale. Ils firent des discours furibonds, des proclamations furieuses; ils assassinèrent quelques modérés, et ce fut tout. Malgré leurs intrigues et leur suffisance, ils ne purent entraîner le peuple italien; ils ne purent communiquer aux masses ce feu sacré qui fait que, dans une nation, hommes, femmes, vieillards, enfants, tout le monde se lève, soldat, prêt à combattre et à mourir pour conserver la patrie, ou, perdue, la reconquérir. Les masses ne tardèrent pas à mépriser leurs soi-disant libérateurs, à maudire leur joug sanguinaire, à regretter leurs princes et même les Autrichiens.

Le peuple ne voulait pas la révolution. La révolution n'était que le fait de bourgeois ambitieux, qui perdirent leur

pays, les uns par leurs fausses manœuvres, par leur inhabileté, les autres par leur exaltation, leurs violences.

C'est alors que les souverains, comprenant que la cause de l'indépendance était un rêve éteint, une vision envolée, pacifièrent cette agitation déplorable et qui n'avait plus de but. Ce fut la gloire de Pie IX et de Ferdinand, *il Bonbone* — comme disent les démocrates — ce fut leur gloire d'avoir maintenu les droits de l'autorité au milieu du déchaînement des passions, et sans se soucier des clameurs de l'orgueil ulcéré.

Ainsi Pie IX fut fidèle à l'Église. Il refusa de sanctifier la nouvelle guerre des paysans, l'anarchie politique et sociale. Vicaire de Jésus-Christ, il ne descendit pas au rôle de chef de hordes démagogiques, répandant le désordre et le crime dans le monde épouvanté; il ne divorça pas, comme l'eussent souhaité les agitateurs, avec les principes de l'Église; il aurait sauvé l'Italie avec le principe monarchique; les révolutionnaires la perdirent avec l'*idée républicaine*. Cela avait été prévu par les esprits sensés que la folie démocratique n'aveuglait pas.

XIII.

Au commencement du mois de mars, les troupes qui devaient *vaincre les Autrichiens*, composées de quelques soldats et d'un plus grand nombre de volontaires, furent passées en revue, au moment de partir pour Ferrare et Bologne, par Ferrari, Durando et Gavazzi. Ce dernier portait à sa ceinture le classique poignard des *bravi* italiens, et une paire de pisto-

lets de combat. C'est de cette époque qu'il se fit appeler *grand aumônier de l'armée de l'indépendance italienne,* quoiqu'aucun de ses supérieurs, ni spirituels, ni temporels ne l'eût délégué à cet effet.

Les officiers supérieurs furent reçus par le Saint-Père au Quirinal. Il leur enjoignit de nouveau de ne pas sortir de ses Etats.

Ils partirent, et lui, le saint Pontife, il fit entendre encore une fois sa grande voix; paroles de modération, de sagesse, de justice:

« Les événements que ces deux mois ont vu se succéder et s'enchaîner avec tant de rapidité ne sont pas une œuvre humaine. Malheur à qui n'entend pas la voix de Dieu dans ce vent qui agite, renverse et brise les cèdres et les roseaux! malheur à l'orgueil humain s'il attribue aux fautes ou au mérite de quelque homme que ce soit, ces merveilleuses révolutions, au lieu d'y adorer les secrets desseins de la Providence, soit qu'ils se manifestent par les voies de la justice ou par celles de la miséricorde; de cette Providence qui tient dans ses mains tous les empires de la terre!

« Et nous, à qui la parole a été donnée pour interpréter la muette éloquence des œuvres de Dieu, nous ne pouvons pas nous taire au milieu des regrets, des craintes et des espérances qui agitent les cœurs de nos enfants.

« Et d'abord, nous devons vous dire que si notre âme fut émue en apprenant de quelle manière, dans une partie de l'Italie, l'intervention de la religion sut prévenir les dangers de ces changements, et comment la charité, par ses actes, fit éclater la noblesse des cœurs, nous ne pûmes cependant ni ne pouvons ne pas être profondément affligé des insultes qu'en d'autres lieux les ministres de cette religion eurent à souffrir. Quand même, oubliant notre devoir, nous passerions ces insultes sous silence, ce silence pourrait-il les empêcher de diminuer l'efficacité de nos bénédictions?

« Nous ne pouvons nous empêcher de vous dire encore que le bon usage de la victoire est chose plus grande et plus difficile que la victoire même. Si le temps présent rappelle une époque de votre histoire, que les enfants profitent des erreurs de leurs pères : souvenez-vous que toute stabilité et toute prospérité ont pour première raison civile la concorde ! que Dieu seul est celui qui unit les habitants d'une même demeure ; que Dieu n'accorde ce bienfait qu'aux hommes d'humilité et de mansuétude, à ceux qui respectent ses lois dans la liberté de son Église, dans l'ordre, dans la société, dans la charité envers tous. Souvenez-vous que la justice seule édifie, que les passions ne savent que détruire, et que celui qui prend le nom de Roi des rois s'appelle aussi le Dominateur des peuples !

« Puissent nos prières monter devant le Seigneur et faire descendre sur vous cet esprit de prudence, de force et de sagesse dont la crainte de Dieu est le principe, afin que nos regards contemplent la paix sur toute l'Italie, que dans notre charité universelle pour le monde catholique nous ne pouvons pas appeler la plus chère, mais que Dieu, dans sa bonté, a voulu du moins placer plus près de nous. »

Admirable langage ! saintes paroles ! les peuples de l'Italie en eussent été remués jusque dans leurs entrailles s'ils n'eussent été, les uns aveuglés, les autres opprimés par les révolutionnaires. Pie IX montrait la philosophie chrétienne et les enseignements graves cachés dans les événements qui venaient de s'accomplir avec tant de rapidité ; mais ceux auxquels il s'adressait avaient le sens moral corrompu, ils ne le pouvaient comprendre ; il parlait une langue trop élevée pour eux. Il leur parlait de Dieu, et ils n'y croyaient plus, les infortunés ! Il criait malheur à l'orgueil humain, et c'était à des orgueilleux qu'il s'adressait, à des hommes qui, dans leurs prétentions rivales, dans leurs vanités, étaient impuissants à rien réaliser de grand. Il parlait de charité à des hommes sans

cœur; de la victoire à des lâches, d'avance vaincus; de stabilité à des fous turbulents; de prospérité nationale et de concorde à des républicains; d'humilité et de mansuétude aux disciples de Mazzini; d'ordre, à des êtres abandonnés à tous les débordements des passions qui détruisent, aux ennemis de la justice qui édifie. Aux calomniateurs, aux assassins des jésuites, il parlait des souffrances supportées, des insultes subies par les ministres de la religion. Il prêchait la prudence aux étourdis, la force aux esclaves du péché, la sagesse aux démocrates, la paix aux égorgeurs.

Ce fut inutile, mais il le fallait, pour la majesté de l'Église, pour sa gloire et pour celle de la papauté. Et voyez quelle fine intelligence et quelle angélique douceur dominent dans cette pièce mémorable! Comme la sévérité y est tendrement tempérée par l'amour!

La révolution a pu percer de ses poignards le cœur de ce Pontife magnanime, elle ne l'a pas changé; de même les persécutions et les outrages des juifs n'empêchèrent pas Dieu fait homme d'accomplir sa mission de rachat humanitaire.

Comme son divin Maître, Pie IX, sur son calvaire, prie pour les hommes, il prie pour la conversion des méchants, de ses tourmenteurs, de ses bourreaux!...

Voyez comme l'esprit du mal est tenace! Malgré les protestations énergiques de Pie IX, malgré ses ordres, malgré ses conseils de paix, les hommes de la Révolution continuaient à se servir de son nom comme d'un étendard de guerre. Aux paroles si éminemment sages du Saint-Père, à ses injonctions formelles de ne se livrer à aucune provocation, mais de se contenter de garder les frontières, à tous ses discours qui prouvaient combien il était ennemi de la guerre, le général Durando répondit par la proclamation suivante adressée aux troupes pontificales:

« Soldats!

« Nous avons été bénis par la main d'un grand Pontife,

comme le furent nos ancêtres combattant sur la noble terre lombarde; le saint, le juste, le bon parmi tous les hommes, a compris que, pour celui qui foule aux pieds tout droit, toute loi divine et humaine, la raison extrême des armes est la seule juste, la seule possible.

« Le moment est venu où la compassion habituelle à son cœur serait devenue une connivence coupable avec l'iniquité; car il a reconnu que l'Italie, si elle ne savait pas se défendre, était condamnée, par le gouvernement autrichien, au pillage, au viol, à la cruauté d'une milice sauvage, à l'incendie, à l'assassinat, à la ruine.

« Radetzki fait la guerre à la croix du Christ.

« Pie IX a béni vos épées réunies à celles de Charles-Albert.

« Vos épées doivent opérer l'extermination des ennemis de Dieu et de l'Italie, et de ceux qui ont outragé Pie IX et profané les églises de Mantoue et assassiné nos frères lombards. Cette guerre de la civilisation contre la barbarie n'est point une guerre nationale, c'est une guerre chrétienne.

« Soldats !

« Il convient dès lors et j'ai ordonné que tous nous portassions sur la poitrine la croix du Christ. Tous ceux qui appartiennent à l'armée d'opération la porteront sur le cœur, comme je le fais moi-même.

« Avec la croix et par elle, nous serons victorieux ainsi que le furent nos pères! Que notre cri de guerre soit : *Dieu le veut!* »

Cette proclamation impie et mensongère, digne des clubs, et qui rappelait l'éloquence épicée du moine-tribun Gavazzi, aurait pu égarer l'opinion publique sur les véritables sentiments de Pie IX; aussi s'empressa-t-il de protester par quelques lignes, qui parurent dans la *Gazette de Rome*, le

10 avril : « Un ordre du jour de Bologne, en date du 5 avril, adressé aux troupes, exprime des idées et des sentiments qu'il attribue au cœur et aux lèvres du souverain Pontife. Quand le Pape fait des déclarations et manifeste des sentiments, il le fait *lui-même,* sans jamais recourir à la bouche d'un subalterne. »

Malgré cela, les révolutionnaires continuèrent à se servir du nom de Pie IX, dont ils méconnaissaient l'autorité et dénaturaient les sentiments, les actes et les paroles. Ils persistèrent à le considérer comme l'inspirateur suprême de la guerre, bien qu'il eût formellement désapprouvé toute violence. Les publicistes, les clubistes, les écrivains et les orateurs de la révolution présentaient le Saint-Père comme opprimé par les *réactionnaires,* par les cardinaux, par les jésuites, par le *parti clérical*, mais au fond, comme sympathique à ces agitations. Ils lui créaient ainsi une situation périlleuse. Ils eurent même l'audace de lui envoyer, le 27 avril, quelques jours après sa protestation contre l'ordre du jour de Durando, une insolente députation pour le sommer de rappeler le nonce à Vienne. C'était lui demander une déclaration de guerre à l'Autriche ; il refusa intrépidement.

Furieux, les conjurés se répandirent dans les rues et y commirent d'exécrables excès. Ils criaient : « *Vive le socialisme ! A bas les riches ! Vive l'organisation du travail !* Du travail ! Du pain ! » La plupart de ces brigands étaient ivres et armés. Ciceruacchio, leur digne chef, les conduisit chez plusieurs banquiers et personnages opulents, où ils demandèrent de l'argent le pistolet au poing et le poignard à la main. Ils mirent ainsi à contribution, entre autres, le prince Torlonia, le banquier Valentini, monseigneur Morichini, etc... Le communisme ne se prêchait plus, il se pratiquait au grand jour. Le crédit était mort, la confiance perdue ; on douta même, grâce aux bruits répandus par les anarchistes, de la solvabilité de la banque de Rome ; il fallut décréter le cours forcé de ses billets.

Ainsi procédaient le socialisme et la démocratie, — ces religions de fripons et des athées. Si bien que les honnêtes gens, justement effrayés, même ceux-là qui avaient d'abord adoré la cause de l'indépendance, voyant quels larrons la servaient et de quels forfaits elle était le prétexte, faisaient des vœux pour le succès des armes du feld-maréchal Radetzki : ils prévoyaient que si le roi Charles-Albert était vainqueur, il serait débordé par la révolution, comme l'avait été Pie IX, et que la défaite des troupes autrichiennes serait le signal d'une *Jacquerie* en Italie, de l'avènement de la république, c'est-à-dire de l'athéisme, du matérialisme, des égorgements, du pillage général.

Pie IX prévoyait, lui aussi, ces malheurs dans sa haute sagesse. Ne pouvant agir autrement que par la parole, il essaya encore une fois de ramener les peuples égarés. Il le fit dans le plus magnifique langage, comme on va le voir. Cet acte ne fut pas l'une des moindres pierres du piédestal que son génie et ses vertus ont élevé à sa gloire, immortelle comme l'Église de Dieu.

De même que les protestants de la Grande-Bretagne encourageaient de leur indigne complicité les efforts tentés par les révolutionnaires contre la papauté, de même ceux de l'Allemagne intriguaient contre elle. S'emparant des discours des anarchistes, ils s'efforçaient, après eux, de dénaturer le caractère du souverain Pontife, de le représenter comme un chef de révolutions politiques, infidèle aux traditions du Saint-Siége apostolique. Ils espéraient, en dénonçant un prétendu schisme dans l'Église, rompre l'unité de cette enclume qui a brisé et brisera toujours les marteaux de ses ennemis.

Inutile mauvaise foi ! mensonges bas et sans portée, dont la honte retomba de tout le poids de leur iniquité sur les révoltés de toutes sortes qui les formulèrent ! Ces schismatiques désunis, faibles, tombés en décadence, ne purent détacher les âmes de la vérité éternelle, de la seule et sainte Eglise

de Dieu. Ils avaient compté sur le scandale, ils furent trompés dans leurs abominables desseins.

Pie IX répondit à ces lâches menées par l'Encyclique suivante, qu'il prononça le 29 avril, dans un consistoire, et qui restera comme les paroles les plus magnifiques et les plus vénérables entre les plus saintes :

« Plus d'une fois, vénérables frères, nous nous sommes élevé au milieu de vous contre l'audace de quelques hommes qui n'ont pas eu honte de faire à nous et au Saint-Siége apostolique, l'injure de dire que nous nous sommes écarté non-seulement des très-saintes institutions de nos prédécesseurs, mais encore (blasphème horrible!) de plus d'un point capital de l'Église. Aujourd'hui encore, il se trouve des gens qui parlent de nous, comme si nous étions le principal auteur des commotions publiques qui, dans ces derniers temps, ont troublé plusieurs pays de l'Europe et particulièrement l'Italie. Nous apprenons en particulier des contrées allemandes de l'Europe, que l'on y répand le bruit, parmi les peuples, que le Pontife romain, soit par des émissaires, soit par d'autres machinations, a excité les nations italiennes à provoquer de nouvelles révolutions politiques. Nous avons appris aussi que quelques ennemis de la religion catholique en ont pris occasion de soulever des sentiments de vengeance dans les populations allemandes pour les détacher de l'unité de ce siége apostolique.

« Certes nous n'avons aucun doute que les peuples de l'Allemagne catholique et ces vénérables pasteurs qui les conduisent repousseront bien loin avec horreur ces cruelles excitations. Toutefois, nous croyons qu'il est de notre devoir de prévenir le scandale que des hommes inconsidérés et trop simples pourraient en recevoir, et de repousser la calomnie qui n'atteint pas seulement notre humble personne, mais dont l'outrage remonte jusqu'au suprême apostolat dont nous sommes investi, et retombe sur ce siége apostolique. Nos détracteurs

ne pouvant produire aucune preuve des machinations qu'ils nous imputent, s'efforcent de répandre des soupçons sur les actes de l'administration temporelle de nos Etats. C'est pour leur enlever jusqu'à ce prétexte de calomnie contre nous que nous voulons aujourd'hui exposer, clairement et hautement devant vous, l'origine et l'ensemble de tous ces faits.

« Vous n'ignorez pas, vénérables frères, que déjà, vers la fin du règne de Pie VII, notre prédécesseur, les principaux souverains de l'Europe insinuèrent au siége apostolique le conseil d'adopter, pour le gouvernement des affaires civiles, un mode d'administration plus facile et conforme au désir des laïques. Plus tard, en 1831, les conseils et les vœux de ces souverains furent plus solennellement exprimés dans le célèbre Memorandum que les empereurs d'Autriche et de Russie, le roi des Français, la reine de la Grande-Bretagne et le roi de Prusse crurent devoir envoyer à Rome par leurs ambassadeurs. Dans cet écrit, il fut question, entre autres choses, de la convocation, à Rome, d'une Consulte d'État formée par le concours de l'État pontifical tout entier, d'une nouvelle et large organisation des municipalités, de l'établissement des conseils provinciaux, d'autres institutions également favorables à la prospérité commune, de l'admission des laïques à toutes les fonctions de l'administration publique et de l'ordre judiciaire. Ces deux derniers points étaient présentés comme des principes *vitaux* de gouvernement. D'autres Notes des mêmes ambassadeurs faisaient mention d'un plus ample pardon à accorder à tous ou à presque tous les sujets pontificaux qui avaient trahi la foi due à leur souverain.

« Personne n'ignore que quelques-unes de ces réformes furent accomplies par le pape Grégoire XVI, notre prédécesseur, et que quelques autres furent promises dans des Edits rendus cette même année 1831, par son ordre. Cependant ces bienfaits de notre prédécesseurs ne semblèrent pas satisfaire pleinement aux vœux des souverains ni suffire à l'affermissement

du bien-être et de la tranquillité dans toute l'étendue des États temporels du Saint-Siége.

« C'est pourquoi, dès le premier jour où, par un jugement impénétrable de Dieu, nous fûmes élevé à sa place, sans y être excité ni par les exhortations ni par les conseils de personne, mais pressé par notre ardent amour du peuple soumis à la domination temporelle de l'Église, nous accordâmes un plus large pardon à ceux qui s'étaient écartés de la fidélité due au souverain, au gouvernement pontifical, et nous nous hâtames de donner quelques institutions qui nous avaient paru devoir être favorables à la prospérité de ce même peuple. Tous ces actes, qui ont marqué les premiers jours de notre pontificat, sont pleinement conformes à ceux que les souverains de l'Europe avaient surtout désirés.

« Lorsque, avec l'aide de Dieu, nos pensées eurent reçu leur exécution, nos sujets et les peuples voisins ont paru si remplis de joie et nous ont entouré de tant de témoignages de reconnaissance et de respect, que nous avons dû nous efforcer de contenir dans de justes bornes les acclamations populaires de cette ville sainte, les applaudissements et les réunions trop enthousiastes de la population.

« Elles sont encore connues de tous, vénérables frères, les paroles de notre allocution dans le consistoire du 4 octobre de l'année dernière, par lesquelles nous avons recommandé aux souverains une paternelle bienveillance et des sentiments plus affectueux envers leurs sujets, en même temps que nous exhortions de nouveau les peuples à la fidélité et à l'obéissance envers les princes. Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous, par nos avertissements et nos exhortations, pour que tous, fermement attachés à la doctrine catholique, fidèles observateurs des lois de Dieu et de l'Église, ils s'appliquassent au maintien de la concorde mutuelle, de la tranquillité et de la charité pour tous.

« Plût à Dieu que ce résultat désiré eût répondu à nos pa-

ternelles paroles et à nos exhortations! Mais on connaît les commotions politiques des peuples italiens dont nous venons de parler; on sait les autres événements qui s'étaient déjà accomplis ou qui ont eu lieu depuis, soit en Italie, soit hors de ses limites. Si quelqu'un veut prétendre que ces événements sont en quelque sorte sortis des mesures que notre bienveillance et notre affection nous ont suggérées au commencement de notre pontificat, celui-là, certes, ne pourra en aucune façon nous les imputer à crime, attendu que nous n'avons fait que ce qui avait été jugé par nous, comme par les princes sus-nommés, utile à la prospérité de nos sujets temporels. Quant à ceux qui, dans nos propres États, ont abusé de nos bienfaits, nous leur pardonnons, à l'exemple du divin prince des pasteurs, de toute notre âme, et nous les rappelons avec amour à de plus saintes pensées, et nous supplions ardemment Dieu, père des miséricordes, de détourner avec clémence de leurs têtes les châtiments qui sont réservés aux ingrats.

« Les peuples d'Allemagne que nous avons désignés ne sauraient nous accuser, si réellement il ne nous a pas été possible de retenir l'ardeur de ceux de nos sujets qui ont applaudi aux événements accomplis contre eux dans la Haute-Italie, et qui, enflammés d'un égal amour pour leur nationalité, sont allés défendre une cause commune à tous les peuples italiens. En effet, plusieurs autres princes de l'Europe, soutenus par des forces militaires bien plus considérables que les nôtres, n'ont pas pu eux-mêmes résister aux révolutions qui, dans le même temps, ont soulevé les peuples. Et, néanmoins, dans cet état de choses, nous n'avons pas donné d'autres ordres aux soldats envoyés aux frontières que de défendre l'intégrité et l'inviolabilité du territoire pontifical.

« Aujourd'hui, toutefois, comme plusieurs demandent que, réunis aux peuples et aux autres princes de l'Italie, nous déclarions la guerre à l'Autriche, nous avons cru qu'il était de

notre devoir de protester formellement et hautement dans cette solennelle assemblée contre une telle résolution contraire à nos pensées, attendu que, malgré notre indignité, nous tenons sur la terre la place de Celui qui est l'auteur de la paix, l'ami de la charité, et que, fidèle aux divines obligations de notre suprême apostolat, nous embrassons tous les pays, tous les peuples, toutes les nations dans un égal sentiment de paternel amour. Que si, parmi nos sujets, il en est que l'exemple des autres Italiens entraîne, par quel moyen veut-on que nous puissions enchaîner leur ardeur ?

« Mais ici, nous ne pouvons nous empêcher de repousser à la face de toutes les nations les perfides assertions publiées dans les journaux et dans divers écrits, par ceux qui voudraient que le Pontife romain présidât à la constitution d'une nouvelle république formée de tous les peuples de l'Italie. Bien plus, à cette occasion, nous avertissons et nous exhortons vivement ces mêmes peuples italiens, par l'amour que nous avons pour eux, à se tenir soigneusement en garde contre ces conseils perfides et si funestes à l'Italie. Nous les supplions de s'attacher fortement à leurs princes, dont ils ont éprouvé l'affection, et de ne jamais se laisser détourner de l'obéissance qu'ils leur doivent. Agir autrement, ce serait non-seulement manquer au devoir, mais exposer l'Italie au danger d'être déchirée par des discordes chaque jour plus vives et par des factions intestines.

« Pour ce qui nous concerne, nous déclarons encore une fois que toutes les pensées, tous les soins, tous les efforts du Pontife romain ne tendent qu'à étendre chaque jour davantage le royaume de Jésus-Christ, qui est l'Église, et non à reculer les limites de la souveraineté temporelle dont la divine Providence a doté le Saint-Siége pour la dignité et le libre exercice du suprême apostolat. Ils tombent donc dans une grande erreur ceux qui pensent que l'ambition d'une plus vaste étendue de puissance peut séduire notre cœur et nous précipiter

au milieu du tumulte des armes. Oh ! assurément, ce serait une chose infiniment douce à notre cœur paternel s'il était donné à notre intervention, à nos soins et à nos efforts d'éteindre le feu des discordes, de rapprocher les esprits que divise la guerre, et de rétablir la paix entre les combattants !

« En même temps que nous avons appris avec une grande consolation qu'en plusieurs pays de l'Italie et hors de l'Italie, les fidèles, nos fils, n'ont pas oublié au milieu de ces révolutions le respect qu'ils devaient aux choses saintes et à leurs ministres, notre âme a été vivement affligée de savoir que ce respect n'a pas été également observé partout. Nous ne pouvons nous empêcher de déplorer ici devant vous cette habitude funeste qui se propage, surtout de nos jours, de publier toutes sortes de libelles pernicieux dans lesquels on fait une guerre acharnée à la sainteté de notre religion et à la pureté des mœurs, ou qui excitent aux troubles et aux discordes civiles, prêchent la spoliation des biens de l'Église, attaquent ses droits les plus sacrés ou déchirent par de fausses accusations le nom de tout honnête homme....

« Voilà, vénérables frères, ce que nous avons cru devoir vous communiquer aujourd'hui. Il ne nous reste maintenant qu'à offrir ensemble, dans l'humilité de notre cœur, de continuelles et de ferventes prières au Dieu puissant et bon, pour qu'il daigne défendre sa sainte Église contre toute adversité, nous regarder avec miséricorde du haut de Sion et nous protéger, ramener enfin tous les princes et tous les peuples aux sentiments si désirés de paix et de concorde. »

Ces lignes sont tout ce que la grandeur morale et la grandeur civile peuvent inspirer de plus élevé. Comme elles répondent à ces ennemis de la foi dont l'anarchie a excité la joie, ainsi qu'aux fauteurs de cette anarchie ! Les ennemis de la papauté peuvent abuser encore quelques âmes ignorantes, quelques esprits faibles, mais ils sont impuissants contre les faits, contre les protestations, contre les explications si clai-

res, si nettes, de Pie IX ; ils ne peuvent rien contre le témoignage de l'histoire. C'est là le rôle éternel de la papauté, de cette souveraineté spirituelle qui domine les peuples et les rois. Elle reste constamment inflexible dans sa justice, comme patiente dans sa charité et dans son espérance; elle lutte héroïquement contre le mal, n'importe d'où il vienne. On la trouve toujours impitoyable envers l'erreur; servile à l'égard de la force, jamais. Pour le triomphe de la vérité sainte, une, elle brave le courroux de ceux-ci, les menaces de ceux-là, les violences de tous.

Pie IX sait que, en parlant le langage de la saine raison, de la raison éclairée par les splendeurs du Christianisme, en protestant contre ceux qui l'accusent d'être le promoteur de ces agitations qu'il déplore, il sait qu'il va les déchaîner contre lui, contre l'Église, et il n'hésite pas. Il ne daigne pas s'abaisser à calculer les résultats mondains du devoir, il l'accomplit et espère en Dieu pour le reste.

Comme sa défense est une attaque incisive et vigoureuse contre ses lâches ennemis! Comme, sans l'avoir cherché, il se trouve ainsi vengé! Vengeance sans remords s'il en fut. Qu'a-t-il fait? A-t-il incliné la balance de la justice exclusivement du côté des rois, du côté de l'autorité, ou exclusivement du côté des peuples, du côté de la liberté? Non! Il a cherché à concilier ces deux principes qui, isolément, s'appellent despotisme et licence. *Aux souverains, il a recommandé une paternelle bienveillance et des sentiments plus affectueux envers leurs sujets;— aux peuples, il a prêché la fidélité et l'obéissance envers les princes.* Il les a exhortés, les uns et les autres, à la *concorde* mutuelle, à la *tranquillité, et à la charité pour tous.*

Il pardonne encore, le magnanime et saint Pontife, il pardonne de toute son âme, à l'exemple de son divin Maître, aux ingrats que ses bienfaits ont enfantés, et il prie Dieu pour que sa miséricorde s'abaisse sur leurs têtes coupables.

Il aime la nationalité italienne, mais il ne veut pas servir

d'instrument aux révolutionnaires qui demandent à l'Église, non pas de consoler les malheureux, de secourir ceux qui souffrent, de soulager la misère de leurs corps et celle de leurs âmes, non pas de les soutenir dans leurs lassitudes et de panser leurs plaies, comme c'est sa mission, toujours si bien remplie, mais de pactiser avec la démocratie.

Il aime la nationalité italienne, mais il ne conduira pas les masses à l'assaut des suprématies sociales ; il ne déclarera pas la guerre à l'Autriche ; il se contente de laisser partir des troupes pour défendre seulement, et rien de plus, *l'intégrité et l'inviolabilité du territoire pontifical.*

Il repousse ensuite vaillamment *l'idée républicaine,* ce monstre vomi par l'Enfer, auquel il a emprunté toutes ses fureurs, tous ses vices, tous ses crimes !

Comme cela est consolant ! comme nous y puisons des forces pour les combats contre la démocratie, ce fléau dont les fils de Satan ont essayé d'imposer la honte à l'Europe !

Bien consolante aussi est l'attitude de l'univers catholique dans les souffrances de l'Eglise : les fidèles se groupent autour du chef des pasteurs avec amour et dévouement, et quand il faut aller arracher le trône et la chaire de Pierre, souillés l'un et l'autre par les barbares modernes, l'Europe catholique se lève frémissante, et les nations fidèles envoient leurs armées dompter et chasser les sauvages de la civilisation !...

XIV.

La courageuse allocution de Pie IX, qui renversait tout l'échafaudage de turpitudes et de mensonges élevé par la faction ré-

publicaine, ne désarma pas ce parti. Il ne fut ni ému de voir ses iniquités dévoilées, ni attendri par les accents paternels de cette voix sainte. Il regarda cet acte si parfaitement juste et chrétien, comme un défi lancé à son audace. Loin d'être touché de repentir, sa fureur s'en accrut. Puisqu'il n'était plus possible de tromper l'univers, en prêtant au Saint-Père un rôle qui n'était pas le sien et qu'il désavouait, on résolut de le combattre effrontément. Les républicains accusèrent Pie IX d'avoir, par son encyclique, cherché à décourager les volontaires de l'indépendance et ne reculèrent pas devant les épithètes de *traître* et de *parjure*. Ils propagèrent l'idée d'un gouvernement provisoire. Leurs émissaires déployaient une activité extrême pour désaffectionner la population et la préparer à l'émeute.

Les ministres avaient donné leur démission, puis l'avaient reprise, pour la donner de nouveau. Les chefs des clubs et des sociétés secrètes se réunirent au *Cercle des négociants,* au palais Théodoli, afin de s'occuper de la formation d'un ministère dit *libéral,* qu'ils se proposaient d'imposer au souverain Pontife. Le comte Mamiani prépare le programme du nouveau ministère qu'il aspire à diriger et qui, d'après la déclaration qu'il fait au peuple, du haut du balcon du palais Théodoli, exigera du Saint-Père, en attendant qu'on le renverse : 1° l'exclusion de tout prêtre des fonctions publiques ; 2° la réfutation et la fameuse encyclique ; 3° la déclaration de guerre à l'Autriche ; 4° la publication quotidienne d'un bulletin officiel de la guerre de l'indépendance; 5° des avantages considérables assurés et garantis par l'Etat à tous ceux qui s'enrôleront dans l'armée destinée « *à chasser les barbares de l'Italie.* »

L'homme qui faisait sans y être contraint ce métier de sang, cette fonction de traître, le comte Mamiani, était poussé par une dévorante ambition, par l'amour de cette courtisane méprisable qu'on appelle la popularité. Seul de tous les conspirateurs qui avaient bénéficié de l'amnistie donnée par Pie IX, il n'avait pas pris l'engagement exigé. Ce triste personnage

était de ces *libéraux* furieux, dont la philosophie éclectique fait des athées, et que leur indomptable soif de pouvoir porte à tout sacrifier pour y parvenir, tout : leur repos et celui de leurs familles, leur honneur et leur salut. Poète romantique et prosateur sans principes, orateur amoureux de la forme, il dépensait un incontestable talent au service de la plus exécrable cause.

Froid, dur, insensible aux choses du cœur, il affectait des allures doucereuses. Il caressait la populace en la méprisant; en lui parlant d'égalité, il ne cherchait qu'à la dominer. En restant strictement dans le vrai sur le compte de cet homme, nous aurons toujours l'air d'exagérer ses fautes, car il est des coupables envers lesquels l'énonciation de la simple vérité a toutes les apparences de la calomnie. De tous temps, cet indigne citoyen, ennemi de la religion, avait fait à la vérité, à l'histoire, au sens commun, une guerre déloyale et acharnée. Il se prétendait homme supérieur, et pensait que ceux-là qui avaient le plus d'esprit avaient droit à la dictature. Il avait soutenu cette thèse avec la passion de l'intérêt personnel. Il s'était surtout appliqué, lui, l'*homme de la lumière moderne,* à flétrir *les ténèbres de l'ignorance cléricale.* Il s'était distingué par son fier mépris pour les *préjugés* de la religion et de la vertu, que l'émeute, préparée par les gens d'esprit, ses pareils, devait renverser infailliblement, disaient-ils. Selon ce philosophe profond, le dogme du Catholicisme avait besoin d'être restauré par les êtres forts, les initiateurs de l'avenir, qui ne vont pas à la messe, regardent la confession comme une honte puérile, comme un joug odieux, et déclament contre l'obscurantisme des prêtres en général et des jésuites en particulier.

O mon Dieu! c'est pour l'élévation de pareils sophistes, c'est pour que les ministères soient livrés aux disputes de ces gens d'esprit, c'est pour qu'ils fassent et défassent des Constitutions non moins démocratiques qu'absurdes, c'est pour que les rêves de ces ambitieux se réalisent, que tant de flots de

sang ont été versés depuis 1789, sans compter les millions gaspillés !... Le passage de ces hommes de parole et de plume au pouvoir est marqué dans les désastres des peuples.

Comme quelques-uns des chefs de cette école révolutionnaire, le comte Mamiani ne manquait pas de talent ; mais qu'importe ! Parmi les plus grands fléaux de l'humanité, il y eut même des hommes de génie. Nous n'avons jamais dit que Voltaire et Rousseau fussent des imbéciles ; nous avons dit et prouvé que ce furent des scélérats. Le talent est bien peu de chose quand on s'en sert pour le mal. Il n'a de valeur qu'autant qu'il est noblement employé, qu'autant qu'il se consacre à la défense de la vérité. Une belle arme devient infâme entre les mains d'un assassin. Méprisons donc de toutes nos forces le talent qui abuse de lui-même et fait œuvre d'infamie, qui répand dans les consciences, perfidement surprises, ces théories abominables, subversives, folles, sottes, vides, que la magnificence de la forme ne peut sauver du dédain des honnêtes gens et de l'oubli de la postérité.

Donc, les révolutionnaires, ceux qui aspiraient à dépeupler l'Italie et à la couvrir d'un linceul funèbre, s'insurgèrent contre Pie IX, parce qu'il avait dévoilé leurs menées à l'Europe. Le bon pasteur n'avait pas voulu laisser tondre ses brebis par d'avides spéculateurs, qui enfonçaient les ciseaux jusque sous la chair pour avoir la laine et le sang du troupeau. On l'appelait traître ; on osait dire qu'il n'était plus dans les voies de Dieu. Le Christ aussi fut condamné comme traître, impie, blasphémateur. Il est noble de souffrir comme lui et pour sa doctrine, pour le triomphe de la vérité, et la vie est belle quand elle a un si noble but !...

La révolution n'en était plus aux paroles mielleuses, aux hypocrites démonstrations, aux flatteries empoisonnées, mais aux déclarations de guerre ouverte, à l'excitation des malfaiteurs stipendiés, des gens sans feu ni lieu, des bêtes immondes et repoussantes, des filous, repris de justice, vivant de ra-

pines, d'escroqueries et d'assassinats payés. Tels furent les auxiliaires des conjurés, tels furent les soldats de l'émeute. A leur tête marchait, comme toujours, Ciceruacchio, celui auquel l'ancien *Révérend Père* Gavazzi avait confié la garde de Rome. Dominé par une rage dévoratrice, ce monstre immonde, dont la vue seule inspirait la terreur et le dégoût, s'empara des postes, en compagnie de la garde civique. Il fit occuper le palais des cardinaux : Monseigneur Della Genga fut gardé à vue dans le sien. Le prince Rospigliosi, général en chef de la garde nationale, ayant cherché à rétablir l'ordre et à délivrer le cardinal Bernetti, prisonnier de l'insurrection, fut insulté par les officiers même qui lui devaient obéissance; et comme il insistait courageusement pour faire son devoir et rappeler ses soldats au leur selon les instructions que lui avait données le souverain Pontife, il fut menacé de mort par les lâches bourgeois qu'il commandait. Il donna sa démission. La ville était plongée dans la stupeur et l'anarchie : les prêtres étaient outragés dans les rues, et la vile multitude, soudoyée par les sociétés secrètes, insultait et maltraitait tous ceux qui ne portaient pas des guenilles. En république, la propreté, comme le talent et la vertu, c'est de l'*aristocratie*.

Comme les chefs de la révolution délibéraient au palais Théodoli, en compagnie d'un intrigant envoyé par les sociétés secrètes de France, nommé Fiorentino, Italien par la naissance, mais fixé à Paris depuis longtemps, Ciceruacchio parut avec ses lieutenants, dont l'ivresse n'avait pas encore assouvi les brutales passions, et fut salué comme un frère par ces bourgeois impudiques.

— « Mort aux barbares! » s'écria-t-il, « et vive la Constitution! »

Ciceruacchio, c'était Hébert; Mamiani, c'était Robespierre. Mamiani haïssait fraternellement, démocratiquement Ciceruacchio; il craignait que, par sa violence, il n'enlevât à son détriment les suffrages de la foule impure; ce qui n'eût pas

fait son compte, puisqu'il voulait être ministre, et, comme tel, opprimer, outrager, torturer Pie IX. Il prit donc vis-à-vis du chacal de la rue une attitude modérée : il lui recommanda la prudence, s'il ne voulait changer le triomphe probable en défaite certaine.

— « Ami, » lui dit-il, » notre cause est gagnée ; ne la compromettons pas aux yeux de l'Europe qui nous contemple ; en révolution, les sacrifices de sang finissent toujours par se tourner contre les sacrificateurs; il est rare alors que les bourreaux ne deviennent pas à leur tour les victimes. Les excès produisent toujours la réaction. »

Ces paroles ne calmèrent pas le tigre ; il avait soif de sang. Il avait dit, le matin même à ses amis : — « Aujourd'hui, frères, *nous mangerons des prêtres* ! »

— « Par le Christ ! » s'écria-t-il, car il jurait indifféremment par les choses saintes et par les choses réprouvées ; « par le Christ ! il n'y a qu'un moyen de sauver la révolution, et *de délivrer Pie IX* des ennemis qui le perdent en ruinant la cause sacrée du peuple : les prêtres se sont mis en travers de la liberté, *il faut les massacrer* pour que la liberté passe.

— « Est-ce votre opinion? » fit Mamiani avec un geste de feinte horreur.

— « Oui, c'est mon opinion.

— « Et qui tuera les prêtres?

— « Moi-même, si la patrie l'ordonne !

— « Vous-même ! vous pensez donc pouvoir les tuer *tous !*

— « Tous, non ; ce serait impossible.

— « Vous voyez donc bien que vous commettriez des assassinats *inutiles !* » fit Mamiani avec un regard sournois.

Du moment où l'on ne pouvait les tuer *tous,* le tribun Mamiani jugeait que ces assassinats seraient inutiles à la révolution, et dès lors il penchait pour l'abstention. Il parvint à calmer un peu Ciceruacchio en lui démontrant, non pas l'horreur du crime, mais son impossibilité et son inutilité.

Ciceruacchio passa rapidement d'une sensation à une autre, comme c'est le fait de ceux qui ont dans l'âme beaucoup de violence et peu de profondeur.

Des menaces de mort n'en furent pas moins proférées dans cette réunion par les membres des sociétés secrètes, par ceux des clubs et du *Cercle populaire,* tous armés et disposés au carnage. Cette assemblée de mutins était présidée par le professeur Orioli, assisté de Mamiani et de Sterbini, ayant pour état-major celui de la garde civique et ses principaux officiers. L'anarchiste Fiorentino prit la parole ; après quoi, les chefs du mouvement étant tombés d'accord, cet homme fut désigné, ainsi que Sterbini, Mamiani et le duc de Rignano, pour aller en députation auprès des ministres, afin de leur signifier l'*ultimatum du peuple,* c'est-à-dire les conditions qu'une minorité factieuse, parmi laquelle nombre d'étrangers, osait imposer au pouvoir, et qui consistaient en ceci : 1° Sécuralisation du ministère ; 2° disgrâce du cardinal Antonelli ; 3° renvoi de l'ambassadeur d'Autriche ; 4° déclaration de guerre insérée dans la *Gazette officielle.*

Les délégués de l'émeute reçurent des ministres une réponse qui ne les satisfit que médiocrement. Ils demandaient deux jours pour essayer d'amener le souverain à certaines transactions ; ce terme expiré, ils donneraient de nouveau leur démission et se retireraient définitivement. En attendant, il fut convenu que les lignes suivantes seraient publiées dans la *Gazette officielle* pour calmer les plus impatients :

« Le ministère avec son président, unanime, aujourd'hui comme par le passé, sur toutes les questions, s'occupe en ce moment, avec un cœur italien, de prendre toutes les mesures que dans sa conscience il croit *nécessaires ou utiles* au bien de l'État et au triomphe de la cause italienne. »

On avait mis jusqu'au soir pour discuter et rédiger cette note ridicule. Elle ne plut pas à quelques agitateurs résolus, à ceux auxquels on avait promis qu'ils mangeraient des pré-

tres. Sterbini et Fiorentino prirent de nouveau la parole pour démontrer à la foule que, *pour le moment*, c'était ce qu'on pouvait obtenir de mieux, et que, demander davantage à cette heure, c'était risquer de perdre les fruits des succès obtenus déjà et tomber dans une anarchie qui provoquerait sans doute l'intervention étrangère. Comme quelques motions furibondes étaient encore exhalées par la populace, on pria Cicerucchio lui-même de faire cesser ces sauvages clameurs; mais l'*ami du peuple* savait mieux manier un poignard que la parole : il refusa.

— « Impossible, mon cher, » dit-il à Fiorentino; « lorsqu'il s'agira de débarrasser *le pauvre Saint-Père* des fripons qui l'entourent, à la bonne heure, je serai votre homme! Mais aujourd'hui, je ne saurais faire un discours aussi bien que vous. »

Il consentit néanmoins, après s'être encore fait prier, à engager le *peuple souverain* à la patience. Il le fit dans ces termes grotesques : « Mes amis! pour brûler une paillasse, il suffit d'une allumette; mais il paraît qu'il faut trois jours pour renverser un gouvernement. Attendons! »

Comme on lui promettait que le gouvernement serait renversé, la plèbe consentit à attendre trois jours.

Rome demeura plongée dans la plus affreuse anarchie. Des bandes de furieux avinés et féroces, n'ayant plus de l'homme que le nom, la parcouraient en tous sens, salués par les bravos de la garde nationale; ils faisaient entendre d'horribles menaces contre les prêtres, contre les riches; ils brandissaient des poignards, et il y eut des points où ils rançonnèrent les passants, le pistolet sur la gorge. Ils avaient remplacé, ainsi que les traîtres et les peureux de la garde civique, les couleurs jaune et blanche et la médaille de Pie IX, par les couleurs verte, blanche et rouge de Mazzini.

Pendant ce temps, les presses républicaines gémissaient, afin d'entretenir l'effervescence par d'implacables publications,

distribuées gratis dans les lieux publics et jusqu'aux portes de la maison de Dieu. Dans un de ces pamphlets, Angelo Fiorentino disait, en forme de conclusion : « Puisque Pie IX ne peut pas sauver les Italiens, les Italiens doivent se sauver sans lui ! »

Un autre, un avocat nommé Petrocchi, cherchait, afin de tromper les catholiques demeurés fidèles, à prouver que la déclaration de guerre que la révolution essayait d'arracher à Pie IX, n'était point incompatible avec son caractère de chef suprême de l'Église. D'autres attaquaient directement le Saint-Père, et l'accusaient d'abandonner l'Italie.

Chacun parlait et écrivait dans le même sens ; les bruits les plus alarmants, toujours crus et propagés, quoique souvent contradictoires, circulaient parmi le peuple : Pie IX s'apprêtait à fuir, etc... L'ordre fut donné, par le ministre de la guerre, par les officiers de la garde nationale, par les meneurs des cercles, des clubs et des sociétés secrètes, — car tout le monde commandait, — d'empêcher par la force le Saint-Père de sortir du Quirinal. Ainsi agissaient ceux qui déclaraient vouloir débarrasser *le pauvre Saint-Père des fripons qui l'entouraient!*...

Quant à lui, il demeurait calme au sein de ces orages, qu'il déplorait pour son peuple, non pour lui-même. Il était sans colère contre les agents de ces crimes ; il était rempli de pitié pour eux. Son esprit avait conservé tout son calme et son âme toute sa force. Sa belle figure n'était point altérée par le feu des passions humaines et contrastait singulièrement avec la face verdâtre, d'une pâleur livide, avec laquelle le Père Ventura vint lui apporter une adresse outrageante, dans laquelle Sa Sainteté était sommée de déclarer la guerre à l'Autriche.

Les traîtres qui accompagnaient le *citoyen* Ventura étaient le comte Amari et le baron Pisani, prétendus députés de la Sicile ; Thomas Azzoni et Albert Quinterio, se disant représentants de la Lombardie, et deux délégués de la révolution de

Venise, Delfin Bolda et Castellani. Publier les noms de ceux qui tentèrent de forcer la main à Pie IX, et se liguèrent contre lui avec les républicains, avec les ennemis du catholicisme, est un devoir aussi impérieux que de faire connaître ceux des quelques honnêtes gens qui restèrent fidèles à son adorable personne et aux principes sacrés que si dignement il représente.

Pie IX était supérieur à toutes ces intrigues, à toutes ces persécutions; il bénissait Dieu qui permettait qu'il fût frappé. Les injustices des méchants sur cette terre misérable sont autant de couronnes pour l'autre vie. Bienheureux ceux qui passent sur la terre en souffrant et en priant!...

Fidèle observateur de la loi divine, cette loi d'amour et d'indulgence, Pie IX aurait pu, comme homme, sans être lâche, supporter le joug d'un pouvoir inique et usurpateur, qui, au nom du Christ, persécutait le Christ dans sa personne, et bravait toutes les lois divines et humaines. Mais, comme souverain spirituel et comme prince temporel, ayant doublement charge d'âmes, il devait prendre toutes les mesures qui restaient en son pouvoir pour apaiser la sédition et conjurer de plus grands malheurs, sans pourtant admettre des transactions incompatibles avec ses devoirs et sa dignité. C'est ce qu'il tenta de faire en appelant auprès de lui Son Eminence monseigneur le cardinal Altieri, président de Rome, auquel il offrit la présidence du conseil. Ce courageux prélat répondit à Sa Sainteté : — « Le poste auquel votre volonté m'appelle est difficile et dangereux, très Saint-Père ; c'est un double motif pour que je l'accepte. Je crains cependant que l'impopularité de mon nom, vis-à-vis des cercles et des clubs, ne soit un obstacle à l'esprit de conciliation de Votre Sainteté. »

Le pouvoir avait laissé ouvrir les cercles et les clubs ; ouverts, il ne les avait pas fermés, il n'en avait point arrêté les principaux membres, il était réduit maintenant à compter avec eux, à subir leur dictature. Que cette situation ait été faite à l'autorité par cette déplorable faiblesse que nous avons déjà eu

occasion de constater plusieurs fois dans ce récit, c'est une vérité qui sautera aux yeux de tout le monde. Les gouvernements qu'on renverse sont ceux qui ne compriment pas la sédition dès qu'elle se produit, qui laissent l'effervescence populaire se transformer en insurrection, cette fille de la colère, de la haine, de l'envie et, partant, aveugle, passionnée, sans frein ni mesure.

Le cardinal Altieri ajouta qu'il était d'autant plus fondé à se croire impossible aux affaires, que Mamiani avait déclaré de la manière la plus formelle que le titre de prêtre devait être inconciliable avec celui de ministre.

Pie IX répondit qu'il serait bon d'entendre Mamiani lui-même. Il le fit appeler au palais. Là, Sa Sainteté lui montrant le cardinal Altieri :

— « Vous arrivez bien à propos, monsieur le comte, » lui dit-il, « pour m'aider à décider Son Eminence à faire partie du cabinet ; elle accepterait si elle ne se croyait antipathique à l'opinion publique. Qu'en pensez-vous? »

Mamiani, qui la veille encore avait déclaré qu'aucun prêtre ne pouvait être ministre, répondit avec une affabilité de commande et en s'inclinant à la manière des courtisans, que le nom du cardinal Altieri était, selon lui, de ceux qui rallient tous les suffrages; qu'il s'estimerait fort honoré de regarder, dès à présent, Son Éminence comme un collègue, et qu'il se faisait fort de lui rallier, dans la soirée, toutes les opinions. Après quoi, il se joignit au Saint-Père pour décider le cardinal à accepter, ce qu'il fit par dévouement.

Soit que Mamiani ait joué une indigne comédie, soit que, en promettant le concours de ses amis, il ait trop présumé de son influence sur ces esprits indomptables, toujours est-il que le lendemain il écrivit au cardinal Antonelli pour lui faire part, disait-il, du grand embarras dans lequel il se trouvait par suite de l'engagement pris la veille au Quirinal, et que ses collaborateurs en politique avaient refusé de ratifier. Le cardinal Al-

tieri, averti par le cardinal Antonelli, le pria de remercier pour lui Mamiani de le décharger du fardeau des affaires, qu'il n'avait accepté qu'à regret.

Mamiani n'avait pas été sincère en lui promettant son appui chez le Saint-Père. Mais il avait obéi, en présence de Pie IX et du cardinal Altieri, à cette loi mystérieuse qui veut que l'être le plus pervers subisse parfois l'influence de la vertu, sans cependant comprendre son essence divine, ni s'élever à sa hauteur par le repentir, qui régénère l'homme.

Le cardinal Orioli, agréé par Mamiani et ses complices, entra dans le nouveau cabinet dont Mamiani était le chef réel (1). Dès que ce dernier y fut installé, la garde nationale lui adressa un discours de congratulation, auquel il répondit en le paraphrasant de la sorte :

« Les nouveaux ministres que Sa Sainteté a daigné appeler au gouvernement professent les mêmes principes d'amour de la patrie, de liberté, d'ordre et de justice, sous l'inspiration desquels leurs prédécesseurs régissaient la chose publique. Le nouveau ministère a par dessus toute chose à cœur la sainte œuvre italienne, au triomphe de laquelle il dirige en première ligne tous ses soins et ses pensées, convaincu qu'il ne faut pas se contenter des effets d'une première ardeur, mais qu'il faut les répéter, les accroître incessamment avec un zèle infatigable.

» Il s'occupera également du développement régulier et pacifique, avec franchise et sans lenteur, des libertés publiques et de la nouvelle vie constitutionnelle, *dont nous sommes redevables à l'âme généreuse de notre souverain immortel.*

» Il sondera les maux du peuple et particulièrement ceux

(1) Cette combinaison ministérielle fut complétée ainsi :
A l'intérieur : le comte Térence Mamiani ;
Aux affaires étrangères : le comte J. Marchetti ;
Aux grâces et à la justice : l'avocat de Rossi ;
Aux finances : l'avocat Lunati ;
A la guerre : le prince Doria ;
Au commerce et travaux publics : le duc de Rignano ;
A la police : l'avocat Galetti.

des classes les plus humbles, et, avec l'aide des deux Chambres, il s'efforcera, autant que possible, de guérir dans le bas peuple les plaies profondes de l'indigence, de l'abjection et de l'ignorance.

» Pour l'Italie et pour Rome surtout, *siége auguste de la religion catholique,* c'est un devoir, nous dirons même un droit, de ne le céder à aucun autre pays en progrès et en perfectionnement sociaux et civils. C'est en s'appuyant sur l'histoire, sur les traditions, sur le légitime orgueil de la race romaine, que les ministres conçoivent une espérance bien fondée, en proposant quelques-uns de ces réglements sociaux et politiques que le siècle impatient demande à la *science moderne.*

» Mais pour cela il faudra que la confiance du peuple, l'obéissance et la soumission aux lois, l'union et le courage civil de tous les gens de bien leur viennent en aide.

» Les nouveaux ministres, qui n'oseraient certainement pas exprimer de telles exigences en leur nom, le font et les maintiennent au nom du salut et de la gloire de l'Italie. »

Eh bien! ce nouveau programme était une ineptie et une lâcheté. Une ineptie; car il n'y a pas de *science moderne,* il n'y a que des forbans, des charlatans modernes qui calomnient la charité et veulent la remplacer par ces monstrueuses utopies qu'ils ont appelées *sociales*, et dont le sens commun a fait justice. Mais avant, elles ont égaré et perverti des milliers d'hommes; elles ont armé le bras du frère contre le frère, au nom d'une fraternité menteuse et universelle. Ces hommes sont, pour la plupart, des imposteurs : ils ne pratiquent même pas ce qu'ils enseignent; ils prétendent adorer l'humanité, et ils commencent par être mauvais fils, mauvais époux, mauvais pères, mauvais citoyens! A les entendre, ils chérissent le peuple, et ils commencent par le dépraver, par arracher de son cœur la croyance à la religion si consolante et si douce, et jusqu'à celle d'un Dieu juste et bon! Quand donc tous ces

inventeurs de systèmes, qui, depuis qu'ils ont quitté la doctrine évangélique, la seule vraie, la seule efficace, la seule féconde, errent dans le champ des utopies comme le marin sans boussole sur les vastes mers; quand donc ces grands prometteurs de l'opposition ont-ils fait quelque chose pour l'humanité, lorsque la révolution, la lâcheté, la désertion ou la faiblesse leur ont fait tomber le pouvoir entre les mains?... Ces fougueux réformateurs, ces ardents régénérateurs, ces initiateurs de *la science moderne*, qui ont tout tenté pour arriver au pouvoir, qu'ont-ils fait de grand, de noble, de large, d'utile pour l'humanité, pour la civilisation? Ils ont rempli leurs poches avec l'argent du *pauvre peuple*, ils ont bu la sueur des *classes humbles*. C'est la religion, c'est le prêtre qui chaque jour guérit les plaies profondes et relève les hommes de l'abjection et de l'ignorance, et il n'a pas besoin pour cela de la *science moderne*. La vertu pratique se trouve chez le catholique, non chez le socialiste, qui verse aux nations des breuvages pervers qui troublent l'esprit.

D'un autre côté, le programme du nouveau ministère était une lâcheté; car les hommages qu'on y rendait à Pie IX étaient hypocrites. Quand Mamiani disait que ce ministère, imposé par l'émeute, avait l'assentiment et la confiance du souverain, imposture! L'amour de Mamiani et de ses amis pour la liberté, pour l'ordre, pour la justice, imposture! Leur zèle infatigable pour la *sainte œuvre* italienne, imposture! Le développement régulier et pacifique,— la régularité et la paix des clubs, — le développement franc et vif des libertés publiques, imposture! Sonder les maux du peuple pour les guérir, imposture! Imposture encore, quand Mamiani réclame du peuple l'obéissance et la soumission aux lois, car il les a déchirées lui-même dans les clubs; c'est à lui qu'il faut obéir, c'est à lui qu'il faut être soumis, et quand ce factieux fait appel aux gens de bien, imposture! Ceux qui lui viennent en aide, ceux qui l'ont porté au pouvoir sur leurs mains désho-

norées, ce sont des conjurés comme lui. Or, les *gens de bien* ne conspirent pas. Le dernier mot du programme : *Salut et gloire de l'Italie,* imposture! Il convient de lire : ruine et honte, misère et déshonneur !

C'est comme le culte de l'égalité proclamé par les démocrates, imposture! Ils n'en pensent pas un seul mot. Aussi bien que nous, ils savent parfaitement que l'égalité absolue est une impossibilité ; de plus, il n'est pas de gens plus orgueilleux, plus hautains, plus implacables, moins indulgents, plus égoïstes, plus insolents, plus durs et souvent même plus grossiers avec les inférieurs que ces êtres-là. Et ce sont ces gens qui calomnient la douceur, l'aménité du prêtre! Ce sont ces piètres sophistes, tout gonflés de vanité, d'envie, de haine et de sottises, bouffis de la plus ridicule importance, qui insultent à la charité, à la foi, à l'espérance, à la résignation, à toutes les vertus chrétiennes!... Ce sont ces tribuns communs, ces publicistes vulgaires, ces égoïstes, ces voluptueux, ces débauchés, dont le but unique se résume en ce mot : jouir; ce sont ces matérialistes qui importunent le monde du bruit de leur dévergondage, de leur luxure, de leurs prétentions, de leur haine contre la religion, la famille et la propriété ! Ils sont sans pitié pour la vertu; ils l'écrasent, ils l'insultent, ils la raillent, ils l'outragent dans leurs pamphlets; ils la calomnient dans leurs journaux; ils la tournent en ridicule dans leurs vaudevilles, au profit de leurs vices qu'ils proclament *élégants,* de leur libertinage qu'ils appellent *à la mode,* de leur matérialisme avec lequel ils se disent heureux,— les infortunés !

Voilà la *science moderne!*

Non ! la *science sociale,* le SOCIALISME n'a rien de moderne.

Nous le connaissons depuis longtemps : il remonte à Platon, à Minos, à Lycurgue et autres prétendus *sages* de l'antiquité, que les universitaires nous présentent niaisement, dans les colléges, comme des exemples de vertu. Le Socialisme est

la plus plagiaire des écoles et le plus absurde des systèmes; toutes ses idées, il les a pillées dans les infamies et les démences du passé.

XV.

Bien que les honnêtes gens ne fussent pas dupes des paroles de Mamiani, un peu de calme était revenu à Rome, la révolution ayant consenti à rentrer dans son lit, par déférence pour un ministère de son choix.

Le peuple croyait avoir gagné une victoire pour lui-même, et il obéissait aux injonctions des meneurs qui l'excitaient et le retenaient à leur gré, ou plutôt d'après les instructions reçues du comité de la *Jeune Italie*. A voir la docilité de ces hommes grossiers, il était aisé de s'imaginer combien il eût été facile de les rendre pieux et probes, si, au lieu de les abrutir par les préjugés révolutionnaires, on les eût disposés, à force de douceur et de bienfaits, à croire en Dieu et en sa Providence, dont Pie IX semblait la vivante image. Au lieu de cela, les clubistes remplissaient leur cerveau de superstitions, de rêves, de plans impraticables, d'espoirs décevants; ils avaient tant fait qu'ils ne croyaient plus qu'à la matière et à son règne sur la terre. Privés des consolations et des espérances de la religion, ils devenaient fanatiques du mal, à la fois faibles et cruels. Comment en eût-il été autrement? Ces hommes ne possédaient plus la liberté de leur âme; les démocrates avaient tout envahi, et chaque jour l'athéisme enlevait à ces malheureux le seul bien qui leur restait : la foi. Ah! il eût été si facile de rendre heureux ce peuple ardent et poète, dont on avait fait des lâches et des méchants!...

Ce furent les nouvelles de la guerre qui firent renaître l'effervescence. Le peuple avait cru au triomphe des armées italiennes, car ils le lui avaient prédit, ces gens qui se posaient en apôtres de la *science moderne*, et, au besoin, en martyrs, pour jeter jusqu'au fond de son cœur de profondes racines de révolte et d'indépendance, et lui tenir des discours dont chaque parole était un coup de hache dans la chaire de saint Pierre.

On se rappelle la jactance de ces humbles orgueilleux qui, pour tromper le peuple, se faisaient peuple un moment. A les en croire, les volontaires italiens devaient remporter une éclatante et générale victoire, et quand ils rentreraient dans Rome, c'est qu'ils auraient *égorgé jusqu'au dernier barbare*. Hélas! les *descendants des maîtres du monde*, les *héritiers des victorieux du Capitole*, qui avaient juré de vaincre pour l'indépendance et de redevenir le *peuple-roi*, avaient lâchement pris la fuite sans combattre, sans même essayer le simulacre d'une résistance; ils s'étaient incontinent sauvés devant les Autrichiens! C'était bien la peine de tant crier victoire en partant, et d'affecter tant de prétention à l'héroïsme! A quoi bon se ceindre d'avance le front de lauriers? Pourquoi déclarer que l'Italie triompherait seule, et repousser avec dédain des secours que la France, au surplus, n'offrait pas? Quoi! ces invincibles légions révolutionnaires, elles avaient battu en retraite avec une vivacité aussi honteuse que ridicule! Et les Autrichiens avaient été saisis d'un tel mépris pour de pareils soldats, qu'ils n'avaient pu s'empêcher d'en rire!

Il en fut ainsi dans toutes les rencontres: les revers succédèrent aux revers, les échecs aux échecs. La panique était telle, que ces fiers guerriers tombaient en débandade au bruit seul du canon. Des femmes eussent montré moins de couardise que *les descendants de Quirinus*. Ce châtiment de la jactance démocratique aurait dû être pour les peuples de l'Italie une grave leçon, un austère enseignement, et les détacher

de la révolution en leur montrant qu'elle est impuissante pour le bien.

La situation était tellement lamentable et grotesque à la fois, que Mamiani, ministre de l'intérieur, pensa devoir adresser aux gouverneurs des provinces la circulaire suivante, qui, jusqu'à cette heure, est demeurée unique dans son genre :

« D'après un assez grand nombre d'indices et de renseignements exacts, il m'est parvenu que nos troupes ayant, dans leurs dernières rencontres avec celles de Nugent, éprouvé *quelques revers*, et que quelques-uns de nos *braves* y ayant perdu la vie, les populations ont perdu courage, et que ce dernier sentiment a fait place chez elles à la *peur* et à la *défiance*.

« Je vous invite à employer tous les moyens en votre pouvoir pour détruire ces premiers germes de découragement et ces premiers symptômes de torpeur, auxquels nous sommes trop enclins, non par nature, mais par nos habitudes d'esclavage et de feinte.

« Qui ne sait qu'on ne peut faire la guerre sans danger et sans être exposé aux vicissitudes de la fortune? Quand nos jeunes gens prenaient les armes, était-ce par hasard pour être toujours vainqueurs, pour revenir tous sans blessures, et sans qu'aucun d'eux ne fît le sacrifice de sa vie pour le salut de l'Italie? A qui donc avons-nous parlé, à qui parle-t-on encore de valeur et de gloire? On n'obtient celle-ci que par les risques, par les travaux, par les nobles sacrifices. L'indépendance d'une nation n'est pas l'œuvre de peu de jours, ni le résultat d'un conflit passager exempt de larmes et d'infortunes.

« Je vous prie de faire connaître à tous ces vérités, et de ramener dans les cœurs la confiance et l'intrépidité qui s'y trouvaient naguère. Quant à ceux qui *abandonnent les drapeaux* sans être munis de feuilles de route et sans motifs légitimes, je vous engage à être ferme à leur égard. Vous ne de-

vez pas, après vous être préalablement assuré de leur délit, hésiter à les faire arrêter, ou du moins empêcher que, se répandant dans les villes, exagérant et travestissant les faits, ils ne répandent l'effroi au milieu de leurs concitoyens.

« Je suis assuré d'avance du zèle et de l'empressement que vous mettrez à vous rendre à mes désirs, qui sont d'ailleurs ceux du gouvernement tout entier. »

Ainsi, de l'aveu même du ministre, ces bouillants soldats de l'indépendance abandonnaient les drapeaux, et l'on était contraint de les faire arrêter pour les ramener au combat !...

La plume de la démocratie est plus vigoureuse que son épée. Les journaux firent des prouesses sur le papier. On allait prendre une terrible revanche ! Qui sait même si les héros de l'indépendance n'avaient pas dissimulé pour mieux tromper leurs ennemis, pour les attirer, pour leur donner une imprudente confiance? Quels seraient l'étonnement et la confusion des Allemands, quand ils verraient les braves, qui avaient fait semblant d'être lâches, revenir sur le champ de bataille avec une surprenante ardeur? Il y eut cependant quelques écrivains qui traitèrent très-irrévérencieusement les vaincus; d'autres, parmi ceux qui prirent leur défense, rejetèrent ces défaites successives sur l'inexpérience de jeunes gens qui n'avaient jamais vu le feu, sur des malentendus, sur le manque d'union, etc.

Si les révolutionnaires, qui s'entendaient si bien entre eux pour surprendre les gouvernements et s'emparer du pouvoir, avaient réellement eu à cœur la cause italienne, ils auraient concentré tous leurs efforts sur les champs de bataille, et auraient marché sous l'étendard des rois de l'Italie. Au lieu de cette conduite que dictait le patriotisme, ces hommes sans sincérité s'occupaient à conspirer contre ces rois, avec lesquels ils auraient dû se liguer pour le triomphe de la nationalité.

Le 15 mai 1848, les républicains de l'Europe se levèrent dans plusieurs capitales. Un moment maîtres du terrain, puis

repoussés et vaincus à Paris, ils furent écrasés à Naples. Le roi Ferdinand avait envoyé six mille soldats en Lombardie, et c'était pour l'en récompenser que la Révolution s'insurgeait contre son autorité. Il avait également donné une Constitution à son peuple; les sociétés secrètes en avaient été encouragées. La garde nationale avait, en partie, comme c'est partout son habitude, fait cause commune avec les conjurés. Il ne s'agissait rien moins que de renverser le roi, de l'égorger avec toute sa famille, ainsi que tous les prêtres, après quoi on eût proclamé la République.

Un *Comité de salut public* eut l'audace d'envoyer poser au roi des conditions d'une insolence inouïe. Ferdinand employa d'abord tous les moyens possibles pour empêcher l'effusion du sang; ce ne fut que, quand ses troupes eurent été attaquées par les émeutiers, que ce grand roi, aussi brave que bon, résolut de se défendre, de défendre son honneur, sa couronne, sa vie, en sauvant son peuple. Les républicains furent battus après une lutte assez vive. Ces ennemis de la liberté, toujours par eux compromise, furent la cause directe de la réaction qui suivit. La ville fut mise en état de siége; la garde nationale et la Chambre des Députés rebelles furent dissoutes; les méchants furent épouvantés et les bons rassurés.

De semblables mesures, exécutées avec cette énergie, auraient pu également sauver Pie IX. Peut-être était-il temps encore.

L'ouverture des chambres avait été choisie à Rome, comme à Naples, pour un mouvement insurrectionnel, et la défaite infligée aux factieux par le digne et chevaleresque Ferdinand II, n'avait pas découragé les émeutiers de Rome. En attendant, et pendant qu'on procédait aux élections, auxquelles le peuple ne se rendit qu'en très faible minorité, car il ne se souciait pas du tout du gouvernement constitutionnel, l'ordonnance relative au conseil d'Etat avait paru (12 mai), ainsi que celle qui constituait le Haut-Conseil ou Chambre des Pairs. En tête de

la liste qui avait été préparée par le ministère, s'était trouvé d'abord le nom du Révérend Père Vico, de la compagnie de Jésus. Quoiqu'il le méritât à tous égards, comme prêtre et comme savant, le Saint-Père biffa son nom en s'écriant :

« — Je comprends vos intentions; vous l'avez mis pour donner le change et pour faire croire que vous ne persécutiez pas les jésuites dans Rome! Je ne me prêterai point à cette duperie ! »

Ce fait donne un échantillon de la loyauté et de la bonne foi des révolutionnaires. Ils avaient traqué les jésuites sans miséricorde, ils n'avaient pas reculé devant l'opprobre de l'exil, de la spoliation, de l'assassinat même des courageux enfants de saint Ignace, et ils avaient l'impudence, après ces accès de folie furieuse, de tenter de donner le change au monde catholique indigné ! Ces libéraux, ces profanateurs, ces tyrans qui crient à l'oppression des consciences, ils avaient chassé, honni, dépouillé *les grenadiers de l'Eglise,* et ils s'emparaient du nom d'un de ces soldats héroïques pour couvrir leurs turpitudes! Mais le souverain Pontife ne donna pas dans ce piége, comme nous venons de le voir.

Sur ces entrefaites, et la veille même de l'ouverture des deux chambres, le souverain Pontife avait publié un *motu proprio* sur la presse. La liberté la plus large était laissée aux écrivains : aucune entrave fiscale ne mettait obstacle à la publicité de la pensée, ni timbre, ni cautionnement. Quant aux mesures pénales, qu'on en juge : en outrageant le souverain, le Gouvernement, la religion et les mœurs, on ne risquait de payer qu'une amende, qui ne pouvait s'élever au-dessus de cent écus romains. Eh bien! les républicains devaient, comme c'est leur éternel usage, abuser de cette liberté. Les journalistes conservateurs qui eurent le courage d'en user pour la bonne cause, nous les verrons outragés, opprimés, menacés, assassinés même par les sociétés secrètes.

Le cardinal Altieri avait préparé, au nom du ministère et sur

l'ordre du Saint-Père, le discours d'ouverture. Mamiani, l'avocat Lunati et le duc de Rignano vinrent le sommer, comme ministres responsables, de leur communiquer ce document. Après l'avoir parcouru, Mamiani s'emporte, et, frappant du poing comme un homme mal élevé : — « La *trahison* est manifeste, » s'écrie-t-il; « il nous est impossible de marcher d'accord avec Pie IX ! Dès ce moment, nous ne sommes plus ministres. »

Le cardinal avait sur son adversaire et collègue la supériorité du calme sur la violence; il lui répondit doucement :

— « Monsieur le comte, sur ce point, vous êtes parfaitement libres; cependant je dois protester contre les termes offensants dont vous venez de vous servir au sujet du Saint-Père. »

Et il ajouta sévèrement :

— « Il se peut qu'il y ait trahison, Monsieur; je l'appréhende même, mais, à coup sûr, elle n'est point dans les actes ni dans les intentions du souverain Pontife. »

Il lui dit encore que, dans les circonstances présentes, une démission ne serait pas seulement un acte inconstitutionnel, mais l'action de mauvais citoyens, attendu que cette détermination, si elle était exécutée, renfermait peut-être en elle une révolution.

Après quoi, il le congédia, en lui rappelant que *la nuit porte conseil*. Il savait très-bien que Mamiani tenait trop au pouvoir pour s'en dépouiller, à moins qu'il n'y fût absolument forcé.

En effet, le comte Mamiani et ses amis ne donnèrent pas leur démission, et le cardinal Altieri, délégué du souverain Pontife, prononça le lendemain le discours suivant, devant les deux Chambres réunies à la Chancellerie :

« Messieurs les membres du Haut-Conseil,

« Messieurs les députés,

« Sa Sainteté m'envoie auprès de vous, chargé de l'agréable

et flatteuse mission d'ouvrir, en son nom, les deux Conseils législatifs.

« Le Saint-Père veut, en même temps, que je vous exprime combien cet acte d'autorité souveraine est satisfaisant pour son cœur, puisqu'il lui donne lieu d'espérer que, grâce à votre concours, il verra s'améliorer le gouvernement de la chose publique.

« Sa Sainteté se félicite avec vous, Messieurs, et rend grâce à Dieu de ce que le moment soit venu d'introduire dans ses États les formes politiques qui, tout en étant requises par l'exigence des temps, sont conciliables avec la nature de son gouvernement pontifical. C'est à vous, Messieurs, qu'il appartient désormais de fertiliser ces institutions nouvelles et d'en retirer tout le bien que Sa Sainteté avait en vue en vous les accordant.

« Le Saint-Père ne cessera d'adresser au Dispensateur de toutes les lumières des prières ferventes, pour qu'il répande dans vos intelligences l'esprit de véritable sagesse, afin que les lois et les institutions dont vous vous occuperez soient empreintes du caractère de la religion et de la justice, seules bases solides et véritables de toute sécurité, de toute liberté et de tout progrès.

« Le Saint-Père a ordonné à ses ministres de vous mettre au courant de tout ce qui a rapport à l'état de notre législation et de l'administration publique. Il leur a particulièrement enjoint de vous soumettre l'état des finances, dans le but de vous proposer les moyens les plus convenables de rétablir l'équilibre en aggravant le moins possible les charges des populations. Il a également recommandé aux ministres de vous présenter, dans un bref délai, les projets de lois annoncés par le statut fondamental.

« Le Saint-Père recommande à votre loyauté et à vos soins incessants l'ordre et la concorde intérieurs. Avec la concorde, Messieurs, la liberté tournera au profit de tous; avec elle se

développeront les *bonnes lois*, les *larges réformes*, les *sages institutions*. Instruits par l'expérience, soutiens de la sainte religion, dont le siége est dans cette ville, vous pourrez espérer que Dieu ne vous refusera pas la plénitude des biens nécessaires pour vous rendre les dignes émules de la gloire de vos aïeux. »

Le Saint-Père, âme de ce discours, qui révèle son infinie bonté et ses illusions robustes sur la sagesse de ses sujets, faisait appel au concours des députés, des libéraux. Nous verrons comment ils justifièrent cette confiance imprudente et paternelle. La bonne foi de Pie IX est éclatante ici. Malgré les injures qu'on lui a faites, malgré les turbulences, les lâchetés, les désertions, les violences des uns et des autres, il persiste à vouloir des *réformes larges*. Pour cela, il ne demande qu'un peu de calme, d'ordre, de paix, un peu de cette confiance qu'il mérite à tant de titres. Rien n'est plus franc, plus tendre et plus loyal que la déclaration de ce magnanime, de ce saint Pontife, que ses ministres eux-mêmes, serviles échos des conjurés, auxquels ils obéissent, accusent de trahison!... Pie IX n'est pas de ces réformateurs qui ne travaillent que pour eux; il ne songe qu'au bonheur de l'humanité, à l'exemple de son Maître, dont il s'efforce de propager la doctrine sacrée. Il croit, ce discours le prouve, à la possibilité de concilier le gouvernement représentatif avec la nature du gouvernement pontifical, et il espère dans la sagesse de ses sujets: c'est qu'il a la candeur des hommes vertueux et des hommes de génie. L'avenir se chargera de démontrer qu'il se trompait. Si le gouvernement représentatif est impossible quelque part, c'est surtout dans les États de l'Église universelle. Faire du Pape un *roi constitutionnel*, un *roi citoyen*, c'est une aberration qui ne tarda pas à éclater dans tout son jour et à produire ses fruits empoisonnés.

Le pouvoir temporel des papes ne peut s'accommoder, pour le salut de leur pouvoir spirituel, des niaiseries, des tiraille-

ments, des agitations des violences, de la mauvaise foi, de l'opposition hargneuse, de la guerre aux portefeuilles qui déshonorent le constitutionalisme. Cette question, du reste, est jugée. La raison d'être du pouvoir civil des papes, garantie de leur indépendance, a été suffisamment démontrée. Ce pouvoir est indispensable à l'intérêt de l'univers catholique, à la dignité et à la sécurité du vicaire perpétuel de Jésus-Christ, et les criailleries des laïques romains altérés de pouvoir, affamés de places, ne dénatureront pas la vérité.

L'ouverture des Chambres fut accueillie avec enthousiasme; ce jour se passa sans émeutes, contrairement au plan d'abord concerté entre les conjurés. Le 9 juin, les Chambres commencèrent leurs travaux. C'est de la Chambre des députés que devaient partir les taquineries, bientôt changées en persécution et en révolte ouverte. Ce fut le ministre Mamiani qui, le premier, attacha le grelot. Son plan, arrêté de concert avec les conspirateurs, consistait à reléguer exclusivement Pie IX dans ses attributions apostoliques, à ramoindrir son pouvoir civil, pour finir par le lui confisquer complétement plus tard. Mais, comme il fallait donner le change à l'opinion, il fut convenu que Mamiani déclarerait que c'était de son propre et spontané consentement que le Saint-Père abdiquait la plus grande partie de son autorité temporelle. Par ce subterfuge déloyal autant que grossier, Mamiani et ses complices espéraient rester maîtres de la position et gouverner. Dans un discours perfide, Mamiani, déclarant qu'il parlait au nom du Souverain, disait que le Saint-Père *se retranchait,* comme père de tous les fidèles, *dans les hautes régions de son autorité céleste*; qu'il régnait dans la sphère pacifique et sereine *du dogme*; qu'il *se contentait de distribuer au monde le pain de la parole divine*; qu'il *priait, bénissait,* et *pardonnait*; que, comme souverain constitutionnel, il *abandonnait* à la sagesse des députés le soin de pourvoir *à la plus grande partie des affaires temporelles*. Il représente ensuite Pie IX comme partisan de la guerre, contre laquelle il n'a

cessé de protester : « Vous n'ignorez pas, Messieurs, dit-il, comment, pour nous conformer *à la sollicitude paternelle de Sa Sainteté,* nous avons confié au roi Charles-Albert le commandement immédiat de nos troupes et de nos volontaires, et les avons placés sous sa sauvegarde, tout en réservant au Pontife et à son gouvernement les droits et les prérogatives qu'exigent sa dignité et la nôtre, ainsi que vous pourrez en juger d'après les termes de la convention, dès que vous en aurez pris connaissance. Du reste, à peine pouvons-nous dire que nous ayons dignement secondé l'ardeur impatiente de nos cités.

« Il y a dans l'histoire des peuples de ces mouvements suprêmes dans lesquels l'esprit national les envahit et les remue si profondément, que non-seulement toute force résistante et antagoniste est brisée, mais qu'elle devient même un stimulant de l'action contraire.

« Alors une seule pensée s'empare des esprits, un seul sentiment brûle dans tous les cœurs, et cette unanimité si soudaine, si vive, si féconde en merveilles, paraît en quelque sorte, à ceux-là même qui y participent, tenir du prodige, et, poussés par un enthousiasme sacré, ils jettent ce cri si puissant et adoptent cette noble devise : *Dieu le veut!*

« Le souverain Pontife, témoin d'un de ces mouvements irrésistibles, mais en raison de son ministère sacré ayant horreur de la guerre et du sang, a eu l'idée, digne d'un cœur apostolique et à la fois italien, de s'interposer entre les combattants et de faire comprendre aux ennemis de notre commune patrie la cruauté et l'inutilité de leurs efforts pour priver les Italiens de leurs frontières naturelles et pour les empêcher de former désormais, dans l'unité et la concorde, une seule et grande famille. Dès que le ministère a été instruit de cette démarche de Sa Sainteté, il s'est empressé de lui en témoigner sa reconnaissance. »

Mamiani protesta ensuite contre l'amitié de la France, disant que cette amitié trop active serait la plus grande des

infortunes qui pût arriver en ce moment aux révolutionnaires italiens. De ce côté, ils pouvaient être tranquilles: les sympathies que la France éprouvait pour eux étaient très-médiocres.

Comme Mamiani descendait modestement de la tribune au milieu des applaudissements, Canino lui posa la question suivante, sans doute convenue entre les conjurés :

— « Je désirerais savoir si le programme que nous venons d'entendre est seulement l'opinion politique du ministère, ou *l'expression exacte de la pensée du Souverain ?* »

Canino quitta la tribune. En souriant avec une maligne et méchante joie, Mamiani s'empressa de regagner la tribune, et il eut l'impudence de faire la déclaration suivante :

— « Je déclare que le discours dont vous venez d'entendre la lecture est l'œuvre collective du ministère, mais *je vous affirme* aussi, Messieurs, que ce discours *a été soumis à Sa Sainteté, qui a accepté et approuvé pleinement ce langage.* »

Les applaudissements redoublèrent; Mamiani les reçut d'un air important et glorieux.

Jamais peut-être homme d'État constitutionnel n'avait menti aussi effrontément.

Voici ce qui s'était passé : Mamiani avait bien effectivement soumis son discours au souverain Pontife, mais celui-ci l'avait entièrement corrigé de sa propre main. Le ministre l'avait ainsi emporté; mais, loin de se conformer aux ordres de Sa Sainteté, il l'avait prononcé tel qu'il l'avait composé, et sans nullement tenir compte des corrections faites par Pie IX, qui, comme on le voit, n'avait pas *accepté et approuvé pleinement* ce langage.

Le Saint Père ne laissa pas passer cette fraude, qui compromettait son caractère et dénaturait sa politique, sans la flétrir. Il le fit publiquement, lorsqu'il reçut la députation de la chambre lui présentant l'adresse en réponse au discours d'ouverture de la session. Un démocrate, l'avocat Sereni, pour ne

pas paraître au Quirinal, pour ne pas offrir ses hommages à son souverain et au chef du catholicisme, s'était excusé en prétextant une importante affaire. La députation fut reçue par le Pape, avec ces formes affables qui lui sont habituelles, mais son langage fut sévère. Il accueillit les délégués de la Chambre avec une suprême dignité, et leur dit :

« Messieurs,

« Nous acceptons l'expression de la reconnaissance que la Chambre nous manifeste, nous agréons sa réponse au discours que le cardinal délégué par nous pour inaugurer l'ouverture des Chambres a prononcé ; mais nous l'agréons *uniquement dans la partie qui ne s'éloigne point de ce qui est prescrit dans le statut fondamental.* »

Relevant ensuite les paroles de Mamiani :

— « Si le Pontife *prie, bénit et pardonne*, il lui appartient également de lier et de délier, et si, dans le but de pourvoir plus efficacement à la sauvegarde et à la consolidation des intérêts publics, le prince a appelé les Chambres à coopérer avec lui, le Pontife a besoin d'une *liberté d'action absolue,* afin de n'éprouver aucune entrave dans tout ce qu'il croira devoir opérer dans l'intérêt de la Religion et de l'État, et cette liberté doit être *intacte,* comme demeurent et doivent être intacts le statut fondamental et la loi sur le conseil des ministres que nous avons accordés spontanément et de notre plein et entier consentement. »

Il leur dit entre autres choses encore que, si, de toutes parts, les plus grand désirs se manifestaient pour la guerre, il entendait que le monde sût de nouveau que le moyen de réussir ne saurait être de sa part une déclaration de guerre.

Le discours de Sa Sainteté fut un immense échec pour Mamiani. Le souverain avait nettement et courageusement parlé, le ministre parjure fut couvert d'une honte méritée qui rejail-

lit, comme c'était justice, sur le parti révolutionnaire tout entier.

Mamiani sentait bien qu'il ne pouvait rester au pouvoir ; cependant il lui était impossible de se décider à l'abandonner. Quoi ! avoir tant sacrifié, avoir tant intrigué, tant menti pour être ministre, et retomber dans l'obscurité ! il feignit toutefois de vouloir se retirer, à l'occasion d'une dépêche du cardinal Soglia, secrétaire d'état, à monseigneur Viale Prela, nonce de Sa Sainteté, à Vienne. Cette dépêche, composée d'une partie chiffrée et d'une autre écrite, fut trouvée ou volée, on ignore par qui, et affichée dans la ville, on ne sait par quel ordre. La partie écrite portait cette note : « Le nonce assurera la cour impériale que le langage tenu aux chambres par les ministres de Sa Sainteté *n'a pas été approuvé par elle*, et, dans sa conduite particulière, il continuera à agir d'après mes instructions chiffrées, aussi bien les précédentes que celle-ci. »

Ensuite venait la lettre suivante :

Le Cardinal Soglia à monseigneur Viale Prela, nonce de Sa Sainteté le Pape auprès de Sa Majesté Impériale et Royale l'empereur d'Autriche, à Inspruck.

« Très-illustre et révérend Monseigneur,

« Les deux notes que vous avez adressées, en date du 27 du mois qui vient de s'écouler, à Monseigneur le substitut de la secrétairerie d'État, ont été remises, en original, entre les mains du Saint-Père. Je ne saurais vous exprimer combien Sa Sainteté a éprouvé de consolation en les lisant, et en remarquant surtout les sentiments que vous a manifestés M. le ministre des affaires étrangères, à propos de ce qui fut dit entre vous et lui sur la nécessité de suivre S. M. I. et R. à Inspruck, d'après l'indication qui vous en a été faite, et le Saint-Père a éprouvé une consolation non moins grande en prenant con-

naissance de la manière de voir si juste et si sage de M. l'ambassadeur d'Angleterre. En somme, elle ne pouvait qu'approuver pleinement votre résolution, en conséquence de l'invitation que vous avez reçue.

« Relativement à vos instructions, je vous réfère la dépêche chiffrée qui accompagne la présente. Pour votre gouverne, je profite de cette occasion pour vous confirmer qu'il ne faut pas confondre le langage du ministère avec la volonté du Saint-Père, si solennellement manifestée dans son allocution, et plût à Dieu que ses suggestions paternelles eussent été mieux accueillies, on n'aurait pas à regretter la mort de tant de sujets pontificaux dans les affaires qui ont eu lieu à Vienne !... Respectons, dans de semblables événements, les décrets de la divine Providence, en qui nous reposons tout notre espoir de voir promptement s'effectuer le retour d'une tranquillité tant désirée.

« C. Cardinal Soglia.

« Rome, juin 1848. »

Puis suivaient les chiffres.

On peut juger facilement de l'émotion qu'un semblable placard produisit à Rome, et quel robuste soufflet se trouvait ainsi appliqué sur la joue du ministère, de Mamiani surtout. La multitude assemblée autour de l'affiche étrange, après avoir lu ce désaveu de la conduite des ministres, cherchait à deviner ce que les chiffres qui suivaient pouvaient signifier. Mamiani, croyant faire un mauvais tour au Saint-Père et au cardinal Soglia, fit annoncer publiquement qu'il donnerait une récompense d'argent à celui qui traduirait la dépêche secrète ; après quoi, pensant avoir mis son souverain dans un grand embarras, il courut lui offrir sa démission ainsi que celle de ses collègues. Le Saint-Père accueillit froidement cette démission et demanda seulement que le ministère restât jusqu'à ce qu'on eût pourvu à son remplacement, afin que les affaires ne souffris-

sent pas de retard. Comme Mamiani, déjà un peu déconcerté, sortait de chez Sa Sainteté et entrait chez le secrétaire d'État, le cardinal Soglia lui dit avec affabilité : — « Mon cher comte, je désire vous faire un cadeau. » Mamiani demanda lequel. Le spirituel cardinal lui répondit que c'était la somme d'argent qu'il avait promise pour la découverte du sens de la dépêche chiffrée, et il la lui communiqua. Cette lettre était relative aux idées républicaines françaises pour empêcher la propagande desquelles le cardinal désirait s'entendre avec le cabinet de Vienne.

Mamiani se retira désappointé ; il était tombé dans le propre piége qu'il avait tendu. Le vautour, guettant sa proie, avait été pris au trébuchet. Telle était l'entente qui régnait entre le souverain et le ministère, quand les nouvelles de la guerre vinrent encore démontrer combien la révolution était impuissante à sauver l'Italie. Vicence venait d'être prise par les Autrichiens, malgré le courage déployé par les Suisses de l'armée pontificale.

Quelques turbulents essayèrent, à cette occasion, de troubler la ville de Rome, mais ils furent aussitôt dispersés. On apprit ensuite que les Autrichiens, enhardis par les succès, avaient franchi le Pô et s'étaient emparés de Ferrare. Cet événement donna lieu, dans la Chambre, à d'orageux débats, et dans la presse à des polémiques ardentes. L'*Epoca,* journal de Mamiani, et le *Contemporaneo*, journal de Sterbini, se distinguèrent, comme toujours, par leur violence ; ils prétendaient que Pie IX devait déclarer une guerre à mort, se mettre à la tête des bataillons, faire tendre de noir l'église de Saint-Pierre, faire éteindre les cierges, et jeter l'anathème à l'Autriche. Le souverain Pontife ne se laissa pas plus entrainer cette fois que les précédentes par les impatients et les enragés. Il protesta dignement, énergiquement contre l'invasion des États-Romains, ce qui lui valut une adresse de la part de la Chambre des députés, à laquelle il répondit avec sa dignité ordinaire.

Il est certain que si l'on eût écouté les conseils pleins de prudence du Saint-Père, si on eût exécuté ses ordres si patriotiques et si sages, rien de tout cela ne fût arrivé.

Le peuple romain, en mesurant déjà le gouffre dans lequel le jetait la Révolution, aurait dû voir combien son souverain était un homme d'État remarquable; car il avait tout prévu.

Les malheurs qui fondaient sur la Romagne provenaient de la désobéissance des troupes de Durando, qui ne s'étaient pas contentées de garder les frontières, comme Pie IX l'avait formellement et à plusieurs reprises ordonné. Ces soldats mutins, indisciplinés, orgueilleux, conduits par un traître vendu aux Sociétés secrètes, avaient pris un rôle agressif, que le souverain Pontife leur avait surtout recommandé d'éviter; en sortant des États pontificaux, en s'avançant jusqu'a Trévise, dans un pays dont l'Autriche avait la souveraineté, ils avaient provoqué ces représailles.

Les journaux de la révolution n'en persistèrent pas moins, avec leur mauvaise foi et leur fureur accoutumées, à travestir les faits et à exciter les populations.

Au milieu de tant de lâchetés, c'était un spectacle admirable que l'intrépide courage déployé par quelques publicistes catholiques et monarchiques contre la presse soudoyée par les révolutionnaires haut placés et par l'or de l'Angleterre protestante. Mais que pouvaient quelques voix probes devant l'impudicité et les violences des écrivains démocrates, aidés de la lâche complaisance de certains employés du gouvernement et de la faiblesse égoïste et maladroite de la bourgeoisie? Ce n'était pas assez de la plume pour combattre la haine des athées contre l'Église et le principe monarchique, haine qui éclatait en conspirations hardies, en continuelles révoltes, en plaintes véhémentes, en exigences injustes et tyranniques, insolemment formulées. Non! ce n'était pas assez de la plume pour sauver l'Italie, il fallait le glaive. C'est parce que l'épée ne

manqua pas au bras énergique du loyal et chevaleresque Ferdinand de Naples, que ce pays fut promptement débarrassé de la démocratie et des démocrates ; c'est parce que ce courage et cette force firent défaut au gouvernement pontifical, que les États romains furent dépeuplés, que les campagnes furent stérilisées, et que, de ce pays riche, amant des arts, de la gloire, de la liberté, la révolution fit une catacombe, où l'aspect des morts effrayait les vivants. C'est parce que l'autorité était sans forces à Rome, que les journalistes honnêtes furent, les uns assassinés, les autres obligés de déposer leurs plumes ; car la ville éternelle était devenue une honteuse arène, où les poitrines aux cœurs les plus purs étaient frappées par les mains infâmes des conjurés, obéissant au hideux despotisme des sociétés secrètes.

Il y avait cependant encore quelques plumes honnêtes, quelques voix que la peur ne troublait pas, qui, pour le bien de la patrie, protestaient contre ces oppresseurs *rouges* et *bleus*. Elles leur jetaient tout haut leur infamie à la face.

Parmi les publicistes catholiques, il s'en trouvait un surtout, qui, plein de courage, flétrissait les indignes fourberies des agitateurs, qui profanaient la liberté en faisant servir son nom de manteau pour couvrir leurs iniquités et leurs turpitudes. Bien que la terreur de la démocratie et des démocrates aux poignards prompts fût très-grande chez le peuple, il considérait avec une profonde admiration cet homme loyal et franc qui osait jeter l'anathème à la révolution que l'on subissait en tremblant. Ce publiciste s'appelait l'abbé Ximénès. Il rédigea, dans son journal, un article incisif sur ces défaites successives de la révolution, intitulé : *Les Trois Echecs,* qui produisit une immense sensation. Ne pouvant lui répondre, les révolutionnaires résolurent de s'en débarrasser avec leurs poignards. Condamné par les sociétés secrètes, il fut assassiné par le parti républicain, en cela fidèle à ses traditions de lâcheté et de cruauté... C'est ce parti qui prend pour devise : *Liberté, Egalité, Fraternité.*

La démocratie, *l'idée républicaine,* le socialisme, en un mot la révolution, est une plaie rongeante dont les peuples guérissent difficilement et qui ne s'arrête qu'après avoir tout dévasté. La révolution ne se lasse jamais de détruire et d'assassiner. Le meurtre du courageux publiciste, qui avait payé son indépendance de sa vie, n'était que le prélude d'autres homicides. Les sociétés secrètes ont des poignards pour toutes les poitrines. Quand les honnêtes gens s'abandonnent eux-mêmes et quand l'autorité n'a pas le courage d'exterminer les égorgeurs, de les poursuivre, de les traquer, de les immoler sans relâche, comme on fait des bêtes féroces, ces associations sont puissantes, et leur terrible pouvoir s'augmente de la faiblesse des uns, de la lâcheté des autres.

Le sang de cette victime courageuse fut infécond pour la liberté de Rome. Ce peuple avait sans doute mérité le fléau de la terreur; Dieu devait lui envoyer ce châtiment.

Cette mort ne devait pas être la seule dont les républicains de Rome dussent faire présent à la démocratie.

Il n'était plus possible de discuter avec des hommes qui répondaient à coups de poignard. Les rédacteurs d'un journal honnête, le *Labaro,* suspendirent leur publication et expliquèrent leur résolution par la protestation suivante :

« Un de nos confrères est tombé hier frappé d'un coup de stylet, porté par un bras inconnu. La liberté d'opinion et la liberté personnelle, garanties par les lois, ne pouvant nous être assurées par un pouvoir en dissolution, la rédaction du journal est d'avis d'en suspendre la publication jusqu'à ce que les lois aient recouvré leur pleine et entière vigueur. »

Douleur ! Le pouvoir, en effet, était en dissolution ; les démocrates purent librement, après cette déclaration, aller hurler, sous les fenêtres des bureaux du journal : — « A bas le *Labaro!* » et ils poussèrent l'impudence jusqu'à crier en même temps : « *Vive la liberté de la presse!* »

C'était le jour anniversaire du décret de l'amnistie rendu

par Pie IX; ils le célébrèrent, ces ingrats, en criant : — « A bas les prêtres! » et, dans leur odieux cynisme, ils ajoutaient : — « Vive la liberté! »

Le ministère Mamiani n'était plus possible; il donna encore une fois sa démission, qui fut acceptée (13 juillet); la crise dura jusqu'au 3 août. Cette démission fut suivie d'une manifestation anarchique. Les malfaiteurs criaient contre l'Autriche, contre les prêtres, et demandaient des armes; ils essayèrent même de s'emparer du fort Saint-Ange par la force. Ce fut le prince Aldobrandini-Borghèse qui, en s'emparant de Ciceruacchio, le chef de la bande, et en lui parlant le langage de la raison, parvint à les faire renoncer à une bataille qui eût été un nouveau désastre pour le pays. Mais ce n'était que partie remise; la révolution marchait toujours dans la logique de son crime.

Elle fit une ovation splendide aux vaincus de Vicence, qui ne rougirent pas de rentrer à Rome en vainqueurs, couronnés d'immortelles et de lauriers. C'est à n'y pas croire! Il en fut ainsi pourtant. On couvrit d'éloges un épicier démocrate, nommé Galetti, dont la révolution avait fait un colonel; on ne parla pas des braves Suisses qui, seuls, s'étaient intrépidement battus; mais la Chambre, dans une adresse ridicule, appela la triste légion qui s'était fait vaincre : *l'orgueil de Rome*. Rien de plus misérable que cette parodie du passé; rien de plus vil que ce triomphe honteux et dérisoire. Le sénateur Corsini eût été malheureux de ne pas avoir son rôle, de ne pas dire son mot dans cette grotesque parade. Il parla ainsi, et sérieusement, aux vaincus :

« *Magnanimes Romains!*

« Le sénat qui, dans une autre circonstance, vous envoya ses félicitations sincères, s'estime heureux aujourd'hui de vous faire publiquement un accueil inspiré par une affection pater-

nelle, et de promettre de vous donner sans délai *une petite marque de sa reconnaissance*. En attendant, il déclare que *vous avez bien mérité de la patrie !* »

D'après cet étrange système, les légionnaires auraient été fort mal reçus s'ils eussent été vainqueurs. C'était, on en conviendra, fort encourageant pour la lâcheté. Est-ce ce qui explique les nombreuses défaites des armées de l'indépendance ?...

La comédie dura tout le jour, au bruit des fanfares et des applaudissements ; les rues étaient pavoisées, les maisons ornées de guirlandes de fleurs, de drapeaux aux couleurs révolutionnaires ; on jetait des couronnes à ces incroyables et impudents triomphateurs. Le prince Doria, ministre de la guerre, les reçut dans son palais et les traita somptueusement. Le soir, quand ils furent ivres, ils allèrent intrépidement s'emparer du Gesù, aux cris de « *Mort aux jésuites!* » et y fixèrent leur quartier-général. C'était plus facile que de résister aux Autrichiens. Pitié ! pitié ! tels étaient les plus *fermes soutiens* de la cause de l'indépendance italienne !...

XVI.

Crier victoire quand on était affreusement vaincu, était l'une des tactiques de la révolution, qui employait tous les moyens pour entretenir la fièvre et le désespoir dans le pays. Un soir, un des agents des sociétés secrètes, déguisé en postillon, accourt dans la ville, qu'il traverse à cheval, en criant : « Victoire ! victoire ! Charles-Albert a exterminé les Autrichiens ! »

Les autres acteurs de cette comédie sortent de leurs coulisses, avec leur appareil ordinaire de torches, de flambeaux, de couronnes, de guirlandes, d'instruments de musique. La ville est en émoi, de plusieurs points partent des coups de feu; les cloches des églises sont ébranlées. Les Romains, réveillés à ce bruit, s'enquièrent de la cause de cette agitation. Les meneurs répondent, aux uns que c'est la victoire, aux autres que c'est la défaite. Dans certains quartiers, ils soufflent des paroles d'encouragement, dans d'autres des paroles de désespoir : « Les Autrichiens sont vaincus!—Les Autrichiens sont aux portes de la ville! — La République va être proclamée au Capitole! etc. » Il y eut des malades qui moururent, il y eut des personnes qui devinrent folles tout à coup. Cette plaisanterie féroce n'avait qu'un but : semer l'anarchie, l'anarchie qui profite aux malfaiteurs.

On apprit le lendemain que cette supercherie, cette mauvaise action avait été commise par le ministre Mamiani lui-même. Cet homme sans délicatesse avait donné quelques piastres aux mercenaires des clubs pour jouer ce rôle abominable. Il avait eu l'idée de supposer un postillon et une fausse nouvelle pour agiter la population; ses complices avaient fait le reste. Il n'y a qu'un révolutionnaire pour se permettre de tromper un peuple de la sorte; encore, dans aucun pays et aux plus mauvais jours des intrigues et des crimes révolutionnaires, jamais pareil attentat n'avait encore été osé.

La déception fut immense, comme immense avait été la mystification; le peuple romain ne tarda pas à apprendre que Charles-Albert avait été défait, et que les Autrichiens, à Custora, lui avaient enlevé ses meilleures positions. Il avait perdu son matériel, qui avait tant coûté à l'Italie, et il était vigoureusement poursuivi par le maréchal Radetzki, qui ne tarda pas à le déloger de nouveau. — L'armée italienne était en pleine déroute.

Les propositions belliqueuses que fit Mamiani, sur ces entre-

faites, furent rejetées, et le 2 août, ce pauvre personnage fut obligé d'abandonner son portefeuille.

Pie IX était contraint de prendre rapidement un parti, car les circonstances le pressaient vigoureusement ; il donna le portefeuille de Mamiani à Fabri, ancien carbonaro, libéral jadis exilé, et le ministère nouveau fut reconstitué (1). Il était à peine installé, que l'émeute gronda dans la rue. On venait d'apprendre que les troupes autrichiennes avaient envahi de nouveau les légations. Des rassemblements se formèrent aux cris de : « *Aux armes! Mort aux prêtres!* » hurlés par les cannibales de leurs voix discordantes et avinées. Ils insultèrent les passants bien vêtus ; des femmes furent violentées dans les rues ; plusieurs ecclésiastiques furent outragés, hués, poursuivis ; il y en eut même un qui, aux cris de : « *Vive la liberté!* » reçut un coup de poignard dans le bras, qui fut traversé... Les journaux de la démocratie avaient insulté la France et avaient déclaré qu'elle ne voulait pas de son appui, ses soldats allèrent le mendier. Ils se rendirent chez M. le duc d'Harcourt, ambassadeur de France, pour réclamer l'intervention armée de la grande nation contre les Autrichiens. M. d'Harcourt reçut les députés de l'émeute et leur répondit que leur démarche le surprenait on ne peut plus ; que les diatribes de leurs journaux, les discours de leurs orateurs ne l'y avaient certes pas préparé. « La France est grande et généreuse, ajouta-t-il, elle oublie facilement. » Toutefois il leur déclara ne pas savoir la résolution qu'elle prendrait relativement à l'Italie et ne pouvoir rien répondre de son chef. Il les engagea à faire une pétition qu'il enverrait à son gouvernement, si elle était signée par des noms

(1) Les collègues de Fabri étaient : Le comte Lauro Lauri, aux finances ;
Le comte Pietro Guerini, aux travaux publics (par intérim à l'agriculture et au commerce ;
Francesco Perfetti, à la police ;
Pasquale de Rossi, à la justice et aux grâces.
Le ministère de la guerre fut confié, par intérim, à Camille Gaggiotti.

honorables et en assez grand nombre pour représenter les populations romaines.

Bien que cette réponse fût loin d'être un encouragement et une promesse, les anarchistes n'en crièrent pas moins : « Vive la France ! Vive le duc d'Harcourt ! » Après quoi, ils se répandirent dans la ville pour commettre de nouveaux crimes. Ils étaient particulièrement excités par l'ancien ministre Mamiani et par son journal. Le tribun tombé du pouvoir se posa en factieux et proposa même l'idée d'un *gouvernement provisoire;* et nous le verrons plus tard protester contre la république, par une flagrante inconséquence !

Les révolutionnaires poussaient toujours à la guerre, pour laquelle le peuple n'avait, en réalité, aucune sympathie. Une foule d'ordonnances parurent pour les enrôlements volontaires et obligatoires, pour les armements, pour la formation d'un matériel de guerre, pour la mobilisation de la garde nationale, etc. Toutes ces mesures, prises avec précipitation, ne faisaient qu'augmenter l'inquiétude et les charges publiques. On demandait de l'or et du sang aux Romains, en échange de quoi on ne leur donnait que des discours, toujours des discours. Le peuple le sentait bien. Pour réchauffer son enthousiasme éteint, le ministre de la guerre, sans consulter le souverain, publiait des proclamations chargées de galvanisme : « Loin de moi, écrivait-il, loin de moi la pensée qu'un esprit dégénéré se soit emparé des cœurs; s'il en était ainsi, vous devriez être émus à la pensée de nos cités tombées et détruites, de nos épouses et de nos filles déshonorées, des vieillards et des enfants massacrés !

« Aux armes donc ! Aux armes ! au nom de Dieu qui ne peut abandonner à la rage d'un cruel ennemi un peuple qui défend ses foyers et ses droits.

« Aux armes ! . . . »

Le Saint-Père obtint de meilleurs résultats, par d'autres moyens. Il protesta contre l'occupation de ses États par les

Autrichiens, et envoya au général Welden une commission dont la mission fut couronnée de succès.

Les rues de Rome furent pour quelques temps balayées de la vermine dégoûtante qui les ravageait, par quelques mesures qui furent prises, parmi lesquelles la mise en vigueur des lois contre les excès commis par les journaux, ce qui n'empêcha pas les feuilles démocrates de continuer à tout compromettre. Elles criaient toujours aux armes, et, alignant sur le papier 1,700,000 combattants qu'elles prenaient dans les États Romains, dans la Toscane et dans la Lombardie, elles s'écriaient avec un pitoyable orgueil : « Jamais l'empereur Napoléon n'a mis sur pied une armée aussi formidable pour conquérir l'Europe ! . . . »

Répétons-le, sans les intrigues de la révolution, sans ses exigences, sans ses éternels appels aux armes, Pie IX aurait rendu libre, indépendante et heureuse, cette Italie que les révolutionnaires, fanfarons sans courage, perdirent et déshonorèrent au dedans et au dehors.

LIVRE IV.

ASSASSINAT DU COMTE ROSSI.

LIVRE IV.

I.

La Chambre des Députés fut prorogée au 15 novembre. Avant de se séparer, les députés publièrent, le 26 août, les propositions suivantes, qu'ils avaient adoptées quelques jours auparavant en comité secret :

« 1° Que le souverain Pontife convoque un congrès où les intérêts de l'Italie soient débattus, convenablement représentés dans toute l'étendue de la puissance spirituelle et temporelle de la papauté;

« 2° Qu'au nom de Pie IX soit exigée l'évacuation entière des États de l'Église, y compris la forteresse de Ferrare, réservée par un récent traité; que dans les conventions relatives au royaume Lombard et Vénitien, la félicité des peuples et l'indépendance de la nation italienne soient garanties, l'Italie étant rendue à ses limites naturelles;

« 3° Que le souverain Pontife intervienne pour rétablir, au moyen de son autorité, entre les Siciliens et les Napolitains, la paix, ou tout au moins une suspension d'armes qui pût servir au triomphe de la cause italienne;

« 4° Que dans les négociations diplomatiques déjà ouvertes,

les représentants des États italiens s'accordent, de concert avec les intérêts de l'Italie, de manière à produire un premier effet de la ligue et de la diète nationale;

« 5° Que le gouvernement pontifical s'occupe le plus promptement possible de la conclusion de cette ligue et de la formation de cette diète;

« 6° Que l'armée soit organisée et disciplinée suivant le mode et le chiffre prescrits par la Chambre, et ce, jusqu'à ce que la question italienne soit résolue;

« 7° Que le gouvernement s'attache à rétablir, par tous les moyens en son pouvoir, la confiance réciproque entre le clergé et le peuple;

« 8° Que le gouvernement et les Chambres s'appliquent à opérer une réforme financière dans l'Etat avant l'année 1849;

« 9° Que l'on fasse justice aux classes inférieures et aux propriétaires, en déchargeant les premières des poids qui pèsent directement sur elles, et que, pour les seconds, les taxes soient rendues plus équitables en les appliquant à toute espèce de revenus. »

Voilà à quoi la session avait été consacrée! Les députés ne comprenaient pas la situation du Saint-Père en émettant ces vœux, devenus impossibles, grâce aux intrigues de la Révolution et aux nombreuses défaites essuyées par les troupes italiennes. Sans ces intrigues, sans ces défaites, et surtout sans les agitations démocratiques qui avaient éclaté à l'intérieur, l'Italie, avec le concours des princes, aurait pu obtenir de meilleures destinées. Maintenant il était trop tard. Une belle cause avait été compromise, perdue, par les folies et les crimes de la Révolution, qui déshonore et ruine tout ce qu'elle touche. En travaillant contre le principe d'autorité civile et religieuse, elle avait travaillé contre l'Italie; elle n'avait pas servi la cause de l'indépendance, mais celle de la démagogie; aussi, elle n'avait pas conduit les peuples vers l'affranchissement et la liberté, elle les poussait vers la république,

vers l'oppression, à la ruine. Pie IX, Ferdinand II, le grand-duc de Toscane et Charles-Albert, malgré son ambition trop ardente, auraient accompli l'œuvre de la régénération italienne. Ils en avaient la volonté et le courage. Par ambition, les libéraux, comme les radicaux en haine de la monarchie, les en empêchèrent. Leurs plans sages furent bouleversés, leurs bonnes intentions calomniées et paralysées; ils furent trahis, et avec eux l'Italie; leur pouvoir fut un moment remplacé par l'anarchie, ce mal contre lequel les peuples se jettent dans la réaction, dans la dictature, dans le despotisme même, comme dans un rempart.

Pie IX, on lui doit cette justice, s'était vaillamment mis à la tête d'un mouvement sagement équitable et réformateur. Son dévouement fut méconnu par la Révolution. Et pourtant, qui d'elle ou de lui se préoccupa du sort des classes pauvres et souffrantes, qui sont les classes tentées et exploitées par la démocratie? Qu'on compare ses actes et ceux de la Révolution, qu'on compare son langage si franc, si net, si paternel, aux déclamations furibondes des partis. Sa modération, sa sainteté, ses services, ses vertus, sa constante sollicitude lui avaient valu la confiance et la sympathie des masses; ce n'était pas seulement son nom qui lui avait fait une force immense, c'était sa personne. La Révolution coupa ces fortes racines qui poussaient dans le cœur des peuples, et, pour les en arracher, elle le mutila profondément.

Les libéraux, tout autant que les radicaux, étaient jaloux de la popularité de Pie IX. Remarque triste, mais vraie : les hommes pardonnent rarement une supériorité à leurs semblables, surtout si cette supériorité est la vertu.

Impassible au milieu des tempêtes, Pie IX, pilote intrépide, continuait de guider la barque de Pierre avec sagesse et fermeté. Il se rendit à l'église de Saint-Pantaléon, le 27 août, pour proclamer les vertus de plusieurs saints. En décrétant leur béatification, il dit au peuple :

« Je remercie le Seigneur qui, dans des temps si difficiles, montre à l'Italie et au monde, par de nouveaux exemples, combien il a à cœur le triomphe de sa sainte Religion, en suscitant des hommes pleins de ferveur là où la moisson est abondante et le nombre des ouvriers petit : non, ce n'est pas une légère consolation pour nous de voir *des hommes dévoués, depuis tant de lustres, faire de nouvelles conquêtes au profit de l'Église*. Cette consolation est d'autant plus grande que, dans cette Italie jusqu'ici si catholique, centre du Christianisme, on ose introduire le protestantisme. Ceux qui en sont les fauteurs, tout en se montrant, d'un côté, exaltés pour la nationalité italienne, ne répugnent pas, d'autre part, à l'emploi d'un moyen abominable, *qui doit nécessairement la détruire*. Et tandis que les Allemands, qui visaient à l'union chez eux, trouvent qu'un grand obstacle à leurs vœux provient de la diversité des religions, et que parmi eux les protestants font des projets d'union, on voit en Italie des hommes qui, au grand scandale de la religion *et à un immense détriment politique*, prétendent obtenir l'unité du pays en y introduisant la fâcheuse semence de la séparation de l'unité de la Foi. Voilà où conduit l'aveuglement des passions. Prions Dieu qu'il dissipe ces ténèbres et rassurons-nous au pouvoir des divines promesses que *les portes de l'Enfer ne prévaudront pas contre l'Église!* »

Ces paroles pouvaient servir de réponse au paragraphe 7 des propositions votées par la Chambre des Députés, engageant le gouvernement à rétablir, par tous les moyens en son pouvoir, la confiance entre le clergé et le peuple. Qui donc avait brisé cette unité, ce bon accord, cette confiance réciproque? N'était-ce pas la Révolution? Était-ce le Saint-Père qui avait payé des assassins pour égorger les prêtres? Étaient-ils à sa solde ou à celle des sociétés secrètes et de l'Angleterre hérétique, ces pirates qui avaient outragé, volé, maltraité les jésuites, auxquels, dans ce discours encore, le Pontife rendait une fois de plus hommage?... Les ennemis de la société avaient

méconnu et calomnié le prêtre afin de détacher le peuple de la foi catholique, afin de détruire la papauté et l'Église de Dieu.

Jusqu'à la fin, Pie IX leur résista. Il songea, dès que la Chambre se fut retirée, à prendre un ministère intelligent, sage, fort et dévoué. Il jeta les yeux sur l'ancien ambassadeur de France, M. le comte Rossi. Cet homme d'État, sondé d'abord à ce sujet par un moine français, le respectable Père Vaures, son ami, opposa de sérieuses objections, quoiqu'il fût infiniment flatté de l'honneur que lui faisait Sa Sainteté. D'abord, M. Rossi était Français par naturalisation, et il était douteux que le nouveau gouvernement de la France lui donnât l'autorisation d'accepter le poste qu'on lui offrait, attendu qu'il ne s'était jamais abaissé à reconnaître la République de Février. Le Père Vaures, quant à ce premier point, ménagea une entrevue entre M. Rossi et son successeur, M. le duc d'Harcourt. L'autorisation fut demandée à Paris et refusée par les hommes d'État du faubourg Saint-Marceau et de la rue Lepelletier, qui tenaient alors ensemble, dans leurs mains flétries, les destinées de la plus belle monarchie du monde. Le comte Rossi, qui n'avait pas l'avidité du pouvoir, se crut dégagé; mais M. d'Harcourt fut d'avis qu'il pouvait néanmoins passer outre, vu les circonstances; il dit qu'il allait lui-même écrire de nouveau à Paris pour insister sur la situation; il ajouta encore que le pape, chef suprême de deux cents millions de sujets catholiques, avait le droit de choisir ses ministres dans les États qui relevaient de son autorité spirituelle.

Le Saint-Père remit au comte Rossi des lettres de naturalisation qui auraient dû le protéger, lui et sa famille, si quelque chose était capable de protéger le droit, le juste, le génie, la faiblesse et la vertu contre la révolution.

Cela fait, restaient d'autres difficultés, qui ne purent être aussi promptement résolues; il s'agissait de bien convenir de la ligne à suivre au sein de ces agitations, et le comte Rossi faillit, à ce sujet, ne point s'entendre.

Après toutes les scènes que nous avons racontées, il demeure évident que le gouvernement n'était plus maître de la situation à Rome. L'autorité appartenait à l'usurpation démagogique. Pour la ressaisir, il fallait une main à la fois sage et vigoureuse, une intelligence d'élite et un courage éprouvé. Pie IX le comprenait, et le choix qu'il avait fait en la personne de M. Rossi était excellent. Celui-ci hésitait encore.

— « Vous m'avez toujours donné d'excellents conseils, » dit-il au Père Vaures, « dites-moi ce que je dois faire?

— « Vous rendre à l'appel du Pape et accepter le poste qu'il vous offre.

— « La situation est si difficile !

— « Raison de plus. D'ailleurs, l'esprit de Dieu vous dirigera ! »

Le comte Rossi prit les mains du Père Vaures, et lui dit en levant les yeux au ciel :

— « Que sa volonté soit faite ! »

Et il ajouta pieusement ces paroles du saint Evangile : — « *In verbo tuo, laxabo rete.* »

Le comte Rossi se rendit chez le Saint-Père : il était ministre (1).

Pellegrino Rossi avait soixante et un ans.

Il était grand et mince ; ses manières étaient d'une excessive dignité.

Né à Carrare, dans le duché de Modène, il avait fait de brillantes études, lorsque le monstre de la révolution l'avait séduit

(1) Le cabinet était ainsi constitué :
Le cardinal Soglia, président et secrétaire d'État ;
Cicciani, grâces et justice ;
Montanari, commerce ;
Le prince de Rignano, travaux publics, et par intérim la guerre ;
Guarini, ministre sans portefeuille ;
Le comte Rossi, qui dirigeait ce cabinet, avait l'intérieur et la police ; et, par intérim, les finances ;
On ne comprend pas comment il y avait un ministre sans portefeuille, tandis que d'autres ministres avaient des portefeuilles par intérim.

et en avait fait une de ses proies. Il la servit de tout son cœur, qui était grand, de toute son énergie, qui était forte, jusqu'à ce que, rentré dans la voie catholique, il eût, à son tour et franchement, embrassé la cause de la vérité. Il ne trahit pas la révolution, il l'abandonna, comme tant d'autres esprits droits l'ont fait quand ils se sont aperçus de la logique où elle entraîne. Il ne se vendit pas à la contre-révolution, il se donna. Les hommes de valeur n'ont pas besoin de faire de ces honteux marchés. A quelque parti qu'ils appartiennent, ils auront toujours du pain et leur part de commandement.

Les sociétés secrètes ne lui pardonnèrent jamais d'avoir abandonné la révolution, et sans relâche elles le poursuivirent de leurs calomnies et de leurs attaques.

Cet homme de talent eut tour à tour plusieurs patries, dès qu'il eut perdu la sienne, parce que plusieurs pays s'honorèrent de donner l'hospitalité au savant exilé. Les plumes viles et hargneuses trouvèrent à ce propos des plaisanteries tristes et des outrages dont l'insolence trahissait la rage des médiocrités jalouses.

Compromis dans son pays natal dans des luttes politiques, M. Rossi dut prendre la route de l'exil. Avec l'expérience de la misère et la science du travail, un homme intelligent et courageux peut espérer ne pas mourir de faim, si durs que soient les premiers essais, si abreuvés de dégoûts que soient les premiers combats. Jeté à Genève dans le premier naufrage de sa destinée, il y chercha un refuge. Il ne tarda pas à y être salué comme l'orateur, le jurisconsulte, le législateur et l'homme d'État le plus remarquable de la cité : il était effectivement tout cela. La France fut ensuite la patrie qu'il choisit. Là, ses talents variés et remarquables lui assurèrent encore une place élevée. Il était ambassadeur de cette nation à Rome, lors de la Révolution de Février, qu'il ne reconnut pas, nous l'avons dit. Il se retira de la scène politique quand il vit le gouvernement de 1830, issu des barricades tomber logiquement sous les bar-

ricades. C'est dans cette retraite où il consacrait son temps à l'étude, aux devoirs de sa famille et de la religion, qui l'avait tant consolé des lâchetés et des injustices des hommes, que le souverain Pontife était allé le chercher pour qu'il l'aidât à réparer les ruines déjà faites par la révolution, et à gouverner pour le bien-être moral et matériel de son peuple.

Le comte Rossi n'avait accepté qu'à regret, car l'œuvre lui paraissait presque impossible, tant le mal était grand, tant les peuples étaient égarés par l'esprit de vertige. Toutefois, trop bon catholique pour ne pas prendre sa part de la lourde croix du Pontife, il avait fini par se dévouer. Dès-lors le Saint-Père pouvait compter sur lui ; pour arriver jusqu'à son souverain, il eût fallu passer sur son corps, selon son énergique parole. Cet homme éminent répétait aussi souvent : « *La cause du Pape est la cause de Dieu!* » Profonde et vraie parole que chaque Italien aurait dû porter gravée dans son cœur.

Le premier ministre possédait toutes les qualités requises pour la haute mission que Pie IX avait confiée à son honneur. Dévoué, il l'était jusqu'à la mort, l'avenir le prouva. Habile, intelligent, familier aux affaires, laborieux, actif, galvanisant les autres par son exemple, il était en même temps d'une finesse très-pénétrante. Son sourire était souvent dédaigneux, son abord sec, parce qu'il méprisait les hommes, les connaissant, devinant leurs vilaines tactiques et ne tombant pas dans leurs piéges. Mais ce premier moment passé, il se montrait tel qu'il était au fond, bon, sympathique, indulgent. Malgré cela, cette manière un peu hautaine, cette réserve qui avait l'apparence du dédain, lui avait valu autant d'ennemis peut-être que ses talents et ses succès, qui firent étouffer de rage et d'envie tant de haineuses et jalouses médiocrités. Ceux qui ne le connaissaient pas, tout en ne pouvant se défendre de l'admirer, n'éprouvaient pas pour lui cette attrayante et soudaine sympathie qui attire les cœurs les uns vers les autres. Il paraissait froid et affilé comme une ironie. C'était cependant un cœur

juste et charitable. S'il avait mis plus d'ostentation dans ses bienfaits et de lâcheté dans ses relations avec les hommes, il en eût été tout différemment. Mais, comme M. Guizot, son ami, comme aussi M. de Metternich, autre homme d'Etat célèbre, il dédaignait la popularité. — Pour les hommes forts, la plus solide et la meilleure popularité, c'est leur conscience. Il leur importe peu que ceux qui égarent les masses les trompent sur leur compte, s'ils n'ont rien à se reprocher, s'ils ont agi dans l'intérêt et pour le bonheur des peuples! L'erreur, en ces tristes temps que nous ont faits toutes ces révolutions, n'est-elle pas plus populaires que la vérité?

Rien n'est facile comme de devenir populaire, avec des discours menteurs et de bruyants compères. La Passion de Dieu sur la terre nous a montré les épreuves réservées ici-bas à la vérité et à la vertu. Ce ne fut pas le Christ qui l'avait guéri, soulagé, émerveillé et venait lui apporter la vie éternelle et racheter l'humanité, ce ne fut pas le Christ que le peuple juif sauva du gibet, ce fut le larron. Voilà la popularité! Voilà le suffrage universel!

Mais qu'importe ces épreuves! Tous tant que nous sommes, bénissons nos souffrances, bénissons nos douleurs et nos fers; la récompense du juste n'est point en ce monde!...

II.

En affaires, M. Rossi était un homme pratique. Il savait ne s'illusionner en rien. Il voyait d'un coup d'œil habile le fort et le faible des choses, sans préjugés, sans présomption, comme sans exagération et sans faiblesse.

Sa mémoire mérite le respect et l'admiration ; ce sera l'un des châtiments de ses ennemis acharnés, injustes, ignorants, stupides dans leurs colères. Au surplus, comme tous les hommes d'Etat d'élite, comme tous les penseurs austères, il porta de son vivant l'impopularité avec l'audace du courage et le dédain de la vertu.

En arrivant aux affaires, M. Rossi s'y dévoua absolument.

Les démocrates, les ennemis de l'autorité, les grands hommes d'Etat qui ne souffrent de chefs nulle part, qui partout veulent voir des tronçons, n'auraient cependant pu expliquer le changement surprenant qui s'était opéré dans la conduite des affaires et dans la direction des rouages de l'administration depuis que M. Rossi était au pouvoir. On sentait qu'une main vigoureuse, obéissant à une intelligence sûre d'elle-même, était là pour tout faire mouvoir, et les subalternes le secondaient avec cette confiance et cette activité que communique le génie. Ce sont les bons généraux qui font les bonnes armées. Tel capitaine, tel soldat.

Pendant qu'il s'efforçait de réparer les désastres causés par le ministère Mamiani, et que le clergé et les corporations religieuses offraient 21 millions 600,000 francs au Saint-Père pour leur part de collaboration dans cette œuvre, M. Rossi s'occupait aussi de répondre par des actes aux diatribes des journaux avancés qui le représentaient, ainsi que Pie IX, comme hostile à la cause de l'indépendance italienne. Il entama avec les cabinets de Naples, de Florence et de Turin, des négociations ayant pour but de former enfin cette ligue italienne, dont Pie IX avait eu le premier l'idée. Cette pensée patriotique fut accueillie par le roi de Naples avec sa grandeur et sa générosité ordinaires. Elle fut repoussée, au contraire, par le ministère *libéral* du Piémont, qui voulait revendiquer l'honneur de cette idée, s'attribuer cette initiative, et refusait d'admettre le royaume de Naples dans la ligue. A ces lâches stupidités inspirées par la haine et la jalousie démocratiques, M. Rossi ré-

pondit par une note énergique insérée dans la *Gazette de Rome*, dans laquelle il exposa, dans toute sa sagesse et tout son patriotisme, dans toute sa sublimité, la politique invariablement patriotique et forte de Pie IX. Après avoir prouvé sans réplique que le pape était le promoteur de la ligue, il prouva également que ses efforts courageux, persévérants, avaient échoué devant le mauvais vouloir et les exigences inacceptables du ministère piémontais, qui, dans sa folle présomption, déclarait entendre se passer du concours de la belle armée napolitaine, la seule qui eût pu résister avantageusement aux Autrichiens. Le cabinet de Turin, joignant l'avidité démocratique à la démocratique jactance, avait réclamé des États-Romains des troupes et de l'argent, de l'argent surtout. M. Rossi démontrait combien ces prétentions étaient insensées, et il disait :

« Le projet du souverain Pontife est clair et des plus simples; il peut se résumer en peu de paroles. Il y aura une ligue parmi les monarchies constitutionnelles et indépendantes les unes des autres. Les plénipotentiaires de chaque État indépendant se rassembleront en réunion préliminaire à Rome, pour délibérer les intérêts communs et établir les conditions organiques de la ligue. Toute chose faite a son commencement : par cette voie droite et claire on arrive au but; on s'en éloigne en en adoptant une autre; et, dans ce dernier cas, l'Italie, tant de fois victime de tant d'erreurs, aurait à gémir sur une erreur de plus.

« Concluons : Pie IX n'abandonne pas son noble et généreux dessein, qui est et fut toujours de pourvoir, par la ligue, politique italienne, à la sûreté, à la dignité, à la prospérité de l'Italie et des monarchies constitutionnelles de la Péninsule. Pie IX n'est pas dirigé par des vues d'intérêt privé ni d'ambition; il ne cherche, il ne désire, il ne demande que le bonheur de l'Italie et le développement régulier des institutions qu'il a données à son peuple. Mais en même temps, il ne saurait oublier ce qu'il doit à la dignité du Saint-Siége et à la gloire de

Rome. Toute autre proposition incompatible avec ce devoir sacré ne pourrait être adressée qu'en vain au souverain de Rome et au chef de l'Église. Le suprême pontificat est la seule grandeur qui soit debout, et qui, restant à l'Italie, lui attire le respect et les hommages de l'Europe et du monde catholique; jamais Pie IX, comme pontife, comme souverain, et comme Italien, ne saurait l'oublier. »

Cette note éloquente, qui expliquait nettement la politique de Pie IX et dévoilait l'ignorance, la dépravation et l'injustice des révolutionnaires, rendit ceux-ci furieux. Les sociétés secrètes de Turin, de Florence et de Rome reçurent le mot d'ordre de vouer le courageux ministre à l'exécration des *frères et amis*. Rossi le sut, et ne s'en troubla point. « Je monterai à cheval, s'il le faut, dit-il, pour défendre les droits du Saint-Siége et combattre les factieux, et pour arriver jusqu'au pape, il faudra me passer sur le corps! »

Il savait que sa vie était menacée, il en avait fait le sacrifice. — « Peu importe, pourvu que je sois la dernière victime! » s'écria-t-il, comme plus tard l'archevêque de Paris tué, lui aussi, par l'insurrection républicaine.

Les mêmes inspirations se rencontrent chez les nobles âmes.

A la suite d'une rixe entre un garde national et un juif, les Israélites habitant Rome furent injuriés et menacés dans leur existence. L'ordre était sérieusement mis en péril, l'émeute, saisissant ce prétexte, relevait la tête. M. Rossi ne recula pas, comme ses prédécesseurs révolutionnaires, devant le devoir, il réprima énergiquement la sédition. Le Père Gavazzi, commis voyageur des sociétés secrètes, continuait à prêcher la révolte dans les légations; il le fit arrêter. Les journaux de ces sociétés vomirent tout leur vocabulaire d'injures contre le ministre. L'assassin Sterbini, désignant déjà la nouvelle victime aux poignards de ses amis, s'écriait :

— « Il y a une école qui apprend à faire naitre des occasions de bombarder, d'incendier, de détruire les grandes ca-

pitales. Cette école est représentée à Rome par M. Rossi. M. Rossi est chargé à Rome de faire l'essai de cette politique. Mais *comme les révolutions et les conjurés manquent chez nous*, il fallait créer des prétextes pour pousser le peuple à quelque mouvement violent, afin de pouvoir l'écraser et l'asservir. Les faits qui sont sous nos yeux démontrent que telle est la pensée de ce ministère. »

M. Rossi répondit par ces mots : « Tout le monde sait qu'il y a des louanges qui offensent et des blâmes qui honorent. »

Pendant ce temps, M. Rossi croyait prendre toutes les précautions de sûreté publique pour le jour de l'ouverture des Chambres, qui approchait. Sachant par une longue expérience, que les gouvernements ne peuvent pas compter sur la garde nationale pour maintenir l'ordre, il avait fait appeler, des villes voisines, un nombre imposant de carabiniers. Il les passa en revue et leur rappela leur devoir. Mais ces militaires se laissèrent lâchement circonvenir par les ennemis de la société et, au jour du péril, l'autorité devait les trouver traîtres et infâmes.

L'énergie déployée par M. Rossi était admirable ; malheureusement il était trop tard. Cette vigueur mise en pratique au commencement des troubles, Rome eût été sauvée. Un gouvernement vigoureux sorti du chaos de l'anarchie, dans lequel le socialisme avait déjà plongé ce pays, était impuissant, malgré sa fermeté et son habileté. Rome était coupable, d'ailleurs ; trop coupable pour être sauvée si vite. Elle avait attiré sur sa tête un orage que rien ne pouvait présentement conjurer ; elle devait subir quelque temps la domination des barbares, des démocrates, qu'elle avait écoutés, qu'elle avait applaudis et qui avaient juré sa ruine.

Les nations qui ont banni le mot Providence de leur langage politique, celles qui ne croient plus à l'action de Dieu dans les choses humaines, sont obligées de reconnaître, par les châtiments qui les atteignent, que Dieu gouverne la famille

humaine et que, comme l'a dit Bossuet : « L'homme s'agite et Dieu le mène. »

Certes M. Rossi aurait vaincu la révolution ; il en avait reçu trop d'outrages, elle l'avait trop insulté pour n'être pas digne de la terrasser ; mais la Providence ne le permit pas, parce qu'il fallait que la révolution fût subie par les Romains comme un châtiment, plus longtemps que le courage de Rossi ne l'eût laissée vivre. Dieu sauve les peuples, mais en les châtiant. Le triomphe du mal est passager, et l'Eglise est immortelle !..

III.

C'était la veille du jour de l'ouverture des Chambres.

Les conjurés s'étaient réunis ce soir-là dans un bouge horrible, immonde, l'une des tavernes de la démocratie, nid de vautours, où chaque soir la République, le vol, le socialisme, le meurtre, le brigandage se donnaient rendez-vous. L'aspect de ce lieu était repoussant et lugubre. Ce repaire était hanté par tout ce que Rome comptait de filous et d'agitateurs, de bandits, de filles de joie : bohémiens de la civilisation chrétienne. Ces êtres, que la société rejette de son sein et qui font les révolutions pour s'arroger le droit de la conduire, élaboraient là leurs crimes, leurs assassinats, leurs fausses délations, les meurtres payés par les sociétés secrètes dont ils étaient membres, les enlèvements nocturnes, les viols. Dans ce lupanar, où l'ivresse confondait tous les *frères* et *amis* dans un commun abrutissement, on entendait des rires cyniques et d'épouvantables jurements.

Vers onze heures, la bande impure quitta la taverne en

échangeant à voix basse quelques paroles mystérieuses, et elle se dirigea vers l'hopital Saint-Jacques. Deux des conjurés pénétrèrent dans l'amphithéâtre, où un troisième compagnon les attendait, avec une lanterne sourde. Il leur montra plusieurs cadavres, immobiles comme l'éternité, étendus sur les froides pierres ; ils en choisirent un et partirent tous avec leur butin lourd et glacé.

Il était minuit : l'heure des choses qu'on ne fait pas sous les yeux du soleil et au milieu du bruit des vivants. Les mauvaises consciences cherchent les ténèbres. Les conjurés avaient la lâcheté des hyènes qui fuient le jour et ne se repaissent que de cadavres.

Il était minuit : l'heure des crimes, l'heure des drames sanglants. Des hommes, enveloppés de manteaux sombres, et rampants comme des couleuvres, se glissaient le long des murs du théâtre de Capranica. Ils y entrèrent. Dans leurs mains brillaient des poignards, à la lueur de chandelles allumées contre les décors, qui projetaient dans l'obscurité de la salle leur clarté douteuse.

Le cadavre enlevé de l'amphithéâtre Saint-Jacques avait été amené là. Il fut accoté à un mur, et les conjurés firent cercle autour de lui. L'un d'eux s'approcha du mort, et après avoir montré l'endroit du corps où les assassins doivent frapper pour faire une blessure mortelle, il leva son poignard et l'enfonça ensuite dans la gorge du cadavre, qui perdit l'équilibre et tomba sur le parquet. Ce cadavre représentait le ministre Rossi, condamné à mort par les sociétés secrètes.

Les conjurés félicitèrent l'auteur de ce sinistre drame, après quoi ils se séparèrent jusqu'à l'heure de l'ouverture des Chambres.

On voit combien la cruauté du parti républicain était froidement et habilement calculée. Il ne mentait pas à son impure et sanguinaire tradition.

IV.

Le ministère n'ignorait pas que les conjurés s'étaient donné rendez-vous pour l'ouverture des Chambres au palais de la Chancellerie, et pendant que les tueurs se livraient à l'horrible répétition que nous venons de raconter, les ministres délibéraient sur les moyens de s'opposer à l'émeute. Seul, M. Rossi était d'un avis différent de ses collègues, qui pensaient la garde civique suffisante pour le maintien de l'ordre public.

Le comte Rossi disait qu'il était préférable de confier la garde du palais de la Chancellerie aux carabiniers, sur lesquels il pensait qu'il était permis de compter davantage. Le colonel de ces troupes, qu'il avait fait quérir aussitôt, était venu appuyer cet avis de son expérience. Malgré cela, la majorité du conseil persista à préférer la garde civique. M. Rossi insista toutefois pour qu'un piquet d'élite occupât la cour de la Chancellerie et fît la haie sur son passage. Ce n'était pas qu'il redoutât la mort dont il se savait menacé, mais il accomplissait son devoir en prenant toutes les précautions utiles, après quoi il s'en remettait à la grâce de Dieu. Déchirant une lettre qui contenait des menaces de mort contre lui, il dit à ses collègues : « Ces précautions ne me sont pas personnelles, Messieurs; *Dieu sait que je mourrais avec joie pour la cause que nous défendons*, mais il importe, dans l'intérêt de cette cause, que l'ouverture de la Chambre s'opère avec calme et dignité. »

Comme il parlait, l'assassin de Capranica frappait le cadavre de Saint-Jacques.

Le comte leva la séance et rentra chez lui, où il revit encore une fois le discours remarquable qu'il devait prononcer

dans la matinée, et qui, dans sa pensée, allait donner une nouvelle force à Pie IX, et peut-être sauver l'Italie.

Il prit ensuite quelque repos; il fut réveillé à six heures du matin par son valet de chambre, et travailla de nouveau.

Il était levé depuis une heure, lorsque ses deux fils pénétrèrent dans son cabinet et lui demandèrent des billets pour assister à la séance. Il leur répondit qu'il n'en avait point. Comme l'aîné s'étonnait qu'un premier ministre n'eût point de billets et déclarait qu'ils s'en passeraient et trouveraient bien le moyen de pénétrer dans la Chambre : « Je vous le défends, reprit vivement M. Rossi. » Et ses fils insistant : — « Mais pourquoi cela, mon père? « Parce que telle est ma volonté, dit le ministre; vous resterez auprès de votre mère. »

Quand ils se furent retirés, il reçut le billet suivant de la duchesse de Rignano :

« Mon cher comte,

« Le plus grand danger que vous ayez jamais couru vous menace. Ne sortez pas, car vous serez assassiné! Si vous ne pouvez vous dispenser de paraître à la séance d'ouverture, prenez les plus grandes précautions; *il y va de votre existence!* »

Le ministre sourit avec dédain et ne tint pas compte de ce nouvel avertissement.

Il répondit aussitôt à la duchesse par le billet suivant, d'une délicatesse infinie :

« Ma chère duchesse, je vous suis très-reconnaissant de l'intérêt que vous me témoignez. Vos craintes me semblent exagérées; dans tous les cas, j'ai pris mes précautions, rassurez-vous donc sur mon compte et surtout sur celui de votre mari.

« Tout à vous,

« Comte Rossi. »

Toutes les précautions n'avaient point été prises; le courage de M. Rossi avait été imprudent. La lutte lui plaisait, car le

résultat n'était pas douteux pour lui. Le banquier Righetti, son ami, sous-secrétaire d'État au ministère des finances, étant venu le voir à neuf heures, il lui montra la lettre de madame de Rignano et ne lui dissimula pas son dédain pour les révolutionnaires : — « Ils menacent, donc ils ont peur, lui dit-il. Ce n'est pas l'homme qu'ils veulent tuer en moi, c'est le principe fatal à leurs projets ; ils veulent assassiner la Constitution *au bénéfice de la République !* »

M. Rossi reçut encore une lettre semblable à celle de la duchesse, après le départ du sous-secrétaire d'État. On l'avertissait du complot formé contre sa vie par les conjurés républicains, et la plus grande prudence lui était recommandée. On lui disait que le courage civil ne consiste pas à s'exposer à un danger qu'on peut éviter ; que le courage qui brave inutilement un péril quelconque est une fanfaronade, sinon une folie.

M. Rossi ne tint pas compte de tout cela, et la crainte du trépas ne fit pas pâlir son front.

Il déjeuna avec sa famille, comme d'habitude, avec la tranquillité sereine des âmes qui ont le sentiment du devoir. Il répondit avec une gaieté généreuse aux alarmes de la comtesse Rossi, tourmentée par de sinistres pressentiments. Comme il était encore à table, on vint l'avertir qu'une personne insistait pour lui parler d'une affaire de la plus haute importance et d'une urgence extrême : — « Dites à cette personne qu'elle revienne demain, dit le ministre ; les affaires de l'État doivent passer avant les intérêts particuliers. »

Le valet, au retour de cette communication, dit que la personne à laquelle il venait de transmettre la réponse du ministre, en avait paru vivement affectée, et s'était écriée, dans une attitude douloureuse : — « Il est déjà peut-être trop tard ; demain il ne sera plus temps ! »

La comtesse Rossi, dont l'anxiété augmentait à mesure qu'approchait le fatal moment, s'écria :

— « Vous le voyez, mon ami ! un grand malheur plane sur nous ! vous avez tort de ne prendre aucune précaution. »

— « Vous êtes une enfant, » reprit doucement le ministre.

Il se leva, fut s'habiller et se rendit chez le souverain Pontife.

Il était midi.

Le Saint-Père reçut son premier ministre avec affection, et lui donnant sa main à baiser :

— « Je suis heureux de vous voir, » lui dit-il.

— « Je viens prendre les ordres de Votre Sainteté, » dit M. Rossi.

— « Je n'en ai qu'un à vous donner, reprit le souverain Pontife d'une voix émue : celui de prendre toutes les précautions possibles pour éviter à nos ennemis un grand crime et et m'épargner une immense douleur.

— « Ils sont trop lâches, dit le comte Rossi ; ils n'oseront pas ! »

— « Dieu le veuille ! répliqua le souverain Pontife. Et, étendant les mains sur cette tête vouée au poignard républicain : — « En attendant, ajouta-t-il, recevez la bénédiction que je vous donne de toute mon âme ! »

On est toujours sûr de trouver un prêtre là où il y a un crime à conjurer, un homme à sauver. En descendant les escaliers du palais pontifical, le vénérable curé de Fuënza, qui avait été obligé de quitter sa paroisse, aborde le ministre, réclamant de lui quelques instants d'entretien.

— « Mais je n'ai pas le temps, répond le ministre.

— « Il faut que vous m'écoutiez cependant.

— « Que me voulez-vous ?

— « Vous sauver !

— « Qui êtes-vous ?

— « Monseigneur Marini.

— « Eh bien ! monseigneur, voyons, parlez, et surtout soyez court.

— « Ce matin, il y a une heure, je confessais au Gesù ; une

femme, le front pâle et la voix brève, s'approchant de mon confessionnal, me supplia de me rendre dans une chapelle voisine, où m'attendait, disait-elle, un personnage qui voulait me faire une communication d'une importance extrême... J'étais incertain... Mais cette femme, persistant, ajouta que je pouvais empêcher un grand crime et sauver la vie d'un homme.... Je n'hésitai plus; je me rendis aussitôt à l'endroit indiqué, et j'y trouvai, enveloppé dans un manteau, un inconnu qui, me prenant par la main : « Au nom de Dieu, courez au Quirinal; vous y trouverez le comte Rossi, arrêtez-le, s'il en est temps encore; empêchez-le, par tous les moyens qui seront en votre pouvoir, de se rendre au palais de la Chancellerie; s'il y va, il est mort! les conjurés sont à leur poste, et le poignard attend!... »

— « Je vous remercie, monseigneur, » répondit le premier ministre. Et il ajouta, en levant les yeux au ciel : — « La cause du Pape est la cause de Dieu! »

Et, sans trembler, il continua courageusement son chemin. M. Righetti, auquel il avait donné rendez-vous, l'attendait au bas de l'escalier. M. Rossi, lui montrant sa voiture : — « Montez, lui dit-il; montez, si vous ne craignez rien. » Pour toute réponse, le sous-secrétaire d'État se précipita dans la voiture et le ministre le suivit. En route, M. Righetti demanda au comte Rossi s'il y avait du nouveau; celui-ci lui raconta ce qu'on vient de lire. Il ajouta : — « Les républicains, que je méprise souverainement, ont résolu de se défaire de moi. Je pourrais pénétrer dans la Chambre par des voies secrètes, je ne le veux pas! je veux, au contraire, prouver à tout le monde que je ne crains pas les factieux! »

Quand on a le cœur si fièrement trempé, on mérite l'honneur de tomber victime de la cause de Dieu.

L'histoire recueille pieusement les dernières paroles des martyrs.

Se frappant la poitrine, sur laquelle il avait placé son dis-

cours, auquel il eût joint les brillantes inspirations que lui eût suggérées son génie, le premier ministre ajouta : — « J'espère que nous allons enterrer aujourd'hui la révolution ; voici son extrait mortuaire! »

— « Si on me laisse parler, dit-il encore, si l'on me donne le temps de prononcer le discours que j'ai préparé, et qui renferme peut-être le salut de l'Italie, c'en est fait de la démagogie dans la péninsule. »

Plus la voiture approchait, plus la foule augmentait sur son passage, sans pourtant qu'aucun cri malveillant fût poussé. Les hyènes se taisent en guettant leur proie.

Dans cette foule, on aurait pu remarquer un grand nombre d'hommes, pour la plupart inconnus à Rome, qui ne se perdaient pas de vue les uns les autres et qui échangeaient entre eux des regards d'intelligence. Quelques-uns s'abordaient en prononçant à voix basse des mots mystérieux.

Tous ces gens-là étaient du complot. Ils s'étaient glissés dans la foule, s'aidant de leurs coudes pour se frayer un passage; ils étaient ainsi parvenus à se trouver en tête du peuple avide et curieux qui se tenait à la porte du palais.

Un homme à sinistre visage ayant été remarqué par Joseph Decque, le cocher du ministre, courant dans cette direction comme pour aller annoncer l'arrivée de la voiture, le cocher, pris d'un pressentiment lugubre, proposa à son maître d'arrêter; mais le comte Rossi lui ordonna de continuer. Contrairement aux ordres qu'il avait donnés, il n'y avait pas de carabiniers au palais, gardé seulement par la garde civique. Cette première trahison n'arrêta pas le courageux homme d'État. Quand la voiture fut entrée dans la cour, elle fut entourée d'une soixantaine d'hommes silencieux, enveloppés de manteaux : c'étaient les acteurs de l'hôpital Saint-Jacques et du théâtre Capranica; c'étaient les conjurés. D'autres conspirateurs gardaient l'entrée du portique, de façon à couper toute retraite à la victime. Le ministre descend de la voiture avec

le sous-secrétaire d'État; ils sont accueillis par des huées et des sifflets. Les cris de : « A bas Rossi! vive la république! » retentissent. Tout à coup, un vieillard, portant une longue barbe blanche, qui suivait le comte Rossi et dardait sur lui son œil de tigre, lui donne un coup de bâton sur l'épaule. C'était le signal convenu pour l'assassinat. Au moment où le ministre se retourne pour répondre à cette lâche agression, un autre conjuré, celui qui avait frappé le cadavre de Saint-Jacques, se jette sur le comte Rossi, lui enfonce son poignard dans la gorge et disparaît dans le groupe des conjurés. La victime tombe sans pousser un cri.

Le courage moral triomphant de la nature physique, M. Rossi, par un effort surhumain, trouve assez de force encore pour se relever... son sang coule avec abondance et inonde M. Righetti, qui le soutient... Il fait ainsi quelques pas et retombe de nouveau sur les premières marches... il veut se redresser encore de toute la force de son sublime courage, impossible... Pris d'une convulsion générale, ses yeux se vitrent, sa figure devient violette, puis livide; on entend un râlement sourd... il a cessé de vivre!...

Ainsi Dieu permet parfois que le crime triomphe, que le mal ait ses victoires. Ainsi les méchants oppriment les bons qui souffrent, et la force est terrassée par la faiblesse. Le Christ aussi était fort, et il a souffert; il était fort parce qu'il était Dieu. Mais les bons ne doivent pas se décourager; qu'ils écoutent la voix mystérieuse, cette force surhumaine de l'âme qui nous crie : « Marche sans crainte, aime et crois; ils pourront briser ton corps, mais ton âme immortelle leur échappe! »

Ainsi périt le comte Rossi, illustre et intrépide victime de la république. La révolution avait eu peur de son talent et de son énergie, et elle s'était dit : « Brisons celui-là, qui est la condamnation vivante de nos crimes. » Voilà comment les révolutionnaires récompensèrent Pie IX de son amnistie, de ses incessantes bontés, de ses réformes, de sa bienveillance

poussée jusqu'à l'abnégation chrétienne! Il est, hélas! une observation que les hommes d'État ont faite maintes fois, c'est que la clémence passe ordinairement, chez les peuples, pour de l'impuissance et de la faiblesse, tandis qu'ils regardent la sévérité comme un signe de force et de supériorité.

Cependant le cadavre encore chaud de l'infortuné Rossi fut transporté dans les appartements du cardinal Gazoli, contigus à ceux de la salle où les députés étaient réunis. Plusieurs chirurgiens appelés à la hâte déclarèrent que tout était fini. Un bon citoyen, du nom de Pierre Melettri, se dévoue, malgré son grand âge, pour traverser les bandes d'assassins qui se félicitent de leur exploit, et court chez le Père Vaures, afin qu'il vienne, s'il en est temps encore, recevoir le dernier soupir de son ami. De son côté, le même dévouement inspire à M. Righetti la pensée d'aller annoncer au souverain Pontife l'irréparable malheur qui vient d'arriver. Cette nouvelle frappa Pie IX d'une des plus grandes douleurs qu'il eût encore ressenties. « M. le comte Rossi, dit-il d'une voix douce et grave, est mort martyr; Dieu recevra son âme en paix! »

Ainsi parla le Saint-Père, trop éprouvé déjà pour que cette nouvelle douleur surprît sa résignation et son courage.

Le Père Vaures était accouru auprès de son malheureux ami. Sur son corps sanglant et inanimé il répandit la bénédiction apostolique. Son rôle comme ami, et surtout comme prêtre, n'était pas fini : il lui restait l'atroce devoir d'aller trouver la comtesse Rossi et ses fils, et de leur apprendre que le poignard républicain les avait rendus veuve et orphelins. Comment leur dire l'horrible nouvelle? quels ménagements seraient assez délicats pour ne pas briser d'un seul coup ces trois cœurs? La Religion seule donne cette intelligence et cette force; seule aussi, elle donne le courage de supporter de telles douleurs.

Dans les moments suprêmes de la vie, un ami, c'est la chose la plus précieuse du monde, car c'est bien rare, l'adversité fait vite envoler presque tous ceux qui prennent ce nom. Un ami

dans le malheur, c'est comme un rayon de soleil qui visite le cachot du prisonnier ; c'est la vie, c'est l'espérance, c'est une caresse du ciel, c'est un bonheur doux comme la maternité, et l'âme la plus désolée se relève sous cette chaude clarté, comme à l'aurore la plante desséchée sous la rosée qui baigne les fleurs. Or, dans quelque abime que soit tombé un homme, la religion lui envoie toujours cet ami ; rien ne rebute le prêtre.

Chemin faisant, le Père Vaures rencontra le cocher du comte, qui avait eu beaucoup de peine à se dégager, la foule hurlant contre lui des cris de mort.

Le Père Vaures monta dans la voiture, qui revint à l'hôtel du ministre.

La figure du moine courageux devait avoir une expression bien frappante, car, dès qu'elle l'aperçut, la comtesse Rossi, ignorant encore le crime, s'écria d'une voix altérée : — « Qu'y a-t-il, mon Père ? »

Et ses lèvres pâles étaient balbutiantes d'angoisses.....

— « Calmez-vous, Madame, calmez-vous..... »

L'infortunée, qui se doutait que l'heure suprême de la séparation avait sonné, poussa un cri déchirant. Elle avait lu son arrêt dans les yeux du bon prêtre à travers le tremblement de son âme.

— « On dit, continua l'abbé Vaures, on dit qu'une tentative de meurtre a eu lieu sur la personne du comte..... mais.....

— « Ah ! les malheureux ! ils me l'auront tué ! » s'écria-t-elle avec égarement.

— « Cependant, rien n'est bien certain encore..... »

Les deux fils de la victime, émus de pressentiments tragiques, rentrèrent à ce moment, la figure bouleversée, les yeux hagards..... ils avaient tout entendu et deviné la charitable hésitation du respectable prêtre. — « Où est notre père ? s'écriaient-ils d'une voix furieuse et désolée ; où est notre père ?... Vous ne nous répondez pas !..... Ils l'ont assassiné, n'est-ce pas ?..... Eh bien ! vengeance ! mort à Sterbini !.....

Et ces infortunés, égarés par la douleur, sortirent l'épée à la main.

Le Père Vaures ne pouvant les retenir, resta auprès de la veuve de son ami et lui parla le langage de la religion. Pauvre femme! sa douleur fut aussi résignée que profonde.

Ce coup terrible et imprévu avait affaissé son âme et l'avait plongée dans une atonie qui ne lui laissait qu'une force, celle de souffrir. Frappée dans l'un des plus chers objets de sa chaste tendresse, frappée par la démocratie, ce tourmenteur aussi impitoyable que l'enfer, abattue sous cette pensée terrible que l'espoir de revoir son époux en ce monde était superflu, l'infortunée comtesse n'avait plus l'énergie de proférer une plainte; elle ne pouvait que s'écrier, comme Jésus, avec la certitude de n'être point exaucée : « Mon Dieu! détournez de moi ce calice! » L'espérance céleste était la seule qui lui restât; le Père Vaures prit doucement son âme, comme un vieillard prend la main d'un faible et timide enfant, et la guida dans ce chemin bienheureux. Ce déchirement avait emporté un morceau de son cœur. La croix seule lui restait que lui présentait le saint prêtre : elle s'y abrita. On n'est bien que sous cette croix et sous ce sang qui rachète et qui lave!

La plaie de cette pauvre âme fut soulagée par la prière et par la résignation. Et l'ange qui emporta aux pieds de Dieu l'expression brûlante de sa douleur, revint secouer ses ailes sur son front et lui rapporta les larmes qui consolent. C'est dans ces grandes épreuves, alors que le cœur est douloureux dans la poitrine, qu'on se sent heureux de croire, de ne pas avoir le cœur dévasté par le doute, ce poison mortel qui brûle et dévore!...

La comtesse de Rossi redoutait aussi pour ses enfants le sort qui avait atteint leur père. Son cœur d'épouse et de mère saignait par tous les pores; haletante, éperdue, atterée, elle pleurait toute son âme aux pieds du prêtre du Christ qui lui disait :

— « Sois bénie et consolée, toi qui souffres! »

Sans l'ardente charité de l'homme de Dieu, la malheureuse fût devenue folle de désespoir.

Pendant ce temps ses fils traversent les rangs du peuple, qui les laisse passer, les uns touchés de leur douleur, les autres curieux de spectacles terribles, avides d'émotions nouvelles. Ils sont accompagnés par un ami, qui cherche à les contenir, et, au besoin, saura partager leurs dangers.

— « Où est notre père ? » s'écrient-il dans l'âpreté de leur souffrance.

Ils sont arrivés devant les gardes nationaux, demeurés froids et impassibles en présence de ces événements épouvantables. Le plus jeune des fils du ministre assassiné, M. Edouard Rossi, qui porte encore le costume d'aide-de-camp de la milice citoyenne, s'arrête devant ces perfides et lâches bourgeois, et leur crie : — « Vous êtes des infâmes, ô vous qui ne l'avez point défendu et qui l'avez laissé lâchement assassiner ! Vous avez déshonoré votre uniforme ! le mien me fait horreur, je ne le porterai plus ! Cette épée, avec laquelle à Vicence j'ai naguère combattu les ennemis de la patrie, je la maudis et je la brise ! »

Il la brise et la jette à leurs pieds, ainsi que les débris de son uniforme qu'il a déchiré, de ses épaulettes qu'il a arrachées. Puis, Alderan Rossi, son frère, s'écrie :

— « Le poignard qui vient d'assassiner notre père a tué pour toujours la cause de la Jeune-Italie ! cette cause, étayée sur le crime, est à jamais perdue !... »

L'ami dévoué qui veille sur eux parvient à les entraîner auprès de leur mère éplorée.

La garde nationale avait été infâme, la Chambre des Députés ne le fut pas moins. Le libéralisme, qui espérait profiter du crime, l'approuvait ; sa complicité est évidente. La nouvelle de l'assassinat de leur collègue parvint aux députés au moment où l'un d'eux lisait un discours. Les membres du corps diplomatique s'étaient levés pour sortir : — « Attendons, » fit

M. le duc d'Harcourt, en retenant M. Martinez de la Rosa, ambassadeur d'Espagne, « attendons, Messieurs, pour voir ce que fera le président et ce que résoudra la Chambre. »

— « Passons à l'ordre du jour, » dit froidement le président.

Et ce fut tout. Un seul député, un seul montra du courage dans cette circonstance, et nous regrettons infiniment de n'avoir pas su son nom. Comme quelques-uns de ses collègues lui demandaient de quoi il s'agissait : — « Demandez-le à M. Sterbini, il doit en savoir quelque chose ! » s'écria le courageux député.

— « C'est infâme ! » s'écria M. d'Harcourt, en entraînant ses collègues ; « sortons, pour ne pas être complices d'une pareille impassibilité ! »

La nouvelle du crime commis par les républicains s'était promptement répandue par toute la ville ; les honnêtes gens en furent attérés ; la vile populace poussa des hourras de joie féroce. Conduite par les conjurés, elle se répandit dans les rues en chantant ; elle promena, le soir, aux flambeaux, le poignard de l'assassin. Plusieurs maisons furent illuminées, entre autres les cafés, les cabarets et les bureaux des journaux de la démocratie. Un mercenaire, du nom de Trentanove, désigné comme le meurtrier, est porté en triomphe et salué des cris de : « Vive Brutus II ! Vive le poignard de Brutus ! Vive l'Italie républicaine ! »

Les bêtes féroces chantent une hymne de sang, composée *d'avance* par Sterbini, le plus actif collaborateur de Mazzini, et dont l'atroce refrain est : « Bénie soit la main qui a poignardé Rossi ! » Cette bande de cannibales parcourt ainsi la ville avec des drapeaux et en chantant. Loin de les combattre, les gardes nationaux, les carabiniers et un certain nombre de soldats de la ligne les accompagnent et font chorus avec eux. Trentanove est porté ainsi en triomphe jusqu'au *Café des Convertite* : là, il est entouré, embrassé ; c'est à qui touchera « *la*

sainte main du libérateur de l'Italie! » Ce misérable se laissait faire d'un air hébété. Il se tordait dans son triomphe comme un reptile coupé en deux. Il laissait ses yeux errer sur la foule en élevant ses mains crispées. De ses lèvres convulsives s'échappaient des mots sans suite, semblables au hoquet de l'agonie. Sa figure était livide; de grosses gouttes de sueur sillonnaient son front; ce héros de la république semblait à la torture. Il était épouvantable.

Les brigands, remarquant l'absence des dragons, courent à la caserne de ces soldats, qui les repoussent bravement; alors, par un raffinement de cruauté inouïe, ils se dirigent vers l'hôtel du comte Rossi, où pleurent sa veuve et ses fils. En temps de révolution, il n'est pas permis de pleurer : le bruit des sanglots irrite les tigres, et leur soif de meurtre en devient plus ardente. Les émeutiers implacables et sans pitié entonnent le chant de Sterbini, en l'honneur de l'assassin, devant cette maison de deuil; dans leur perversité déhontée, ils attachent le poignard qui a tué M. Rossi à un drapeau et l'élèvent à la hauteur des fenêtres, afin qu'il soit aperçu par la veuve et les enfants de la victime, dont ils ne respectent pas la souffrance avec ses pudeurs.

Mais ces monstres n'avaient donc pas d'âme? dira-t-on. Non! les révolutionnaires n'en ont pas. Ils ne savent pas ce que c'est que les affections de la famille; jamais un sentiment tendre, chrétien, n'a fait palpiter leurs entrailles de marbre. Ils n'ont d'autres sensations que la soif du sang, les désirs féroces et les délires effrénés de la débauche; le spectacle de l'agonie de leurs victimes les réjouit.

Indigné de ces épouvantables infamies qui rappelaient la terreur de 93, M. le duc d'Harcourt pria le Père Vaures d'offrir l'hospitalité à la famille Rossi dans le palais de l'ambassade française. Cela fait, le charitable abbé s'occupa de rendre les derniers devoirs à son ami. Ce soin était très-pressé, car les républicains avaient promis de venir chercher le cadavre pour

le promener triomphalement dans la ville et s'en partager les lambeaux. Dans d'autres pays de l'Italie, les républicains avaient non-seulement traîné, profané les corps de leurs victimes, mais ils avaient *bu leur sang encore chaud*, ils avaient *mangé leurs chairs encore palpitantes!* C'est tout au plus si les républicains de 93 eux-mêmes avaient tant osé. En présence de ces faits notoires, la plus grande précipitation était commandée pour soustraire le corps de M. Rossi à la fureur atroce et sacrilége de ses assassins. Mais le Père Vaures trouva dans le directeur de la police, qui avait été nommé par M. Rossi sur ses instances, un lâche que la peur avait abruti et qui retarda la pieuse mission du vénérable religieux. Nous regrettons de ne pas savoir le nom de cet ingrat pour le publier: il mérite cette flétrissure, il mérite d'être attaché à sa bassesse. Le procureur fiscal, entre les mains duquel il avait déposé sa lâche démission, se montra plus brave; et, dans la nuit, le corps de la victime put être transporté, par les soins du Père Vaures et du curé de Saint-Laurent-in-Damazo, dans une pièce voisine de la sacristie de cette église, qui touche au palais de la Chancellerie.

Le cadavre fut embaumé par les soins des docteurs Carpi et Bucci, devant le Père Vaures et Germain, valet de chambre de M. Rossi. Il fut ensuite enfermé dans un cercueil de chêne, qui fut placé dans une châsse de plomb. Le Père Vaures pria le reste de la nuit au pied du cercueil de son ami.

Le seul luxe de cette cérémonie funèbre était la figure du Christ, blanche, douce et inclinée, qui semblait prier avec les affligés agenouillés devant elle.

Cette cérémonie des funérailles, dans ce lieu sombre et nu, la nuit, avait quelque chose de saisissant et de profond, dû à l'impérieuse nécessité de la célébrer ainsi, à l'abri de tous les regards, à l'abri des violences sacriléges de la révolution.

V.

Ce jour-là, toute la ville de Rome avait manqué de cœur. Point d'excuses, même pour les timides. Les peureux, ceux qui, pouvant défendre le gouvernement de Pie IX, ne l'ont pas fait, ceux qui sont restés oisifs après l'assassinat du premier ministre de Sa Sainteté, sont complices de ces forfaits épouvantables et y ont coopéré par leur abstention.

Nous avons dit que le comte Rossi avait dans sa poche le discours qu'il devait prononcer à la Chambre. Il fut retrouvé sur lui, tout taché de son sang généreux. Il renfermait, comme l'avait dit la victime, le salut de l'Italie.

Voici ce document historique, que M. Rossi eût complété par son improvisation si facile :

« **Messieurs les Députés**,

« A peine Sa Sainteté Pie IX s'est-elle assise sur le trône pontifical, que l'univers catholique a admiré en lui la clémence du Pontife et la sagesse du souverain; l'histoire dira que Pie IX fut un Pontife indulgent et un monarque réformateur.

« L'amnistie porta la consolation dans le sein de centaines de familles; les laïques obtinrent de concourir aux affaires publiques; la Consulte d'Etat ouvrit les voies à la monarchie représentative, enfin la pensée souveraine se formula dans le statut fondamental et fit participer l'Etat pontifical aux bienfaits et à la gloire de la civilisation moderne; aussi le monde étonné vit démentir par des faits solennels les injustes prévisions d'une philosophie politique qui proclamait la papauté nécessairement,

par la nature de ses principes, comme l'ennemie des libertés constitutionnelles et l'obstacle perpétuel au perfectionnement des institutions civiles dans les Etats d'Italie. Dans le court espace de quelques mois, Sa Sainteté accomplit spontanément une œuvre qui aurait suffi pour éterniser la gloire d'un long règne, et donna aux souverains des autres peuples les plus nobles exemples de sa sagesse gouvernementale. L'histoire impartiale et sincère, racontant, comme de juste, les actes de ce pontificat, répétera que l'Église, inébranlable sur ses assises, inflexible quant à la sainteté de ses dogmes, comprend cependant et seconde toujours, avec une prudence admirable, le développement légitime des institutions et des choses de ce monde, et les mouvements que la divine Providence imprime à la vie sociale.

« Sa Sainteté avait tout lieu de croire que l'événement répondrait à ses prévisions bienfaisantes et à la libéralité de ses concessions ; qu'une tranquillité, fruit de ses méditations et de ses veilles, offrirait aux particuliers ces sources de richesses qui n'attendent que des bras intelligents et les instruments convenables pour répandre des trésors, et qu'au milieu de la prospérité générale, les anciennes erreurs d'un gouvernement trop indulgent une fois oubliées, et la détresse du Trésor public promptement soulagée, l'Etat pourrait s'occuper des nobles et utiles entreprises qui doivent signaler à la reconnaissance de nos derniers neveux le pontificat de Pie IX, et en éterniser la mémoire.

« Les justes espérances de Sa Sainteté ne sont pas encore réalisées ; des événements qu'il était impossible aux hommes de prévoir, une obstination aveugle que la prudence politique du Pontife pouvait déplorer chez les autres sans la vaincre, des mouvements excités au dehors et dont il était impossible que son peuple, enflammé du noble sentiment de la nationalité italienne, demeurât spectateur indifférent, des revirements politiques et sociaux profonds, inattendus, et se succédant avec

la rapidité de l'éclair, ont produit dans l'Europe entière un bouleversement tel que toute prévoyance humaine s'est trouvée singulièrement dépassée par les faits. Il n'appartient qu'à l'histoire de donner, dans sa page tardive, l'explication du développement mystérieux de ces révolutions terribles dont la Providence seule connaissait d'avance les motifs et les effets.

« Au milieu de ce flux de passions généreuses et mauvaises, d'actes d'héroïsme et d'erreurs, d'espérances et de sujets d'effroi, l'administration ferme et régulière des affaires humaines devient pour ainsi dire impossible, tant est grand le nombre des faux sages qui s'abstiennent, des faibles qui abandonnent tout espoir, et des audacieux qui ne connaissent plus de frein.

« Semblables à des navigateurs assaillis par la tempête, ceux qui gouvernent l'Etat dans ces temps de crise prennent la route qui leur est possible plutôt que celle qu'ils auraient à cœur de suivre; et il serait injuste de leur reprocher de n'avoir pu prévenir toutes les méprises, obvier à toutes les secousses, éviter tous les écueils.

« Il était impossible que l'Etat pontifical ne ressentît pas le contre-coup du choc européen. Ici donc on vit éclore ce mélange de bien et de mal qu'entraînent après elles ce que les historiens appellent les époques de transition, et il serait injuste de vouloir, relativement au pays, devancer par une sévérité inopportune le jugement impartial de l'histoire ; quant à nous, nous préférons attribuer le bien aux hommes et le mal à l'époque.

« Acceptant donc les faits sans les juger, rappelons-nous seulement avec quelle douleur les gens bien pensants (et nous donnons ce nom aux partisans sincères d'une liberté honnête et des progrès réguliers) voyaient les désastres qui accablaient l'Etat et les particuliers, la ruine du commerce et du crédit, la disparition du numéraire, la détresse du Trésor, l'énormité des dépenses, le renversement plutôt que le renouvellement de l'ordre social, la décomposition et la désorganisation de

l'armée, les délits devenus aussi fréquents qu'impunis, la licence universelle; mais par dessus tout, ils voyaient avec peine le danger de mort pour la vraie liberté quand l'anarchie ose en prendre le masque, et ils tremblaient que, dégoûtée de tant de folies, Sa Sainteté ne finît par douter de la reconnaissance de son peuple et par se repentir des concessions qu'elle lui avait faites.

« En nourrissant de telles craintes, ils ignoraient la longanimité du souverain Pontife, qui gémissait sans doute des obstacles que, d'une part, des événements imprévus, et de l'autre, des passions malveillantes et des esprits mal avisés opposaient à l'œuvre si désirable de réformes dans l'Etat, mais qui ne demeurait pas moins ferme dans son dessein de l'accomplir.

« Appelés, Messieurs, à le seconder dans cette entreprise de réorganisation de la chose publique, vous vous y êtes appliqués dans des temps très-difficiles, et avant même que le gouvernement eût eu le loisir de préparer et de mûrir les diverses propositions, sur lesquelles il est désirable d'appeler les sages examens et les délibérations des Chambres législatives.

« De là vint la pensée d'en proroger la session. Les ministres de Sa Sainteté ayant peu après manifesté le désir de se retirer, le Saint-Père daigna nous honorer de sa confiance, et nous ordonna de prendre sur nous le lourd fardeau des affaires publiques.

« Nous avons obéi.

« Nous n'ignorions pas cependant combien était ardue et périlleuse la tâche à laquelle nous allions mettre la main. Il nous était facile de prévoir que de tous côtés se dresseraient devant nous, pour nous faire la guerre, les abus anciens et nouveaux, les habitudes fâcheuses des temps passés, les idées fantasques, irrégulières et superbes de nos jours. Nous nous sommes néanmoins inclinés devant la volonté souveraine, en

nourrissant l'espoir que la confiance du prince soutiendrait notre courage, et que l'autorité et la sagesse des Chambres suppléeraient à notre insuffisance.

« Tout repose sur vous, Messieurs; le gouvernement constitutionnel est pour notre sol une plante tendre encore et délicate, et qui n'a poussé qu'avec peine ses premières et frêles racines. Inutile de vous dire, car vous ne l'ignorez pas, qu'une Constitution n'est pas fondée par le seul fait de sa rédaction et de sa promulgation : il faut que la marche corrélative des faits la fortifie, et qu'elle s'enracine dans les mœurs par un exercice continu, pacifique et régulier; oui, c'est après que la nation a appris à la connaître, à y recourir, à en ressentir les bienfaits, à craindre de la perdre, à s'honorer de la posséder, c'est alors seulement qu'elle peut, à bon droit, être proclamée comme un produit indigène et inhérent au sol. Montrons donc, Messieurs, que nous en sommes dignes, en prouvant que si nous sommes reconnaissants de ce don précieux, nous en sommes en même temps les gardiens jaloux et intrépides, les observateurs scrupuleux. Vous êtes, Messieurs, une partie essentielle de cette nouvelle organisation politique. Guidée par vos conseils, par vos enseignements, par vos exemples, forte de votre coopération, la nation entrera volontiers et avec joie dans la voie constitutionnelle tracée par la main du prince, et nos neveux diront avec l'accent de la reconnaissance : Si Pie IX, ce grand et généreux Pontife, rédigea la Constitution, les Chambres la fondaient en 1848 en l'appliquant avec une mûre prudence, avec une infatigable patience, avec une persévérance admirable, opposant une égale résistance aux vains regrets du despotisme et aux folles violences de l'anarchie.

« Quant à nous, nous regarderons comme une bonne fortune et comme un honneur de pouvoir nous associer à vos travaux, y apportant, sinon une somme de connaissance et un esprit proportionnés aux besoins, du moins un zèle sincère, un travail sans relâche, un courage inflexible. Nous avons pro-

mis de servir fidèlement le Pontife, d'observer fidèlement la Constitution ; ce ne seront point de notre part de vains engagements. Pour nous, la souveraineté est sacrée et la constitution l'est également. Quiconque essaierait de séparer l'une de l'autre trouverait en nous, comme en vous, Messieurs, des adversaires inébranlables.

« Nos premiers soins devront se porter sur l'armée et sur les finances : celles-ci étant en désordre et peu productives, celle-là incomplète et désorganisée ; et, vous ne l'ignorez pas, Messieurs, sans armée et sans finances un État est impuissant à conserver la paix, plus encore à soutenir la guerre. Mais on ne peut remettre l'armée sur pied ni rétablir l'ordre dans les finances que par des actes positifs et au moyen d'une administration régulière et laborieuse. Le ministre de la guerre vous expliquera tout à l'heure ce que nous avons fait, non-seulement pour organiser une armée de vingt-quatre mille hommes, mais pour y arriver aussi promptement que possible dans un pays où la conscription n'est point connue; et s'il vous plaît d'approuver nos plans, vous devrez rconnaître, après examen des comptes, qu'en dépit des frais énormes que cela occasionne, il nous faut garnir en peu de mois tous les magasins de l'Etat d'un nouveau et important matériel de guerre.

« Cette nécessité augmentera la détresse du Trésor. Sous peu de jours, nous mettrons sous vos yeux notre situation financière ; mais avant de vous demander de voter le budget de 1849, nous avons cru indispensable, pour que vos délibérations soient sincères et que l'ordre soit rétabli dans les finances, non pas d'une manière factice, mais positive, de vous présenter le bilan exact de 1848. A défaut de ce dernier, le budget de 1849 serait un édifice sans base ; les comptes publiés en 1848, en conséquence des changements et faits survenus depuis, manquant aujourd'hui d'exactitude, comment les Chambres pourraient-elles décider avec connaissance de

cause, si d'abord elles n'étaient informées de la position, au moins approximative, dans laquelle nous place l'exercice courant?

« La tâche était pénible; cependant elle a été accomplie en peu de jours. La méthode employée et les moyens auxquels nous avons eu recours seront clairement exposés aux Chambres dans le rapport qui accompagnera les comptes rectifiés.

« Le ministre des finances intérimaire ne pouvait cependant pas attendre cette rectification pour se mettre à l'œuvre; il lui fallait, afin de ne pas exposer l'État à une crise périlleuse, sinon fatale, faire promptement et aussi correctement que possible une estimation approximative des besoins du Trésor et trouver des moyens sûrs et efficaces d'y subvenir. Il le devait d'autant plus que la circulation avec cours forcé d'un papier portant intérêt, par une conséquence naturelle et facile à prévoir, privait le gouvernement des ressources que, dans des circonstances différentes, la banque aurait pu lui fournir.

« Or, le ministre dut se convaincre que les deux millions de bons du trésor déjà décrétés étant épuisés, il aurait besoin d'un autre million d'écus pour l'exercice courant : et comme c'eût été folie de croire que dans l'état actuel de l'Europe, au milieu des complications où nous nous trouvons nous-mêmes, l'État pût se réorganiser de manière à ce que les sources de la richesse publique et particulière pussent, au bout de quelques mois, abonder au point de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, il a cru raisonnable de prévoir un déficit pour l'exercice 1849.

« Néanmoins, nous avons la ferme espérance que ce déficit n'excédera pas un million d'écus, comme nous avons une confiance plus positive encore que les chambres s'appliquant activement et sagement à l'œuvre des réformes, l'équilibre dont nous parlons ci-dessus pourra être vraiment et solidement rétabli dans le budget de 1850.

« L'État pontifical n'est pas riche, mais il peut le devenir :

la Providence lui a réparti à pleines mains les éléments de la fortune publique et privée ; c'est à nous à les faire valoir. Pour peu que la liberté, la sécurité et de sages lois y concourent, le capital national s'accroîtra rapidement. L'expérience a démontré mille fois que là où ces conditions lui sont faites, le développement du capital atteint des proportions qui tiennent du prodige.

« Peut-être n'est-il pas hors de propos de dire ici que, ne nous attachant qu'au point de vue de l'arithmétique, les sujets de l'État pontifical ne paient à l'heure qu'il est, en impôts de toute nature, que sur le pied de trois écus par tête, tandis que les Anglais en paient au moins dix, les Français neuf, et que les sujets d'autres pays en paient cinq et six; je ne sais s'il y a un pays au monde où l'on paie moins de trois écus, mais je crois pouvoir affirmer que cela ne saurait être dans aucun pays dont les côtes soient, comme les nôtres, baignées par deux mers, dont le sol soit aussi riche et dont le climat soit aussi doux. On exigeait peu de qui produisait peu, et cela est la preuve d'un gouvernement doux et équitable ; mais il est cependant juste de dire en même temps que la chose publique et l'intérêt privé trouvent mieux leur compte si on stimule la production, sauf à prélever deux sur qui produit vingt, au lieu de se contenter de un de qui produit seulement cinq.

« Concluons-en donc, Messieurs, qu'un gouvernement ferme, régulier et pratique, s'appliquant à développer la richesse nationale, peut raisonnablement espérer que si des malheurs imprévus ne viennent pas déranger ses calculs, il obtiendra, sans inconvénient pour les particuliers, un accroissement progressif des revenus de l'État. Le ministre des finances ne pouvait cependant rester inactif; ayant accepté sa charge au mois de septembre, il lui fallut bientôt acquérir la conviction qu'il n'y avait de quoi pourvoir aux besoins du trésor que jusqu'au 15 novembre.

« Il aurait eu besoin de chercher des sources nouvelles de revenus, car à des besoins extraordinaires il faut des remèdes extraordinaires; mais ces derniers deviennent, dans les circonstances difficiles, d'un emploi douteux, sinon impossible.

« Un emprunt, si toutefois il eût pu se faire, n'aurait pu être négocié qu'à des conditions ruineuses.

« Une augmentation dans les impôts était une mesure qui ne pouvait venir à l'esprit d'aucun homme sensé.

« Que restait-il donc à faire, sinon d'avoir recours à une nouvelle émission de papier et de s'exposer aux dangers et aux fâcheux résultats qui sont la conséquence d'une valeur de crédit substituée à la valeur effective, lorsque la valeur première excède certaines limites et n'offre aucune chance d'un remboursement prochain? L'agio, tout le monde le sait, s'accroît alors outre mesure; tout augmente proportionnellement de prix; les salaires, les revenus et les émoluments payés jusqu'alors en numéraire deviennent insuffisants aux besoins de ceux qui les perçoivent; les débiteurs tirent un parti peu loyal de la circonstance au détriment de leurs créanciers. En un mot, ruine imprévue et irréparable chez les uns, gains illicites chez les autres, manque universel de confiance, changes ruineux, paralysation du commerce, anéantissement du crédit, telles sont les conséquences inévitables d'une valeur de convention poussée imprudemment au delà des bornes voulues.

« Je ne prétends pas cependant affirmer absolument que l'État pontifical ne puisse supporter sans ruine une émission de quatre millions d'écus en papier; mais je ne crains pas d'avancer qu'il n'eût été ni convenable ni équitable d'exiger, pour une nouvelle émission de deux millions d'écus en papier, la garantie obtenue pour la première, et que c'eût été une très-grande imprudence de faire cette émission sans l'accompagner d'un gage indubitable. Les gouvernements ont si souvent et jusqu'à un tel excès abusé de ce dangereux expédient,

que les peuples l'envisagent au premier abord avec défiance et ne sont nullement rassurés par la simple promesse d'un paiement que rien, suivant eux, ne leur assure.

« Ajoutons à cela, et ceci mérite la plus sérieuse considération, que la persistance à pousser jusqu'au bout l'opération commencée par les deux millions de bons du trésor augmentant la dette publique d'une somme importante, les fonds consolidés de l'État romain en auraient éprouvé une baisse plus forte que ne le justifiaient les événements politiques. Un débiteur qui multiplie ses engagements et qui augmente sa dette ne peut attendre du public aucune confiance ; son crédit diminue de jour en jour, et pour peu que d'autres besoins imprévus lui surviennent, force est pour lui de mettre en circulation d'autres effets, qui, plus mal accueillis que les précédents, finissent par faire éclater une de ces terribles catastrophes dont plus d'un Etat a eu à déplorer les fatales et funestes conséquences.

« Ces pensées inquiétantes assiégeaient mon esprit sans me permettre d'entrevoir aucune voie de salut, lorsque la parole du chef de l'Eglise vint me rassurer et éclaira mes pas incertains d'un rayon de lumière; en effet, je demandais s'il m'était permis d'espérer pour le Trésor une garantie semblable à la première, et Sa Sainteté m'engagea à attendre plus encore du patriotisme du clergé. Cet espoir que m'inspirait le souverain Pontife se réalisa complétement, car *le clergé lui fit l'offre de quatre millions d'écus, non à titre de prêt, mais à titre de don*, et le souverain Pontife l'accepta solennellement au profit de l'Etat.

« De la sorte, *en cicatrisant les plaies du Trésor public*, le clergé nous permit de pourvoir aux besoins de l'avenir et nous procura le temps et le loisir de rétablir, grâce à la sage coopération que nous attendons de vous, Messieurs, et au développement de la prospérité générale, l'équilibre entre les recettes et les dépenses. C'est, de sa part, une noble preuve de dévoue-

ment au souverain, d'amour pour la patrie et de coopération sincère au ferme maintien des nouvelles institutions civiles et politiques ; car je n'ai pas besoin de vous dire, Messieurs, combien une situation financière florissante devra faciliter le développement rapide et sincère de la nouvelle existence politique de l'Etat : la liberté s'implante avec force et croît avec vigueur là où ses premiers germes sont accueillis par le sourire et l'amour des peuples reconnaissants. Quiconque aide au gouvernement à traverser sans entraves les voies toujours scabreuses qui des anciennes institutions conduisent aux nouvelles, a bien mérité de la patrie et contribué à l'affermissement des libertés récemment acquises. C'est par des *actes irrécusables* que le clergé s'est associé à l'œuvre de notre régénération politique et a scellé avec la classe laïque de l'Etat un pacte d'alliance cordiale et fraternelle. Que ce pacte soit également cher aux uns et aux autres, et l'Etat romain sera plus heureux que tant d'autres pays qu'on a vus se déchirer entre eux à la suite de discordes suscitées par des classes rivales. Le clergé comprend la sainteté de sa mission, les laïques ne voudront pas la méconnaître. La religion n'est ni un privilége d'une part ni un esclavage de l'autre, c'est un lien sacré et commun à tous, qui réunit dans le même giron fraternel et les pasteurs et les troupeaux, et ceux qui enseignent et ceux qui reçoivent la doctrine.

« Il est vrai de dire que la donation du clergé n'est pas absolue et inconditionnelle, et qu'elle n'a pas non plus été ainsi acceptée par le souverain Pontife ; car nous ne pourrions en profiter au bénéfice de l'Etat, si nous n'en remplissons scrupuleusement les conditions expresses. Les paiements doivent être faits en quinze fois, et les quatre millions d'écus ne sont donnés à l'Etat qu'à la charge par celui-ci de régulariser l'affranchissement de la redevance territoriale décrété l'année dernière, et de faire lever l'hypothèque prise sur les biens ecclésiastiques, en garantie des bons qui sont aujourd'hui en circulation.

« Ces conditions, pour qui y regarde de près, ne sont ni singulières ni dures.

« L'État doit deux millions d'écus; aujourd'hui, il les doit aux porteurs des bons du Trésor : que, demain, pour les retirer, on dispose de partie des biens du clergé, et admettant que tout marche au gré de nos désirs, qu'on trouve des acheteurs à des conditions honorables, l'État n'aura fait que changer de créanciers; les deux millions d'écus dont il est redevable aux propriétaires des bons du Trésor, il en sera redevable au clergé, et deux millions d'écus d'inscriptions sur la dette publique remplaceront les deux millions de bons du Trésor : eh bien! *le don du clergé nous décharge de tout cela.*

« Et il ne faut pas dire que les deux millions de bons en circulation seront désormais privés de leur gage; car, de deux choses l'une, ou nous escomptons en tout ou partie les quatre millions que le clergé s'engage à nous payer, et alors nous retirons de suite les bons de la circulation et l'hypothèque devient inutile, ou les Chambres décident qu'il ne faut retirer les bons qu'aux époques prescrites, et, dans ce cas, l'hypothèque n'en est pas moins nulle de plein droit, puisqu'elle n'avait d'autre objet que d'assurer par la vente des biens l'argent nécessaire pour ce rachat, argent que le clergé ne s'était pas engagé à nous donner gratuitement, puisqu'il s'était uniquement porté garant pour l'État de ladite somme de deux millions d'écus.

« Aujourd'hui la position est différente; le clergé est le débiteur principal et direct, il a souscrit une obligation en due forme pour la somme de quatre millions d'écus, et cette obligation a pour gage à l'appui, non une certaine quotité de biens désignés, mais la totalité du patrimoine ecclésiastique qui est inaliénable. D'ailleurs, dans l'hypothèse proprement imaginaire que le clergé apportât des délais dans les paiements à la décharge de son obligation ou se refusât d'y satisfaire, le gouvernement ne serait pas moins certain d'en être payé aux

échéances en retenant, en guise de compensation légale, une somme équivalente au montant de chacun des termes de ladite obligation sur les coupons de la rente consolidée dont le clergé est propriétaire.

« Tout le monde sait qu'en vertu du droit commun, deux créances également certaines et liquides et payables aux mêmes échéances, se compensent mutuellement. Quant à la condition de l'hypothèque, force est d'avouer que c'est une question de dignité pour le clergé plutôt qu'une question d'intérêt pour le Trésor et pour les porteurs de bons ; il est donc vrai de dire qu'on ne saurait imaginer créance plus solide ni garantie plus satisfaisante ; les propriétaires des bons du Trésor seraient pour le moins aussi certains qu'ils le sont aujourd'hui du remboursement intégral de leurs titres.

« La Chambre aura à décider si, dans le cas ou cela lui paraîtrait avantageux, il lui est loisible de retirer, avant les époques convenues, le papier portant intérêt, pour mettre en circulation à sa place les valeurs du clergé ne portant pas intérêt : nous ne nous arrêterons pas à cette question, persuadé que tous nos soins doivent avant tout aboutir au prompt rétablissement de la circulation métallique, offrant les valeurs du clergé aux honnêtes capitalistes qui sauront en apprécier la solidité, qualité si précieuse et si rare dans le temps où nous vivons.

« La pensée de l'escompte que nous aurions à supporter ne nous épouvante nullement, le taux en fût-il de cinq pour cent, parce que, d'abord, ce serait une charge temporaire et qui diminuerait d'année en année, et parce que, déduisant le montant de l'intérêt payable sur les bons, le taux de l'escompte se réduirait à un et 3/5 pour cent.

« Quant à l'affranchissement de la redevance territoriale, la Chambre verra sans doute qu'il y a ici deux questions qu'il ne faut pas confondre, car elles sont bien différentes : la question du droit et la question de finances.

« Personne ne nie, en tout cas nous ne nions pas, que l'affranchissement d'une propriété de tout tribut et la simplification du domaine est une chose utile et désirable ; c'est un principe généralement reconnu et incontesté, c'est au droit civil à le sanctionner, soit par une loi spéciale, soit en le comprenant dans les changements à faire quand il s'agira de la réforme générale des lois civiles ; mais qu'a de commun cette règle de prudence et de bonne administration avec l'édit qui qui dit aux possesseurs du sol : Renoncez au droit de redevance à la condition que moi, Trésor public, je prends l'argent de celui qui s'affranchit de ladite redevance, et qu'au lieu de cet argent, je vous donne une inscription de rente au pair?

« Certes, personne ne maintiendra que les deux questions soient identiques et inséparables. Le pouvoir législatif pourra, à sa volonté, décréter l'affranchissement de ce droit de redevance et établir parmi nous le principe que toute rente perpétuelle, ou pour ainsi dire perpétuelle, est rachetable à d'équitables conditions. Le clergé, comme propriétaire de revenus de cette nature, devra se soumettre à la loi. Mais qui pourrait s'étonner de voir que le clergé, donateur volontaire de quatre millions d'écus, demande que l'on cesse de lui appliquer une opération financière qui n'est en substance pas autre chose qu'un emprunt forcé et indirect?

« Répétons-le : les deux questions sont très-différentes. L'une est question de bonne administration, l'autre de finance. Nous abandonnons celle-ci moyennant un subside gratuit, plus abondant, plus certain, plus régulier. Quant à la question de prudence, il nous est toujours loisible de la traiter.

« D'après ces considérations, Messieurs, nous avons l'assurance que vous accepterez l'offre généreuse du clergé avec les conditions qui y sont attachées, et ce serait, de notre part, méconnaître la délicatesse de vos sentiments que de douter un seul instant que vous le considériez, ainsi que nous le faisons nous-même, *comme un noble exemple de dévouement à la*

patrie et d'amour fraternel envers la commune famille de l'État romain.

« Reste à considérer et à décider l'usage que nous devrons ou que nous pourrons faire de cette offre.

« Nous aurons, dans quelques jours, deux cent mille écus du clergé, cent mille au mois de décembre 1849, puis trois cent mille au mois de décembre de chacune des neuf années suivantes, et enfin deux cent mille dans le même mois de décembre des cinq autres années qui suivront ; en d'autres termes, on peut dire que l'État est détenteur de quinze lettres de change tirées par le clergé et acceptées par une autorité chargée de le représenter légalement à cet effet. Ces traites ou valeurs à échéances diverses peuvent être négociées séparément ou en bloc, et c'est se tenir dans les termes de la plus exacte vérité que de dire que, soit que l'on considère la qualité du débiteur, ou la sanction donnée par le chef de l'Église auxdits engagements, ou la faculté que le créancier, qui est l'État, a de pouvoir, en tout cas, se payer de ses propres mains, il n'est point de créance moins suspecte et plus solide, en sorte que le détenteur d'une de ces valeurs, subrogé aux droits et garanties de l'État lui-même, ne peut raisonnablement exiger qu'un intérêt honnête sur son capital jusqu'à l'échéance des valeurs dont cession nous est faite... »

VI.

Ce discours est le dernier mot de cette vie que la mort a révélée si grande à la postérité et à l'histoire. C'est la pensée sage d'un homme dont la foi ardente et les connaissances variées montraient tous les immenses services qu'il pouvait ren-





dre à la Religion et à l'Italie. Il a marché bravement au martyre, ce volontaire de l'Eglise, sachant que ses ennemis l'attendaient pour l'immoler. Il est mort dans son courage et à son poste, comme le guerrier dans son armure.

C'est un nom de plus à ajouter à la liste des victimes de la République, des honnêtes gens égorgés par le parti républicain. Puissent ces noms glorieux rappeler tous les crimes, toutes les haines, toutes les trahisons, tous les assassinats, toutes les dénonciations, toutes les fureurs, toutes les lâchetés, tout le sang et toutes les larmes versées par la Révolution, toutes les ruines amoncelées par sa main impitoyable!

M. Rossi, sous les inspirations de Pie IX, eût préservé Rome de l'abîme où la poussaient les révolutionnaires ; il lui eût ouvert une ère nouvelle de prospérité, d'ordre, de grandeur, en se reposant sur la Religion, source de toute justice. Il pensait que ce peuple était déjà loin des excès auxquels les démocrates l'avaient entraîné, et disposé à laisser replacer, par l'autorité, sur une base immuable, les grands principes sociaux : la religion, la liberté, la morale. Il voulait le ramener à la confiance, au calme, au travail, à la conciliation, à la sécurité, par la sollicitude paternelle de Pie IX. Il voulait le guider vers le progrès juste, par les voies de la sagesse, de la modération, de l'équité. Il croyait que les députés, pénétrés des devoirs de leur mission, étudieraient avec maturité les mesures soumises à leur examen, et concourraient avec zèle et dévouement à la prospérité publique, en apportant au pouvoir un sincère et constant appui.

C'était une illusion.

La révolution, conduite par des hommes égarés et corrompus, ne devait pas chasser l'étranger, comme elle le promettait, avec ses armées sans discipline, sans force, sans expérience et sans courage. En refusant les concessions que lui fit partout l'autorité, la révolution montra sa mauvaise foi et son incapacité.

Pendant qu'elle se faisait battre sur tous les champs de bataille, à l'intérieur elle administrait affreusement mal la chose publique ; elle ne tendait qu'à ruiner les peuples, à les désespérer, à les détacher de la religion, sur laquelle toute cause juste doit s'appuyer.

M. Rossi eût agi tout différemment, aussi eût-il atteint d'autres résultats.

Avec cette perception rapide et sûre qui le distinguait à un degré si éminent, M. Rossi avait vu que l'on ne restaure l'autorité et la liberté dans un pays qu'en les étayant sur la religion ; car le peuple qui méprise la loi de Dieu sera sans respect pour la loi des hommes. Le libéralisme bourgeois n'est pas de cet avis. Il regarde l'autorité religieuse comme un supplément de police ; le prêtre, à ses yeux, est un agent d'ordre, la religion un frein pour les masses, mais auquel il ne faut pas laisser prendre trop d'empire. Les *hommes noirs* peuvent être de bons auxiliaires pour les gendarmes ; mais rien de plus. Dans le prêtre qui accompagne le condamné à l'échafaud, il voit un honnête philanthrope qui accomplit bien son métier, et surtout un acteur qui fait bon effet dans la mise en scène. Après cela, si le prêtre a la prétention d'élever la jeunesse, de créer des congrégations pieuses, d'éclairer et de conduire les hommes, le libéralisme bourgeois s'indigne, car il sait, lui qui ne cherche à opprimer personne, que les prêtres ont des idées de domination ; il sait qu'ils ne marchent pas avec le progrès ; il connaît *l'abominable passé de l'Eglise,* il sait cela, ce libéralisme ignorant, qui a produit presque autant d'imbéciles que l'Eglise a produit de savants et de martyrs.

Ce fut ce mauvais esprit contre lequel se heurta d'abord M. Rossi ; ce fut lui qu'il trouva dans la garde nationale et dans la chambre. Cet esprit hostile à toute autorité religieuse, l'est par cela même à toute autorité civile ; c'est pourquoi il prépare toujours le triomphe des républicains.

M. Rossi savait tout cela par expérience. Il espérait, cepen-

dant, dominer ce mal en multipliant ses actes avec un impassible courage et une fécondité tranquille ; mais il avait affaire à des hommes qui ne tolèrent pas qu'on les gouverne, et c'est au moment où, grâce à ses efforts, l'ordre commençait à renaître, que le parti républicain l'assassina pour en finir.

Tous les journaux républicains de l'Europe, ceux de Paris en tête, et parmi eux surtout le journal de l'athée Proudhon, glorifièrent l'assassinat du premier ministre de Pie IX. Cette fois, la presse républicaine ne prit même pas la peine d'employer ces misérables arguties qui limitent au gré de ceux qui s'en servent les lois immuables de la morale et de la conscience : les publicistes démocrates avouèrent franchement et sans détours que le meurtre de M. Rossi était à leurs yeux une action sublime ; ils se vantèrent même d'en avoir été complices, et repoussèrent les timides, qui, pour l'honneur du parti, prétendaient que c'était l'acte d'un fanatique. Les journalistes démocrates tinrent à honneur de revendiquer leur part de responsabilité dans cet assassinat commis avec préméditation et guet-a-pens ; ils le qualifièrent de *grand acte de justice nationale, — jugement du peuple,* — prélude de la guerre *sainte,* signal du réveil des *patriotes.* — Ils appelaient l'assassin : *sauveur de la patrie, — main de l'Italie, — frère de la délivrance, — noble enfant de la démocratie, — exemple des prolétaires, — bras libérateur, — idole et modèle* de tout *vrai* républicain, etc., etc... Ils ne tarissaient pas d'éloges : chaque trait de plume était un éclat de rire, une palpitation de joie. Ce crime leur avait donné le délire. Quelques-uns poussèrent le blasphème jusqu'à dire que l'assassin était l'envoyé de Dieu.

La *Gazette de Gênes* se fit écrire de Livourne les lignes suivantes :

« Lorsque la nouvelle de la mort du ministre Rossi est parvenue ici, le peuple a sonné des carillons de joie. Le drapeau tricolore a été arboré au faîte du dôme. La foule, précédée par des tambours, s'est rendue à l'habitation de M. La Cécilia,

et de là devant l'hôtel du consul romain, pour le féliciter de la résurrection de Rome. Les rassemblements se sont portés ensuite devant le palais du gouverneur. M. Charles Pigli a paru sur la terrasse et a prononcé ces mots : « Le ministre Rossi n'était pas aimé de l'Italie seulement à cause de ses principes politiques. Dieu, dans ses desseins secrets, a voulu que cet homme tombât frappé par la main d'un fils de l'ancienne république romaine. Dieu garde son âme et la liberté de notre pauvre patrie ! » D'immenses applaudissements ont couvert la voix du gouverneur, et la foule s'est écoulée. Le drapeau romain flottait au milieu des drapeaux tricolores. Partout l'on criait : « Vive la Constitution italienne ! Vive Rome ! »

Un autre journal publia : « La soirée qui a suivi le meurtre de M. Rossi a été une *véritable fête italienne*. Des rassemblements nombreux se sont formés ; ils parcouraient les divers quartiers de la ville en criant : « Vive la Constitution italienne ! Vive le peuple ! Vive le poignard de Brutus ! Vive l'union ! Vive le ministère démocratique ! Vive l'Italie républicaine ! »

A Rome, la presse conservatrice n'existait plus pour répondre et pour protester; quant aux honnêtes gens, ils étaient silencieux et consternés.

Les républicains de 93 ont laissé des successeurs de leurs monstrueuses doctrines, des démocrates avides de domination et de richesses, farouches janissaires de Satan, qui veulent tout gouverner et tout envahir au nom du peuple. Ces dangereux héritiers de la terreur ont, comme elle, de nombreux et remuants auxiliaires. Ils forment une vaste société répandue sur toute l'Europe, disposant de ressources considérables, agissant tour à tour par l'intimidation, par la séduction, par la force, par l'argent, obéissant à la volonté des chefs et marchant tous comme un seul homme tant qu'il s'agit de détruire. Cette société a longtemps troublé l'Europe et désolé les États; elle a semé la discorde et l'anarchie pour récolter la domination ; elle a déchiré la France, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne. Partout

elle a asservi les peuples, partout elle a fait couler le sang. Quand on ne la poursuit pas, elle relève la tête avec arrogance, prête à saisir le pouvoir aux mains débiles qui ne savent pas le garder.

La révolution est toujours et partout la même; ses pensées intimes, ses désirs secrets, ses haines profondes ne sont point changées; ses desseins, sa cupidité, son ambition sont les mêmes.

On ne combattra ces invasions qu'avec une indomptable énergie. Cette énergie manqua au gouvernement pontifical, c'est pourquoi il dut succomber.

LIVRE V.

FUITE DE PIE IX.

LIVRE V.

I.

C'était le 16 novembre, le lendemain du jour où le comte Rossi était tombé sous le poignard républicain. La population de Rome s'était éveillée de meilleure heure qu'à l'ordinaire. De grands événements avaient été annoncés par les chefs de la révolution.

Des troupes d'hommes, à sinistres visages, et armés, ayant à leur tête des individus qui semblaient leurs chefs, parcouraient la ville, parlant entre eux d'un air de mystère, et arrêtant parfois les passants. Ils leur adressaient quelques mots, puis les laissaient s'éloigner pensifs et préoccupés de ce qui venait de leur être dit.

La physionomie de ces aventuriers était sombre; ils marchaient deux à deux, s'arrêtant quelquefois en cercle comme pour recevoir un nouveau mot d'ordre ou se communiquer une idée : après quoi ils reprenaient le cours de leur promenade et continuaient leur propagande populaire.

Quelque chose de mystérieusement sinistre, semblable aux sourdes convulsions de la nature qui précèdent l'orage, agitait le peuple de Rome.

Cette abominable journée était grosse de révolte. L'insurrection avait été préparée par les agents des sociétés secrètes.

N'aurait-on pas pu appliquer à ces serpents ces paroles de saint Mathieu : « — Vous faites mourir les justes et les prophètes : or, le sang des justes et des prophètes retombera sur vous ! »

Ces misérables portaient des vêtements sordides, quoique quelques-uns fussent dans l'aisance ; tout ce qui se voyait sur leurs personnes témoignait d'une absence complète de tout soin extérieur qui rappelait Jean-Paul Marat. L'expression de leurs yeux, à la fois audacieuse et ambiguë, était faite pour effaroucher la pudeur et inspirer de l'horreur et de la crainte. Ils se préparaient, en révolutionnaires au cœur plein de rapine et d'intempérance, à tondre les brebis que le bon Pasteur avait portées sur ses épaules, et à s'enrichir de leurs dépouilles.

Ce n'était pas assez pour la révolution d'abrutir le peuple, de le réduire à l'athéisme et à la misère, d'en faire un troupeau de révoltés, c'est-à-dire d'esclaves ; elle ne se contentait pas de si peu ; il fallait qu'elle le rendit infâme, qu'elle le rendit régicide et déicide. Et c'est au nom de la *liberté* et de *Dieu* qu'elle parlait et agissait !...

Vers midi, la foule, parmi laquelle on remarque un grand nombre de gardes nationaux et les chefs des sociétés secrètes, ainsi que les carbiniers et les soldats de la ligne qui ont trahi l'ordre et abandonné leur drapeau, la foule se porte sur la *Place du Peuple* et se rend au Quirinal pour assiéger Pie IX dans son palais. Voici les conditions que formulent pour elle les chefs du complot :

1° Promulgation de la nationalité italienne ;

2° Convocation d'une Assemblée constituante ;

3° Accomplissement des mesures votées par les Chambres, relativement à la guerre ;

4° Acceptation du programme Mamiani, du 5 juin ;

5° Un ministère démocratique, composé de Sterbini, de Mamiani, de l'avocat Galetti, etc.

Ce dernier, l'un des lieutenants de Mazzini, était arrivé de Bologne, le jour même de l'assassinat de M. Rossi, dans l'espoir de ramasser son portefeuille dans son sang. Joueur, débauché, criblé de dettes indignes, pilier des lieux honteux, Joseph Galetti avait déjà bien mérité de la démocratie par ses crimes. Fils d'un barbier de Bologne, il avait d'abord embrassé la profession paternelle; mais bientôt, plein de mépris pour le rasoir de Figaro, il l'avait quitté pour le poignard des carbonari. C'était un beau jeune homme, pâle, élégant, aux manières distinguées, au langage doucereux, un profond hypocrite qui pouvait pleurer à volonté. Il avait le regard fascinateur et la voix musicale, tout ce qu'il fallait pour entraîner et séduire; aussi rendit-il, par ses qualités de serpent, d'immenses services aux conspirateurs. Il était habile, dissimulé, sans conscience. Il parlait bien; il devint un avocat distingué.

Il y a quelques avocats qui se respectent, hommes consciencieux, pour lesquels leur profession n'est point un vil métier. Galetti n'était pas de ceux-là! Il était de ceux qui aiment à gagner de l'argent, à déchirer et à mordre; qui ne ménagent rien, ni l'honneur des familles, ni la réhabilitation de l'homme calomnié, ni la pudeur du foyer domestique; vipères dans une robe noire, dont la langue bave la diffamation corrosive, dont les mains puantes et indiscrètes déchirent à l'envi les réputations. Ce sont ces gens-là qui ont compromis le gouvernement constitutionnel et inventé son exagération, le parlementarisme, ce fléau parlant.

Jusqu'à la dernière heure, Galetti trompa Pie IX, qui le crut sincèrement converti.

En 1831, il avait quitté la toge pour les armes; il prit part aux guerres civiles qui désolèrent alors l'Italie. Chef de brigands intrépide et résolu, il se distingua à Cento, à Rimini, à Cesena, où il fut blessé, à la tête de ses partisans. Vaincu, il

parvint à s'échapper, comme c'est le sort ordinaire des chefs, et se retira en exil, où il chercha à intéresser la pitié étrangère pour ses infortunes méritées.

Douze ans plus tard, il revint dans sa patrie pour diriger une conspiration, ayant pour but d'assassiner le Pape Grégoire XVI. Il fut arrêté avant d'avoir pu exécuter son exécrable dessein. Condamné, à Rome, aux galères à perpétuité, sa peine fut commuée en celle de la détention, par la générosité du Pontife qu'il avait voulu immoler. Il était encore en prison lorsque l'amnistie de Pie IX lui en ouvrit les portes. Il fut se jeter aux pieds du Pontife qui lui rendait la liberté ; il lui fit le serment de le servir pendant le reste de sa vie ; il abjura publiquement et bruyamment ce qu'il appelait les erreurs de sa jeunesse ; enfin ses protestations de repentir et de dévouement étaient poussées jusqu'à l'importunité. Le Saint-Père fut obligé d'en modérer l'ardeur, et de lui dire de sa voix paternelle : « Eh bien ! oui, mon cher enfant, je vous crois ; mais c'est assez, c'est assez ! »

Sa reconnaissance et son amour étaient devenus indiscrets : c'était le mot d'ordre de Mazzini.

Depuis quelques jours, Galetti, comme les autres, avait jeté le masque et marchait impudemment à la ruine de son bienfaiteur.

La multitude débordée se rendit à la Chambre des Députés, afin que celle-ci nommât une commission, tirée de son sein, chargée par elle d'appuyer les prétentions de l'émeute. L'importance véritable et la considération de l'homme politique, c'est sa fidélité au mandat dont il est investi. Il ne se grandit pas en excédant ses droits, il s'affaiblit et s'abaisse. Les députés n'avaient pas le droit de céder à ces exigences ; il devaient les repousser avec dignité ; mais déjà déshonorés par leur impassibilité complice, lors de l'assassinat de M. Rossi, ils suivirent la pente infâme sur laquelle ils s'étaient engagés. Ne voulant pas résister à la révolution, ils devaient la subir. Ils couvri-

rent la manifestation anarchique d'un semblant de légalité, en consentant à nommer cette commission.

La députation envoyée au Quirinal, dont les conjurés gardaient l'entrée, fut reçue, non par le Saint-Père, comme elle le demandait, mais par le cardinal Soglia, un vaillant cœur. Cet intrépide prélat répondit qu'il prévenait tout d'abord les rebelles qu'ils n'obtiendraient rien par la violence, et que le Pape ne céderait pas à l'insurrection; puis il alla prendre les ordres de Sa Sainteté. En revenant, il dit aux députés de l'émeute que Pie IX examinerait leurs réclamations et aviserait dans la liberté de son droit et de sa sagesse. Les députés se retirèrent furieux, et allèrent faire part à la foule du résultat de leur démarche. Une immense clameur de colère accueillit cette réponse... Une seconde députation, composée d'officiers de carabiniers, qui se présenta sur ces entrefaites, fut admise auprès du Saint-Père, qu'ils trouvèrent entouré des membres du corps diplomatique, accourus auprès de son auguste personne pour la protéger contre les violences de la révolution, et protester au nom de l'Europe. Les carabiniers supplièrent leur souverain de céder aux vœux du peuple, dont il leur semblait, disaient-ils, impossible de conjurer la colère. Pie IX leur répondit avec une noble fermeté que son devoir, comme souverain et comme Pontife, était de ne pas se laisser imposer de conditions par l'émeute, et M. Martinez de la Rosa leur dit, avec l'accent de l'indignation :

« — Allez, Messieurs, allez dire aux chefs de la révolte que s'ils persistent dans leur odieux projet, il leur faudra passer sur mon cadavre pour arriver jusqu'à la personne sacrée du souverain Pontife; mais alors, dites-le-leur bien, la vengeance de l'Espagne sera terrible! »

Les officiers répondirent, qu'en acceptant la mission qu'ils remplissaient, ils n'avaient eu pour but que de conjurer une déplorable collision. M. le duc d'Harcourt, ambassadeur de France, leur répliqua vivement :

« — Si vous faisiez votre devoir, Messieurs, vous empêcheriez par les armes les malheurs que vous ne préviendrez point par de stériles paroles. »

— « Sachez, Messieurs, ajouta M. Martinez de la Rosa, sachez que les souverains de l'Europe ne laisseront point impuni un sacrilége déjà consommé par les menaces impies d'une *canaille sans foi ni loi.* »

Tous les membres du corps diplomatique présents à cette scène, firent écho, et jurèrent que leurs gouvernements tireraient une éclatante vengeance du moindre attentat. Les officiers des carabiniers promirent de résister à *la canaille sans foi ni loi*, si le Saint-Père le leur enjoignait, ajoutant qu'ils seraient inévitablement massacrés par la populace. Pie IX répondit qu'il ne pouvait ni ne voulait ordonner l'effusion du sang, mais qu'il recommandait à chacun de faire son devoir. Les carabiniers se retirèrent en s'inclinant.

Pendant ce temps, les meneurs travaillaient la foule, hurlante aux abords du palais; ils semaient la colère pour la tempête prochaine. Dans cette situation, dont chaque minute augmentait les périls, Pie IX demeurait calme, prêt à tout, à la mort même, s'il le fallait. C'est surtout en ces temps misérables et pénibles que la mort est un bienfait; car mieux vaut aller retrouver les grands cœurs des martyrs que de courber son front au milieu des lâches. Pie IX avait devant l'adversité cette attitude intrépide et résignée, ce stoïque sangfroid par lui conservé lors et depuis son élévation. Il était toujours le même devant la fortune et devant les revers. Il semblait se mouvoir dans une sphère à lui, d'où il planait au-dessus de l'humanité, dans une majesté pleine de rayons.

Quoi de plus admirable que la pieuse et magnanime résignation de cette âme vraiment chrétienne! Dégagée des terreurs de ce monde, elle s'élevait plus haut que la terre, jusqu'à cette espérance sublime, héritage de l'Homme-Dieu, son Maître, éternel consolateur de ceux qui souffrent. Pie IX avait dit

comme le Christ en buvant son amer calice : « Mon père, que votre volonté soit faite ! » La mort ne l'eût point épouvanté ; il l'eût reçue comme un gage de la vie éternelle.

Il rentre dans son oratoire pour prier, puis il revient auprès des ambassadeurs. Son beau visage, tout à l'heure pâle, est illuminé d'un céleste rayonnement. De ses yeux si intelligents et si doux, une flamme divine semble jaillir. Ses deux mains jointes entre elles, et réunies sur son sein, lui donnent l'aspect héroïque d'un de ces sublimes martyrs qui, à Rome, mouraient pour la foi de Jésus-Christ.

Son calice de douleur n'était pas encore rempli.

Le cardinal Antonelli, apprenant que l'émeute menaçait d'envahir le palais, donne l'ordre aux gardes suisses, restés fidèles à la papauté, de défendre le terrain pied à pied.

— « Nous sommes là, ajouta ce courageux prélat, nous sommes là pour mourir avec eux !

— « Oui ! oui ! » répétèrent les assistants.

C'étaient le capitaine des gardes suisses et ses officiers ; le cardinal Soglia ; monseigneur Médici, maître de la chambre ; Butaoni, maître du sacré palais ; le marquis Sachetti, sous-préfet du palais apostolique ; le médecin du palais ; les camériers secrets ; le Père Vaures ; un autre Français, le comte de Malherbe, qui tous étaient accourus pour protéger la personne de Pie IX, et mourir en le défendant. Étaient encore présents les ambassadeurs : le duc d'Harcourt, représentant la France ; Martinez de la Rosa, l'Espagne, avec son secrétaire le chevalier d'Arnao ; le comte de Boutenief, la Russie ; le comte de Spaur, la Bavière ; le baron de Venda da Cruz, le Portugal, avec son secrétaire le commandeur Husson ; Figuereido, le Brésil ; de Liledekerque, la Hollande. — Le réprésentant de l'Angleterre n'y était point !...

Les intrigues auxquelles se livrait l'agent de la Grande-Bretagne à Rome n'étaient point un fait isolé. La même politique était pratiquée dans le reste de l'Italie, et nous devons ajouter

par toute l'Europe. La politique extérieure de l'Angleterre consiste à tout sacrifier pour arriver au but et à ne reculer devant aucun moyen. L'or de l'Angleterre, ennemie de la papauté, solda les agitateurs et les assassins des sociétés secrètes. Au surplus, cette politique n'est pas nouvelle à Saint-James. Nous pourrions citer les noms des officiers et des matelots de la marine française qui, en d'autres temps, furent empoisonnés et assassinés traîtreusement par des *bravi* payés à cet effet par les agents de l'Angleterre.

La sédition grondait, et de moment en moment augmentait sa furie. Il faut une vigueur indomptable, prompte surtout, pour soumettre les populations mutinées : cela manquait.

En bas, aux portes du palais du Saint-Père, se passaient les scènes les plus lamentables.

Cependant les Suisses tiennent toujours bon. Des hommes, qui semblent exercer un commandement sur la populace, les lèvres crispées par la fureur, les yeux injectés de sang, les narines gonflées, s'apprêtent, semblables à des tigres, à se jeter sur eux. Ce sont les chefs des sociétés secrètes, des monstres, qui ont perdu tout sentiment d'humanité, qui égorgent les honnêtes gens avec cette rage impitoyable, cette rage démocratique qui se retrempe et prend une nouvelle vigueur dans le sang qu'elle fait couler.

Les gardes Suisses résistaient avec courage aux efforts de la populace, qui essayait de pénétrer dans l'intérieur du palais. Leur énergique et vaillante coopération sera la honte éternelle des autres troupes romaines qui se trouvaient là, et surtout de la garde civique. Ces braves Suisses furent ce qu'ils devaient être, dignes de l'uniforme qu'ils portaient, dignes de la cause de Dieu qu'ils défendaient. Si le combat se fût engagé, ils se fussent fait massacrer jusqu'au dernier ; jamais ils ne se fussent rendus ; pour les vaincre, il aurait fallu les tuer, et ils seraient tombés comme tombent les braves, la face tournée à l'ennemi.

Ah ! le courage ne manquait pas à ces quelques défenseurs de la papauté ! Ils étaient de ceux qui combattent avec vaillance, au grand jour, poitrine découverte, et contre qui? Contre des ennemis ténébreux, retranchés dans l'ignorance et les vices du peuple comme le bandit dans les broussailles du chemin.

La garde suisse, défendant le Quirinal, n'était composée que de soixante-dix hommes; chacun d'eux n'avait que trois cartouches pour toute munition. Il font néanmoins bonne contenance, et parviennent à empêcher la foule d'entrer. L'un d'eux est désarmé de sa hallebarde; un autre est privé de son plumet, coupé par un enfant du *bataillon de l'Espérance,* qui a pu parvenir jusqu'à lui, porté par les bras de quelques émeutiers. Le sergent Martin Grëtter s'avance alors vers les anarchistes, et leur reproche leur lâche conduite en termes énergiques; il reçoit un violent coup de bâton qui lui meurtrit le bras, entame les chairs et met en lambeaux son uniforme. Cette brutale agression est accueillie par les cris de : « A bas les Suisses ! Mort aux Suisses ! Tuez-les ! tuez-les ! »

Les gardes suisses ne répondirent pas par une décharge, comme c'était leur droit, car ils avaient été attaqués; mais, plus modérés que leurs ennemis, ils se contentèrent de se replier et de fermer la porte principale du palais. Un coup de fusil est tiré. Les conjurés, imitant leurs *frères* de Paris au 24 février 1848, s'écrient, à ce signal convenu : « On égorge nos frères ! Vengeance ! Aux armes ! » Plusieurs se répandent dans la ville consternée, et dans laquelle le tambour de la garde civique bat traîtreusement le rappel.

A ces cris, se mêlent ceux d'une nouvelle bande qui arrive en armes en criant : « Vive la Constituante italienne ! vive le gouvernement démocratique ! vive la république ! » Ce sont les étudiants de *la Sapience*, élevés aux frais du gouvernement !...

A la tête de ces jeunes gens et de quelques membres des

sociétés secrètes, le *citoyen* Charles Bonaparte, qui déjà a quitté le nom de prince de Canino, paraît armé d'un fusil. Ce père de famille, cet obligé de la papauté, s'apprête à payer sa dette de reconnaissance à coups de fusil. Il sera président de cette assemblée révolutionnaire, que son cousin, Louis Napoléon, en prince catholique, ira bientôt disperser. A chacun la responsabilité de ses actes. La louange n'a de prix qu'autant qu'elle n'est pas servile.

Quand nous nous sommes montré sévère, ce n'est pas l'homme que nous avons attaqué, c'est le principe qu'il représente. Nous ne pouvions nous en dispenser sans trahir les convictions de notre âme. Nous ne commettrons jamais ni cette inconséquence, ni cette faiblesse.

Donc, telle fut la conduite des révolutionnaires de Rome dans cette journée criminelle.

Et ces hommes, attachés au pilori de la honte par l'histoire, à laquelle ils appartiennent, quoi qu'ils fassent, ont encore l'impudence de protester quand l'histoire flétrit leurs actes. Mais ils ne corrompront pas son impartiale justice; ils ne donneront pas le change à la postérité. S'ils rougissent de leurs forfaits, de la part féroce, odieuse, active, qu'ils ont prise à toutes les iniquités commises par la révolution, qu'ils le confessent publiquement, courageusement; ils n'obtiendront la grâce de Dieu que par la prière et les larmes du repentir. Qu'ils désavouent ce passé tout dégouttant de sang; jusque-là qu'ils courbent leurs fronts sous une flétrissure méritée.

Canino, si différent du prince Louis Napoléon, a fait peser son injuste colère sur la papauté qui l'avait comblé, lui et les siens; il s'est ligué contre ceux qui, par la terreur, ont voulu la contraindre à abdiquer, et par la violence l'ont chassée, à ceux qui espéraient s'emparer de l'auguste personne de Pie IX, l'arrêter de leurs mains sacriléges, le plonger dans les geôles, le livrer à la torture et le faire mourir. Il s'est ainsi attaqué à son Père, il a trahi ce souverain qui l'avait aimé du plus tendre

amour, qui lui avait fait la vie si heureuse et si douce qu'il ne s'était point aperçu que la patrie lui manquât. D'où vient cette conduite plus qu'indigne? Du républicanisme, de l'ambition, du mal que donne la démocratie, cet écueil de la vertu qui déprave et fait naufrager les âmes surprises.

Le rassemblement grossissait à chaque instant autour du palais. Les rebelles se serraient les uns contre les autres, pour écouter les orateurs qui les excitaient. Au milieu de ce bruit sourd et confus de voix discordantes, ce qui dominait, c'était une rage impatiente. Ces hommes ressemblaient à des chiens affamés attendant l'heure de la curée. Les bras, les mains armés s'agitaient convulsivement; des cris rauques, des imprécations odieuses, des hurlements farouches s'échappaient de ces poitrines sans cœur. C'était bien le mélange le plus corrompu, le plus immonde, rebut des prisons, restes souillés et rongés d'hommes dévorés par le vice, rognures de chrétiens!... Sur ces groupes irrités planait le génie du mal, leur soufflant l'ingratitude, la vengeance et la fureur. Leurs hurlements ressemblaient au grondement de la tempête sur l'Océan, au déchaînement du vent dans une forêt de chênes. Des femmes de mauvaise vie, qui se trouvaient à ce rendez-vous de l'enfer, paraissaient les plus exaltées.

Cette masse vivante s'avançant doucement, puis se refoulant sur elle-même, représentait les ondulations de la vague. La colère de cette foule, sourde et contenue, mais implacable et persévérante, était effrayante à voir. L'émeute s'était avancée vers le palais, semblable à ces trombes qui fondent sur la terre, rapides comme la pensée. Toutes ces brunes figures, aux yeux étincelants, jetaient partout comme des éclairs farouches; ces lèvres, répandant le blasphème, laissaient voir des dents impatientes comme celles du tigre. Et contre qui en a cette multitude? contre son souverain spirituel et temporel, contre l'excellent Pie IX, bien véritable image de Dieu sur la terre. Dans ce palais qu'elle assiége, le Saint-Père, dès son élévation, a

reçu son peuple de la façon la plus noble, la plus paternelle. Celui qui souffrait d'une exaction ou d'un malheur n'avait qu'à se présenter, sa plainte n'était point étouffée par la cruauté d'une bureaucratie implacable; il n'avait point à subir les injustices et l'insolente morgue des subalternes écrivassiers; car Pie IX était le souverain pour tout le monde. Le plaignant n'avait pas à redouter l'agonie des longues et incertaines attentes.

C'était ce souverain juste et bon qu'on assiégeait dans son palais! Quel crime reprochaient-ils à ce modèle de toutes les vertus? à ce Pontife qui les avait reçus et réchauffés dans son sein, à la chaleur vivifiante de son ardent amour, de sa charité divine? Quoi! parmi ceux que tant d'ingratitude indignait, parmi les sujets restés fidèles à l'Église et à leur souverain, pas un n'eut l'idée de se présenter au peuple,, et de lui dire à haute voix : — Que fais-tu, peuple égaré! tu veux la mort du juste! il nous a nourris quand nous avions faim; il nous a consolés quand nous pleurions, il a apaisé nos différents et ramené la paix dans nos familles; il est la gloire et le bonheur de l'Italie! —

Non! la peur abrutissait la plupart des conservateurs. La bourgeoisie, la classe moyenne, qui agite toujours la première la bannière des révolutions, les espérances et les couleurs de la démocratie, et toujours finit par être sacrifiée, ensanglantée, ruinée, décimée par elle, portait déjà sur son front la triste empreinte des servitudes consenties. Et l'amertume des avanies que lui allaient infliger les républicains devait être bue par elle goutte à goutte, sans qu'elle y puisât l'énergie de s'affranchir, de se sauver elle-même. Cette énergie, on l'eût plutôt trouvée chez les ouvriers, dans le Transtévère, chez les hommes du peuple, courages et désespoirs des nations opprimées par la révolution. Dès le commencement de l'émeute, ces honnêtes travailleurs, pleins d'amour pour la papauté et de mépris pour la mort, ayant l'audace tranquille des forts, attendaient qu'on leur fit

parvenir des ordres; mais personne ne vint se mettre à leur tête. Les hommes de Monti, autres chrétiens dévoués, attendirent également leurs chefs, pour voler au secours de la papauté; mais les uns s'abstinrent par lâcheté, les autres, plus lâches encore, avaient fait cause commune avec l'insurrection. Il n'y eut que quelques gardes-nobles qui purent se frayer un passage à travers les flots de la populace et pénétrer dans le palais pour faire leur devoir.

Aux élèves de *la Sapience*, conduits par Canino, se sont joints des gardes nationaux et des soldats de la ligne; derrière ces ingrats, viennent encore les carabiniers, trainant un canon appelé *le Saint-Pierre*. Il est braqué sur le palais assiégé.

Quelques officiers de la garde civique, qui se sont introduits dans le Quirinal avec de mauvais desseins, sont priés de sortir, par les défenseurs de l'ordre.

Ils y consentent, mais à la condition qu'un officier des gardes suisses les accompagnera, pour les protéger, disent-ils, contre ces troupes.

— « Je réponds de mes soldats, dit l'intrépide Meyer de Schanensée, capitaine des gardes, et je m'offre de vous accompagner, si vous me jurez votre parole d'honneur que vous ne m'abandonnerez pas, et qu'il ne me sera rien fait à moi-même, car ma vie et ma présence sont utiles ici. »

Les officiers lui en donnent leur parole d'honneur; mais, comme ils arrivent sur la place de Monte-Cavallo, les traîtres l'abandonnent lâchement aux fureurs de la populace. Les révolutionnaires procèdent constamment par la trahison. Meyer est entouré, couché en joue, menacé de poignards.

— « Pour qui es-tu? lui demandent les brigands; es-tu pour le Peuple ou pour le Pape?

— « Je suis pour mon devoir! »

Telle fut la noble réponse de ce vaillant soldat.

— « A mort! A mort! » crient les bandits.

— « Tirez, si vous l'osez! réplique froidement le capitaine

avec le calme du dédain ; tirez sur un soldat qui a combattu à Vicence pour l'indépendance de l'Italie et qui est prêt aujourd'hui à mourir pour la défense du souverain qui lui a donné sa confiance. »

Les assassins hésitent et reculent devant la majesté de ce serviteur dévoué ; mais une autre bande armée qui débouche, s'empare de sa personne, et, le plaçant devant le canon, s'apprête à l'immoler : — « Je reconnais cette pièce, dit l'officier suisse, elle se nomme *le Saint-Pierre* ; si vous y mettez le feu, l'histoire dira que, le 16 novembre, les Romains ont mis à mort un brave officier qui, avec vingt-cinq grenadiers, a repris, à Vicence, cette pièce aux Autrichiens, et l'histoire ajoutera que les Romains en ont fait l'instrument de son supplice ! »

Par une déviation à ses habitudes, la révolution n'immola pas cet honnête homme ; mais elle le retint prisonnier jusqu'au soir.

Tout le monde n'avait pas le même courage que le capitaine Meyer. Les hommes d'ordre, et parmi eux les princes romains, qui auraient dû donner l'exemple, se cachaient lâchement. La vérité pour tous ! Point de ménagements pour les timides pas plus que pour les traîtres ; car celui qui, quand l'ordre est en péril, s'abstient de le défendre, est par cela seul complice de ceux qui l'attaquent.

L'histoire n'a d'autorité qu'autant qu'elle est impartiale, et le juge qui ménage ses amis, le publiciste qui cache leurs fautes, manque à sa mission. A l'exception donc des gardes suisses, des ambassadeurs étrangers, du clergé qui, partout, à de très-rares exceptions près, déploya le plus grand courage, tous les habitants de Rome ce jour-là furent coupables. Les fonctionnaires du gouvernement, les employés militaires pactisèrent avec l'émeute et lui obéirent ; pas un seul n'eût l'audace de donner sa démission. Ils exécutèrent, tous, les ordres d'un gouvernement démocratique qui s'était installé au café

des Beaux-Arts et de là dirigeait l'insurrection. Parmi les rebelles qui composaient ce comité, il y avait Sterbini, Galetti, Spini, rédacteur de l'*Epoca*, Pinto, son collaborateur, Vinciguerra, et *l'ex-prince* de Canino, — car il s'est amoindri lui-même.

Ils envoyaient de nombreux émissaires par la ville et donnaient des instructions pour l'attaque du palais. Dans ce café, où ils se livraient à des consommations incroyables, ces tristes personnages étaient affreux à voir, affreux de débauche, de colère, d'envie, de joie atroce. La certitude de la victoire imprimait aux traits de leurs faces un rayonnement infernal.

Ils se réjouissaient dans leur triomphe impie comme l'esprit des ténèbres lorsqu'une âme pure tombe entre ses mains.

Ce fut ce comité dirigeant qui donna l'ordre de mettre le feu à la porte du palais donnant sur la voie Pia. Horrible spectacle ! les incendiaires étaient protégés par la fusillade impie de leurs complices, ayant pour but d'empêcher ainsi le travail des pompiers et des gardes suisses, impassibles et laborieux sous la mitraille. Les défenseurs du palais parvinrent pourtant, sous une grêle de balles, à se rendre maîtres du feu. Des maisons de la rue Scanderbecq, des insurgés faisaient feu sur les appartements de Pie IX, du *père du peuple*, on peut bien le dire. Sur d'autres points, l'attaque était la même. Les Suisses ripostaient avec leur intrépidité ordinaire. De part et d'autre le sang coula à flots, et la nuit seule put mettre fin à cette lutte fratricide. Parmi les nombreuses victimes se trouvait monseigneur Palma, secrétaire des lettres latines. Un coup de fusil, tiré par l'un des assaillants, l'avait abattu raide mort dans sa chambre.

La force d'âme de Pie IX ne l'avait point abandonné pendant ces exécrables événements. Le courage de cet homme de Dieu était aussi énergique que résigné. Ainsi sont tous les hommes supérieurs. Il avait prêché aux autres la résignation, il ne murmura pas contre l'adversité : il savait que l'irritation

de l'âme ne remédie pas à la douleur, qu'elle rend au contraire les maux plus lourds. Comment s'empêcher d'admirer sa profonde sagesse ? Persévérant et calme dans l'action, car c'est ainsi qu'on régénère un peuple, il se montrait patient dans les revers, et ne se repentait pas du bien qu'il avait fait. Ah ! quand on songe à ce saint Pontife, qui portait avec tant de courage cette lourde croix, on se trouve bien petit et bien misérable !...

Les ambassadeurs étrangers le secondèrent de tous leurs efforts, et prouvèrent qu'ils étaient des hommes de cœur et d'âme ; exténués de fatigue, n'ayant, comme le saint Pontife, rien pris de la journée, inquiets pour sa personne auguste, inquiets pour leurs familles qu'ils avaient quittées dès le matin, et qui n'avaient pu apprendre ce qu'ils étaient devenus, ils tinrent une conduite admirable. L'un d'eux ayant fait remarquer que les ambassadeurs représentant les autres Etats de la Péninsule ne s'étaient point rendus au palais et s'associaient ainsi aux crimes des Romains insurgés, le Saint-Père, qui avait fait la même observation, dit douloureusement : — « Vous le voyez, Messieurs, tout le monde m'a abandonné ! Si vous n'étiez pas autour de moi, je serais seul avec la poignée de braves qui me protégent. »

Ce fut la seule parole amère qu'il prononça dans tout le cours de cette journée néfaste.

A huit heures, les émeutiers, après avoir bu et mangé dans les rues, aux frais des bourgeois imbéciles qui les applaudissaient et s'associaient à leur coupable conduite, décidèrent qu'une dernière députation serait envoyée à Pie IX, auquel on donnerait jusqu'à neuf heures pour céder.

Galetti fut nommé chef de cette députation, et chargé, en cette qualité, de prendre la parole. Ce misérable, sans cœur et sans pudeur, remplit cette mission dégoûtante qu'il avait briguée. Ce traître ignoble, ce Judas qui avait poursuivi son bienfaiteur dans l'ombre, en l'accablant publiquement de ses ado-

rations serviles, de ses acclamations importunes, fut reçu au Quirinal. En passant devant le corps diplomatique, ce misérable suait la honte et n'osait lever le front sous son mépris mérité. Il fut introduit auprès du souverain Pontife, dont il ne put supporter le regard, comme autrefois Judas n'avait pu supporter celui de Notre Seigneur. Devant la majesté de cette vertu, le parjure dut baissèr sa vile prunelle, dilatée comme celle d'une bête fauve.

La contenance de Pie IX, sans être hautaine, avait une infinie majesté. Un calme évangélique se lisait sur son noble visage, que la souffrance n'avait point altéré. Il portait sur son front la gravité douce mais énergique du pasteur de l'Evangile. Il s'avança vers le parjure avec l'émotion d'une sainteté profanée, avec la simplicité de l'innocence et de la force, portant ses chaînes comme un autre aurait porté un sceptre. Son regard était toujours paternel et serein, comme lorsqu'il visitait les pauvres, qui l'avaient surnommé *leur père*. Il l'arrêta sur le conspirateur que le pardon n'avait pu changer, et rougit pour lui. Galetti se troubla, subjugué par la vertu.

L'audience dura longtemps. Enfin Galetti sortit, le front pâle et la tête hypocritement baissée.

Quand il se fut retiré, le souverain Pontife apprit aux ambassadeurs de l'Europe que, pour éviter une collision sanglante et les malheurs qui en seraient les conséquences, il avait remis à la sagesse des chambres la décision des exigences de l'émeute, et que, en attendant, il avait subi, mais non formé, un ministère démocratique, composé de Galetti, à l'intérieur; Mamiani, à l'extérieur; Sterbini, au commerce; Campello, à la guerre; Lunati, aux finances; Sereni, à la justice; l'abbé Rosmini avait l'instruction publique et de nom la présidence du conseil, car, de fait, c'était Galetti qui était chef de ce cabinet.

— « Messieurs, ajouta Pie IX, je suis ici comme un prisonnier! On a voulu m'enlever ma garde et me mettre entre

les mains d'autres personnes. Ma conduite, en ce moment où tout appui matériel me fait défaut, est basée sur ma détermination d'éviter à tout prix qu'une seule goutte de sang fraternel soit versée pour ma cause. Je cède tout à ce principe; mais je veux en même temps que vous sachiez, Messieurs, et que l'Europe entière sache que je ne prends, même de nom, aucune part au gouvernement, auquel je prétends rester complétement étranger. J'ai défendu qu'on abusât de mon nom, et qu'on eût même recours désormais aux formules ordinaires. »

Les ambassadeurs s'inclinèrent et renouvelèrent à Pie IX leur assurance de dévouement et d'amour.

La journée était finie; la révolution avait triomphé. Les insurgés fraternisèrent aux acclamations d'un peuple coupable qui osait encore crier : « Vive l'Italie ! » Les bourgeois illuminèrent en ce jour qui commençait pour eux une ère de misères, de souffrances, d'oppressions implacables. Ils devaient cruellement expier cette complicité, et plus d'une fois regretter l'autorité protectrice, intelligente et paternelle de Pie IX, comme la France avait tant regretté Louis XVI. Le peuple de Rome avait été ingrat et lâche; il avait appelé sur sa tête un châtiment; il allait ne pas se faire attendre. La République était au bout de toutes ces violences. Ce fléau, Rome l'avait mérité.

Avions-nous tort d'affirmer que le salut de l'Italie devint impossible, grâce à la stupide fureur des révolutionnaires? C'est en vain qu'on essaya maintes fois de leur faire entendre la voix de la raison. Ils ne répondirent que par des violences, des grossièretés et des crimes. La dégradation du parti révolutionnaire n'est égalée que par son manque de patriotisme. La démocratie, c'est le mensonge de la liberté ; c'est le triomphe des méchants et la ruine des bons ; c'est la perte des nationalités ; c'est l'oppression ; c'est le carnage. Le premier mot de la démocratie, c'est : philosophie, libéralisme; le dernier mot :

athéisme, républicanisme. La monarchie constitutionnelle est la première étape, la république démocratique et sociale la dernière.

Ainsi, les démocrates de l'Italie l'avaient perdue. Ils parlaient d'une patrie commune; mais était-ce avec des crimes qu'ils auraient pu cimenter l'union désirable? Et puis, il n'y avait pas un seul peuple, une seule nation, dans cette Italie mutilée, souillée comme une courtisane et joyeusement impure dans ses amours avec la Révolution. L'Autrichien n'est pas le plus grand ennemi de l'Italie. C'est son alliance avec la démocratie, ce sont aussi ses vices qui la condamnent et l'ont perdue pour jamais, s'il ne lui vient enfin, du côté de la papauté, quelque nouvelle inspiration de salut! Et sur les champs de bataille, qu'avaient fait ces révolutionnaires si vantards, qui devaient, non-seulement affranchir la patrie, mais conquérir le monde? Ah! ils avaient prouvé que les lauriers des anciens Romains avaient eu le temps de se flétrir, entre la couardise et la peur, sur le front des Romains modernes!

Qu'allaient-ils faire de Rome, cette ville d'où partait jadis la loi du monde?—Une grande cour de justice démocratique, un tribunal de peur et de sang, où nous verrons la canaille, vassale des sociétés secrètes, poursuivre à leur ordre et égorger les citoyens paisibles.

II.

Galetti, ce ver que la papauté avait trouvé sur son chemin, d'abord pour ramper à ses pieds, puis pour la mordre, était

arrivé au but de son ambition : le fils du barbier était ministre ! Son cœur souillé n'était plus qu'une citerne fermée ne gardant que la vase. Pour qu'un pareil homme, personnification de la démocratie, parvînt au pouvoir, il avait fallu que les sauvages de la révolution triomphassent, que l'autorité légitime fût abattue comme une gerbe par l'orage.

Galetti contemplait le champ de bataille dans une muette extase. Il se souvint alors des défenseurs fidèles de la papauté et résolut de les éloigner, de les humilier, de priver le Saint-Père de leur courage. La même pensée était venue à Sterbini et à Canino. Ce raffinement de barbarie avait été salué par les bandits des sociétés secrètes de ces hourras terribles, impurs, immenses, qui s'élèvent comme la voix de la tempête du sein d'une ville en révolte.

Le souverain Pontife, toujours pour éviter l'effusion du sang, se résigna à cette nouvelle violence : le renvoi des gardes suisses fut décidé.

— « Ils doivent s'estimer fort heureux qu'on les désarme et qu'on se contente de les congédier, « avait dit Sterbini, » heureux qu'on leur fasse grâce de la vie ! »

Mais les Suisses n'étaient pas hommes à se laisser facilement désarmer, et s'il n'y avait eu pour cela que des gaillards comme Sterbini et Galetti, en nombre égal, ils eussent bientôt mordu la poussière. Ces braves soldats refusèrent de rendre leurs armes et d'abandonner leurs postes. Ils s'écrièrent :

— « Nous sommes ici par la volonté du Pape, nous y resterons. Quant à nos armes, si la canaille les veut, qu'elle essaie de venir nous les prendre ! Si nous ne pouvons nous en servir pour défendre ou sauver notre souverain, nous sommes décidés à mourir plutôt que de les remettre en des mains autres que les siennes, et, dans ce dernier cas, si Pie IX nous les redemande, nous ne les rendrons pas, car nous sommes soldats, mais nous les déposerons à ses pieds augustes. »

Ils se résignèrent, quand ils eurent acquis la conviction que telle était la volonté de leur souverain. Voici les noms de ces braves, dignes de leurs frères du Sunderbund, dignes de la cause qu'ils défendaient :

CAPITAINE-COMMANDANT : Meyer de Schauensée (Léopold), Lucerne.

PREMIER LIEUTENANT : Gebistorff (Jacques), Lucerne.

CAISSIER : Pfiffer d'Altishofen (Alexandre), Lucerne.

JUGE : Herzog (Pierre), Lucerne.

SERGENT-MAJOR : Grutter (Félix-Martin), Lucerne.

SERGENTS : Sturni (Jacques), Fribourg ;— Schmid (Pierre), Lucerne ;— Burkert (Chrétien) ; Soleure ;— Tosetti (Augustin), Tessin.

CAPORAUX : Jeker (Benoît), Soleure) ; — Neuhaus (Joseph), Fribourg ; — Widmer (Jacques), Lucerne ; — Hartmann (Joseph), Lucerne ; — Meier (Joseph), Argovie.

HALLEBARDIERS : Gimelin (Joseph-Antoine), Grisons ; — Marfort (Antoine), Lucerne ; — Stadelin (Martin), Schwitz ; — Inecken (Gaspard), Lucerne ; — Herzog-Junior (Joseph), Lucerne ; — Zimmermann (Joseph), Lucerne ; — Marfort (Jean), Lucerne ; — Zehnder (Pierre), Zug ; — Neuhaus (Jacques), Fribourg ; — Schiltnecht, Saint-Gall ; — Kamer (Baptiste), Schwitz ; — Weillisbach (Jacques), Argovie ; — Guntren (Valentin), Valais ; — Brundler (Jean), Lucerne ; — Weimann (Gaspard), Unterwalden ; — Borke (Joseph), Soleure ; — Schenid (Joseph), Lucerne ; — Andereg (Maurice), Valais ; — Burkart (Jacques), Soleure ; Camenisch (Antoine), Grisons ;— Marfort (Félix), Lucerne ; —Hunkeler (Antoine), Lucerne ; Belmund (Remi), Schwitz.

TAMBOURS : Kost (Christophe), Zug ; — Ferari (François), Tessin.

HALLEBARDIERS : Maresole (Joseph), Tessin ; — Odermatt (Félix), Unterwalden ; — Uttinger (Chrétien), Zug ; — Hürseler (Jérôme), Soleure ; — Schmid (Antoine), Lucerne ; — Butschard (Nicolas), Fribourg ; — Karli (Martin), Argovie ; — Schnopp (Joseph), Argovie) ; — Frey (Jacques), Lucerne ; — Stierli (Jean), Argovie ; — Studer (Jean), Soleure ; — Studer (Amand), Soleure ; — Kaeser (Joseph), Fribourg ; —Marimat (Pierre), Lucerne ;— Sigrist (Alouis), Lucerne ; — Boufet (Guillaume), Fribourg ; —Wiss (Urse), Soleure ; — Brunner (Victor), Soleure ; — Marimat (Jacques), Lucerne ; — Pfiffer (Vincent), Lucerne ;— Kost (Pierre), Zug ; — Koch (Jacques), Argovie ; — Strim (Xavier), Thurgovie ;— Klausen (Antoine), Valais ;— Klausen (Ferdinand), Valais ; — Albi (Jean), Fribourg ; — Betschart (François), Schwitz ; — Brunner (Gabriel), Soleure ; — Hubscher

(Jacques), Saint-Gall ; — Egger (Jean), Fribourg ; — Greder (Jean), Soleure ; — Marfurt (Alouis), Lucerne ; — Marfurt (Joseph), Lucerne ; — Wider (Nicolas), Fribourg ; — Kolliker (Victor), Soleure.

Ces braves se retirèrent la mort dans l'âme. Leurs postes furent occupés par la garde nationale qui, sous prétexte d'établir un poste d'honneur, gardait Pie IX dans son palais, afin qu'il n'entreprît pas un *voyage de Varenne*, comme avait fait Louis XVI, dans une situation semblable.

Chaque jour, le saint Pontife sentait qu'il était prisonnier de l'émeute, et cette conviction, justifiée par l'évidence, était partagée par les membres du corps diplomatique, qui ne quittaient presque plus Sa Sainteté depuis la journée du 16 novembre. De fait, Pie IX ne gouvernait plus. L'autorité était tombée entre les mains des clubs, parmi lesquels les plus acharnés étaient celui du café des Beaux-Arts et celui du cercle dit Populaire. Ce pouvoir usurpé destituait les fonctionnaires publics, faisait afficher dans les rues les noms de ceux qui lui paraissaient suspects. Au surplus, tous les employés du gouvernement s'étaient empressés de le reconnaître, et les autorités militaires avaient égalé en bassesse les autorités civiles.

Le duc de Rignano ayant donné sa démission de général de la garde civique, fut remplacé par le colonel Joseph Galieno : ce dernier fut conduit comme en triomphe à l'état-major par les troupes, la garde civique et les émeutiers. Ce fut une fête nouvelle avec musique, drapeaux, banderolles, fleurs, etc. — Le soir de ce jour, une aurore boréale du rouge le plus vif fut visible à Rome. Les yeux pieux y virent les présages de la colère divine; les révolutionnaires disaient aux groupes de curieux réunis dans les rues : — « Ce phénomène indique clairement que l'âme du *tyran Rossi* est condamnée aux flammes éternelles. » Et ces esprits déchus célébraient à cette occasion des feux de réjouissance.

En ce moment, le citoyen Canino se trouvait, pour affaires,

chez M. l'ambassadeur de France. Il s'écria, en se frottant les mains :

— « Avez-vous vu le ciel, Messieurs, c'est la pourpre des cardinaux qui s'envole.

— « Vous vous trompez, Monsieur, lui dit sévèrement M. d'Harcourt, c'est l'indice des jours sanglants qui se préparent ! »

Ce n'était que trop exact ; cette prophétie devait se réaliser cruellement.

En attendant, M. l'abbé Rosmini, savant et publiciste distingué, dont la révolution avait pris le nom pour tromper l'Europe, refusa le portefeuille couvert de sang qu'elle lui offrait. Il fut remplacé par monseigneur Muzzarelli, traître odieux qui accepta.

On attendait le programme du nouveau cabinet. Il le donna en ces termes .

« Appelés au ministère au milieu de circonstances extraordinaires et alors que le refus serait de notre part vouloir mettre en péril la forme constitutionnelle actuelle du gouvernement de notre Etat, nous serions épouvantés de la gravité des choses et des temps si nous n'étions soutenus par la pensée que notre programme politique est en harmonie parfaite, non-seulement avec les principes proclamés par le peuple, mais encore avec ceux qui, après mûre délibération, ont été acceptés par nos chambres législatives, principes qui serviront de règle à toutes nos actions tant que nous resterons au pouvoir.

« Parmi ces principes, il en est un qui a eu, *par acte solennel, l'assentiment du prince*, et quant à l'autre principe, *promesse a été faite de se concerter avec le nouveau ministère*, afin qu'il fût rédigé des propositions analogues à présenter à l'acceptation des chambres délibérantes.

« Le principe de la nationalité italienne, proclamé par notre peuple et par les chambres, cent fois, et par nous accepté, a été *sanctionné sans réserve* par le prince, alors qu'avec un

zèle tout paternel, il le rappelait à l'empereur d'Autriche dans sa lettre à ce prince.

« Attendu que pour réaliser ce bien, nous croyons indispensable d'exécuter les délibérations adoptées par la Chambre des Députés concernant l'indépendance italienne, notre ferme résolution de mettre en pratique ces délibérations n'est autre chose qu'une franche adhésion aux vœux des représentants du peuple. Nul ne doutera de notre pleine adhésion au programme du 5 juin, accueilli avec tant d'enthousiasme par les chambres délibérantes. La convocation d'une Constituante à Rome et la rédaction d'un acte fédératif sont des principes et des maximes que nous trouvons formulés dans le vœu d'une diète à Rome, destinée à discuter les intérêts généraux de la patrie commune.

« Aujourd'hui qu'à ce vœu, à cette maxime fondamentale, vient se joindre l'*assentiment du prince*, qui désire aussi en soumettre la décision aux Chambres, du *souverain* que l'Italie entière a salué comme l'initiateur de sa liberté et de son indépendance, notre cœur palpite à l'idée de la proximité du moment où il est donné d'espérer voir naître enfin ce pacte fédéral qui, respectant l'existence des Etats isolés et laissant intacte leur forme de gouvernement, servira à assurer la liberté, l'union et l'indépendance de l'Italie. Cette œuvre aura sa perfection, à notre avis, alors que s'y associeront la gloire de Rome et *le nom révéré du Pontife*.

« Nous nous présentons avec ce programme devant le peuple et les Chambres. Si le peuple nous accorde sa confiance, nous ferons tous nos efforts pour continuer de la mériter. Les Chambres vont être appelées à nous prouver si elles nous accordent leur confiance; et il nous est permis de l'espérer si leurs principes politiques continuent d'être aujourd'hui ce qu'ils ont été par le passé.

« Signé : C.-E. MUZZARELLI, président,
GALETTI, STERBINI, LUNATI. »

On remarquera d'abord avec quelle perfidie les ministres imposés à Pie IX cherchaient à se couvrir de son autorité et de son nom, comme s'ils eussent été nommés par lui. Quand ils disent hypocritement que c'est par dévouement qu'ils ont accepté leurs portefeuilles, ils mentent; c'est eux qui se sont imposés au souverain, qu'ils retiennent prisonnier. Ils parlent de la Constitution; mais ils l'ont violée les premiers, elle n'existe plus, car la liberté du chef de l'État en est la base. Ils ne sont nullement *épouvantés* de la gravité des choses qui est leur œuvre, ni de celle des temps qu'eux-mêmes ont rendus mauvais. Cette terreur est feinte, comme leur amour du bien public.

Ils n'avaient pas le droit de convoquer une constituante et une diète à Rome, et l'affectation qu'ils mettent à se couvrir du *nom vénéré du Pontife* qu'ils oppriment, est une lâcheté de plus.

Et pourtant, ce programme fut mal accueilli par les démocrates; ils le trouvèrent mou, indécis; les journaux de la démagogie n'entonnèrent pas leurs trompettes de louanges; il y en eut même qui déclarèrent que les ministres étaient des révolutionnaires à courte vue, manquant de viguèur. Ils auraient souhaité quelque chose de plus tranché, de plus énergique, de plus démocratique, de plus furieux. La ruse leur paraissait désormais inutile, il fallait *couper dans le vif;* il n'était plus besoin, d'après eux, de s'étayer plus longtemps de l'autorité de Pie IX; les masques étaient superflus.

Ce programme était beaucoup plus modéré qu'on ne s'y était attendu de la part de pareils hommes. Ceci s'explique parfaitement. Les révolutionnaires, une fois parvenus au pouvoir, se montrent toujours modérés, par rapport à ceux qui les ont aidés à en gravir les marches; car ils sentent qu'il faut un peu d'ordre pour rétablir la confiance et rester aux affaires. C'est ainsi que ceux qui ont été les plus exigeants dans l'opposition, ne tiennent aucune des promesses qu'ils ont faites

avant leur triomphe. Le ministère voulait ménager Pie IX, afin de l'opprimer plus à son aise : il tenait surtout à ce qu'il ne cherchât pas à recouvrer sa liberté par la fuite, car il prévoyait alors une anarchie terrible, au milieu de laquelle le pouvoir lui serait arraché.

Parmi les révolutionnaires mécontents du ministère et lui reprochant avec aigreur sa modération, Canino se faisait surtout remarquer; désolé d'avoir été écarté des affaires, il s'en vengeait en traitant les ministres de *modérés* et en se jetant à corps perdu, pour mendier la popularité des clubs, dans les exagérations les plus extravagantes de la démocratie. Il fit partager ses haines aux autres chefs des sociétés secrètes, également furieux de n'être pas tous au pouvoir. Ces dissentiments existent toujours entre les meneurs de révolutions. Robespierre exécrait fraternellement Marat, qui le lui rendait d'une façon non moins démocratique. L'exil même ne peut éteindre la jalousie qu'ont les unes pour les autres ces natures orgueilleuses, ces esprits infatués d'eux-mêmes, parfaitement d'accord quand il s'agit de détruire la société, divisés profondément dès le lendemain de leurs précaires triomphes. Ils ne procèdent pas par insinuations les uns contre les autres, ils s'insultent de la façon la plus brutale, rendant ainsi un immense service à la cause de l'ordre. Ils n'ont jamais traité la société, leur ennemie commune, comme ils se traitent eux-mêmes. C'est ainsi, entre autres, que Sterbini et ses amis en étaient venus à se détester plus cordialement qu'ils ne haïssaient la papauté et la société. Pour l'instruction et l'enseignement de l'Italie, ils lui donnaient des représentations quotidiennes de ces bacchanales. Ces pantalonnades auraient dû n'inspirer que pitié et dégoût. Au plus fort de la lutte fraternelle que se livraient ces *réformateurs de l'humanité*, ils s'efforçaient, chacun de leur côté, à la honte et au grand désespoir de leurs familles, d'exagérer *l'idée révolutionnaire* jusqu'à ses dernières conséquences. Sterbini porta un rude coup à ses adversaires

et à tous ceux qui le qualifiaient de *modéré*, en déclarant qu'il était *socialiste*, socialiste radical. On n'attend pas de nous que nous relevions tous les blasphêmes, toutes les impiétés qui furent vomis de part et d'autre. Ce qui donna un avantage marqué à Sterbini, c'est la proposition qu'il fit *d'organiser le travail*, de créer des *ateliers nationaux*, à l'exemple des républicains de Paris. De plus, pour parer les coups qu'on lui portait encore, il reconnut l'autorité du *Cercle populaire* et du *club du café des Beaux-Arts*, et les pria de désigner deux citoyens par chaque quartier de la ville, afin de former une *commission du travail*, semblable à celle qui siégeait à Paris, au palais du Luxembourg, sous la direction des citoyens Louis Blanc et Albert.

A ce prix, le ministère fut toléré par la démagogie, et les adversaires de Sterbini ne purent l'affaiblir en le surpassant en violence ; c'était impossible.

Pie IX, pendant que cette œuvre d'iniquité et de désorganisation se consommait, était toujours prisonnier au Quirinal. Mille vexations, qui se révélaient même dans les prétendus hommages qu'on affectait de lui rendre, ce qui était la dérision et l'insulte après l'oppression, lui prouvaient assez que la révolution ne revient jamais à de meilleurs sentiments, et qu'il avait trop présumé de la sagesse et de l'honnêteté de ses sujets.

Le pasteur, qui ne voulait que la paix pour ses brebis, qui n'avait qu'un but, empêcher que le sang fraternel ne fût versé, comme il l'avait dit, priait pour ses oppresseurs. Il répétait après son maître : — Seigneur, mon père, ils m'ont abreuvé d'outrages et d'amertumes; ils m'ont conduit en dérisions comme un triomphateur, ayant au front la couronne d'épines; ils m'ont jugé, condamné puis traîné jusqu'au Golgotha. Ils ont vu ma mère pleurer au pied de ma croix sanglante, et ils m'ont fait boire le fiel et percé le flanc. Mais pardonnez-leur, mon père, car ils ne savent ce qu'ils font ! pardonnez-leur,

car je suis un envoyé de l'amour, je suis le prêtre des miséricordes et je ne suis pas venu sur la terre pour l'œuvre farouche du sang! —

Ainsi priait Pie IX, comme autrefois la grande Victime; ainsi priait-il pour son peuple ingrat, cruel et sacrilége.

Mais le juste n'avait pu désarmer les colères de ceux qui trompaient et poussaient la foule qui, les croyant sur parole de grands citoyens et des libérateurs, tombait devant eux en extase d'hébétement.

Le cœur de ces intrigants était plein de haine et de crime, celui de Pie IX était plein de justice, et sa parole était selon Dieu. Mais la plus grande sagesse est impuissante à arrêter la révolution déchaînée.

La rapine, la luxure, la cruauté, devaient avoir un plus long triomphe; la république devait frapper sans pitié les pauvres qui crieraient miséricorde; elle devrait écraser le peuple dans son orgueil, éventrer les bourgeois comme un troupeau d'esclaves, violer leurs maisons, boire leurs sueurs, déflorer leurs filles! Pourquoi avaient-ils applaudi à la révolution? Pourquoi avaient-ils laissé assassiner le comte Rossi? Pourquoi avaient-ils assiégé et laissé assiéger Pie IX dans son palais?... Malheur, malheur à qui ne comprend pas ces enseignements!...

Il était impossible que le chef de l'Église restât dans cette situation. Sa vie même n'était-elle pas en danger? En vain se berçait-il de l'espoir que son nom arrêterait les criminels, donnerait du courage aux bons, et que les choses reprendraient insensiblement leur état normal; cette dernière illusion ne lui fut bientôt plus permise.

Pie IX n'avait pas bu le calice jusqu'à la lie. Le représentant de Dieu sur la terre devait porter plus longtemps encore la couronne d'épines; comme son maître, il devait être méconnu du peuple, attaché à la croix de douleur. Pour qu'il ressuscitât dans le repentir de son peuple, il fallait que celui-

ci eût été lui-même attaché au gibet, qu'il eût été cloué dans le sépulcre de la révolution.

Les serviteurs dévoués au Pape se joignirent aux membres du corps diplomatique pour le conjurer de chercher son salut dans la fuite. Cette extrémité répugnait à son cœur. Il ne pouvait se familiariser avec cette idée douloureuse d'abandonner Rome à la merci d'un pouvoir usurpateur, à la violence des factions furieuses. Il lui semblait que, lui parti, les révolutionnaires ne garderaient plus aucune mesure dans leurs sauvages excès, et il se reprochait de laisser ainsi les brebis sous la dent des loups. On lui représenta qu'il était impuissant à conjurer le déchaînement de la tempête, qu'il s'exposait à des périls sans profit, que la dignité de la religion exigeait qu'il se retirât, jusqu'à ce que l'Europe catholique eût pris des mesures de justice contre la révolution de l'athéisme qui ravageait ses États.

Le Saint-Père hésitait encore, n'osant céder aux prières de ses amis, qui voyaient les vagues de la démocratie monter, monter toujours et prêtes à engloutir la chaire de saint Pierre. Pie IX se demandait, dans sa conscience, si son devoir était de rester ou de fuir, et il ne savait à quel parti s'arrêter, lorsqu'un événement inattendu vint, comme une voix d'en haut, chasser ses scrupules et fixer ses résolutions. Le soir du 22 novembre, il venait de prier avec ferveur pour ce peuple coupable qu'il avait tant aimé et qui l'avait accablé d'amertumes, qui avait payé son ardente tendresse d'une ingratitude si lâche et avait brisé son cœur. Tout à coup, on lui remit une boîte mystérieuse, et cette lettre qu'il parcourut avec la plus vive émotion.

« Très-Saint-Père,

« Pendant les pérégrinations de son exil en France et surtout à Valence, où il est mort et où reposent son cœur et ses entrailles, le grand Pie VI portait la très-sainte Eucharistie

sur sa poitrine ou sur celle des prélats domestiques qui étaient dans sa voiture. Il puisait dans cet auguste sacrement une lumière pour sa conduite, une force pour ses souffrances, une consolation pour ses douleurs, en attendant qu'il y trouvât le Viatique pour son éternité. Je suis possesseur, d'une manière certaine et authentique, de la petite pyxide qui servait à un si religieux, si touchant, si mémorable usage. J'ose en faire hommage à Votre Sainteté! Héritier du nom, du siége, des vertus, du courage et presque des tribulations du grand Pie VI, vous attacherez peut-être quelque prix à cette modeste, mais intéressante relique, qui, je l'espère bien, ne recevra plus la même destination. Cependant, qui connaît les desseins de Dieu dans les épreuves que sa providence ménage à Votre Sainteté? Je prie pour elle avec amour et foi. Je laisse la pyxide dans le petit sac de soie qui la contenait et qui servait à Pie VI; il est absolument dans le même état que lorsqu'il était suspendu à la poitrine de l'immortel Pontife.

« Je garde un précieux souvenir et une profonde reconnaissance des bontés de Votre Sainteté, à l'époque de mon voyage à Rome, l'année dernière. Daignez encore y ajouter votre bénédiction apostolique; je l'attends, prosterné à vos pieds.

« PIERRE, évêque de Valence. »

La lecture de cette lettre délicate, la vue du présent précieux qui l'accompagnait, décidèrent Pie IX à prendre la route si rude et si douloureuse de l'exil.

Dieu multiplie parfois les épreuves sur la vertu. De toutes ces épreuves, la mort du comte Rossi et l'obligation de quitter Rome furent peut-être les plus douloureuses pour Pie IX. Mais plus il souffrait et plus il se montrait grand. Sa résignation dans l'infortune égala sa charité dans l'opulence. Sous ce nouvel aspect, il se montre, comme dans des circonstances différentes, à la hauteur de sa mission. Il conserva la même majesté, la même foi, le même cœur. Il avait traversé le front

haut, en toute sérénité d'âme, le flot des populations misérables et troublées auxquelles on apprenait à maudire leur souverain, leur père; il se façonna à l'idée de quitter la vie éternelle. Il avait la résignation, ce courage de la vertu, et cette patience qui est la prudence de la force.

Quand Sa Sainteté fit part de sa résolution à ses amis, ils furent soulagés d'un grand poids sur le cœur. On s'occupa alors des moyens d'exécution. Il était très-difficile que le Pape pût sortir du palais, car il était gardé à vue par la garde civique; il fallait prendre une foule de précautions afin d'échapper à cette surveillance active et sacrilége, et, en tout cas, ne se confier qu'à très-peu de personnes, sur la discrétion et le dévouement absolus desquelles on pût compter sans réserve. On était également fort irrésolu sur la terre que le Saint-Père devait choisir pour aller demander l'hospitalité. La France et l'Espagne étaient également dignes de cet honneur par leur respect pour l'Église, mais celle-ci était bien éloignée, celle-là était agitée par la révolution, et la forme de son gouvernement s'appelait *la République!* On avait opté pour Civita-Vecchia, car alors le Pape ne fût pas sorti de ses états, et déjà M. le duc d'Harcourt avait envoyé des ordres au navire de guerre français *le Ténare*, qui était mouillé dans ce port, lorsque le cardinal Antonelli, homme de sage conseil et de juste visée, fit une objection sérieuse, et qui fut prise en considération : la route de Rome à Civita-Vecchia n'était pas sûre; le Saint-Père pourrait tomber entre les mains des bandes révolutionnaires qui infestaient la campagne. Les choses en étaient là, et rien n'avait pu être encore décidé, lorsque la Providence suscita une femme pour aplanir les difficultés. Un jour que le comte de Spaur, ministre du roi de Bavière, rentrait à son hôtel, triste de voir les jours s'écouler et la situation de Pie IX toujours la même : — « Je ne suis qu'une simple femme, dit la comtesse de Spaur à son mari, cependant je voudrais conduire cette affaire à bonne fin. »

L'ambassadeur sourit amèrement. La comtesse lui expliqua son plan.

Madame la comtesse de Spaur, française d'origine, était l'une des femmes les plus charmantes de Rome. Elle joignait la plus exquise distinction à la plus grande charité. Bonne, douce, pieuse, spirituelle, elle était susceptible de ces nobles actions qui excitent les enthousiasmes sincères et font palpiter les grands cœurs. C'était une âme sérieuse et délicate, une âme élevée et tendre que saisissait le malheur. Rien ne fut plus touchant que le courage et le dévouement de cette chrétienne.

Le soir même du jour où madame de Spaur avait laissé échapper cette exclamation, le comte lui dit :

— « Vous rappelez-vous ce que vous m'avez dit ce matin?

— « Certainement, répondit-elle, et je persiste.

— « Eh bien, il peut se faire que la Providence ait jeté les yeux sur vous pour concourir à la délivrance du Pape.

— « Je suis prête. »

Cette forte et fidèle chrétienne se dévoua sans efforts, heureuse et pressée de se sacrifier pour le Saint-Père. Dans sa touchante piété, elle regarda cette occasion de se montrer héroïque comme une faveur du ciel. Cette blanche et douce figure se mit aux pieds du calvaire de Pie IX, comme la mère du Christ sous la croix du Sauveur des hommes.

Dans ce désastre, elle se précipita au devant des calamités de la papauté avec un dévouement et un courage admirables. En le cherchant, elle mérita cet honneur de servir de guide au souverain Pontife.

Cette grande et heureuse fortune, ces nobles périls ne pouvaient échoir qu'à une âme digne de les obtenir. Cet événement fit éclater, dans madame de Spaur, non-seulement la brillante générosité d'une nature d'élite, mais la plus pure piété. Et autant d'intelligence et de finesse se déploya dans son esprit que de fidélité et d'élévation dans son âme. Cette noblesse morale et cette adresse honnête ne se démentirent pas

un seul instant. Il n'y a point de paroles pour raconter de pareils sentiments, pour dire le courage et l'énergie de ces serviteurs magnanimes des grandeurs déchues.

Madame la comtesse de Spaur avait, comme toutes les femmes, même les plus humbles, le charmant instinct des choses délicates. C'était une de ces femmes vertueuses dont on ne saura jamais tout le dévouement, toute la bonté. On ne la connaissait pas beaucoup avant les malheurs du souverain Pontife, car, renfermée dans les devoirs et dans les saintes joies de la famille, elle ne se révélait guère au monde que par ses bonnes œuvres et son inépuisable charité.

Il fut convenu qu'elle partirait pour Albano avec son fils et le gouverneur de ce dernier. Elle prépara tout pour le voyage avec une intelligente activité. Pour justifier cette subite résolution, elle dit à ses subalternes et à ses gens qu'elle était appelée immédiatement à Naples, pour la conclusion d'un mariage entre une princesse de Bavière et l'un des fils du roi des Deux-Siciles. Les malles prêtes, la comtesse cache sur elle le portefeuille de Pie IX, remplit ses poches d'or, met ses diamants dans la doublure de ses robes et charge une paire de pistolets; car cette femme héroïque est résolue à défendre le Saint-Père jusqu'à la mort. Elle n'oublie pas de brûler, en cas de perquisition, tous les papiers qui ne doivent pas tomber entre les mains des conjurés, puis elle se jette aux pieds du crucifix qu'elle prie avec ferveur jusqu'au matin. A six heures, elle écrit à la hâte quelques lignes à sa famille pour calmer ses alarmes, après quoi elle part dans une berline de voyage, traînée par quatre chevaux.

La révolution, maîtresse de la ville, empêchait déjà la circulation libre.

La voiture de la comtesse se trouve arrêtée à la porte de la ville, où elle se présente pour sortir. Interrogée, elle répond avec une simplicité délicieuse à cette question :

— « Qui êtes-vous?

— « La comtesse de Spaur.

— « Où allez-vous ?

— « A Albano d'abord, à Naples ensuite.

— « Où sont vos passeports ?

— « Les voici.

— « Pourquoi le comte, votre mari, n'est-il pas avec vous?

— « Parce que les affaires de son gouvernement le retiennent à Rome.

— « Quand vous rejoindra-t-il?

— « Lorsque ses affaires seront terminées; du reste, vous le verrez, puisqu'il doit passer par cette porte. »

La précision avec laquelle la comtesse s'était exprimée avait éloigné tout soupçon, mais le triste interrogatoire qu'on lui avait fait subir ne la laissait pas sans inquiétude pour le Saint-Père. Pourrait-il aussi facilement échapper aux investigations de ces mercenaires obéissant à la farouche consigne des usurpateurs?. . Il y a loin de la théorie à la pratique. On se met énergiquement en route, décidé à une grande aventure, et puis les petits faits, qui n'en sont que l'enveloppe, s'embusquent derrière les buissons et vous font une guerre de partisans qui, souvent, vous force à rebrousser chemin. Le Saint-Père serait-il ainsi arrêté? Troublée par cette appréhension, madame de Spaur reprit sa course rapide et arriva en deux heures et demie à Albano, ayant fait ajouter en route deux nouveaux chevaux qui l'attendaient à quelques minutes hors la ville. A Albano, madame de Spaur descendit, comme cela avait été convenu, à l'hôtel de Paris, et attendit le moment d'agir.

Cette première évasion avait réussi, mais restait la principale, celle du Saint-Père, et la difficulté était grande. MM. d'Harcourt et de Spaur se mirent résolument à l'œuvre. Le 24 novembre au soir, l'ambassadeur de France se présenta au Quirinal dans une riche voiture précédée de coureurs et de postillons portant des torches. Quoiqu'il fût muni d'une lettre d'audience de Sa Sainteté parfaitement en règle, on le conçoit,

la garde d'honneur, disons les geôliers de Pie IX, firent de grandes difficultés pour laisser entrer le duc d'Harcourt, qui dut leur parler haut et ferme et leur imposer par son énergie. Dès qu'il est introduit auprès du Saint-Père, celui-ci s'empresse d'endosser un déguisement : pantalon, gilet, cravate, redingote, le tout noir, chapeau rond et large de bords, lunettes bleues; il est méconnaissable. Après s'être agenouillé devant son prie-Dieu, il sort par une porte dérobée, accompagné d'un serviteur à toute épreuve, Philipani. Le Saint-Père s'avance d'un pas lent et grave, comme l'homme courageux qui demande à sa puissance morale le privilége de marcher dans sa dignité et dans sa force.

Pendant la fuite de Pie IX, M. d'Harcourt lit à haute voix, afin que ceux qui gardent le souverain Pontife ne conçoivent aucun soupçon. Tout à coup, il entend un grand bruit dans le corridor secret par où s'est évadé le Saint-Père ; il tremble, il le croit découvert.... mais non, c'est une clef qui a été oubliée et que Philipani va chercher ; mais pour cela, il est forcé de faire de longs détours afin d'éviter les sentinelles, et ce n'est qu'au bout de dix longues minutes qu'il revient ouvrir à Sa Sainteté, qui attendait devant la porte, une bougie à la main. Le pape alors se jette dans une voiture toute prête.... Les chevaux partent à fond de train, faisant trembler les vitres des maisons et couvrant l'espace de gerbes d'étincelles.

Le duc d'Harcourt resta deux heures dans les appartements du souverain Pontife ; quand il en sortit, il dit à ceux qui en gardaient insolemment les portes, que Sa Sainteté était indisposée , et s'était mise au lit, après quoi il s'élança à son tour dans une chaise de poste, qui roula rapidement vers Civita-Vecchia ; à minuit, il s'embarqua à bord du *Ténare;* il était sauvé.

Près de l'église de Saint-Pierre et Saint-Marcelin la voiture qui portait Pie IX fut accostée par celle dans laquelle l'attendait le comte de Spaur avec son chasseur. Ils étaient tous

deux armés de pistolets et de poignards. Le Saint-Père put quitter Rome sans difficulté, mais non sans éprouver une poignante douleur. Il sortit par la porte de Saint-Jean-de-Latran. Au milieu de la nuit sa voiture rejoignit la berline de voyage dans laquelle la comtesse de Spaur l'attendait. C'était près d'Albano, dans la vallée de l'Aricia. Mais tout-à-coup paraissent quatre carabiniers: c'est une patrouille. Comment faire? que dire? vont-ils reconnaître le souverain Pontife? sera-t-il, comme autrefois Louis XVI, auquel il ressemble par sa bonté et par ses malheurs, reconduit dans la capitale de ses États, au milieu des outrages d'une population en démence? En cet instant suprême, l'ingénieuse comtesse ne perdit pas la tête. Sans descendre de sa berline, ce qui était un chef-d'œuvre de sang-froid, elle s'écria vivement d'un ton de reproche, en s'adressant au Saint-Père :

— « Allons donc, monsieur le docteur, vous vous faites toujours attendre! c'est fort mal! Je ne pourrai donc jamais vous corriger de vos lenteurs?... »

Le Saint-Père, sans proférer une parole, descendit lentement de la voiture, aidé par les carabiniers eux-mêmes, qui lui offrirent leur bras pour monter dans celle de madame de Spaur. Les soldats souhaitèrent un bon voyage aux fugitifs, après avoir pris la peine de relever le marche-pied. La berline partit au galop: Le Saint-Père était dans le fond, auprès de la comtesse de Spaur; en face d'eux se trouvait son fils, Maximilien de Spaur, avec son gouverneur, M. Liebel. Le siége de devant était occupé par une femme de chambre, celui de derrière, par l'ambassadeur de Bavière et son chasseur dévoué.

Plutôt que de laisser tomber la personne de Pie IX entre les mains des carabiniers, au cas où il aurait été reconnu par eux, ces serviteurs fidèles auraient certainement engagé un combat sanglant, et ils eussent sans doute triomphé.

Ils remercièrent le ciel de n'avoir point été réduits à cette extrémité. Peut-être bien aussi, les carabiniers auraient-ils

laissé passer leur souverain, tout en pénétrant son incognito, car il n'y a pas de scélérats au monde; malgré cela, on ne pouvait guère s'y fier, et mieux vaut que les choses se soient ainsi passées.

La comtesse de Spaur, après le départ des soldats, dit au souverain Pontife :

— « Pardonnez-moi, très-Saint-Père, pardonnez à votre indigne servante si la nécessité lui procure à vos côtés une place qu'elle ne mérite point.

— « Vous êtes aujourd'hui, lui répondit doucement Pie IX, vous êtes aujourd'hui un des instruments dont la Providence a voulu se servir pour accomplir un de ses mystérieux desseins. »

Et comme la comtesse ne pouvait maîtriser son émotion :

— « Ne craignez rien, ma fille, reprit le Saint-Père; Dieu est avec nous !... »

Cependant, à Fondi, le Pape courut un grand danger. Comme on relayait, un des postillons l'ayant aperçu, dit à l'un de ses compagnons :

— « Regarde donc cet abbé; il ressemble au portrait du pape que nous avons chez nous !.., »

La berline fut emportée à ce moment par les coursiers fortement pressés par les postillons, dont le comte de Spaur excitait l'ardeur à force d'or.

Enfin les États romains furent franchis !... Pie IX ne courait plus aucun péril. Le Pontife fugitif récita le cantique du *Te Deum*, et ses compagnons, transportés de bonheur, rendirent avec lui grâces à Dieu.

Le souverain Pontife était pensif et recueilli ; son cœur était calme, son esprit agité.

Vers neuf heures et demie du matin, la berline dans laquelle se trouvait le Saint-Père rejoignit celle qui portait le cardinal Antonelli et le chevalier d'Arnao, partis en avant. On était arrivé au môle de Gaëte. Les illustres fugitifs descendirent à

l'hôtel de Cicéron, où ils déjeunèrent. Le Saint-Père ne prit quelque nourriture qu'après s'être retiré dans une chambre, où il se mit en prières, remerciant Dieu de sa protection et l'implorant encore pour son peuple.

Là, on tint conseil. Où le Pape devait-il définitivement chercher un asile? Il fut arrêté que c'était à Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, qu'il demanderait l'hospitalité. Ce prince était digne de cet honneur. Le Saint-Père chargea le comte de Spaur de se rendre à Naples, auprès de Sa Majesté, de lui exposer les tristes événements qui l'avaient contraint de quitter Rome, et de lui remettre la lettre suivante :

« Sire,

« Le triomphe momentané des ennemis du Saint Siége et de la religion, compromettant la personne du chef de l'Église catholique, l'a forcé malgré lui à quitter Rome. Je ne sais sur quel point du globe la volonté du Seigneur, à laquelle je me soumets dans toute l'humilité de mon âme, conduira mes pas errants; en attendant, je me suis réfugié dans les États de Votre Majesté, avec quelques personnes fidèles et dévouées. J'ignore quelles seront vos intentions à mon égard; dans le doute, je crois devoir vous mander, par l'entremise du comte de Spaur, ministre de Bavière auprès du Saint Siége, que je suis prêt à quitter le territoire napolitain, si ma présence dans les États de Votre Majesté pouvait devenir un sujet de craintes ou de différends politiques.

« *Signé* : Pie IX. »

Nul doute que ces lignes si touchantes et si résignées, bien faites pour arracher des larmes d'admiration, ne fissent la plus profonde impression sur un cœur aussi chevaleresque que celui du Bourbon de Naples.

M. le comte de Spaur, infatigable dans son dévouement, échangea son passeport contre celui du chevalier d'Arnao, se-

crétaire et ami de l'ambassadeur d'Espagne, M. Martinez de la Rosa, dont nous avons rapporté la belle conduite, et se mit en route aussitôt. La petite troupe se dirigea vers la ville de Gaëte.

Ils ne tardèrent pas d'y arriver, et ils n'y purent entrer sans peine. Ils eurent besoin de toute leur présence d'esprit pour répondre aux autorités; ils se rendirent tout d'abord chez monseigneur Parisio, évêque de Gaëte. Le Saint-Père devait se faire connaître de ce digne prélat, et lui demander une hospitalité provisoire pour lui et pour ses compagnons de voyage. Mais monseigneur Parisio se trouvait absent de son siége épiscopal. Son frère, ancien ministre du roi de Naples, sentant la mort s'avancer vers lui pour l'emporter, l'avait fait appeler pour recevoir son dernier soupir et fermer ses yeux éteints. Le pieux prélat s'était empressé de partir. Les étrangers furent reçus par son fidèle serviteur Danielo; esclave énergique de sa consigne, il repoussa les nouveaux venus, leur répondant qu'il ne les connaissait pas, et que son maître n'étant point là, ils devaient renoncer à leur projet. Le cardinal Antonelli eut beau assurer que l'évêque de Gaëte serait extrêmement désolé que ses amis eussent été repoussés ainsi de son logis. Danielo fut inflexible.

— « Ah! si vous nous connaissiez, lui dit Pie IX, vous nous recevriez avec empressement!

— « C'est justement parce que je ne vous connais pas, répondit Danielo avec défiance, que je ne puis vous recevoir. »

Et il ajouta avec un ton de mauvaise humeur :

— « D'ailleurs, le palais d'un évêque n'est pas une auberge! »

— « Mais je suis parfaitement connu de Monseigneur Parisio, » répliqua le Saint-Père.

— « C'est possible! répondit l'intraitable gardien du palais épiscopal, mais pas de moi, qui ne vous ai jamais vu : il vous faut chercher un gite ailleurs! »

En leur fermant, comme on dit vulgairement, la porte au nez, l'honnête serviteur rentra dans le palais en murmurant contre le sans-gêne de ces étrangers, qu'il soupçonnait bien un peu n'être que des intrigants, ennemis de l'Église et de son maître.

Les fugitifs ainsi rebutés allèrent chercher un refuge dans une modeste hôtellerie, située sur la place de Canca, et connue sous le nom d'*auberge du Jardin*. Les chrétiens ne peuvent la visiter, depuis, sans une profonde émotion : c'est là, dans une misérable chambre, à peu près semblable à une cellule de prison, que Pie IX reposa ses vertus, admiration de l'univers entier. Voici le lit où se pencha cette tête si chère. C'est dans ce chétif réduit que le représentant de Dieu qui naquit dans une étable, veilla sa première nuit d'exil. C'est dans cette humble pièce que le chef du catholicisme dicta à M. Liébel, gouverneur de Maximilien de Spaur, la protestation suivante contre ce qui s'était passé à Rome :

« Pie IX, Pape, à ses sujets bien aimés :

« Les violences exercées contre nous, ces jours derniers, et la volonté manifestée de se précipiter dans d'autres excès (Dieu veuille éloigner ces malheurs en inspirant des sentiments d'humanité et de modération dans les âmes !) nous ont contraint à nous séparer momentanément de nos sujets et de nos enfants que nous avons toujours aimés et que nous aimerons toujours.

« Parmi les motifs qui nous ont déterminé à cette séparation, et Dieu sait combien elle est douloureuse à notre triste cœur, celui dont l'importance est la plus grande, c'est d'avoir la pleine liberté dans l'exercice de la puissance suprême du Saint-Siège, exercice que l'Univers Catholique pourrait à bon droit, dans les circonstances actuelles, supposer n'être plus libre entre nos mains.

« Que si une telle violence est pour nous le sujet d'une grande amertume, cette amertume s'accroît outre mesure

quand nous pensons à la tache d'ingratitude dont s'est couverte à la face de l'Europe et du monde, une classe d'hommes pervers, et bien plus encore à la tache qu'a imprimée sur leurs âmes la colère de Dieu qui, tôt ou tard, exécute les châtiments prononcés par l'Église.

« Dans l'ingratitude de nos enfants, nous reconnaissons la main du Seigneur qui nous frappe, et qui veut que nous expions nos péchés et ceux des peuples. Mais nous ne pouvons, sans trahir nos devoirs, nous abstenir de protester solennellement en présence de tous, comme dans la funeste soirée du 16 novembre et dans la matinée du 17, nous avons protesté verbalement devant le corps diplomatique, qui nous avait honorablement entouré et qui a tant contribué à fortifier notre cœur. Non, nous ne pouvons nous empêcher de protester contre la violence inouïe et sacrilége dont nous avons été l'objet. Laquelle protestation nous entendons renouveler solennellement en la circonstance présente, à savoir que nous avons été opprimé par la violence, et, en conséquence, nous déclarons tous les actes qui en ont été la suite, nuls et de nulle valeur, ni de force légale.

« Les dures vérités et les protestations que nous venons d'exposer ont été arrachées à nos lèvres par la méchanceté des hommes et par notre conscience, laquelle, dans les circonstances présentes, nous a excité avec force à l'accomplissement de nos devoirs. Toutefois, en présence même de Dieu, et tandis que nous le prions et supplions d'apaiser sa colère, nous avons la confiance qu'il ne nous sera pas défendu de commencer notre prière par les paroles d'un saint roi et prophète :

« Seigneur, souvenez-vous de David et de toute sa mansuétude !

« Cependant, ayant à cœur de ne pas laisser sans chef, à Rome, le gouvernement de notre Etat, nous nommons *une commission de gouvernement*, composée des personnes suivantes :

« Le cardinal Castracane,

« Monseigneur Roberto-Roberti,

« Le prince de Raviano,
« Le prince Barberini,
« Le marquis Bevilacqua de Bologne,
« Le marquis Ricci de Macerata,
« Le lieutenant-général Zucchi.

. . . .

« En confiant à ladite commission de gouvernement la direction temporaire des affaires publiques, nous recommandons à tous nos sujets et fils le calme et la conservation de l'ordre.

« Enfin nous voulons et ordonnons que de ferventes prières s'élèvent chaque jour vers Dieu pour Notre humble personne et pour le rétablissement de la paix dans le monde et spécialement dans notre Etat et à Rome, où sera toujours notre cœur, quelle que soit la partie du bercail qui nous abrite. Et nous, comme c'est le devoir du suprême sacerdoce, et avant tout, Nous invoquons très-dévotement la souveraine Mère de miséricorde, la Vierge immaculée et les Saints apôtres Pierre et Paul, afin que, comme nous le désirons ardemment, l'indignation du Dieu tout puissant soit éloignée de la ville de Rome et de tous nos Etats.

« Donné à Gaëte, le 27 novembre 1848.

« PIUS, P. P. IX. »

Pie IX, en protestant de la sorte contre les violences qui l'avaient obligé à quitter Rome, accomplissait un devoir rigoureux. Ses paroles sont empreintes de la plus grande dignité, mais la bonté de son cœur s'y trahit encore, comme toujours. Ses sujets sont coupables. Eh bien ! il ne peut s'empêcher de les appeler ses *bien-aimés!* Ils l'ont abandonné et trahi ; ils ont assassiné son premier ministre, l'homme d'Etat qui avait sa confiance ; ils l'ont assiégé lui-même dans son palais pour lui dicter des conditions incompatibles avec ses droits, avec ses devoirs, avec la double majesté dont il est revêtu ; ils l'ont

retenu captif et l'ont privé de ses meilleurs serviteurs, — et il prie pour eux le Dieu juste de détourner ses foudres de leurs fronts coupables ! Il proteste contre les pervers, contre les ennemis de la sainte Eglise, il les dénonce à l'Europe, il n'entend pas cacher à l'univers l'oppression sacrilége dont il a été victime ; mais quand il a accompli ce devoir douloureux, quand il a dit les rudes vérités arrachées à ses lèvres par la méchanceté des hommes et par sa conscience, il supplie le Tout-Puissant d'apaiser sa colère : « *Seigneur souvenez-vous de David et de toute sa mansuétude !* »

Voilà le chrétien ; voilà le chef et le père du catholicisme ! Mais le souverain de Rome ne peut laisser ses Etats entre les mains des révolutionnaires, des hommes faits poignards : il nomme une commission pour les gouverner. Et de nouveau, l'âme de celui qui peut excommunier s'élève à son Père pour prier, pour implorer !... Ah ! il n'y a que la méchanceté des ennemis de l'Eglise qui puisse égaler l'infinie bonté de cet admirable Pontife !

Cependant quelques autres tribulations, bien qu'insignifiantes au fond, attendaient les réfugiés de Gaëte. Il était impossible que l'arrivée, dans une petite ville, d'étrangers venus dans de telles conditions, ne produisît pas une certaine sensation, d'autant qu'il était fort possible que Danielo, le cerbère du palais épiscopal, eût raconté comment ces personnages mystérieux avaient tenté de s'installer sans façon chez son maitre absent. Il fut décidé que le cardinal Antonelli et le chevalier d'Arnao iraient, pour sonder le terrain, faire une visite au gouverneur de la place. Le premier secrétaire de l'ambassade d'Espagne, qui avait échangé, comme nous l'avons dit, son passeport contre celui du comte de Spaur, se présenta en son nom au général Gross. Le cardinal Antonelli passait pour son secrétaire.

Le général Gross, vieux et loyal soldat, bon cœur, caractère brusque, esprit défiant, car il connaissait les hommes et était

on garde contre leurs ruses, donna d'abord dans le piége. Il demanda son passeport au prétendu ministre plénipotentiaire du roi de Bavière, et, le trouvant en règle, le lui remit avec les marques de la plus entière confiance.

Le chevalier d'Arnao, interrogé sur l'objet de son voyage dans ce pays, répondit que le désir de visiter la ville l'y avait seul attiré avec ses compagnons. Mais le gouverneur lui ayant adressé la parole en allemand, le diplomate espagnol, qui ignorait absolument cette langue, garda le silence le plus suspect. Contraint pourtant de prendre la parole, il dit au général qu'il avait complétement oublié la langue de son pays, l'ayant quitté depuis sa plus tendre enfance; ce qui parut inouï au gouverneur; mais ses soupçons prirent des porportions colossales lorsque, s'adressant de nouveau en allemand au cardinal Antonelli, celui-ci donna les mêmes raisons de son ignorance de la langue tudesque. La scène tournait au comique.

— « Je vous avoue, Messieurs, leur dit alors le gouverneur, que je suis étonné de trouver un ministre bavarois et son secrétaire hors d'état de comprendre la langue de leur pays. »

Cependant les étrangers, qu'il était bien permis de prendre pour des aventuriers, et dont l'arrivée subite avait passablement l'air d'une invasion, ayant des papiers en règle, le gouverneur ne prit en ce moment aucune mesure de rigueur contre eux, mais il se promit de faire exercer une surveillance active sur l'auberge où ils étaient descendus. A cet effet, après les avoir congédiés, non sans laisser paraître les soupçons que lui inspiraient les deux diplomates bavarois, il fit appeler le juge de paix et l'un des officiers de police, et les chargea de la mission de pénétrer à l'hôtellerie du Jardin, de chercher à savoir au juste ce qu'étaient les voyageurs et dans quel but ils s'étaient abattus à Gaëte. Ces deux magistrats se présentèrent à l'hôtel, où ils prétextèrent le soin de viser les passeports. On les leur montra; ils étaient tous scrupuleusement en règle. Les deux agents furent reçus d'une charmante façon par les voyageurs,

et la comtesse de Spaur les charma particulièrement par la grâce de sa conversation. Le général Gross ne fut pas rassuré par le bon rapport qu'on lui fit; il voulut voir par lui-même, et il se présenta à l'auberge du Jardin, accompagné d'un de ses officiers d'ordonnance.

Immédiatement admis auprès des illustres voyageurs, il leur dit :

— « Vous devez être fort mal dans cette locande; voudriez-vous me faire la grâce de m'accompagner au palais et d'accepter quelques rafraîchissements ? »

Quoique très-polie, l'invitation semblait cacher un piége. Ne pas l'accepter, c'eût été imprudent; les nobles fugitifs se mirent donc en route. C'était d'une saine politique. Le Saint-Père seul demeura à l'auberge, donnant pour excuse qu'il était malade.

Le gouverneur fit les honneurs de son palais aux proscrits et essaya d'apprendre d'eux quelque chose; tout ce qu'il put obtenir, c'est que le chevalier n'était point le comte de Spaur, qui, parti la veille pour Naples, l'avait autorisé à prendre son nom et lui avait laissé son passeport.

N'eût été le respect que lui inspirait madame de Spaur, le général eût fait arrêter tous les voyageurs. Il les reconduisit lui-même à l'auberge, où ils restèrent, sans qu'ils s'en doutassent, ses prisonniers. Il passèrent la nuit tranquillement, étroitement campés dans un cabinet et trois pièces : l'une pour le Souverain Pontife, l'autre pour Maximilien de Spaur et son gouverneur, la dernière pour la comtesse et sa femme de chambre. Dans le cabinet contigu à la pièce où s'était installé le Pape, le cardinal Antonelli se casa le moins mal possible.

Tandis qu'ils reposaient tranquillement, comme des justes, le comte de Spaur, qui avait mis la plus grande diligence, arrivait à Naples. Sans changer son costume de voyage, il se fit conduire immédiatement chez Monseigneur Garibaldi, nonce du Pape. Onze heures de la nuit sonnaient aux églises. L'am-

bassadeur de Bavière eut toutes les peines du monde à pénétrer auprès de Son Éminence à pareille heure et en semblable équipage.

— « Monseigneur, lui dit-il vivement, le roi est-il à Naples?

— « Oui, monsieur le comte ; il est arrivé dans la journée ; mais il part demain matin pour Caserte.

— « Il faut, Monseigneur, que je voie Sa Majesté.

— « Demain.

— « Tout de suite... ce soir... à l'instant même. »

C'était à faire croire au nonce que l'ambassadeur de Bavière avait perdu la raison.

— « Il le faut, Monseigneur, et je compte sur vous pour être présenté.

— « Vous ne savez donc pas l'heure qu'il est?

— « Onze heures et cinq minutes, Monseigneur, dit le comte de Spaur en tirant sa montre.

— « Mais il sera minuit quand nous serons au palais !

— « Il serait une heure qu'il faudrait que je visse le roi !

— « Mais, encore une fois, comte, réfléchissez donc; d'ailleurs Sa Majesté sera couchée.

— « Nous la ferons lever ! » répondit le comte avec fermeté.

Le nonce, au comble de la surprise, et de plus en plus convaincu que le ministre était en démence, s'écria en levant ses mains au ciel en signe de pitié :

— « Ah ! monsieur de Spaur ! faire relever le roi !

— « Oui, Monseigneur, s'il était couché », reprit le messager de Pie IX avec le plus grand flegme. Monseigneur Garibaldi ne bougeait pas ; il plaignait du plus profond de son cœur l'infortuné diplomate et le contemplait avec une commisération charitable. Le temps s'écoulait ; le comte de Spaur, afin de décider le nonce, tout en se conformant aux instructions du souverain Pontife, qui désirait que ce fût le roi de Naples qui apprît le premier son arrivée dans ses États, le comte

de Spaur lui montra une dépêche cachetée aux armes pontificales et adressée à Sa Majesté Ferdinand II.

— « Reconnaissez-vous cette écriture et ce sceau? dit-il.

— « C'est l'écriture et le sceau de Sa Sainteté ! s'écria Monseigneur Garibaldi.

— « Oui, Monseigneur. Vous voyez donc bien que je dois être immédiatement présenté au roi !

— « Mais, monsieur le comte...

— « Monseigneur, en ce moment les minutes sont des heures, et au nom de Sa Sainteté, je vous rends responsable de celles que nous perdons; voulez-vous, oui ou non, Monseigneur, me conduire chez Sa Majesté?

— « Permettez, au moins, monsieur le comte, que j'aille la prévenir.

Il était près de minuit lorsqu'ils arrivèrent au palais; le nonce de Sa Sainteté fut introduit auprès de Sa Majesté le roi de Naples, auquel il fit part de la subite arrivée de l'ambassadeur de Bavière et de la conversation qu'ils avaient eue ensemble. Le roi, soupçonnant sans doute déjà une partie de la vérité, admit le comte de Spaur auprès de lui. Monseigneur Garibaldi se retira. Le comte de Spaur étant resté seul avec le roi, lui remit la lettre de Pie IX en disant : « Sire, pardonnez-moi de me présenter à cette heure devant Votre Majesté; je vous apporte la nouvelle d'événements très-graves : vous la trouverez dans cette lettre de Sa Sainteté. »

Le roi la parcourut dans la plus grande émotion, et une larme brilla dans ses yeux et roula, perle précieuse échappée de l'écrin d'un cœur d'or, sur son noble et pâle visage.

— « Revenez dans six heures, monsieur le comte, dit-il à l'intrépide ambassadeur ; ma réponse sera prête. »

Il tardait au comte de Spaur de décharger sa conscience dans l'âme du respectable nonce; quand il le rejoignit, il lui dit toute la vérité.

— « Dieu soit loué ! s'écria le prélat en embrassant le ministre plénipotentiaire, Pie IX est sauvé ! »

Une telle gerbe de joie s'épanouit à cet instant dans la poitrine de ces deux chrétiens, qu'ils en furent un moment suffoqués.

Le matin, à six heures, le comte de Spaur, exact au rendez-vous, trouva le roi levé, prêt à partir, et, comme il lui demandait la réponse promise : — « Nous la porterons ensemble, » lui répondit le roi avec une grâce adorable.

Le monarque catholique avait passé toute la nuit à ordonner les préparatifs du voyage. Il avait prévenu la reine et toute la famille royale des événements qui avaient engagé le chef suprême de la religion à venir lui demander un asile, et de son désir de se rendre immédiatement à Gaëte. Il était bon qu'une tête couronnée allât s'incliner au pied de cette majesté apostolique devant laquelle la révolution se tenait debout et couverte. C'était d'un enseignement utile. Ceux-là qui ont le droit de commander et d'être obéis doivent donner l'exemple du respect pour les ministres de Dieu. C'est beau et c'est bien. Et puis, le trône et l'autel sont solidaires, les princes constitutionnels l'ont souvent trop oublié. Quand l'autel est menacé, le trône est en péril immense ; car les hommes qui ne respectent plus l'autorité de Dieu, respecteront bien moins encore celle de leurs semblables. Les princes philosophes, les rois ennemis de l'Église, travaillent contre eux-mêmes. C'est à Rome qu'est le foyer de toute puissance et de toute autorité.

Dans sa pieuse activité, le roi des Deux-Siciles avait fait préparer deux frégates à vapeur, *le Tancrède* et *le Robert,* et il y avait fait transporter, avec un soin minutieux, tout ce qui pouvait être utile aux fugitifs, dont il devinait le dénûment. Dans sa sollicitude, il entra jusque dans ces moindres détails qui révèlent une âme délicate, prévenante et empressée. Il n'omit rien de ce dont ses hôtes pouvaient avoir besoin : linge,

chemises, effets, tous ces petits objets dont la privation est une des odieuses tyrannies de la misère.

Le roi s'embarqua sur *le Tancrède* avec la reine, le comte d'Aquila, le comte Trapani, l'infant don Sébastien, le comte de Spaur et un nombreux et brillant état-major. Les deux frégates se mirent en marche. Elles contenaient en outre un bataillon du 1er régiment des grenadiers de la garde et un bataillon du 9e régiment de ligne. C'étaient de ces excellentes troupes qui avaient vaincu l'insurrection, et dont les républicains de l'Italie avaient, dans leur folle jactance, repoussé la précieuse coopération.

C'était un spectacle à la fois consolant et splendide, que celui de ce roi chrétien, quittant sa capitale, accourant avec ses soldats fidèles au-devant de la papauté fugitive.

Rien n'est délicat comme de louanger une tête couronnée. L'historien catholique doit être aussi sévère, et peut-être plus encore, pour les rois que pour les autres personnages et pour les peuples, car leurs devoirs sont en raison de leurs droits. Mais il faut aussi leur rendre justice. Libre de tout engagement mercenaire avec les partis, toute plume indépendante des factions ne pourra faire autrement que de glorifier le roi de Naples en cette solennelle occasion.

Pendant que la flottille royale fendait les flots de la mer, le gouverneur de Gaëte avait de nouveaux sujets d'intrigue. On vint lui apprendre que le navire de guerre français *le Ténare* venait d'arriver tout à coup, et avait débarqué plusieurs personnes, avec de nombreux bagages. Les bagages, c'étaient les malles de Sa Sainteté, que M. de Sessia, neveu de M. de Lamartine et attaché à l'ambassade de France, avait lui-même transportées à Civita-Vecchia ; les voyageurs, c'étaient le duc d'Harcourt, Mgr Stella, et Francesco, valet de chambre du souverain Pontife.

Le général Gross, de plus en plus intrigué, ne savait comment pénétrer tous ces mystères, lorsque, pour comble de

complications, l'un de ses aides-de-camp vint lui annoncer qu'une frégate napolitaine était en vue.

— « C'est extraordinaire ! s'écria le gouverneur ; je n'ai reçu aucun avis à ce sujet ! »

Mais son étonnement fut bien plus grand encore lorsqu'on lui annonça qu'un second vapeur, portant le pavillon royal, s'approchait de la rade. Il fut revêtir à la hâte son uniforme.

Le roi ne tarda pas à paraître.

— « Général, lui dit-il avec émotion, où est Sa Sainteté ?

— « Mais, Sire, Sa Sainteté est à Rome, répondit le gouverneur.

— « Comment, général, le Pape est à Gaëte depuis vingt-quatre heures, et vous l'ignorez ! » s'écria le roi.

Le fait est que le brave gouverneur mystifié, n'avait guère pu faire autrement. Tout s'expliqua par la présence du cardinal Antonelli et du duc d'Harcourt, qui arrivèrent en ce moment.

Le Saint-Père se rendit incognito au palais du gouverneur, où le roi l'attendait respectueusement avec sa famille et sa suite. Ils se jetèrent tous aux pieds du représentant de Dieu sur la terre, qui les bénit du fond de son âme.

Le Pape reçut à sa table ce jour-là Leurs Majestés ; le cardinal Antonelli fit les honneurs de la sienne aux ambassadeurs et à cette pieuse comtesse qui avait fait preuve de tant de dévouement et de tant d'intelligence. Le capitaine Poultier et ses officiers eurent le même honneur.

Le soir, le Pape parut au balcon du palais ; il bénit de ses mains vénérables les équipages des frégates et le peuple de Gaëte, qui, sachant enfin qu'il avait le bonheur de posséder le saint Pontife, protestait contre la conduite des Romains par ses acclamations de tendresse et de respect.

En dehors même de la question religieuse, au point de vue seulement humain et politique, la cause du Pape devait exciter la sympathie universelle, car c'était la cause de l'ordre

européen. Aussi son malheur fut-il par tous honoré, excepté par les révolutionnaires. Il ne fut pas délaissé ; l'abandon fut la seule chose qui manqua à son infortune.

Plus heureux que d'autres exilés, le Saint-Père ne rencontra pas sur la terre étrangère l'injustice, la persécution, la calomnie ; il ne fut point atteint par la misère, cette maladie des classes humbles, que sa grande âme savait si bien soulager : ses jeûnes furent volontaires. Le pauvre écrivain de ces lignes, proscrit aussi, proscrit pour sa foi catholique et monarchique, errant, vagabond et pauvre, a connu, lui, ces affreuses détresses.....

On eut pour Pie IX la vénération qu'il méritait ; on s'appliqua à lui faire oublier l'ingratitude et la lâcheté de son peuple ; on l'entoura de soins ; on le respecta comme ce qu'il y a de plus saint sur la terre, comme ce qu'il y a de meilleur. C'était justice.

Ne représentait-il pas le principe le plus élevé de l'ordre moral ?... En lui s'incarnait le principe de la foi, toute la grandeur, toute l'indépendance, toute la virilité du christianisme.

Pour lui, il demeurait calme et majestueux dans l'infortune, héroïque et supérieur devant l'injustice. Plus nous avons conscience de la grandeur de Dieu, et moins nous sommes troublés par la petitesse et la cruauté des hommes.

Pendant que ces choses se passaient, Rome était plongée dans la stupeur. La nouvelle du départ de Pie IX avait découragé un grand nombre des auxiliaires de l'anarchie. Dans le premier moment, ils éprouvèrent un ahurissement complet, un désarroi général. Ils ne savaient plus où ils en étaient, ces bourgeois qui avaient tant outragé la soutane. Ils n'avaient pas le courage de supporter les conséquences de leur complicité avec la révolution. Ils auraient bien voulu reculer, mais ils ne l'osèrent pas : les bourreaux devaient être victimes à leur tour. Leurs yeux fixes, leur air abruti ne pouvaient les

sauver de la situation qu'ils s'étaient faite. D'un autre côté, le ministère qui pesait sur la bourgeoisie par la peur des sociétés secrètes, la sachant sans principes, disposée toujours à accepter les faits accomplis, cherchait à cacher son dépit et à parer de son mieux ce coup formidable. L'un des dévoués serviteurs de la Papauté lui en fournit le moyen.

Le marquis Sachetti, maître du palais, avait reçu de la part de Sa Sainteté la lettre autographe suivante, avec ordre de la communiquer à Joseph Galetti :

« Marquis Sachetti, nous vous prions de prévenir le ministre Galetti de notre départ, le chargeant, ainsi que ses collègues du ministère, de faire respecter les personnes qui nous étaient attachées, car elles ont complètement ignoré notre intention. Nous vous recommandons de tâcher de maintenir l'ordre et la paix dans la ville.

« 24 novembre 1848.

« Pius, P. P. IX. »

Le marquis Sachetti se rendit auprès de Galetti. Ce renie-Dieu connaissait déjà l'évasion du Saint-Père ; ses traits étaient bouleversés, son nez plus mince, ses narines plus échancrées, ses yeux plus enfoncés, ses lèvres plus livides et plus étroites, son teint plus jaune que d'habitude. Mais quand il eut pris connaissance de la lettre de Sa Sainteté, sa figure devint radieuse. Il espéra s'en couvrir comme d'une égide contre les coups de ses rivaux. Il s'en empara, et, malgré les protestations du marquis Sachetti, qui n'avait ordre que de la *communiquer*, il refusa républicainement de la lui rendre. Le jour même, il la fit afficher dans toute la ville, en la faisant précéder des lignes suivantes :

« Romains !

« Je crois de mon devoir de porter à votre connaissance une

lettre de Sa Sainteté, adressée au marquis Gerolamo Sachetti, et que celui-ci m'a communiquée. »

Cette publication avait pour but, dans l'esprit de Galetti, de se faire considérer comme délégué du souverain Pontife. Il voulait faire croire au peuple des États pontificaux qu'il n'agissait que du consentement et d'après les ordres du souverain. C'était toujours la même comédie. Cette perfidie fut complétée par le *Cercle populaire*, auquel Galetti montra l'original de la lettre de Pie IX, et qui fit placarder la proclamation suivante :

« Romains !

« Le Pontife est parti *en confirmant le nouveau ministère et en lui recommandant* de conserver l'ordre et de protéger la propriété de toutes les classes et conditions.

« Le ministère, *régulièrement constitué,* ne reculera pas devant la tâche qu'il a entreprise ; il a la ferme confiance que le peuple romain, *qui a pardonné si généreusement à ceux qui voulaient l'entraîner dans la guerre civile,* saura éviter tout ce qui pourrait causer du désordre.

« Que toutes les autorités civiles, militaires et législatives réunissent donc leurs efforts pour prouver à nos ennemis que Rome a su conserver l'ordre et la tranquillité la plus profonde au milieu de si grands événements.

« Vivent l'Italie, le ministère démocratique et l'union !

« Le Directeur : POLIDORI. »

Autant de mots, autant d'impostures. Le Saint-Père n'avait nullement confirmé le ministère démocratique, et ce ministère n'était pas régulièrement constitué. Quant au pardon du peuple romain pour les fauteurs de la guerre civile, c'était une impudence sans exemple. Ce n'étaient pas les défenseurs de la Papauté qui avaient levé le drapeau de la guerre civile,

c'étaient les révolutionnaires, et il est superflu d'appuyer sur ce point. Ces hommes sont plus à craindre par leurs faussetés que les serpents par leurs dents envenimées.

Mais si les révolutionnaires, maîtres de Rome, purent, grâce à la lettre de Pie IX au marquis Sachetti, donner un moment le change aux populations, la protestation du Saint-Père, arrivée de Gaëte, que nous lui avons vu dicter à M. Liébel, ne put plus laisser le moindre doute dans les esprits. Les bourgeois en furent abasourdis, stupéfiés, comme au bruit de la foudre éclatante un poltron qui blasphème. Mais que deviennent les devoirs et les vertus devant les passions des hommes quand les devoirs et les vertus leur font obstacle? C'est ainsi qu'on trompe un ami qu'on aime, qu'on se révolte contre un prince qu'on estime, pour lequel on eût donné tout son sang. Il n'est pas de travestissement que l'intérêt des passions n'endosse, pas de comédies qu'il ne joue, pas de prestiges qu'il n'évoque. Il est ingénieux, cauteleux, subtil; il ruse et finasse; il se résigne à la honte, au mensonge, aux détours. Or, de toutes les mauvaises passions dont le déchaînement dégrade l'homme, la passion démocratique, qui les résume toutes, est la plus terrible, et les Romains en étaient atteints. Les désordres, les violences et les crimes qui venaient de se passer sous leurs yeux les avaient abrutis de peur, et ils n'osaient dire hautement les impressions qu'ils ressentaient. Ils souffrirent en silence, n'osant se lever pour combattre l'oppression des anarchistes. Ils se contentèrent de gémir entre eux, à huis clos, tout bas, sans être entendus. Rome était par terre, humiliée, brisée, captive. Le plus grand malheur qui puisse frapper une nation, c'est le manque de courage pour s'affranchir du joug des révolutionnaires.

La protestation de Pie IX était arrivée à Rome le 7 décembre; le ministère démocratique essaya de l'étouffer, de la tenir secrète; car il sentait bien qu'elle le frappait dans sa base, et que toutes ses ruses se trouvaient dévoilées. Il n'était plus pos-

sible de se dire délégué par le Saint-Père, de déclarer qu'on marchait d'accord avec lui. Les révolutionnaires poussèrent cette fois encore la mauvaise foi jusqu'à une effronterie qui tenait de l'imbécillité.

Dans le cœur du ministère grandissaient les passions les plus furibondes, et dans son esprit prenaient naissance les projets les plus insensés, parmi lesquels celui de révoquer en doute la proclamation du Saint-Père. Ne pouvant, malgré ses efforts, empêcher la circulation de cet acte important, le ministère chercha à le faire passer pour apocryphe. C'était puéril, en vérité. En même temps, il s'efforça de discuter sa valeur constitutionnelle. C'était là le seul moyen trouvé par le ministère et le Cercle Populaire pour combattre l'effet produit par la majestueuse parole du Pontife. Un autre moyen, qui tranchait tout, avait bien été proposé, c'était de proclamer la république et la dictature, d'instituer un comité de salut public, de déclarer la patrie en danger, d'ouvrir les prisons aux coupables et d'y enfermer les honnêtes gens. Cette contrefaçon de la terreur française était du goût des radicaux, mais l'exécution en fut ajournée pour un autre moment. D'accord sur le *principe*, les démocrates se divisèrent quant à l'opportunité de l'application. La majorité décida qu'il était trop tôt. Alors on se contenta d'adresser au peuple romain cette contre-protestation :

« Un écrit a été publié et signé, *dit-on*, par le souverain Pontife à Gaëte, le 27 novembre, contenant une protestation de nullité relativement aux actes de son gouvernement et nommant une commission administrative, dont quelques membres se sont déjà éloignés du pays.

« Cet écrit a éveillé l'attention des députés chargés de pourvoir à la protection des droits constitutionnels et de l'ordre public.

« Dans ce but, la Chambre a adopté, dans la séance publique de la nuit dernière, les résolutions suivantes :

« 1° La Chambre des Députés, reconnaissant que l'acte signé, *dit-on*, par le souverain Pontife n'*a aucun caractère d'authenticité ni de publicité régulière*, et que, même dans le cas contraire, n'ayant aucun des caractères constitutionnels auxquels le souverain est soumis, ainsi que la nation, on ne pourrait l'exécuter ; et la Chambre, devant d'ailleurs obéir à la nécessité d'avoir un gouvernement, déclare que les ministres actuels devront continuer d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné ;

« 2° Une députation de la Chambre sera immédiatement envoyée auprès de Sa Sainteté pour l'inviter à revenir à Rome ;

« 3° La Chambre haute sera invitée à faire une déclaration analogue, et à joindre quelques-uns de ses membres à la députation qui sera envoyée à Sa Sainteté ;

« 4° Une proclamation sera adressée aux peuples de Rome et des États pontificaux pour les informer des mesures prises par la Chambre des Députés, et une autre aux gardes civiques pour les inviter à protéger l'ordre public.

« La Chambre des Députés, en publiant les résolutions qu'elle a cru devoir prendre dans l'intérêt général, au milieu de circonstances si graves, espère avec confiance que les peuples conserveront cette attitude *ferme*, *vertueuse* et *calme* par laquelle ils ont démenti jusqu'à présent les calomnies, brisé les armes de la haine et bien mérité de la patrie, etc. »

Cette Chambre des Députés, composée en grande majorité d'usurpateurs et de factieux, avait manqué à tous ses devoirs. Comme hommes politiques et comme chrétiens, ils avaient trahi leur souverain et Dieu. Leur impudence n'était-elle pas inouïe? Quoi ! ils trouvent la conduite du peuple *calme*, *vertueuse* et *ferme!* Est-ce au 16 novembre ou bien lors de l'assassinat de M. Rossi? Les hommes déchus qui tenaient ce langage hypocrite flattaient la canaille par peur et pour pouvoir la dominer. Jamais assemblée, en réalité, ne fut plus cynique

et plus vile, comme jamais peuple ne s'était montré plus dégradé, car ceux-là qui avaient subi lâchement l'apothéose de l'assassinat de M. Rossi, ceux qui avaient laissé attaquer Pie IX à main armée, étaient aussi coupables que les auteurs mêmes de ces crimes.

La mauvaise foi la plus évidente, la plus ignominieuse éclate à chaque ligne de ce manifeste radical. Les députés osent parler ainsi de la protestation du Saint-Père : « L'acte signé *dit-on*. » Ce *Dit-on* est le *nec plus ultra* de l'effronterie. Ils nient l'authenticité d'un document qui est leur condamnation, alors qu'ils savent parfaitement qu'il émane de la main vénérable de Pie IX. Et quelle est cette misérable argutie de légiste démagogue à propos de la *publicité régulière ?* Est-ce que Sa Sainteté, absente de Rome qu'on l'a forcée de quitter, peut procéder à une publicité régulière? Il sied bien à ces rebelles d'afficher des scrupules constitutionnels, eux qui ont violé leur serment, usurpé l'autorité du souverain, avec la complicité des bandits des tapis francs !

Ils sentaient néanmoins ce que leur situation avait de dégradant ; entre eux, ils ne se faisaient aucune illusion à ce sujet. Le ministère, les chambres et le Cercle Populaire nommèrent plusieurs délégués chargés d'aller prier Pie IX de revenir se livrer à ses ennemis ; c'étaient : le sénateur prince Corsini, qu'il est triste de voir mêlé à toutes ces infamies; l'abbé Nizi, député ; Fusconi, vice-président du conseil des députés, et deux membres du haut-conseil, Pieri et Arrighi. Il était impossible que les députés de la révolution fussent reçus par le souverain Pontife. Comme ils se présentaient à la frontière napolitaine, un inspecteur de police, qui y avait été envoyé tout exprès, leur enjoignit l'ordre de ne point pénétrer dans le royaume. Ils en parurent surpris, absolument comme s'ils n'auraient pas dû s'y attendre. Le cardinal Antonelli venait d'être nommé pro-secrétaire d'État par Sa Sainteté; c'est à lui qu'ils écrivirent pour lui faire part de la mission qu'ils

avaient acceptée des émeutiers. La réponse du cardinal Antonelli ne se fit pas attendre; elle fut digne comme il convenait. Elle portait que, par le *motu proprio* du 27 novembre, Sa Sainteté avait manifesté suffisamment les motifs de son départ de Rome; que ces motifs existant toujours, le Saint-Père persistait dans ses intentions, et ne pouvait, par conséquent, recevoir les députés d'un pouvoir *qu'il ne reconnaissait point et qui n'avait aucune autorité.*

A cette réponse, le parti ultra-démocratique ne se sentit pas de fureur. Comme le docteur Pantaleoni, homme modéré, mais faible, proposait qu'une commission de cinq membres fût nommée, en attendant que le souverain Pontife pût rentrer à Rome, Canino demanda un gouvernement provisoire, afin de procéder à la déchéance de Pie IX et à la proclamation de la République. Cette motion sacrilége était appuyée par le Cercle Populaire, qui, dans une adresse à la chambre des députés, l'engageait à nommer elle-même des dictateurs, pour remplacer le souverain Pontife : — « Vous êtes le pouvoir constitué et légal de la nation, disait cette adresse; vous avez le mandat du peuple, et vous ne pouvez ni ne devez abandonner ses destinées. Si la réponse négative du prince à notre adresse pouvait ébranler l'existence du pouvoir exécutif, il vous appartiendrait, attendu qu'aucun pays ne peut subsister sans gouvernement, de confier immédiatement des pouvoirs extraordinaires à des hommes *honnêtes, généreux,* expérimentés, capables de se mettre à la hauteur des circonstances. Ce serait chose urgente. »

Une fois sur la pente de l'usurpation, les rebelles ne s'arrêtent plus; pris de vertige, ils roulent vers l'abîme, emportés par l'impitoyable logique de leurs fautes. Le ministère, le haut-conseil et la chambre des députés nommèrent, le 11 décembre, une junte d'État gouvernementale, *afin*, dirent-ils, *de remplacer le troisième pouvoir*. Cette junte ne devait rien faire que servir de jouet aux passions démagogiques; l'un des per-

sonnages désignés pour en faire partie, le sénateur Zucchini, dévoué à la papauté, repoussa avec mépris cette complicité. Les députés avaient voté sous la pression de la peur, sous la menace des poignards. Ces malheureux commençaient à s'apercevoir que le meurtre de M. Rossi, l'émeute du 16 novembre, tous ces crimes et tous ces désordres qui avaient forcé le Saint-Père à s'éloigner, ne les avaient nullement sauvés, comme on l'avait dit, mais les avaient jetés, eux et la patrie, sous le farouche despotisme des républicains. Ils votaient publiquement, mais leurs votes leur étaient dictés, sous peine de mort, par les membres des sociétés secrètes, qui, le fer à la main, suivaient les discussions avec une attention farouche. Les chambres, le ministère, toutes les autorités étaient courbées sous la tyrannie des sinistres tribuns de la rue et de leurs acolytes, qui suspendaient sur leurs têtes coupables des menaces de mort. Ils avaient, de plus, en perspective, la République, qu'ils étaient prêts à acclamer par peur, à proclamer en la détestant.

Rome était ainsi plongée dans l'anarchie ; depuis le départ de Pie IX, le désordre allait chaque jour en croissant, et les crimes se multipliaient dans une proportion effrayante. Les associations clandestines, les sociétés dites secrètes étaient devenues publiques ; les conjurés ne prenaient plus la peine de se cacher ; ils tenaient publiquement leurs conciliabules dans les cercles et dans les clubs, et faisaient trembler la cité. A toute heure, c'étaient des outrages à la propriété, des meurtres, des désordres sans nom, et les députés étaient contraints de voter des adresses aux brigands maîtres de la rue, dans lesquelles ils les félicitaient de leur attitude *ferme, vertueuse et calme!* Leur supplice commençait ; le châtiment qu'ils avaient provoqué appesantissait sur eux sa lourde main de fer ; le sang de M. Rossi leur montait à la gorge et les étouffait.

Les honnêtes gens abandonnaient la ville maudite sous des déguisements ; les étrangers partaient, à l'exception des juifs

qui guettaient les objets volés dans les temples et chez les personnages de la haute société; à l'exception aussi des Anglais hérétiques qui, à l'ombre de leur pavillon national, contemplaient les humiliations du christianisme avec une joie de damnés.

Quelques démissions éclatantes vinrent augmenter l'embarras des usurpateurs; parmi elles, il y avait celles des députés de Bologne: Marco Minghetti, Carlo Bevilacqua, Annibal Banzi, Giorannardi et Pizzoli. Le général Zucchi avait également refusé de s'associer aux usurpateurs. D'un autre côté, les provinces ne semblaient pas accepter avec sympathie le joug des autorités démocratiques. Bologne et les légations murmuraient. Plusieurs citoyens appelaient de leurs vœux l'intervention de l'Europe catholique qui, ils le sentaient bien, ne tolérerait pas longtemps cette situation; plusieurs aussi répandaient le bruit d'une prochaine réaction en faveur de l'excellent Pie IX.

Le courage déployé par les membres de la commission du gouvernement nommée par le Saint-Père, à Gaëte, donnait de la consistance à ces bruits, et rendait l'espérance aux opprimés. Dès que le cardinal Castracane, monseigneur Roberti, le prince Barberini, et les autres personnages désignés se trouvant à Rome, eurent reçu leur nomination, ils écrivirent immédiatement au souverain Pontife pour le remercier d'avoir compté sur leur dévouement, et ils déclarèrent publiquement qu'ils acceptaient ce périlleux mandat. Cette commission ne put matériellement rien faire pour le salut de Rome, mais elle fut une courageuse et vivante protestation contre les usurpateurs et contre leurs actes. Elle ne laissa pas échapper une seule occasion d'élever sa voix, importune aux traîtres, en faveur du droit violé, contre les violences de la force. C'est ainsi qu'elle publia, malgré les menaces des factieux, l'ordonnance suivante que le souverain Pontife avait envoyée au cardinal Castracane :

« Ayant égard à la gravité des circonstances présentes, et vu l'article XIV du statut fondamental, nous prorogeons la session actuelle du haut-conseil et du conseil des députés, nous réservant de déterminer plus tard, le jour de leur nouvelle convocation, et nous ordonnons au cardinal Castracane, procureur de la commission par nous instituée le 27 novembre dernier, de faire connaître aux deux conseils cette décision souveraine.

« Donné à Gaëte, le 7 décembre 1848. »

« Pius, P. P. IX. »

Ainsi, la papauté, qui, dans son éternelle justice, avait, en d'autres temps, résisté aux violences et aux iniquités de certains souverains puissants, résistait également à celles de la révolution. Tant il est vrai que rien ne peut faire pencher du mauvais côté la balance qu'elle tient dans sa main sûre et loyale. La force ne peut rien contre son infaillible justice, et c'est là l'éternel espoir, l'éternelle et suprême consolation des bons.

Le gouvernement usurpateur se livrait à de minutieuses investigations pour savoir comment les actes émanés du souverain Pontife parvenaient de Gaëte à la commission nommée par lui, et se trouvaient imprimés, distribués, affichés, comme par enchantement, dans toute la ville. Les recherches furent inutiles, et il demeura dans cette ignorance, aucun traître ne s'étant trouvé parmi les serviteurs mystérieux de la papauté pour lui dénoncer ce dévouement. Voici ce qui en était. Quelques personnes, restées fidèles à la papauté, s'étaient installées dans une cave de la *rue des Boutiques obscures*, et là, composaient et tiraient à un très-grand nombre d'exemplaires, les proclamations et les décrets pontificaux. Parmi ces serviteurs courageux, se trouvait un certain Vincent Lumaca, de Genzano. Au physique, c'était un homme d'une quarantaine d'an-

nées, petit, brun, à l'œil perçant, à la physionomie intelligente et résolue. Au moral, il avait dans l'âme ces beaux instincts qui dorment dans le peuple comme les perles au fond de la mer. Il était de la brave espèce des gens dévoués. Soldat dans sa jeunesse, puis frère dans un couvent de moines, ce chrétien s'était fait ensuite l'avocat des pauvres gens. Il plaidait de petits procès, n'acceptant que les causes qui paraissaient justes à sa conscience, répudiant inflexiblement celles de ceux qui avaient tort. En ceci, aussi honnête que l'était peu l'avocat Armellini que nous verrons plus tard en scène, il était placé à l'autre bout de l'échelle sociale; mais plus heureux que le riche avocat des juifs, il s'endormait chaque soir du sommeil des consciences sans trouble, après avoir élevé son âme à Dieu. Il ne se plaignait pas de son sort; il vivait dans une médiocrité honorable qui suffisait à la médiocrité de ses goûts et à une vie consacrée à la prière, à l'étude et aux bonnes œuvres. La religion, la pratique de la fraternité catholique, la seule sincère, la seule vraie, envers ses semblables, c'était ce qui charmait son présent et lui dorait l'avenir. Vincent Lumaca avait suivi toutes les intrigues de la révolution avec une douloureuse tristesse, désolé d'être impuissant à sauver la papauté dont il prévoyait les souffrances. Lorsque éclata l'insurrection du 16 novembre, il se rendit sur la place du Quirinal et eut le courage insigne, quand tant de princes romains se cachaient honteusement, d'interpeller vivement la foule ameutée :

— « Les lâches! s'écriait-il avec une sainte indignation; les lâches! qui vont avec des canons combattre soixante-dix hommes! Cent contre un! et ils se disent les descendants des Romains! Oh! si parmi la masse inerte qui regarde faire, il se trouvait cent hommes comme moi! »

Ne pouvant combattre pour la cause du pape, il avait juré de la servir de toutes ses forces, à toute heure, au milieu des périls les plus éminents, des fatigues les plus dures. Il tint loyalement parole. Il se mit à la disposition du Souverain

Pontife et de la commission qu'il avait nommée, et fut leur messager, leur courrier, leur confident, leur soldat. Il partait de Rome pour Gaëte et de Gaëte pour Rome, tantôt par une route, tantôt par une autre, et déguisé de toutes sortes de manières, aujourd'hui à cheval, demain en voiture, une autre fois à pied. Il déploya, dans ces missions délicates, autant d'esprit que de courage; il fut aussi ingénieux qu'infatigable, aussi prudent que dévoué. Quand il rapportait à Rome les décrets, ordonnances ou proclamations, il aidait ses amis à les imprimer, et allait, la nuit, les afficher sur les murs. Il échappait habilement à la police des factieux, qui redoublait cependant de vigilance pour saisir le mystérieux afficheur.

Il lui arrivait, pour mieux la tromper, de se travestir, même en carabinier, et jamais ce précieux auxiliaire de la commission ne se laissa surprendre, ni dans les rues de Rome, ni dans ses périlleux voyage à Gaëte.

Cette prompte et éclatante publicité donnée à tous les actes émanés du Saint-Père rendait ridicule et insoutenable la position des usurpateurs. Ils ne pouvaient se dissimuler leur impuissance radicale; aussi faisaient-ils des efforts désespérés pour engager le Saint-Père à revenir à Rome. Mais comme ces efforts étaient pleins de ruses et n'étaient accompagnés d'aucune marque de repentir; comme c'était un piége grossier, il était convenable que le souverain Pontife restât dans la situation qu'on lui avait faite. C'était son devoir, et il l'avait compris à merveille.

A bout d'expédients, les usurpateurs prièrent M. le marquis Sachetti, intendant général des palais pontificaux, d'être leur intermédiaire auprès du Saint-Père, et de partir pour Gaëte, afin d'obtenir de Sa Sainteté qu'elle vînt se remettre entre leurs mains. C'était, disaient-ils, *pour le salut de Rome et de l'Italie*. Pie IX avait compris tout autrement qu'eux le salut de la patrie; le marquis Sachetti ne leur cacha pas qu'il était convaincu que sa démarche serait aussi inutile que les précé-

dentes; il partit néanmoins, et leur rapporta une copie de l'ordonnance qu'on vient de lire, plus une copie du *motu proprio,* par lequel Pie IX avait dénoncé à l'Europe la conduite des révolutionnaires et frappé de nullité tous leurs actes. Ce fut là la seule réponse qu'ils obtinrent. Elle était équitable et digne. Rome devait demeurer livrée aux horreurs de l'anarchie jusqu'à ce qu'elle se fût soumise, comme c'était son devoir et son intérêt moral et matériel. Si le peuple avait eu alors quelque énergie, si les révolutionnaires avaient eu une seule étincelle de ce feu patriotique dont ils faisaient si bruyamment parade, que de maux, que d'humiliations, que de misères eussent été conjurés! Etait-il donc si difficile d'implorer le pardon du généreux Pontife, pardon que son cœur paternel eût été heureux d'accorder, de désavouer un passé lamentable et de revenir à ces sentiments de respect, d'obéissance, de tendresse, de confiance, dont on avait fait tant de bruit et dont la sincérité pouvait seule sauver Rome et l'Italie?... Hélas! l'orgueil et la méchanceté empêchèrent qu'il en fût ainsi.

Les usurpateurs fermaient les yeux à la lumière pour ne pas voir le précipice vers lequel ils couraient éperdus. Ils se sentaient infâmes et ridicules, ils se sentaient petits; et cependant, au lieu de revenir sur leurs pas, ils continuèrent leur course infernale. Ils ressemblaient à un équipage qui, après s'être révolté et avoir tué ses officiers, se voyant incapable de conduire le vaisseau, au lieu d'appeler un pilote quand il en est temps encore, persiste dans son crime, et par entêtement et orgueil, trouve la mort au milieu des écueils.

Les révoltés avaient le sentiment de leur impuissance, et leur fureur s'en augmentait. Ils résolurent de préparer l'avénement de la République par la convocation d'une Constituante, ou plutôt d'une Convention; car il était écrit que ces tristes et serviles copistes ne feraient que parodier de la façon la plus grotesque les républicains de France, honte et fléau de leur patrie, épouvante du genre humain.

III.

Aux démocrates italiens réunis à Rome, des auxiliaires étaient arrivés de Paris pour proclamer la hideuse république dans la ville éternelle; conspirateurs de tous pays, rugissant le blasphème, hyènes avides de proies; car il faut oser dire le nom qui leur convient : *Nomina sunt consequentia rerum.*

Un grand nombre de ces bandits s'étaient trouvés, le 27 et le 29 mars 1848, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, à Paris. Mazzini était à leur tête, portant un étendard sur lequel était écrit : — *Club des réfugiés italiens.*

D'autres clubs, également composés d'étrangers de tous pays, les accompagnaient. Ces bandes féroces, avides de carnage, altérées de sang, furent reçues avec des embrassements *démocratiques* par un membre du Gouvernement provisoire, le *citoyen* Flocon, du café Saint-Agnès, qui leur distribua, dans la même journée, la somme ronde de soixante mille francs. Le fait est positif : dans l'examen des étranges comptes du Gouvernement provisoire, le *citoyen* Flocon, interpellé sur l'emploi de cette somme et prié de déclarer à qui il l'avait remise, répondit que ne pouvant livrer à la publicité les noms des étrangers auxquels il avait donné cet argent, il fallait purement et simplement s'en rapporter à sa parole. D'ailleurs, les documents irrécusables que la liberté illimitée de la presse de cette époque nous a laissés, attestent d'une manière irréfragable que le fait s'est ainsi passé, très-certainement du consentement des membres du Gouvernement provisoire, qui en demeurent responsables devant l'histoire. Mais que leur importe une peccadille de plus ou de moins !...

Mazzini partit de suite et dirigea ses complices sur l'Italie, les uns par Marseille, pour la Toscane et la Romagne, les autres par la Savoie, pour entrer en Piémont. Le même jour où il quittait Paris, le Gouvernement provisoire (assez couard pour ne pas oser travailler au grand jour et briser ouvertement ces traités de 1815 contre lesquels ses membres avaient tant crié, qui pendant quinze ans, qui pendant trente ans), envoya comme ambassadeur à Turin le *citoyen* Bixio, libraire, républicain de la veille, ami, à la fois, et du marchand de livres Pagnerre et de Monsieur Decazes, et à Florence le *citoyen* Adrien Benoît, dit Benoît-Champy.

Or, il advint que, dès l'époque où ces personnages furent arrivés dans ces pays, par une coïncidence étrange, la révolution y prit un développement à chaque heure plus scandaleux : Charles-Albert fut accablé d'embarras et abreuvé de douleurs, et le grand-duc de Toscane obligé de quitter ses Etats.

La franc-maçonnerie, jointe aux autres sociétés secrètes, précipitait déjà l'Italie dans le gouffre où elle devait tomber.

A ce propos, un des chefs de la franc-maçonnerie, le *citoyen* Clavel, avait été emmené à Turin par le *citoyen* Bixio en qualité de secrétaire d'ambassade. Eh bien! si puissante est encore la franc-maçonnerie, qu'à cette heure le *citoyen* Clavel a conservé son poste, quand tous ceux qui ont été, comme lui, nommés par la révolution, ont perdu le leur.

IV.

Il faut dévoiler tous ceux qui, de près où de loin, tiennent à la grande conspiration organisée contre le catholicisme et la

civilisation. Il faut dire le nom de ces hommes sans honneur et sans frein ; il faut dire aux peuples les noms de ces conjurés funestes, pour qu'ils s'en préservent, comme aux navigateurs on dit le nom des écueils pour qu'ils les évitent.

Nous plaignons ces méchants ; c'est le vice et le crime que nous exécrons en eux, ce n'est pas leur personne. Mais notre devoir est de les combattre à outrance, tant qu'ils sont debout, tant qu'ils n'ont pas désarmé. Au prêtre à chercher à les ramener, à panser leurs plaies, à tenter leur conversion ; à nous, soldat, de flétrir leurs forfaits, d'opposer le fer au fer, le canon au poignard, la plume chrétienne à la plume athée. De là, la vigueur de nos allures, la sévérité de nos jugements, parfois la violence de notre indignation ; c'est que, en présence de certains crimes empreints d'une cruauté si atroce, nous ne pouvons toujours être maître de notre cœur soulevé par les saintes colères. C'est que, en présence de barbares forcenés qui égorgent sans pitié l'innocence et la vertu, nous nous disons qu'épargner les méchants, c'est désespérer les bons, c'est livrer lâchement aux méchants ceux que nous nous sommes donné mission de défendre.

Si donc ici l'énergie du mot a souvent servi l'énergie de notre pensée, si nous avons parfois appelé le vice par son nom, c'est que nous nous sentions emporté comme malgré nous par le sentiment d'humanité qui se révolte en présence des actes féroces, commis par les fils affamés de la démocratie, cette louve inassouvie.

Le conjuré, cet être malfaisant, est d'ailleurs un type à part dans l'humanité, et c'est fort heureux. Je veux parler du meneur des sociétés secrètes, non des malheureux, quelques instants entraînés. Celui qui fait métier de conspirateur, pour lequel l'émeute est une profession, est un être carnassier. Il a l'instinct de la proie comme les animaux malfaisants ; il a du tigre la griffe, du serpent l'enlacement, de la chouette la vue dans les ténèbres. Il n'a plus de religion, il n'a plus d'âme ; il

n'a plus de patrie ; il est révolté de tous les pays où il y a une autorité à renverser, le désordre à semer, le pillage à espérer, la vertu à humilier et à torturer, la religion à martyriser dans l'auguste personne de ses ministres, un commandement à exercer sur une population surprise et violentée.

Le conjuré est l'ennemi de cette société chrétienne dont sa dégradation est le fléau et la honte, dont son opprobre lui a ravi l'estime.

Le conjuré semble un outrage de la nature à elle-même, comme pour s'insulter dans le déshonneur de ce qu'elle a produit de plus grand : l'homme.

Son âme est un égout où croupit l'envie, cet ignoble mobile des révolutions.

Voilà ce type sombre et dégradé, voilà ce modèle sur lequel s'étaient façonnés ces brigands venus de Paris, de Suisse, de Londres et d'Italie, pour imposer la République aux Romains et s'emparer de la ville éternelle.

Nous les verrons bientôt à l'œuvre.

V.

L'assassinat de M. Rossi et l'insurrection du 16 novembre avaient provoqué le départ de Pie IX ; l'anarchie, qui suivit, conduisait tout droit dans le gouffre de la République. Dès-lors, Rome marche dans le sang et la fange, à cette conséquence implacable, à cette funeste logique des révolutions.

Le mot ne fut pas d'abord prononcé. Mais si on n'avait point encore la République de nom, on l'avait déjà de fait. Après avoir persécuté Pie IX, après avoir percé ce plus saint et ce

plus grand des cœurs, la révolution n'avait plus de scrupules à garder; d'ailleurs, la République, avec sa terreur et son socialisme, c'est sa logique.

Pour procéder à l'entr'acte de la République qui devait donner le bonheur et la liberté à tous les Romains, disait-on, les meneurs des clubs firent distribuer au peuple un petit papier annonçant que *ses amis* avaient l'intention, le lendemain, 18 décembre, de se livrer à une manifestation démocratique, ayant pour objet de provoquer de la part du ministère la convocation à Rome d'une assemblée constituante. Les conjurés avaient l'intention d'attirer le peuple derrière eux, et de compter sa curiosité pour une adhésion. *La masse inerte*, comme disait très-bien l'intrépide Lumaca, sert ainsi de compère à tous les révolutionnaires dans leurs démonstrations. Quelques meneurs donnent rendez-vous à des niais, à des dupes, dont les passants curieux grossissent le cortége; et ils en imposent ainsi aux autorités, et leur arrachent des concessions sous le prétexte que tous les gens qui sont là sont de leur opinion. Bien peu cependant répondraient affirmativement si on les consultait; mais on s'en garde bien, et « *la farce est jouée,* » selon la cynique expression de Ledru-Rollin.

Il en fut tout de même ce jour-là.

Dans cette foule, beaucoup ignoraient ce dont il s'agissait; un grand nombre ne savaient même pas ce que c'était qu'une Constituante, ce qui ne les empêchait pas tous de crier aussi fort que les *patriotes*, quand ce n'eût été que pour le plaisir de faire du tapage. La *place du Peuple* avait été assignée comme lieu de réunion. C'était le soir, car la nuit est propice aux hommes de désordre, et puis cela permet une mise en scène plus frappante; il y a des torches, le bruit est plus retentissant et les citoyens paisibles plus alarmés. Augmentée de tous les gens friands de spectacle, la bande anarchique se rendit au Quirinal où le ministère l'attendait. Une députation lui fut envoyée pour exprimer aux Excellences de la démocratie le désir du

peuple souverain. Les ministres révolutionnaires ont pour éternelle tactique de promettre aux manifestations tout ce qu'elles leur demandent, fût-ce même les choses les plus insensées. Les ministres romains accueillirent avec tendresse les délégués et leur assurèrent que, dès le lendemain, ils feraient droit aux « *justes désirs du peuple*. » Ce peu de mots résume toute cette époque de folie. Les émeutiers, ravis de la réponse, crièrent : « Vive le ministère démocratique! Vive la Constituante! » et ils regagnèrent leurs bouges, caisses battantes. Les tambours qui faisaient cet office appartenaient au corps de carabiniers. Il y avait aussi, dans cette écume impure, plusieurs de ces douaniers qui, dans cette révolution, se distinguèrent par leurs violences démagogiques et allèrent, plus tard, assassiner plusieurs personnes, sur l'ordre de Zambianci, de Mazzini et tutti quanti.

Le lendemain, dès le matin, les tambours de la garde nationale battent le rappel; les portes se ferment; le palais de la chancellerie, où se réunissent les députés, est occupé par de forts détachements de la milice bourgeoise. L'entrée même des tribunes est gardée militairement. Des patrouilles sillonnent la ville en tous sens. Sur les murs, les groupes avides lisent deux proclamations : l'une du ministère, par laquelle il recommande le bon ordre, disant que le peuple a incontestablement le droit de faire des adresses, mais qu'il doit les présenter aux chambres et non au ministère; l'autre affiche émane du *Cercle Populaire*, devenu bien réellement maître de la rue; on y lit :

« Romains!

« Toute démonstration est suspendue. Le Cercle Populaire national a déjà pris toutes les mesures dans le but de pourvoir *au bien du pays*. Une députation régulière se rendra aujourd'hui même auprès du ministère et des chambres, pour

qu'il soit pris une prompte décision sur l'adresse formulée et unanimement approuvée à Forli, par les divers cercles de la Romagne et des Marches.

« Romains! Union et concorde! Le moment est solennel; donnons à l'Italie et à l'Europe entière *un nouvel exemple de vertu civique*. »

On n'est pas plus impudent. Cette emphase eût été goguenarde, si elle n'eût été d'un orgueil suprême. Toutes les proclamations révolutionnaires se ressemblent; ce sont toujours ces lazzis démocratiques qu'on trouve dans tous les almanachs du parti rouge.

Le *Cercle Populaire* qui dominait la situation, fit nommer Joseph Galetti membre de la junte gouvernementale en remplacement du sénateur bolonais, démissionnaire. C'était Bonaparte Canino qui avait été chargé d'appuyer cette candidature. La Chambre des Députés fit ce que commandait le Cercle, et les membres du Haut-Conseil, comme de serviles laquais, donnèrent leur adhésion à cette nomination. Enhardi par ce succès, le *Cercle Populaire* réunit tous les présidents, vice-présidents, secrétaires et principaux orateurs des autres cercles et clubs de Rome, pour délibérer sur les mesures à prendre pour profiter de la victoire que les modérés leur laissent remporter, et pour faire marcher rapidement la révolution. Les chefs de la démocratie, dans ce conciliabule, sont d'accord sur ce point : le but suprême est une *République sociale*, mais il faut procéder progressivement; n'a-t-on pas gagné déjà beaucoup de terrain de la sorte? L'autorité du Saint-Siége est détruite, ils le croient du moins; la religion est humiliée; la propriété a déjà reçu de profondes atteintes; quant à la famille, elle se désorganise pièce à pièce. On est loin déjà du temps où l'on se contentait d'une Constituante italienne, d'une Assemblée fédérative, on peut aujourd'hui demander un Gouvernement provisoire et une Constituante romaine.

On s'arrêta à ces deux exigences pour le moment. Une

adresse fut rédigée séance tenante, dans laquelle les clubistes demandaient aux chambres de choisir trois membres d'un Gouvernement provisoire, parmi les noms suivants : Galetti, Sturbinetti, Campello, Guiccioli, Galieno et Caregnata, chargés de convoquer de suite une Constituante. Les chefs démagogues ajoutaient que, si les Chambres ne se soumettaient pas à ces injonctions, les clubs *aviseraient*. C'était la menace d'une insurrection. Ainsi, la Chambre, qui avait abondonné Pie IX, qui l'avait laissé assiéger par l'émeute, subissait à son tour le même sort! Ces bourgeois s'étaient préparé des regrets cuisants, mais superflus. La garde civique, qui commençait à être fort dégoûtée de tout ce désordre, leur restait; mais elle était incapable d'aucune résistance intrépide, et l'audace des radicaux égalait sa faiblesse. D'ailleurs, par un tour de main habile, les républicains escamotèrent son adhésion à leurs manœuvres. Ce fut à l'occasion d'une convocation de la garde nationale, à propos des pirates étrangers qui infestaient la ville éternelle. Depuis que les radicaux dominaient à Rome la situation, l'écume démocratique de toute l'Europe y était accourue. Ces démocrates, semblables aux barbares dans une ville vouée au pillage, ces conspirateurs cosmopolites, dont plusieurs échappés des bagnes de leur pays, Français, Polonais, Suisses, Allemands, Siciliens, Génois, avaient été envoyés par les sociétés secrètes de l'Europe, pour *donner un coup de main* aux *frères* de Rome.

Ces êtres impurs étaient de toutes les manifestations, de tous les vols, de tous les meurtres; pas une expédition coupable qui ne trouvât leurs poignards prêts à frapper, leurs bras prêts à agir. Livourne, l'un des quartiers-généraux des forbans de l'univers entier, avait envoyé sa part de brigands. Ces bandits, parmi lesquels Garibaldi recruta plus tard ses partisans, exerçaient déjà sur les Romains une oppression abjecte. On les rencontrait ivres, dans les rues, avec leurs compagnes, leurs associées, des harpies sans pudeur, puant la

luxure et l'eau-de-vie. Ils insultaient les passants tranquilles, outrageaient les femmes honnêtes, maltraitaient et dépouillaient souvent même les citoyens. Ces coupe-jarrets marchaient par bandes, déguenillés, coiffés de bonnets phrygiens, portant des armes apparentes. Il leur arrivait d'entrer dans les boutiques, de s'emparer, sans payer, de ce qui était à leur convenance, au nez du bourgeois désolé, bien heureux encore qu'on ne le dévalisât pas complétement, et surtout qu'on voulût bien lui laisser la vie. Pourquoi aussi les bourgeois avaient-ils abandonné Pie IX? Pourquoi avaient-ils applaudi au pillage du couvent de Gesù, à la lâche persécution contre les Pères Jésuites? Pourquoi avaient-ils laissé assassiner M. Rossi et souffert la journée du 16 novembre?... Il fallait bien que les démocrates, socialistes pratiques, leur montrassent ce que c'est que la *solidarité égalitaire et fraternelle!* Il fallait bien que la *science moderne* et *l'ère nouvelle*, qu'ils avaient bêtement acclamées, s'affirmassent à leurs dépens! C'était la peine du talion. Avaient-ils droit de se plaindre? Ils avaient répudié cette religion divine qui leur avait dit : — « Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'il te fût fait! »

Ils se plaignaient néanmoins, et murmuraient contre la tyrannie féroce de ces impurs scélérats, contre ces industriels de cour d'assises, bonnets verts devenus rouges. Les gardes nationaux se réunirent donc sur la place des Saints-Apôtres, afin de faire, à leur tour, leur manifestation. Ils demandaient que les étrangers suspects, qui commettaient des turpitudes et des crimes dans la ville, fussent expulsés par mesure d'ordre et de sécurité publique. Mais parmi la garde nationale il y avait un certain parti dévoué aux clubs. Ces conjurés, tandis que les officiers supérieurs demandaient aux gardes civiques ce qu'ils voulaient et que ceux-ci répondaient. — « L'éloignement immédiat des perturbateurs, » ces conjurés se mirent à crier : — « Nous voulons la proclamation de la Constituante! »

Sterbini parut alors à un balcon, et fit un discours pour engager les soldats-citoyens à signer l'adresse que les meneurs faisaient circuler dans leurs rangs. La plupart des gardes civiques la signèrent par peur, quelques-uns refusèrent courageusement. Le général et plusieurs colonels donnèrent leur démission pour protester contre cette supercherie; quelques grands seigneurs, tels que le prince Torlonia, le duc Cesarini, le prince de Viano, le marquis Longhi, refusèrent de faire désormais partie de la garde nationale. Qu'importait aux républicains, ils avaient réussi, c'était tout.

Quant à la Chambre des Députés, elle n'intervint pas en cette occasion, possédée de la crainte des agitateurs, dont chaque jour la farouche audace augmentait en raison de la faiblesse du parti de l'ordre.

Cette Chambre donnait un triste échantillon des vices et des excès du parlementarisme, qui, sans cesse, tend à usurper l'autorité royale, l'autorité souveraine. Au surplus, seules, la populace des clubs et la partie ambitieuse de la bourgeoisie, avocats, poètes, journalistes, médecins, prenaient intérêt à ces discussions, à ces représentations théâtrales, dans lesquelles la prétention des mots cache la nullité des idées et l'absence de patriotisme et de sagesse. Les préoccupations parlementaires étaient loin d'être bien sérieuses dans les États Pontificaux; c'est pourquoi, plus tard, lors de leur disparition, elles laissèrent une médiocre place et un regret mince. La vie parlementaire se trouvait à la surface du pays, elle n'avait pu pénétrer, et ne l'eût jamais pu, au cœur de la nation. Les masses, le peuple, ne s'intéressaient pas à ces luttes de tribune, à ces violentes discussions des publiques affaires. L'intérêt n'existait, en réalité, que pour une bande d'agitateurs et un petit nombre de bourgeois orgueilleux et égoïstes. Les préoccupations constitutionnelles se rencontraient dans ce cercle impur et restreint. La plus grande partie de la population, le pays en un mot, dont les démagogues

usurpaient le nom, restait étranger au mouvement parlementaire. Ce fétichisme n'avait point séduit la masse de la nation, qui préfère, aux usurpateurs qui parlent, les souverains légitimes qui agissent, et la politique d'ordre, qui protége ses intérêts moraux et matériels et leur donne la sécurité, à la politique démocratique, qui nous dégrade et nous ruine.

Rien donc n'eût été plus facile que de tout arrêter, que de refouler dans son lit la vase socialiste qui montait à la surface de Rome. Il suffisait de proposer le seul moyen de sauver le pays : la soumission au souverain Pontife, et de franches et sérieuses démarches pour qu'il voulût bien rentrer dans sa capitale. Mais ceux qui avaient usurpé le pouvoir ne l'entendaient pas ainsi : les uns étaient trop corrompus, trop ambitieux, trop orgueilleux et trop avides pour se soumettre ; les autres tremblaient devant les perturbateurs, les sacriléges. Personne, ni dans la presse, ni à la tribune, n'osa prendre l'initiative de cette solution libératrice, en dehors de laquelle tous les efforts seraient infructueux, et stériles toutes les mesures pour régulariser la situation, pour la rendre normale et s'opposer au torrent envahisseur du socialisme. On avait abusé contre le souverain Pontife des libertés qu'il avait si généreusement octroyées dans sa magnanime bonté, et il ne restait pas même aux Romains celle de se repentir, de revenir sur leurs pas. Pie IX avait donné la liberté politique, et déjà elle n'existait plus. Les Chambres étaient, à leur tour, opprimées par ces factieux, dont les poignards guettaient les députés soupçonnés d'indépendance.

Au surplus, le parlement ne tardera pas à être brisé par le ministère et la junte suprême, qui prononcera, le 28 décembre, sa dissolution, usurpant ainsi tous les pouvoirs.

VI.

Pendant que la révolution marchait à Rome vers l'abîme infect de la république, poussée par les bras maudits d'une minorité criminelle et hardie, le souverain Pontife était entouré, à Gaëte, des hommages et des vénérations de l'univers.

Son visage offrait la plus sublime expression de la résignation, cette touchante vertu du malheur, que les matérialistes calomnient, étant incapables de s'élever jusqu'à elle. Dieu envoie à ses élus des malheurs aussi grands que leurs vertus.

Tous les jours, Sa Sainteté Pie IX recevait dans son exil des adresses imprégnées de respect, de soumission et de tendresse, émanées de toute la chrétienté. Par leur amour, les souverains et les peuples, les hommes de paix et de bonne volonté, protestaient contre les révolutionnaires qui avaient manqué à la majesté du chef du catholicisme et méconnu son autorité.

Le sénat de Naples s'était empressé, le premier, de déposer l'hommage de son respect et de son amour aux pieds de Pie IX; le Conseil d'État des Deux-Siciles, qui vint en personne et officiellement lui faire agréer ses vœux et son dévouement, fut accueilli par le saint Pontife avec les marques de la plus insigne bienveillance, et, à son discours, il répondit par quelques paroles qui méritent de ne point tomber en oubli.

« C'est avec beaucoup de gratitude que je reçois les témoignages d'affectueux dévouement du Conseil d'État *du seul royaume* en Italie qui donne encore l'exemple de l'ordre et de la légalité, — choses qui sont, pour ainsi dire, identiques et qui marchent toujours ensemble. Je prie Dieu qu'au milieu de

l'effervescence des passions, vous conserviez ces deux principes, sans lesquels il n'y a pas d'espoir.

« Nous bénissons, dans toute l'effusion de notre cœur, ainsi qu'ils nous en prient, les membres du Conseil d'État. Puissent-ils sans cesse assister de leur énergie et de leur courage un roi *bon* et *pieux, qui s'est montré si plein de zèle pour le bien du pays.*

« Nous avons reçu ici l'hospitalité, et nous y avons tous nos souhaits prévenus, lorsqu'il était si loin de notre pensée d'avoir besoin d'un asile. Aujourd'hui que les passions sont déchaînées et attisées par toute l'Italie, qui peut prévoir le terme de pareilles convulsions?...

« Beaucoup de gens, il est vrai, parlent d'indépendance; mais, fussent-ils dix millions d'hommes ayant cette même pensée, nous sommes sûr que nous n'en trouverions pas deux d'accord sur les moyens d'acquérir cette indépendance. Nous pouvons comparer, avec vérité, l'Italie à un malade accablé par la fièvre, se retournant sans cesse d'un côté sur l'autre pour trouver un soulagement qui le fuit sans cesse.

« Dieu seul peut, dans sa clémence, porter remède à tant de maux! Prions-le donc humblement de dissiper les ténèbres qui enveloppent l'humanité, et de faire briller sa lumière dans toutes ses clartés.

« Vous faites maintenant de nouvelles lois, et, de notre côté, nous en méditons aussi pour le bien de ces bonnes populations. Avec l'aide de Dieu, leur exécution exacte suffira, car il faut seulement de prudentes modifications et non des changements fondamentaux. »

Ces paroles étaient une grande leçon donnée aux souverains et aux peuples de l'Italie, et en même temps une réponse majestueuse et délicate aux ignobles calomnies répandues, par les journaux de la Révolution, contre Sa Majesté le roi des Deux-Siciles.

Une autre fois, le Pape eut le bonheur de recevoir quelques

carabiniers romains, commandés par un brigadier. Les soldats de ce détachement fidèle venaient supplier Pie IX de les garder pour serviteurs. Emu de ce dévouement, le Saint-Père y consentit, et, relevant avec bonté ces militaires pleins d'honneur et de religion :

— « Braves soldats, leur dit-il, je vous bénis ! Et, quoique vous soyez en petit nombre, je me trouve extrêmement heureux de vous voir près de moi, parce que vous donnez une preuve d'attachement à votre souverain et de fidélité à la cause de la religion.... »

Pie IX n'avait point oublié les personnes dévouées qui avaient avec lui monté le Calvaire. Il s'était empressé d'écrire de sa propre main à monseigneur l'évêque de Valence :

« Les desseins de Dieu, dont vous Nous parliez dans la lettre qui accompagnait le précieux objet que vous Nous avez envoyé, et qui nous rappelle la mémoire de Pie VI, se sont accomplis dans Notre personne.

« Dans Notre court voyage de Rome à Gaëte, où Nous Nous trouvons temporairement, Nous avons fait usage de la petite Pyxide, et Nous avons ressenti beaucoup de consolation et de force à placer la très-sainte Hostie sur Notre poitrine.

« Recevez Nos remerciements et l'assurance de Notre résignation à la volonté du Seigneur. Nous y joignons Notre bénédiction apostolique, que Nous vous donnons de tout Notre cœur.

« PIE IX. »

Le Pape écrivit également au comte de Spaur, pour lui exprimer sa gratitude du dévouement qu'il avait déployé lors de son évasion ; de plus, il lui envoyait la grande croix de son Ordre, — la plus honorable distinction qu'un homme au monde puisse obtenir.

Le Saint-Père avait fait offrir de l'argent à Raphaël Arezzo, propriétaire de l'auberge du Jardin, pour l'hospitalité qu'il y

avait reçue, ainsi que ses serviteurs; mais Arezzo refusa, disant que désormais sa maison était à ses yeux plus précieuse qu'un palais, depuis que le Saint-Père avait bien voulu y chercher un abri. Ce jour étant, ajoutait-t-il, le plus heureux de sa vie, il se trouvait assez récompensé. Pie IX lui fit remettre deux étuis de maroquin à ses armes, quatre médailles d'or et six d'argent, ayant d'un côté l'effigie du Saint-Père, de l'autre le Christ lavant les pieds de ses apôtres.

Le Saint-Père était chaque jour visité par d'illustres personnages, parmi lesquels des ambassadeurs, des militaires, des diplomates étrangers, accourus de tous les points du globe pour adorer son calvaire et être les nobles courtisans de son malheur. Une vingtaine de cardinaux, qui avaient pu s'échapper de Rome, étaient venus se grouper autour de leur chef, comme jadis les disciples autour du Sauveur. Parmi ces membres du Sacré-Collége se trouvait le vénérable cardinal Lambruschini, sauvé comme par miracle. Assiégé dans son palais par les égorgeurs des sociétés secrètes, il n'était parvenu à leur échapper qu'à l'aide d'un déguisement, en revêtant un uniforme de dragon, et en se sauvant par les écuries d'une caserne. Le cardinal Orioli, ce cœur si évangélique, avait également couru de grands dangers. Dangereusement malade, il avait été contraint de rester à Fondi, sous les soins du duc de Cador et du Père Vaures, cette charité vivante et infatigable.

VII.

Le Saint-Père habitait un palais auprès duquel le roi des Deux-Siciles et sa famille s'étaient modestement fixés, dans une

humble maison. Les princes ne se présentaient devant Sa Sainteté, et ne dînaient à sa table, qu'après en avoir reçu l'invitation. On ne saurait, sans une injustice révoltante, méconnaître chez Ferdinand II le sentiment des grandes choses. Ce monarque, comme catholique et comme souverain, mérite une belle page dans l'histoire de l'Italie. Son respect pour Pie IX contrastait honorablement avec l'irrévérence de tant d'autres personnages. Quand ce petit-fils de Saint-Louis paraissait devant le descendant de saint Pierre, il mettait un genou en terre et inclinait la majesté royale devant la majesté de la tiare. Il ne se présentait jamais devant Sa Sainteté qu'en grande tenue et avec le hausse-col, qui indique que l'officier qui le porte est de service. Un jour que le souverain Pontife lui disait :

— « Pourquoi, Sire, portez-vous toujours un hausse-col, comme le dernier de vos lieutenants?

— « Parce que je suis le premier lieutenant de Votre Sainteté, » répondit le roi.

Un tel prince avait bien mérité l'honneur de donner l'hospitalité à un pareil hôte. Comme souverain, il aimait ses sujets autant que Pie IX aimait les siens. Il avait tout fait pour eux, dans la bonté infinie de son cœur; il eût fait davantage, sans les intrigues de la Révolution. Il eut, au reste, le courage de la combattre énergiquement quand elle vint lui livrer bataille, à Naples et en Sicile, et il la vainquit, parce qu'il était brave et résolu. Les calomniateurs du principe d'autorité ont cherché à flétrir ces répressions salutaires, et les outrages des Anglais hérétiques, des amis de lord Palmerston, n'ont pas manqué à la gloire de Ferdinand II. Mais ce dont les ennemis de ce généreux roi se sont bien gardés de parler, c'est la générosité de ce prince chrétien après sa victoire. Il épargna les vaincus et fit l'aumône de sa clémence aux plus acharnés. Comme Pie IX encore, il a introduit dans ses États des réformes équitables; il s'est occupé de tous les détails avec une intelligence de premier ordre; il a tout fait pour doter ses peuples d'une admi-

nistration intègre et habile ; il a consacré toutes les heures de sa vie au bonheur de ses sujets, répondant à ses détracteurs méprisés par ses actes, par le modèle de la justice et des vertus sur le trône. Capitaine expérimenté, homme d'État habile et loyal, aimant et protégeant les sciences et les arts, souverain laborieux à étonner le vulgaire, qui se fait du pouvoir une idée d'oisiveté et de repos chèrement rétribué ; prince ayant le sentiment de ses devoirs autant que celui de ses droits, tel est ce monarque, dont les méchants ont essayé de dénaturer la belle figure, et qu'ils ont cru pouvoir un moment représenter comme un tyran brutal, inintelligent et farouche. L'honneur nous ordonne de reconnaître que sa conduite fut constamment admirable.

L'auguste exilé de Gaëte avait donc bien choisi ce noble cœur et cette noble épée pour chercher la protection à laquelle il avait droit. Dans son exil, le souverain Pontife passait son temps dans la prière, à répondre aux adresses qui étaient apportées à ses pieds, et à protester contre le joug auquel les radicaux condamnaient Rome. C'est ainsi qu'après avoir opposé aux ennemis du Saint-Siége le silence, cette poésie du malheur, il protesta à plusieurs reprises contre les usurpateurs et les athées qui avaient fait violence à son droit divin.

Ces documents constituent l'acte d'accusation des ingrats, des traîtres qui s'étaient fait des bontés de Pie IX une arme lâche pour lui percer le cœur. Pas un reproche adressé par le Saint-Père à ces révoltés, qui n'ait été largement mérité. C'est précis et c'est accablant.

Et cependant, c'est toujours l'émotion de la voix d'un père ; dans ces accents désolés, il y a encore de l'amour ; dans cette dénonciation du mal, on sent le chagrin, non la colère. Sévérité sans emportement.

Il pourrait, d'un mot, les excommunier ; eh bien ! ce mot, ses lèvres, fidèles à son cœur, ne l'ont pas prononcé. Sublime vertu qui se défend par sa douceur même, mais impuissante

à désarmer la démocratie. Autres nos devoirs à nous, soldats de l'Église, tendre mère qui se défend par le martyre, et que nous défendons, nous, par la force appuyée sur la religion, sur le droit, sur le vrai, sur le bien, — ces sanctions de la force !...

Le ministère radical, sous la pression des bandits carnassiers que l'odeur du sang avait fait s'abattre sur Rome, comme les vautours sur les cadavres, le ministère déclara que la Constituante romaine serait proclamée sans remise le 29 décembre.

Le 26, l'un des ministres, Armellini, se présenta devant la Chambre des Députés, et lui enjoignit d'avoir à voter sur-le-champ le décret de convocation d'une Constituante.

VIII.

Cet Armellini, qui joua un grand rôle dans cette révolution, était peut-être l'homme le plus remarquable de tous les révolutionnaires italiens, y compris Mazzini, qui n'est qu'un mélodramaturge prétentieux et sans portée. Armellini était le plus habile, le plus perfide et le plus redoutable de tous ces sacriléges. Il procédait lentement et avec une précision mathématique. Il faisait le mal comme on résout un problème de géométrie. Il ne bondissait pas comme l'hyène, il rampait comme le serpent. Cet homme, que nous verrons plus tard devenir, comme Mazzini, l'un des trois dictateurs de la République athée et socialiste de Rome, était alors un vieillard de soixante-quinze ans, bien plus abimé par les excès que par

l'âge ; car les passions ardentes sont la source la plus féconde des maladies. Ce châtiment n'est pas toujours prompt ; mais il est rare qu'on y échappe entièrement ; d'où il est sage de conclure qu'un traité de morale serait encore un bon traité d'hygiène.

Armellini, un de ces hommes de proie toujours en quête d'une innocence à dépraver, était un personnage petit de taille, d'une laideur excessive, combattue par l'éclair de ses yeux intelligents. Élève distingué du Collége romain, il s'était primitivement voué au sacerdoce. Il avait ensuite abandonné la théologie pour le barreau, dont il était devenu l'une des lumières. Orateur habile et lucide, écrivain facile, poète brillant, il avait d'abord pris le masque de la religion, sous lequel il avait hypocritement abrité une immoralité déplorable. Débauché raffiné, il cachait ses vices sous les apparences de l'austérité. Dur pour les fautes d'autrui, ce libertin offrait à l'observateur un front où bourgeonnaient la vanité et l'amour de la domination. Il aimait aussi fortement l'argent. Son teint, jaune de convoitise, de bile et de procédure, se colorait au son de l'or. Sourd à la voix des pauvres, qu'il humiliait par ses grossiers dédains, il était d'une avarice sordide dans sa maison, d'une prodigalité effrénée pour ses débauches. Implacable et sans indulgence, comme tous ceux qui en ont le plus besoin, il était sévère pour son prochain. Avec sa bouche souriante, mais d'un sourire officiel et faux, cet homme de méchante humeur, obséquieux des pieds à la tête avec ses supérieurs, insolent et sans pitié pour ses inférieurs, était un esprit très-renaré.

Cet avocat endurci n'était pas le défenseur de la veuve et de l'orphelin : il était leur sangsue. Peu scrupuleux dans le choix des causes, il était le second de tous ceux qui pouvaient payer ses paroles. Il plaidait volontiers pour les juifs, pour les usuriers, pour ces natures astucieuses et intéressées qui tiennent de la fourmi, du renard et du vampire, qui s'enrichissent

des vices et de la misère d'autrui et passent leur vie tout entière dans la pratique des choses illicites et clandestines.

Depuis sa jeunesse, Armellini marchait, trahison vivante, derrière la papauté, chapeau bas, l'échine courbée, le sourire aux lèvres, mais la haine dans le cœur. Car les âmes viles haïssent ceux qui leur font du bien.

Ce misérable traître, cœur impur et bas, poète chantant toujours le succès, toujours crachant sur le malheur, était de ces serviteurs lâches qui ne sont fidèles qu'à la fortune, qui reculent devant le danger, qui préfèrent plier la tête que de la perdre.

Il avait commencé à se faire connaître par un sonnet en l'honneur de la papauté, qu'il devait aider un jour à renverser. Voici la traduction de cette pièce, qu'il publiait alors que la lèpre de l'ambition ne lui avait pas encore mangé la conscience :

« Je rencontrai le Temps et lui demandai compte de tant d'empires, de ces royaumes d'Argos, de Thèbes et de Sidon, et de tant d'autres qui les avaient précédés ou suivis. Pour toute réponse, le Temps secoua sur son passage des lambeaux de pourpre et de manteaux de rois, des armures en pièces, des débris de couronnes, et lança à mes pieds mille sceptres en morceaux.

« Alors, je lui demandai ce que deviendraient les trônes aujourd'hui debout. — « Ce que furent les premiers, » me répondit-il en agitant cette faux qui nivelle tout sous ses coups impitoyables, « les autres le deviendront ! »

« Je lui demandai si le sort de toutes ces choses était réservé au trône de Pierre..... Il se tut, et, au lieu du Temps, ce fut l'Eternité qui se chargea de répondre ! »

Beau style, langage honnête, n'est-ce pas?... Ce n'est pas tout ! Armellini était parvenu à être avocat consistorial, et, comme tel, il assistait, cinq fois par an, à la messe pontificale, couvert d'une robe de drap d'or. Dans ces cérémonies, il

affectait la plus grande piété, il prenait des attitudes édifiantes, il s'agenouillait avec les démonstrations de la plus humble vénération aux pieds de ce trône de Pierre qu'il avait défié au Temps d'emporter, et qu'il devait, lui, le parjure, essayer de pousser dans l'abîme. C'était en cette qualité d'avocat consistorial qu'il avait prêté le serment suivant, serment solennel, serment sacré s'il en fût :

« J.-C. Armellini, avocat de la haute Cour consistoriale, serai, dès à présent et à l'avenir, fidèle et soumis au bienheureux apôtre Pierre, à la sainte Eglise romaine, à monseigneur le Pape et à ses successeurs, dûment et canoniquement élus. Je ne ferai et ne conseillerai aucun acte; je ne consentirai à aucun projet qui aurait pour but leur mort, la perte d'aucun de leurs membres, ou l'inique privation de leur liberté.

« Quelle que soit l'affaire que, de bouche, ou par écrit, ou par intermédiaire, ils seront dans le cas de me confier, je ne m'en ouvrirai sciemment, à leur dommage ou préjudice, à personne, ni verbalement, ni par écrit et aucuns autres signes; de même, quant à leurs secrets que je saurais véritablement être tels, je les garderai en moi, de manière à n'en faire de mon plein gré part à aucune personne, au risque de leur déplaire.

« Si j'apprenais qu'il se préparât contre eux quelque trame, j'empêcherais de tout mon pouvoir qu'elle ne soit mise à exécution; et si j'y étais insuffisant, j'aurais soin de les en instruire par message, ou par lettre, ou par l'entremise de toute personne dans le cas de leur en donner avis, le plus promptement possible.

« Je m'appliquerai, de toutes mes forces et en tout, à maintenir, garder et défendre la papauté, les droits de saint Pierre et tout ce qui appartient à la sainte Eglise romaine. Autant que cela dépendra de mes forces, j'exécuterai tout ce qu'ils commanderont à notre corporation, ou à moi, pour le bien d'Eglises quelconques ou celui des pauvres.

« Pour les souverains Pontifes et le Saint-Siége, je conserverai une incessante vénération, et je m'acquitterai fidèlement de tout ce qu'il sied et appartient de faire à un avocat consistorial. J'aurai égard, en tout ou partie, à tous les décrets qui sont émanés ou qui émaneront de notre corporation ou collége.

« Je promets et je jure d'observer sans fraude et sans équivoque toutes ces promesses. Ainsi, Dieu me soit en aide et ses saints Evangiles ! »

Mettez ce serment, et bien d'autres semblables, prêtés librement par Armellini, mettez-les en présenee de ses actes, et jugez l'homme ! C'est le même qui, plus tard, par la plus atroce violation de ces promesses, devint l'un des rebelles, l'un des factieux les plus hostiles à cette papauté, à cette Eglise qu'il avait tant encensées. — Il semble, en politique, que les serments n'aient été inventés que pour les fourbes.

Les révolutions sont des coups de foudre pour tout le monde et surtout pour les têtes les plus hautes. Ceux-là seuls échappent qui se font petits, petits jusqu'à passer sous le mépris public. Tel avait fait Armellini. Cet homme était de ceux qui suivent les révolutions comme les bêtes féroces les caravanes, pour dévorer les voyageurs qui tombent : malheur à celui qui fait un faux pas !

Armellini était de ces gens auxquels la reconnaissance fait peur. Tant que la papauté avait été puissante et debout, elle l'avait vu rampant à ses pieds comme il rampait aux pieds de la révolution. Il tournait alors des sonnets en son honneur, en mangeant son pain ; il jonchait sa cour de fleurs et de douces flatteries ; il marchait dans son ombre comme un valet, puisant à pleines mains dans sa bourse et dans son cœur. Maintenant qu'elle lui semblait tombée, maintenant que la révolution livrait les trésors de l'Eglise aux laquais, aux mendiants, aux coupe-jarrets de la démocratie, cette domesticité ne se souvenait pas de ceux qui, jadis, lui avaient jeté tant d'aumônes.

L'ambition du pouvoir, tel était le poison qui lui avait

troublé la tête et le cœur, qui l'avait poussé dans le crime et jusqu'au plus bas de la honte. Cette fièvre terrible lui avait brûlé le sang et les chairs; son désir effréné était satisfait, enfin, il tenait sa proie, le rêve de ses convoitises.

Eh bien! malgré tout son talent, ce pauvre criminel n'était point heureux. Il est souverainement habile d'être honnête; le mal est un piètre calcul, et celui qui le pratique finit toujours par en être la dupe. Fidèle à ses serments, Armellini aurait pu, avec les qualités de son intelligence, avec les ressources de son esprit, être l'un des hommes les plus grands, les plus honorables de son pays et de son époque, et laisser après lui un nom respecté. Il préféra se flétrir lui-même, déshonorer ses enfants, être l'opprobre de sa famille et le fléau de sa patrie. Il fit le désespoir des siens, quand il aurait pu si facilement être, pour eux, un objet de légitime orgueil. Au fond, il était malheureux, car il ne pouvait se rendre à lui-même le témoignage de l'homme de bien, et c'est en vain qu'il cherchait à chasser de son sein le remords rongeur.

Il ne priait plus. En lui les sources de la piété avaient été taries par de vils plaisirs et de criminelles ambitions.

Il avait le mérite navrant et détestable d'exceller dans la raillerie des choses honnêtes; il jetait avec esprit d'amers sarcasmes à la vertu.

Ajoutons qu'Armellini avait pour épouse l'une des femmes les plus accomplies qu'il y ait au monde, une chrétienne sincère et dévouée, qui avait le courage de dire aux révolutionnaires tout le mépris que, dans la droiture de son âme, elle ressentait pour eux. Elle luttait pied à pied, quoique sans succès, contre le génie du mal qui s'était emparé de celui auquel elle avait uni sa destinée. Elle était une vivante protestation contre ses actes; comme son remords, elle s'attachait à lui pour lui montrer ses fautes, pour lui dire combien belle et calme est la route de la vertu, combien dégradante et funeste celle qu'il avait choisie.

Quand un méchant rencontre une pareille femme dans le commerce de la vie, il éprouve une sorte de rage à se sentir inférieur à elle. Sa vertu pèse sur lui comme une atmosphère qui l'étouffe. Ses regards jettent des courants électriques, semblables à des pointes d'acier qui le pénètrent, le traversent de part en part, le clouent à son déshonneur. Le remords de chaque heure tord les entrailles du criminel et lui travaille la cervelle comme s'il était trépané avec un fer rouge.

Un jour, quelque temps après l'évasion de Pie IX, Armellini ayant donné chez lui un grand dîner aux autres chefs de la révolution, madame Armellini refusa d'y paraître, en disant qu'elle ne voulait pas souiller ses regards de la vue des Sterbini, Galetti, Mamiani et autres. Comme les invités demandent pourquoi la femme de leur complice n'est pas présente, la porte de la salle à manger s'ouvre et elle paraît, la courageuse chrétienne, comme une messagère de vengeance. Elle s'avance au milieu de la salle, tremblante d'une sainte colère, et mesurant ces bandits de son fier regard, elle leur dit en étendant vers eux sa main pleine de lumières qui leur trace leur arrêt, sa pure main, dans laquelle elle tient, comme un glaive, le décret de Pie IX du 1er janvier 1849, renfermant la menace de l'excommunication :

— « Vous êtes tous des maudits ! s'écrie-t-elle d'une voix haute en fixant les sacriléges ; craignez les châtiments de Dieu, ô vous qui, au mépris de vos serments, ne pouvant le tuer, avez chassé son ministre ! Redoutez la colère divine ! Pie IX, du fond de l'exil, en appelle à Dieu contre vous. Ecoutez ses arrêts !... »

Et elle lut le décret du pape aux traîtres qui l'écoutaient, honteux, le front penché, courbés sous son mépris comme le condamné sous son arrêt. Quand elle eut fini, elle reprit vivement :

— « Avez-vous compris, messieurs ? Le bras vengeur auquel nul ne saurait échapper est suspendu sur vos têtes, prêt à

frapper; mais il en est temps encore, la voix de Dieu, par celle de son vicaire, n'a point encore fulminé contre vous la sentence terrible. Au nom de votre bonheur en ce monde et de votre salut dans l'autre, jetez-vous au devant de sa miséricorde! La coupe des iniquités se remplit dans vos mains; brisez-la avant qu'elle ne déborde! »

En prononçant ces derniers mots, elle s'approcha d'Armellini et jeta devant lui le décret de Pie IX; après quoi elle sortit, digne et majestueuse, et grande comme elle était entrée.

Mais ses avertissements furent dédaignés, dédaignés ses conseils de suprême sagesse. Les maudits cherchèrent au fond des coupes heurtées à la santé de la démocratie et de Satan l'oubli des remords.

Madame Armellini est une pieuse chrétienne dont la pure figure s'encadre bien avec celle de la comtesse de Spaur. Comment cette femme n'eût-elle pas été dévouée; elle aimait Dieu, source de tout amour. Qui a la foi sait mourir. Elle eût donné sa vie pour le triomphe de la religion, mince sacrifice après tout, car cette vie est périssable et grossière.

IX.

Ce fut donc le traître Armellini qui se chargea de signifier à la Chambre des députés l'*ultimatum* du jacobinisme triomphant. Il s'élança à la tribune avec une outrecuidance théâtrale; ses lèvres minces, son teint blême et l'expression de ses yeux lui donnaient un air ironique et dur.

C'était le 26 décembre; la Constituante romaine avait été promise pour le 29 aux émeutiers, prêts à *aviser*. Armellini

donna d'abord lecture à la Chambre d'un message de la Junte d'État au cabinet, déclarant que si les Chambres ne décrétaient pas immédiatement la convocation d'une nouvelle assemblée, la Junte passerait outre et ordonnerait elle-même cette mesure. Puis, Armellini fit un discours dans lequel il menaçait d'une insurrection colossale en cas de refus.

Jamais assemblée politique n'avait été traitée de la sorte. Dans les tribunes vociféraient les clubistes et leurs compagnes, créatures tombées dans la fange, ayant perdu la pudeur, ce sentiment délicat qui se développe chez les femmes par l'idée du devoir. Elles rappelaient les fameuses *tricoteuses* de la Convention française. Armellini fut applaudi par ces êtres impurs et par les députés, menacés par leurs couteaux et leurs pistolets.

Cette triste séance fut des plus orageuses. La majorité de la Chambre se trouvait entre la necessité de déchirer complètement la loi fondamentale et la menace d'une émeute. La majorité cette fois eut quelque courage ; elle résista à la minorité violente, et quelques orateurs eurent la hardiesse de protester sous les injures et les menaces des tribunes et de leurs collègues. Ils signifièrent qu'ils ne se résoudraient pas à voter un coup d'État ; que leur mandat ne leur donnait pas le droit de détruire les lois. Empêchés de parler par les tapageurs, ils déclarèrent que, la tribune n'étant plus libre, ils se retiraient. Ceux qui restèrent, profitant de ce que la Chambre n'était plus en nombre légal pour voter, ajournèrent la discussion.

Ils sortirent au milieu des huées, des sifflets et des menaces des républicains, — juste punition de leur passé coupable. Ainsi voilà ce que les Romains avaient fait de la charte constitutionnelle que leur avait octroyée Pie IX ! Ne leur avait-il pas donné un aliment trop lourd pour leur estomac politique et qu'ils étaient incapables de digérer ?.....

Si les députés eussent été de bons citoyens, ils ne se fussent pas séparés de la politique de Pie IX, de ce souverain animé de l'ardent amour du bien général, et possédant le noble ins-

tinct des besoins et des progrès de l'humanité. Ils avaient méconnu les pures et sereines aspirations de ce Pontife magnanime ; ils avaient encouragé les athées qui, dans leur rage effrénée et dans leur insatiable ambition, soutenaient contre lui une lutte acharnée. Qu'en résultait-il ? Châtiés par où ils avaient péché, ces bourgeois imprudents étaient à leur tour devenus le point de mire des haines formidables dont ils avaient appelé le déchaînement contre la papauté, croyant travailler par là à leur fortune politique, tandis qu'en réalité ils n'étaient que les instruments aveugles de leur propre ruine.

Pouvaient-ils se plaindre de l'usurpation des sicaires des sociétés secrètes, eux qui avaient usurpé le pouvoir de leur Souverain, et laissé usurper toutes les autorités par des intrigants ? Ils avaient appuyé les prétentions des clubs contre le pouvoir suprême ; ils devaient subir ces mêmes prétentions retournées contre eux-mêmes.

Il en était résulté un désordre qui s'augmentait chaque jour. Ils avaient enseigné au peuple à ne pas respecter l'autorité du souverain Pontife ; le peuple, au nom du même principe, ne respectait plus la leur.

En un mot, abandon du devoir ; désorganisation sociale ; ruine du commerce ; rapines des communistes ; invasion de la patrie par les Autrichiens d'une part, auxquels la République ne devait opposer que des discours ; d'autre part, invasion de Rome par des bandes d'anarchistes de tous pays, terreur des populations ; tel était l'affligeant tableau que présentait les États Romains, qui, opprimés, par les pirates de la démocratie, étaient le théâtre de faits incroyables, qui semblent plutôt appartenir à la barbarie des temps anciens qu'au dix-neuvième siècle. Telle l'effroyable situation faite à Rome par les libéraux, à cette heure victimes de leurs anciens alliés, les radicaux, dont ils avaient espéré se servir pour escalader le pouvoir et qui avaient interverti les rôles à leur profit. Le libéralisme, qui n'a aucune raison d'être, et qui n'est qu'un

juste-milieu bâtard entre l'extrême bien et l'extrême mal, a constamment joué le même rôle de dupe sur tous les théâtres politiques. Le libéralisme conduit à la République, qui rend les hommes égaux, comme la tempête rend égaux tous ceux qui ont fait naufrage.

Après la retraite des députés, les ministres, restés maîtres du champ de bataille, annoncèrent à leurs amis des tribunes qu'ils agiraient par eux-mêmes, et que le projet de loi que la Chambre avait refusé de voter allait être immédiatement publié. Il fut imprimé et affiché. Voici cette pièce :

« Vu les adresses et les manifestations de la *Capitale* et des *Provinces*; vu la note présentée par la Junte suprême d'État au ministère et communiquée par celle-ci à la Chambre des Députés; considérant qu'attendu le danger d'une scission entre les provinces et d'une dissolution sociale, et aussi le besoin impérieux de remédier à la détresse des finances, la loi suprême du salut public commande de convoquer la nation, pour que, au moyen d'une représentation universelle, et munie de tous les pouvoirs, elle manifeste sa volonté et prenne les mesures nécessaires ;

« Sur la proposition des ministres, la Chambre des Députés décrète :

« Une Assemblée nationale, qui représentera avec pleins pouvoirs l'État romain, est convoquée à Rome, etc. »

On sait à quoi s'en tenir sur les prétendues adresses et manifestations de la capitale et des provinces; cette agitation n'avait été fomentée que par une minorité factieuse. Quant à la dissolution sociale, elle était malheureusement imminente, mais ceux-là qui l'avaient provoquée par leurs tendances révolutionnaires étaient impuissants à la conjurer par les mêmes moyens.

Une nouvelle Chambre, plus démocrate encore que l'autre, ne pouvait changer la situation; il n'y avait qu'une restauration papale qui eût cette vertu, et ce fut précisément cet unique remède qui fut repoussé par ces malades en démence.

Le ministère s'était engagé dans une voie d'illégalité et d'arbitraire dont la pente est rapide ; il s'empara de la dictature, de complicité avec la Junte suprême, et prononça la dissolution des Chambres.

Le lendemain, le 29 novembre, les usurpateurs décrétèrent la convocation de la Constituante. Ces tristes plagiaires devaient imiter, dans toutes leurs folies, dans toutes leurs turpitudes, leurs chefs de file de Paris, les républicains du *National* et de la *Réforme* qui s'étaient, après le 24 février, emparés par surprise du pouvoir, d'où ils devaient bientôt tomber enrichis et déshonorés.

L'aberration et la mauvaise foi des démocrates de Rome égalèrent celles de leurs amis de Paris.

Ce fut alors seulement que le prince Corsini, sénateur, se décida enfin à donner sa démission de membre de la Junte d'État, situation qu'il avait eu le tort insigne d'accepter. On a dit que ce fut par pur dévouement à la chose publique et pour essayer d'arrêter le flot révolutionnaire par la puissance de son nom, que ce patricien avait cru devoir rester si longtemps aux affaires en semblable compagnie. Cette résolution n'avait, en tous cas, point produit les résultats qu'il en attendait. N'a-t-elle pas au contraire compromis la politique conservatrice et religieuse, en servant les intérêts de la révolution ? En présence des affirmations contradictoires produites par ses partisans et par ses ennemis, en présence des arguments allégués des deux côtés à l'appui de l'attaque et de la défense, il y aurait imprudence à se prononcer d'une manière absolue à ce sujet. Mais ce qui est constant, c'est que les partisans de la démocratie tirèrent bon parti de l'attitude du sénateur de Rome ; il n'est pas moins positif que celui-ci reconnut l'autorité et la légitimité des faits déplorables accomplis. Nous avons indiqué la part qu'il a prise à la révolution. Pour cela, il dut rompre avec les hommes de son parti, braver les critiques dont on l'accabla, et il ne se maintint au pouvoir qu'au

prix de grands sacrifices. Qu'en s'exposant ainsi au reproche d'inconséquence et à de plus vifs encore, il ait pu trouver une excuse dans le désir de s'opposer à l'anarchie, c'est ce qui parut à plusieurs bien difficile de croire.

Prise d'un tardif scrupule, à l'exemple du prince Corsini, la municipalité romaine se retira en publiant un ordre du jour motivé. Après s'être associée à tant d'attentats, elle quittait la scène politique pour ne pas suivre plus avant les républicains dans la route du crime.

Une illégalité en amène d'autres à sa suite, et c'est ainsi que ceux qui ont violé les lois fondamentales d'un pays roulent vers l'anarchie. La démission du prince Corsini donnait lieu à la nomination d'un membre de la Junte. Or, les Chambres qui devaient le désigner étaient dissoutes. Les deux membres restant de la Junte proposèrent de se passer tout simplement d'un troisième collègue, et d'exercer la dictature, conjointement avec le ministère. Il en fut ainsi. Pour explication, ils dirent à la nation, dans une proclamation effrontée, que la loi suprême de salut public justifiant *tout*, suppléait à *toute légalité* qui pourrait manquer dans leurs actes. Ces jongleurs furent applaudis. En temps de révolution quelles audaces n'a-t-on pas subies et saluées? Il suffit d'oser pour réussir. De tous temps même, les peuples applaudissent aux spectacles les plus contraires, aux infamies comme aux réactions, aux renversements comme aux restaurations.

Le servilisme, qui est le fait des hommes sans principes, rampe aux pieds du succès. Il se courbe devant les trônes et devant la guillotine, devant le despotisme comme devant l'anarchie. La splendeur royale et l'échafaud républicain reçoivent également ses vils hommages. Il acclame tour à tour Louis XVI et Robespierre, Pie IX et Mazzini.

Les charlatans politiques, qui opprimaient Rome, caressaient le peuple pour le mieux enchaîner; ils le trompaient avec les mots de Liberté, de Fraternité, d'Egalité, d'Indépendance,

avec ce jargon menteur au moyen duquel les exploiteurs des nations cachent leurs calculs perfides et leur nullité.

Dans leurs proclamations, ces intrigants, courtisans de la populace, déclaraient que le Pape *n'était plus rien*, que *le peuple était tout*. Hélas! on ne devait pas tarder à s'apercevoir que, dans les révolutions, c'est toujours le bétail peuple qui tombe et est opprimé ! C'est au nom de sa souveraineté qu'on le charge de chaînes, qu'on le pille, qu'on l'égorge. On le ruine, on le déshonore, on le décime au nom de son bonheur. Les Romains regrettaient déjà Pie IX au fond de leur cœur ; mais ils n'osaient le dire. De nouveaux vautours s'étaient encore abattus sur leur ville, sous prétexte d'organiser une Constitution italienne, de travailler à l'indépendance italienne ; une foule d'étrangers, délégués des clubs de la péninsule, étaient arrivés pour s'emparer des places et piller le trésor public. Ces perturbateurs avaient inauguré leur entrée à Rome par un banquet, dans la salle du théâtre d'Apollon, où les toasts les plus extravagants avaient été portés. Un montagnard, arrivé de Paris, y montra une relique républicaine : un morceau de bois de la vraie guillotine, de la guillotine de 93.

Ces Jacobins se joignirent aux membres du Cercle Populaire et se rendirent auprès du cardinal Tosti, préfet de l'hospice de Saint-Michel, pour le féliciter de n'avoir point quitté Rome, comme ses collègues. Le vénérable prélat était resté par devoir, non par sympathie pour les révolutionnaires, et ils le savaient bien ; ils croyaient aller humilier un pauvre vieillard par leurs compliments ironiques ; mais ils trouvèrent un prêtre intrépide, qui leur parla le langage du courage. — « Je refuse vos éloges, leur dit-il, en les regardant du haut de sa vertu. Sachez que je n'ai pas plus peur de vous que n'ont eu peur mes vénérables collègues. S'ils ont quitté Rome, s'ils ont suivi le Saint-Père dans son exil, ce n'est que par amour et obéissance. De même, si je suis resté dans cet établissement, c'est par obéissance et amour envers la personne de notre Saint-Père,

qui a désiré que je n'abandonnasse point cet établissement où sont abrités tant d'infortunés, l'une de portions les plus chères au cœur du Pontife parmi tous ses sujets... Du reste, Messieurs, je suis Romain, et vous ne l'êtes point. Je resterai à Rome sans me laisser épouvanter ! Vous pouvez, il est vrai, me frapper d'un coup de poignard ; mais, en cela, que ferez-vous ? Vous ne ferez que m'enlever deux ou trois années d'existence, car je suis un vieillard : j'ai soixante-douze ans, et je ne vivrai guère plus que peu d'années. »

Il y avait tant de majesté dans l'attitude ferme du cardinal, que les insulteurs se retirèrent honteux, et que l'un d'eux, frappé de la grandeur de la vertu, divorça avec la République et rentra dans le giron maternel de l'Église. Malheureusement, ces exemples de courage furent trop rares ; il faut dire, toutefois, que l'attitude générale du clergé fut admirable.

Ainsi se termina à Rome la funeste année 1848.

X.

Le plus grand événement de l'année nouvelle fut une troisième protestation de Pie IX. Ce décret, daté du 1er janvier 1849, quoique contenant la menace de l'excommunication, respire la miséricorde la plus infinie. On sent que le successeur des Apôtres, qui doit transmettre intacts les droits qu'il a reçus, accomplit douloureusement un devoir impérieux. Il a souffert, il a été méconnu, il a été torturé par les uns, renié par les autres, outragé, abandonné, sans que son adorable bonté ait été altérée en rien. Il use de son autorité pour encourager, pour soutenir, pour défendre les bons, pour ramener les égarés ;

et quand il est contraint d'accuser, de confondre, d'épouvanter les méchants, il le fait d'une voix douce et triste, indulgente encore, qui trahit les douleurs d'un père bien plus que la sévérité d'un juge. Ce n'est pas le souverain outragé qui parle, c'est l'apôtre du Sauveur. Il espère que les méchants tomberont dans l'impuissance à force de crimes, et pour que les bons, timides, soient bien édifiés sur leur compte, il oppose une protestation de vérité à chacun de leurs crimes. Les fidèles sont avertis ; ce bon pasteur a dit aux brebis où étaient les loups ; il appelle les égarés, et, plus tard, s'ils persistent dans une sorte de complicité avec les ennemis de l'Église, ils ne pourront se réfugier dans l'excuse de leur ignorance ; on leur a montré la route du bien et celle du mal ; on leur a ouvert les yeux.

Le droit du pape est incontestable ; il peut excommunier les usurpateurs ; il peut les frapper de cette arme formidable que seul il tient dans ses mains ; mais son cœur s'y refuse. Dans sa mansuétude infinie, il ne menace même pas directement les impies du terrible arrêt, il se contente de rappeler que, dans certaines occasions, il a été prononcé par d'autres Pontifes.

Cet acte était bien fait pour exciter les repentirs.

Mais non ! ce peuple, accablé par la peur, ne reviendra pas de lui-même au saint bercail où notre Père à tous l'attend les bras et l'âme ouverts. Il faut qu'il subisse l'implacable, l'atroce logique de la révolution ; il faut qu'il ait, par ses douleurs, racheté ses fautes ; encore n'aura-t-il pas l'énergie de se débarrasser lui-même de la tyrannie des athées ; des frères armés pour les saintes luttes, les fils aînés de l'Église, devront traverser les mers pour venir le délivrer.

Comme dans tous les pays où le jacobinisme a planté son drapeau rouge, il y avait deux peuples à Rome : l'un faible, lâche, remuant, ardent et audacieux pour le mal ; l'autre puissant, laborieux, pieux, mais passif et sans énergie dans le bien. Le premier menait l'autre. Le peuple travailleur était

insouciant, le peuple de paresseux agitateurs était actif. Le premier faisait tout, mais ne disait rien; le second parlait toujours, ne faisait rien et n'avait rien.

Depuis la retraite de Pie IX, la politique se faisait exclusivement sur les places publiques et dans les cabarets, où régnait la populace, qui n'a d'autre état qne de troubler l'ordre, sous prétexte que ses membres sont tous hommes d'État. N'ayant rien à perdre et aucun ménagement à garder, cette plèbe était aventureuse, dévouée pour le mal, dans l'espoir de la curée, son ignoble profit. Son activité était merveilleuse; on la voyait partout, dans tous les rassemblements dont elle formait le noyau; dans toutes les manifestations dont elle était la tête. Ces vagabonds, missionnaires en calomnies, propageaient les fausses nouvelles, fabriquaient des histoires scandaleuses contre les citoyens recommandables, passaient leur vie aux cafés, à jouer au billard et à culotter des pipes, en médisant de ceux qui travaillent. Dans les provinces, où domine le bon sens, ils n'avaient qu'un médiocre crédit; mais à Rome, où fourmillaient les intrigants et les envieux, ils avaient des chances de succès. Là où les ambitions sont excitées, les paresseux agitateurs sont tout puissants. Moins nombreux que leurs adversaires, mais infiniment plus hardis, ils l'emportent sur eux, à force d'audace, de paroles et de mouvement. Certes, si les travailleurs voulaient s'entendre, s'ils se réveillaient de leur sommeil léthargique, s'ils se lassaient de voir leur ouvrage détruit, leur place usurpée; si les abeilles chassaient les frélons, les révolutions seraient bientôt domptées; mais les honnêtes gens sont la plupart du temps indolents; ils n'ont pas de vigueur pour défendre leurs droits qu'on usurpe, leurs intérêts qu'on foule aux pieds, leur repos qu'on compromet.

Si les honnêtes gens avaient rivalisé d'activité avec les mécréants et les soudards conduits par Ciceruacchio, ceux-ci n'auraient pas impunément commis les attentats que nous allons raconter. La troisième protestation de Pie IX, apportée de

Gaëte par Vincent Lumaca, le 6 janvier, avait été imprimée dans la nuit, *rue des Boutiques obscures*, et affichée, dès le lendemain, dans les rues de Rome, par cet intrépide serviteur. Ce jour-là même, la démagogie donnait une fête pour célébrer l'arrivée d'un drapeau qu'on disait être venu de Venise, et envoyé aux Romains, par les Vénitiens, tandis que ce chiffon avait été fabriqué à Rome même. Les perturbateurs se réunirent, comme d'habitude, sur la place du Peuple. L'étendard des Vénitiens était porté par un officier, entouré d'autres militaires; en tête de la foule marchaient triomphalement, et avec un orgueil dérisoire, le général Zamboni et le prince de Piombino, — un prince! Six pièces de canons fermaient la marche. Des choristes chantaient à tue-tête une hymne composée par un prêtre renégat, Dall Ongaro, et dont la musique était de Magazzari. Les maisons de la ville étaient tendues et pavoisées comme au beau jour de la Fête-Dieu; sur la place du Capitole, un orateur de l'émeute, autre prêtre renégat, Rambaldi, grimpa sur le cheval de la statue de Marc-Aurèle, qui servait souvent à cet office, et prononça un discours véhément. Le soir, Ciceruacchio, à la tête des flibustiers républicains, organisa une manifestation contre la troisième protestation du Saint-Père, qui avait été lue courageusement dans la chaire de vérité par plusieurs curés de Rome, et avait vivement impressionné la population, dont la majorité se décida dès-lors à ne pas prendre part aux élections illégales auxquelles on allait procéder. Les brigands, obéissant à Ciceruacchio, volèrent tous les chapeaux de tôle rouge accrochés aux portes des chapeliers et les mirent au bout de bâtons; ils portaient également, en dérision et en blasphémant, la croix du Sauveur. Alors commença l'une de ces scènes sacriléges, une de ces saturnales effrénées qui, de temps en temps, déshonorent l'hérétique Angleterre. Ce carnaval hideux, imité de la Terreur, ce mardi gras impie se prolongea fort avant dans la nuit; ces cardinaux de l'enfer, ces forcenés ivres d'athéisme et de vin,

accomplirent leur exécrable procession en psalmodiant avec des hurlements moqueurs les chants sacrés du catholicisme. Jamais la Révolution n'avait poussé si loin la profanation. Les impies se rendirent, en criant : « A bas les prêtres! Vive la Constituante romaine! » jusqu'à des lieux d'aisance publics et y jetèrent une copie du décret pontifical. Là, ils s'agenouillèrent et parodièrent les cérémonies les plus augustes du culte. C'était la mise en pratique des publications athées dont nous avons parlé et cité quelques monstrueux extraits au commencement de cet ouvrage. Quand ils eurent bien insulté cette religion divine, si consolante, si sublime et si douce, quand ils eurent chanté, avec des voix de damnés qui se tordent dans leurs blasphèmes, le *De profundis* et le *Miserere*, ces scélérats entamèrent d'une voix goguenarde, le *Libera nos, Domine,* puis ils allèrent jeter les chapeaux volés dans le Tibre en criant : — « *Mort aux cardinaux! A bas la Religion!* »

Ils voulurent obliger les habitants à illuminer; mais cette fois ce fut inutile. Les honnêtes gens n'osaient pas s'opposer à ces infâmes outrages à Dieu, mais ils refusèrent de s'y associer. Les hommes qui portaient les torches éclairant cette fête d'athées, proposèrent de mettre le feu à la ville. Les plus avides s'y opposèrent, préférant la piller, et ils se dirigèrent chez monseigneur Canali, patriarche de Constantinople et vice-gérant de Rome. Ce noble vieillard, adoré par les pauvres pour ses vertus, était absent alors; Ciceruacchio ne put donc lui signifier en personne qu'il serait assassiné s'il osait publier de nouveau la protestation papale. Ce grossier animal, parodiant le mot qu'on a prêté à Mirabeau, ce triste marquis de la révolution de 89, dit au domestique du vénérable prélat : — « *Va dire à ton maître* que s'il ne fait point déchirer les exemplaires du décret du Pape, nous viendrons le déchirer lui-même! »

Monseigneur Canali avait déjà reçu la visite de Sterbini, qui lui avait intimé l'ordre de faire porter au ministère l'ar-

genterie et tous les objets de valeur que possédait son église. Lorsque le monstre s'était présenté devant monseigneur Canali, celui-ci, malgré ses infirmités et de récentes attaques d'apoplexie, s'était levé à la vue d'un des assassins du comte Rossi, et trouvant la force de s'avancer, il s'était écrié avec mépris : — « Ainsi donc, c'est moi que tu viens chercher pour me rendre complice de tes odieux projets ! c'est à moi que tu viens donner un ordre que je ne peux exécuter ! mais, malheureux ! comment oses-tu souiller ma demeure par de semblables propositions ! »

Le misérable assassin, furieux de sentir le mépris de la vertu s'appesantir sur son front de réprouvé, répondit en affectant une hauteur qui n'était que grotesque :

— « Savez-vous bien, *monsieur*, que vous parlez à un ministre, et que ce ministre a le titre d'*excellence !*

— « Excellence, toi ! s'écria le digne prélat. Excellence, toi ! ministre illégitime, qui veux profiter d'une place volée pour t'enrichir en dépouillant les autres, en dépouillant la maison de Dieu ! Ce titre ne te sera donné que dans l'enfer, dont tu es véritablement le digne ministre... Va-t-en ! »

Dompté par l'intrépidité du saint vieillard, le scélérat sortit en proférant d'atroces menaces.

Partout le clergé se montra, de la sorte, à la hauteur des circonstances, et son courage fut au niveau des périls. L'athéisme et le brigandage républicains le trouvèrent protestant et résistant avec une noble hardiesse. Par ses soins, la protestation du 1er janvier avait été affichée aux portes de toutes les églises de Rome, et en grand nombre surtout à celles des quatre grandes basiliques : Saint-Jean-de-Latran, Saint-Pierre-du-Vatican, Sainte-Marie-Majeure, et Saint-Paul-hors-les-Murs. Les républicains les avaient arrachées avec des imprécations et des blasphèmes. Quelques gardes nationaux, indignés des scènes infâmes qui se passaient et appelant de tous leurs vœux le retour du souverain Pontife, formèrent,

une nuit, une patrouille volontaire, et placardèrent plusieurs exemplaires de la protestation papale à la porte de toutes les églises, dans toutes les rues, sur tous les édifices. La parole du Saint-Père fut ainsi entendue par tout le monde. Mais ces actes de courage étaient isolés; la masse du peuple, ployée sous la terreur, oppressée et tremblante, était plongée dans la torpeur. De nouveau, les affiches papales furent arrachées, souillées de boue, de dessins obscènes et impies, des plus sales ordures. M. Massari, curé de Sainte-Marie-Majeure, ne se lassait pas de faire connaître au peuple la protestation que les athées avaient tant intérêt à lui cacher; à mesure qu'on déchirait une affiche, ce prêtre courageux en apposait une autre sur son église, au mépris des menaces de la canaille. Ciceruacchio s'abattit chez lui avec une bande de tueurs; ils accablèrent d'outrages et d'injures ce pauvre et digne prêtre, sans autre défense que ses vertus. Ils se préparaient à l'égorger quand il dit, en présentant sa poitrine, où battait un cœur sans faiblesse, à l'assassin désigné :

— « Frappe donc, malheureux! frappe! et repais-toi de mon sang; je ne redoute point la mort; mais toi, crains les jugements de Dieu! »

Le disciple de Jésus-Christ était si majestueux dans sa faiblesse matérielle, si terrible dans sa force morale, que les meurtriers n'osèrent le massacrer. Ils se vengèrent de cette déviation aux principes républicains en leur rendant un autre hommage : ils brisèrent une foule de choses dans le presbytère et volèrent les objets qui leur parurent les plus précieux. Tel était l'ordre qui régnait à Rome; telle était la façon dont le ministère protégeait les personnes et les propriétés.

De Sainte-Marie-Majeure, qu'ils quittèrent après avoir déchiré toutes les affiches du décret pontifical, les pillards coururent chez le curé de Saint-Celse. Ce vieillard, d'une admirable charité, avait, le premier, lu au peuple des fidèles la menace d'excommunication de Pie IX. Ne le trouvant pas, les

brigands, furieux, exaspérés, ravagèrent et pillèrent complétement la pauvre demeure de cet humble et saint ecclésiastique.

On ferait un bien gros livre de tous les récits de ce genre. Un jour, par exemple, un prêtre, entraîné par des assassins, se montre moins pressé qu'eux; leur demandant quelques minutes de répit, il leur dit ces magnifiques paroles : — « Avant de me tuer, laissez-moi donc au moins le temps de prier pour vous ! »

Aux plus sauvages violences de forcenés sans foi ni loi, le clergé opposa constamment, et sur tous les points, une attitude héroïque. Il fut ce qu'il devait être, ce qu'il est toujours et par toute la terre, intrépide et calme.

Il n'en fut pas de même dans les autres classes de la société, à commencer par la noblesse, qui aurait dû, après le clergé, donner l'exemple. La noblesse est au peuple ce que la lame est à la poignée. Celle de Rome aurait dû protéger le peuple contre les révolutionnaires, elle n'en fit rien. La bourgeoisie, ventre de la nation, dont la noblesse est la tête et les ouvriers les bras, manqua également d'indépendance. Il eût été possible encore, avec de la bravoure, de sauver la position. Les méchants étaient en minorité; c'était la faiblesse générale qui leur donnait tant d'audace. Lâches devant la résistance, ils eussent reculé en face d'une opposition énergique. On pouvait tout réparer. La multitude se laisse facilement entraîner par les charlatans qui l'égarent et lui mentent. On finit aussi par la détromper; de là ces brusques revirements si communs dans les émotions populaires. L'esprit public, hostile au souverain qu'on avait calomnié, lui devient ainsi subitement favorable.

Faute de répression, ces scènes horribles continuèrent, encouragées par la complicité des autorités. L'homme sans religion est le plus cruel et le plus féroce des animaux. Les mains qui renversent les trônes sont ardentes aux larcins. Les démocrates, vainqueurs au nom du peuple, jettent des regards

de convoitise sur les trésors et s'emparent des dépouilles faciles. Le cœur humain ne s'épure pas dans les révolutions. Elles y amassent des passions sales, comme le grand vent amasse la boue et les feuilles mortes sur les routes. Il y a place, dans l'âme des insurgés, pour tous les instincts bas, pour toutes les cupidités ignobles. Le meurtre et le vol s'incarnent dans les révolutions : c'est leur moyen et leur but. Il faut à la populace soulevée d'ignobles curées.

Flétrir ces débordements est un impérieux devoir, trop négligé. Certains écrivains, envieux de popularité, ont écrit les *Crimes des rois*. Raconter les crimes des peuples est un devoir. Les plumes qui se proclament elles-mêmes indépendantes s'appliquent à flagorner les peuples, comme s'ils étaient infaillibles. Leurs vrais amis doivent se montrer plus justes et plus sévères. On ne rend pas service à quelqu'un en flattant ses vices, mais en lui montrant combien ils sont odieux, combien ils sont contraires à la loi morale qui prend sa source dans la religion, contraires par conséquent à son bonheur et à son salut éternel.

Assez d'autres ont loué les peuples dans leurs excès, dans leurs violences, dans leurs crimes ; il est bon, il est sage, il est utile de leur dire la vérité sur eux-mêmes.

Ce n'était pas seulement chez les ecclésiastiques que Ciceruacchio et les autres voleurs-assassins commirent leurs crimes. L'annonce de l'arrivée prochaine de Mazzini à Rome les avait excités à répandre plus loin leurs ravages. Stimulés par une ardente émulation, ils s'appliquaient à se distinguer dans le crime, afin d'être plus particulièrement recommandés au chef de la *Jeune-Italie*. Ces forbans entraient dans les maisons, *au nom du peuple souverain*, et prenaient par la force tout ce qui était à leur convenance. Ces hommes, que leur paresse avait sevré de tout plaisir, se sentaient pris d'un appétit féroce de jouissance. Dans leurs transports, les yeux pleins d'une horrible luxure, ils attentaient à la pudeur des femmes.

Il n'y avait plus à Rome, surtout le soir, de sécurité pour personne. Dans leur rage qui tient du délire, pris de cette fureur envieuse que la vue de l'or allume en certaines natures, les bandits plongent leurs mains frémissantes dans les trésors des riches et sentent tressaillir en eux mille convoitises.

Les bourgeois ainsi dépouillés courbaient lâchement la tête, trop heureux quand la révolution voulait bien la laisser sur leurs épaules. Quelques-uns pourtant avaient tout perdu, leur argent, leurs marchandises, leurs femmes et leurs filles, souillées par les caresses brutales des sauvages. Mais leurs maisons dépouillées, leurs enfants sans mère, leur vie et leur lit déshonorés, rien ne pouvait les faire sortir de leur apathie. Ils voyaient, sans courir aux armes, sans se consulter entre eux pour la résistance, ils voyaient ceux qu'ils aimaient tomber sous les poignards des mercenaires, limiers aux gages des sociétés secrètes, tueurs qu'on achète pour quelques pièces d'argent. En vain la patrie leur criait vengeance dans toutes leurs douleurs ! En vain Rome pleurait à chaque fleur souillée, à chaque tête frappée, ils ne se relevaient pas pour venger les morts, pour purifier l'air et les cœurs de l'Italie, en chassant ses tyrans.

Il n'y avait pas encore deux mois que Pie IX avait quitté Rome, et la population était devenue sombre et silencieuse sous le joug des républicains. En vain, Rome étalait, aux rayons d'un soleil splendide, ses merveilleuses beautés; on n'entendait plus, le soir, sous les fenêtres, sous les balcons, dans les jardins, ces suaves cantiques qui expriment les plus doux sentiments de l'âme. Les femmes ne venaient plus aux heures délicieuses de la nuit respirer l'air parfumé. Elles ne riaient plus; les enfants eux-mêmes ne jouaient plus. Toutes ces pauvres âmes passaient dans la vie, silencieuses comme la mort, graves comme des ombres, et de leurs lèvres sans sourires ne sortaient que des soupirs et des sanglots étouffés. La terreur étendait son sinistre manteau de plomb sur la cité éter-

nelle; la défiance et la peur paralysaient les plus tendres élans du cœur. Le père redoutait son fils, le frère son frère, l'ami son ami ; chacun tremblait de trouver un délateur, un espion dans l'être qu'il chérissait le plus. Nul n'était assuré de sa fortune, de sa liberté, de sa vie ; on vivait au jour le jour ; et l'on n'osait pas même invoquer Dieu dans la liberté de sa conscience, de peur que l'expression d'une simple prière n'offensât les athées triomphants. La démocratie s'était mise à la place de Dieu et prétendait être adorée sans partage. Elle s'arrogeait toute puissance sur les corps et sur les âmes. Tyran impitoyable, elle ne reculait devant aucun moyen pour arriver à son but : la domination absolue.

En silence gémissaient les bons citoyens.

Et le soir, à la veillée, quand les amis seuls étaient réunis autour du foyer, on se plaisait à parler du Saint-Père. On rappelait les incidents de sa vie, ses actions toutes empreintes de charité et de grandeur ; ses moindres paroles étaient commentées. Toujours ainsi, au fond de leur cœur, pensaient à lui les honnêtes gens. C'est que c'était de ces natures qui défient l'oubli. On se rappelait la délicatesse de sa parole, la justesse de son esprit, l'ardeur de sa foi, l'activité de sa charité. On se rappelait avec affection, avec une sérieuse piété, ce Pontife doux et simple comme un enfant, courageux comme un soldat, résigné, plus grand que le plus grand malheur. On se rappelait la bonté infinie de son âme et son attirante beauté : sa bouche fine, bonne et rêveuse à la fois, ses yeux avec leur inflexion vers le ciel, et son front si intelligent, foyer d'une pensée grave.

Il y a des êtres rayonnants qui entraînent tout dans leur sphère d'attraction. Comme les astres, ils font graviter autour d'eux leurs satellites : les âmes, les regards et les pensées de leurs semblables. Cette fascination est due à leur beauté morale et à leur beauté physique ; la vertu est leur puissance, l'amour de l'humanité leur émanation. Le vulgaire subit la

chaîne de ces êtres supérieurs sans s'en rendre compte. Sans les comprendre, il les admire; les hommes ordinaires en sont éblouis eux-mêmes, malgré leurs yeux éteints; ils en sont pénétrés comme des rayons du soleil.

Pie IX, absent, était la pensée, l'entretien, le respect, l'admiration de chacun.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TOME PREMIER.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

HISTOIRE

DE SA SAINTETÉ

PIE IX



PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CARON NOEL,
PLACE DE LA BOURSE, 4.



HISTOIRE

DE SA SAINTETÉ

PIE IX

PAR

C...... M......

TOME SECOND

Ouvrage inédit.

PARIS

AU COMPTOIR DES IMPRIMEURS-UNIS

VEUVE COMON, ÉDITEUR

15, quai Malaquais.

1854.

LIVRE VI.

LA RÉPUBLIQUE A ROME.

LIVRE VI.

I.

La presse républicaine encourageait les insurgés par son langage, autant que les bourgeois les encourageaient par leur attitude. La mauvaise foi des journaux démocrates égala leur immoralité. Les uns, comme l'*Epoca*, poussaient l'effronterie jusqu'à feindre d'ignorer les termes du décret pontifical ; d'autres, comme le *Contemporaneo,* prenaient hypocritement un ton larmoyant, et s'écriaient, après avoir vanté la *sagesse,* la *modération,* l'*héroïsme* et les *vertus civiques* du peuple romain ; — « Nous demandons aux hommes et au ciel si nous avons mérité d'être retranchés de la société chrétienne et de la loi d'amour et de liberté, pour avoir voulu être indépendants et libres ! »

Ce que le peuple romain avait mérité, c'était de tomber au plus bas de la servitude et de la misère ; c'était d'être accablé de la plus odieuse tyrannie, et il y marchait à grands pas. Nous l'avons dit : on avait déjà la République de fait, on n'allait pas tarder à l'avoir de nom.

La liberté dont parlait le *Contemporaneo* avait glissé dans le sang de M. Rossi et de toutes les autres victimes. Les

journaux impies, qui avaient approuvé ces crimes, osaient qualifier la protestation de Pie IX de haute provocation. Leur fureur augmenta lorsque fut affiché, un matin, sur les murs de la ville éternelle, à la honte de la police républicaine, un ordre du jour, adressé de Gaëte aux troupes pontificales par le général Zucchi, membre de la persévérante commission du gouvernement. Cette pièce, qui rappelait à l'armée ses devoirs et se terminait par ces mots : « La devise du soldat est honneur et fidélité ! » cette pièce contenait une lettre du souverain Pontife au général Zucchi, ainsi conçue :

« Quand vous avez été appelé par nous au service du Saint-Siége avec la haute mission de diriger et d'organiser les troupes pontificales, nous avons été très-satisfait de vos loyales paroles et de vos sentiments d'attachement profond à l'ordre et à notre personne. En mettant aussitôt la main à l'œuvre, vous avez confirmé par vos actes les expressions de vos lèvres. Mais la tempête, suscitée par les ennemis de la société, a suspendu vos opérations et vos espérances. La conduite tenue par les troupes en garnison à Rome, dans le mois de novembre dernier, tandis que vous étiez retenu à Bologne par une mission importante que nous vous avions confiée, a été pour nous une immense affliction. L'honneur militaire honteusement souillé, les devoirs de l'obéissance odieusement trahis, le mépris encouru dans l'État, dans l'Italie, dans le monde, ont été et sont les fruits qu'a recueillis cette troupe dans la funeste journée du 16 novembre, en quittant la place du Quirinal, couverte du honteux manteau de la trahison. Toutefois, nous savons distinguer les militaires traîtres des militaires séduits, et, en conséquence, nous vous chargeons de faire connaître à toutes les troupes sans exception, mais spécialement à celles qui ont conservé l'honneur et la loi militaire, que nous attendons d'elles un acte d'obéissance et de dévouement, en coopérant à maintenir dans la fidélité à leur souverain les provinces

qui sont encore tranquilles ; en soutenant les représentants légitimes du gouvernement, librement choisis parmi vous, et en refusant de prêter obéissance aux ordres du soi-disant gouvernement de Rome ; en s'appliquant à conserver partout l'ordre et la tranquillité, les rétablissant là où ils sont troublés, et se tenant disposées à recevoir et à exécuter ce qui leur sera commandé par l'autorité légitime. Que s'il nous est agréable d'accorder le tribut d'éloges mérités à cette portion des troupes, spécialement à celles qui sont en garnison à Bologne, et qui ont garanti la tranquillité à ses pacifiques citoyens, nous exhortons en même temps, par votre entremise, les troupes qui ont été séduites, à réparer la grave faute qu'elles ont commise, et nous prions le Seigneur de daigner opérer ce grand miracle, de ramener les traîtres au repentir.

« Recevez, monsieur le lieutenant-général, la bénédiction apostolique que nous vous donnons de tout notre cœur.

« Gaëte, le 7 janvier 1849.

« Pius. P. P. IX. »

Quand cette lettre et l'ordre du jour du général Zucchi furent connus des usurpateurs, ils firent tous leurs efforts pour que ces documents ne parvinssent pas à la connaissance de l'armée, et leurs journaux ne connurent plus de bornes dans la grossièreté, dans l'injure, dans la rage. Ces hommes qui, naguère encore, demandaient à la papauté d'excommunier la nation autrichienne et se plaignaient, après tant de forfaits, d'être sous la menace de cette sévérité, ces apologistes du 16 novembre, s'écrièrent que les paroles du souverain Pontife au général fidèle, et celles de ce dernier aux soldats, n'avaient d'autre but que de fomenter la guerre civile.

Le ministère et les deux membres de la Junte, répondirent en décrétant l'organisation d'un bataillon universitaire, et en instituant, comme les républicains de 93, un *comité de salut*

publie, composé du préfet de police et des citoyens Maggiore, Mattia, Montecchi et Cartani, auxquels on livra le *palais Madama.*

Cette dernière mesure, qui indiquait clairement le but où marchait la révolution, épouvanta tellement la population, que la garde civique profita, deux jours après, de l'occasion qui se présenta, pour protester indirectement, mais d'une façon néanmoins qui n'était pas douteuse, contre les modernes montagnards. Il s'agissait de la nomination d'un général en chef des gardes nationaux. Le duc Cesarini fut élu, malgré les efforts des radicaux. Ne pouvant pas ne pas reconnaître la validité de l'élection, le parti républicain eut recours à la violence, nouvelle façon de montrer comment il respectait la liberté. Plusieurs députations se rendirent chez le duc Cesarini, pour l'engager, au nom de sa conservation, à donner sa démission. Ce personnage hésita quelque temps, mais la crainte du poignard républicain le décida à répudier l'autorité dont la garde civique l'avait investi. Cette conduite doit être sévèrement qualifiée. Avec des hommes d'ordre et des honnêtes gens de ce courage, les hommes de désordre et les fripons sont toujours sûrs de réussir.

Le parti républicain était de la sorte vainqueur sur toute la ligne. Dès lors l'horizon politique devient encore plus noir et plus agité. Les reptiles du socialisme serpentent à l'aise dans les routes tortueuses de la révolution, et leur bave infecte tout ce qu'elle pénètre ; c'est en vain que la commission gouvernementale, nommée par Sa Sainteté, proteste de Gaëte, où elle a été contrainte de se retirer, contre tous les actes des rebelles, elle n'est pas secondée à Rome par le parti de l'ordre. Le droit tremble devant l'usurpation, la liberté devant la tyrannie.

Les élections approchaient. Voici comment procédèrent les républicains. D'abord, pour effrayer le peuple, ils créèrent une commission militaire, copie du tribunal révolutionnaire de la Terreur, chargée de juger immédiatement tout complot,

même non consommé, dirigé contre le gouvernement usurpateur. Les sentences de ce tribunal de mort étaient sans appel et devaient être exécutées dans les vingt-quatre heures. Pour abuser le peuple, après l'avoir menacé, et afin de détruire l'effet de la protestation pontificale qui interdisait aux sujets des Etats Romains de prendre part au vote arbitraire, les républicains engagèrent les fonctionnaires publics à se rendre *volontairement* au scrutin. Il va sans dire que leurs places en dépendaient. C'était, disait-on, donner un exemple de vertu et d'intelligence patriotique. Ce n'est pas tout. Recruter des auxiliaires dans les bagnes, appeler à leur aide pour le sac de la société les flétris et les bannis de la civilisation, c'est la perpétuelle tactique de la démocratie. Les usurpateurs allèrent chercher dans les prisons pour les faire voter tous les condamnés : les voleurs, les escrocs, les filous, les scélérats convaincus d'attentats à la pudeur, de viols, enfin tous les hommes frappés par la justice. N'étaient exceptés que ceux qui, en volant, avaient assassiné et les détenus condamnés pour faux. Il est évident que ces honnêtes électeurs devaient voter en masse pour la république démocratique et sociale.

Le ministre de l'intérieur qui connaissait le peuple auquel il avait affaire, et qui, comme Mazzini, dont ce fut là la grande manœuvre, savait qu'il lui faut des spectacles, de la musique, du bruit, décréta que le jour des élections serait une fête générale. Les électeurs devaient être accompagnés de musiciens, et marcher au scrutin comme à la noce, violons en tête et avec des bouquets à la boutonnière. Jamais autant qu'à Rome le ridicule démocratique ne le disputa si fortement à l'atroce. Les autorités furent invitées à organiser la joie officielle sur la plus grande échelle ; les Etats pontificaux devaient ressembler à une immense foire. L'usurpateur de l'intérieur ordonna encore par une circulaire que, ce jour-là, toutes les gardes civiques fussent sur pieds, en grande tenue, et pour stimuler leur zèle, il promit de leur payer cette journée.

La garde civique, conduite par les meneurs radicaux qu'elle contenait dans ses rangs, devait se rendre en armes aux élections, officiellement pour les surveiller, en réalité pour peser sur elles par la peur.

Enfin, les Républicains s'étaient emparés des fonctions de présidents, secrétaires et scrutateurs des sections; ils avaient été nommés par le gouvernement et choisis, bien entendu, parmi les révolutionnaires les plus acharnés. Un comité électoral, composé des mêmes éléments, s'était réuni sous la présidence de Gabussi, avocat et athée, candidat lui-même, qui publiait des instructions sur les opérations électorales. De plus, des réunions préparatoires avaient lieu, toujours organisées et dirigées par les meneurs, qui seuls y pouvaient obtenir la parole, ce qui ne les empêcha pas de se disputer entr'eux et de proclamer que les citoyens étaient libres. L'une de ces réunions eut lieu au théâtre d'Apollon. Par un excès de ridicule, les femmes furent invitées à y assister par la circulaire suivante :

« Madame,

« Le comité électoral nommé *par le peuple,* l'ayant convoqué au théâtre d'Apollon, et lui présentant ce soir, à six heures et demie précises, le nom des candidats pour l'assemblée générale de l'Etat, se fait un plaisir de vous envoyer la clef d'une loge au deuxième rang, afin que, s'il vous est agréable d'assister, avec votre respectable famille, à une assemblée politique aussi grave, vous puissiez y arriver librement et sans obstacles. S'il ne vous plaisait point d'y venir, ayez la bonté de faire remettre la clef de la loge, au palais Borromée, à la salle du comité, aujourd'hui même, avant cinq heures et demie.

« Le comité espère que, vous accueillerez avec plaisir la pensée qui a dicté cette lettre et l'acte qui vous réfère cette distinction particulière. »

Cette grotesque circulaire était datée du palais Borromée, dont les révolutionnaires s'étaient emparés. Avec eux s'y étaient installés le cynisme et l'orgie. C'est là qu'ils se livraient à ces saturnales dégradantes par lesquelles les démagogues ont coutume de célébrer leur triomphe ; c'est de là que partaient les ordres de sang et de spoliation pour la canaille jacobine ; c'est là que furent rédigés, sur des papiers tachés de vin, et par des hommes d'État ayant la pipe à la bouche et la chique entre les gencives, des proclamations furibondes et incendiaires.

Un très-petit nombre de femmes, encore dignes de ce nom, répondirent à l'invitation des meneurs du comité électoral ; les mégères socialistes, les compagnes de débauche des républicains, étaient en nombre. Cette réunion ne ressemblait guère à la préparation, chez un peuple, à un acte important de son existence politique. Les orateurs s'efforçaient, de tout leur pouvoir, de réveiller l'envie, la haine, la méchanceté.

Ce fut une anarchie, un chaos épouvantables. Les *frères* se dirent force injures et faillirent même se battre. Ce spectacle eût donné une bien misérable idée de la sagesse, de la modération, de l'intégrité, de l'intelligence et de l'honneur de ce peuple. Aucun jugement éclairé, aucune délicatesse, aucune bonne foi ne présidèrent au choix des candidats. Ce furent les plus impurs et les plus violents qui eurent la majorité dans cette réunion ; aussi furent-ils nommés plus tard.

Les bureaux électoraux s'ouvrirent par une salve de vingt-un coups de canon, tirés au fort Saint-Ange, annonçant le commencement de la fête des ennemis de la société chrétienne.

C'était le 21 janvier, jour anniversaire de l'assassinat du vertueux Louis XVI. Ce jour sinistre, dans lequel les honnêtes gens sont en deuil, avait été choisi exprès, ce qu'on ne manqua pas de rappeler à la population épouvantée. C'était également une galanterie des républicains de Rome aux républicains de

France, qui célèbrent cette douloureuse époque par des fêtes impies.

Auprès de chaque section, où des affiches immenses étaient placardées, avec le nom des candidats et des invitations à venir voter, se tenaient, sur des tréteaux, des musiciens gagés qui jouaient la *Marseillaise* et d'autres refrains révolutionnaires, tels que l'hymne de Maggazzari, ancien chantre de Pie IX, et dont voici les paroles :

Sur le sol de l'Italie
Plus de papes, plus de rois !
Qu'il n'y ait plus d'esclavage,
Guerre ! Guerre !

Les Alpes et les mers, aujourd'hui ne ceignent
Qu'une âme, un seul vouloir ;
Poussons le cri des intrépides :
Guerre ! Guerre !

Vil et impie qui hésite à se saisir
D'un fusil et d'un poignard,
Et l'ennemi n'ose assaillir.
Guerre ! Guerre !

Sol italien, notre patrie,
A toi, notre dernier soupir !
Pour toi, nous voulons vaincre ou mourir !
Guerre ! Guerre !

D'un grand peuple qui jadis fut,
Sous terre, les ossements frémissent.
Hélas ! ce peuple n'est plus.
Guerre ! Guerre !

Mais le souvenir des héros
Ne peut tromper, ne peut périr ;
Italie ! relève-toi, et prends un nouvel essor !
Guerre ! Guerre !

Sur le sol de l'Italie,
Plus de papes, plus de rois!
Qu'il n'y ait plus d'esclavage,
Guerre! Guerre!

Ce chant était dans la bouche de tous les révolutionnaires; il devait retentir dans les airs jusqu'à la dernière heure de la République romaine. En attendant, il était répété, menace pour les bons, encouragement pour les méchants, devant chacune des sections électorales.

Cette débauche politique, cette souveraineté en goguette de la populace impie, qui envoyait les éclaboussures de sa gaîté sacrilége par toute la ville, c'était ce que les démocrates appellent une nation qui se donne un gouvernement. Ces chants, ces cris, ces vociférations, ces sifflets aigus, ces hourras formidables, ces grognements de bêtes féroces, cette boue jetée sur le talent et la vertu, ces ovations à la médiocrité et à l'intrigue, tout cela, c'était la politique modèle, la politique de la *science nouvelle,* qui devait guérir toutes les plaies sociales!

Quant au peuple, toujours dupe, il justifiait l'exclamation de Léon X: — *Populus vult decipi: decipetur!*

Les républicains avaient tout fait pour attirer la foule aux élections. Malgré cela, les anarchistes se présentèrent seuls en nombre. Quelques bourgeois timides, honteux du rôle que la crainte leur faisait jouer, vinrent également déposer leurs votes. A sept heures du soir, les scrutins furent fermés, et les boîtes portées en triomphe au Capitole, à la lueur des torches, escortées de voitures, où se tenaient les paillasses de ce carnaval, vociférant des chansons de sang, escortées aussi de tambours et de soldats de la garde civique.

Malgré cet appareil théâtral, la population était triste, morne, abattue: elle sentait qu'un grand crime se consommait contre le droit, contre la liberté, contre l'autorité, contre l'ordre, contre elle-même. Les compères applaudissaient et riaient d'un rire sans franchise. D'autres personnes applaudis-

saient aussi à ces tristes mascarades, mais avec ce zèle suspect qui avoisine la moquerie. C'était le seul acte de courage que les citoyens tranquilles osassent se permettre. Ces facéties peu divertissantes n'étaient pas capables de conjurer la tempête. Ce n'est pas avec des platitudes qu'on combat le mal, c'est avec de l'audace.

Malgré tant d'iniquités, le nombre de citoyens ayant pris part au scrutin était partout inférieur à celui exigé par l'ordonnance électorale. Le gouvernement remit le second acte de la comédie au lendemain, et eut l'impudence de déclarer que *l'immense concours* des électeurs avait empêché le dépouillement du scrutin. Cette déclaration mensongère se trouva dévoilée par les républicains eux-mêmes, qui firent afficher sur la place très-passagère de Monte-Citorio, un transparent d'une immense dimension, éclaàiré l'intérieur comme les lanternes des marionnettes, sur lequel on lisait ces choses :

« Électeurs !

« Celui-là qui aime véritablement la souveraineté du peuple est *forcé* d'accourir aux urnes électorales pour y déposer son vote. Celui-là seul ne doit pas s'en approcher qui s'est déshonoré par l'infamie. Celui-là qui ne remplira pas ce devoir sacré, déclarera lui-même qu'il n'a plus ni honneur, ni patrie ! »

Les manœuvres les plus frauduleuses furent employées le lendemain pour réunir le nombre de votes exigé par l'ordonnance. Il y eut des gens qui votèrent plusieurs fois sous différents noms ; des enfants furent admis à déposer des bulletins dans les urnes. Des meneurs allèrent dans les hôpitaux arracher des votes démocratiques aux malades, à des mourants pour lesquels ils recueillirent des bulletins par eux préparés à l'avance. Jamais élections ne présentèrent, même en Angle-

terre et aux Etats-Unis, un pareil caractère d'illégalité, de corruption et de violence. La menace, la promesse, l'astuce, la force, tout fut mis en jeu. Le gouvernement publia une proclamation dans laquelle il menaçait les abstentions de la colère du peuple des clubs; tous les noms des votants seraient glorieusement conservés dans les archives de la patrie reconnaissante; ceux des *amis des abus*, se démasquant eux-mêmes en s'abstenant, seraient *voués aux malédictions de la postérité* et, en attendant, leur personne et leur fortune seraient livrées aux *hommes de l'ère nouvelle*, aux *ennemis des abus*, aux *amants de la liberté*.

Les employés supérieurs du gouvernement reçurent l'ordre de communiquer à leurs subalternes une circulaire ministérielle, disant que ceux qui ne voteraient pas seraient immédiatement destitués et que, de plus, les pensions auxquelles ils avaient droit, seraient enlevées aux récalcitrants. Les républicains comprennent la liberté des suffrages, comme ils comprennent toutes les autres libertés, ce qui ne les empêche pas de proclamer qu'ils sont les ennemis des tyrans, et qu'ils veulent rendre les nations indépendantes et libres. Comme cela ne suffisait pas encore, les étrangers furent accostés dans les rues par des hommes portant des bulletins préparés, et furent entraînés dans les sections pour y exercer, de gré ou de force, leur droit de *citoyen romain*.

Voilà, ce que l'on vit à ces élections! Elles offrirent une scène dans laquelle tout ce qu'il y avait de bas dans le caractère humain semblait avoir été mis en lumière. Les détails de cette scène étaient de nature à faire rougir les Romains d'eux-mêmes et de leurs pays. C'était la fête de toutes les passions basses et mauvaises de l'humanité, c'était la fête de quelques centaines d'hommes, parmi lesquels un grand nombre étrangers au pays, ivres de folie honteuse et de l'ignoble ivresse du vin. Les électeurs qui se présentèrent pour protester par des votes en faveur de Pie IX furent maltraités.

Avec cette façon de procéder si inique, si sale, si basse, si honteuse, avec ces moyens coupables, il était impossible que l'Assemblée sortie de ce scrutin fut honnête, qu'elle eût de la religion, du patriotisme et de l'honneur.

Ces élections furent une époque de débauche et de licence; elles étaient dirigées par les chefs jacobins qui ne reculaient pas pour se plonger dans les monstruosités les plus criminelles et les plus grotesques. La profonde démoralisation qui régnait à Rome allait être, d'après ces élections, légiférée; le vol allait devenir loi de l'État, ainsi que l'athéisme.

Sans aucun doute, les noms qui devaient sortir de ces élections étaient ceux imposés par le gouvernement usurpateur et par ses complices. Plusieurs députés furent nommés sans même être connus des pays qui étaient censés leur avoir confié le mandat représentatif: les uns se trouvaient alors à Paris, où ils fraternisaient avec les républicains, alors au pouvoir; les autres étaient à Londres, où ils intriguaient avec lord Palmerston; d'autres étaient en Suisse, d'autres encore en Amérique. Dans certains pays de l'Italie, en dehors des Etats pontificaux, les sociétés secrètes envoyèrent, en qualité de délégués de la population entière, leurs chefs principaux, qui furent acceptés à Rome comme députés des Etats romains!

Le 28, la place du Capitole fut splendidement décorée comme un théâtre dans une représentation extraordinaire; parmi les drapeaux qui flottaient, de distance en distance, il y avait celui du Cercle Populaire, ceux des clubs, ceux des quatorze quartiers de la ville, les bannières des différentes villes des Etats pontificaux, et une foule d'autres. La troupe et la garde civique gardaient la place. Les fanfares et l'artillerie annoncèrent le commencement de la fête patriotique et les noms des douze constituants élus par la canaille de Rome furent proclamés. C'étaient : Sturbinetti, Armellini, Sterbini, Galetti, Campello, Scifoni, Mozarelli, Calandelli, Mariani, Derossi, Gabussi et Bonaparte-Canino. Ces hommes

étaient les chefs du parti républicain socialiste; c'étaient les révolutionnaires les plus violents qu'on ait pu trouver; il ne manquait que Ciceruacchio, certes bien digne de figurer dans leur compagnie. Pour les voir pâlir, malgré leur endurcissement, il eût suffi de prononcer à leur oreille le nom du comte Rossi.

La République n'avait pu réunir à Rome que vingt mille votes, malgré toute son activité et ses criminelles manœuvres. Encore, parmi ces vingt mille bulletins, quelques-uns contenaient-ils de simples zéros; d'autres portaient les noms de Sa Sainteté Pie IX, du Révérend Père Roothan, général de la compagnie de Jésus, d'autres celui de saint Pierre et ceux des apôtres. Un capucin mit sur son bulletin : Sterbini, Pie IX, Galetti, — vote qui fut ainsi expliqué :

— « Il a voulu donner au Saint-Père une ressemblance de plus avec Notre-Seigneur en le plaçant entre deux larrons. »

Malheureusement ce n'est pas avec des jeux de mots, si juste que soit la pensée qu'ils expriment, qu'on peut s'opposer aux fléaux de la révolution.

En réalité, la majorité du peuple s'était prononcée, par son abstention, pour la papauté et contre la révolution. Le gouvernement usurpateur avait beau crier bruyamment victoire, et décréter des joies officielles, il était moralement vaincu. Dans les provinces, sa défaite avait été plus significative et plus complète encore. Dans certaines contrées, comme à Citta di Castello, par exemple, comme à Corneto, aucun électeur ne se présenta pour voter; on remporta les urnes électorales absolument vides. A Sinigaglia, patrie de Pie IX, deux cents personnes votèrent seules, encore la plupart pour le souverain Pontife; la population était de vingt-sept mille cinq cent cinquante-deux âmes! Les mêmes résultats furent obtenus dans les Légations.

Le ministère s'empressa, pendant le temps qui lui restait à exercer la dictature jusqu'à l'ouverture de l'Assemblée con-

stituante, de continuer à jeter l'administration dans cette anarchie d'où M. le comte Rossi l'avait tirée en quelques jours. Une multitude de décrets plus iniques et plus insensés, plus spoliateurs et plus arbitraires les uns que les autres, furent publiés, ayant pour but de tout désorganiser. C'est ainsi que le ministère ordonna l'émission d'une énorme quantité de bons du Trésor; abolit la contrainte par corps à l'égard des débiteurs non commerçants; promulgua un nouveau code militaire; changea la compétence des tribunaux de commerce; régla à sa façon le personnel des ministères; interdit aux testateurs de confier l'exécution de leurs dernières volontés à des fidéi-commissaires; bouleversa la législation sur l'impôt foncier; établit un corps de marine partagé en trois départements: la Méditerranée, l'Adriatique et le Tibre. La plupart de ces mesures étaient imitées de celles prises par les républicains français du Gouvernement provisoire; elles trahissaient les préoccupations des Louis Blanc, des Ledru-Rollin, des Crémieux, des Marie.

Le ministère avait encore décrété d'accusation le brave général Zucchi. Ordre était donné, non-seulement à tous les fonctionnaires publics civils et militaires, mais encore à tous les citoyens, de l'arrêter, sous peine d'être traduits comme complices du crime de trahison dont les traîtres l'accusaient, et de le conduire à Rome devant le tribunal révolutionnaire.

Il n'était pas douteux que la nouvelle Chambre, composée de tout ce qu'on avait pu raccoler de candidats violents et sans honneur, ne proclamât la République comme nouvelle forme du gouvernement. Néanmoins, les clubs crurent devoir se réunir pour préparer la population à cette honte funeste, à cette dégradation religieuse, politique et sociale. Leur but aussi était d'indiquer aux députés qu'en cas d'hésitation, ils avaient tout à craindre des républicains de tous pays, écume de toutes les nations, qui s'étaient abattus sur Rome. Dans cette réunion, qui eut lieu le 2 février, au théâtre d'Apollon,

parurent, outre les démagogues de Rome, des délégués de ceux des provinces. Après avoir bu, on parla. Des hommes d'État de cabaret abordèrent les questions dont la Constituante allait être saisie d'abord, telles que le pouvoir temporel des papes. Républicains et athées, les orateurs de la plèbe tombèrent d'accord sur tous ces graves sujets, qu'ils résolurent de la façon la plus démocratique. On parla longtemps contre la papauté, contre la monarchie, contre les jésuites, contre la noblesse, et pas mal contre la propriété, déjà flétrie du nom de *vol* par les voleurs de Rome, comme par ceux de Paris. L'orateur qui se fit le plus remarquer par sa fureur de destruction et ses extravagances sacriléges fut un jeune abbé du nom d'Arduini, prêtre à la façon de Lamennais, de Gavazzi, de Muzzarelli, de Gioberti, etc... Il termina sa harangue, qui ne fut qu'un long blasphême, par ces abominables paroles : — « La souveraineté des papes est un mensonge en histoire, une imposture en politique et une immoralité en religion ! »

Cette sacrilége démence fut accueillie par les cris de : — « Vive la République ! » qui résume toutes les hontes, toutes les folies, toutes les hérésies, tous les crimes.

II.

L'Assemblée constituante, qui devait compléter la ruine de Rome, fut ouverte le 5 février 1849. Les députés, unis entre eux par la solidarité du crime, parcoururent la ville avec un sérieux qui eût été comique si la situation n'eût point été aussi profondément triste et honteuse.

La tribune fut abordée tout d'abord par Armellini, ce type

du parjure, qui, sans la rougeur au front, sourd à la voix du devoir et aux exigences des intérêts de la patrie, lut aux rebelles le discours d'ouverture. Écrite avec une mâle énergie, cette pièce était un tissu de mensonges, d'hérésies; la pompe et l'audace de la forme n'en rendaient que plus hideux les principes subversifs de toute autorité divine et humaine. La force du style ne pouvait dissimuler la faiblesse de l'argumentation; la richesse du langage fait ressortir la pauvreté des idées. Ce discours, c'était un malfaiteur bien vêtu.

Cette séance n'offrit point d'autre intérêt.

Cependant les républicains étaient impatients d'en finir, impatients de sceller la tombe creusée par leurs mains sous les pas de M. Rossi, par le mausolée de la République, — cette pierre funéraire de l'honneur et de la liberté des peuples.

Un aventurier, chef de brigands, condottiere intrépide et sanguinaire, que les écrivains démocrates ont posé en héros, comme tant d'autres, Garibaldi, était, ainsi que l'ex-prince de Canino qui ne se faisait plus appeler que *le citoyen Bonaparte*, du nombre des plus empressés à voir proclamer la République par la nouvelle Assemblée. Ils en firent l'un et l'autre la proposition à leurs chers et dignes collègues.

Le jugement que nous avons porté sur le prince de Canino, est sévère. Nous avons accompli un devoir; il était douloureux.

C'était justice, et nous n'avons pas dû reculer devant la vérité. Plus un homme est haut placé, plus grands les devoirs qui lui incombent, plus aussi doit-il donner l'exemple aux autres : *noblesse oblige*. Un prince qui s'abaisse à pactiser avec la Révolution doit avoir une plus grande responsabilité que tout autre.

Cela dit, nous éprouvons le besoin d'ajouter, parce que c'est vrai, et en n'obéissant qu'à notre conscience et à aucune autre considération, que le prince de Canino a repris, depuis la chute de la République romaine, un titre qu'il n'aurait jamais dû quitter, et qu'il ne s'est nullement trouvé mêlé aux nou-

velles conjurations, aux criminelles menées, fomentées par les autres révolutionnaires réfugiés en Suisse, en Amérique, en Belgique et très-particulièrement à Londres.

Nous voudrions pouvoir affirmer, comme nous l'espérons, que c'est moins par prudence personnelle que par un heureux retour à la vérité et à l'ordre moral. Ce nous serait une joie vive de le proclamer hautement et d'applaudir de tout cœur, comme nous avons blâmé de tout cœur. Sans haine contre les personnes, emporté et sans merci seulement contre le mal qui est en elles, tout prêt à les accueillir avec amour dans leur conversion, c'est là l'historien catholique.

Aucune considération ne doit retenir la vérité sur ses lèvres, aucune embarrasser son crayon sincère et vigoureux.

Donc, princes ou roturiers, riches ou pauvres, tous ceux qui ont travaillé à la République romaine ont dû être condamnés par l'histoire. Elle a dû les flétrir ; contre eux, l'Europe catholique, et la France à sa tête, a dû se lever frémissante d'indignation. A cette fureur sans nom, à cet athéisme féroce qui poussait les républicains, maîtres de Rome, au sacrilége, au pillage et au meurtre, — éternel travail des révolutions, — que fallait-il opposer? la force. La force était nécessaire pour terrifier des passions sans frein intérieur, pour faire rentrer dans l'ordre ce pauvre peuple ignorant, toujours jouet des plus viles impostures, depuis l'heure où Dieu lui-même, livré au fanatisme de la foule par l'aveuglement et le matérialisme, a absous, avant de mourir, ses bourreaux égarés : « *Mon Père! pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font!* »

. . . .

Garibaldi et Charles Bonaparte proposèrent donc à leurs collaborateurs en révolution d'abolir le pouvoir temporel du Saint-Siége et de proclamer la République. Ce jour-là, la majorité repoussa cette ouverture, pour ne pas trop précipiter les choses,

pour avoir l'air de peser mûrement ses résolutions. Mais le lendemain, dès que les pouvoirs eurent été vérifiés et Galetti nommé président de l'Assemblée, Canino revint à la charge. Il interpella vivement le président sur la question de la souveraineté. L'avocat Galetti répondit que l'Assemblée constituante était l'unique souveraine et qu'elle était maîtresse de régler les destinées du pays comme elle l'entendait. La légalité était morte depuis longtemps à Rome, égorgée par le poignard qui avait tué M. Rossi; pas n'est donc besoin de rappeler ici que, même au point de vue des élections dernières, le mandat conféré aux députés ne comportait pas le droit d'infliger la République aux États romains et de régler leurs destinées selon leur bon plaisir. Mais passons. Raconter simplement les faits révolutionnaires, cela suffit pour en flétrir les auteurs.

A peine Galetti venait-il d'interpréter dans ce sens absolu le vote des électeurs, qu'un autre député, Audinot, reprenant en sous-œuvre l'interpellation de Canino, déclara qu'il n'était pas satisfait.

— « Cette déclaration n'est pas suffisante, dit-il; nous voulons un vote. Je demande que l'Assemblée déclare elle-même reconnaître en soi la plénitude des pouvoirs souverains. »

L'Assemblée ne fit aucune difficulté pour s'attribuer à elle-même la souveraineté absolue par un vote.

Après quoi, elle remit au lendemain le soin de délibérer sur la forme du gouvernement des États romains.

Le 8 février, la séance s'ouvrit à midi. Les tribunes étaient remplies de monde, et quel monde! les guenilles et les luxures, les fanges et les vices de la démocratie. Les mêmes lèpres, les mêmes ordures, les mêmes reptiles grouillaient aux portes du palais.

Cent quarante-quatre représentants étaient présents, ainsi que tous les ministres. Armellini monta à la tribune pour déclarer que la commission gouvernementale remettait ses pouvoirs entre les mains de l'Assemblée constituante, seule sou-

veraine et seule apte à pourvoir aux besoins de l'État. Canino le remplaça. Sentant que la situation était violente et violente l'Assemblée, il était résolu à se distinguer en prenant l'initiative des mesures excentriques. Il savait qu'on ne se fait pas accepter par la Révolution avec une honorable modération, mais bien par l'exagération même de ses odieux principes. Dans un discours véhément et rempli des plus flagrantes contradictions, Canino commença par dire que les ministres démissionnaires avaient bien mérité de la patrie et que leurs noms passeraient à la postérité la plus reculée, après quoi il leur adressa l'amer reproche de s'être montrés trop *modérés*. L'accusation de *modérantisme* est la plus grave qu'un révolutionnaire puisse porter contre un autre. D'après Canino, les ministres avaient manqué à leur devoir dans la question d'argent, dans la question des armées et dans celle de l'épuration des départements. Ces critiques ne s'adressant à aucun des ministres en particulier, Sterbini, qui avait eu le portefeuille des travaux publics, — lequel, entre parenthèse, ne l'avait pas plus appauvri que les leurs n'avaient appauvri ses honorables collègues, — Sterbini répondit que chaque ministre ayant déclaré qu'il était prêt à répondre personnellement de ses actes, le citoyen Bonaparte aurait dû se contenter de prendre note de cette parole et remettre à un autre moment ses critiques intempestives.

A cette aigre réponse, Armellini, plus fin que ses collègues, ajouta hypocritement :

— « Si nous avons fait quelque bien, la louange en revient au peuple ! »

Cette basse et démocratique flagornerie fut fort applaudie, et ce qu'il ajouta n'eut pas moins de succès :

— « Si nous avons fait quelque mal, nous sommes prêts à en répondre ! »

Cet incident terminé, les ministres démissionnaires reçurent de la chambre les portefeuilles qu'ils venaient de déposer avec une fausse humilité sur le bureau.

La grande question fut abordée. Mamiani prit le premier la parole. Il parla bien, mais avec la plus insigne mauvaise foi et surtout sans la moindre logique. Il eût été difficile d'être à la fois plus éloquent et plus faux. Il ne fut clair que quand il attaqua la forme républicaine. Mais que voulait-il donc, puisqu'il répudiait également la souveraineté temporelle des papes et la République? Libéral, il voulait un milieu, une politique mixte.

Comme Gioberti, ministre de Sardaigne, ce révolutionnaire illogique reculait devant les conséquences de ses prémisses; il espérait, l'insensé, pouvoir arrêter, sur la pente, la machine qu'il y avait lancée. Le temps de la politique mixte est fini, Dieu merci; comme l'Europe, l'Italie, sera socialiste ou catholique, elle ne sera pas libérale. Mamiani avait commencé par déclarer que la domination temporelle des papes avait toujours été le fléau de l'Italie, ce qui est un mensonge historique, ajoutant que Rome n'avait pu avoir que le gouvernement des papes ou de Rienzi. Cette première partie de son discours avait été d'une faiblesse extrême, car les mauvaises causes ne trouvent pas de bons arguments et, en histoire, il faut des preuves, il faut des faits, non des mots. L'orateur se releva dans la seconde partie, celle dans laquelle, traçant d'une main vigoureuse le tableau de la situation actuelle de l'Europe, il démontra, sans réplique, et avec une argumentation accablante pour ceux qui l'écoutaient, qu'il serait difficile, impossible sans doute, de maintenir à Rome la forme républicaine. Mais il ne put convertir des hommes décidés à tout sacrifier au triomphe, même momentané, de leur utopie.

Mamiani conclut à ce que la question fût renvoyée à la décision de la Constituante italienne, qui devait ne jamais exister.

Plusieurs orateurs le combattirent, parmi lesquels Agostini, révolutionnaire républicain et socialiste, et par conséquent logique, qui foudroya le libéral avec ses hésitations et ses

scrupules par le souvenir de sa longue complicité à tout ce qui avait préparé la République. Quoi donc ! Mamiani reculait ! Mais pourquoi avait-il donné, l'un des premiers, le signal de la lutte contre la papauté ? puisqu'il ne voulait pas du pouvoir temporel des papes, il devait vouloir de la République, de même, ceux qui ne veulent pas du pouvoir temporel de la papauté répudient tout aussi bien son pouvoir spirituel. Encore une fois, le mal comme le bien a sa logique, et c'est parce qu'on ne s'y conforme pas absolument qu'il y a tant de partis, tant de divisions, que l'on commet tant d'erreurs, tant de fautes. Certes, il y aurait beaucoup moins de libéraux et de philosophes, s'ils voyaient où conduit la route dans laquelle ils s'engagent : à la République, au communisme et à l'athéisme.

Mamiani remonta à la tribune pour soutenir de nouveau son opinion, qui peut se résumer ainsi : faire du Pape un roi citoyen, un prince constitutionnel, c'est-à-dire un prince torturé, avili, attaqué, humilié, outragé, et, dans un délai plus ou moins long, renversé par les libéraux imprudents et les radicaux audacieux.

La séance fut suspendue et reprise le soir à huit heures. La démocratie, comme les malfaiteurs, préfère l'ombre de la nuit. C'est dans les ténèbres que se font les mauvais coups.

Pour en finir, et encouragé par l'obscurité, le député Audinot proposa que, réservant la question de la forme du gouvernement pour la constituante italienne ou pour une autre occasion, l'Assemblée votât au moins, séance tenante, la déchéance du Pape de ses pouvoirs temporels.

Mais plus encouragée encore qu'Audinot par les ténèbres, l'Assemblée, pour en finir, jeta dans un même décret, un double défi à l'Europe chrétienne et monarchique. Elle adopta à la presque unanimité un décret proclamant à la fois la déchéance du souverain Pontife et l'adoption de la forme démocratique pure sous le nom de République romaine.

Les forcenés des tribunes applaudirent avec rage. Ce mot de République renfermait toutes leurs espérances. Ils couvrirent de leur honteux bravos Monseigneur Muzzarelli, sous-doyen de la S. Rôte, lorsque ce traître ignominieux, qui devait tout à la papauté, déposa son vote contre elle. Le citoyen Charles Bonaparte eut le même succès. Mais de tous ces lâches ingrats, celui qui fut l'objet des démonstrations les plus ardentes, ce fut l'avocat Galetti quand il prononça la déchéance de son Souverain et lut ce décret impie :

« Art. 1er. — La papauté est déchue de fait et de droit du gouvernement des Etats romains.

« Art. 2. — Le Pontife romain aura toutes les garanties nécessaires d'indépendance dans l'exercice de son pouvoir spirituel.

« Art. 3. — La forme du gouvernement de l'Etat romain est la démocratique pure, et prendra le nom glorieux de République romaine.

« Art. 4. — La République romaine entretiendra avec les autres parties de l'Italie les relations qu'exige la nationalité commune.

« Rome, 9 février 1849.

« *Le président*, Joseph Galetti ;

« *Les secrétaires*, Giovanni Peneacchi, Ariodante Fabretti, Antonio Zambianchi, Quirico Filopanti, Barilli. »

Tel ce décret infâme et sacrilége, le plus grand et le plus impie des attentats. L'article 2 de ce décret de rebelles, insurgés contre le droit, avait été rédigé pour donner le change à l'Europe. Vaine tactique ! en dehors même de la question de principes qui ne permettait même pas de supposer un moment que le souverain Pontife pût être privé de son pouvoir temporel, garantie de sa liberté, on savait que penser de l'indépendance promise au Saint-Père...

Parmi les quelques députés qui cherchèrent à s'opposer à la proclamation de la République, Antonio Tranquilli, député d'Ascoli, fut celui qui mit le plus de persévérance dans ses protestations. Sifflé par ses collègues et par la plèbe qui encombrait les tribunes, outragé, couvert de sottises, interrompu par les injures, il lui fut impossible de se faire entendre. Il publia, d'après le conseil de ses amis, les notes du discours que *les hommes de la liberté* l'avaient empêché de prononcer. Voici cet écrit, qui fut tiré à un grand nombre d'exemplaires, et avidement dévoré par le peuple :

« Facile à vous, Messieurs, facile à vous de prononcer ici la déchéance des papes comme souverains temporels dans cet Etat ; mais cette monarchie des Souverains Pontifes, comment la remplacerez-vous ? par une monarchie laïque. Mais quel est le souverain qui voudra se charger de nous ? C'est en appuyant sur ce point que le député de Pesaro vous a montré que vous n'avez d'autre alternative que de rentrer sous le gouvernement des papes ou d'aller droit à la République. Eh bien ! va pour la République ; seulement réfléchissez-y bien, cette forme de gouvernement convient-elle à nos mœurs, à l'état des intelligences, aux conditions présentes de l'Italie ? Avouons, Messieurs, relativement à la France, que c'est une poignée d'artisans qui, à Paris, décide des destinées de ce beau pays. Quant aux départements, c'est au bon sens des populations que l'on doit de rentrer dans les voies de l'ordre ; c'est beaucoup de rentrer dans l'ordre, mais il arrive souvent qu'en même temps la réaction mène droit au despotisme. Dirons-nous que les peuples d'Italie soient plus mûrs que les Français pour le gouvernement républicain ? Pour admettre cette forme de gouvernement parmi nous, il faut qu'elle s'étende à toute l'Italie, et alors, au moment où il s'agit de combattre contre l'étranger, nous indisposons fortement les princes régnants à l'heure qu'il est. Charles-Albert, par exemple, embrassera-t-il volontiers cette cause, quand il verra que, s'il est vainqueur, la

perte du trône doit être la conséquence inévitable de sa victoire? Mais, dit-on déjà de divers côtés, Charles-Albert est un traître; je ne le crois pas, car je ne puis admettre un délit avant d'en avoir les preuves. Mais le fût-il, à qui serait la faute de son égarement? A nous-mêmes, Messieurs, qui aurions voulu qu'il mît à combattre cette ardeur, cette confiance qui gagnent les victoires, alors qu'il se voyait perdu s'il était vainqueur...

« En un mot, nous nous séparons de nos princes légitimes, nous blessons le clergé et les hautes classes; si nous avons pour nous les masses, c'est à force de sacrifices et des vides faits dans les caisses du Trésor, et c'est dans cet état de choses que nous pensons à tenter de nouveau le sort de la guerre avec l'étranger! Au dehors, les dangers me paraissent plus grands; où sont les ambassadeurs et ministres des puissances étrangères? Y en a-t-il un seul à Rome? Non, pas un; ils sont tous à Gaëte, tous, sans exception, et celui de la République française et ceux des cabinets démocratiques de Toscane et de Piémont. Un orateur vous a exposé qu'il ne faut pas vous attendre à ce que votre exemple soit suivi dans les Etats du roi de Sardaigne; à cela, j'ajoute qu'à Naples l'espoir de réussir est encore plus faible, le roi ayant une armée bien disciplinée et forte. Que peuvent quelques têtes ardentes comprimées et par l'hostilité des grands propriétaires, et par l'inertie chez la masse du peuple; je dis inertie, là où il n'y a pas eu de mouvement, car là où il y a eu mouvement, j'ignore s'il était en faveur de la République. Lorsque la première révolution française éclata, l'abolition des priviléges et des droits féodaux poussait le peuple à se joindre au mouvement; mais nous, qu'avons-nous à offrir au peuple pour l'intéresser à notre cause? Il y a longtemps qu'il n'y a plus ni corvées ni droits seigneuriaux parmi nous. Abolirons-nous les taxes? Mais cela appauvrirait nos finances, qui sont déjà en si mauvais état, sans émouvoir les masses. Se sont-elles émues jusqu'à

présent? Il y a longtemps que les cadres de l'armée sont préparés, mais ils sont loin d'être remplis. On est allé combattre en Lombardie et dans la Vénitie : honneur à ces braves qui ne craignirent point de verser leur sang pour leur patrie, mais qu'ils nous disent combien d'habitants de la campagne les suivirent au champ de gloire?.. Je demanderais donc qu'on envoyât un message au Pape, pour le prier de nommer une commission avec laquelle l'Assemblée puisse s'entendre pour rédiger une constitution qui concilie, avec les intérêts du souverain Pontife, les intérêts du pays et ceux de la nationalité italienne... Messieurs, je suis Italien autant que qui que ce soit, et c'est le sentiment italien qui m'a dicté ce que je viens de vous exposer. Pensez à notre Italie, pensez à l'Europe qui a les yeux sur nous, à l'étranger spectateur des efforts et qui les regarde avec pitié comme des jeux d'enfants. Leurs sarcasmes sont autant de blessures pour mon cœur et m'arrachent des larmes. Ne pourrions-nous pas répondre à ces sarcasmes par des œuvres fruits de la sagesse, et que nous donnerons si, abandonnant le champ des abstractions, nous nous renfermons dans les limites du positif et du possible? »

Ces paroles patriotiques étaient dans le cœur de tous les bons Italiens, malheureusement aveuglés et paralysés par la peur. Elles ne pouvaient faire aucune sensation sur une assemblée d'hommes perdus, de jacobins, d'athées.

La République ne discute pas, elle tue.

Ce discours prend place, dans l'histoire, à côté de celui que M. Rossi devait prononcer, car le député Antonio Tranquilli fut, pour ce fait, menacé par les républicains, du poignard, leur éternelle ressource; il mourut trois jours après, empoisonné par eux. Il était dans la force de l'âge et plein de santé.

L'assassinat ! c'est toujours l'argument suprême, le moyen suprême des républicains. Le souvenir de leurs crimes se perpétue par l'horreur générale qu'ils inspirent. Il faudrait n'avoir plus rien d'humain pour rester insensible au récit de tant de

cruautés. Encore est-il impossible de connaître tous les attentats exécrables que les républicains commirent à Rome; beaucoup restèrent ignorés.

En présence seulement de ceux qu'on connait, et dont les preuves sont établies, il n'est plus permis de taxer les écrivains catholiques d'exagération dans les détails par eux publiés sur les monstruosités qui ont souillé la ville éternelle. Ce ne fut pas seulement la guerre civile avec ses excès, que les républicains y apportèrent, ce fut l'assassinat organisé d'après les statuts des sociétés secrètes, l'assassinat avec tous ses raffinements et toutes ses lâchetés; ce fut l'inextinguible soif de sang humain. Ce fut l'insulte après la cruauté, l'obscénité après le meurtre. Le peuple romain se trouvait ainsi opprimé par une armée d'assassins et de cannibales, démocrates de toute l'Europe, venus les uns du Nord, les autres du Midi, la plupart de la France et de l'Allemagne. Une fois Rome au pouvoir de ces monstres, qui avaient perdu les derniers sentiments qui subsistent encore dans les cœurs les plus dépravés, toutes les mauvaises passions, tous les instincts de férocité, tous les projets de vengeance, de destruction, de ruine furent déchaînés, et ils étaient piteux à voir, ces bourgeois patelins, accueillant la République qu'ils exécraient, comme ils eussent fait d'une opulente pratique dans leurs magasins.

Maudire tout bas, et même tout haut, la révolution, ne suffit pas; il faut la combattre; il y a deux manières : la vaincre par la force, dans la rue, et la vaincre dans les cœurs par ses vertus. La justice des gouvernements est le plus sûr paratonnerre contre la foudre des révolutions.

III.

Les vingt-un coups de canon de rigueur vinrent apprendre aux Romains leur malheur et leur honte.

Le 9, la République, votée dans la nuit précédente à l'unanimité, moins onze voix courageuses, fut proclamée au Capitole en présence des fainéants des ateliers nationaux, de quelques compagnies de la garde nationale et du personnel des clubs.

La masse laborieuse et honnête de la population en fut consternée. Ce nom rappelait des souvenirs sinistres, que les partisans de ce régime s'empressèrent d'évoquer afin qu'on ne pût se méprendre sur leurs intentions. Les élèves de l'université, jeunes et étourdis tapageurs, en compagnie de la bande de Ciceruacchio et des anarchistes étrangers, se répandirent dans la ville stupéfaite, et continuèrent avec plus d'audace et de brutalité que jamais leurs saturnales démocratiques. Le hideux bonnet rouge, d'exécrable et sanglante mémoire, fut arboré sans vergogne, ainsi que le drapeau du socialisme. A côté figurait bien encore le drapeau de l'indépendance italienne, mais ce n'était plus que pour la forme. Les impies osèrent même mettre le bonnet de la démagogie, le bonnet de la guillotine, sur la croix du divin Sauveur ! Pour eux notre Seigneur n'était qu'un philosophe républicain, un communiste, le premier des sans-culottes ! Ils allaient par la ville éternelle, dans la capitale du monde chrétien, vomissant des blasphèmes et dansant *la Carmagnole*. Ils proclamaient la République le gouvernement *de tous par tous*, tandis que c'est le gouvernement de quelques-uns contre tous. Ils avaient

écrit sur les murailles : *liberté, égalité, fraternité,* trois mots avec lesquels on a dupé ces peuples ; la République une fois décrétée, ils ajoutèrent les autres mots, leur pensée dernière : *ou la mort.* De petites guillotines furent dessinées sur les murs, comme une menace ; le tutoiement fut mis en usage ; on s'appela *citoyen*, le mot de monsieur étant proscrit comme un terme aristocratique ; enfin ce fut la parodie la plus triste de la république de 93, qui, dans sa sombre et sanguinaire logique révolutionnaire, avait fait de la France un cimetière immense, des places publiques une boucherie.

Dès-lors, les anarchistes ne crièrent plus seulement contre les prêtres, ils déclarèrent ouvertement la guerre aux riches, à la grande propriété, en attendant que vînt le tour de la petite. Les Romains n'étaient pas républicains, et ce spectacle n'était certes pas fait pour les engager à le devenir, et pourtant ils subissaient ce joug le front bas, le cœur navré, l'âme et les bras découragés. Ils gémissaient tout bas entr'eux, à l'ombre de leur foyer; ils priaient secrètement le Dieu de miséricorde de leur rendre leur Souverain, qu'ils se repentaient d'avoir outragé, de n'avoir pas défendu. Et c'était tout. Quand, ensuite, ils se risquaient dans les rues, ils faisaient bonne mine aux démagogues qu'ils maudissaient intérieurement ; ils obéissaient à leurs impérieuses injonctions d'illuminer leurs maisons en signe de réjouissance et de paraître satisfaits. Les républicains connaissaient cette bassesse et spéculaient sur elle à coup sûr.

Ceux qui subissent servilement les révolutions et ceux qui en profitent sont aussi haïssables que ceux qui les ont faites.

L'armée et les fonctionnaires publics, se sentant déjà trop compromis, continuèrent à être complices de l'usurpation, quoiqu'ils ne pussent guère s'illusionner sur la durée de son règne. L'empire du mal n'est point éternel ; était-il possible de croire que l'Europe catholique souffrirait cette débauche ?

Dès que la République eut été proclamée, Mamiani, pris

d'un tardif scrupule, donna sa démission de député, déclarant qu'il n'était pas partisan de cette forme de gouvernement, mais seulement de la forme constitutionnelle. Ce révolutionnaire illogique, en s'arrêtant en route, reculait devant les conséquences de ses actes. N'avait-il pas creusé ce gouffre?..... Est-ce que ce ne sont pas les libéraux de la Restauration et ceux de la monarchie sans légitimité qui la suivit, qui préparèrent, en France, la République? De même, en faisant de l'opposition au Saint-Père, Mamiani s'était ligué avec les républicains et, croyant les dominer, les avait subis. Il avait déblayé le terrain pour eux. Son ambition l'avait aveuglé en le détachant de la politique conservatrice. Pour régner sur les autres, il faut commencer par régner sur soi-même. L'ennemi le plus difficile à vaincre, c'est le *moi humain*. Mamiani, en vrai *libéral*, n'en put triompher. Pourquoi? Parce qu'il avait cessé d'être vrai catholique! Parce que la religion le trouva parmi ces censeurs bilieux, ces aigres imposteurs, ces esprits étroits qui, tout en se proclamant catholiques, lancent des épigrammes contre le clergé, le couvrent de dédains impertinents. Ces taquineries du libéralisme aboutissent aux calomnies et aux persécutions. Plus consciencieux et plus grave est l'honnête homme. Il repousse ces dénigrements et ces fraudes. Mamiani manqua de cette sagesse; la modération et la modestie lui firent défaut. Par *respect humain*, pour être applaudi des voltairiens, il trahit la religion, le pape, Dieu; il trahit les hommes et lui-même. Il fut ainsi une monstruosité; il ne parvint pas même à dominer la révolution, qui le trouva trop modéré, et qu'il jugea enfin trop violente; il réalisa ce type hésitant, gauche, qui se tient au milieu de l'erreur et de la vérité, et reçoit les mépris de tous. De là, ses intrigues, ses indécisions, sa stérilité. Il faut être catholique ou ne l'être pas. Avoir une position mixte, c'est ne contenter personne; c'est être tour à tour le jouet et le courtisan de tous. Vilain rôle pour un homme intelligent.

Pour ne s'être pas franchement rangé du côté de l'Eglise, Mamiani fut contraint de faire à la révolution des sacrifices immenses, honteux, qu'il n'aurait pu réparer, l'eût-il voulu, et qu'il regretta sans doute, mais trop tard. Il n'était pas pour le Saint-Père; il n'était pas non plus pour la République. Ce compromis ne pouvait durer longtemps; le jour vint où il lui fallut montrer son drapeau : le malheureux n'en avait pas ! A quoi lui avaient servi ses révérences et ses embrassades à la révolution? N'eût-il pas été plus profitable et plus glorieux pour lui, de repousser cette hyène enragée, de la combattre, de se dépouiller des préjugés de la philosophie, et de marcher dans la route droite avec le flambeau de la foi pour conducteur? Il ne le voulut pas; aussi s'enfonça-t-il dans les brouillards; il glissa dans cette fondrière où disparaissent également tous ceux qui ont quitté l'Église, les philosophes aussi bien que les matérialistes, les libéraux comme les républicains. Le catholique seul peut braver les tempêtes; il ne s'égarera pas, il a sa boussole; il ne se trompera pas, il a le critérium de certitude. Les autres, malgré leurs phrases, leur orgueil, leur talent même, courent tout éperdus vers l'abîme. Ils peuvent obtenir des bravos en route, leur *bel esprit* fera rire; ils ne choqueront pas les préjugés du monde; ils réussiront à ne pas passer pour dévots; les journaux philosophes et même les journaux communistes ouvriront leurs colonnes à leurs élucubrations, à tout ce qu'ils auront dit et écrit contre l'Église, contre les jésuites; mais ils n'en tomberont pas moins dans le gouffre.

Ainsi cet homme sacrifia son repos, son honneur, son salut, au plaisir d'humilier la papauté, à la joie de recevoir les compliments des libres penseurs. Et pourtant, il pouvait, sans imiter le martyre de ces jésuites qu'il diffamait, sans risquer sa vie, sans même se montrer téméraire, il pouvait se ménager une place honorable dans l'histoire. Si, dans son orgueil, il a cru éteindre le flambeau de la vérité dans les mains de

l'Église, il s'est trompé : les ténèbres et le sang des révolutions ne l'ont pas pu!...

De tout ceci, les peuples doivent tirer cette moralité, à savoir que la cause principale des révolutions qui les ruinent est dans l'indifférence religieuse, dans le mépris des doctrines du catholicisme, qui prêche l'obéissance et la résignation, et en même temps, hâtons-nous de le dire, pour répondre en passant aux calomnies des méchants, la charité et la justice.

Il n'y aurait pas de révolutions si les lois de la religion étaient fidèlement, strictement observées, si les uns étaient obéissants, les autres justes, ceux-là résignés, ceux-ci charitables.

Sans la Religion, les sociétés s'abîmeraient dans la fange, dans la corruption, dans le sang, dans l'anarchie.

Du jour où Mamiani divorça avec cette religion divine, il ne s'appartint plus. Dès-lors, comme le voyageur qui s'égare, il marcha à tâtons dans les ténèbres du mensonge. Il s'arrêta au bout du gouffre et ne voulut pas commettre le dernier crime : imposer la République à son pays. Que ne retourna-t-il au chemin déjà parcouru, que ne se débarrassa-t-il des misérables jongleries du libéralisme, dont les odieux forfaits du radicalisme ne sont que la conséquence?...

En somme, il fut à plaindre, car il n'est qu'un bonheur au monde, c'est celui des cœurs purs et dévoués, des cœurs religieux.

Puisse son exemple servir à ceux qui se sont imprudemment engagés dans la voie révolutionnaire! Elle conduit aux déceptions, aux crimes, aux remords, souvent même à l'échafaud, à l'échafaud sans le martyre, sans l'éternité bienheureuse!...

IV.

Si la cause de l'indépendance italienne n'eût point été perdue déjà par l'assassinat de M. Rossi et d'une foule d'autre infortunés, tombés martyrs de la sauvage démocratie, perdues par tous les crimes et toutes les folies que nous avons racontés, sans compter ceux qui ne sont pas parvenus jusqu'à nous, elle l'eût été à tout jamais par l'adoption de cette forme nouvelle de gouvernement que les tyrans de Rome venaient de lui donner. Les démocrates italiens avaient perdu la cause de la patrie en déchirant le sein de leur mère. En faisant de la république là où il fallait faire du patriotisme, ils avaient ruiné la cause de l'indépendance nationale.

L'Assemblée constituante organisa ainsi provisoirement le gouvernement de la République : elle décréta que, jusqu'à ce que la Constitution fût votée, le pouvoir exécutif serait confié à un comité composé de trois personnes, nommées par elle, révocables à volonté et responsables. Cette commission devait diriger la politique générale.

Les ministères furent confiés à des directeurs généraux. L'Assemblée choisit pour triumvirs Armellini, Montecchi et Salicetti. En réalité, le pouvoir exécutif se trouva concentré entre les mains du premier. Ses collègues étaient des hommes obscurs et médiocres. Montecchi devait son élévation à ses relations actives avec les sociétés secrètes. Tour à tour carbonaro, membre de la *Jeune-Italie,* il avait pris part à toutes leurs ténébreuses manœuvres, et entre autres à une conjuration ayant pour but d'assassiner le pape Grégoire XVI. Il avait été condamné pour crime politique. Gracié par Pie IX, il s'é-

tait empressé, lui aussi, de montrer sa gratitude et son repentir en conspirant de nouveau et en attaquant avec une frénétique violence son souverain et son bienfaiteur. C'était assurément plus qu'il n'en fallait pour se faire admettre dans le parti républicain ; par ses crimes et par ses vices, il lui avait donné des gages suffisants. Ce procureur sans conscience, — car tel était son titre avant d'être appelé à ces hautes fonctions, — s'était distingué par ses excès et n'avait pas dédaigné de descendre dans les rues et dans les mauvais lieux pour exciter la canaille et pour fraterniser, c'est-à-dire trinquer et faire débauche avec elle.

Le troisième membre du comité exécutif n'avait d'autre titre à la confiance des démagogues de Rome que d'être réfugié napolitain. Sa nomination était une marque d'affection et de sympathie que la Constituante voulait donner aux autres révolutionnaires de l'Italie. Salicetti, conjuré expérimenté, passait pour un homme rusé, habile dans l'exécution des mauvais desseins.

Les trois dictateurs publièrent un programme dans lequel ils commencèrent par dire que la *glorieuse, l'impérissable* République romaine avait enfin son gouvernement, et ils osaient ajouter, dans leur orgueil effronté et leur incommensurable impudence :

« La politique de cette République, sortie *vierge et non sanglante* du milieu des ruines d'un régime que la puissance de la civilisation moderne a suffi pour détruire, ne sera de notre part qu'une politique *franche, digne, conciliatrice,* telle que l'exigent les lois éternelles de cette démocratie à laquelle nous empruntons nos inspirations les plus chères, telle que la veulent les besoins de notre siècle et le bien suprême de l'Italie. *Loin de nous une lâche hypocrisie et la dissimulation trompeuse!* Nous adorons la république ; mais, tout en l'adorant, nous ne la voulons pas envahissante, mais comme elle est gravée dans nos âmes, c'est-à-dire *pieuse et civilisatrice.* Nous la voulons

avec la Constituante italienne. Avec cette dernière, nous favoriserons la guerre, et jusqu'à ce que nos armes aient été couronnées de succès, nous ne donnerons aucun repos à nos âmes! »

Avoir sans cesse à la bouche les grands mots de liberté, de fraternité, de vertu, en commettant les plus grands forfaits; flétrir l'assassinat les pieds sur le cadavre des victimes par leurs mains égorgées, et encore chaudes et palpitantes; se vanter d'avoir une politique vierge et non sanglante, quand les martyrs de cette politique sont à peine descendus dans la tombe, clandestinement ensevelis par des mains pieuses craignant les profanations; crier bien haut que l'hypocrisie est lâche et la dissimulation trompeuse, en les pratiquant avec une effronterie révoltante, — c'est là l'éternelle tactique des républicains vainqueurs, à laquelle furent fidèles, on le voit, ceux qui dominaient par la terreur dans la ville de paix et de miséricorde.

Les triumvirs promettaient, en outre, dans cette proclamation, d'organiser les milices, d'armer d'invincibles et redoutables phalanges, et de les envoyer tailler en pièces les Autrichiens. Cette phraséologie, dont ils abusaient tous les jours, était tout le courage des républicains de Rome. Ces hommes présomptueux et bornés furent très-forts en paroles, et nul doute qu'ils n'eussent vaincu les Autrichiens, si des bravades eussent suffi. Mais ils ne se présentèrent même pas pour les combattre. Ils ne leur firent la guerre qu'avec la langue et la plume.

Les promesses ne coûtent rien. Les triumvirs dirent encore qu'ils feraient marcher de pair l'instruction et la religion; seulement ils annoncèrent leur intention de *dégager celle-ci de toute influence cléricale*. Ils voulaient sans doute, comme les libéraux de la Belgique, du Piémont et d'autres pays constitutionnels, que les prêtres fussent remplacés par des *professeurs de religion*, admis dans les colléges comme les professeurs de danse, d'escrime, de boxe et de gymnastique.

Cette mauvaise foi et cette hypocrisie font pitié, et les révolutionnaires qui avouent franchement qu'ils ne veulent pas de religion et qu'ils sont matérialistes, sont préférables à ces imposteurs.

Les triumvirs promettaient encore d'étendre leurs soins vigilants aux finances, ce que les révolutionnaires ne manquent jamais de faire, on sait comment. — « Sous peu, disaient-ils, la commission exécutive vous proposera des projets de lois tendant à faire reparaître le numéraire et à enrichir le pays de ce qui est le nerf de toute entreprise, de toute guerre, et sans lequel nous ne pourrions porter aucun secours aux douleurs de nos amis qui se trouvent au delà du Pô. »

Ils promettent encore un code nouveau; puis, abordant les questions dites par eux *sociales,* ils flattent le peuple et gémissent sur ses misères; ils jurent d'étudier ses souffrances, de les soulager; ils font entendre contre les riches des menaces agréables aux escrocs et aux vagabonds qui composent leur *peuple souverain.* Que les riches qui s'engraissent aux dépens de l'État et des prolétaires, et leur rongent les entrailles, tremblent dans leur iniquité; la vertu des républicains les poursuivra de ses implacables châtiments! Car ils passeront leur vie à tendre la main au faible et à l'affligé; c'est pourquoi ils ont chassé le représentant du Dieu des affligés et des faibles! Ils le déclarent eux-mêmes sans difficulté, et avec la modestie inhérente à leur parti, ils ont les âmes fortes et les mâles vertus que demande la République; aussi tous leurs efforts tendront-ils à inspirer à l'âme un sentiment sacré, à mettre ces vertus en honneur et à bannir les délits qui sont les fruits de la concussion et de l'égoïsme!

Ce pathos n'est pas tout. Après ces réminiscences burlesques visant au sublime et n'atteignant simplement que le ridicule, vient le morceau suivant, composé pour rassurer la propriété qu'on vient d'attaquer si brutalement.

« La République deviendra la providence visible du peuple,

la bienfaisance se changera en devoir, et la charité en institution.... La liberté des cultes, le respect des opinions, la tolérance, cette sainte tolérance mère de toutes les vertus, seront les principaux objets de nos études. Nous aurons soin de protéger et les personnes et les biens de ceux qui ne pensent point comme nous, car, surgis de *la plus pure des révolutions*, nous ne pourrions suivre une autre voie, sans renier ou fausser notre origine. »

Les faits que le lecteur connaît, et ceux qui vont suivre montrent combien les républicains, *sortis de la plus pure des révolutions*, ne démentaient pas leur origine, comment ils protégeaient et les personnes et les biens de ceux qui ne pensaient pas comme eux.

Enfin cette proclamation, modèle d'effronterie, se terminait par ces lignes qui dépassent tout le reste :

« L'Europe nous contemple, l'Italie a les yeux sur nous ! que l'Italie et l'Europe voient et apprennent ce qu'est la République romaine ! »

L'Europe et l'Italie voyaient, en effet, Rome livrée au despotisme des agents du mal, couchée à leurs pieds, privée de toutes ses libertés, de toutes les garanties de sécurité, de repos, de bien-être, dont elle jouissait sous les souverains pontifes. Elles voyaient la ville éternelle accablée de désastres, couverte de ruines, plongée dans l'anarchie, menacée de la guerre étrangère où l'attendent de honteuses défaites, car ses tyrans n'ont à opposer à l'ennemi que le cynisme de leurs attentats et la jactance de leurs paroles.

Déjà les Autrichiens ont passé le Pô de nouveau; ils marchent sur Ferrare, dont ils ne vont pas tarder à s'emparer, et le général actuel qui demande réparation pour trois de ses soldats assassinés, pour les insultes faites au consul de son souverain, pour l'interception qui a eu lieu des communications de la citadelle, sans compter la proclamation de la République en violation des traités et des droits de l'univers catholique, le

général autrichien exigera la livraison des postes de la ville et des assassins de ses soldats, la démolition des barricades, l'établissements d'hôpitaux militaires pour ses blessés, un million de francs d'indemnité, ainsi que trente mille francs pour le consul maltraité et volé; il exigera en outre la restauration des armes pontificales, et enfin six otages pour la garantie de l'exécution de ces conditions de guerre; de plus, il jettera dix mille hommes dans la place, qui seront entretenus par les habitants pendant un temps indéterminé, et il donnera vingt-quatre heures à la ville pour se soumettre à ces conditions.

Et qu'opposeront les républicains de Rome à ces exigences justifiées par les crimes de leurs complices? — Des discours, des proclamations, d'impuissantes et ridicules menaces. Ils se laissent cheoir dans les plus brutales inconséquences. Dans ces exercices de haute école révolutionnaire auxquels ils se livrent, avec les procédés de cette *science moderne* et leur prétention d'être sérieux, ils tombent dans le grotesque et dans l'odieux, et n'excitent qu'un rire amer. Ils foulent aux pieds les institutions consacrées par l'expérience des siècles et la conscience de l'humanité. Au nom de la vertu et de la science, ces ignorants sans moralité offrent au monde le spectacle de la débauche politique la plus radicale et n'opposent à leurs ennemis que ces refrains de crânerie civique qui font pitié.

Voilà ce que l'Europe contemple indignée, la main sur son épée.

C'est à cette époque que, sur l'injonction de Mazzini, les révolutionnaires de la Toscane fraternisèrent avec ceux de Rome. Voici ce qui s'était passé dans ce pays: quelque temps avant la réunion de l'Assemblée constituante, à Rome, le ministère démocratique qui, à Florence, s'était emparé du pouvoir, avait fait nommer par les clubs des députés à cette Assemblée, chargés d'aller à Rome représenter la démagogie de Florence, et surtout celle de Livourne. Les élections illégales s'étaient faites comme celles de la ville éternelle. Les hon-

nêtes gens, en très-grande majorité, avaient laissé aux anarchistes le droit d'opprimer la patrie et de s'approcher des urnes électorales. Quand les bandits de tous pays qui, à Florence comme à Rome, s'étaient violemment imposés à la population royaliste et catholique, quand ces brigands eurent nommé les députés qu'ils envoyaient à la Constituante romaine, ils se portèrent à la cathédrale pour forcer l'archevêque de chanter un *Te Deum* en leur honneur. Le digne prélat s'y étant refusé, ils se livrèrent aux plus sauvages excès. Ils ravagèrent la cathédrale, et pillèrent le palais épiscopal, cassant ce qu'ils ne purent emporter. Plusieurs citoyens paisibles, surtout parmi les prêtres, furent maltraités, quelques-uns même assassinés.

Le grand duc Léopold, l'un des princes les meilleurs et les plus chrétiens de l'Europe, avait été obligé de fuir sa capitale devant l'émeute pour ne pas lui céder. Cette conduite était conforme aux prescriptions du Saint-Père, qui avait envoyé au prince catholique une lettre autographe sur ce sujet.

Les crimes qui avaient suivi à Rome la retraite de Pie IX, désolèrent Florence après le départ du grand duc. Le *Cercle Populaire* de la Toscane, succursale du *Cercle Populaire* de Rome, s'était, à son exemple, emparé du pouvoir. Les fêtes sacriléges de la révolution avaient commencé dans ce pays, naguère encore si heureux et si paisible.

D'immenses drapeaux avaient été promenés dans la ville par les clubistes, et plantés sous le portique de l'Orgagua avec cette inscription :

« Vive le gouvernement provisoire !
« Vive le peuple souverain !
« A l'union du peuple toscan !
« Au triomphe de la démocratie ! »

Le Cercle Populaire avait fait afficher cette proclamation :

« Le peuple de Florence considérant que la fuite de Léopold d'Autriche est une violation de la constitution et laisse l'Etat sans gouvernement ;

« Considérant que, le premier devoir du peuple, seul souverain, est de pourvoir à l'urgence des circonstances, se rendant, en outre, l'interprète des provinces sœurs, nomme un gouvernement provisoire dans les personnes des citoyens Joseph Montanelli, F. D. Guerrazzi, J. Mazzini, qui exerceront tour à tour la présidence, et leur confie la haute direction des affaires politiques et, au nom de l'Italie, l'honneur toscan, à condition que la forme définitive du gouvernement pour la Toscane devra être établie par la Constituante italienne, à Rome, et qu'en attendant, le gouvernement provisoire s'unira et s'attachera à celui de Rome, afin que les deux Etats, aux yeux de l'Italie et du monde, n'en forment plus qu'un seul.

« De la Place du Peuple, le 8 février 1849.

« *Signé pour le peuple,* le bureau du Cercle Populaire :

A. Abordini, président;
G. B. Niccolini, G. B. Cioni, vice-présidents; Dracomanni, secrétaire. »

Or, ce que ces citoyens nommés au nom du peuple, par leurs compères, firent de l'honneur toscan, le voici : Ils établirent la terreur dans le pays ; ils persécutèrent les meilleurs citoyens et particulièrement le clergé ; ils volèrent les deniers publics avec une avidité dont des chiffres éloquents rendent témoignage. Ils chargèrent un certain colonel Frapolli, de venir à Paris recruter des soldats pour l'indépendance italienne ; quelques bandits des sociétés secrètes partirent en effet ; arrivés à Florence le jour de la restauration du grand-duc par le peuple, ils s'acheminèrent vers Rome, dernier rempart de la République, et ce furent eux qui stimulèrent dans la ville éternelle les résistances qu'y rencontra l'armée française. Auparavant, ces aventuriers, Français, Polonais, Allemands, s'étaient trouvés au siége de Gênes et avaient donné un coup de main

aux rebelles de cette cité. Frapolli, ainsi que Pescantini, son ami, député romain venu à Paris pour essayer de faire reconnaître la république romaine par la France, gaspillèrent ainsi plusieurs millions, volés aux contribuables de la Toscane et des Etats Romains. Les révolutions, qui ruinent les peuples, enrichissent toujours quelques fripons.

Les révolutionnaires de la Toscane avaient imité dans tous leurs excès, dans tous leurs ridicules, leurs dignes frères, les révolutionnaires de Rome. Les fonctionnaires honnêtes furent destitués et remplacés par des malfaiteurs, dont quelques-uns plusieurs fois flétris par la justice. Des commissaires généraux, calqués sur ceux de Ledru-Rollin, parcoururent les provinces aux frais de l'Etat, faisant orgie, bouleversant l'administration, ouvrant les prisons aux fripons, y jetant la probité. Ils propageaient dans la population les doctrines de la république et du socialisme, aidés dans ce travail de dissolution sociale par les agents des sociétés secrètes, clubs et cercles, et surtout par ceux de Livourne, les plus sanguinaires de tous. Cette dernière ville ressemblait à la tour de Babel. Des révolutionnaires de tous pays, parlant toutes les langues, diversement vêtus, mais la plupart coiffés du bonnet rouge, étaient les tyrans de cette ville. Ils volaient effrontément au grand jour dans les magasins; ils logeaient, mangeaient, buvaient, buvaient surtout, faisaient orgie dans les hôtelleries, les cafés et les cabarets, le tout sans solder jamais leurs dépenses, et répondant ironiquement aux malheureux bourgeois, leurs victimes : — « C'est le peuple qui paie ! »

Ils portaient des armes apparentes dont ils se servaient contre ceux qui faisaient mine de leur résister, de ne pas dire comme eux, ou de ne pas les approuver. Cette abjecte tyrannie était encouragée par le consul anglais et par les officiers de la marine britannique dont les navires de guerre se trouvaient dans le port.

Avec un pareil système de brigandage et d'athéisme, géné-

ralisé sur tous les points de l'Italie où dominait la révolution, il était impossible que les peuples, traînés à la remorque par de semblables criminels, ne tombassent pas dans les plus profonds abîmes.

Sur l'invitation de Mazzini, les démagogues de la Toscane proclamèrent la République et s'allièrent à Rome, qu'ils reconnurent pour la capitale de la République italienne. Cette opération eut lieu le 18 février, après un banquet monstre que les *frères* de Florence donnèrent aux *frères* de Livourne. Mazzini fait arborer à ses amis le drapeau rouge et la cocarde rouge; il leur fait planter des arbres de liberté arrosés du sang de quelques *réactionnaires*, après quoi il part pour Rome, où ses lieutenants l'attendaient pour prendre la dictature.

Quand il va venir, il trouvera de la besogne faite, il aura des compliments à adresser à ses amis; ses instructions ont été suivies. Ce n'était pas tout d'avoir prononcé la déchéance du souverain Pontife, l'Assemblée tenta de rendre le clergé lui-même complice de son sacrilége. Elle se rendit en grande cérémonie à Saint-Pierre, et somma les chanoines du Vatican de chanter un *Te Deum*, en les menaçant de s'emparer de leurs personnes et de ce qu'ils possédaient, s'ils refusaient d'obtempérer à cette injonction impie. Ils refusèrent énergiquement de se prêter à cette indigne comédie. Pour les y contraindre, les triumvirs et l'assemblée firent occuper militairement la chapelle où se trouvaient les chanoines, afin de les empêcher de sortir de l'église; mais ils s'évadèrent par la sacristie. Comment auraient-ils pu, prêtres de la sainte Eglise, rendre à Dieu des actions de grâce pour l'attentat qui frappait leur chef auguste? Ils pouvaient mourir, mais non se déshonorer. La démocratie n'avait que faire au surplus dans l'église qu'elle avait opprimée, décimée, dont elle avait frappé le pasteur. Les bourreaux tuent les victimes, ils ne les obligent pas de chanter leurs louanges.

Aucun membre du clergé n'ayant consenti, malgré les vio-

lences et les menaces, à consacrer les crimes commis contre l'autorité de l'Eglise, les triumvirs furent réduits à requérir les aumôniers des volontaires de Vicence. Un seul accéda à se prêter à cette parodie sacrilége : on chanta le *Te Deum* en faveur des persécuteurs du catholicisme, mais comme aucun des clercs de la basilique ne voulut l'assister, il dut les remplacer par des officiers de la garde nationale. Ce scandale indigna le peuple, qui s'empressa d'en propager la nouvelle, afin de déshonorer la République et de provoquer l'intervention de l'Europe catholique. Les journaux de France, de Belgique, d'Espagne, connus pour défendre la cause de la religion, reçurent à cette occasion une foule de lettres leur racontant les détails de cette abominable cérémonie.

En sortant de la basilique, un représentant dit à ses collègues :

—« Nous devions nous attendre à ce qui nous est arrivé, au refus du clergé. Il fallait nous passer de *Te Deum*. Est-ce que les montagnards allaient à la messe?

—« Tu seras damné, dit en riant atrocement l'un des athées qui se trouvaient là.

— « Mon cher collègue, reprit l'autre député, mieux vaut être le premier des damnés que le dernier des saints! »

Et ils sortirent en riant pour haranguer la populace à l'angle des carrefours, pour tendre les traquenards démocratiques sous les pas du public.

Les républicains orateurs et organisateurs de manifestations, poètes, sophistes, déclamateurs, gens très-avides de louanges, en leur qualité de partisans de l'égalité, tâchaient, à Rome quand ils ne pouvaient s'en attirer par leur mérite, d'en obtenir à prix d'argent ou de telle autre manière. Ils étaient suivis d'une bande de fainéants, spécialement destinés à les applaudir. Les citoyens qui se prêtaient à cet avilissant métier étaient les claqueurs de ces tristes comédiens (1). C'était, au

(1) Un certain prince donnait des *baiocches* (des sous) aux gamins de Rome pour crier, sur son passage, tantôt : — « *Vive le prince* *** ! » tantôt :

surplus, un vieil usage à Rome, et Pline s'en explique ainsi en parlant d'avocats sans vergogne : « A leur suite marchent des auditeurs tout à fait dignes d'eux, que l'on achète à beaux deniers comptants. Cette foule mercenaire se presse autour du *chef de claque* de nos avocats, au milieu même du palais, et là, comme dans une salle à manger, il leur distribue des vivres. Aussi les a-t-on nommés plaisamment, en grec *sophocleis* (qui savent s'écrier à propos), en latin *laudicœni* (louangeurs pour un repas). Cette manœuvre honteuse, flétrie dans les deux langues, ne gagne pas moins de jour en jour; je l'ai éprouvé : Deux de mes domestiques, à peine sortis de l'enfance, furent entraînés et forcés d'aller applaudir, pour trois deniers (environ vingt-quatre sous). Voilà ce qu'il en coûte pour être grand orateur; à ce prix, il n'y a pas de banc que vous ne remplissiez, pas de cris d'enthousiasme que vous n'arrachiez, quand il plaît à celui qui règle ce beau concert d'en donner le signal; car il faut bien un signal pour des gens qui ne comprennent rien, ou qui même n'écoutent pas. »

Cette vigoureuse sortie peut s'appliquer non moins exactement aux députés qui proclamèrent la République à Rome, et aux claqueurs qui applaudirent dans les tribunes et dans la rue à cette amputation de la liberté et de la morale.

Ces députés, unis par la solidarité du crime, n'eurent-ils pas l'audace de déclarer, par un décret, que l'Europe les admirait? C'était l'orgueil, l'impudence, l'effronterie et le ridicule poussés jusqu'à leur suprême limite, élevés jusqu'à leur plus haut degré. L'Europe se préparait à faire la guerre de l'ordre contre l'anarchie à ces petits-fils de Brutus. En attendant, ces factieux se vautraient dans l'ignominie de leur immoral triomphe. Ils abusaient du pouvoir comme s'ils eussent cherché

— « Vive *le citoyen* *** ! » suivant les circonstances. Il arrivait quelquefois que les petits polissons prenaient l'argent de ce prince révolutionnaire et se sauvaient en lui faisant la grimace, en accompagnant cette mystification déloyale de sa vanité puérile et misérable de ce geste moqueur commun aux enfants mal élevés.



à s'étourdir sur les périls qui les menaçaient. Ils faisaient servir leur autorité usurpée à la satisfaction de leurs vices et de leurs fantaisies, comme ceux qui sentent qu'elle va leur échapper; ils se hâtaient de jouir tant que l'heure du châtiment et de la chute n'était pas encore sonnée; ils ressemblaient aux hérétiques anabaptistes, lorsque ces communistes se furent emparés de Münzer et l'eurent accablé de leur despotisme sanguinaire, d'où l'Europe catholique les chassa également. C'étaient les mêmes passions, les mêmes brigandages, le même athéisme, la même guerre. Mais, au moins, les sectaires du seizième siècle ne parlaient pas de leur vertu! Au reste, la reproduction de ces faits, quand on remonte dans la tradition révolutionnaire, est l'éternel enseignement de l'humanité.

C'était à l'unanimité que la Constituante votait tous les décrets par lesquels elle ruinait et démolissait l'ordre social. Les quelques députés qui auraient été tentés de faire de l'opposition à la démagogie, avaient été obligés de donner leur démission, sous la menace du poignard, cet *ultima ratio* des républicains.

Cette unanimité prouvait que la liberté parlementaire n'existait plus. Ces hommes, enchaînés aux mêmes crimes, ces deux cent cinquante rebelles étaient tous montagnards, quoique les uns siégeassent à gauche, d'autres à droite et le reste au centre. Ils n'avaient qu'un cœur et qu'une âme, âme et cœur gangrenés d'athéisme, de luxure, d'ingratitude, d'égoïsme et d'orgueil. Liés étroitement par les mêmes instincts, par les mêmes vices, rivés à la même infamie, compromis au même degré dans les mêmes crimes, ils votaient, ainsi qu'ils avaient conspiré, comme un seul homme. Ils n'avaient rien de sacré, ils ne respectaient plus rien, ni la vie, ni la propriété, ni la liberté des citoyens.

Les ministres usurpateurs violaient jusqu'au secret des lettres particulières. Ils se dégradaient par toutes les bassesses, non contents de se livrer aux prévarications les plus incroyables.

La République avait organisé la délation. Les citoyens les plus purs étaient à la merci des traîtres. Les haines particulières se dénouaient en drames sanglants, à la faveur du fanatisme démocratique. La rapine, le vol et le meurtre s'abattaient sur Rome comme des oiseaux de proie ; un deuil immense s'était étendu sur la ville éternelle. Ce peuple, naturellement gai et causeur, portait empreinte sur son front la tristesse de la servitude et le sombre ennui de la peur. L'expiation était dure, comme tenace et folle avait été l'erreur. On ne pouvait faire un pas dans la rue sans être coudoyé par des affiliés aux sociétés secrètes, et chaque affilié était un espion et un assassin. Rome apparaissait alors comme une belle femme qui aurait changé sa parure de fête contre un cilice, ses nuits de repos contre des nuits de lamentations et de larmes; sur son morne et pâle visage, déjà livide comme celui des mourants, le linceul funèbre qui sépare de la vie semblait étendu.

La grande voix du souverain Pontife vint troubler, comme un remords, les usurpateurs dans leurs voluptés.

En apprenant la proclamation de la République et le décret sacrilége imposé à son malheureux peuple, le Saint-Père avait été plus douloureusement affecté que surpris. Comme on lui disait que la République, semblable à une trombe épouvantable, s'était jetée sur Rome et y avait commis déjà de grands ravages, il s'écria : — « La série des malheurs qui menacent Rome n'est point encore achevée ! » car son grand esprit voyait se dérouler l'avenir démocratique sur ses pauvres États ; il avait la prévision des intelligences élevées : qui voit de haut voit loin. En politique, l'homme d'État supérieur est celui dont l'horizon est le moins borné. Pie IX pressentit de suite, à ce seul mot de République, tous les malheurs qui allaient fondre sur la ville éternelle. Il se résigna néanmoins, et son courage fut à la hauteur de son chagrin. Dieu avait mesuré ses forces à ses épreuves. Il pleura sur les calamités de son peuple, sur l'incomparable endurcissement des uns, sur l'indifférence des

autres, sur la démence de ceux qui se laissaient entraîner par la tyrannie de leurs passions. Puis il pria pour eux, pour ceux-là même dont aucune expiation puisse être assez grande pour racheter les crimes.

Le Saint-Père réunit ensuite ceux des cardinaux qui étaient venus le rejoindre à Gaëte, ainsi que les membres du corps diplomatique, et prononça devant eux une nouvelle protestation contre ce qui venait de se passer dans la ville éternelle.

C'était le 14 février.

Cette quatrième protestation arriva à Rome comme les précédentes. Lue à la tribune de la Constituante, elle donna l'occasion aux hommes sans dignité qui en faisaient partie, de montrer ce qu'ils étaient en réalité. Ils accueillirent les paroles de leur souverain, du chef de la religion de leurs mères, avec les cris furieux de : « *Vive la République!* » Il y en eut qui proférèrent même des cris plus immondes encore et dont la pudeur interdit la publicité. Il fallait que leurs cœurs fussent bien morts à toute noble sensation, à tout sentiment humain. Ils cherchaient à dissimuler leur trouble par l'insulte, arme des êtres grossiers. Le gouvernement ne pouvait rester en arrière. Le ministre de la guerre, Pompeo di Campello, parut à la tribune et dit : — « Puisque vous avez permis, ô représentants, que cette enceinte *sacrée* fût *souillée* par la lecture d'un pareil document, je vous propose, en réponse, de formuler un décret par lequel les chevaux des gardes-nobles et tous ceux des palais pontificaux seront confisqués pour être appliqués au service de l'artillerie. »

Ce décret fut le prélude de la spoliation du clergé, qui devait précéder celle des autres citoyens. Sterbini proposa à l'Assemblée de décréter la confiscation de tous les biens des congrégations religieuses au profit de l'État; or, l'État c'était lui et ses complices. Et, pour empêcher que des ventes simulées ne pussent sauver quelques débris du naufrage, le projet du décret portait que toute aliénation était nulle, qui aurait eu

lieu depuis le départ du souverain Pontife. L'inventaire de tous les biens, propriétés, immeubles, revenus, effets mobiliers de tous les couvents, églises, congrégations, évêchés, presbytères, même des hospices et de tous les établissements de charité, fut dressé par des commissions dites populaires, par Ciceruacchio et les autres hommes de carnage. Les républicains avaient enfin mis les mains sur les richesses que leur avidité couvait depuis tant d'années! Sterbini, nommé bientôt au ministère des travaux publics, s'empressa de mettre à exécution ces décrets, et vola pour son propre compte des sommes énormes. Quand le *Moniteur* eut appris sa nomination au peuple, celui-ci dit qu'on s'était trompé, que ce n'était pas aux travaux publics qu'il méritait d'être, mais bien aux travaux forcés. Il fallait l'y mettre. Encore une fois, les nations opprimées se sauvent par du courage, non par des paroles, et il n'est pas de joli calembour qui vaille une vigoureuse action.

De son côté, Galetti fit voter une loi abolissant toute juridiction ecclésiastique, quant aux biens et aux personnes. De plus, le chapitre de Saint-Pierre fut condamné à une amende considérable, pour n'avoir pas voulu célébrer la fête en l'honneur de la République.

Le *Moniteur* et les murs de Rome étaient couverts de décrets semblables. Les démolisseurs abattaient avec une activité pleine de rage. Depuis que la fortune publique était tombée dans les mains de ces fripons, le peuple refusait les bons du Trésor; l'Assemblée établit des boutiques officielles de changeurs. En même temps elle faisait changer les couleurs pontificales et faisait accrocher des aigles aux drapeaux de la patrie.

La Constituante marchait rapidement chaque jour dans ce régime de confiscation et de spoliation qu'elle avait inauguré. Elle mettait la main sur tout ce qui était à sa convenance. Elle frappait le peuple de contributions énormes, selon sa commodité et son caprice. La vieille jalousie des philosophes

contre le clergé, des libéraux contre les conservateurs du principe d'autorité dans toute sa force, amenait l'oppression de la partie saine et morale de la population, qui recevait une sanglante leçon pour sa faiblesse.

Le Gouvernement s'était fait faux-monnayeur en altérant les monnaies d'or, d'argent et de cuivre. Il continuait à chercher à s'attacher la lie du peuple par des concessions et par la flatterie.

Tout se faisait au nom du peuple.

Les anarchistes entassaient ainsi ruines sur ruines, édifiant sur les débris, avec du sang et de la boue, l'édifice *démocratique* et *social* qu'un souffle devait faire crouler au milieu des applaudissements de tous les peuples civilisés. Les usurpateurs étaient maîtres absolus; ils avaient promis au peuple la liberté, voilà comment ils la leur donnaient. Nulle opposition ne leur fut faite cependant. Ils pouvaient tout. Qu'on juge de la valeur de leurs utopies par l'application qu'ils en firent, sans contestation, sans opposition, sans autres protestations que celles du Saint-Père! Or, ces courageuses protestations ne les arrêtaient pas; on a vu le cas qu'ils en faisaient. Dire tous les abus d'autorité qu'ils se permirent, impossible. C'était un système général de bouleversements, de spoliations, de fraudes. Qu'on se figure des flétris sortis du bagne, investis tout à coup du pouvoir, et l'on se fera une idée des législateurs de la République romaine; encore des forçats auraient-ils plus de pudeur. Les démocrates étaient tombés plus bas encore. Jamais semblable débauche politique n'avait été donnée en scandale à l'univers.

Pas un de leurs actes qui ne soit marqué au coin de la plus monstrueuse infamie. M. P.-J. Proudhon lui même, l'*ennemi personnel de Dieu* et le *pourfendeur de la propriété,* comme il s'appelle, n'aurait peut-être pas tant osé. Dieu préserve pourtant les nations de la dictature de M. Proudhon et de son *An-archie,* ce dernier mot de la *science moderne!.....*

Le Comité exécutif, abandonnant le système administratif des chefs de division, revint à celui des ministères, comme pouvant satisfaire plus d'avidités. Furent nommés, avec Sterbini aux travaux publics, comme nous l'avons dit, Saffi à l'intérieur, Guiccioli aux finances, Muzzarelli à l'instruction publique, Lazzarini à la justice; Campello fut maintenu au ministère de la guerre, et, pour faire croire que les préoccupations des tyrans étaient grandes au sujet des moyens de résister aux Autrichiens et de soutenir les combats de l'indépendance italienne, on adjoignit deux collaborateurs à Campello; ce furent Mezzacapa et Calandrelli, qui, n'ayant pas eu leur part dans la curée, s'étaient plaints avec amertume.

L'occasion vint pour eux de se distinguer, de montrer leur savoir-faire. Rome était en carnaval; elle cherchait à oublier son ignominie dans les fausses joies de ces fêtes tristes toujours, cette fois infâmes. Rome oubliait ses douleurs; elle cachait ses larmes sous le fard, sous les mouches et sous le masque; elle riait, elle chantait, elle dansait sur son cratère. Elle se couronnait de fleurs, fanées hélas! comme sa pauvre âme, flétries comme son honneur. Elle cherchait dans l'orgie perfide l'oubli de ses souffrances; elle couvrait ses plaies saignantes du domino des voluptueuses intrigues, des mystérieuses luxures. Les croisées des palais et des maisons étaient encombrées de femmes rieuses et parées; du bas de leurs boutiques, les marchands, oubliant la banqueroute qui menaçait Rome, regardaient passer les masques insolents, cheminant follement, les uns en voiture, les autres à pied, d'autres à cheval. Tout à coup, une nouvelle, qui se répand rapide comme l'éclair et tombe au milieu de ces amusements misérables comme une averse, disperse tous ces fanfarons de débauche : *Les Autrichiens sont à Ferrare!*

Réveille-toi, Rome! il s'agit bien vraiment d'oublier! il s'agit bien de rire et de faire orgie! Jette ces coupes pleines, jette ces fleurs sans parfum! Dépouille-toi de ces friperies in-

dignes et ceins tes reins de l'armure des batailles! Descendants des vainqueurs du monde, fils de César, aux armes! Tes *Catilina* vont te conduire aux combats, sans doute, aux combats où triompheront tes légions invincibles! Fiers républicains, l'heure des paroles a fui, celle de l'action vient de sonner : aux armes !

Mais quoi! que sont devenus ces intrépides traîneurs de sabre, qui paradent si vaillamment dans les rues, ces officiers si bien parés, à la martiale allure, aux moustaches menaçantes, aux éperons retentissants? Ils ont été seller leur cheval de bataille, et ils vont revenir, pleins d'une mâle ardeur, pour te conduire à la grande guerre de l'indépendance italienne! Pas du tout. Ils ont été changer de costume et se cacher!..... Mais au moins les tueurs des sociétés secrètes, ceux qui portent la rouge cocarde, ceux qui sont si braves pour assassiner de pauvres prêtres, des vieillards sans autre défense que leurs vertus, tu peux compter sur ceux-là? — Pas d'avantage. Ils ont déchiré la cocarde de la Terreur; ils ont mis dans leur poche le bonnet phrygien; ils ont fait comme les autres, ces intrépides, ils ont eu peur des Autrichiens!... Le Cercle Populaire, les habitués du café des Beaux-Arts, les sociétés secrètes, les clubs, les cercles, ceux qui, depuis plusieurs mois, ne cessaient d'exciter à la lutte, ils paraîtront peut-être? — Non !

Mais la Chambre, la Chambre, au moins, va prendre des mesures promptes, énergiques, car elle est active, implacable, sans pitié; elle l'a bien prouvé! et elle déploiera la même ardeur contre les Autrichiens, ces ennemis de l'indépendance, qu'elle a déployée contre les prêtres, citoyens de Rome, Italiens comme vous tous? — Non encore!

L'Assemblée eut des séances de nuit. La tribune craqua sous les orateurs. Ils furent très-véhéments, il faut l'avouer; ils maudirent les Autrichiens en fort bons termes; ils dirent combien ils aimaient la patrie; ils furent éloquents; et si cha-

que parole eût valu un coup de sabre, c'en était fait de l'armée autrichienne. Ils firent un pressant appel au patriotisme, au courage, au civisme, au désespoir, non-seulement des Romains, mais de tous les peuples de la Péninsule; mais ils n'envoyèrent pas un seul homme à Ferrare, que gardèrent les Autrichiens.

Il y eut une foule d'ordres du jour belliqueux, retentissants, mais ridicules. Ils peuvent se résumer tous ainsi : — « Marchons, courons, volons au secours de nos frères ! Aux armes! Vive la République! vive l'Italie ! vive l'indépendance ! Mort aux Autrichiens ! Nous sommes vaillants et forts ! Nous n'avons pas peur ! Nous vaincrons ! Que l'ennemi tremble! Nous descendons de Brutus ! Vive la liberté ! à bas les prêtres ! Marchons, courons, volons aux combats ! Aux armes ! »

Et personne ne bougeait. C'était toujours, et toujours, la même jactance méridionale et la même lâcheté en actions.

— « Citoyens ! s'écriait le ministre de la guerre, ce matamore sans courage, l'un des plus plats poltrons entre tous ces lâches, — « citoyens ! si dans le passé nous paraissons moins que des femmes, c'est que le soldat romain n'a de cœur que sous la République ! Mais l'avenir trouvera en nous plus que des hommes! vous redeviendrez les Romains de l'antiquité! Là où flottera votre drapeau, l'ombre de Brutus frémira de joie, et la prunelle de Marius lancera des éclairs ! »

Efforts inutiles autant que risibles ! la démocratie romaine n'avait pas de fibre militaire. Le soldat romain *qui n'a de cœur que sous la République*, laissa ce cœur héroïque exhaler son courage dans des cris de victoire, mais rien de plus. Les Romains de l'antiquité ne surgirent pas de leur tombe; ceux de la *science nouvelle* ne se montrèrent pas *plus que des hommes*; l'ombre de Brutus put se dispenser de frémir de satisfaction, et la prunelle de Marius ne lança rien, pas le plus petit éclair : seulement neuf mille bandits nommèrent Mazzini député romain.

Les préoccupations de la guerre furent un prétexte nouveau pour les républicains au pouvoir, pour se livrer à de nouvelles escroqueries et pour s'enrichir révolutionnairement. Ils attaquèrent la propriété par un emprunt forcé de dix-sept millions de francs qu'ils décrétèrent et qui, levé sur *les sangsues du peuple,* sur *les exploiteurs du pauvre peuple,* frappait les riches, les capitalistes, les négociants, les sociétés industrielles et les propriétaires. Quant aux congrégations religieuses, elles étaient complètement dépouillées au nom de la fraternité.

Cet emprunt *forcé*, voté par les hommes de la liberté, était un impôt progressif : aux uns, on prenait le quart de leur fortune, aux autres le tiers, à d'autres la moitié; il y en avait qu'on spoliait des deux tiers de ce qu'ils possédaient. Ce socialisme était logique. Un peuple qui a laissé des usurpateurs violer la légitimité du pouvoir, doit s'attendre à voir violer également la légitimité de la propriété. Là où la religion est méconnue, la propriété, la liberté, la famille, l'humanité ne sauraient être respectées.

Ce n'était pas assez de destruction, pas assez de ruines, pas assez d'athéisme; les républicains de l'assemblée n'étaient point encore gorgés. Sur la demande de l'ex-prince de Canino, qu'on était certain de trouver inventif en propositions violentes et impies, ils décidèrent que les cloches des églises qui appelaient le peuple des fidèles à la consolante prière, seraient arrachées des temples et fondues pour faire des canons. C'était encore un plagiat misérable de 93. Ils organisèrent ensuite une fête, pour célébrer l'avilissant anniversaire de la République française de février; à ce sujet, ils illuminèrent le Capitole, et les bandes anarchistes parcoururent la ville avec des flambeaux en hurlant leurs refrains obscènes et sanglants.

En même temps, l'Assemblée votait les décrets nouveaux qu'elle entassait les uns sur les autres pour la *régénération* de

l'Italie : — nouvel emprunt forcé sur les riches ; — cours forcé des billets de la banque ; — prohibition de l'exportation des chevaux et mulets ; — autorisation à la banque d'émettre pour un million trois cent mille écus romains de billets, avec obligation de donner aux gouverneurs de la République cinq cent mille écus romains ; — versement forcé dans les caisses de la République, *pour les besoins de la patrie*, de tous les dépôts d'argent appartenant aux institutions de main-morte, se trouvant, soit dans les caisses publiques, soit chez les particuliers ; — (1) autorisation au ministre des finances de disposer de tous les biens ecclésiastiques, ainsi que de ceux des pères jésuites ; — émission, pour la somme d'un million d'écus, d'une fausse monnaie, dite *erosa*, dont personne ne voudra ; — perte pour les évêques de leurs droits de juridiction sur les universités et les colléges, afin de livrer la jeunesse à l'enseignement athée du socialisme ; — suppression des tribunaux relevant de la juridiction ecclésiastique et de ceux composés de dignitaires appartenant à la cour romaine ; — abolition de la censure, des douanes, et autres obstacles créés contre la libre circulation des livres, gravures et images obscènes, impies et immoraux ; — envoi de cent mille écus aux insurgés de Venise ; — vente de tous les biens ecclésiastiques, à laquelle les juifs et les anglais hérétiques sont conviés ; — privation de leurs emplois, de leurs traitements et des retraites auxquelles ils ont droit, pour tout fonctionnaire public qui ne ferait pas acte d'adhésion à la République et ne dénoncerait pas ses ennemis ; — création d'une direction de police générale sur les bases de celle de la Terreur ; — émission d'une monnaie de cuivre de la valeur de trois baïoques ; — abolition de la taxe aux frontières des États limitrophes ; — privation

(1) Ce décret permit au Gouvernement de s'emparer des épargnes des travailleurs, qui prétendit les remplacer en déposant dans les caisses des monts-de-piété la même somme, mais en billets qui, en attendant qu'ils ne valussent plus rien du tout, éprouvaient déjà une baisse de trente pour cent.

pour les ecclésiastiques de l'administration des biens appartenant aux hôpitaux et autres *maisons de charité ;* — incapacité pour les églises, les corporations religieuses et autres établissements de main-morte, d'acquérir des biens à quelque prix que ce soit.

La République rendit encore bien d'autres décrets arbitraires. C'était l'iniquité poussée jusqu'au délire ; c'était le communisme matérialiste avec ses farouches et sanguinaires conséquences pratiqué par l'Etat ; c'était le vol, le brigandage exploités au grand jour, au détriment et à la honte des honnêtes gens recevant chaque coup sans les rendre.

C'est par ces dilapidations de la fortune publique et de la fortune privée, que les *amis du peuple* travaillent à son bien-être et à l'indépendance de l'Italie ! C'est en foulant aux pieds tout droit, c'est en abusant de la façon la plus indigne de la force brutale, qu'ils *régénèrent la patrie!* C'est en volant toutes les richesses données aux églises par l'univers catholique tout entier, en pillant même les établissements de bienfaisance fondés par la piété des particuliers et en prenant même les propriétés leur appartenant ; c'est en s'adjugeant la bibliothèque du Vatican, des Archives et celle du Saint-Office, qu'ils *édifient la science nouvelle!*

Et puis, à l'imitation des gouvernants, les forbans qui les ont mis là à la condition qu'ils pourront voler et tuer aussi, se livrent à tous les débordements. Ici, ce sont des citoyens dépouillés par des bandes de brigands ; là, des paysans qui refusent de donner leur argent, qui, sous le prétexte qu'ils sont des jésuites déguisés, sont massacrés et jetés palpitants dans le Tibre ; ailleurs, ce sont des boutiques pillées, des femmes enlevées et violées. Et pendant ce temps, des proclamations sont affichées, dans lesquelles la République, forte de son *courage,* de sa *vertu,* de sa *modération,* défie l'Europe coalisée. L'appel suivant est adressé à tous les peuples :

« A tous les peuples!

« Un peuple nouveau se présente à vous, pour vous demander et vous offrir un échange réciproque de bienveillance, de respect et de fraternité! Ce peuple qui se présente à vous comme nouveau, était jadis le plus illustre de la terre, mais entre son antique grandeur et sa résurrection actuelle, la papauté est intervenue pendant mille ans.

« Peuples de l'Europe! nous nous sommes connus quand le nom du peuple romain répandait la terreur ; nous nous sommes connus quand notre nom faisait pitié! Vous pouvez avoir en horreur cette époque de domination et de violence, mais vous ne pouvez nous condamner à mériter la pitié du monde!

. . . .

« L'histoire de l'Italie était pleine de larmes et on en attribuait une grande partie à la papauté ; néanmoins, lorsque la papauté prit l'initiative, le monde vit que les Italiens étaient prêts à oublier des fautes, et, au nom d'un pape, la révolution éclata; mais ici fut l'épreuve de ce que pouvait la papauté et de ce qu'elle était incapable de faire. Les prédécesseurs du Pontife régnant étaient trop prudents pour se lancer dans une semblable épreuve, et par les malheurs du peuple on put mesurer leur puissance. Le dernier pape s'aventura le premier et se mit à l'œuvre, mais il s'en retira quand il vit qu'il avait manifesté l'impuissance de la papauté à rendre la nation italienne libre, indépendante, glorieuse. Il voulut s'en retirer, mais trop tard ; voilà pourquoi la décadence de la papauté a suivi de si près son triomphe. C'était une aurore boréale qui précédait les ténèbres. Néanmoins nous espérâmes, mais la papauté nous renvoya une réponse de réaction. La réaction fut vaincue. La papauté avait dissimulé, et, voyant le calme du peuple, elle s'enfuit. En fuyant, elle viola la constitution, nous laissa sans gouvernement, fomenta les discordes, se jeta dans les bras du

plus féroce ennemi de l'Italie et lança l'excommunication contre le peuple.

. . . .

« *Provoqués* et abandonnés à nous-mêmes, nous avons accompli notre révolution *sans verser une goutte de sang* : nous avons réédifié *sans que l'écroulement de la destruction se fît entendre* ; nous avons aboli la souveraineté des papes après tant de siècles de douleur, *non par haine pour la papauté*, mais par amour pour la patrie. Quand un peuple a su mener à fin une révolution avec une *moralité aussi remarquable dans son but que dans les moyens employés*, il a montré qu'il était digne, non de servir la papauté, mais de se gouverner lui-même. Il a prouvé qu'il était digne de se constituer en République, digne par conséquent de faire partie de la grande famille des nations et d'obtenir votre amitié et votre estime.

« Pour l'Assemblée constituante ;

« *Signé* : GALETTI, président ; FILOPANTI, FABRETTI, PENNOCHI, ZAMBIANCHI, secrétaires. »

Cette adresse, votée à l'unanimité, avait été rédigée par le député Agostini.

D'avance les faits ont répondu à ce manifeste menteur dans toutes ses lignes. Au point de vue historique, il trahit la plus insigne mauvaise foi, car nul ne peut nier le grand rôle joué par la papauté sans être infâme. Et au point de vue moderne, qu'en dire ? Quoi ! ils ne méritent pas la pitié du monde ? Mais non-seulement l'Europe a pitié, mais ils lui font horreur. Ce n'est pas devant le peuple qu'a fui la papauté, c'est devant l'ingratitude et la violence de la populace et de ses meneurs. Ce sont eux qui ont violé la constitution et fomenté les désordres. La papauté pouvait lancer l'excommunication contre le

peuple, elle ne l'a pas fait, comme ils le prétendent. Ils osent déclarer qu'ils ont été provoqués, ces sanguinaires provocateurs! Ils osent dire qu'ils ont accompli leur révolution sans verser une goutte de sang, quand le poignard qui a frappé M. Rossi n'a pas cessé de fonctionner depuis! On ne peut compter toutes les victimes! L'écroulement de la destruction ne s'est pas fait entendre! croient-ils donc s'adresser à des sourds et à des aveugles? Qui donc espèrent-ils tromper? Ils n'ont pas de haine contre la papauté! Ils n'ont agi que par tendresse pour la patrie! Et leur révolution a été menée avec une moralité aussi remarquable dans son but que dans les moyens employés! Ils réclament l'amitié et l'estime des nations! L'estime et l'amitié pour leurs assassinats, pour leurs vols organisés, pour le pillage et la ruine de Rome!...

Comment se fait-il donc qu'aucun peuple ne répondit à ce manifeste?...

Mais voici que paraît sur la scène le grand acteur de cette sanglante tragédie. Mazzini arrive à Rome au milieu de l'ovation de tous les brigands impurs qui l'infestent. Ah! le nom de ce monstre doit être maudit, comme ceux de ses complices, maudits et exécrés dans toute l'Italie, et rien n'effacera le sang et la boue qui les souillent. Fanfaron dépourvu de tout courage personnel, d'un orgueil qui n'était égalé que par sa mauvaise foi, arrogant batailleur, mais en paroles seulement, il était regardé alors comme le centre de la démocratie italienne. Le nombre d'honnêtes gens qu'il avait fait assassiner comme l'un des principaux chefs des sociétés secrètes lui avait valu une certaine influence, bien tombée depuis, parmi les démagogues européens.

Porté, le 6 mars, en triomphe à l'Assemblée, il y fut accueilli avec des bravos frénétiques, et son nom flétri fut salué d'acclamations bruyantes. Tous les députés se levèrent, comme un état-major quand paraît le général en chef. Le président lui offrit respectueusement place à ses côtés.

Il prononça d'un air d'importance un emphatique discours, dans lequel il s'arracha à lui-même le masque hypocrite qu'il avait pris. Voici un passage de ce discours, qui commence par les accents d'une fausse modestie et finit par ceux d'une cynique franchise :

— « Si j'ai fait *quelque bien,* c'est Rome qui m'en a inspiré l'idée. Lorsque, tout petit enfant, je lisais les annales de l'Italie, j'admirais d'abord la Rome des Césars, qui a conquis le monde par la force des armes ; puis la Rome des papes, qui a conquis à son tour le monde par la force de l'idée. Il me semble qu'une ville qui a réuni deux si grandes destinées, qui a eu ses deux époques si mémorables, pendant que tous les autres peuples s'éclipsaient pour ne plus reparaître ; il me semble, dis-je, que cette ville doit avoir encore une troisième époque, une troisième destinée. Salut donc à la Rome du peuple, succédant à la Rome des Césars et des papes ! »

A la populace pressée sous ses pas, il avait dit : — « Nous avons jusqu'à présent traversé une époque de *mensonge,* dans laquelle les uns criaient *viva* à *celui* pour lequel ils n'avaient aucune sympathie, et *parce qu'ils croyaient pouvoir s'en servir ;* une époque de *dissimulation* pendant laquelle les autres *cachaient leurs desseins,* parce qu'ils pensaient que l'heure de les révéler n'était pas encore venue ! »

Devant la Chambre, Mazzini reproduisit la même pensée. Ainsi, il avouait que la révolution avait effrontément menti, qu'elle avait trompé Pie IX, qu'elle s'était jouée de sa bonté, de sa clémence. C'était la justification des protestations de Gaëte et de l'indignation de l'Europe.

Un hourra d'applaudissements rompit le profond silence avec lequel les députés avaient écouté les paroles du grand-maître des sociétés secrètes.

La vie de Mazzini est connue. Il a conspiré depuis son enfance. C'est l'homme des conjurations souterraines. Ses armes sont la parole doucereuse, le poignard implacable, la pompe

et la poésie de la forme pour cacher le meurtre, comme se cache le serpent sous les feuilles. Intelligence remarquable, mais esprit faux et cœur sans chaleur et sans amour, il fut le fléau de l'Italie. Il tient à la fois de Robespierre et de Gracchus Babeuf. Conspirateur implacable et farouche comme celui-ci, il est, comme celui-là, de l'école jacobine pure. Il se dit déiste, et, la religion détruite, il aurait volontiers reconnu par un décret l'existence de l'Être-Suprême. Le mot *Dieu,* le mot *Peuple* et le mot *vertu,* voilà le fond da sa phraséologie. Au nom de Dieu, il brise le catholicisme; au nom du peuple, il organise la dictature et la terreur; au nom de la vertu, il pratique le crime et le vice. Quoi qu'il en dise, il est athée et communiste. Athée, car le Dieu qu'il adore, c'est *la nature,* qu'il déclare vouloir mettre à la place du pape; communiste, car son but, dit-il encore, est de faire parvenir le prolétariat à la domination, d'abroger l'autorité et l'ancienne société civile, et de fonder une nouvelle société sans classes et *sans rapports civils de propriété.* Il n'étend pas séulement son système de République démocratique et sociale à l'Italie; il organise des sociétés secrètes par toute l'Europe, ayant pour objet « d'organiser des dépôts d'armes et de munitions de guerre; de former *sous main* des tribunaux révolutionnaires *énergiquement composés,* et d'établir en même temps des listes d'ennemis des peuples, qui, aussitôt la révolution éclatée, doivent être arrêtés et *mis à mort.* »

Cet homme de rapine, ce matamore qui prétend faire trembler l'univers, se sauve toujours lâchement au jour des dangers. Il flatte, il dupe, il aveugle les peuples, et se joue de leur enthousiasme et de leur crédulité.

De tout temps, il s'est allié aux protestants de la Grande-Bretagne, qui l'ont encouragé de toutes les manières.

Les membres des sociétés secrètes peuvent fonctionner publiquement en Angleterre; ils peuvent impunément achever, compléter l'œuvre de perdition, d'athéisme et de misère com-

mencée par le protestantisme dans ce malheureux pays. Non-seulement ils sont tolérés, mais encore ils sont applaudis et encouragés. Cette politique est conforme aux traditions diplomatiques de la Grande-Bretagne.

Quel est, en effet, l'acte révolutionnaire qui n'ait toujours, et tout de suite, obtenu l'adhésion du cabinet de Saint-James? Il serait difficile, je pense, d'en citer un seul, à moins qu'il ne s'agisse de tentatives d'indépendance faites contre l'Angleterre même.

C'est là une des règles éternelles de sa politique, et quels que soient les hommes placés à la direction des affaires, on peut tenir pour certain que tous suivront cette ligne de conduite.

Le gouvernement anglais pousse aux révolutions parce qu'il croit trouver son profit dans le malaise et l'affaiblissement des autres. Et il dit en même temps : — « Vous le voyez ; je n'empêche pas les autres pays de faire chez eux tout ce que bon leur semble, fût-ce même des folies ou des atrocités. Cela ne me regarde pas. Je ne suis pas la terre pratique, mais la terre hospitalière des révolutions. » *Rule Britannia.*

La conduite impie de l'Angleterre mérite les flétrissures de l'histoire.

En Italie, et dans les Etats-Romains principalement, le cabinet de Saint-James, dirigé alors par lord Palmerston, ami et collaborateur de Mazzini, se déshonora par ses intrigues en faveur des révolutionnaires, contre le principe d'autorité religieuse et le principe d'autorité civile.

Depuis, lord Palmerston est enfin tombé du pouvoir qu'il avait tant souillé.

Le parti de la révolution en Europe en a reçu un coup mortel. L'histoire racontera ce que cet homme d'Etat a fait contre l'Europe et contre son pays. La nature a isolé l'Angleterre au milieu des mers; lord Palmerston l'a isolée, en politique, des gouvernements du continent. L'Angleterre avait été, par la

déloyauté de son ministre, réduite à se trouver seule, sans alliés, sans amis, sans autres alliés que les barricadeurs, sans autres amis que les athées, et elle aurait pu se voir entourée du plus grave danger tant au dehors qu'au dedans, si l'abandon se fût changé en hostilité ouverte.

Intolérant, indiscret, perfide, imprévoyant, lord Palmerston entourait et lui-même et sa patrie d'ennemis puissants, et cela sans nécessité comme sans profit. Il s'était fait non-seulement le perturbateur des Etats étrangers, au moyen de principes erronnés, comme on l'a vu pour les gouvernements de Grèce et de Naples, mais les mauvaises dispositions de son esprit paralysaient et faisaient oublier celles qui étaient bonnes.

Sa chute a été un acte nécessaire et pour le gouvernement anglais, et pour le Royaume-Uni, et pour la paix du monde. Il est seulement à déplorer qu'elle n'ait pas eu lieu six ans plus tôt; sa réputation, l'Angleterre et l'Europe n'y auraient pas peu gagné.

Les catholiques de toutes les parties du monde ont eu particulièrement à s'en féliciter. Il n'est pas de méchant bigot, de brute infidèle (et ce sont les plus méchants persécuteurs), qui ne soit, au contraire, à déplorer la chute de cet homme d'Etat qui, plus que tous les autres en ce siècle, a su persécuter les prêtres catholiques et spolier leurs églises. Dieu merci! il est tombé celui qui, sous les prétextes les plus insidieux, a provoqué ces guerres civiles qui ont abreuvé de sang le sol de l'Europe, ces guerres souillées de crimes, et dont le terme a été l'enrichissement des fripons par les terres de l'Eglise.

Quand lord Palmerston est tombé, il venait d'adresser une note aux gouvernements protestants d'Allemagne pour persécuter le catholicisme. Ce dernier attentat ne fut pas permis par la Providence, et dans cette chute, on voit sa main toute-puissante.

Ce n'était pas seulement un agitateur politique que cet aveugle ennemi des peuples, ce n'était pas seulement un

pseudo-libéral, c'était surtout, avant tout et par dessus tout, un sectaire fanatique. En révolutionnant l'Italie, il avait pour but principal de frapper la papauté; en favorisant Kossuth et la Hongrie révoltée, il se préoccupait spécialement de frapper un Etat catholique et de le protestantiser. Il est tombé, comme tombera lui-même un jour le protestantisme. L'hérésie se dissout dans la pourriture; l'anglicanisme se lézarde partout, et partout menace ruine. La lumière de la vraie foi pénètre en Angleterre, cette *fille des prières*, qui jadis a produit tant de saints et de martyrs.

Le protestantisme, c'est la révolution religieuse, de même que le républicanisme est la révolution politique.

Le protestantisme, c'est le socialisme et le radicalisme religieux, de même que le républicanisme est le socialisme et le radicalisme politique.

Le protestantisme, c'est la révolution, c'est la révolte, c'est l'anarchie; c'est l'étouffement de la liberté par la licence; c'est surtout, qu'on ne s'y trompe pas, c'est l'intolérance.

Ce qui est résulté de cette *déformation* du christianisme est connu; on en voit les conséquences : des scandales odieux, et jusqu'à la *négation des vérités chrétiennes;* certains protestants, décidés à revenir à Rome, l'ont avoué.

Le protestantisme, ce fut la luxure et l'iniquité de quelques moines, de quelques princes et de quelques bourgeois déchaînés contre l'Eglise, dont les vertus, la morale et le joug salutaire gênaient les passions charnelles.

C'est le protestantisme qui est la cause primordiale de toutes les ruines que nous voyons autour de nous. Les révoltes de Luther, de Calvin et des autres sectaires contre l'autorité du Saint-Père, ont logiquement amené les révoltes des révolutionnaires politiques contre les autorités temporelles. Cela devait être.

Aujourd'hui la Providence contemple avec compassion ces peuples infortunés qui roulent depuis trois siècles dans le tour-

billon de l'hérésie. Elle a pitié de leur misère, qui est si grande, si grande, et les ténèbres amoncelées de Luther à Hegel et de Calvin à Strauss sur ces peuples se dissipent insensiblement.

L'esprit de révolte a épuisé tous les genres de folies, d'absurdités, de crimes; les nations qu'il a grisées retrouvent leur raison et se préparent au retour vers l'unité de la foi.

Le protestantisme va mourir, emporté avec ses enfants, tous ces conspirateurs, tous ces traîtres, tous ces *esprits-forts*, tous ces libres penseurs, tous ces anarchistes, tous ces philosophes dont le dernier rêve était de faire disparaître le mot de Providence de la langue humaine.

V.

Mazzini est un de ces bandits sans religion, sans bonne foi, qui n'ont qu'un but : révolutionner le monde, faire des ruines, pour acquérir quelque popularité honteuse et ramasser un lâche butin. Il se grise avec du sang comme avec du vin. Il nie la société monarchique et catholique, il nie l'autorité ; il marche au chaos, à l'anarchie par les ruines, dans les larmes des peuples, dans leur sang. C'est de ces hypocrites qui posent en illuminés, chez lesquels le style, la parole, le geste, le visage même, tout est menteur.

Ce jongleur à la parole dorée fait parade de son hypocrite déisme pour cacher son ambition. Son Dieu, à lui, c'est le Dieu de la révolte, du carnage, du pillage, de la dévastation; c'est le Dieu du crime, de la fureur; pour trône il a l'échafaud, pour diadème le bonnet rouge, pour emblème le poignard car-

bonaro; c'est le Dieu du mal et de l'erreur, c'est le Dieu de l'Enfer; c'est Satan!.....

Type orgueilleux et dominateur, Mazzini veut régner à tout prix, même auprix de l'ignominie.

Pour lui, tous les moyens sont bons, il l'a déclaré avec une audace effrontée, et c'est ainsi qu'il cherche à justifier tous ses crimes, par la *sanctification du but.*

Avec son intelligence, il eût pu devenir le régénérateur de l'Italie par la foi; il préféra être son bourreau par l'athéisme, et tout cela, pourquoi? — Pour recueillir quelques bravos stipendiés, pour être proclamé le plus grand des scélérats et le plus corrompu entre les plus infâmes.

Mazzini imprima une direction plus démocratique encore au gouvernement de la République. Il fit proposer par Canino et Audinot d'envoyer trois commissaires à Florence, afin de s'entendre sur la réalisation du projet qui consistait à réunir les deux Républiques. Les commissaires choisis par l'Assemblée et qui partirent aux frais de l'État, étaient : Ignace Guiccioli, Philippe Commerata et Joseph Gabussi.

Dans le même temps, le ministère fut ainsi reconstitué : Aurelio Saffi, à l'intérieur; Rusconi, aux affaires étrangères (1); G. Lazzarini, aux grâces et justice; Alexandre Calandrelli, à la guerre et à la marine, par intérim; Montecchi, aux travaux publics; F. Sturbinetti, à l'instruction publique.

Dès son début, ce ministère créa une commission militaire, qui, sous prétexte de préparer la défense de Rome, saccagea les villas, ravagea et pilla les palais, porta la spoliation et la dévastation chez les particuliers. La Constituante devait se

(1) Ce Rusconi vint à Paris, en compagnie de Pescantini, autre député, de Rome, sous le prétexte d'essayer de faire reconnaître la République mazzinienne par la France. Ils étaient logés somptueusement, et menaient, à Paris, une existence princière, aux frais du peuple romain. Ils trouvaient aussi des ressources pour leurs plaisirs, dans les millions consacrés à l'embauchement, en France, de soldats de l'indépendance, dont ils s'occupaient avec Frapolli,

réunir en comité secret, tous les dix jours, pour entendre le rapport des opérations de cette commission; les députés furent donc complices des actes de vandalisme commis par elle.

Mazzini organisa de nouvelles et plus barbares persécutions contre le clergé. Les prêtres romains ne furent plus seuls inquiétés, menacés, maltraités et volés, les prêtres français, belges et autres, quoique étrangers, subirent le même sort. Et cette République mendiait l'amitié des nations dont elle insultait les saints ministres! Il n'y avait plus de droit des gens à Rome, plus de lois, plus d'ordre, plus de morale, plus de justice; tout était violé.

Quel spectacle! Rome chrétienne, livrée aux barbares de la révolution, hommes grossiers et sanguinaires, semblait être oppressée sans cesse comme au jour de l'immense douleur; on se croyait au Vendredi-Saint, tant les visages étaient abattus. Mais bientôt les hurlements des sauvages faisaient évanouir cette pieuse illusion : on reconnaissait que la capitale du monde catholique était violée par les débauchés de la démocratie. Les palais déserts, les églises profanées, les cimetières privés de croix, — car les impies, dans leur athéisme farouche, n'avaient rien respecté, pas même la mort, — les images des saints mutilés, les ornements sacrés lapidés ou volés, les murailles barbouillées de ces mots : *République, Liberté, Égalité, Fraternité,* OU LA MORT, tout trahissait le règne des révolutionnaires. Il faut avoir assisté, comme l'auteur du présent ouvrage, à ce spectacle douloureux, pour comprendre l'impression que peuvent produire les excès de la démocratie sur les esprits honnêtes, pour comprendre la haine que les cœurs droits portent à la révolution. A chaque pas, on trébuchait sur le cadavre d'un *réactionnaire;* on glissait dans le sang d'un prêtre, d'une femme, d'un enfant!... On rencontrait aussi des troupes de clubistes et de prostituées chantant, dans leur fureur délirante, des hymnes à la *déesse Raison;* avec des imprécations et des blasphèmes, ils s'installaient dans les temples, qui pleuraient

leurs chastes et douces madones. Ainsi marchaient dans la démocratie ces forçats de la révolution, inexorablement enchaînés à leurs crimes, courbés sous la fatalité de leurs forfaits. Et ils riaient, ils chantaient, ils dansaient, ces démons, sur les ruines par eux amoncelées, sur les ruines de familles mutilées, de cœurs brisés, de principes violés, de citoyens égorgés !...

Rome, vaincue par les ténèbres et le crime, subissait lâchement la terreur. La peur fait commettre les plus grands forfaits, et surtout en rend complice. Le mal dominait le bien, parce que, dans cette route semée de pierres et bordée d'épines que suivent ceux qui marchent vers le bien, beaucoup se découragent, qui n'ont pas assez de force pour combattre, pour souffrir. Si tous ceux auxquels répugnait l'odieuse République s'étaient entendus et avaient eu de l'énergie, ce monstre eût été vite étouffé. Mais ses ennemis ne composaient qu'un corps sans tête; ils se courbaient douloureusement sous le despotisme *fraternel;* s'ils avaient l'intelligence qui conçoit, ils manquaient de l'intrépidité qui exécute. Ce n'est pas tout de dire tout bas : « Je souffre, » et de maudire ses oppresseurs en se tordant dans ses chaînes; on les enfonce ainsi plus avant dans sa chair : il faut avoir la persévérance qui les ronge maille à maille, ou l'audace qui, d'un coup, les brise. N'ayant pas ce courage, Rome comptait, heure par heure, minute par minute, les jours qu'elle passait ainsi, traînant sa chaîne d'esclavage et de honte, baisant les pieds des tigres qu'elle abhorrait, voilant ses yeux pleins de larmes d'un sourire hypocrite et son front abattu d'une auréole de joie, renonçant même à prier, de peur de profaner la prière et d'être plus rudement frappée encore par les athées qui l'asservissaient. Ces insatiables vampires lui suçaient le sang. La tête de cette reine coupable, opprimée et captive, était enveloppée d'un suaire lugubre; les mains avides des républicains, ces mains aux ongles de vautour, pressaient ses mamelles pour les tarir et les déchirer; ses chairs étaient

affaissées comme celles d'une agonisante; sa voix, autrefois pleine et forte, ne faisait plus entendre qu'un long cri d'agonie, entrecoupé des chants sinistres des révolutionnaires, semblables au bruit du marteau qui cloue la tombe d'un peuple.

VI.

Le socialisme à Rome était tombé de la fièvre dans une véritable frénésie. Les apôtres de la secte continuaient à se dévorer entre eux. La monstruosité des principes proclamés par ces nouveaux Titans, soi-disant régénérateurs du monde, monstruosité dépassant même les limites du délire, aurait dû inspirer du courage aux amis de l'ordre social et leur donner la force de s'en affranchir. Mais ils étaient énervés.

Leur couardise encourage les démolisseurs de l'ordre social. Les prêtres des Missions étrangères sont chassés de leur maison de Saint-Sylvestre, au Quirinal; tous les couvents sont transformés en casernes et en clubs, le palais du vicariat en marché; les saintes reliques recueillies par la foi dans les catacombes d'Agnès et de Saint-Sébastien sont profanées et jetées aux ordures! Les religieuses françaises, couvertes par le pavillon de leur nation, sont brutalement expulsées de leur monastère du Bon-Pasteur; les républicains volent et emportent chez eux, comme leur butin, les vases et tous les objets sacrés de la chapelle Sixtine. C'est ainsi qu'ils respectent la religion, à laquelle ils demandent des prières par la force! Les missionnaires anglais, agents de lord Palmerston, ceux de la république des Etats-Unis, peuvent impunément se livrer à leurs intrigues anti catholiques; ils sont encouragés à inonder les Etats de

l'Église de leurs Bibles et de leurs pamphlets protestants. Parmi eux, un prêtre apostat nommé Achilli, chassé du sacerdoce pour l'immoralité de ses mœurs, se distingue par sa propagande impie, à Rome et dans les campagnes. Il promène ses impuretés dans la ville aux bras des Aspasie, des Phryné, des Laïs des carrefours et des boudoirs.

Un dimanche, au milieu de l'office divin, l'église de Saint-Philippe-de-Néri est envahie par les bandes des sauvages; le peuple des fidèles est chassé, les cloches descendues et mises en pièces.

Rien n'égale la férocité que déploient les révolutionnaires victorieux envers les infortunés qui tombent en leur pouvoir. Il n'est pas de raffinements de cruauté qu'ils n'inventent et ne leur fassent subir. Quand ils peuvent, ils ne se contentent pas d'égorger, ils torturent membre par membre, ils coupent leurs victimes par morceaux et se les partagent. Ils traînent les cadavres dans la boue et dansent dessus. Dans plusieurs villes de l'Italie, de la chair humaine fut vendue, oui, vendue publiquement! Les marchands criaient : « *Quatre sous la livre, quatre sous la viande de prêtre! quatre sous la livre la viande de soldat!* »

Plusieurs en ont mangé!

Et puis, ils en font autant de l'honneur de leurs victimes; ils le diffament. Ils assassinent leur réputation comme ils ont assassiné leur corps.

Et le gouvernement de Rome parlait de l'enthousiasme des citoyens! Les finances étaient dans le plus triste état. Les impôts forcés n'avaient produit que quelques sommes arrachées à la crainte du trépas, et immédiatement dévorées. Il n'y avait plus de numéraire; les billets du trésor mis au pillage étaient sans valeur. Le commerce n'en voulait pas. — « Nous préférons ne rien avoir, répondaient les boutiquiers. — Emportez notre marchandise; puisque nous sommes forcés de recevoir ces chiffons, nous nous en rapportons à votre probité. »

L'or sous la papauté était plus commun que la plus mince monnaie de cuivre sous la République.

Le gouvernement lui-même, tout en pillant pour son compte, fit des proclamations contre ceux qui volaient à main armée. Il n'osait les punir, parce qu'ils étaient ses complices, et il n'avait pas ce droit vis-à-vis d'eux; mais il les dénonçait au peuple. L'avidité était si grande qu'un député, nommé dans deux colléges, demanda deux indemnités!... L'agiotage avait tout gagné, jusqu'à l'armée. Le ministre de la guerre publia un ordre du jour dans lequel il disait que l'on s'était plaint de ce que les officiers et les soldats spéculaient sur les bons du trésor : — « Dans les temps de crise et de péril, le devoir de chaque citoyen est de coopérer par des sacrifices au salut de la patrie; mais ce devoir est encore plus impérieux chez ceux à qui l'accroissement du pays a procuré accroissement de fortune et d'honneur. »

Ces blâmes retombaient sur le gouvernement qui avait perverti la nation et accusaient son impuissance à arrêter le déchaînement qu'il avait provoqué. Dans d'autres ordres du jour datés du 27 mars, le ministre de la guerre flétrit ainsi lui-même l'avidité des révolutionnaires : « Les demandes de grades dans l'armée augmentent chaque jour *à un point honteux*. Non-seulement il est impossible de satisfaire à toutes, mais cela ne se doit pas. »

Dans le parti républicain, tout le monde, au nom de l'égalité, a la prétention de commander, et personne ne consent à obéir.

Dans un autre ordre du jour, le ministre de la guerre s'écrie : « Il faut signaler, de la part des fournisseurs de fourrage, l'*abus inique et déloyal* de leur position. Ils ne craignent pas de profiter des circonstances actuelles pour éluder les conditions de leurs contrats et pour donner aux chevaux une nourriture inférieure sous le rapport de la qualité et de la quantité convenues. »

D'un autre côté, les brigands conduits par Ciceruacchio ne

se contentent plus de piller chez les réactionnaires; ils s'attaquent même aux républicains, aux hommes du pouvoir, auxquels ils reprennent ainsi ce qu'ils ont volé eux-mêmes. Le directeur de la police générale n'osa pas les punir, mais il les flétrit dans plusieurs ordonnances, et appela leurs crimes des actes illégaux. La République ne pouvait que protester contre la logique de son principe.

En temps de révolution, ce sont les plus violents qui dominent. Pour être maître de la situation, la colère ne suffit pas; il faut avoir la rage. C'est en vain, alors, que les théoriciens et les modérés du parti républicain et socialiste cherchent à arrêter le mouvement pour en profiter seuls; ils sont entraînés par leurs disciples, par leurs complices, et forcés de suivre le torrent de sang et de larmes. La République doit subir les conséquences de sa tache originelle.

Quand même la révolution eût voulu faire de l'ordre, cela lui eût été impossible. Toujours son principe la déborde. On ne fait de l'ordre durable qu'avec le sentiment religieux; la force ne suffit pas. L'ordre matériel n'est sérieusement établi que quand l'ordre moral est dans les consciences.

Les hommes qui étaient au pouvoir n'avaient-ils pas proclamé, pour y arriver, que *l'insurrection est le plus saint des devoirs?* Qu'y avait-il d'étonnant à ce que les anarchistes retournassent contre eux l'arme qu'ils leur avaient mise dans la main? Que les gouvernements révolutionnaires soient inquiétés, entravés, combattus, renversés par la révolution, ce n'est que justice. Cette justice de Dieu est souvent lente, mais elle est sûre!

Les républicains eussent-ils été modérés, ils n'auraient pu rien faire pour la prospérité de Rome. La raison en est simple : c'est que leur gouvernement illégitime manquait d'une base incontestable. Il se produisait comme une usurpation, comme une œuvre de violence, comme un accident malheureux, comme un essai funeste. Il fonctionnait dans l'intérêt

d'une faction, d'un parti, pour la satisfaction d'une doctrine, d'un système. Il ne tendait pas au bien général. Eût-il été calme, il eût tout de même entretenu un inévitable malaise dans la société. Là où le droit n'existe pas, la force morale ne peut se produire, et, sans cette force, point de confiance.

Le pouvoir du Saint-Père était tout différent. Sa légitimité ne pouvait être niée par personne de bonne foi. Ceux mêmes qui ne l'aimaient pas, étaient tenus, en conscience, de le respecter dans son origine.

La République, en la supposant même sans ses violences et ses crimes, était donc impossible. Le peuple, si odieusement égaré par les sectaires, devait répudier son erreur en la détestant. Il devait rompre avec les utopistes et revenir aux conditions véritables du progrès, qui sont : la religion, l'autorité et le travail.

Par le respect de l'autorité et de la religion, le peuple s'élève en moralité et en civilisation ; par le travail, il s'affranchit de la misère et de l'abjection qui flétrissent son corps et dégradent son âme.

VII.

Pendant que ces choses se passaient à Rome, le roi Charles-Albert, qui, par son courage, devait expier sa faiblesse envers la révolution et l'ambition insensée qui lui avait fait désirer la couronne suprême en Italie, faisait un brûlant appel à tous les peuples de la Péninsule.

Tous ceux qui voulaient réellement l'indépendance de l'Ita-

lie n'avaient qu'à venir se ranger sous son drapeau ; l'heure de l'action était venue.

Les républicains de Rome, qui avaient tant crié : *Aux armes!* qui s'étaient montrés si farouches dans la persécution du clergé sans défense, ne répondirent que par des décrets impuissants à l'appel du courageux monarque, et par des proclamations insipides. Un comité, dit de la guerre, fut nommé, qui décréta que tous les citoyens seraient soldats, depuis dix-huit ans jusqu'à cinquante-cinq ; on décréta de plus la mobilisation de la garde nationale, pour les hommes ayant de dix-huit à trente ans. Les douaniers furent également mobilisés. Ces douaniers étaient les sbires les plus dévoués de Mazzini. C'étaient eux qu'on chargeait des expéditions les plus délicates : enlèvements secrets, noyades nocturnes dans le Tibre, égorgements, etc.

L'Assemblée constituante fit une proclamation orgueilleuse, comme toujours, signée ainsi par l'ex-prince de Canino, président : *C.-L. Bonaparte.* La voici :

« *Aux peuples de la République romaine.*

« Citoyens !

« Le canon italien, précurseur des batailles et *de la victoire,* tonne de nouveau dans les plaines de la Lombardie. Aux armes !

« Aux armes ! Il nous faut maintenant, *non pas de vains discours, mais des faits !* Les phalanges républicaines, s'unissant à celles qui se rassemblent sous les Alpes et aux autres soldats de l'Italie, voleront au combat. Qu'il n'y ait d'autre émulation que celle de la valeur et des sacrifices ! Malheur à celui qui, dans ce moment suprême, jetterait la division parmi les *frères !*

« Des Alpes jusqu'à la mer, il n'y a pour nous ni vraie in-

dépendance, ni vraie liberté, tant que l'Autrichien foulera le *sol sacré* de la patrie.

« La patrie demande de vous hommes et *argent;* levez-vous donc, et à sa demande, répondez : Aux armes ! »

Personne ne se leva; mais la patrie, c'est-à-dire la *République*, prit l'argent. Quoi qu'ils en disent, c'était encore là de vains discours, qui ne furent pas suivis d'un seul fait.

La commission exécutive enleva les troupes de ligne à la juridiction des préfets de province, pour les placer sous celle du ministre de la guerre; elle ordonna aux curés des églises, *non pas* de demander au ciel de bénir les armes de l'Italie, mais de chanter d'avance le *Te Deum* de la victoire. L'Assemblée constituante rendit une multitude de décrets, parmi lesquels quelques-uns remarquables par leur inopportunité et leur niaiserie, tels que celui qui ouvre un crédit de 16,800 *écus romains* pour reprendre les fouilles du Forum, et celui qui prohibe la chasse aux cailles sur le littoral de la Méditerranée. — Et voilà tout le secours que la République prêta à Charles-Albert!... Les révolutionnaires de Rome et ceux de Florence n'envoyèrent pas un seul homme, pas *un seul*, au secours de l'armée piémontaise qui allait combattre les Autrichiens !

Les Italiens s'exécraient bien davantage entre eux qu'ils n'exécraient les Autrichiens. Avant de haïr ceux-ci et de déclamer contre eux, ils auraient bien dû commencer par s'aimer les uns les autres. Or, c'était tout le contraire. Jamais nation n'était plus divisée, même de langage. Les vieilles jalousies des peuples de la Péninsule entre eux étaient loin d'être éteintes. Les Piémontais, les seuls soldats que possédât la Péninsule, avec les Napolitains, étaient particulièrement détestés par les autres Italiens. Les révolutionnaires avaient beau crier de toute la force de leurs poumons : « Vive l'unité italienne ! » cette unité n'était pas dans leurs cœurs. Ils le prouvèrent bien

dans leur conduite vis-à-vis du roi de Naples et de Charles-Albert.

Le sentiment de la nationalité fut donc seulement, en Italie, une exploitation des révolutionnaires, et pas autre chose. Cette unité tant acclamée n'existe ni dans l'identité de langage, ni dans celle des mœurs. Encore que cela eût existé, cela n'eût pas entraîné de droit l'unité de gouvernement. L'identité de race même ne doit pas forcément produire l'unité politique. Les faits, d'ailleurs, protestaient hautement contre ces vaines théories.

Les princes, et c'est l'honneur de la souveraineté, eurent le sentiment patriotique de l'indépendance du territoire italien; la révolution, et c'est sa honte, fit tout contre cet instinct de nationalité.

VIII.

L'assemblée, sur ces entrefaites, décréta la dissolution du comité exécutif et le remplaça par un triumvirat, auquel elle confia le gouvernement de la République, et des pouvoirs illimités. Ce triumvirat était composé de Joseph Mazzini, Charles Armellini et Aurelio Saffi.

Alors commença pour Rome le comble de l'oppression.

Sous le règne de Mazzini, qui quintessenciait la révolution, la République chaque jour marchait à sa perfection, à son *nec plus ultra*, à son apogée : le matérialisme et l'anarchie. La perversité et le crime tout puissants étalaient dans la ville leur cynisme effronté. Il n'y avait plus de morale à Rome d'où la religion était bannie, car la morale se forme sur les dogmes

religieux. L'oppression républicaine s'affirmait par les mesures détestables de la terreur : visites domiciliaires, encouragements à la délation et au crime, arrestations arbitraires, pillage des deniers de l'État et de toutes ses richesses, impôts iniques, vols par décrets et par invasions chez les particuliers, les communistes de la rue imitant ceux du pouvoir, assassinats publics et secrets... Voilà les hauts faits des républicains de Rome sous la direction de Mazzini, qui, en même temps, organisait des fêtes, faisait des proclamations ardentes et poétiques, d'une hypocrisie sans exemple.

Mazzini organisa à Rome la réjouissance obligée : des jeux, *pendant* que la capitale de la chrétienté pleurait son chef bien-aimé et ses meilleurs citoyens, des jeux à n'en plus finir : tirs au fusil, courses en chars, courses à la hotte, saltimbanques, marchands forains, lutteurs, bateleurs, feux d'artifice. En annonçant tout cela, les journaux ajoutaient : « Le bal sera *délirant*, on y verra *la meilleure société de Rome !* » Cette meilleure société se composait d'hommes en bonnets rouges dansant des danses obscènes, avec des demoiselles ayant des mouvements lubriques pour toutes les figures.

Des saltimbanques ayant annoncé à l'une de ces fêtes qu'ils feraient voir des monstres : « *Vive le triumvirat! vive l'assemblée! vive la république !* » s'écria un jeune réactionnaire. La foule se prit à rire. Mais ce n'étaient pas ces monstres-là qu'on lui montra dans la baraque, c'étaient des femmes ayant de la barbe.

Quant aux courses, elles se terminaient ordinairement par des distributions de coups de poings et de coups de couteau entre les *frères* voulant se partager les prix.

En somme, ces fêtes serraient le cœur aux bourgeois, regrettant leurs amusements simples et honnêtes d'autrefois, leur tranquillité et leur liberté passées, et ils se disaient, avec un soupir, en rentrant chez eux : « Nous étions bien plus heureux quand on ne voulait pas à toute force nous amuser ! »

Et l'on se couchait sans sécurité, ne sachant pas si l'on ne serait pas égorgé dans la nuit par les hommes de la *science moderne.*

IX.

Depuis que Mazzini était dictateur de la république romaine, la situation de cet infortuné pays s'était encore empirée. Celui qui se proclame le chef suprême des sociétés secrètes (quoique beaucoup d'agitateurs refusent de subir sa direction inintelligente, emphatique et vénale) avait livré la ville éternelle au vandalisme des membres de ces réunions, jadis clandestines, désormais publiques à Rome.

La capitale du catholicisme gémissait sous la tyrannie des clubs, où régnait l'ignoble sans-culotisme. Les clubistes ressemblaient à des diables; ils vomissaient les ordures les plus immondes dans le plus grossier langage. Dans cet argot emprunté au dictionnaire des bagnes, ils exposaient leurs idées de meurtre avec le cynisme des animaux, avec une obscénité répugnante. Ils se faisaient accompagner dans ces lupanars politiques par leurs prostituées, qui les égalaient en fureurs et en blasphèmes. Ce fumier social exhalait une puanteur de voirie.

Il serait impossible d'écrire ce qui sortait des gueules remplies de sang humain de ces bêtes féroces, qui léchaient leurs poignards.

Et ces misérables avaient la prétention de fonder une société nouvelle! Comme s'il était possible d'édifier un ordre politique sans ordre moral, sans religion!

Ils se proclamaient les régénérateurs de l'humanité, et ils criaient : « *Vive l'enfer !* » Et ces assassins de chrétiens disaient qu'ils continuaient l'œuvre du Christ !

Le peuple subissait la tyrannie démocratique de cet athéisme; il s'associait même à ses fureurs. La foule caresse lâchement le succès. Dans les temps d'abâtardissement et quand la foi manque aux cœurs, le despotisme, quel qu'il soit, a des admirateurs et des complices. C'est le fait de la bassesse humaine, de l'égoïsme humain. Tel qui est salué grand et encensé par la multitude, qui a réussi, eût été outragé et couvert de boue par elle s'il eût échoué. En dehors de la légitimité, en temps de révolution, le pouvoir est au plus audacieux. On en impose plus aux foules débordées par sa violence et ses vices que par ses vertus. N'a-t-on pas vu le peuple français, par exemple, qu'on dit le plus intelligent de l'univers, acclamer et conspuer tour à tour Louis XVI, Robespierre, Bonaparte, et tant d'autres !

Combien peu restent fidèles à la vérité quand elle est courbée sous le pied barbare des fils de Satan ! Combien peu sont restés fidèles à leur Dieu outragé, à leurs rois exilés ! Jadis, la fidélité était un devoir ; aujourd'hui, son extrême rareté en a fait une vertu. Les natures généreuses n'adorent pas le succès; la légitimité, le droit les trouvent toujours prêtes à mourir, et plus la bonne cause est persécutée, plus fortement elles s'y attachent. Être le courtisan de l'infortune, cela est touchant et honorable, et c'est le fait des convictions qui sont désintéressées.

X.

C'étaient chaque jour à Rome de nouveaux crimes, de nouveaux massacres. Les révolutionnaires, maîtres de Rome, y donnèrent une seconde édition de la Terreur. Les meneurs des sociétés secrètes avaient recruté, pour les forfaits, une armée de vagabonds, de voleurs, de furieux. Ces brigands, ivres de sang et de liqueurs fortes, se livraient à des orgies, en compagnie de ces harpies qui représentent la *femme libre* dans tous les troubles publics. Ces mégères, filles de joie des carrefours, accompagnaient les assassins et saluaient chaque victime égorgée avec des propos obscènes et des gestes indécents. Cette lie impudique et sacrilége était montée à la surface sociale, grâce à la faiblesse des honnêtes gens. Or, dans le danger, la faiblesse a tous les caractères de la lâcheté; elle remplit les fonctions de la trahison.

Les sans-culottes de Rome barbottaient dans les ruisseaux de Rome comme autrefois leurs pères, les sans-culottes de 93, barbottaient dans ceux de Paris.

La démocratie victorieuse étalait impudemment le virus de ses vices et la laideur de son cynisme. Elle marchait, ivre de débauche et de sang, hurlant des chants de mort; elle marchait aux abîmes par des chemins couverts de ruines. On ne rencontrait plus dans les rues de Rome que des bandes d'hommes armés, déguenillés, ivres de vin et de crimes, farouches sicaires cherchant des proies. Leurs regards sanglants se fixaient sur ceux des passants, les uns, coupables d'être prêtres, les autres, coupables d'être riches, les autres cou

pables d'être modérés, d'autres encore, coupables d'être propres.

Les licences sociales, les libertés déréglées, courbaient la vertu et la sagesse sous la tyrannie populaire, bien autrement implacable et cruelle que la tyrannie d'un seul !...

A la population romaine s'était jointe une population étrangère, rebut de tous les pays, républicains cosmopolites membres de toutes les sociétés secrètes de l'Europe. Ces coupe-jarrets de la démocratie trahissaient un caractère particulier de lâcheté et de crime. Ils étaient conduits, flattés, entretenus aux frais du peuple par quelques meneurs, idoles des troubles de l'Italie.

Jaloux d'imiter les jacobins de France, ceux d'Italie se rassasièrent de massacres. Ils mangèrent, entre autres, le cœur d'une de leurs victimes, un vénérable prêtre, béni des pauvres gens. Les cannibales de la République n'assassinent pas seulement comme les sauvages, ils dévorent leurs semblables !... Et ces charcutiers humains, ces antropophages disent qu'ils veulent le règne de la liberté, de la fraternité, de la vertu ! on voit comment ils l'inaugurent !

La révolution est partout la même. Partout son but et ses moyens se ressemblent, comme ses lâchetés, ses oppressions et ses crimes.

Quelques prêtres apostats, encore vêtus de la vénérable soutane qu'ils étaient indignes de porter, se mêlaient, à Rome, aux groupes démagogiques. Ils haranguaient la canaille rouge ; ils la poussaient aux excès ; ils la conduisaient aux manifestations infâmes, aux cérémonies sacriléges et aux boucheries républicaines. Ils étaient aidés dans cette œuvre d'iniquité par quelques officiers de la garde nationale, des médecins sans talent, des avocats sans conscience, des journalistes ambitieux et rageurs, des boutiquiers orgueilleux et jaloux : savetiers, charcutiers, épiciers, marchands de fromages, sacrifiant les intérêts de leurs boutiques et le repos de leurs familles

familles au plaisir d'humilier ce qui est grand, de cracher sur ce qui est saint, petits Voltaire, très-petits Mirabeau de magasins, *esprits forts*, c'est-à-dire très-faibles, qui ne voyaient pas que le premier acte de leurs *amis, les sans-culottes* vainqueurs, serait de les dépouiller, eux, bourgeois!..

Les libéraux, ces infortunés et coupables citoyens, ont constamment joué le même jeu imbécile. Les bourgeois romains avaient pourtant, plus que tous les autres, un intérêt primordial, vital à la tranquillité. Ils ne seraient pas papistes par conviction qu'ils devraient l'être par intérêt. La moindre émotion à Rome est leur ruine. L'absolutisme est leur fortune. J'en dirai franchement autant du reste de la nation romaine. Mais tel est l'aveuglement des libéraux, hommes intéressés à l'ordre, faisant allégrement du désordre par esprit d'opposition, que leur sort a toujours été, depuis 1789, de déplorable et ridicule mémoire, de *tirer*, comme on dit vulgairement, *les marrons du feu* pour les radicaux, les révolutionnaires logiques, les communistes.

Il a été, jusqu'à présent, aussi impossible d'empêcher les bourgeois de se livrer à cette politique stupide que nous venons de signaler, qu'il serait impossible, selon la pittoresque expression de l'Estoile, « d'enfouir le soleil en terre ou de l'enfermer dedans un trou. »

Quelques seigneurs débauchés, dégénérés de leur race, se mêlaient à cette valetaille. Un duc d'Orléans s'était bien fait appeler *Égalité*, et avait bien voté la mort de son roi, de son parent! Le duc de Lauzun, ce Lovelace éreinté, ne commanda-t-il pas pour la Convention dans la Vendée? Et tant d'autres! les uns par ambition mal comprise et toujours vile, fût-elle couronnée de succès, les autres par caprice, d'autres par peur, plusieurs par tempéramment. La révolution accepte tous ceux qui veulent l'aider, tous ceux qui peuvent la servir, bourgeois niais comme aristocrates félons, et puis elle envoie leurs

têtes, à la fin, s'embrasser dans le panier sanglant de ses échafauds !...

A servir la révolution, il n'y a pas seulement déshonneur, il y a péril ; nul profit, ni moral, ni matériel.

Les apostats de la religion, du trône, de la propriété, la révolution les abandonne et les brise, après les avoir usés, comme elle brise à leur tour ses propres enfants, les louveteaux enfantés par ses flancs maudits : Robespierre a peu survécu aux grands seigneurs et aux bourgeois décapités ; la République, c'est l'égalité des cous devant la guillotine !

Les républiques sont des torrents que grossissent les larmes et le sang des peuples, et qui tombent dans le despotisme.

Telle la révolution. Ce qu'elle ôte aux hommes en dignité et en vertu, elle le leur ôte également en bien-être. Crime chez les uns, lâcheté chez les autres, c'est folie et imprévoyance chez tous.

Combien, à ces émotions coupables, sont préférables les douces et pures joies de la famille, le bonheur du foyer domestique, à l'ombre d'une autorité forte, protectrice, paternelle ! Que d'heures perdues dans les âcres luttes de la politique, qui pourraient être si bien employées dans les puretés, dans l'innocence d'une vie modeste et bénie !...

Et puis, pauvres voyageurs que nous sommes, pensons au port commun : l'Éternité !...

XI.

Dans le triumvirat romain, l'élément habile était représenté par Armellini, qui, prévoyant des désastres, n'était pas tran-

quille ; l'élément violent était représenté par Mazzini, qui se posait en sauveur de l'Italie et jurait de la régénérer. Ce charlatan aux allures poétiques, ne pouvait cependant conserver aucune illusion ; il ne pouvait être dupe de lui-même. D'ailleurs les républicains de Rome, en haine des trônes et des princes, n'envoyèrent pas un seul homme, nous l'avons dit, au secours de Charles-Albert, qui s'apprêtait à jouer la fortune de l'Italie dans une bataille décisive.

Ce roi courageux avait réuni sous ses drapeaux cent trente mille hommes. Avec de la vaillance, c'était autant qu'il en fallait pour repousser les Autrichiens ; mais la vaillance manqua, comme la probité. L'armée piémontaise avait pour général en chef, non pas un Italien, mais un Polonais émigré, du nom de Chrzanowsky. Il avait sous ses ordres les ducs de Gênes et de Savoie, fils du roi ; les généraux Perron, La Marmora, Durando et un traître, l'ignoble Ramorino. Ce misérable, d'une insigne lâcheté sur les champs de bataille, qui avait été imposé au Piémont par les clubs, s'était trouvé mêlé à une foule de mouvements agitateurs en Europe. Il avait toujours tenu une déplorable conduite dans ces affaires, recevant de toutes mains un or souillé, qu'il accourait dévorer à Paris dans de publiques orgies, qui lui avaient acquis une renommée dégradante. Il affichait le cynisme de ses crimes ; c'était son genre de supériorité. Il aimait, en montrant l'argent qu'il avait extorqué, à en proclamer la source impure ; il se drapait dans son ignominie, comme le vagabond dans ses guenilles ; il était célèbre dans les lieux de débauche, et les hommes dissolus le tenaient en grande considération. Il avait l'estime des gens de mauvaise vie, qui, en l'aidant à gaspiller le prix de ses hontes, le proclamaient, le verre à la main, le plus raffiné des libertins, et le plus effronté des escrocs.

Plus honnêtes, plus braves et plus sérieux étaient les officiers de l'armée autrichienne, composée seulement de quatre-vingt-trois mille hommes. On ne compte pas les soldats au

nombre, mais à la valeur. Cette armée était commandée par l'illustre maréchal Radetzky, que les républicains avaient promis, dans une chanson, *de mettre au bout de leurs fusils*, en compagnie du général Changarnier, autre terreur de la démocratie.

Le vieux guerrier allemand, doyen des généraux de l'Europe, traversa le Tessin, avec ses légions disciplinées. Les deux armées étaient en présence, dans les plaines de Novarre.

Le plan de bataille adopté par les Piémontais prouvait l'incapacité de leurs généraux, et donna tout d'abord un avantage marqué à leurs ennemis. Ainsi, les troupes du roi de Sardaigne se trouvaient disséminées sur plusieurs points, tandis que le maréchal autrichien avait concentré ses troupes, pour ne point perdre ses forces. C'était profiter habilement de la faute commise par les chefs de l'autre armée, ainsi éparpillée : la première division, sous les ordres du général Durando, et composée des brigades d'Aoste et de Régina, occupait la gauche de la route de Verceil, derrière Corto-Nuova, et formait l'aile droite, qui se trouvait appuyée par les gardes de la brigade de Cuneo, se déployant dans les bas-fonds qui longent les murs de la ville. Cette brigade était commandée par le duc de Savoie. La deuxième division, composée des brigades de Casale, d'Acqui et de Parme, était éparpillée devant la laiterie qu'on nomme *la Citadella*. La troisième division, sous les ordres du général Perron, était formée de la brigade de Savone et de celle de Savoie. Cette dernière, composée de soldats courageux, français par le cœur et même par la naissance, se battit avec une intrépidité héroïque. Elle enfanta des prodiges de valeur ; elle se fit hacher avec une admirable bravoure. Si l'armée piémontaise eût été toute composée de pareils soldats, les choses se fussent passées différemment. Ces braves, avec le reste de la troisième division, tenaient au front de l'église de la Bicocca et devant un groupe de maisons. Les bataillons de volontaires, composés d'aventuriers de tous pays, bouillants, mais indisciplinés, bons pour un coup de main hardi, mais incapables de tenir devant

une armée solide et aguerrie, occupaient la droite de Créoate. Le long du cimetière de Saint-Nizaire se tenait la réserve, les brigades de Pignerolles et Piémont, sous les ordres du duc de Gênes.

Bien que les premières dispositions de combat fussent mauvaises, rien n'était encore perdu, si chacun eût fait son devoir, dans cette journée, comme le fit la brigade de Savoie, comme le fit le roi Charles-Albert lui-même. Mais la lâcheté et la trahison se mirent de la partie.

La bataille commença à onze heures du matin. Le feu fut engagé par le maréchal Radetzky, qui fit attaquer par des tirailleurs la gauche de l'armée italienne, appuyée sur la Bicocca, seule position sérieuse. Les brigades de Savone et de Savoie ripostèrent énergiquement; la première faiblit un moment, mais la seconde lui prêtant main-forte, les Autrichiens reculèrent à leur tour. Les Savoyards les poursuivant avec ardeur, gagnèrent du terrain jusqu'à la laiterie de Lavinchi. Repoussés à gauche, les Autrichiens attaquèrent le centre, et le feu devint général sur toute la ligne de bataille. La lutte fut très-vive ; la citadelle fut tour à tour prise et reprise, dans plusieurs engagements très-meurtriers, par les brigades Casale, Acqui et de Parme. Mais, pendant ce temps, l'héroïque brigade de Savoie, les flancs ouverts par la mitraille, ainsi que la brigade de Savone, commençait à plier et reculait, en faisant toujours face aux Autrichiens; elle s'adossa à la Bicocca, le point capital de la bataille et d'où dépendait le salut de la journée pour l'armée du roi de Sardaigne. Pour soutenir les courageux efforts des Savoyards, le duc de Gênes accourut ventre à terre, avec la réserve, et se jeta dans la mêlée avec la plus mâle ardeur. Il excitait ses soldats de l'exemple et de la parole; quand tous ses chevaux eurent été mis hors de combat, les uns tués, les autres blessés, il lutta à pied avec un magnifique courage. De son côté, le roi Charles-Albert ne fut pas moins admirable pendant tout le temps que dura ce combat

acharné; il ne prenait pas garde aux balles qui lui sifflaient aux oreilles et dont plusieurs atteignirent son uniforme. Il aurait pu dire, comme Henri IV : « Ralliez-vous à mon panache ! »

Malgré ces efforts, grâce à la lâcheté d'un grand nombre de gens de l'armée italienne, et à la conduite de Ramorino, qui, convaincu plus tard du crime de trahison, fût jugé, condamné à mort et fusillé, les Autrichiens s'emparèrent de la Bicocca et restèrent maîtres du champ de bataille.

La cause de l'indépendance italienne était vaincue. Le roi de Sardaigne trahi, abandonné par les révolutionnaires, trouva de sublimes accents dans ce moment suprême, et supporta cette défaite, glorieuse pour lui, avec un courage pareil à celui qu'il avait déployé pendant toute l'action.

En se retirant du champ de bataille, où tant de catholiques avaient, des deux côtés, trouvé la mort, il ne se sentit pas la force de porter plus longtemps le fardeau du commandement. Se tournant vers ses deux fils et vers ceux de ses officiers qui lui restaient : — « Puisque je n'ai pu en ce jour, dit-il, ni mourir de la mort du soldat, ni sauver l'Italie, ma tâche est désormais accomplie. Je ne puis plus rendre de services à la patrie, au bonheur de laquelle, pendant dix-huit ans, j'ai consacré ma vie, je renonce volontairement à la couronne pour la déposer sur le front de mon fils ! »

Et comme les assistants, émus jusqu'aux larmes par la majesté de cette royale infortune, le conjuraient de ne point se séparer de la patrie par une abdication, l'assurant de son admiration, de son amour, de son dévouement à son auguste malheur; il leur dit, en les pressant sur son cœur navré : — « Merci, merci, mes amis ! Je vous remercie de tous les services que vous avez rendus à l'État ainsi qu'à ma personne, mais je ne suis plus roi ; mon fils Victor est roi ! »

Et il s'arracha de leurs bras. Il prit la route de la terre étrangère, où l'attendait la mort. Il quitta Novarre accompagné

d'un seul serviteur, pur et dernier courtisan de cette grandeur tombée.

La défaite de Novarre est due aux lâchetés, aux jalousies, aux perfidies et aux trahisons du parti républicain. Quel appui la révolution avait-elle prêté à cette cause de l'indépendance qui lui avait servi de prétexte pour tarir les sources vives de la commune Patrie? Elle avait triomphé dans presque toute l'Italie; qu'avait-elle fait de la victoire? elle avait saigné et dépouillé les peuples de la Péninsule; toute son action s'était concentrée pour le mal; elle n'avait eu de courage que pour l'assassinat; elle avait fait des proclamations et des discours, organisé des fêtes, appelé au sac de la religion, des trônes, de la société toutes les passions haineuses et dissolvantes. Seconder Charles-Albert était son devoir; elle n'en fit rien; elle le laissa se ruiner et se battre seul; encore insulta-t-elle à sa défaite honorable.

Le roi Charles-Albert a grandi dans l'histoire de tous les outrages des républicains. Ce fut bien moins son ambition de porter seul la couronne d'Italie que les imprudentes concessions par lui faites à la révolution, qui l'ont perdu.

La toute-puissance partagée n'est plus la toute-puissance.

Du jour où la révolution lui dicta des lois, lui imposa des officiers incapables et traîtres, il ne fut plus roi que de nom. Débordé par elle, il eût été renversé par elle; il le sentit trop tard, et préféra la gloire d'être vaincu à Novarre, en cherchant la mort glorieuse des braves, à la honteuse défaite de la guerre civile.

Sa retraite fut prudente; elle sauva le trône de Turin. Ce trône est encore à cette heure menacé par les intrigues des *libéraux*. Que le fils du héros de Novarre y prenne garde! S'il se laisse entraîner aux perfidies de la révolution, s'il oublie qu'il est prince catholique, il perdra sa couronne, dans un avenir plus ou moins prochain, mais ce sort est inévitable. Sans une restauration catholique, sans une réaction conserva-

trice, il est perdu. Ce n'est pas vaine prédiction. Il est sur la pente de l'abîme.

Qu'on se figure l'Italie tout entière à Novarre, avec ses rois et ses princes légitimes, que la révolution en a seule éloignés, et on avouera que la question eût totalement changé de face. Bien plus, la guerre eût été impossible avec ce concours, car l'Autriche, qui déjà, comme nous l'avons vu, était entrée dans une voie d'honorables arrangements, se fût pacifiquement entendue avec les représentants du principe d'autorité, tandis qu'elle combattit résolument la révolution, qui avait repoussé avec orgueil ses conditions acceptables.

Ce sont donc évidemment les révolutionnaires qui ont trompé et perdu l'Italie. Ils ont été insensés ; ils ont été incapables, avides, vaniteux ; ils ont été traîtres. Leurs fanfaronnades ont été ridicules et n'ont rien enfanté. Avec leur système, la défaite ne pouvait être douteuse. En refusant les concessions des souverains de l'Italie, en ne tenant compte à Charles-Albert ni de ses sacrifices, ni de sa bonne volonté, ni de son courage, ils se sont montrés ingrats et indignes de la liberté. Cette faction misérable, que l'histoire ne saurait trop stygmatiser, a mérité la malédiction de l'Italie tout entière.

A la suite de la bataille de Novarre, une insurrection, fomentée par l'Angleterre et par les agents des sociétés secrètes de France et d'Italie, éclata à Gênes. Les insurgés égorgèrent quelques gendarmes, chassèrent la garnison, ouvrirent le bagne, élevèrent une guillotine sur la place publique , se livrèrent au pillage en écrivant sur les murs : *Mort aux voleurs !* et proclamèrent la République. A la tête de ce mouvement se trouvait des avocats, Lazotti, entre autres, et un aventurier, ancien marchand de cigares en Amérique, italien rentré dans sa patrie pour la bouleverser. Cet intrigant, qui s'était nommé général, s'appelait Avezzana. Dans son nouvel état d'émeutier, il s'était jeté dans Gènes et y avait organisé une résistance non moins insensée que coupable.

La ville fut prise par le général La Marmora ; les chefs de l'insurrection trouvèrent un refuge sur les navires étrangers mouillés dans la rade. Avezzana se sauva à Rome, où nous le retrouverons, jouant le même rôle qu'à Gênes.

Nous avons assisté aux combats qui ensanglantèrent cette malheureuse cité pendant quatre jours, et nous sommes en mesure d'affirmer que les insurgés de Gênes n'y eussent pas tenu vingt-quatre heures, si des engagés volontaires, français, polonais, allemands, (enrôlés à Paris par Frapoli et Pescantini), qui se rendaient en Toscane, et qui étaient en relâche à Gênes, ne les eussent puissamment aidés.

Quand ces volontaires arrivèrent à Florence, la réaction venait d'y triompher. Témoin oculaire de ce beau spectacle, nous ne saurions rendre la joie de cette charmante cité quand elle se vit délivrée du joug des républicains. — « Ce n'était que cela! s'écriait-on, quoi! ce n'était pas plus difficile! » En effet, la défaite des anarchistes n'avait pas coûté une heure. La bénédiction que le Saint-Père avait envoyée au duc de Toscane et aux honnêtes gens de l'Italie, bénédiction dans laquelle il avait concentré toutes ses prières, toutes ses tendresses, toutes ses sollicitudes, toute sa belle âme, avait porté bonheur à cet auguste monarque et à ses sujets. Le peuple de Florence et les paysans des campagnes environnantes, décidés à s'affranchir eux-mêmes, s'étaient emparés des postes, avaient jeté en prison les autorités républicaines, rétabli les armes du grand-duc au palais, en un mot restauré la monarchie légitime en un clin d'œil. Le peuple avait lui-même fermé les clubs où des étrangers et les bandits de la ville complotaient des crimes abominables; il avait dissout la garde nationale comme un élément de discorde et de révolution, et chassé l'Assemblée de rebelles dite Constituante qui s'était déclarée en permanence. Jamais Restauration ne s'accomplit avec plus d'ensemble et de promptitude. Cela tenait du merveilleux. Ce peuple sage, impatienté à la fin, avait nettoyé lui-même les écuries d'Au-

gias; il avait balayé la boue démocratique jusqu'à Livourne, indomptable cité, que le plomb seul de l'Autriche put mettre à la raison.

Si le peuple romain avait eu la même énergie, il eût épargné des millions à la France et la douleur d'avoir à aller le délivrer elle-même, ce qui est toujours humiliant pour une nation, descendit-elle de Brutus, de Marius et de César.

XII.

La défaite de Novarre, la soumission de Gênes et la restauration en Toscane, — ces trois nouvelles parvinrent à Rome à la fois. La cause de l'Italie était vaincue, dans ses généreux dévouements comme dans ses lâchetés, dans ses calculs bas. Restait à détruire la République européenne, retranchée dans Rome. Les démagogues y *jouissaient de leur reste*, comme on dit vulgairement; expression triviale mais saisissante. Ils essayèrent de pallier autant que possible le fâcheux effet produit par les trois nouvelles résumées dans ces trois mots: Novarre, Gênes, Florence. Le ministre des affaires étrangères, chargé en cette qualité d'instruire l'Assemblée de ces évènements, le fit en termes ambigus. Par une tactique misérable, il se réfugia dans le mensonge, en déclarant que, d'un autre côté, une insurrection démocratique venait de triompher en Lombardie, et que le Labour et les Abruzzes avaient proclamé la République. Cette ruse grossière fut la seule fiche de consolation offerte par le gouvernement aux populations éperdues par la crainte. Les triumvirs, qui n'avaient rien fait autre chose pour l'indépendance de l'Italie, qui n'avaient pas brûlé

une seule cartouche, jetèrent dans le public une proclamation nouvelle, appelant aux armes tous les révolutionnaires de la Péninsule :

— « Citoyens italiens ! s'écriaient-ils dans leur rage impuissante et avec une énergie de commande, le Piémont trahi, Gênes tombée, la Toscane troublée par de coupables tentatives de réaction, la vie, la véritable vie italienne se concentre à Rome ! Que Rome soit donc le cœur de l'Italie ! Qu'elle devienne le foyer de pensées généreuses et de faits dignes de ses ancêtres ! Par la force de l'exemple, la vie partant de Rome, refluera sur les membres épars de la grande famille italienne.

« Lombards, Génois, Toscans, tous tant que vous êtes, frères de patrie et de croyance, Rome vous ouvre des bras de mère ! Les forts y trouveront un camp, les faibles l'hospitalité.

« Donc, rien n'est changé pour nous ! » etc., etc.

Nous connaissons cette vieille antienne. C'est en vain que le méchant veut tromper sa propre conscience ! Ils ne se dissimulaient pas qu'ils étaient déchus ; eh bien ! au lieu de se repentir et de revenir au bien, les oppresseurs de la ville éternelle feignaient d'être tranquilles ; ils criaient victoire. Mais ils sentaient le pouvoir leur échapper ; leurs chants étaient ceux du cygne. Le cœur et la main des bourreaux de l'Italie avaient le froid de la mort.

Rien n'était changé pour eux ! Ils le disaient, mais ils n'y croyaient pas. Quant aux ancêtres, dont incessamment ils invoquaient les mânes, il était fâcheux pour eux qu'ils ne pussent venir combattre pour leurs faibles et indignes descendants.

L'Assemblée constituante ne voulut pas se laisser dépasser par les triumvirs, et elle promulgua le même jour deux décrets, tellement ridicules, qu'ils semblaient émanés de réactionnaires déguisés en républicains ayant fait le pari de pousser *l'idée révolutionnaire* jusqu'aux dernières bornes du grotesque. Voici ces fameux décrets, qui égayèrent fort les plumes spirituelles;

le triumvirat s'associa à ces absurdités en publiant, sous son couvert, ces futilités solennelles :

« Le pouvoir exécutif de la République donne avis que l'Assemblée constituante, dans sa séance du 12 avril, a promulgué le décret suivant :

« L'Assemblée constituante décrète : *Le Pô est déclaré fleuve national.*

Rome, 12 avril 1849.

« J. Mazzini, Aurelio Saffi,
« C. Armellini. »

« L'Assemblée constituante romaine, considérant les derniers évènements, déclare :

« La République romaine, asile et rempart de la liberté italienne, *ne cédera ni ne transigera jamais.*

« Les représentants et les triumvirs *jurent, au nom de Dieu et du Peuple, que la patrie sera sauvée.*

« Rome, 14 avril 1849.

« *Le président de l'Assemblée,*
« A. Salicetti. »

N'était-ce pas vraiment pitié? Cette parade absurde donnait la mesure de la capacité et du courage de ces usurpateurs. Un spirituel anonyme se chargea de les flétrir à Rome même.

La révolution s'était abritée, pour combattre, derrière le cercueil de M. Rossi, cette grande image tachée de sang, bafouée, traînée dans tous les mépris des factions. Ce fut derrière la statue de *Pasquin* que s'abrita le courage civique de quelques honnêtes gens, en trop petit nombre pour lutter autrement. Ils y écrivaient des satires amères, des iambes vengeurs contre la lâcheté du peuple, l'insolence de ses tyrans,

la prostitution et le crétinisme des bourgeois. Ils fouettaient de leurs vers perçants toutes ces débauches, toutes ces bassesses, tous ces immondes révolutionnaires sans cœur et sans idées, qui se vautraient comme des pourceaux dans les fanges du matérialisme. Ces publicistes anonymes parlaient la grande langue du catholicisme; ils soufflaient l'espérance à l'Italie souillée, profanée, étranglée, dévorée de vermine.

Le lendemain du jour où furent publiés ces deux incroyables décrets que nous venons de citer textuellement, on lisait cette contrefaçon de l'un d'eux, sur une affiche collée contre la statue de Pasquin :

« Le Pô est déclaré *Vase national.* »

L'autre décret était flétri plus sérieusement, sur une autre affiche, apposée auprès de la précédente. On y lisait à la suite du décret :

« Les représentants et les triumvirs seront parjures et traîtres; car, au lieu de sauver la patrie, ils la perdront par leurs crimes et leurs folies ! »

Ah ! déjà la mesure de leurs folies et de leurs crimes était comble ! On les avait vus à l'œuvre. Au nom de Dieu et du peuple, ils avaient renié l'un et opprimé l'autre. Ils s'étaient gorgés de sang et d'or, et n'avaient produit que des discours, qu'une emphatique et pitoyable phraséologie. Ils avaient plongé la nation sous la plus implacable oppression en lui disant qu'ils l'arrachaient à l'esclavage ; ils avaient pillé ses villas, ses maisons, ses campagnes, à l'égal du trésor public; ils l'avaient jetée dans la misère et la douleur; ils l'avaient, par leur lâcheté et leur démence, livrée à l'étranger ; ils avaient renversé le catholicisme et la royauté, volé les riches sans enrichir les pauvres, détruit la famille, égorgé la liberté, enrayé le progrès, arrêté la civilisation, détruit l'ordre et la morale ; ils avaient créé l'anarchie, et pour cela usurpé les pouvoirs de Dieu même !...

Plus fréquentes, chaque jour, devenaient les attaques contre

les personnes et les propriétés. Le mal est un poison qui altère : plus on y boit, plus on y veut boire.

Et pendant que la démagogie passe ainsi dans les rues, la tête chargée de liqueurs et l'âme de forfaits, jetant l'injure à la vertu et à la faiblesse sur sa route, les yeux allumés par la luxure, la gorge nue, la jambe découverte, le teint échauffé par l'orgie, les chefs de la République lui sourient comme des satyres dans leurs barbes de boucs. Ils se livrent, dans les auberges, où plusieurs députés et condottieri italiens, français, polonais, allemands, anglais, dont on a fait des officiers, prennent leurs repas, ils se livrent aux excroissances les plus hideuses de la débauche. Toute cette fange vicieuse bourdonne dans les mauvais lieux, pullule, fourmille, grouille, s'agglomère en groupes empoisonnés, comme les fruits qui donnent la mort. De là une mêlée vibrante, une cohue monstrueuse de verres heurtés, d'enivrements impudiques. La démocratie et le libertinage s'y donnent le baiser de fraternité ; les républicains entrechoquent l'une contre l'autre ces deux coupes sonores ; ils transvasent leur écume, ils mélangent leur liqueur ; ils entremêlent à leurs libations à Vénus des toasts à Marat, des santés à Mazzini. Ainsi ces satrapes sensuels et dissolus mangent l'or du peuple dévoré.

Et puis, chaque soir, les bandes anarchiques se répandaient dans la ville pour y commettre des forfaits. Après avoir commencé les nuits en se grisant aux cafés et aux tavernes, ces démocrates les achevaient au milieu des rues, en chantant à tue-tête des refrains avinés, heurtant les portes, insultant les passants, et poursuivant surtout les femmes des injures et des quolibets les plus grossiers. Les tapageurs sortaient, en hurlant des chansons républicaines et des chansons lubriques, des maisons mal famées ; ils entouraient les femmes, leur adressaient les plus cyniques propos, mettaient la main sur elles et se portaient aux dernières violences. Pendant le crime, ils apostrophaient leurs victimes dans cet argot familier aux

gens pris de vin et de république et hantant les mauvais lieux. Quelques malheureuses tombées dans ces embuscades devinrent folles, d'autres en moururent ; ces monstres les laissaient sanglantes et dépouillées sur le pavé.

Les fêtes religieuses de la semaine sainte furent abominablement profanées. Les triumvirs rétablirent un ancien usage qui avait été aboli par Léon XII, parce qu'il favorisait des désordres et des débauches dans le temple de Dieu. Cet usage consistait à suspendre, le soir du vendredi-saint, une croix lumineuse qui jetait sa clarté sous la coupole de Saint-Pierre, mais laissait dans l'ombre les autres parties de la basilique. L'obscénité des impurs s'étant réfugiée dans l'obscurité de la basilique ét s'y étant abandonnée à son criminel commerce, avait fait changer ces dispositions qui lui étaient favorables. Les triumvirs ordonnèrent aux chanoines de Saint-Pierre de rétablir cet usage, et, sur leur refus, ils les condamnèrent à une amende considérable. Ces proxénètes devenus hommes d'État firent envahir l'église du prince des Apôtres par les ouvriers des ateliers nationaux, et la croix fut illuminée comme par le passé. Alors, les libertins et les prostituées de la démocratie, conviés aux souillures, se répandirent dans l'obscurité de l'église, et là, se livrèrent aux actes de la plus révoltante impudicité. Il était impossible de pousser plus loin le raffinement dans la luxure et la perversité dans l'athéisme. Ceci montre jusqu'à quel degré d'abjection peut conduire l'égarement du cœur humain, quand il a divorcé avec la religion. Faire un lupanar immonde de la maison de Dieu, et choisir pour ce crime épouvantable le vendredi-saint, cette idée de l'enfer n'était encore venue à personne parmi les athées.

Le saint jour de Pâques, les triumvirs firent célébrer l'office divin à l'un des quatre autels de Saint-Pierre où le souverain Pontife seul a ce droit ; droit qu'il peut déléguer au doyen du Sacré-Collége, en vertu d'une bulle motivée, qui demeure affichée à l'extérieur et à l'intérieur de l'église.

Les deux sacriléges qui osèrent se suppléer à Sa Sainteté en ce jour lamentable furent un prêtre interdit, un piémontais, nommé Spola, et le moine Gavazzi. Les places appartenant aux membres du Sacré-Collége et aux autres dignitaires de l'Église, alors tous absents, étaient occupées par les triumvirs, les députés à la Constituante, les officiers de l'armée, ceux de la garde nationale, et les chefs des clubs, parmi lesquels on remarquait quelques diplomates révolutionnaires étrangers : Pandolfini, consul de la Toscane; Bequé, consul suisse; Brown, consul des États-Unis à Rome; Freeman, consul des États-Unis à Ancône, et Freeborn, agent consulaire de la Grande-Bretagne, dont les lèvres minces étaient souriantes et le cœur d'hérétique transporté de joie.

Pour cette parodie impie, la basilique avait été tendue magnifiquement, l'autel splendidement décoré. Les officiants sacriléges avaient revêtu les habits pontificaux du chef de la sainte Église. La chapelle pontificale était remplacée par des musiques militaires jouant la *Marseillaise*, le *Chant du Départ*, le *Ça ira*, *les aristocrates à la lanterne* et autres gentillesses républicaines. Les deux fripons qui avaient usurpé l'autorité du souverain Pontife se rendirent processionnellement, tenant le Saint-Sacrement dans leurs mains sacriléges, vers la grande loge de la basilique où le Saint-Père avait l'habitude de paraître, et ils bénirent le peuple à sa place. Les tambours battaient, l'artillerie et les cloches envoyaient dans les airs leurs voix de bronze, les musiques militaires jouaient les airs de sang de la République, et les drapeaux de la démocratie s'agitaient dans l'église profanée. Ces souillures furent complétées par Mazzini qui, à son tour, se présenta au peuple pour recevoir de lui les hommages qui n'appartiennent qu'au pape.

Ainsi fut célébrée, à Rome, la semaine-sainte en 1849.

Les courageux chanoines de Saint-Pierre, pour avoir osé résister à l'ordre qui leur avait été donné de s'associer à ces infamies qui confondent, l'imagination et seront un objet

d'exécration pour la postérité, comme elles le sont pour nous, furent condamnés à une nouvelle amende, *au nom de Dieu et du peuple,* par le triumvirat.

Cette conduite monstrueuse encourageait, on le comprendra sans peine, l'arbitraire des fonctionnaires publics. A Ascoli, entre autres, Ugo Calindri, président de la province, eut l'impudeur de menacer de fortes amendes, et de mort en cas de récidive, les curés qui refuseraient l'absolution au tribunal de la pénitence.

Ces faits dépassent tout ce qu'on avait vu jusqu'alors en ce genre.

En 93, la République tuait les prêtres en France, elle n'exigeait pas d'eux des sacriléges; franchement impie, elle démolissait les églises, elle ne les profanait pas en parodiant les saints mystères du culte. En violant la légalité, elle ne déclarait pas la respecter. A Rome, elle mit le comble à toutes les usurpations impies, à toutes les tyrannies démocratiques.

Tandis que les maîtres absolus de Rome donnaient ce spectacle dans les hautes régions par eux escaladées, d'autres *vrais* républicains, les flibustiers des clubs et des cercles, parcouraient la ville en tous sens, exerçant partout leur farouche despotisme, hurlant leurs chansons horribles, brandissant leurs armes, dansant, comme des damnés, l'ignoble carmagnole de la Terreur. Ils multipliaient les vols et les crimes de toutes sortes, avec le cynisme des consciences éteintes et la lâche effronterie des malfaiteurs impunis.

On ne peut entrer dans les détails des prodigalités et des orgies sardanapalesques de ces imposteurs, qui disent au peuple qu'ils travaillent à son bonheur. On ne peut enrégistrer non plus tous les vols commis par les soldats des sociétés secrètes au préjudice des bourgeois, qui se laissaient faire avec une humilité qui témoignait de leur attachement à la vie. C'était augmenter la confiance des brigands et leur grossière audace.

De leur côté, les triumvirs avec leurs sicaires, comme dans la Rome païenne les empereurs avec leurs proconsuls, se croyaient des dieux, et s'imposaient comme tels aux esclaves, déchus du titre d'hommes, faits pour subir les caprices fous ou furieux de leurs maîtres.

Ce matérialisme éhonté contrastait douloureusement avec le spiritualisme chrétien.

Ces républicains modernes ressemblaient à leurs pères de la Rome dégénérée, qui, pour raviver leurs sens énervés, inventaient des crimes après avoir inventé des vices. Ils avaient promis le bonheur à tous sur la terre, les lâches imposteurs; le bonheur dans l'esclavage de la matière, en haine de la religion du Christ, qui promet la douleur ici-bas et le bonheur au ciel à celui qui l'a bien portée.

L'exemple donné par les députés et les triumvirs était suivi par les chefs de l'armée :

Les officiers de Rome, étrangers pour la plupart, s'abandonnaient à toutes les langueurs et à tous les raffinements de la volupté. Ces aventuriers, indignes de porter l'épaulette, se promenaient triomphalement dans les rues, vêtus comme des soldats de théâtre, couverts d'écharpes républicaines, d'habits brodés d'or, de sabres plus longs que vaillants. Ils paradaient dans les rues, pour se faire admirer, sur les chevaux volés au souverain Pontife, aux cardinaux, aux gardes-nobles et aux particuliers.

Les républicains avaient imité ceux de Paris en tout, dans leurs orgies principalement. Ils se prélassaient dans les palais de Rome comme Ledru-Rollin et Louis Blanc au Luxembourg. *Les frères sont toujours des frères,* comme ils disent dans leurs chansons, et les fripons sont toujours et partout les mêmes.

Telle était la conduite de ces républicains, qui avaient promis l'indépendance et la liberté au peuple romain. Certes, ce peuple les avait chèrement achetées, cruellement il avait expié déjà son ingratitude envers Pie IX, par les immenses souffrances

et la détresse qui l'accablaient depuis le départ du souverain Pontife.

Les républicains avaient-ils tenu leurs promesses? La liberté, qu'en avaient-ils fait? La religion, la propriété, la famille, ne les avaient-ils pas voulu détruire? Quels soulagements avaient-ils apportés au peuple?... Ah! quelle différence avec l'administration éclairée et paternelle de Pie IX! Comme il savait mettre en harmonie les intérêts de toutes les classes de la société! Comme il avait tout fait pour conjurer une guerre funeste à l'intérêt bien entendu du pays, désavantageuse à son bien-être et à sa prospérité! C'est qu'il voulait sincèrement gouverner ses Etats, réconcilier tous les intérêts divergents, se montrer équitable et juste envers les uns sans porter préjudice aux autres.

Cependant, l'heure de la justice allait sonner. Le hideux lampion de la République allait s'éteindre sous le vent déchaîné de la réaction vengeresse, et l'éternel flambeau du catholicisme allait reparaître à Rome dans toutes les splendeurs de sa clarté.

LIVRE VII.

ATTITUDE DE L'EUROPE CATHOLIQUE.

LIVRE VII.

I.

L'Europe catholique n'avait pu assister d'un œil impassible aux excès de la révolution à Rome.

Avant même que la République n'y eût été proclamée par une poignée de factieux sans autorité et sans mandat, les grandes puissances avaient échangé des notes diplomatiques à ce sujet. C'était leur droit et leur devoir, car la démagogie avait attaqué la foi des peuples au cœur même de sa puissance infaillible et dans la personne sacrée du chef de l'Église universelle.

L'Espagne, dont nous avons vu l'ambassadeur opposer ses protestations aux crimes commis sous ses yeux dès le début des infortunes de Rome et du Saint-Père, l'Espagne déclara officiellement la première qu'elle était décidée à rétablir par les armes l'autorité méconnue du souverain Pontife. Cette circulaire énergique, qui fut envoyée à toutes les puissances, était une réponse à la note suivante adressée par le prince de Schwartzenberg au nom de l'Autriche :

« Parmi les questions de nature à fixer l'attention des puis-

sances, la position anormale du souverain Pontife, Pie IX, s'offre tout d'abord. Pie IX, autrefois regardé par acclamation générale comme le bienfaiteur et le libérateur de l'Italie, est aujourd'hui contraint de se soustraire par la fuite aux criminels attentats commis dans sa capitale et de se réfugier sur une terre étrangère. Triste spectacle que celui présenté par les crimes des hommes qui, abusant du sentiment de nationalité avec lequel ils ont prétendu agir, ont méconnu les droits les plus sacrés, bien qu'il fût évident qu'à la face de la chrétienté qui se souleverait contre eux, de tels attentats ne seraient pas tolérés. En effet, deux intérêts combinés démontrent la nécessité de mettre un terme à l'exil du souverain Pontife et au pouvoir du parti qui a usurpé son autorité. Le monde catholique est en droit de réclamer pour le chef visible de l'Église la plénitude de liberté indispensable pour le gouvernement de la société catholique, cette vieille monarchie qui a ses sujets dans toutes les parties du monde. Les peuples catholiques ne permettront pas que le chef de leur Église soit dépouillé de son indépendance et devienne le sujet d'un prince étranger; ils ne souffriront pas qu'il soit dégradé par une faction qui, sous l'égide de son vénérable nom, cherche à miner et à détruire son pouvoir.

« Pour que l'évêque de Rome, qui est en même temps le chef souverain de l'Église, puisse exercer ses hautes fonctions, *il faut qu'il soit souverain de Rome.*

« Aussi les Etats catholiques réunis ont-ils tous le plus grand intérêt à soutenir la souveraineté temporelle de la papauté. D'autre part, les pays qui touchent aux Etats de l'Eglise ont le plus grand intérêt à veiller à ce que ces Etats ne deviennent pas le siége d'une anarchie flagrante qui pourrait mettre en danger leur propre intérêt.

« Sans aucun doute, il appartient à l'Autriche et à la France, en leur qualité de puissances catholiques du premier ordre, d'élever la voix et de protester contre les crimes dont le Saint-

Père a été la victime. Nous pensons en outre que le roi de Naples, au double titre de souverain catholique et de voisin des Etats de l'Eglise, a le droit d'entrer dans une combinaison ayant pour but le rétablissement du souverain Pontife dans la métropole de la chrétienté et la restauration de ses droits souverains.

« Le Saint-Père lui-même, en choisissant pour asile le royaume de Naples, a donné à Sa Majesté sicilienne une preuve évidente de sa confiance personnelle en lui, soit en raison de ses qualités, soit à cause de la force du gouvernement du roi Ferdinand. Quant au parti à prendre pour mener ces choses à bonne fin, nous sommes d'avis que les gouvernements d'Autriche, de Naples et de France, après s'être consultés avec Sa Sainteté à ce sujet, devront faire conjointement et simultanément au gouvernement provisoire de Rome, une communication par laquelle ils feront savoir à ce gouvernement provisoire qu'ils vont user des moyens les plus efficaces pour amener dans le plus bref délai un résultat sur lequel il se sont mis d'accord.

« Il est possible que cette manifestation des puissances qui ont les moyens d'agir énergiquement encourage la majorité du peuple romain, aujourd'hui tenu en échec par une minorité factieuse, à faire un sérieux effort pour secouer le joug honteux, et rétablir, avec la personne du Saint-Père, l'ordre et la tranquillité dans les murs de Rome. Si cependant, après un certain délai, dont la durée devra être préalablement fixée, la déclaration des puissances ne produisait pas l'effet par elles attendu, il faudrait recourir immédiatement aux moyens matériels. Les rôles, à notre avis, pourraient être divisés comme suit :

« Les forces navales de la France paraîtraient devant Civita-Vecchia, une partie de l'armée napolitaine passerait les frontières des Etats de l'Eglise, pendant que les troupes autrichiennes passeraient le Pô. L'action subséquente des diverses

forces dépend des circonstances; mais elle cessera dès l'instant que le pape aura repris les rênes du gouvernement et où il se croira assez consolidé pour n'avoir plus besoin de secours étrangers. »

C'était à cette note, dont les principes sont pleins de justice, de vérité et de sagesse, que le cabinet espagnol répondit par la circulaire suivante :

« Le gouvernement de Sa Majesté est décidé à faire pour le pape tout ce qui sera nécessaire pour remettre le Saint-Père dans un état d'indépendance et de dignité qui lui permette de remplir ses fonctions sacrées. Dans ce but, après avoir appris la fuite du pape, le gouvernement espagnol s'est adressé au gouvernement français, qui s'est déclaré prêt à soutenir la liberté du Saint-Père.

« Ces négociations, toutefois, peuvent être regardées comme insuffisantes quand on jette un coup d'œil sur la tournure qu'ont prise les affaires de Rome. Il ne s'agit plus de protéger la liberté du pape, mais de rétablir son autorité d'une manière stable et ferme et de l'assurer contre toute violence. Vous savez que les puissances catholiques ont toujours eu à cœur de garantir la souveraineté du pape et de lui assurer une position indépendante.

« Cette position est d'une telle importance pour les États chrétiens, qu'elle ne peut, en aucune manière, être exposée à l'arbitre d'une si petite partie du monde catholique telle que les États romains.

« L'Espagne croit que les puissances catholiques ne sauraient abandonner la liberté du pape au bon plaisir de la ville de Rome, et permettre qu'en même temps que toutes les nations catholiques s'empressent de donner au pape des preuves de leur profond respect, une seule ville d'Italie ose outrager sa dignité et mettre le pape dans un état de dépendance dont elle pourrait un jour abuser comme pouvoir religieux.

« Ces considérations engagent le gouvernement de Sa Majesté à inviter les autres puissances catholiques à s'entendre sur les moyens à prendre pour éviter des maux qui surviendraient si les choses devaient rester dans l'état actuel. Dans ce but, Sa Majesté a ordonné à son gouvernement de s'adresser aux gouvernements de France, d'Autriche, de Bavière, de Sardaigne, de Toscane et de Naples, afin de les inviter à nommer des plénipotentiaires et à désigner le lieu où ils doivent se réunir.

« Pour éviter des retards, Sa Majesté a désigné Madrid, ou toute autre ville espagnole située sur les bords de la Méditerranée, tant à cause du calme dont jouit la presqu'île, que par la situation d'une ville maritime. Comme il ne s'agit que d'une question catholique, l'Espagne peut être désignée comme très-propre pour ces négociations.

« *Signé* : PEDRO DE PIDAL. »

Le temps avait marché depuis la note de l'Autriche ; les désordres et les crimes avaient pris une plus grande extension dans Rome ; la révolution avait gagné du terrain, et l'Espagne ne conservait pas cette illusion du prince de Schwartzenberg, qui fut plus tard celle de la France quand elle intervint, et qui consistait à espérer que la majorité du peuple romain, encouragée par l'attitude énergique des autres puissances catholiques de l'Europe, secouerait le joug de la minorité rebelle et rétablirait elle-même la papauté.

Les puissances catholiques reçurent avec les marques de la plus religieuse sympathie la communication de l'Espagne, qui correspondait avec leurs sentiments particuliers ; seuls, la Toscane et le Piémont, livrés à la révolution, opposèrent des difficultés et firent des objections, qui prouvaient une fois de plus que les agitateurs italiens n'étaient pas de bonne foi quand ils prétendaient ne vouloir que l'indépendance et être

attachés à la religion. Les libéraux de Florence et de Turin, unis aux républicains et aux protestants, en haine de l'Église, prirent pour prétexte à leur refus d'entrer dans la sainte ligue contre les tyrans du Saint-Siége et des États romains, leur aversion pour l'Autriche. Le cabinet de Turin, dirigé par le triste abbé Gioberti, brutal, impuissant, inintelligent et déloyal ennemi des jésuites, déclara que la question posée devant la conscience de l'Europe lui semblait moins religieuse que politique, et qu'à ce dernier point de vue, il ne saurait siéger dans des conférences diplomatiques à côté de l'Autriche. Gioberti, — Lamennais de l'Italie, moins le talent, — adressa la note suivante à l'Espagne, comme président du conseil des ministres de ce pauvre pays du Piémont, auquel la révolution préparait d'irréparables revers :

« J'ai lu avec attention les dépêches très-importantes, en date du 21 décembre dernier, que le cabinet de Madrid vous avait chargé de communiquer au gouvernement de Sardaigne, pour lui proposer un moyen de faire cesser la situation déplorable où se trouve le souverain Pontife.

« J'ai remarqué qu'une semblable dépêche a été également adressée aux cabinets de France, d'Autriche, de Portugal, de Bavière, de Toscane et de Naples. Le gouvernement espagnol, par l'effet des sentiments religieux qui l'animent vis-à-vis du chef de la chrétienté, sentiments dignes d'une nation éminemment catholique, aurait le projet d'ouvrir entre les représentants des puissances catholiques sus-énoncées un congrès, en Espagne ou ailleurs, pour traiter des moyens de nature à produire, dans le plus bref délai possible, une réconciliation entre le pape et ses sujets, afin que le Saint-Père puisse rentrer dans le libre exercice de tous ses droits spirituels et jouir de l'indépendance qui lui est nécessaire pour le gouvernement de l'Église.

« Je me suis fait un devoir de soumettre cet important document au roi, mon auguste souverain, et de le porter ensuite

à la connaissance du ministère. Sa Majesté avait à peine appris la nouvelle des malheureux événements de Rome qu'elle s'est empressée d'exprimer au pape toute la part qu'elle prenait à cette grande affliction. Le roi n'a pas cessé, par tous les moyens, de lui témoigner son plus vif intérêt pour atteindre précisément le but que le gouvernement de Madrid s'est proposé. Le roi et son gouvernement, animés pour Sa Sainteté du même esprit de vénération profonde qui guide le cabinet de Madrid, s'estimeraient, en conséquence, infiniment heureux de pouvoir s'associer aux conférences proposées par l'Espagne et de se voir ainsi en mesure de coopérer, par tous les moyens à leur disposition, au grand résultat que le roi attend non moins ardemment que tout autre prince ou gouvernement catholique. Le cabinet espagnol assure que, dans ce congrès, on aurait à s'occuper uniquement de la question religieuse, en faisant abstraction de la politique intérieure des États pontificaux.

« Mais le ministère de Sardaigne, appréciant la pensée vraiment religieuse du cabinet de Madrid, doit néanmoins faire observer qu'il ne lui paraît pas probable que, dans une réunion de plénipotentiaires de toutes les puissances énoncées, il puisse être établi une juste séparation entre les affaires religieuses et les affaires politiques, si l'on considère que c'est pour des causes politiques que le pape a abandonné Rome, et qu'en conséquence sa rentrée parmi ses sujets se trouve entravée par des difficultés civiles qu'il faudra nécessairement avant tout aplanir. La question temporelle se trouve étroitement liée à la question spirituelle, et l'une est mêlée à l'autre de telle sorte que, dans la discussion, on ne pourrait pas discuter les droits spirituels sans toucher aux droits temporels du pape. En conséquence, il y aurait nécessité de traiter à la fois les deux questions dans le même congrès, ce qui serait en opposition directe avec les vues des puissances italiennes.

« De plus, entre les gouvernements appelés à envoyer des

plénipotentiaires aux conférences, on voit le gouvernement autrichien. Il n'est pas douteux que, dans ce moment, les États de la Péninsule italienne n'admettraient pas l'intervention de l'Autriche dans une semblable union, même alors que les négociations pourraient être restreintes à la partie spirituelle, complètement isolée de la partie temporelle. Il faut ajouter à ces considérations que dans la situation générale des esprits en Italie, et au sein des États pontificaux, l'intervention des puissances étrangères sus-énoncées indisposeraient à l'excès les sujets du pape et les aliénerait de telle sorte, qu'en supposant même la réconciliation obtenue entre eux par ce moyen, cette réconciliation aurait le caractère de la violence étrangère ; elle ne manquerait pas alors d'être peu stable et de courte durée ; elle manquerait son but et elle tournerait au préjudice de la religion. Le gouvernement du roi, appréciant néanmoins les idées qui ont conseillé à la haute piété de Sa Majesté la reine d'Espagne et à son digne gouvernement le projet à lui communiqué, serait d'avis de faire de bon accord tous ses efforts pour atteindre, d'une autre manière, le même but, si désiré pour le bien de la religion.

« Cette manière consisterait à agir directement auprès du souverain Pontife, pour lui persuader de retourner à Rome, et à l'inviter à faire observer efficacement les lois constitutionnelles qu'il a données à ses peuples. Dans le concours des bons offices que les agents diplomatiques des diverses cours catholiques croiront devoir pratiquer, pour cet important objet, on devra soigneusement éviter toute espèce de bruit ou de publicité, et surtout ce qui pourrait ressembler à une coaction quelconque.

« Il serait enfin à désirer vivement que ces mêmes gouvernements catholiques envoyassent à Rome des personnes prudentes qui donnassent de la force au parti modéré, afin d'empêcher que l'on en arrive à une scission complète avec le souverain Pontife. Le gouvernement de Sa Majesté croit que ce

serait l'unique moyen favorable pour régler les affaires dans l'intérêt du Saint-Père, de la religion et des États pontificaux. C'est dans ce sens qu'il a déjà donné ses instructions aux représentants du roi à Gaëte et à Rome.

« J'aime à espérer que le cabinet espagnol voudra bien être convaincu que cette réponse a été dictée par les mêmes sentiments qui ont inspiré l'excellente pensée à laquelle tend le projet à moi communiqué.

« Dans cette confiance entière, je profite de cette occasion pour vous offrir, monsieur le chevalier, l'assurance de ma considération la plus distinguée. »

« Le Président du Conseil,

« GIOBERTI. »

A cette dépêche hypocrite, le cabinet de Madrid répondit, avec une vigoureuse franchise, qu'il ne connaissait point l'Italie comme l'entendait Gioberti. Pour l'Espagne, l'Italie était plusieurs petits états indépendants, ennemis même les uns des autres, disséminés sur la carte de l'Europe, et n'ayant pas une seule et même personnalité. Il n'y a, en effet, ni royaume ni empire italien, mais plusieurs états dont les intérêts, les mœurs, les besoins, les aspirations, le génie, le langage ne sont pas les mêmes.

II.

Quoique ennemi de Mazzini, Gioberti n'en fut pas moins, comme lui, l'un des grands fléaux de l'Italie. Ce plus médiocre

des hommes d'État était un de ces révolutionnaires sans logique, qui essayent de faire un impossible mélange des principes de la religion et des utopies de la démocratie. Il se prétend catholique, et il ne veut pas du pouvoir temporel de la papauté qui assure son indépendance, et il n'est pas de calomnies épouvantables, sans preuves comme sans bonne foi, dont il n'ait accablé la compagnie de Jésus qu'il jalouse, qu'il hait de toute la rage de son impuissance. Rien n'est plus dangereux que ces adversaires qui se mêlent dans les rangs de la vérité, qui adoptent ostensiblement son drapeau et apportent la révolte et le désordre dans son camp. Un franc ennemi de l'Eglise est préférable à ces prétendus catholiques qui ne laissent jamais échapper une occasion de parler et d'agir comme les hérétiques.

Labbé Vincent Gioberti appartenait à cette déplorable école hermaphrodite qui a la prétention de concilier les principes les plus contraires. C'est un *libéral* dans toute la force du mot. Il a autant de haine contre le *parti clérical,* contre ces abominables jésuites qui se livrent à l'œuvre des ténèbres, et veulent opprimer l'univers, que contre Mazzini et ses amis. Il est philosophe, et il est partisan de ce gouvernement constitutionnel égoïste, bourgeois, matérialiste, dont nous avons tous fait la ridicule et coûteuse épreuve. Homme d'État du tiers-parti, il ne voit pas que cette école a toujours travaillé pour les larrons du jacobinisme. De même que la révolution de 1830, en France, devait produire celle de 1848, Gioberti devait amener le triomphe de Mazzini. Le libéralisme fait les affaires du radicalisme, qui vient ensuite brutalement, quand son heure est arrivée, lui arracher la victoire. Les libéraux et les philosophes préparent la mine, les radicaux et les athées la font éclater. Le parti de l'opposition auquel appartient Gioberti sera toujours débordé par le parti de l'anarchie, auquel appartient Mazzini. L'anarchie est au fond de toutes ces révoltes contre le principe d'autorité ; elle est d'abord le moteur des soulève-

ments, et elle devient leur ruine. La violence engendre la révolution et elle la tue.

Pas une idée de l'abbé Gioberti qui soit applicable, pas une qui ne soit empruntée aux vieilles oppositions des libres-penseurs, ces pauvres gens, les moins libres et les moins penseurs qui soient au monde. On sent, dans ses écrits, combien fausse est la position qu'il s'est choisie. Cette politique mixte n'est pas soutenable. On voit qu'il en souffre et qu'il en rougit, par les concessions même qu'il est contraint de faire aux conservateurs, dont il s'est séparé parce qu'ils ne faisaient pas la place assez belle à sa dévorante ambition, dont des talents hors ligne et des vertus ne justifiaient pas les proportions. Ce progressiste était dans la situation de Mamiani qui, après avoir tant travaillé pour la République, s'étonna de son avènement et refusa de marcher sous sa bannière. Mazzini fut plus logique dans le mal.

Gioberti a une rage d'hydrophobe contre les jésuites. Il a écrit contre eux quatre énormes volumes avec lesquels il croyait les écraser. Ce catholique égratigne de ses impuissantes griffes la pierre sur laquelle Dieu lui-même a édifié son Église. Ce prêtre traite le gouvernement des prêtres avec le dédain sans conscience de l'orgueil ulcéré. Ce publiciste modéré, qui désire charitablement que les jésuites soient spoliés, expulsés, même un peu battus et jusqu'à un certain point pendus, cet excellent catholique dépouille non-seulement les jésuites, mais le sacerdoce entier de toute influence politique et civile. Il insulte le clergé honnête et réserve ses tendresses pour les prêtres rebelles, pour les prêtres interdits, comme lui-même. Il engage les *rois-citoyens* à se faire un clergé *libéral* et complaisant et à le pensionner. Quant aux autres prêtres, point de place pour eux dans l'enseignement ni dans la vie civile et politique; qu'ils célèbrent modestement le saint sacrifice, il le leur permet. Quant à la chaire de vérité, l'abbé Gioberti désire qu'elle devienne la tribune où se prêcherait, du matin au soir,

le socialisme comme il l'entend, le socialisme-Gioberti, qu'il nomme économique, et qui n'est ni le socialisme de Proudhon, ni le socialisme de Pierre Leroux, ni celui de Louis Blanc et de Cabet. Le socialisme-Gioberti procède de toutes ces folies; il n'a rien d'original; ce n'est point ici qu'on en attendra de nous la critique. L'abbé Gioberti trouve que nos prédicateurs n'enseignent pas aux peuples ce qu'il faut. Mais quoi! Ne recommandent-ils pas aux riches la charité, — cette seule fraternité terrestre, — la miséricorde, l'amour? Le clergé ne prend-il pas un soin presque exclusif des malheureux, de ceux qui souffrent par le cœur qu'il console, de ceux qui souffrent par le corps qu'il soulage? Quand donc le prêtre a-t-il fait défaut à l'infortune? Quelle misère l'a trouvé impassible et sans activité? Où sont les larmes qu'il a refusé de tarir? Quelles sont les plaies qu'il ne s'est pas empressé de panser! N'est-ce pas là l'œuvre incessante, éternelle, du clergé? Comptez donc les associations charitables enfantées par son souffle, et dites si, libéraux ou radicaux, penseurs-libres ou athées, constitutionnels ou républicains, philosophes ou communistes, vous avez rien créé de semblable dans l'intérêt de l'humanité!

Gioberti trouve cela mauvais. L'influence du prêtre, même dans un hospice, dans une prison, et à plus forte raison dans une école, le transporte de fureur. Il ne veut voir dans le prêtre qu'un fonctionnaire salarié, un préposé aux prières, comme dans le magistrat un douanier de crimes.

Il y a, dans ce philosophe, des signes de décomposition sociale très-graves. Il appartient tout entier à cette école libérale qui, dans sa législation insensée, supprime l'honneur et considère l'argent comme la représentation exacte de la capacité et de la sagesse, — système sans âme, qui diminue le pouvoir clérical, le pouvoir royal et le pouvoir paternel, qui livre l'instruction publique à des individus sans liens moraux entr'eux, sans solidarité de doctrine, incapables d'élever la jeunesse dans des sentiments religieux et d'obéissance, n'ayant

aucun le sens de l'abnégation personnelle qui constitue le sacerdoce.

Démocrate, l'abbé Gioberti nie le principe d'autorité. Il fait de l'histoire à la façon de M. Pierre Leroux, dont il égale l'obscurité. Il veut que la primitive société chrétienne ait été une démocratie, tandis qu'il est démontré qu'elle ne plaçait dans le peuple, ni la racine du pouvoir politique et civil, ni celle, et bien moins encore, du pouvoir religieux. Pour cette insoutenable opinion, l'abbé Gioberti supprime la grande figure de saint Pierre, symbole expressif du principe d'autorité, pierre fondamentale de l'Église de Dieu, vicaire perpétuel, choisi par Notre Seigneur lui-même, pour gouverner l'Église.

Pour relever toutes les hérésies, toutes les erreurs historiques, religieuses, politiques, économiques de Gioberti, il faudrait lui donner plus d'importance qu'il n'en comporte, surtout ici.

En somme, cet homme, libéral-philosophe, mince Voltaire et Mirabeau médiocre, ce prêtre adorant la *déesse Pensée,* sœur de la *déesse Raison*, a été l'un des ennemis les plus acharnés et les moins francs de la papauté et de l'Italie. Ses inconséquences furent le vrai jugement de la Providence, et sa chute au milieu du mépris de tous et des haines des autres démocrates, son châtiment.

Cet éclectisme politique et religieux faillit perdre le Piémont; il y règne encore à cette heure et, dans un avenir prochain, il peut le jeter entre les mains d'une république implacable, d'un socialisme sauvage.

C'est cette politique philosophique et libérale qui, procédant du protestantisme, a engendré le jacobinisme.

C'est ainsi que ce siècle, qui tend à ronger tous ses freins, est le produit horrible de cet esprit d'examen introduit dans la société européenne par les discussions sur le libre arbitre, par le schisme de Luther et de Calvin, et par la philosophie du XVIIIe siècle.

Si l'indifférence, si le scepticisme ont succédé à la foi, c'est la faute de cette politique. C'est de sa faute si le communisme a perverti les cœurs, si les liens de la famille se sont relâchés.

Cette philosophie a été le signal de l'abâtardissement des nations chrétiennes et de leur dégénérescence.

III.

L'Espagne avait parfaitement compris la question et l'avait carrément abordée.

Il y avait urgence; il fallait intervenir immédiatement; il fallait agir vigoureusement et dans le plus bref délai. Il n'y avait aucun ménagement à garder avec les usurpateurs de Rome; chaque heure de retard dans la répression était un crime de plus qu'on laissait commettre; temporiser, comme cela eut lieu, était une faiblesse; parlementer avec l'émeute, comme le voulait Gioberti, était une lâcheté et une trahison.

Sur ces entrefaites, le cardinal Antonelli, au nom du Saint-Siége, avait adressé aux gouvernements catholiques de l'Europe une demande pressante et formelle d'intervention. Dans ce mémoire, le Saint-Siége priait la France, l'Autriche, l'Espagne et le roi de Naples de mettre un terme au scandale donné dans la capitale du monde catholique. Cette note était précédée de l'exposé de tous les événements qui s'étaient passés à Rome depuis le 24 novembre, époque à laquelle le Saint-Père avait été obligé de la quitter.

Les puissances catholiques se hâtèrent d'envoyer des plénipotentiaires à Gaëte, où le pape avait souhaité que s'ouvrît le congrès diplomatique à ce sujet. La France avait déjà protesté

contre la République de Rome, qu'elle avait refusé de reconnaître, et quoiqu'elle fût provisoirement gouvernée par le général Cavaignac, républicain, fils d'un régicide et frère d'un conspirateur célèbre, elle avait réuni un corps d'armée, sous les ordres du général Mollière, qui s'attendait à tout instant à partir pour aller dompter la démagogie italienne. Le Portugal, qui s'était empressé d'offrir à Sa Sainteté l'hospitalité dans un de ses palais, envoya le baron Venda-da-Cruz à Gaëte pour offrir le concours de ses armes à Pie IX. L'armée autrichienne, déjà maîtresse de Ferrare, n'attendait qu'un signal; l'Espagne armait ses vaisseaux de guerre; Ferdinand de Naples et ses soldats avaient la main sur leurs épées, impatients d'en finir avec les profanateurs de la ville sainte.

C'était un beau et grand spectacle que cette attitude des puissances catholiques, prêtes à aller combattre les misérables qui avaient fait de Rome une esclave et une prostituée.

L'Angleterre hérétique, qui, sous main, encourageait les tyrans imbéciles et cruels de Rome, n'osait publiquement les défendre, à cause de l'énormité de leurs crimes. D'ailleurs, à l'exception de lord Palmerston et de ses amis, les hommes d'Etat de ce pays, bien qu'hostiles à la papauté, ne voulaient pas s'associer aux usurpateurs, par respect pour l'édifice social européen, sapé par eux dans ses bases au nom de la liberté et de l'égalité du crime. Ce sentiment honorable n'était pas logique avec la prétendue religion qu'ils professaient, car le protestantisme, révolte contre l'autorité de Dieu, conduit au socialisme, révolte contre l'autorité humaine, contre l'ordre établi par la civilisation; mais ils ne voyaient pas si juste et si haut, et l'instinct de la conservation sociale leur inspirait, quoique hérétiques, une profonde aversion pour l'anarchie démocratique.

IV.

Lorsque les conférences de Gaëte s'ouvrirent (30 mars 1849) entre les plénipotentiaires de la France, de l'Autriche, de Naples et de l'Espagne, la réaction conservatrice n'avait pas encore triomphé sur toute la ligne, et l'Europe était agitée par la démocratie.

La France, à laquelle une émeute triomphante avait imposé la forme républicaine, était tourmentée par le socialisme, mot vague, mais qui résume toutes les utopies anti-religieuses et anti-sociales. Le combat n'était pas terminé entre le principe de l'anarchie et de la licence et le principe de l'autorité et de la liberté. Les préoccupations de la défense intérieure de la civilisation n'arrêtèrent pas les puissances catholiques, qui comprenaient que le premier pas dans la voie de salutaire réaction contre l'esprit révolutionnaire et contre ses actes était la restauration de la papauté, source de toute autorité.

La situation de la France était la plus difficile, et le ministère ne semblait pas décidé à appuyer une intervention armée. M. le duc d'Harcourt, peiné de ces dispositions, comprenant que des lenteurs compromettraient davantage la position, tomba d'accord avec les autres plénipotentiaires de Gaëte sur ces questions : nécessité de rétablir au plus tôt le souverain Pontife dans ses États; impossibilité d'y arriver par les moyens pacifiques; urgence d'une intervention armée.

Les diplomates se séparèrent après avoir proclamé ces vérités. Restait à décider le prince Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République française, à adopter cette grande politique, conforme aux traditions catholiques et monarchiques

de la France, conforme à l'intérêt du repos de l'Europe. Ce fut le Père Vaures qui s'en chargea. Il vint à Paris, fut reçu par le prince, au palais de l'Élysée, et parla à sa raison et à son cœur le langage de la vérité. Il lui rappela que le pape Grégoire XVI l'avait absous des erreurs politiques de sa jeunesse et lui avait dit ces paroles, appelées à devenir prophétiques :

— « Ma bénédiction portera bonheur au jeune prince et lui permettra de rendre un immense service à l'Église ! »

Le prince Louis Bonaparte n'hésita pas, à ce pieux et touchant souvenir, à mettre l'épée de la France au service de la papauté.

Cette résolution ne pouvait trouver qu'une adhésion sympathique en France, dont le peuple, malgré ses erreurs, n'avait jamais cessé d'être profondément religieux. Cet attachement à la foi était si vif, que les républicains eux-mêmes avaient été contraints, pour se maintenir quelque temps au pouvoir par eux usurpé, de compter avec lui. C'est ainsi qu'ils avaient appelé les bénédictions du clergé sur leurs arbres dits de liberté ; c'est ainsi encore que le général Cavaignac lui-même, suivant les nobles traditions de la monarchie, avait massé au pied des Alpes une armée prête à s'élancer en Italie.

Le général Oudinot de Reggio fut placé à la tête de cette armée, composée de trois divisions d'infanterie de ligne, comprenant trente-quatre bataillons, d'une division composée de trente-six escadrons et de neuf batteries d'artillerie. Deux autres divisions vinrent augmenter la force et le nombre de ces troupes, que la propagande socialiste, avec la théorie de la libre discussion pour les soldats, n'avait pu détourner des devoirs de la discipline, cette force suprême des armées.

La division expéditionnaire, réunie à Marseille et à Toulon, en avril 1849, était ainsi composée :

Le général de division Oudinot de Reggio, commandant en chef;

Aide-de-camp : Espivent, chef d'escadron d'état-major;

Officiers d'ordonnance : Fabar, capitaine d'artillerie, et Charles Oudinot, capitaine d'infanterie;

Le général de division Regnault de Saint-Jean-d'Angély, commandant les troupes, ayant pour *aide-de-camp* le capitaine d'état-major Durand de Villers; le lieutenant-colonel de Vaudrimey, chef d'état-major général; le chef d'escadron de Montesquiou-Fezensac, sous-chef d'état-major général.

Étaient attachés à l'état-major général, les capitaines Poulle, Castelnau et Osmont.

MM. Dutheil, sous-intendant militaire de 1re classe, et Charcot, adjoint de 1re classe, faisaient partie de l'expédition.

Venaient ensuite :

ÉTAT-MAJOR DE L'ARTILLERIE.

Le lieutenant-colonel Larchey, commandant l'artillerie;
Le chef d'escadron Bourdeau, chef d'état-major;
Le capitaine Luxer.

ÉTAT-MAJOR DU GÉNIE.

Le lieutenant-colonel Leblanc, commandant le génie;
Le chef de bataillon Goury, chef d'état-major;
Les capitaines Boissonnet et Ragon.

TROUPES.

1re *brigade*. — Général Mollière.

1er bataillon de chasseurs à pied, commandant de Maroles;
20e régiment de ligne (2 bataillons), colonel Marulaz;
33e régiment de ligne (2 bataillons), colonel Bouat;
13e batterie du 3e régiment d'artillerie, capitaine Serrand;
3e compagnie du 1er bataillon du 2e régiment du génie, capitaine Puiggari.

2ᵉ *brigade.* — Général Le Vaillant (Charles).

36ᵉ régiment de ligne (2 bataillons), colonel Blanchard ;
66ᵉ régiment de ligne (2 bataillons), colonel Chenaux ;
12ᵉ batterie du 3ᵉ régiment d'artillerie, capitaine Pinel ;
4ᵉ compagnie du 2ᵉ bataillon du 2ᵉ régiment du génie, capitaine Darceau.

3ᵉ *brigade.* — Général Chadeysson.

22ᵉ régiment léger (2 bataillons), colonel Pesson ;
68ᵉ régiment de ligne (2 bataillons), colonel de Leyritz ;
6ᵉ batterie du 7ᵉ régiment d'artillerie, capitaine Canu.

CAVALERIE.

1ᵉʳ régiment de chasseurs (300 chevaux), colonel de Noue.

GENDARMERIE.

25 gendarmes, dont 12 à cheval, lieutenant Goy.

ADMINISTRATION.

50 hommes du train des équipages ;
50 ouvriers d'administration ;
20 infirmiers.

Ces troupes, travaillées par les démocrates, ne s'étaient pas laissé séduire par leurs superbes doctrines, et la corruption républicaine en fut pour ses frais. Il faut dire que la voix paternelle du général en chef de l'armée des Alpes la mettait en garde contre ces manœuvres. Le général Oudinot avait donné sa démission de représentant du peuple pour remplir dans toute sa grandeur le rôle qu'il s'était imposé.

Ancien soldat de l'Empire, le général Oudinot avait gagné ses grades à la pointe de son épée. Après avoir dirigé avec un talent incontestable la célèbre école de cavalerie de Saumur, il avait été faire la guerre d'Afrique, cette guerre de dévouement et de fatigue. Là, il était devenu lieutenant-général.

Ce n'était pas seulement un soldat intrépide, c'était un administrateur éclairé, et il avait ces qualités de finesse et de fidélité aux principes qui font les grands diplomates. Si le commencement de la guerre de Rome fut conduit d'une manière qui paraît imprévoyante, comme nous le dirons, parce que c'est la vérité, cela ne peut être attribué à l'incapacité du général Oudinot, mais à sa négligence, due aux faux rapports qu'on lui avait faits sur les dispositions de la population et de la garnison romaines.

L'expédition était résolue. Le général Oudinot, nommé général en chef de l'armée, composée de neuf mille hommes, rejoignit à Marseille la division commandée par le général Regnault de Saint-Jean-d'Angély, et lui adressa cet ordre du jour :

« Soldats !

« Le Président de la République vient de me confier le commandement en chef du corps expéditionnaire de la Méditerranée.

« Cet honneur impose de grands devoirs ; votre patriotisme m'aidera à les remplir.

« Le gouvernement, résolu à maintenir partout notre ancienne et légitime influence, n'a pas voulu que les destinées du peuple italien pussent être à la merci d'une puissance étrangère ou d'*un parti en minorité*. Il nous confie le drapeau de la France, pour le planter sur le territoire romain comme un éclatant témoignage de nos sympathies.

« Soldats de terre et de mer, enfants de la même famille, vous mettrez en commun votre dévouement et vos efforts : cette confraternité vous fera supporter avec joie les dangers, les privations et les fatigues.

« Sur le sol où vous allez descendre, vous rencontrerez à chaque pas des monuments et des souvenirs qui stimuleront

puissamment vos instincts de gloire. L'honneur militaire commande la discipline autant que la bravoure, ne l'oubliez jamais. Vos pères ont eu le rare privilége de faire chérir le nom français partout où ils ont combattu. Comme eux, vous respecterez les propriétés et les mœurs des populations amies. Dans sa sollicitude pour elles, le gouvernement a prescrit que toutes les dépenses de l'armée leur fussent immédiatement payées en argent. Vous prendrez en toute occasion, pour règle de conduite, ce principe de haute moralité.

« Par vos armes, par vos exemples, vous ferez respecter la dignité des peuples ; elle ne souffre pas moins de la licence que du despotisme.

« L'Italie vous devra ainsi ce que la France a su conquérir par elle-même : l'ordre dans la liberté. »

En faisant une réserve pour cette dernière phrase, car la révolution avait compromis l'ordre et étouffé la liberté en France, cette proclamation est magnifique.

L'armée expéditionnaire y demeura fidèle. Admirable de valeur dans le combat, elle se montra honnête, chrétienne, morale envers les populations qu'elle était appelée à délivrer. Chaque soldat fit son devoir avec intelligence et dévouement. Tous se montrèrent remplis de courage, d'abnégation, de respect pour la discipline, d'enthousiasme pour la sainte cause pour laquelle ils combattaient.

L'expédition se composait de six frégates à vapeur, sous les ordres du contre-amiral Tréhouart : *le Panama, l'Orénoque, l'Albatros, le Labrador, le Christophe-Colomb, le Sané,* et de deux bateaux à vapeur de guerre : *le Ténare* et *le Tonnerre.*

L'armé mit à la voile le 22 à dix heures du matin.

Les révolutionnaires républicains et libéraux, qui ont dit que ces soldats ne savaient pour qui ils allaient combattre, en ont imposé. Ils savaient parfaitement qu'ils allaient délivrer Rome du joug de ces républicains qu'ils avaient eu à combattre à

Paris, à Lyon et ailleurs, qui les avaient humiliés, diffamés, éloignés, et qui, ne pouvant les désarmer ni les vaincre, cherchaient à les corrompre par leurs prédications. Ils savaient parfaitement qu'ils allaient restaurer le chef de cette religion qu'ils honoraient, et ils en étaient heureux et fiers.

Les révolutionnaires ont dit encore que le gouvernement français, lui-même, ignorait ce que nos troupes allaient faire en Italie, quoique ce fût son métier de le savoir. Ceci a été dit sérieusement. D'autres ont dit que l'expédition française n'avait d'autre but que de prévenir une intervention autrichienne et napolitaine, et de laisser le peuple romain libre de choisir le gouvernement qui lui conviendrait. D'imprudentes déclarations faites dans ce sens ont pu donner un moment un certain caractère de vraisemblance à ces suppositions; mais les faits ultérieurs n'ont plus permis aucun doute à cet égard. La mauvaise foi des partis révolutionnaires ne s'inclinera pas devant cette évidence, mais elle ne pourra non plus dénaturer les événements et calomnier de fidèles et dévoués sujets du Saint-Père.

Le siége de Rome était pour la France catholique et monarchique plutôt encore une question intérieure que de politique étrangère. C'était la République en France autant que la République romaine qui était en jeu dans cette affaire.

Rome était le dernier asile de l'*idée républicaine,* étouffée, conspuée en Europe par la réaction religieuse et conservatrice, exécrée en France, où on n'avait plus déjà la République que de nom. Rome était donc le dernier champ de bataille de la révolution européenne de 1848; et c'est là qu'elle devait recevoir le dernier coup. Européenne, en effet, et non romaine, était cette révolution, car la garnison qui se défendait à Rome, et avec elle l'*idée républicaine,* était composée des débris de tous les corps révolutionnaires du continent. Elle comprenait des Français, des Polonais, des Allemands, des Suisses, des Anglais, des Italiens de toutes les parties de l'Italie, — toute

cette nationalité commune, toute cette franc-maçonnerie niveleuse et assassine qui s'appelait la République. Aussi cette expédition souleva-t-elle dans l'Assemblée française d'ardentes discussions. C'est ainsi que toutes les vicissitudes du siége réagissaient sur la situation intérieure de la France. Le parti de l'ordre et le parti républicain devaient acquérir une force nouvelle de la défaite ou du triomphe. Les membres de cette dernière faction formaient publiquement les vœux les moins patriotiques contre les armes de la France ; ils répandaient le bruit que le gouvernement et les troupes expéditionnaires ne savaient pas exactement ce qu'ils allaient faire en Italie, et ne se souciaient nullement de restaurer la papauté.

C'était une calomnie. Les soldats français savaient très-bien que les ennemis qu'ils allaient combattre étaient les mêmes anarchistes qu'ils avaient vaincus dans la guerre civile fomentée par le socialisme.

Quoi qu'en puissent dire les publicistes de la libre pensée, de la science moderne, du libéralisme bourgeois et de la démocratie prolétaire, les enfants de la France qui firent l'expédition de Rome, c'étaient les soldats du catholicisme outragé, les vengeurs de l'Italie perdue et deshonorée par les républicains, les vengeurs de ses gloires foulées, de ses richesses pillées, de ses femmes et de ses filles flétries, de ses prêtres égorgés.

Dompter les méchants, c'est être charitable envers les bons qu'ils oppriment.

— « Que Dieu se lève, a dit le Psalmiste, et ses ennemis seront dispersés. Et ceux qui le haïssent s'enfuiront devant lui. — Tu les chasseras comme la fumée est chassée par le vent, comme la cire fond dans le feu. Ainsi les méchants périront devant Dieu. »

Pour Dieu, s'était levée la France religieuse, et avec elle l'Europe catholique tout entière.

LIVRE VIII.

SIÉGE DE ROME.

LIVRE VIII.

I.

Pendant que se préparait pour l'Église une éclatante réparation, les maîtres de Rome, jouant la sécurité, continuaient à mépriser la tradition, la justice, les principes les plus respectés et à immoler le repos, la fortune et l'honneur du peuple à leur lâche et cruelle ambition. Rome se trouvait dévorée par des milliers de voracités subalternes.

Le ministère, dépendant du triumvirat, avait été reconstitué de nouveau. L'ancien ministre de la guerre conservait son portefeuille, qu'il allait bientôt remettre à un intrigant plus populaire que lui dans les clubs; les autres ministères étaient ainsi répartis : les affaires étrangères à Rusconi ; l'intérieur à Berti Pichat ; l'instruction publique à Sturbinetti ; les finances à Manzoni ; les grâces et justice à Lazzarini; les travaux publics à Montecchi. La République était obligée de changer souvent de ministres, afin de satisfaire à toutes les avidités. — « Je n'ai pas encore été ministre, » disait l'un. — « Un tel doit me céder son portefeuille, disait l'autre; il y a assez longtemps qu'il le tient. » — « C'est ridicule, reprenait un troisième en s'adressant à Mazzini, tu ne penses pas à moi! »

Et ainsi de suite. Ces républicains avaient proscrit le mot *vous* de leurs lèvres ; ils usaient du tutoiement, — cette caresse du langage qui sied bien aux cœurs qui s'aiment, mais devient une grossièreté, une ignoble et injurieuse familiarité de la part de tout le monde. Un peuple sans politesse, sans courtoisie, est un peuple sans moralité ; le langage d'une nation suffit à révéler ses mœurs.

Les républicains avaient épuisé les caisses de l'Etat. Plus l'esprit réactionnaire se fortifiait, moins les impôts extraordinaires produisaient. Et puis, le peuple, qui n'avait plus ni commerce, ni industrie, ni travail, n'avait plus d'argent à prendre ; ceux qui en avaient, l'avaient caché. Le triumvirat eut recours à la violence. Il lança un décret redoutable, dans lequel il menaçait les imposés. Par un autre, il ordonna l'émission de deux cent mille écus en billets de vingt-quatre baïoques. Cette mesure, qui précéda celle de l'émission de nouveaux bons du Trésor pour une somme de deux cent cinquante-et-un mille cinq cent quatre-vingt-quinze écus, fut suivie d'une autre plus déloyale encore : l'émission, par un décret, de cent mille écus de cette monnaie dite *erosa*, qui était fausse et dont personne ne voulait à aucun prix. Cette monnaie, ainsi que les bons du Trésor et les billets de la République romaine, tout cela avait autant de valeur aux yeux du public que les pierres des chemins. Les triumvirs autorisèrent, le 19 avril, la Banque romaine à émettre deux cent mille écus de billets, avec *cours forcé*, à la condition que la Banque leur donnerait deux cent mille écus en billets contre somme égale en consolidés romains au taux de quatre-vingt-un. Ces mesures ne donnèrent pas du crédit à la République ; un autre décret, qui trahit la misère publique, fut publié ainsi :

« Le gouvernement républicain, vu l'urgence de frapper la plus grande quantité possible de monnaie pour subvenir aux besoins publics, autorise l'achat des matières d'argent avec une prime de dix pour cent. »

Les républicains inventèrent alors, dans leur détresse, un moyen de se procurer de l'argent, moins encore pour passer dans les orgies les derniers jours de puissance qui leur restaient, car pour cela il leur suffisait de présenter les chiffons de papier écrits par eux, que pour se ménager des ressources dans leur exil futur. Car ils ne pouvaient croire que cette débauche durerait toujours et qu'ils resteraient les usurpateurs impunis de l'autorité du souverain Pontife. Pour se procurer donc de l'argent, ils imaginèrent de se présenter, par bandes, chez les particuliers opulents, de les dépouiller, le poignard sur la gorge, de tout ce qu'ils possédaient de valeurs, d'objets précieux, d'argent, d'or, et même de cuivre, car, dans certaines maisons, ils prirent jusqu'à la batterie de cuisine, *pour faire des sous*, disaient-ils, *afin de payer les défenseurs de la patrie*. En révolution tout est admis au nom de la patrie et de la souveraineté du peuple ; on peut tout se permettre au nom de la loi du salut public. Les républicains de Rome ajoutaient : *au nom de Dieu*. Ils ont poussé le blasphème jusqu'à mêler le nom de la Providence à toutes leurs ignominies, à tous leurs attentats.

Les douaniers de Rome furent souvent employés par les triumvirs pour ces visites domiciliaires, pour ces brigandages commis par des hommes qui prétendaient avoir l'estime de l'Europe. Mais ce ne furent pas seulement à des vols à main armée que Mazzini fit servir ces farouches *bravi*, ce fut à des assassinats. Il est impossible, encore une fois, de savoir le nombre exact de toutes les personnes qui furent ainsi égorgées par les républicains, depuis le meurtre de M. le comte Rossi. Mazzini en fit immoler pour sa part considérablement. Les preuves abondent contre lui. D'ailleurs, le chef des sociétés secrètes ne cherche pas même à nier ; c'est là précisément ce qui fait son influence sur les repris de justice et autres scélérats qui composent sa féroce armée ; c'est là sa supériorité dans un camp où le commandement est au plus sanguinaire.

C'était principalement aux douaniers que Mazzini désignait les volés auxquels il ne voulait pas laisser de lendemain, auxquels il avait résolu, dans sa délicatesse républicaine, de prendre la vie après la bourse.

Les deux pièces suivantes ont été publiées par l'*Istruttore del Popolo*, journal de Turin :

RÉPUBLIQUE ROMAINE.

TRIUMVIRAT.

« Rome, 20 juin 1849.

« Cher Zambianchi,

« Fais en sorte de m'envoyer *encore* vingt hommes de tes douaniers (*finanzieri*) pour cette colonne volante que je veux établir immédiatement pour des *opérations importantes*.

« Crois-moi,

« *Ton* Joseph MAZZINI.

RÉPUBLIQUE ROMAINE.

COMMANDEMENT DE L'OFFICE DE SURETÉ PUBLIQUE.

« Rome, 20 juin 1849.

« *Citoyen* capitaine,

« Je tiens en prison cinq des anciens sbires; il serait nécessaire de leur faire L'OPÉRATION ACCOUTUMÉE (*consueta operazione*). N'ayant, quant à moi, ni facilité, ni moyens, je m'adresse à toi pour que tu me les envoies prendre par *tes bons douaniers*, et je les ferai conduire où tu croiras plus opportun pour la facilité de *l'opération susdite*.

« J'attends une réponse quelconque de toi par le fidèle porteur de la présente. — Salut.

« Le capitaine commandant la sûreté publique,

« G. Cappana. »

L'*Istruttore del Popolo* ajoute :

« Ces deux lettres, comme chacun voit, portent la même date et sont adressées au même sicaire. Dans toutes les deux, il est fait allusion à d'*importantes opérations* que devaient exécuter ces bandes volantes dont le journal l'*Italia*, dans l'excès de son amour pour Mazzini, niait l'existence. Lorsque Zambianchi fut interrogé sur le sens de ces mots : *opérations importantes*, il répondit que ces paroles faisaient allusion au meurtre décrété de certaines personnes odieuses au gouvernement de la République. Il ajouta que les cadavres trouvés dans le Tibre étaient de son fait, mais qu'il n'avait fait qu'exécuter un ordre exprès (*espresso ordine*), et qu'il avait conservé ces lettres *pour sa justification*.

On a horreur de remuer cette fange sanglante. Zambianchi traînait ses victimes dans une maison située sur les bords du Tibre, et là on les tuait tantôt à coups de poignard, tantôt à coups de fusil. Le jardin de Saint-Calixte nous a appris de quelle façon on entendait *régénérer le peuple !* »

Parallèlement aux assassinats et aux vols, les triumvirs pratiquaient le système mélodramatique chéri de Mazzini ; en ce temps-là, une comédie nouvelle fut donnée au peuple romain par ces baladins en délire. Depuis longtemps, cette représentation avait été préparée avec un soin minutieux. Quand tout fut disposé, on ouvrit au peuple le Palais de l'Inquisition, — encore un grand mot dont se sont servis les ennemis de la religion pour égarer les peuples en exploitant leur sensibilité. Ces drames, mis en scène avec un certain art

tout imprégné de ruse et de perfidie, émeuvent ceux qui les prennent au sérieux et y croient, ceux qui ne connaissent pas l'histoire, ne l'ayant apprise que dans les pamphlets protestants ou dans les romans socialistes.

Déjà, en 1809, lors de l'occupation française à Rome, on avait mis la main sur les *Archives de l'Inquisition*. Cette précieuse découverte, qui allait probablement *révéler les crimes de la domination cléricale, les preuves vivantes de l'oppression des prêtres*, etc., fut soigneusement envoyée à Paris et livrée à une commission de libres-penseurs, anciens régicides, anciens déicides qui adoraient à plat ventre la fortune de Bonaparte.

Ces jacobins devenus grands seigneurs, ces sans-culottes couverts de broderies et de crachats, n'auraient pas mieux demandé que de trouver quelque chose contre le gouvernement clérical, mais ils furent contraints de renvoyer les archives à Rome en déclarant qu'aucune des barbaries signalées par l'opinion publique égarée n'avait jamais existé. M. Tournon, préfet de Rome sous l'Empire, fit la même déclaration.

Il était donc impossible de trouver, en 1849, au Palais de l'Inquisition, rien qui pût rendre témoignage aux calomnies révolutionnaires; mais les républicains avaient pris la précaution d'y faire porter des ossements humains, afin d'agir sur l'esprit de la population et de fortifier les croyances fausses. Ils s'en promettaient un merveilleux effet. Il y avait, entre autres, un squelette de femme, du front jaune duquel s'échappait une belle chevelure noire qui produisit une certaine sensation parmi les assistants. Malheureusement, il fut démontré que les cheveux n'appartenaient pas au squelette, et l'on découvrit, parmi les ossements *du pauvre peuple torturé par l'inquisition*, une foule de fémurs, de tibias et autres choses semblables ayant appartenu, non à des humains, mais à des chiens, à des chevaux, et à d'autres animaux domestiques.

Les républicains en furent pour leur profanation; ils se cou-

vrirent d'un ridicule de plus, sans compter que cette supercherie fut jugée odieuse par sa nature même. On ne joue pas avec la mort.

Ce spectacle scandaleux avait coûté une somme énorme aux contribuables. Quelques compères applaudirent avec une joie outrée ; mais la foule resta calme et triste. Les républicains interprétèrent, selon leur coutume, en leur faveur, le silence morne et la patience du peuple. De toutes les flatteries que lui adressèrent ces hommes dissimulés et corrompus, celle-là fut le moins goûtée de la multitude. Ce fut un *fiasco* complet. La victoire morale resta aux inquisiteurs.

Peu de temps après arriva à Rome le *général Avezzana,* le Génois vaincu, l'ancien marchand de cigares à New-York, qui dit un jour : « Mon état, c'est d'être républicain ; ma marraine, c'est la révolution. »

Il fut reçu à Rome avec tous les honneurs dus à un bandit dans une république, et le gouvernement démocratique le nomma ministre de la guerre.

On ne tarda pas à savoir à Rome qu'une armée française s'approchait pour y terrasser l'hydre impure et dégoûtante de l'anarchie.

A la nouvelle de l'arrivée des Français, Armellini, plus fin que ses collègues, proposa de les recevoir en libérateurs, afin de les embarrasser et de justifier les proclamations de paix et les notes adressées à l'Europe, dans lesquelles la République romaine lui demandait amitié et estime. Se sentant trop compromis, ses collègues opinèrent pour la résistance. Les représentants français siégeant à la Montagne, qui conspiraient contre la politique d'ordre, leur faisaient espérer qu'une révolution démocratique et sociale allait éclater au premier jour et changerait les ordres donnés à l'armée d'expédition.

Mazzini mettait en jeu toutes les ressources de sa théâtrale imagination pour monter les têtes chaudes rassemblées de tous les coins de l'Italie et de toutes les parties de l'Europe

pour la défense de la République. A sa voix, les soldats de toutes les insurrections vaincues étaient accourus à Rome pour y confondre leurs causes et réunir leurs derniers efforts. C'était donc la république européenne que l'armée française allait vaincre dans la ville éternelle.

Mazzini, connaissant le côté faible des Italiens, les flattait dans leurs instincts vaniteux et dans leurs goûts de spectacles. Il leur donnait une perpétuelle représentation avec des mises en scène grandioses. Et quels théâtres! quels décors! le Vatican, le Forum, la Place du Peuple, Saint-Pierre, le Capitole, le Colysée, le Corso! Comment le rusé Gênois n'aurait-il pas charmé ce peuple vaniteux, amoureux de théâtre, de couleurs, de décorations, de costumes, de musique, de breloques, de pantomime et de rhétorique? Il ne lui était pas bien difficile de persuader aux Romains modernes, qui, du reste, y mettaient la plus excessive bonne volonté, qu'ils étaient les anciens Romains eux-mêmes. Les députés de la Constituante étaient les pères conscrits; le général Oudinot, c'était Brennus. Le génie mélodramatique de Mazzini flattait infiniment les Italiens. Il leur fit célébrer l'anniversaire de la fondation de Rome; il leur donna des fêtes au Colysée, dont les ruines étaient éclairées par des feux du Bengale, ce qui fut d'un effet magique; nous nous le rappelons encore. Ce soir-là, des orchestres huchés au haut des colonnes antiques jouèrent des airs révolutionnaires, et plusieurs orateurs prirent la parole pour exciter la foule à une résistance héroïque. En rentrant chez eux, après avoir applaudi ces belles paroles, les Romains étaient tout fiers et ne doutaient pas de la victoire.

Mazzini grisait aussi la population, dont il satisfaisait la gloriole, avec des proclamations qui se succédaient comme les fusées d'un feu d'artifice. Il rappelait sans cesse aux Romains que leurs ancêtres avaient dicté des lois et donné la civilisation au monde, et qu'ils étaient à Rome, la cité des grands souvenirs et des grandes espérances.

Mais cette excitation poétique ne devait pas soutenir longtemps la prose de l'artillerie française.

En attendant, Mazzini était infatigable dans ses discours, dans ses proclamations, dans l'organisation de ses fêtes. Les journaux révolutionnaires, à côté des décrets entassés par l'assemblée, par les triumvirs, par les ministres, contenaient des articles dans lesquels étaient décrits avec un soin minutieux les détails des cérémonies. Tel jour, les principales places et les édifices publics de la ville seront ornés de la manière la plus brillante; partout on verra des hampes, des mâts, des drapeaux; partout on verra des guirlandes, des banderolles, des trophées, des inscriptions démocratiques et sociales.

Les palais des cardinaux, livrés au pillage, fournissaient une grande partie des ornements. Mais c'était surtout sur les illuminations que l'on portait principalement l'attention; elles étaient splendides, variées et nouvelles sous bien des rapports, les feuilles du gouvernement l'affirmaient. Les plus gracieuses consistaient, ajoutaient-elles, en globes de couleurs, en flammes du Bengale et dans des pots de fer lançant des milliers d'étoiles. Il y avait aussi des concerts en plein vent et des discours démocratiques, et puis distributions extraordinaires de charcuterie et d'eau-de-vie aux respectables travailleurs des ateliers nationaux. Le gouvernement, qui amusait la population par ces niaiseries, faisait afficher des programmes sommaires des fêtes; voici l'un de ces documents :

Première journée. Arrivée de Mazzini au Capitole. — Cérémonie fraternelle. — Défilé, devant le triumvirat, des troupes de l'indépendance. — Discours de Mazzini. — Discours du père Gavazzi. — Feu d'artifice. — Illumination complète, en verres de couleurs, des ruines du Colysée. — Feux du Bengale. — Illumination des édifices publics et particuliers. — Musiques et chants patriotiques sur des bateaux pavoisés et illuminés aux verres de couleurs.

Deuxième journée. Grandes manœuvres militaires. — Simulacre d'un passage de vive force sur le Tibre. — Pont de bateaux jeté sur le fleuve. — Dans l'après-midi : grande fête, mâts de cocagne, courses en sac, acrobates, curieux spectacles, joûtes, pugilats. — *L'Autrichien dévoré,* scène populaire. — La course des singes. — Allocutions politiques par divers orateurs. — Musiques et chants républicains. — Le soir, grand bal. — Illuminations comme à la première journée. —

Le moment de s'amuser était cependant assez mal choisi, et ce n'était pas ainsi que les républicains pouvaient conserver leur pouvoir usurpé. Quant à la scène populaire de *l'Autrichien dévoré,* c'était une misérable puérilité. Jusqu'à présent, ce n'était pas l'Autrichien qui prêtait à rire, et cette parade était impuissante à réparer la honteuse défaite de Novarre, et tant d'autres !

La majorité du peuple romain, repentant après le châtiment de ses fautes, le sentait bien. Elle faisait secrètement des vœux pour que les Français vinssent vite délivrer la ville éternelle ; les gardes nationaux surtout, complices, puis victimes de la révolution, comme cela est dans sa logique implacable, souhaitaient ardemment être débarrassés de la République ; mais ils n'osèrent rien faire pour seconder les libérateurs ; au contraire, ils aidèrent les républicains à organiser une résistance détestée. C'est la bassesse des hommes de s'agenouiller devant ce qu'ils redoutent. En 93, la peur de l'échafaud tua presque autant de gens que l'échafaud lui-même.

L'Assemblée avait déclaré d'un ton superbe qu'elle repousserait la force par la force, et chargé les triumvirs de sauver la République. Ceux-ci s'empressèrent de saisir cette occasion de publier une nouvelle proclamation : — Romains ! » s'écriaient-ils, « l'Assemblée a décrété que Rome serait sauvée et qu'elle s'opposerait à la force par la force, » etc.... Les triumvirs engageaient les Romains à remercier Dieu de ce décret et à se préparer à une défense qui ne pouvait manquer d'être cou-

ronnée d'un plein succès, puisque la Constituante avait décrété que les Français seraient repoussés. Le triumvirat adopta alors plusieurs mesures, dites de salut public, et qui constituaient de nouveaux actes arbitraires, de nouvelles atteintes à la liberté et de nouveaux vols, tels que la mise en réquisition de tous les chevaux des citoyens romains; des habitants de Rome, même étrangers, et de ceux de la Comarca ; la démolition de la galerie couverte reliant le palais du Vatican au fort Saint-Ange, etc. De plus, la publication de nouvelles et de bulletins fut défendue, sous peine de mort; il fut enjoint aux sacristains de sonner le tocsin avec celles des cloches qui n'avaient point été volées ; elles devaient être ébranlées, en cas d'assaut, au premier coup de canon, et le moindre retard serait puni d'un emprisonnement d'une année et d'une amende; seraient frappés d'une amende pro ressive à chaque contravention tout marchand de comestible et tout pharmacien dont la boutique ne serait pas ouverte et *bien garnie, à la disposition de la République,* qui s'emparait des marchandises sans les payer. C'est-à-dire qu'étaient suspects, et seraient punis comme tels, tous ceux qui se montreraient récalcitrants dans l'exécution de ce décret; suspects tous ceux qui ne se laisseraient pas voler par les *patriotes*. Les triumvirs décrétèrent encore que les troupes auraient la solde de campagne, et organisèrent l'état-major de l'armée. Il se divisait en trois sections, sous les ordres du ministre de la guerre, le marchand de cigares Avezzana, et était composé en grande majorité d'aventuriers qui, comme lui, n'avaient jamais été militaires. On sait ce que valent les généraux de la révolution; ils sont à la hauteur de ses législateurs et de ses hommes d'État. Au surplus, la plupart de ces hommes, qui s'étaient affublés de splendides uniformes, étaient étrangers. Il s'en fallait de beaucoup qu'ils aient ouvert les yeux sous le ciel de Rome. Pas un Romain dans la première section, ainsi composée : *chef de section :* le colonel Pisane; *capitaines :* Mussolino, Vecchi, Camorri; *lieutenants :* Bixio, Mameli,

Sardi, Vincent Cattabeni. La seconde section était composée de : *chef de section :* le colonel Haug, allemand; *capitaines :* Caldesi (de Fuenza), Pilhes, Français; Laviron, Français; Podulak, Polonais; *lieutenants :* Besson, Français; Fopfer, Suisse; Cattabeni (de Sinigaglia).

Pilhes, Laviron et Besson, ces trois bandits que la France a reniés pour ses enfants, qui tirèrent sur leurs compatriotes, au nom de l'*idée républicaine*, étaient amis de Lombard, correspondant du *National*. Pilhes était le frère d'un représentant rouge; Laviron, poursuivi dans son pays pour crime politique, s'était réfugié à Rome. Affilié aux sociétés secrètes de Paris, il avait fait partie de l'artillerie..... de la garde nationale. Besson était un coiffeur, qui avait fait partie de la garde mobile à Paris; embauché par Frapolli et Pescantini, il avait aidé à élever des barricades à Gênes; il s'était enfui de cette ville avec Avezzana, qui l'avait nommé officier d'état-major, l'un de ses aides de camp, et l'avait amené à Rome.

Dans la troisième section, il y avait plus de Romains que dans les autres : *chef de section :* le lieutenant-colonel Cerroti, Romain; *capitaines :* Roselli, Ravioli et Azzarelli, tous trois Romains; *lieutenants :* Pesapane, réfugié napolitain; Lironi, réfugié lombard; Gabet, Romain.

Il y avait encore plusieurs Romains parmi les autres officiers de la République, tels que les *généraux* Bartolucci, Roselli et Galetti *l'épicier;* mais tous les autres étaient étrangers, tels que : un autre Galetti, également général, Bolonais; le colonel Mellara, de Bologne; Manara, de Milan; Medici, toscan; Berti-Pichat, de Bologne; le général Arcioni, Napolitain; le colonel Mezzacapa, Napolitain; le général Durando, Piémontais; le général Ferrari, Napolitain; Amadei, chef de pontonniers, Napolitain; le colonel d'artillerie, Dionisius Maslowicki, Polonais; le capitaine Dobrowoleski, Polonais. On sait qu'Avezzana, le ministre de la guerre, était Gênois, compatriote de Mazzini. Il y avait encore un certain colonel, réfugié étranger,

dont nous n'avions pu découvrir au juste l'origine, et qui se faisait appeler le colonel Isensmid de Milbitz.

Tous ces hommes étaient résolus à défendre énergiquement la cause de la République européenne qui allait jouer sa grande partie. Quelques-uns même étaient d'une certaine intrépidité personnelle, tels que Maslowicki et Dobrowolesky. L'allemand Haug, l'un des chefs de l'insurrection de Vienne, colonel de la légion académique de cette ville, et le Polonais Podulak, qui avait servi dans le même corps comme capitaine et avait été adjudant du général Bem, ne manquaient pas de cette audace qui fait les chefs révolutionnaires. Ils connaissaient la guerre lâche des barricades; ils s'honoraient d'avoir, protégés par de hautes barricades, tué déjà un grand nombre de soldats de la cause de l'ordre.

En somme, très-peu de Romains étaient à la tête de la résistance, et la proportion était la même parmi les soldats. La garde nationale, composée en grande partie de Romains, commençait à murmurer et à ne pas se soucier de s'exposer aux horreurs d'un siége dont le résultat définitif ne pouvait pas être douteux, parce qu'il plaisait à la lie de la démagogie européenne de condamner leur ville à une défense désespérée, inutile.

Ces dispositions très-réelles du peuple romain, que nous avons pu apprécier nous-même, et dont l'exagération trompa plus tard le général en chef de l'expédition française, auraient peut-être produit un mouvement réactionnaire, s'il n'était arrivé à la République un auxiliaire sérieux et inespéré dans la personne de Garibaldi. Ce condottiere audacieux, bras de la révolution dont Mazzini n'était que la voix, n'arriva à Rome que deux jours avant les Français (27 avril). Il s'y jeta avec quinze cents à deux mille hommes, débris de tous les corps de volontaires, écume de l'Europe révolutionnaire. Garibaldi ne tarda pas à être joint par un millier de chasseurs lombards de la légion de Manara, accourus, comme tous les démocrates

de l'Europe, à l'appel de Mazzini. Ce furent ces renforts auxiliaires, qui, renforçant les républicains, décidèrent la résistance de Rome. Si les Français s'étaient présentés deux jours plus tôt devant la ville éternelle, ils y seraient entrés sans coup férir. La majorité du peuple, repentant et heureux d'être délivré, appelant de tous les vœux de son cœur la chute de la République et le retour de Pie IX, les eût reçus à bras ouverts, comme des libérateurs qu'ils étaient. La population qui, se croyant trop compromise, aurait craint un châtiment qu'elle sentait mériter, et que, du reste, on ne songeait pas à lui infliger, cette population ne se fût pas défendue, se voyant seule; elle n'eût pas songé à résister à une nation comme la France. Selon toute vraisemblance, elle aurait mieux aimé faire une convention et se rendre, plutôt que de soutenir une lutte dont l'issue était une défaite certaine. Mais les Italiens de toutes les parties de l'Italie et les républicains de toutes les parties du monde, qui étaient arrivés avec Garibaldi, n'avaient pas les mêmes raisons de ménager la ville. Leur présence eut le double effet, et de comprimer toute manifestation qui aurait pu se produire en faveur du pape et des Français, et de donner une nouvelle impulsion et une organisation militaire au parti de la révolution.

Il demeure bien établi que la défense de Rome n'était nullement *nationale*, mais républicaine. C'étaient les républicains de l'Europe qui condamnaient la ville éternelle à subir le siége.

Il y avait longtemps que l'aventurier Garibaldi était célèbre à Rome. Ses soldats avaient cette énergie du désespoir et du déshonneur propre aux hommes qui ont brûlé leurs vaisseaux. Pour eux, il n'y avait pas d'autre alternative : victorieux ou morts; car la plupart avaient mérité les galères et l'échafaud. Ils n'avaient rien à souhaiter et à attendre que la victoire pour piller, ou la mort avec la défaite. Parmi ces hommes, il y avait un nègre affreux, d'une férocité devenue célèbre. Ce

forcené se nommait Andréa. Il avait voué à Garibaldi une affection fanatique. Il marchait toujours à ses côtés, mélodramatiquement drapé dans un manteau de brigand. Ce monstre, d'une force extraordinaire, d'une taille très-élevée, et dont la figure noire avait une expression vraiment effrayante d'abjection et de cruauté, était fait pour rendre jaloux Ciceruacchio. Ce nègre atroce, était pourtant distancé sur la route infâme par un enfant des bords de la Tamise. Andréa était une bête féroce; eh bien! plus sanguinaire, plus barbare encore, se montrait le premier lieutenant de Garibaldi, un Anglais nommé Forbes, dont la physionomie suait le crime. Sa férocité dépassait à ce point toutes les limites du délire, que Garibaldi lui-même lui adressa des représentations. Exciter les scrupules de Garibaldi, c'est tout ce qu'il y a de plus élevé dans le crime. Ce protestant fanatique n'était plus un homme, il était même pire qu'un tigre, car les tigres repus cessent de tuer.

Garibaldi et sa légion furent reçus avec le délire de l'enthousiasme par les bandits qui traitaient Rome en ville conquise; ils étaient bien faits pour se comprendre! Ils célébrèrent tous ensemble la fête de la Fraternité du crime, au couvent de Saint-Sylvestre, où s'étaient installés les nouveaux défenseurs, non pas de Rome, mais de l'*idée républicaine* à Rome.

II.

Ce Garibaldi était un de ces brigands que les romanciers poétisent, de ces gueux qui détroussent les voyageurs en leur faisant des phrases, qui organisent le pillage et la terreur dans

les campagnes et dans les villes, sous le prétexte de les défendre contre l'invasion étrangère. — « Il faut bien que le pays nourisse, héberge, et paie ses défenseurs, » disait-il aux honnêtes gens spoliés.

Homme d'action, ayant besoin de tuer pour vivre, cet aventurier intrépide, hardi au feu autant que Mazzini était lâche, avait ramassé toute la lie démocratique qu'il avait trouvée en Europe, et s'était mis à sa tête. Organisés militairement, ces flibustiers se montraient plus terribles encore aux bourgeois que la bande de Ciceruacchio ; ils furent aussi plus courageux devant l'étranger. Ils commettaient dans la ville éternelle et dans les campagnes des actes de vandalisme et d'obscénité qu'on ne peut pas dire, des actes abjects révoltant toute morale. On les appelait *les Garibaldi*, du nom de leur chef, et quand les paysans en voyaient un détachement, ils prenaient la fuite avec effroi. Ces bandits exigeaient table, logement, argent, et jusqu'aux caresses des jeunes filles et des mères éplorées. Pillage, incendie, meurtre, viol, — voilà ces hommes. Il y avait parmi eux des Italiens, des Allemands, des Français, des Polonais, des Hongrois, des Belges, des Suisses, des Anglais, la plupart voleurs de profession (1). Ce qui les avait conduits à Rome, c'était la nécessité d'y défendre la République, partout ailleurs vaincue. Poursuivis dans tous les pays, qu'ils avaient agités, ils n'étaient en sûreté que là. C'était aussi l'espérance d'un vil butin. Ceci explique le désespoir qui leur donna des forces pour lutter un moment contre l'armée française.

(1) Le 15 juillet 1852, la *Gazette de Marseille* rapportait : « Un réfugié italien, ancien chirurgien-major de l'armée de Garibaldi, était détenu dans la prison par suite d'une condamnation pour *vol*. Cet homme, étant tombé malade, on l'avait transporté à l'hôpital, dans la salle des consignés, réservée aux prisonniers malades : La maladie de cet individu était probablement simulée, car il a profité de la connaissance des lieux, qu'il avait étudiés pendant son séjour à l'hôpital, pour s'évader et faire évader avec lui un autre condamné de la plus dangereuse espèce, un forçat libéré. »

Les officiers de Garibaldi étaient composés des mêmes éléments que ses soldats : entre eux et les honnêtes gens la honte avait creusé un abîme. Quand ils étaient à Rome, ils habitaient dans les hôtelleries les plus somptueuses de la ville, où ils ne payaient jamais, quoiqu'ils y fissent des dépenses exagérées. Garibaldi, lui, logeait, avec les quelques drôles qui composaient son état-major, à l'*Hôtel de la Minerve*, où il faisait des orgies infâmes avec des femmes publiques, des officiers de partisans comme lui, et des représentants du peuple. Dans cette société impure, se faisait remarquer surtout un Français, honte de sa patrie, un intrigant du nom de Lombard, correspondant du journal républicain de Paris le *National*, dans lequel il dénatura les faits de la révolution italienne avec la plus perfide mauvaise foi. Ce misérable, comme un oiseau de mauvais augure, abattait son vol sinistre sur toutes les malheureuses cités de la Péninsule troublées par l'esprit de révolte. Il soufflait la haine, excitait les désespoirs, en promettant l'appui de la France à l'insurrection, quand son exécrable parti aurait repris le pouvoir, ce dont il affirmait ne pas douter. Nous l'avons vu à Gênes pousser de toutes ses forces à une révolte injuste et insensée, puis se sauver à bord du navire de guerre français le *Tonnerre* pour éviter les coups de fusil. Cet agent provocateur, qui remplissait le même rôle que ceux de lord Palmerston, nous l'avons vu encore à Livourne, à Florence, à Rome, jouant le même jeu sanguinaire et perfide. Témoin oculaire de ses forfaits, nous ne saurions reculer devant le devoir de les signaler. Cet obscur agent nous a paru être l'un de ceux qui ont fait le plus de mal à l'Italie. Il fallait voir avec quelle importance il assurait aux républicains de Rome et à leurs courtisanes, entre deux toasts et deux baisers, que le triomphe de leur cause n'était pas douteux, que les démocrates de Paris allaient livrer bataille à la réaction victorieuse et reprendre les rênes de l'Etat! Alors, la République française s'empresserait de reconnaître sa sœur de Rome, l'article 5 de l'ignoble Cons-

titution républicaine de 1848 serait une vérité, et l'armée d'expédition aiderait l'Italie contre les Autrichiens. En attendant, ce personnage faisait bombance avec les crédules républicains de Rome; il avait sa part dans le pillage des deniers publics. Il achetait des armes aux Anglais, en collaboration d'un hollandais protestant, pour le compte de la République. L'argent fut versé par les ministres qui se firent donner un reçu supérieur à la somme par eux déboursée, et les armes ne furent pas livrées. Les ministres volèrent les deux premiers entremetteurs qui furent à leur tour volés par les marchands anglais. Chacun eut son pot de vin; à fripon fripon et demi; en somme, ce fut le peuple qui fut la dupe, comme toujours.

Ce Lombard est un petit homme, rouge de barbe, de cheveux, de teint et de discours. Très-laid, grêlé comme une poële à marrons ou un moule à gauffres, il a des petits yeux gris, une bouche pincée; il affecte de parler bas, pour se donner l'importance d'un conspirateur prudent et mystérieux. Sa voix est cassée, comme par la débauche, ou encore comme si la malédiction des honnêtes gens lui fut retombée sur la poitrine et la lui eût brisée.

Tel son signalement, qu'il est utile de donner aux polices de tous les pays civilisés.

Il ne nous est pas permis d'affirmer que ce Lombard, en se sauvant de Rome après la prise de la ville, ne solda pas sa note à l'*Hôtel de la Minerve*, mais ce que nous savons de source certaine, c'est que plusieurs députés romains escroquèrent l'infortuné aubergiste, et que Garibaldi lui dit pour lui et son état-major :

— « Va dire au pape de te payer! » La note réclamée aux *bravi* se montait à une quarantaine de mille francs, en quelques jours. C'est qu'il n'y avait pas de mets assez exquis, de vins assez fins pour ces palais délicats.

Il faut dire aussi qu'ils déployaient en même temps une certaine activité, une activité féroce dans l'organisation de la

défense. La ville de paix et d'amour offrait l'aspect d'un camp. Les rues et les places étaient encombrées de soldats, de femmes faisant des cartouches et préparant de la charpie, d'hommes forgeant des armes, au bruit des tambours, des fanfares militaires et des chants républicains et érotiques. Quelques misérables démocrates français, réfugiés à Rome, publièrent la proclamation suivante :

« *Aux citoyens français résidant à Rome.*

« Citoyens !

« Des bruits étranges circulent dans Rome. Violant ouvertement la constitution, foulant aux pieds les droits des peuples, faisant enfin des soldats de la liberté les soutiens du despotisme, le gouvernement de la République française interviendrait dans les affaires de Rome.

« En présence des événements qui pourraient surgir de cette intervention impopulaire, il est du devoir des citoyens français de se réunir, pour décider quelle doit être leur prochaine conduite.

« Un comité créé d'urgence vous convoque donc pour demain, à cinq heures du soir, au *Cafè Nuovo*.

« Confiant dans votre patriotisme, nous espérons, citoyens, que vous répondrez tous à notre appel.

« Vive la République romaine !

« Rome, le 25 avril 1849.

« *Les membres du Comité provisoire* :

« Terral, Pilhes, Laviron,
« Morton frères, Avenne,
« H. Besson. »

Ces démocrates organisèrent la résistance contre les soldats de leur pays!

Trois jours après, un matin, le 28, toute la garde nationale fut convoquée sur la place des Saints-Apôtres; mais quelques centaines seulement de bourgeois s'y rendirent, les meneurs en tête, pour donner la réplique à Sterbini qui, les cheveux en désordre, furieux, les veines de ses tempes sifflant comme des couleuvres, portant un jabot et un gilet à la Robespierre, ayant au bras et autour des reins la ceinture et le brassard républicains, s'élança au front des gardes nationaux rangés en bataille, et les interpellant d'une voix forte :

— « Citoyens ! s'écria-t-il, voulez-vous encore le gouvernement de la papauté et son absurde absolutisme?

— « Non ! non ! s'écrièrent les compères, à bas le gouvernement pontifical !

— « Voulez-vous encore le joug des prêtres et leurs injustes priviléges ?

— « Non ! non ! à bas les priviléges ! mort aux prêtres !

— « Voulez-vous le gouvernement *de tous par tous et pour tous !*

— « Oui ! oui ! vive la République !

— « Êtes-vous contents de la République ?

— « Oui !

— « Voulez-vous la conserver?

— « Oui !

— « Au péril de votre fortune et de votre vie?

— « Oui ! oui ! jusqu'à la mort !

— « Eh bien ! défendez-la donc, car l'heure de la sauver ou de mourir pour elle est arrivée ! Vive la République !

— « Vive la République ! répétèrent les acteurs de cette ignoble parade, nous la sauverons ou nous mourrons avec elle ! »

La plupart devaient non pas *la* sauver, mais *se* sauver. Ils auraient dû dire : « Nous nous sauverons pour ne pas mourir avec elle. »

Quelques cris de : « A bas Rossi ! » furent jetés à la figure de Sterbini ce jour-là. Était-ce une ironie ou un acte maladroit de flatterie?... En tout cas, ces satellites du mal jouent constamment avec la mort, et leur cynisme est à faire frémir.

Sterbini demeura fidèle à la ligne de conduite qu'il avait adoptée. Les hommes sans droiture trouvent un âcre plaisir à se plonger dans le mal.

Les cent cinquante députés, ayant également au bras et sur le ventre les trois couleurs de la révolution, assistaient à cette comédie qui trahissait la dérision et la sottise. Auprès d'eux se prélassaient avec fatuité les *chefs du peuple*, les présidents des clubs, enfin tous les membres de la révolution ; ils étaient là, tous ces ambitieux qui avaient quitté leurs haillons mérités pour la pourpre usurpée.

Tous les tyrans de Rome étaient là radieux. Entre tous se faisait remarquer Muzzarelli, l'un de ces êtres abjects et ingrats que Pie IX avait élevés, comme le soleil attire à lui les vapeurs grossières. On se ferait difficilement une idée des peines que ce malheureux s'était données pour manquer à tous ses devoirs. Il avait fallu qu'il s'abaissât au métier de courtisan de la populace. Et pour quel résultat? Pour être un des derniers fléaux de Rome, quand il aurait pu être l'un de ses premiers apôtres. Il ramassa le bonnet rouge dans la boue, quand il aurait pu obtenir un chapeau de cardinal par ses vertus. Les méchants ne descendent jamais si bas que quand ils veulent s'élever. Mais, dans les âmes flétries par le vice, il reste toujours, dans l'habitude même du crime, une petite fissure par où s'insinue le remords. Il était à plaindre. Se faire craindre par ses forfaits est plus douloureux que de se faire honorer par ses vertus. Tous ces conjurés avaient pu ravir un moment à Pie IX l'attachement de son peuple, mais il est une chose qu'ils n'avaient pu lui ôter, c'est l'estime qu'on donne malgré soi à une vie exemplaire. Il portait encore une couronne plus vénérée que la leur, celle de ses malheurs.

Nous avons vu comment ils avaient fait semblant de consulter le peuple. Le maintien de la République n'avait été mis aux voix que par des comparses, et des conspirateurs. Eux seuls étaient partisans de la République et de la guerre.

Les députés et d'autres orateurs démocrates se répandirent ensuite dans les cafés, dans les cabarets, dans les rues, pour enflammer la population, s'écriant que les Français apportaient deux fléaux aux Romains : la peste et le despotisme.

— « Frères ! s'écriaient-ils, les Français apportent les jésuites dans leurs sacs et le choléra dans leurs gibernes ! »

Ils croyaient lancer une injure bien haute aux Français en les appelant *soldats du pape;* c'était leur bonheur et leur gloire.

— « Frères ! disaient-ils encore, les Français ont dit que les Romains étaient trop lâches pour se battre; ils vous ont insultés dans ce que l'homme a de plus cher au monde, dans le sentiment de l'honneur national; ils ont outragé la mémoire de nos pères, qui furent les maîtres du monde ! Les *nains* de la France ont blasphémé les *demi-dieux* de Rome ! Bataille et vengeance ! »

Les demi-dieux de Rome, la mâle postérité de Rémus, comme ils disaient encore, ne devaient pas se montrer à la hauteur de leurs ancêtres tant invoqués; autrement ils eussent depuis longtemps chassé eux-mêmes leurs tyrans. Mais les Romains avaient épuisé à souffrir la République les forces nécessaires pour la renverser.

Les orateurs de la démagogie, quotidiennement coupables de pillages, de vols, de viols, de destructions, ajoutaient :

— « Savez-vous pourquoi ces brigands de Français viennent à Rome? Ils y viennent pour piller vos maisons, pour détruire vos monuments, pour voler votre or, l'honneur de vos femmes et la virginité de vos filles. Aux armes donc ! Bataille et vengeance ! »

De son côté, le ministre de la guerre, Avezzana, passant en

revue les troupes sur la place Saint-Pierre, avait crié, lui aussi : Bataille et vengeance!

Les républicains seuls répondirent à l'appel. Le peuple romain éprouvait un profond malaise de répugnance pour les discours, les tristes facéties, la jactance, les quolibets, les gaudrioles, les gravelures, les fatuités et les crimes de tous ces acrobates politiques, qui prenaient des bains de sang pour se donner de gaillardes distractions et se proclamaient vertueux en adultérisant leur âme à toute heure. Malgré cette répulsion, les Romains, tremblant sous le joug, cherchaient à y satisfaire par l'obséquoisité de leurs révérences. Cette lâcheté mérite d'être flétrie au carcan de l'opinion publique. C'est ainsi que triomphe le mensonge, c'est ainsi que sont reniées des vérités d'un ordre supérieur. C'est ainsi que tout un peuple sans courage écoute comme une musique les aboiements des dogues républicains, scélérats habitués à des besoins de sang.

Nous avons vu, à Rome, pendant la terreur, les citoyens les plus hostiles à cet odieux régime, nous les avons vus pavoiser leurs croisées des couleurs de la révolution par eux maudite.

Le malheur que le chrétien appelle épreuve, les âmes faibles, au lieu de le combattre, s'y plongent, et l'appellent *fatalité*. Ils cherchaient à se persuader les uns les autres, et à se persuader eux-mêmes qu'il leur était impossible de résister à la terreur, et que, feindre de l'adorer, c'était faire acte salutaire pour leurs familles. Ils vernissaient ainsi leur bassesse d'un sentiment respectable.

Ils se soignaient à prouver acte de présence dans les fêtes démocratiques, où ils portaient, avec un visage riant, un cœur en deuil. Ils s'appliquaient à des bravos détestés. Ils châtraient l'âme de leurs regards, de peur qu'elle ne trahît leur conviction. Ils assouplissaient leur physionomie à des nuances d'exaltation féroce, afin de paraître républicains. Ils se préparaient des joues roses pour ne jamais pâlir. Ils étudiaient

l'hypocrisie du crime. Ils improvisaient de l'ivresse de bonheur. En un mot, ils se donnaient plus de peine pour subir la terreur, qu'il ne leur en eût fallu pour s'en délivrer, Ces affabilités à la révolution soupçonneuse ne l'empêchait pas de les faire égorger, et malgré leurs lâchetés, ils quittaient la vie emportés par l'ouragan démocratique, comme des plantes parasites arrachées du sol par les inondations qui dévorent.

Les justes et les incorruptibles, les timides et les lâches, étaient tués par les infâmes et les corrompus.

L'anarchie était partout, avec ses enfants, trois monstres : l'athéisme, la prostitution et l'égoïsme.

C'est pitié, en interrogeant l'histoire, de voir la majorité de lâches, de niais et de fripons qui pullulent, et l'on éprouve d'inexprimables dégoûts à remuer la vase des passions individuelles, la boue des pratiques de la politique révolutionnaire.

Les triumvirs promirent, dans une proclamation, de l'argent, des armes, de la viande, du vin, de la farine et des comestibles de toutes sortes, le tout en abondance, à ceux qui s'enrôleraient pour défendre la République. Il se mêlait toujours quelque chose de ridicule et de puéril à leur fureur.

Pour organiser une résistance générale et formidable, ils nommèrent des chefs pour chacun des quatorze quartiers de la ville, choisis parmi les députés et les meneurs les plus intrépides ; en voici la liste :

1er Quartier. — Monti.

Félix Scifoni, député ; Nicolas Ferrari, chef du peuple.

2e Quartier. — Trevi.

Titus Savelli, député ; Philippe Meucci, chef du peuple.

3e Quartier. — Colonna.

Patrice Gennari, député ; Ignace Polazzi, chef du peuple.

4e Quartier. — Campo-Marzo.

Pierre Guerrini, député; Jean-Baptiste Luciani, député; Angelo Brunetti Ciceruacchio, chef du peuple.

5e Quartier. — Ponte.

Horace Antinori, député; Charles Sazzi, chef du peuple.

6e Quartier. — Parione.

Louis Coldesi, député; Joseph Santangeli, chef du peuple.

7e Quartier. — Regola.

Gajani, député; Francois Invernizzi, chef du peuple.

8e Quartier — Santo-Eustachio.

Louis Salvatori, député; Joseph Gregori, chef du peuple.

9e Quartier. — Pigna,

Jules Govoni, député; Vincent Longhi, chef du peuple.

10e Quartier. — Compitelli.

Blaise d'Orazio, député; Nicolas Carcani, député; le docteur Cavallani, chef du peuple.

11e Quartier. — Santo-Angelo.

Cimon Santarelli, député; le docteur Martinetti (démissionnaire), chef du peuple.

12e Quartier. — Ripa.

Maximilien Allé, député; Charles Vari, chef du peuple.

13e Quartier. — Transtevère.

Collina, député; Joseph Herzog, chef du peuple; Joseph Angeloni, chef du peuple.

14e Quartier. — Borgo.

Pierre Sterbini, député; Atilio Ricardi, chef du peuple.

Tous ces hommes étaient les énergumènes les plus influents des sociétés secrètes; ils étaient tous connus par leurs luttes contre le principe d'autorité, contre l'ordre, la religion, la propriété. Ils s'emparèrent du commandement avec avidité, et déployèrent une activité forcenée. Ils étaient reconnaissables à leurs brassards rouges. Ils organisèrent la défense de la ville et prirent toutes les mesures nécessaires pour arrêter la marche des Français dans Rome même. A cet effet, de hautes barricades furent élevées à l'angle de chaque rue, dont les chaussées furent défoncées; tout le monde fut mis brutalement en réquisition pour y travailler. La plupart marchaient à contre-cœur, mais ils étaient affolés par la frayeur et obéissaient en gémissant tout bas, bien bas, afin de n'être point entendus. Sous prétexte de défendre la ville, les chefs du peuple envahirent, avec des hommes armés de pioches, des villas magnifiques appartenant à des particuliers romains, et autres, et les dévastèrent. Ils abattirent des arbres centenaires, brisèrent des statues précieuses, chefs-d'œuvre des grands maîtres; plusieurs tableaux de prix et autres objets de grande valeur furent emportés. Les propriétaires avaient été chassés par les *patriotes*.

Les triumvirs lancèrent une nouvelle proclamation furieuse, insolente, calomnieuse comme toutes les autres. Voici la traduction de ce factum impur :

« Rome, 28 avril 1849.

« Frères !

« Aux armes ! aux armes !

« Debout !

« Des étrangers, les ennemis du peuple romain, s'avancent. Ils veulent nous traiter, nous hommes libres, comme de vils

troupeaux que l'on mène au marché, ils veulent nous vendre ! Ils disent, en nous insultant, qu'on ne se battra pas à Rome parce que les Romains n'ont pas le cœur de combattre, et ils s'avancent, les insolents !

« Ils viennent abattre le gouvernement *que vous avez créé;* ils viennent chasser à coups de baïonnettes, ou emprisonner, ou massacrer vos *magistrats,* vos *législateurs!* Ils veulent fouler dans le sang et sous leurs pieds, honneur et liberté, droits et devoirs.

« L'Europe républicaine vous regarde : ils ont les yeux sur vous, ces Polonais, ces Allemands et ces Français, infortunés apôtres de la liberté, mais non sans gloire dans leurs malheurs! Lombards, Gênois, Siciliens et Vénitiens vous regardent!

« Prouvez à l'Europe que l'honneur italien n'est point perdu; sauvez-le à Rome et il sera sauf en Italie!

« Arrachez à la cruauté de l'étranger, et à ses insultes, vos femmes, vos fils, vos propriétés, vos croyances et tout ce qu'aime votre âme!

« Aux armes! aux armes! aux armes!

» Quand le feu sera allumé, rappelez-vous de l'antique grandeur romaine, ainsi que les infamies de la tyrannie qui a été abattue! pensez à ceux qui viendront après nous et combattez!.....

« Debout donc, frères!....... »

Ainsi parlent ces hommes, au nom de la liberté, de la famille et de la propriété, eux qui ont violé tous ces principes. Ces déclamations furibondes ne produisirent pas, toutefois, l'effet qu'ils en espéraient.

La population était froide et triste; quand elle apprit le débarquement des troupes françaises, elle tomba dans l'abattement. Pour la relever, le gouvernement, par un décret, réorganisa la commission des *orateurs du peuple,* payés pour transformer les bornes des carrefours en tribunes politiques. Ces

orateurs à tant l'heure, comme les voitures de louage, portaient au bras gauche un brassard tricolore avec une frange d'argent ; les principaux étaient : Joseph Canonieri, Charles Arduini , le docteur Pierre Guerrini , Séraphin et Lizabe Ruffoni, député, ami intime de Mazzini et l'un des principaux rédacteurs de son journal l'*Italia del Popolo*. Avant et depuis cette époque Lizabe Ruffoni a habité Paris, son séjour ordinaire, où il sert d'agent principal à Mazzini.

Tels étaient à Rome les principaux orateurs de la rue, au temps de la République. Que dire de leurs discours? C'était toujours le même air. Qu'en dire, sinon qu'en ce genre de variations sur la quatrième corde, Mazzini et ses amis faisaient de véritables chefs-d'œuvre. Rarement la phrase *patriotique* avait été aussi bondissante; elle jouait avec l'honneur romain comme le chat avec la souris; elle était souple, ardente, énergique. Jamais esprit voluptueux et artiste, nourri dans le sérail des ruses et des lascivités du dictionnaire perfide de la démocratie, ne s'était encore livré à de pareils raffinements de musique, de couleurs, de caresses, de mots, de vigueur d'allures, de coquetteries de rhythme. Cette verve se traduisait en roulades italiennes à perdre haleine, en espoirs enchanteurs, en effets d'orchestre, en finales éclatants. Tous les courages de la parole, tristes courages qui n'enfantent rien, s'accumulaient dans cette partition. L'inspiration de la forme pompeuse allait de l'éloquence politique au madrigal, du dithyrambe au calembour, montant et descendant tour à tour l'échelle sonore de la gamme poétique. C'était agile, frissonnant, ailé, éolien. C'était viril et fier, mais aussi tout en était faux. La foi manquait.

Ces belles paroles étaient creuses et froides; on sentait qu'elles n'émanaient pas de cœurs sincères et sympathiques, d'âmes ouvertes à la fraternité. A côté des qualités du style ne se trouvaient pas les qualités saines, probes, franches du vrai patriotisme. C'était une ignoble parade; c'était le sentiment

de la nationalité exploité, traduit en contorsions, en grimaces, souvent même en argot de tabagie. Qu'on était loin du grave et religieux langage de Pie IX! Ces héros étaient des goujats, leurs déesses de la liberté des maritornes et des filles sans mœurs. C'était d'un comique macabre et nauséabond. Il est d'augustes sentiments, comme celui de la patrie, qu'il est interdit à la bouffonnerie révolutionnaire de parodier, sous peine de lèse-majesté et de sacrilége. On aurait pu rire de ces ordures, mais on ne rit pas des impiétés, de ce qui est une plate profanation.

Entre chaque discours, des musiciens salariés, comme les orateurs, jouaient des airs patriotiques, chantaient des chansons républicaines et des chansons obscènes; souvent ces bouffons faisaient entendre des cris d'allégresse et de victoire. Le soir venu, les *frères* couraient par la ville dans les mauvais lieux, insultant les gens paisibles, et se mêlant, en attendant la besogne démocratique du lendemain, à tout ce que la nuit répandait de plus ignoble dans son sein.

Humiliés dans leur orgueil, les vrais Romains frémissaient de douleur.

Les triumvirs constituèrent, par un décret, un comité central de barricades, dont firent partie les députés Caldesi, Cattabeni, et Henri Cernuschi. Ce comité, qui n'entendait rien à la défense d'une ville, continua l'œuvre de pillage et de destruction entreprise contre les palais de Rome par les chefs du peuple. Un autre décret institua un comité d'administration pour le service des ambulances, composé de patriotes des deux sexes : les *citoyennes* Christine Trivulce, princesse de Belgiojoso; Henriette Pisacane; Julie Paolucci, femmes très-*libres;* et les *citoyens* père Gavazzi; Panunzi; docteur Pasquali; docteur Feliciani; Sani; Nengherini; Vivardi; Savorelli; docteur Carlucci; Vannuzzi et Cleter. Ce comité se réunit au Capitole.

En même temps, pour ne pas se départir de leur habitude

de constamment mêler le grotesque au sérieux, les triumvirs lancèrent des décrets puérils et inopportuns, parmi lesquels celui ordonnant la suppression des ordres monastiques et l'abolition des vœux religieux.

Tout était prêt pour une défense énergique, contrairement aux intérêts réels des Romains. Les gardes nationaux le comprenaient; aussi leur morne attitude était-elle peu en harmonie avec l'agitation guerrière qui régnait dans Rome; malheureusement leur courage n'était point à la hauteur de leurs convictions. Cependant, des bruits de réaction se répandaient dans la ville; on s'attendait à voir les victimes échapper aux bourreaux, renverser la République et ouvrir les portes aux libérateurs. Ce furent ces bruits, qui ne manquaient pas de consistance, qui, rapportés au général Oudinot, le trompèrent sur l'état des choses et lui firent négliger les précautions les plus vulgaires de l'art militaire.

Les honnêtes gens espérèrent jusqu'au dernier moment que les républicains reculeraient devant une résistance impossible; après ce que ceux-ci regardèrent comme une victoire, cette illusion ne fut plus possible.

Les Romains étaient punis, mais ils avaient été coupables. Ils étaient victimes de leur ouvrage. Au moment des premiers dangers, lorsque la démocratie se leva contre Pie IX, ils n'avaient pas trouvé en eux les moyens de défense dont ils avaient besoin pour résister à ce fléau. Pour avoir été, dans le principe, ingrats, mous et lâches, ils en étaient arrivés à attendre une mort sans gloire.

Ceux qui avaient gardé Pie IX prisonnier dans son palais, malgré les honneurs qu'ils faisaient semblant de lui rendre, étaient à leur tour prisonniers des républicains de l'Europe dans Rome.

Et la lutte allait commencer.

III.

Les deux premières brigades seulement de la division française, ne comptant que 7,500 hommes, étaient parties de Marseille et de Toulon le 22 avril. Quoiqu'on fût bien loin de penser que les républicains enfermés dans Rome intimideraient les habitants à ce point qu'ils les forceraient à lutter contre les armes de la France, on avait embarqué un petit matériel de guerre. On ne s'attendait à aucune résistance à Rome, où l'on comptait aveuglément sur la réaction, mais on comptait sur certaines difficultés pour débarquer à Civita-Vecchia, port sur lequel on avait jeté les yeux pour en faire la base des opérations sur l'Italie. Ce matériel d'artillerie était inutile si l'on croyait n'avoir qu'à faire une promenade militaire, illusion qui coûta plus d'un brave à la France; il était insuffisant en cas où la moindre résistance eût été rencontrée à Civita-Vecchia.

Les agents du gouvernement français avaient fourni à l'armée des renseignements fort erronés : d'après eux, la résistance à Rome était impossible; elle était au contraire fort probable, presque certaine à Civita-Vecchia. Ce fut précisément le contraire qui arriva.

Le 23, l'escadrille commandée par le contre-amiral Tréhouart se trouvait par le travers du cap Corse. Un conseil de guerre fut tenu à bord du *Labrador*, composé du général en chef, de l'amiral, des généraux Regnault de Saint-Jean-d'Angely et Mollière, des commandants du génie et de l'artillerie. Il s'a-

gissait de délibérer sur la manière dont on aborderait Civita-Vecchia. Il fut résolu qu'on enverrait d'abord un bâtiment parlementaire, pour sonder les dispositions de la ville. Le *Panama* fut chargé de cette mission, dont faisaient partie le chef d'escadron d'état-major Espivent, le capitaine Durand de Villers, aide-de-camp du général Regnault de Saint-Jean-d'Angely, et M. de la Tour-d'Auvergne, secrétaire de légation attaché à l'expédition. Ces députés devaient exposer au gouverneur de la ville le but de l'expédition entreprise par la France et demander à prendre immédiatement possession de la place.

Ils étaient porteurs de la lettre suivante :

« Monsieur le Gouverneur,

« Le gouvernement de la République française désirant, dans une sincère bienveillance pour les populations romaines, mettre un terme à la situation dans laquelle elles gémissent depuis plusieurs mois, et faciliter l'établissement d'un ordre de choses également éloigné de l'anarchie de ces derniers temps et des abus invétérés qui, avant l'avénement de Pie IX, désolèrent les États de l'Église, a résolu d'envoyer à cet effet, à Civita-Vecchia, un corps de troupes dont il m'a confié le commandement.

« Je vous prie de vouloir bien donner les ordres nécessaires pour que les troupes, *en mettant pied à terre, au moment même de leur arrivée, ainsi que cela m'a été prescrit*, soient reçues et installées comme il convient à des alliés appelés dans votre pays par des intentions si amicales.

« *Le général en chef,*

« OUDINOT DE REGGIO. »

Est-ce là le langage d'un chef d'une armée qui ne sait pas où il la conduit et pour quel but?

Comme les agents diplomatiques avaient affirmé qu'on trouverait une résistance énergique à Civita-Vecchia, le conseil de guerre, assemblé à bord du *Labrador*, s'était préoccupé de cette éventualité. L'amiral repoussa le projet qui consistait à tenter de s'en emparer de vive force par mer, en faisant observer que la mort d'une foule de braves en pourrait résulter, et qu'un seul boulet, pénétrant dans la chaudière d'un bâtiment à vapeur, l'arrêterait en l'empêchant de manœuvrer et ferait éprouver un échec aux armes de la France; ce qu'il fallait avant tout éviter. Pourquoi la même prudence ne fut-elle pas observée plus tard, en marchant sur la ville éternelle?

Il fut résolu que, dans le cas où les autorités de Civita-Vecchia ne recevraient pas en amie la division française, elle débarquerait par la petite baie de Santa-Marinella, à l'est du cap Linaro, à quelques kilomètres de la ville. Ce point n'était défendu que par une tour dépourvue d'artillerie et gardée seulement par quelques hommes. Une fois les troupes et le matériel à terre, l'attaque devait commencer simultanément par la flotte et par l'armée. La place, selon toute probabilité, ne pourrait résister à leurs feux croisés et ne tarderait pas à capituler. Par une précaution très-sage, l'amiral se proposait de ne débarquer les corps de troupes que les uns après les autres, en leur donnant les moyens de se défendre et de se nourrir, au cas où le mauvais temps eût forcé les navires à s'éloigner. Il entendait que le débarquement comprît trois périodes. Mais les dispositions des habitants de la ville dispensèrent de ce soin.

Le *Panama* revint rallier l'escadrille dans la nuit du 24 au 25 avril; un des officiers envoyé en parlementaire rapportait les nouvelles suivantes de la place: « L'arrivée des Français y avait produit une grande sensation. »

Le gouverneur de la ville, l'avocat républicain, J. Manucci, ainsi que quelques officiers de la garnison, avaient d'abord

voulu résister. Ils avaient déclaré aux délégués français que, en l'absence d'ordres de leur gouvernement, ils ne pouvaient prendre sur eux la responsabilité de laisser opérer le débarquement, ajoutant qu'en attendant des nouvelles de Rome, ils mettraient à la disposition de la flotte tout ce dont elle aurait besoin. Le commandant Espivent répliqua que les troupes françaises ne pouvaient attendre ces retards, et avaient ordre de descendre à terre au plus tôt. Le gouverneur s'y opposait toujours, lorsque la réaction, plus courageuse à Civita-Vecchia qu'à Rome, le contraignit à céder. Le conseil municipal, la chambre de commerce, les notables de la ville décrétèrent que le débarquement de l'armée française devait avoir lieu immédiatement, selon le désir du général en chef, et ils ajoutèrent qu'ils protestaient d'avance contre quiconque s'y opposerait.

La décision suivante fut envoyée au président de la province :

La magistrature municipale, la chambre du commerce et le commandant de la garde civique de Civita-Vecchia, au président de la province.

« Citoyen président,

« La flotte de la République française est en vue de notre port.

« Nous connaissons les vues qui la dirigent, elles sont des plus amicales et des plus rassurantes : la conservation de l'ordre, de la tranquillité et de la sûreté des États romains. Vous en avez les plus flatteuses assurances dans la dépêche que le commandant de l'expédition vous a adressée. La France ne peut manquer aux engagements que, pour son honneur, elle a contractés à la face de l'Europe.

« Vous, Citoyen, vous demandez du temps pour informer

la République de ces événements, conformément aux instructions que vous avez. Mais les troupes pourraient s'irriter des retards, ennuis et dangers auxquels la mer les expose, et perdre les sentiments d'amitié et de fraternité dont elles sont animées.

« Connaissant parfaitement les désirs de notre population, nous déclarons, qu'à notre sens, il ne doit être apporté *aucun retard* au débarquement des troupes françaises, ne voulant pas nous exposer aux conséquences d'une guerre qui ne pourrait pas ne pas être téméraire, et nous protestons contre quiconque voudrait compromettre l'ordre et la tranquillité intérieure de cette population. »

Cette énergique et sage déclaration, datée du 24 avril 1849, était signée par le gonfalonier et les Anziani, par le vice-président et les membres de la chambre de commerce, et par le lieutenant-colonel commandant la garde civique. Le gouverneur dut céder. D'ailleurs, croyant les forces françaises bien supérieures à ce qu'elles étaient, il prévoyait une défaite pour la ville. La garnison de Civita-Vecchia ne comprenait que deux mille hommes, y compris un bataillon de tirailleurs lombards, arrivés de Rome le 24 au soir, sous les ordres du réfugié milanais Mélara, et une batterie d'artillerie. La place était armée de cent vingt-et-une pièces de divers calibres (dont quatorze hors de service), presque toutes tirant sur la mer, et bien approvisionnées ; mais les escarpes en maçonnerie du corps de place étaient en mauvais état, ainsi que les ponts-levis et les parapets en terre. La place n'aurait pu tenir longtemps.

L'escadrille française mouilla dans le port le 25 avril. Elle avait fait diligence, sur les instances des habitants de la ville, craignant un mouvement républicain. Une députation vint à bord communiquer au général en chef les dispositions qui avaient été prises, et le débarquement commença immédiatement. Toutes les troupes étaient à terre avant la nuit, au milieu des acclamations de la population délivrée et des cris de « Vive la France ! vive l'armée française ! »

Le premier acte du général en chef, à peine arrivé avec quelques officiers de son état-major au logement qui lui avait été préparé, fut d'adresser à ses troupes un ordre du jour qui leur retraçait leurs devoirs :

« Soldats !

« Le drapeau français flotte sur les forts de Civita-Vecchia. Nous pouvions opérer un débarquement de vive force ; toutes les mesures étaient prises pour en assurer le succès. Nous avons dû nous inspirer de la pensée de notre gouvernement, qui, associé aux idées généreuses de Pie IX, veut éviter autant que possible l'effusion du sang.

« Les autorités de Civita-Vecchia, cédant aux vœux des habitants, vous ont ouvert les portes de la place à la première sommation.

« Cet accueil, vous le sentirez, ajoute à nos devoirs ; il aggraverait toute infraction à la discipline. Il nous commande non-seulement de respecter les populations, mais encore d'entretenir avec elles des rapports bienveillants.

« La flotte va vous amener sous peu de jours un renfort considérable. Soldats de l'armée de terre, je suis votre interprète en remerciant nos frères d'armes de la marine. C'est à leur puissant concours que nous aimons à reporter le succès de notre première opération.

« Civita-Vecchia, le 25 avril 1849.

« Le général, commandant en chef,

« OUDINOT DE REGGIO. »

Le général en chef fit en même temps connaître, par une proclamation aux habitants des États romains, une partie des intentions de son gouvernement. Il y était dit :

« Habitants des États romains!

« En présence des événements qui agitent l'Italie, la République française a résolu d'envoyer un corps d'armée sur votre territoire, *non pour y défendre le gouvernement actuel, qu'elle n'a point reconnu,* mais afin de détourner de votre patrie de grands malheurs.

« La France n'entend pas s'attribuer le droit de régler des intérêts qui sont, avant tout, ceux des populations romaines, et qui, dans ce qu'ils ont de plus général, s'étendent à l'Europe entière et à tout l'univers chrétien.

« Elle a cru seulement que, par sa position, elle était particulièrement appelée à intervenir pour faciliter l'établissement d'un régime également éloigné des abus à jamais détruits par la générosité de Pie IX et de l'anarchie de ces derniers temps.

« Le drapeau que je viens d'arborer sur vos rives est celui de la paix, de l'ordre, de la conciliation, de la vraie liberté. Autour de lui se rallieront tous ceux qui voudront concourir à l'accomplissement de cette œuvre patriotique et sainte.

« Civita-Vecchia, le 25 avril 1849.

« Le général, commandant en chef,

« OUDINOT DE REGGIO. »

Ce langage, jusqu'à un certain point indécis, était conforme aux ordres ministériels. On y disait bien que la France ne venait pas défendre un gouvernement non reconnu de l'Europe, mais que signifiait ce passage dans lequel on ajoutait qu'elle n'entendait pas s'attribuer le droit de régler des intérêts considérés, *avant tout,* comme ceux des populations romaines? C'était un étrange langage. La nation romaine n'avait pas le droit de chasser le souverain Pontife, le chef de deux cents millions de catholiques. Il y a des principes, il y a des vérités

qui sont au-dessus des lois humaines. Dans l'ordre des choses politiques, il y a des vérités aussi incontestables, aussi immuables, aussi éternelles que dans l'ordre moral. Eh bien! au-dessus de tout, pour l'Europe, se place le principe de la double souveraineté spirituelle et temporelle des papes, à laquelle les Romains n'ont pas plus droit de toucher qu'aucun autre peuple. Rome n'est pas la propriété d'un peuple ni d'une génération; les Romains n'en ont que la jouissance; cette grande et sainte cité appartient à la race humaine, à l'univers catholique. Rome n'est point une ville ordinaire; c'est l'histoire vivante; chacune de ses pierres est un poème; ses rues sont des galeries, et ses églises renferment les chefs-d'œuvre de tous les grands maîtres. Rome est un immense musée; elle est la capitale du monde chrétien, la propriété des artistes et des savants de toute la terre. La part faite aux Romains est assez belle! Enfants de la Jérusalem nouvelle, leur patrie, où Dieu a établi le Pontife souverain de sa religion, règne par la croix comme jadis elle a régné par l'épée. Dieu a confié aux Romains le plus sacré de tous les dépôts, celui des traditions religieuses. Rome est le rendez-vous des artistes qui viennent rendre hommage aux merveilles de l'art antique et de l'art chrétien, le rendez-vous aussi des pèlerins qui viennent s'agenouiller sur cette terre qui fut arrosée du sang des martyrs.

Il n'est pas bien de laisser aux Romains les illusions démocratiques. La France n'allait pas pour reconnaître leurs droits, mais pour les faire rentrer dans le devoir, et il était bien préférable pour eux que cet inévitable événement fût accompli par la France au lieu de l'être par toute autre puissance, et surtout par l'Autriche. L'épée de la fille aînée de l'Église allait restaurer la souveraineté providentielle des papes, cette souveraineté sainte qui avait jadis sauvé le monde de la barbarie, et contre laquelle les modernes Barbares s'étaient soulevés.

Le général en chef envoya à Rome le lieutenant-colonel du génie Leblanc, officier consommé, le capitaine du génie Boissonnet et le lieutenant d'état-major Féraud, pour informer le gouvernement de son débarquement et du but de l'expédition. Il chargea en même temps le chef de bataillon Espivent de la Villeboisnet de se rendre à Gaëte, porteur d'une lettre pour le souverain Pontife et de dépêches pour MM. d'Harcourt et de Raneval, ministres plénipotentiaires de la France auprès de Sa Sainteté.

En route, le lieutenant-colonel Leblanc et ses compagnons se croisèrent avec l'ordre tardif, émané du triumvirat, d'empêcher le débarquement, ainsi qu'avec le ministre des affaires étrangères, Rusconi, et le député Pescantini, ceux qui embauchaient à Paris des vagabonds pour la République. Ils venaient à Civita-Vecchia pour fortifier par leur présence et leurs discours le courage des habitants ; leur désappointement fut grand quand ils virent la ville inondée de soldats français, les troupes républicaines désarmées, dix mille fusils, expédiés par l'Angleterre, saisis, et deux bâtiments sardes transportant des volontaires lombards à Rome, arrêtés dans le port. Ils demandèrent une audience au général Oudinot qui, conformément à ses instructions, leur tint un langage assez vague, ne leur laissant pas saisir sa résolution dernière.

Le 26, il reçut les protestations du triumvirat romain, et la visite de Montecchi, ministre des travaux publics, qui venait, au nom de la République, réclamer les fusils confisqués, ce que le général en chef refusa formellement, et demander le débarquement des volontaires lombards. Le général y consentit, à la condition qu'ils ne seraient pas débarqués dans les Etats romains avant le 4 mai. Se fier à la parole des révolutionnaires était une maladresse sans exemple. La suite le prouva. Ces volontaires, malgré le serment qu'ils en avaient fait avant de reprendre la mer, allèrent renforcer les républicains décidés à se défendre dans Rome. Ces Lombards, qu'on

avait l'imprudence de rendre à la liberté, étaient arrivés à Civita-Vecchia en même temps que l'escadrille française, sur deux bâtiments à vapeur; sans l'activité déployée par les marins français, ils se fussent jetés assez à temps dans la place pour forcer le corps expéditionnaire d'en faire le siége.

Le général en chef avait tour à tour envoyé à Rome plusieurs officiers, après le départ du colonel Leblanc, pour y étudier l'esprit public, et s'assurer si les bons citoyens retenus captifs par une poignée de républicains de tous pays, ne seraient pas disposés à ouvrir les portes de la ville aux Français. Les rapports que firent ces officiers au général en chef furent unanimes sur ce point : les étrangers qui dominaient à Rome par la terreur était exécrés de la population, bien revenue de ses velléités d'indépendance démagogique, et disposée à accueillir les Français en libérateurs. On ajoutait qu'une démonstration armée sous les murs de Rome suffirait, que le mouvement réactionnaire, qui avait si subitement éclaté à Civita-Vecchia à la vue des troupes, éclaterait à Rome de la même manière. Leur présence amènerait infailliblement une manifestation anti-républicaine, une manifestation de sympathie pour l'armée d'expédition et de dévouement au souverain Pontife. On ne devait rencontrer aucune résistance; l'irritation des esprits était calmée, les honnêtes gens très-courageux et les méchants fort abattus.

— « Mon général, dit le capitaine Fabart, j'ai vu de près les chefs de parti; malgré leur forfanterie, je suis convaincu que l'intervention française sera acceptée avec reconnaissance dans les Etats pontificaux, si une énergique démonstration a lieu immédiatement contre le foyer de la démocratie européenne. L'apparition de nos troupes sous les murs de Rome est donc urgente. »

Les instances des ministres plénipotentiaires réunis à Gaëte n'étaient pas moins pressantes. Ils ne doutait pas que les Français pussent entrer à Rome comme on leur ordonna

follement de s'y présenter, musique en tête et en grande tenue.

— « En avant, général, en avant! écrivait le duc d'Harcourt à la date du 26; — il est important que vous hâtiez votre marche sur Rome; votre arrivée subite et inattendue a étonné et terrifié. C'est une situation dont il faut profiter. Si vous laissez aux mauvais sujets de Rome le temps de se remettre de leur premier effroi, ils prépareront des moyens de résistance et feront verser du sang, ce qu'on désirerait éviter.

« A Gaëte, on voudrait que nous fussions des agents passifs et non des médiateurs. Nous ne pouvons éviter cette mauvaise et mesquine position qu'en allant sans retard à Rome. Malgré la rodomontade romaine *vous ne trouverez pas de résistance* dans cette ville : la majorité sera pour vous dès que vous lui ferez appel. »

Le comte de Rayneval, partageant les mêmes croyances, justifiées par la connaissance du caractère romain, écrivait dans le même sens. D'un autre côté, les instructions du général en chef portaient qu'il devait occuper Rome et ne pas s'arrêter à la résistance que, *par hasard*, il rencontrerait.

Les habitants de Civita-Vecchia avaient donné au général Oudinot les mêmes assurances. Ils lui avaient montré des lettres de parents, qui affirmaient que les soldats de la France seraient reçus à bras ouverts. Il n'y avait qu'à se présenter. On irait même au devant d'eux pour les inviter à entrer!

Certainement, la plupart des Romains étaient revenus de la République, qui, loin de leur donner l'indépendance et la liberté, avait été pour eux une source de misère et de ruine, de dissensions intestines et de guerres civiles. Ils sentaient que, depuis le départ du Saint-Père, leur malheureux pays avait passé par les phases les plus tristes, les plus funestes d'un Etat révolutionnaire permanent. Ils avaient eu à subir les excès du despotisme de la démocratie, les horreurs qu'accompagne toujours le règne des démagogues, l'anarchie furieuse d'un prétendu gouvernement parlementaire, et pour

couronner toutes ces humiliations, toutes ces douleurs, la guerre étrangère approchait. Comme aucun principe ne peut rester debout sous cette action dissolvante, rien ne saurait égaler la démoralisation qui infectait cette nation, ayant jadis occupé une grande place dans l'histoire. La religion détruite, la propriété sans cesse attaquée, les fortunes privées ruinées par les exactions à toute heure renaissantes, le commerce et le crédit anéantis, l'industrie nulle, le crédit public ne pouvant se soutenir, l'armée sans force et sans discipline, la démoralisation partout et partout la ruine, tel était le tableau qu'offrait la République romaine et dont gémissait le peuple. Il était incontestable quil existait dans ce pays un nombreux parti qui appelait de tous ses vœux l'armée française comme le seul moyen de le préserver d'une ruine complète. Mais compter absolument sur ces tendances était grande folie.

L'idée d'une résistance quelconque de la part des Romains n'était jamais entré dans l'imagination d'aucun Parisien. Cela ne se supposait même pas. Celui-là eût été soupçonné de républicanisme, qui se fût avisé d'avancer que les portes de Rome ne s'ouvriraient pas toutes grandes devant le premier soldat qui s'y présenterait. L'expression tranquille de cette confiance éclate dans les journaux de cette époque. Les feuilles démocrates elles-mêmes n'osaient croire à la nécessité d'un siége en règle, et surtout à ce qui se passa auparavant. Le journal du soir ayant la prétention d'être semi-officiel, publiait ceci :

« Le gouvernement a reçu aujourd'hui des nouvelles....... nos troupes étaient près de Rome, avec la certitude de leur prochaine entrée. » Il ajoutait le lendemain, avec une impudence sans nom :

« Nos troupes *sont entrées à Rome sans obstacle;* on suppose que Mazzini et les chefs du gouvernement ont quitté la ville. »

La vérité était que les troupes françaises marchaient alors à un échec sanglant, résultat de cette aveugle confiance qui avait fait négliger les précautions nécessaires.

Pendant que la marine française, admirable d'activité dans cette expédition, appareillait sans coup férir pour retourner en France chercher de nouveaux renforts, — ce qui était d'une sage politique, — la division expéditionnaire s'avançait vers Rome avec confiance. Les soldats en grande tenue, habillés, les malheureux! comme pour une fête, marchaient avec la plus grande tranquillité, persuadés que les portes de Rome allaient s'ouvrir devant eux comme celles de Civita-Vecchia.

Le lieutenant Féraud était reparti en avant, chargé du soin d'établir à Palo, sur la route de Rome, l'avant-garde du bataillon de chasseurs, et de la mission d'aller signifier au triumvirat la marche de l'armée sur la ville éternelle, pour y entrer avec des dispositions amies.

Le général Oudinot avait laissé une forte garnison à Civita-Vecchia, sous les ordres du colonel Blanchard, qu'il avait nommé commandant de la place; il avait ensuite publié la proclamation suivante :

« Soldats!

« Vous connaissez les événements qui vous ont amenés dans les États romains.

« A peine élevé sur le trône pontifical, le généreux Pie IX avait conquis l'amour de tous ses peuples, en prenant près d'eux l'initiative des réformes libérales. Mais un parti de factieux, qui a promené le malheur sur toute l'Italie, s'armait dans Rome à l'ombre de la liberté.

« Le souverain Pontife dut s'exiler à la suite d'une émeute inaugurée par l'assassinat impuni et glorifié de son premier ministre.

« Ce fut sous ces auspices, et sans le concours de la majeure partie des électeurs, que fut fondée la République romaine, dont aucun gouvernement d'Europe n'a reconnu l'existence;

« Néanmoins, dès mon arrivée, je fis appel aux hommes de tous les partis, espérant les réunir dans une soumission commune au vœu national.

« Le fantôme de gouvernement qui siége à Rome répond par des bravades réitérées à mes paroles conciliantes.

« Soldats, acceptons le défi : marchons sur Rome !

« Nous ne trouverons pour ennemis ni la population ni les troupes romaines. Les unes et les autres nous considèrent comme des libérateurs. Nous avons à combattre des réfugiés de toutes les nations, qui oppriment ce pays, après avoir compromis dans le leur la cause de la liberté.

« Sous le drapeau français, au contraire, les institutions libérales recevront tous les développements compatibles avec les intérêts et les mœurs de la nation romaine.

« Au quartier-général de Civita-Vecchia, le 27 avril 1849.

« Le général en chef, OUDINOT DE REGGIO. »

Ces paroles étaient parfaitement vraies ; mais les réfugiés devaient obliger la ville à soutenir un siége. Il n'était donc pas sage de négliger les mesures nécessaires et de s'aventurer au hasard. Dans toute expédition militaire, il faut connaître le pays, si l'on veut s'en emparer.

La colonne expéditionnaire n'était composée que d'un petit corps de cinq mille et quelques cents hommes. Elle se mit en route le 28, à six heures du matin ; le soir même, elle coucha à Palo, occupée dès la veille par le 1er bataillon de chasseurs à pied. Cette étape, qui n'avait pas moins de 35 kilomètres, avait, avec l'extrême chaleur, accablé les troupes de fatigue ; elles n'en furent pas moins camper, le lendemain, à Castel-di-Guido, grande ferme et relais de poste, à 18 kilomètres de Palo, sur la route de Rome. Le général en chef ayant voulu, par une reconnaissance, s'assurer des dispositions des Romains, ordonna au capitaine Oudinot de s'avancer, avec une quinzaine

de chasseurs. Cet officier constata que trois ponts avaient été endommagés, mais que les gués et les rampes permettaient à la colonne de continuer sa marche. Il parvint jusqu'à deux lieues de Rome; là, il rencontra un avant-poste qui, au moment où il s'arrêtait pour parlementer, fit une lâche décharge sur lui et sur ses hommes. Deux chevaux furent tués et un cavalier pris, qui, tombé avec son cheval, n'avait pu se dégager. Les ennemis se replièrent sur les hauteurs dominant la route à droite, et la reconnaissance rentra. Quand elle revint, le général en chef était entouré de son état-major: — «Eh bien! que veulent les Romains? » demanda-t-il à l'officier. — « La guerre! » répondit celui-ci en racontant ce qui s'était passé. — « S'ils veulent la guerre, ils l'auront! » reprit le général Oudinot, et il ajouta: — « Mais nous devons tout faire pour l'éviter. »

Que cet incident, qui laissait à penser clairement que des hostilités attendaient les Français, n'ait pas éteint chez le général en chef tout espoir de conciliation, c'est ce qui paraîtrait inouï, si l'on ne savait pas qu'il avait été prévenu que les troupes romaines, pour l'orgueil de leurs armes, devaient faire un simulacre de défense. Ce faux rapport acheva de l'abuser complètement.

Le 10, dès le matin, les Français se remirent en marche. Le général en chef, dans la prévision d'une escarmouche, fit déposer les sacs à Maglianella, à deux lieues de Rome, sous la garde d'un détachement du 33e de ligne. Les soldats n'avaient pris, en partant, des vivres que pour trois jours seulement. La colonne marchait toujours, éclairée par quelques chasseurs à cheval et le 1er bataillon de chasseurs à pied. La route de Civita-Vecchia à Rome offre, à 1,700 mètres de l'enceinte, une bifurcation dont l'une des branches, côtoyant sur la droite l'aqueduc de l'Acqua-Paolo, aboutit à la porte Saint-Pancrace. L'autre route, qui s'avance vers l'enceinte qui couronne le Vatican, descend à la porte Cavallagieri, en traversant un faubourg. C'est dans celle-ci que s'engagea la colonne, tandis

que les voltigeurs du 20e de ligne s'enfonçaient dans l'autre, pour protéger le flanc droit. Si l'on avait pu douter encore des dispositions hostiles des maîtres de Rome, on eût pu s'en convaincre en ne voyant aucun habitant dans ces parages, et surtout en lisant, écrit partout, comme une ironie, l'article 5 de la Constitution républicaine imposée à la France dans un moment de surprise, et qui était ainsi conçu : — « La République française respecte les nationalités étrangères, comme elle entend faire respecter la sienne. Elle n'entreprend aucune guerre en vue de conquête, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. »

Les républicains enfermés dans Rome avaient cru se montrer fort ingénieux en présentant à l'armée française, en guise d'épouvantail, cet article d'une constitution impossible et méprisée. Dès cette époque, cette constitution n'inspirait aucune superstition aux soldats de la France, et ce mépris pouvait déjà faire pressentir le sort qui lui était réservé !

La démonstration de l'art. 5 (1), le profond silence qui régnait dans le pays, et l'abandon complet de la campagne, auraient dû, ce semble, être un avertissement suffisant.

L'incertitude aurait dû se dissiper, au moins, quand arrivé à 400 mètres de l'enceinte, deux coups de canons à mitraille furent tirés sur les éclaireurs. A n'en plus douter, les Français étaient reçus en ennemis. Ils auraient dû se retirer, quoiqu'ils ne pussent se résoudre à prendre au sérieux la résistance des Romains. Le général en chef, pour attaquer la ville, aurait dû attendre des renforts et l'arrivée d'un matériel de siége. Au lieu de cela, il ordonna immédiatement l'attaque. Ce fut un tort grave. Les officiers les plus expérimentés de l'armée en convinrent. M. le maréchal Vaillant qui, comme général de génie, dirigea plus tard les opérations du siége, et

(1) Quelques mois après, l'article 5 se lisait encore sur les mêmes murs ; on n'avait pas même pris la peine de l'effacer.

M. le général Thiry, qui commanda l'artillerie, ont publié un très-beau livre intitulé : *siége de Rome, en 1849, par l'armée française*. C'est le journal des opérations de l'artillerie et du génie. Or, voici comment s'exprime M. le maréchal Vaillant, homme de guerre consommé, esprit profond, cœur brave comme son nom, et de plus chrétien, qui sait pratiquer le plus délicatement la charité, ce qui ne nuit pas à ses profondes connaissances. Après avoir constaté les hostilités exercées contre les éclaireurs de la colonne, cet homme expert dit : — « La reconnaissance que le général en chef s'était proposé de faire pouvait dès lors être considérée comme faite. Peut-être, et l'événement a justifié cette opinion, eût-il mieux valu ne pas chercher à répondre à un pareil accueil et revenir prendre position à Castel-di-Guido ou à Palo, pour y attendre que l'arrivée de quelques régiments de plus et d'un matériel de siége permit d'entrer par la force dans Rome dont on nous fermait les portes. »

Voici la vérité. Voici ce que commandait la prudence. Le maréchal Vaillant ajoute courtoisement les lignes suivantes, qui ne peuvent détruire le poids de celles qui précèdent : — « Mais il sera toujours bien difficile de ne pas laisser à des troupes françaises la satisfaction d'accepter un défi fait à coups de canon ; et, d'ailleurs, ne pouvait-on pas supposer que notre insistance ferait tomber tout à coup la résolution de ceux qui venaient de nous provoquer ? Telle fut, sans doute, la pensée du général en chef. »

Certes, ce fut là la pensée du digne général Oudinot. Mais, encore une fois, ce fut une erreur. Et puis, est-ce que les troupes françaises qui, du reste, se battirent avec un courage admirable dans cette journée néfaste, ne marchaient pas à l'aventure ? On avait poussé l'insouciance jusqu'à ne pas même prendre la peine de faire préalablement reconnaître les portes de la ville. La colonne marchait devant elle au hasard, comme persuadée de ce dicton populaire : « Tout chemin mène à

Rome. » Des soldats cherchant une porte, donnant la tête contre des murailles, marchant au pas de charge contre des batteries vomissant la mort, et se faisant décimer dans une lutte impossible, malgré la plus éclatante valeur, c'était un bien triste et bien douloureux spectacle. Après un engagement des plus meurtriers, on finit par s'apercevoir qu'on donnait de la tête contre un mur, et il fallut faire retraite. N'aurait-on pas mieux fait, dès le commencement, de se replier et d'attendre des renforts et le matériel indispensable pour prendre une ville défendue, au lieu d'essayer de s'en emparer avec des forces trop peu considérables et avec des moyens insuffisants?..

La colonne française, quoique repoussée, avait fait des prodiges, et le général en chef avait intrépidement payé de sa personne, comme les autres.

D'abord les chasseurs à pied et quelques compagnies d'infanterie s'étaient déployées en tirailleurs sur les crêtes et les mamelons qui bordent la route des deux côtés. Ils firent éprouver de grandes pertes aux défenseurs des remparts, et le chef d'escadron d'artillerie Bourdeaux profita de leur trouble pour faire monter une section d'artillerie sur un petit plateau, dominant la route. Elle commença rondement le feu, si bien que celui de la place se ralentit. Profitant de cet avantage, la première brigade, commandée par le général Mollière, s'avança résolument sur la route, exposée au canon des remparts. Arrivée aux murs d'enceinte, la première brigade chercha au hasard une porte qui n'existait plus que sur les vieilles cartes et qui, depuis longtemps, avait été condamnée. Malgré la hardiesse de l'attaque, ces braves eussent réussi sans aucun doute à entrer dans la ville s'il en eût été autrement. Comment avait-on pu les lancer ainsi en aveugle, et gaspiller si cruellement tant d'héroïque courage?.. Il n'aurait plus qu'à briser sa plume, l'historien auquel il ne serait plus permis de relever une semblable imprévoyance.

Pendant qu'on cherche la porte, les têtes de colonnes, conduites par les colonels Marulaz et Bouat, perdent un temps précieux; l'ennemi a le temps de se raviver et les accable; elles sont contraintes de se replier dans un chemin creux. Le reste de leur troupe imite ce mouvement rétrograde, mais se reforme aussitôt sur la droite de la route. En même temps, les tirailleurs postés sur les hauteurs, continuent un feu bien nourri contre les assaillants qui ripostent vigoureusement. Le brave chef de bataillon Picard, à la tête de plusieurs compagnies du 20ᵉ de ligne, s'avance résolument contre des tirailleurs ennemis qui, en dehors de la porte Saint-Pancrace, appuient une sortie sur le flanc de la colonne.

L'artillerie essaie de nouveau courageusement de se mettre en batterie à découvert, au milieu de la route, ainsi que sur la terrasse d'une maison abandonnée, et en même temps, les colonnes d'attaque sont lancées au pas de charge. Deux fois elles s'élancent sur les murailles, et repoussées, y reviennent intrépides. On cherche toujours la porte. L'ordre est même donné de préparer les sacs à poudre pour enfoncer cette porte qui n'existe pas, à laquelle on persiste à croire, malgré des recherches qui coûtent des flots de sang. Enfin, on trouve quoi? une simple poterne désignée sous le nom de Porta Pertusa, qu'on a eu le tort déplorable de n'avoir pas fait reconnaître.

On est contraint, après des efforts infructueux et des pertes sensibles, de reconnaître qu'il est impossible de pénétrer de ce côté dans la place. La seule porte qui se trouve dans les environs, est située à 800 mètres au moins sur la droite, et pour y parvenir, il aurait fallu s'exposer, pendant la plus grande partie du temps nécessaire à franchir cette distance, au feu de la place sur toute la ligne. On y dût renoncer.

La deuxième brigade n'avait pas mieux réussi que la première. Le capitaine Fabar, trompé par ses souvenirs, était venu offrir au général en chef de conduire cette brigade par un chemin qu'il croyait connaître à la porte Angelica. « C'est là,

ajoutait-il, que doit se produire énergiquement la démonstration préparée en notre faveur. » Le ton d'assurance du brave et imprudent officier convainc le général Oudinot, qui donne l'ordre au général Levaillant (Charles), de se laisser guider par le capitaine Fabar. Cette brigade, composée du 36e de ligne, d'une faible partie du 66e et d'une section d'artillerie, après avoir suivi une gorge perpendiculaire à la route, tourne à droite dans le fond du vallon qui va au nord-ouest du Vatican. La colonne ne tarde pas à être écrasée par le feu plongeant de la mousqueterie de la place. Le capitaine Fabar est tué, quatre chevaux de la première pièce sont renversés; la deuxième pièce et l'infanterie purent se mettre à couvert. Elles se retranchèrent dans un pli de terrain.

Malgré le courage déployé par les troupes françaises et le mal qu'elles avaient fait à l'ennemi, le commandant en chef sentit que la journée n'avait point été bonne. Il avait pu apprécier par lui-même la difficulté de l'attaque et la fausseté des rapports qui lui avaient été faits sur les dispositions des habitants de Rome. Il donna l'ordre de cesser le combat. Les blessés furent réunis sur un plateau non loin de la route, et l'on retourna à Maghinella, qu'on n'aurait pas dû quitter de la sorte. Le général en chef voulut présider lui-même à l'évacuation des blessés, protégée par la brigade Levaillant.

Cette journée coûta à la division expéditionnaire quatre-vingts morts et quatre cent cinquante blessés, parmi lesquels beaucoup d'officiers. Les Romains la célèbrèrent comme une grande victoire; cette date est restée un anniversaire aimé des républicains de l'Europe. Les journalistes démocrates français ne rougirent pas de s'en féliciter. Pourtant ce triomphe devait coûter cher à leur parti. La République romaine était bien perdue. Elle ne pouvait plus espérer aucun quartier après avoir reçu la division expéditionnaire à coups de canon. L'échec qu'elle venait d'éprouver la mettait dans l'obligation d'emporter la ville au plus tôt.

Pas un seul soldat de l'armée républicaine n'osa inquiéter la retraite de l'armée catholique.

Il faut ajouter aux pertes éprouvées par la division expéditionnaire deux cent cinquante prisonniers enlevés par supercherie avec le commandant Picard, du 20e de ligne. Jamais pareille fraude ne s'était vue entre pays ennemis; c'était faire la guerre comme les sauvages, comme des êtres dégradés, n'ayant plus ni honneur, ni considération, insouciants du mépris et s'efforçant de le mériter. Voici le fait: Le chef de bataillon Picard avait été chargé de contenir les troupes romaines inquiétant la colonne, et il s'était effectivement acquitté de ce soin périlleux, pendant tout le cours de la journée. Vers le soir, les Romains entrèrent en pourparlers avec lui. Ils lui dirent que les Français étaient enfin reçus dans Rome, et l'engagèrent à se laisser conduire auprès d'Avezzana, ministre de la guerre. Le brave officier sans défiance accepta, croyant les hostilités terminées et la paix faite, ainsi qu'on avait la bassesse de le lui dire. Dès qu'il fut entré dans la ville, sa troupe fut entourée par des forces supérieures et amenée à Rome sous le même prétexte. Là, on déclara à ces soldats qu'ils étaient *prisonniers de guerre*.

Ils furent promenés par la ville en triomphe par ces lâches, et rendus le 8 mai suivant, désarmés. En échange, le général Oudinot renvoya à Rome le bataillon de Mellara.

Cette infâme trahison n'avait rien d'étonnant. Les républicains ne sont pas des ennemis loyaux, chevaleresques, généreux. Ils ne font pas la guerre comme des hommes civilisés.

Les soldats d'un pays civilisé n'eussent jamais voulu se souiller d'une pareille action; ils auraient eu peur de se déshonorer. Mais le déshonneur importe peu aux combattants de la démocratie, ne luttant pas en soldats jaloux de leur honneur et de celui de la patrie, mais en sauvages. Ne se sentant pas respectables, ils ne respectent ni leurs ennemis, ni les lois de la probité,

Les troupes françaises avaient vaillamment combattu. Leur général en chef leur promit une victoire comme réparation.

La plupart de ces soldats étaient jeunes et voyaient le feu pour la première fois. C'est ce que nous disait le commandant Picard, l'officier victime du guet-à-pens républicain : — « Quel feu! s'écriait-il; ah! les braves! les braves! c'est bien toujours le même sang ! »

Et le courageux officier pleurait d'émotion.

Les Français avaient combattu à découvert, sans le matériel indispensable, des hommes cachés derrière de hautes murailles et six fois plus nombreux qu'eux. Ils avaient été sublimes.

Les chirurgiens et les prêtres qui s'étaient exposés au feu pour accomplir leur mission, avaient fait preuve du plus héroïque sang-froid ; c'étaient : monseigneur Luquet, évêque d'Hezebon, l'abbé de Mérode, l'abbé de Cosquer; c'étaient aussi le docteur Pasquier, le docteur Santy, le chirurgien Armand du 36e , etc. M. le sous-intendant Dutheil avait aussi déployé le plus grand courage, etc., etc.; il faudrait citer toute l'armée.

On a raconté qu'un seul homme, un jeune officier, eut un moment de faiblesse devant la mitraille ; que son nom ne soit pas prononcé; oublions-le.

Le général en chef rendit témoignage à son armée dans ce rapport détaillé de la journée du 30 avril qu'il adressa au ministre de la guerre, le 4 mai, après l'avoir sommairement prévenu par le télégraphe.

« *Rapport du commandant en chef de la journée du 30 avril, au ministre de la guerre.*

« Depuis le 20 avril, jour où le corps expéditionnaire a mis à la voile pour Civita-Vecchia jusqu'au 28, je vous ai tenu

exactement au courant de nos opérations. Elles ont eu toutes, vous le savez, un grand succès.

« De concert avec M. le ministre des affaires étrangères, vous m'avez invité, lorsque je serai maître de Civita-Vecchia, à marcher sur Rome pour donner courage aux honnêtes gens et pour répondre à l'appel des populations.

« Les hommes les plus éminents, déclarèrent que notre arrivée subite et inattendue dans le port de Civita-Vecchia avait surpris et terrifié : il fallait, disait-on, de toutes parts, afin d'éviter l'effusion du sang, ne pas laisser accroître à Rome les moyens de répression et de défense.

« Des officiers très-intelligents que j'avais envoyés dans cette capitale pour y étudier l'opinion publique, déclaraient unanimement de leur côté, qu'une forte reconnaissance sur Rome était indispensable, et suffirait pour suspendre immédiatement tous les préparatifs de résistance.

« Une prompte détermination était impérieusement prescrite ; le 28 avril, le corps expéditionnaire part de Civita-Vecchia. Il campe le 29 à Castel-di-Guido. Jusque-là point d'hostilités.

« Voulant connaître le plus tôt possible les dispositions des troupes romaines, je prescrivis au capitaine Oudinot, mon officier d'ordonnance, d'aller jusqu'à leurs avant-postes, avec quelques chasseurs à cheval. Il les rencontra à trois lieues environ de notre camp. Les paroles pacifiques de cet officier sont accueillies par une décharge qui démonte un de nos chasseurs. Ce fait est isolé et ne nous ôte pas encore toute espérance de conciliation.

« Nous continuons à marcher sans rencontrer l'ennemi. Nous prenons position sur les plateaux qui dominent l'entrée de la ville par la porte Pertusa, avec l'intention de faire un dernier appel à la concorde ; mais le drapeau rouge flotte sur tous les forts ; d'outrageantes provocations font retentir les airs et notre tête de colonne est assaillie par le feu le plus vif.

« Dès ce moment, la mitraille, les boulets et les balles ne permettent plus d'arrêter l'ardeur de nos soldats. Malgré de grands obstacles, la brigade Mollière couronne les hauteurs à droite et à gauche de la route. L'infanterie, l'artillerie, répondent vigoureusement au feu de la place, mais l'ennemi est derrière les remparts, tandis que nos soldats sont à découvert.

« Pour faire diversion, je prescris à la brigade Levaillant de faire un mouvement agressif sur une route de gauche qui conduit à la porte Angelica.

« Le valeureux officier qui s'était offert à guider cette troupe, au lieu de prendre le chemin qui y conduit à l'abri des remparts, suit la route qui y mène plus directement, mais qui est exposée au feu de l'ennemi.

« L'élan de nos soldats n'en est pas ralenti, et bien que la route suivie parallèlement est à moins de deux cents mètres des remparts, ils s'y engagent avec une grande témérité.

« Dans le même moment, les colonels Marulaz et Bouat des 20ᵉ et 33ᵉ de ligne, faisant partie de la brigade Mollière, s'élancent avec une centaine d'hommes de leurs régiments sur la porte Pertusa. Ils arrivent jusqu'au pied même du rempart. Profitant d'un pli de terrain, ils s'embusquent, mais les travaux tout récemment accumulés ne permettent pas le succès de cette audacieuse entreprise.

« Les habitants, au lieu de se prononcer, sont évidemment terrifiés par les réfugiés. Les troupes pontificales elles-mêmes sont obligées de joindre leur feu à celui de nos communs adversaires.

« Dès le commencement de l'action, quelques bataillons ennemis, ayant essayé de descendre dans la plaine, sont forcés de se retirer en toute hâte derrière les retranchements. Ils laissent sur le champ de bataille un grand nombre de morts.

« Ce n'était pas un siége que nous voulions faire, mais une forte reconnaissance. Elle a été exécutée on ne peut plus glo-

rieusement. Elle a démontré jusqu'à l'évidence que l'ordre social ne cessera d'être en péril que lorsqu'il sera abrité, à Rome, sous le drapeau français. Mais ce n'est pas seulement avec une fraction du corps expéditionnaire, c'est avec tous les éléments d'action que ce résultat doit être obtenu. J'ai donc fait suspendre le combat, et j'ai passé la nuit au lieu même où il avait commencé, sans qu'un soldat de l'ennemi ait osé sortir de ses réduits.

« Les 1er et 2 mai, le corps expéditionnaire est resté en position à Castel-di-Guido. J'y ai reçu l'avis de l'arrivée à Civita-Vecchia de quelques détachements de la troisième brigade.

« Pour faciliter la concentration, j'ai établi la première brigade à Polidoro, la deuxième avec le quartier général à Palo. J'y constitue un dépôt principal, d'où je suis en rapports faciles, par les voies de terre et de mer, avec ma base d'opération. Il n'y a d'ailleurs aucune insulte à redouter, car depuis le 3, au moment même où je vous écris, nous n'avons pas vu une vedette ennemie.

« Je fais partir pour Toulon un bataillon de six cents hommes romains comme prisonniers ou au moins comme otages. J'ai fait saisir un nombre considérable d'armes et de projectiles, tant dans les forts de Civita-Vecchia et Palo, que dans les tours qui protégent la côte.

« J'aurai l'honneur de vous envoyer un état détaillé.

« Je ne terminerai pas ce rapport, Monsieur le Ministre, sans rendre aux corps de toutes armes du corps expéditionnaire de la Méditerranée cette justice, que leur moral et leur énergie sont admirables.

« Cette journée du 30 avril est l'une des plus brillantes auxquelles les troupes françaises aient pris part depuis nos grandes guerres. Si nous avons fait quelques pertes sensibles, nous avons occasionné à l'ennemi un dommage numériquement plus considérable. Il reconnaît qu'il a près de deux cent quatre-vingts hommes tués ou blessés.

« J'ai été énergiquement secondé par les officiers généraux Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Levaillant et Mollière, ainsi que par les chefs de service de l'artillerie et du génie, le lieutenant-colonel Larchey et le commandant Goury. Le sous-intendant, les officiers de santé et l'officier du train des équipages ont de leur côté fait preuve d'un dévouement qui a eu le splus heureux résultats.

« Officiers, sous-officiers et soldats, ont tous admirablement fait leur devoir. J'aurais à enregistrer trop de noms si je voulais citer tous les militaires qui se sont fait remarquer. Ne pouvant assigner une telle récompense à tant d'actions de courage, j'en serai sobre.

« Je me borne à mettre sous vos yeux, les noms des militaires de tous grades qui ont des titres éminents à cette distinction. J'aurai l'honneur de vous soumettre très-prochainement des propositions d'avancement pour plusieurs militaires du corps expéditionnaire,

« Je demande également pour quelques-uns d'entre eux, soit la décoration de la Légion-d'Honneur, soit de l'avancement dans l'ordre.

« Jamais récompenses n'auraient été mieux justifiées.

P. S. « Par respect pour les monuments dont s'honore la ville de Rome, il n'a été répondu aux batteries ennemies que par le canon. Les obusiers ont été ainsi paralysés. Une telle condescendance ne pourrait se reproduire une autre fois. Cependant, et contrairement à la vérité, les Romains, loin de l'apprécier, déclarent dans leur *Moniteur*, que nos projectiles ont détruit des chefs-d'œuvre de Raphaël. »

Le général Oudinot avait fait embarquer les blessés pour la Corse. Dans la nuit du 3 au 4 avril, le *Sané* vint mouiller à Palo à cet effet, emportant cent quatre-vingt-dix-neuf des deux cent quatre-vingts blessés; les autres, dont la guérison devait être prompte, restèrent aux ambulances.

Afin de tenir la ligne du Tibre, où il voulait appuyer sa droite, et pour faciliter le prompt arrivage de ses convois par la voie d'eau, le général en chef fit prudemment occuper Fiumicino. Un demi-bataillon s'y présenta le 8 mai et fut admirablement reçu par les habitants.

La division expéditionnaire allait se mettre en mouvement pour marcher de nouveau sur Rome.

IV.

La défense de Rome n'avait pas eu lieu sans opposition. Les réactionnaires, malgré leurs promesses, n'avaient pas bougé; mais, dans le parti républicain, s'était formé un noyau d'hommes prudents qui, sous l'inspiration d'Armellini, opinait pour que les portes fussent ouvertes aux Français. Ce calcul, qui, au reste, n'eût rien changé aux dispositions de l'armée catholique à l'égard de la République romaine, ne manquait toutefois pas d'habileté.

Dès le 27 mai, Armellini, l'un des triumvirs, conseillait cette résolution : — « Les Français, » disait-il à la Constituante en l'engageant à traiter, « les Français interviennent seulement dans une question religieuse ; ils veulent rendre au pape son pouvoir spirituel, mais ils ne se mêleront pas de la question temporelle. Je suis donc d'avis de les recevoir. J'aime mieux avoir des républicains français que des Croates et les bombardeurs de Messine. »

Mais cet avis ne prévalut pas, comme on l'a vu.

Au reste, malgré d'incroyables instructions et quelques mots maladroits insérés dans certaines proclamations qui dé-

naturaient le but honorable de l'expédition et en effaçaient tout le mérite, il n'est pas vrai que l'expédition française n'eût, pour objet officiel, que de prévenir une intervention autrichienne et napolitaine. En protestant, dans ses proclamations et dans ses conférences avec les envoyés romains, de sa volonté de respecter le libre arbitre du peuple romain et de lui laisser prendre le gouvernement qu'il voudrait, le général en chef ne disait pas toute la pensée de cette expédition, son but noble et chrétien. L'avenir le démontra. Cette erreur, dans laquelle était une portion du parti républicain, nous la verrons partagée par M. de Lesseps, étrange diplomate, qui compromit, par des retards coupables, le salut de l'armée française, et donna aux républicains de Rome le temps de préparer une nouvelle et plus acharnée défense. Quant à prétendre, comme on l'a fait, que sans l'affaire du 30 avril, les soldats français fussent devenus les protecteurs de la république établie à Rome, c'est ridicule, on n'a qu'à relire l'ordre du jour du général en chef quant il prit le commandement du corps expéditionnaire.

Il dit formellement que le gouvernement français n'a pas voulu que les destinées du peuple italien tombassent à la merci d'un parti en minorité; il n'a cessé, en outre, depuis, de déclarer formellement que la France ne reconnaît pas la République romaine.

Les nouvelles du 30 avril, arrivées à Paris le 7 mai, provoquèrent à la Constituante de violents débats, dans lesquels le parti montagnard fit assaut d'athéisme et de sottise.

Ses souteneurs, les journaux républicains, furent à ce point infâmes, que l'on aura peine à croire, dans l'avenir, que pareilles choses aient été écrites par des hommes contre leur pays. Et ce sont ceux-là même qui osent se dire les seuls *patriotes!* La Constituante avait émis un vote dégradant et qui démontrait à quel point d'avilissement tombent les assemblées démocratiques; les feuilles jacobines allèrent plus loin, elles

entonnèrent sans réserve les louanges des républicains de Rome, des Français démocrates qui avaient tué les soldats de la France, et elles plaignaient hypocritement ceux-ci. — « Cette honte leur était due! » s'écriait la *Démocratie* dite *pacifique*, en arrangeant à sa manière le récit de la bataille, et après avoir dit encore: — « Le Dieu de justice, le Dieu des nations opprimées a donné la victoire au bon droit! »

Le *National* avait fait cet aveu : — « Ce sont *nos amis* qui sont contraints de repousser, à main armée, nos coupables agressions! »

Le *Peuple*, journal de M. P.-J. Proudhon, vomit les plus ignobles injures et les plus lâches calomnies contre les soldats de la France.

Ce journal d'athées et d'assassins, qui a déifié le poignard qui a tué M. Rossi, et a fait des martyrs de ces brigands républicains, meurtriers du général Bréa et de l'archevêque de Paris, insulte des compatriotes morts sous les murs de Rome et chante la gloire des assiégés auxquels il crie : — « Courage! courage, frères! et toujours du courage! » Après cette parodie du mot de Danton l'audacieux, il ajoute : — « Non, tout n'est pas encore désespéré!... Italiens! nos *frères*, cessez de nous maudire et de nous renier! La vraie France, la France de 93 et du 24 Février est encore une fois retrouvée! »

On ne sait qui l'emporte en ceci, de l'infamie ou de la honte.

D'un autre côté, pendant cette première partie du siége de Rome, les Français qui étaient à Rome coururent les plus grands dangers. M. le comte Rampon était resté bravement chez lui, prêt à repousser la force par la force. Il se rendait, avec une active charité, dans tous les endroits où s'étaient réfugiés ses infortunés compatriotes pendant la lutte. La plupart, négociants, avaient enterré les valeurs qu'ils avaient chez eux et s'étaient rendus à l'ambassade de France, où ils avaient été reçus par les diplomates : MM. de Forbin-Janson, de Gérando, Desjobert, Desloges, Mercier, Cottu. Par une négligence

inouïe, et toujours par suite de la conviction où il était qu'il n'y aurait pas de résistance, le général Oudinot n'avait pas prévenu le personnel de l'ambassade de l'arrivée de l'armée, ce qui eût permis aux Français résidant à Rome de sortir de la ville avant les hostilités, ainsi que cela se pratique ordinairement en semblable occasion. Ce déplorable oubli faillit coûter la vie à bien des honnêtes gens. Un grand nombre de Français se réfugièrent au palais Médici, où ils étaient plus en sûreté qu'à l'ambassade et où ils reçurent la plus charmante hospitalité des artistes français et de M. Allaux, leur excellent directeur. C'était un spectacle bien triste de les voir tous, hommes, femmes, enfants, assistant du haut des jardins à ce drame sanglant qui se jouait sous leurs pieds. Jamais cette poignante anxiété ne sortira de notre souvenir.

Le palais Médici, appartenant à la France, avait été ravagé comme la villa Borghèse et tant d'autres, par les républicains. Ces vandales avaient eu la cruauté de briser jusqu'aux œuvres des pauvres artistes, qui perdaient ainsi plusieurs années de travail et de ces inspirations qui ne reviennent pas. Nous avons vu ces malheureux jeunes gens, adorés de la population romaine, et qui ne s'étaient jamais mêlés aux luttes politiques, pleurer de douleur devant leurs statues et leurs tableaux mutilés. Cette barbarie ne fut pas un des moindres raffinements des démagogues.

S'étaient encore réfugiés au palais des *grands prix de Rome* quelques jeunes gens qu'un moment d'exaltation avait attirés à Rome, où ils avaient accepté des grades dans l'armée républicaine, mais qui l'avait abandonnée, revenus de leur erreur, et n'avaient pas voulu tirer sur le drapeau de leur patrie. Parmi ces Français, il y avait un ancien chasseur d'Afrique, décoré de la Légion-d'Honneur, dont Avezzana avait voulu faire un colonel d'état-major de la République, et qui avait décliné cette honte.

Les élèves français de l'école de Rome et leur directeur ob-

tinrent avec les plus grandes difficultés l'autorisation de quitter la ville après la journée du 30 avril; ils prirent la route de Florence et furent assez heureux pour ne pas tomber entre les mains des *Garibaldi*. Malgré le laissez-passer des triumvirs, ceux-ci leur eussent très-certainement fait un mauvais parti. Quant aux autres Français, diplomates, écrivains, artistes, négociants, propriétaires, ils restèrent prisonniers de guerre dans la ville. L'auteur de ce livre parvint pourtant, grâce au comte Rampon, au lieutenant-colonel de génie Leblanc et à M. Mercier, diplomate, à s'échapper de la ville, où les républicains l'avaient galamment condamné au poignard. Nous partîmes dans une calèche, avec M. le lieutenant-colonel Leblanc, le capitaine Boissonnet et M. Mercier, une nuit, et gagnâmes en poste le camp de l'armée française, non sans courir les plus grands dangers.

Les soldats français qui avaient été pris dans le guet-apens odieux dont nous avons parlé, furent, au mépris des lois de la guerre, traités d'abord de la façon la plus cruelle, la plus sanguinaire, la plus lâche par les républicains. Ce ne fut pas assez de les menacer, de les outrager, contre toutes les règles qui protégent les prisonniers de guerre, ce qu'ils n'étaient même pas, quelques-uns furent assassinés. L'un fut atteint de trois coups de feu, dépouillé de ses souliers, de son schako, de sa tunique, et traîné nu-pieds, à l'agonie, semant son sang sur le chemin, jusqu'à une ambulance où il expira. Un autre fut mortellement blessé d'un coup de poignard, dans la rue du Corso, au milieu des huées et des injures de la plus vile populace. Un troisième eut les deux cuisses traversées d'un coup de fusil, comme il se traînait déjà blessé, dans les rues de Rome. Ce pauvre soldat fut laissé plus de huit heures sans pansement à l'ambulance!... Affreuse fut l'agonie de ces infortunés. En y pensant, l'âme en est remuée jusqu'au fond. Si encore ils étaient morts dans des bras chéris! avec l'espérance d'être couchés au cimetière de leur village, à côté de

ceux qu'ils avaient aimés! Mais non! aucun cœur ne veilla sur leur visage glacé. Ah! du moins, si une main douce leur manqua pour les soutenir dans le dernier pas de la vie, ils furent pleurés par des larmes sincères!...

Le brave commandant Picard fut conduit à l'hôtel de la Minerve, lieu de débauche des chefs républicains, au milieu d'une ignoble multitude couronnant la trahison par l'outrage, la lâcheté par l'insulte.

— « Je proteste! s'écriait avec énergie cet officier; je proteste contre l'acte déloyal qui me retient en vos mains. Ce n'est pas ainsi qu'on fait la guerre; je ne suis point votre prisonnier : tuez-moi ou rendez-moi la liberté! »

Les lâches lui riaient à la figure et se moquaient de ses paroles.

Ils insultaient surtout le tambour-major du 20e, qu'ils prenaient pour un général.

Les républicains, au surplus, n'en étaient point à leur coup d'essai. Déjà ils avaient eu l'infamie de retenir prisonniers le colonel Leblanc et le capitaine Boissonnet, envoyés en parlementaires.

La journée du 30 avril eut pour résultat de fortifier l'énergie des défenseurs de Rome et d'entraîner derrière eux la foule des timides qui, jusque là, s'était abstenue. Les peureux se rallièrent aux exaltés qu'ils détestaient et qui chantaient victoire. Un grand nombre marchèrent avec les démocrates en criant : « Vive la République! Mort aux Français! » qui la veille faisaient des vœux pour le triomphe de l'armée expéditionnaire et s'apprêtaient à la recevoir aux cris de : « Vive la France! vive les libérateurs! vive Pie IX! » Le gouvernement romain ne laissa pas échapper cette occasion de fortifier la résistance; il déclara que les Romains étaient invincibles, et l'orgueil public prit des proportions gigantesques.

« Invincibles Romains! » s'écriait le général Avezzana dans une proclamation : « une partie de l'armée française, vers dix

heures du matin, a attaqué nos troupes avec vigueur du côté de la porte Saint-Pancrace et du mur d'enceinte du Vatican. Nos braves républicains ont prouvé par des faits qu'ils étaient les dignes fils des Brutus et des Scipion. »

« L'ennemi a été repoussé sur tous les points.

« Un nouveau Brennus nous défie..... démentirez-vous votre origine?....

« Cette journée a été témoin des faits inspirés par *le plus grand héroïsme.*

« Peuple ! tu es né libre ! Peuple ! tu as été le maître du monde !

« Peuple ! veux-tu accepter les chaînes de l'esclavage ? »

Les décrets, les proclamations, les avis, remarquables par la fureur et le grotesque, se succédaient dans les journaux et sur les murailles. La commission des barricades en publia plusieurs ; dans l'un d'eux elle disait que les Français, qui s'étaient promis d'entrer dans Rome en vainqueurs, y étaient entrés en vaincus; que cela ne devait pas surprendre le peuple de Rome et ferait une grande sensation sur celui de Paris, qui ne manquerait pas de se lever à cette nouvelle. On mettait les habitants en garde contre la terreur des bombes et des canonnades, en disant qu'elles font beaucoup plus de bruit que de besogne ; que leur effet et à peu près *nul* contre une place forte, qu'elles n'ont qu'un but : faire capituler les villes, toutes trahies par les aristocrates, par les rois et par les généraux du parti modéré ; puis on ordonnait aux marchands de tenir constamment leurs boutiques ouvertes, cela faisant *très-bon effet*, et étant en même temps fort *commode*. « Aujourd'hui, disaient-ils encore, nous devons fortifier le Pincio. Trouvez-vous là en bon nombre et nous travaillerons ensemble. Nous recommandons aux *tireurs de toutes sortes* d'attendre l'approche de l'ennemi qu'ils veulent atteindre. C'est un moyen sûr d'empêcher la retraite et de nous donner *du relief*..... qu'ils viennent encore aujourd'hui et nous verrons ! »

La foule des héros se rendit aux barricades moyennant trois francs par jour payés à chaque homme.

Un autre décret de la même commission, moins trivial mais aussi superbe et de plus calomnieux, portait :

« Peuple !

« Le général Oudinot avait promis de payer en argent comptant tous les dégâts causés par son injuste agression..... Eh bien ! qu'il paie donc, s'il le peut, les gobelins de Raphaël troués par les balles françaises ! qu'il répare non les torts, mais l'injure faite à Michel-Ange ! Napoléon, au moins, envoyait nos chefs-d'œuvre à Paris, et l'admiration des étrangers était pour les Italiens une compensation de la conquête. Aujourd'hui le gouvernement français envahit notre territoire et pousse son affection pour Rome au point de la vouloir détruire plutôt que de nous laisser exposés à l'impatience du terrible Zucchi et aux menaces de Radetzky et de Gioberti.

« Rome, comme Scevola, a étendu son bras sur le brasier ardent et a fait un serment. Les trois cents amis de Scevola mirent Porsenna en fuite !...

« L'histoire romaine n'est pas encore à sa fin !

« *Le Comité des barricades.*

« H. Cernuschi, Vincent Cattabeni,
Vincent Caldesi. »

Le général Oudinot avait, dans sa dépêche au ministre de la guerre, répondu aux calomnies contenues dans la première partie de cette proclamation. Si les arts eurent à souffrir à Rome, ce fut de la part des assiégés, qui s'y conduisirent en barbares. Ces calomnies, insérées dans les journaux de Rome, étaient envoyées par les diplomates anglais aux journaux de la Grande-Bretagne, qui s'empressaient de les publier à leur

tour, afin de dénaturer le caractère de l'expédition française. Mais cette indigne manœuvre ne put donner le change à l'Europe.

Pendant que ces choses se passaient, les chefs de la République trinquaient, à la démocratie, en buvant du champagne qu'ils ne devaient pas payer, à l'hôtel de la Minerve. Ils s'enivraient de liqueurs après s'être enivré de sang et d'orgueil. Ils finirent par se prendre réellement au sérieux et se crurent d'invincibles héros, à l'exemple de ces éternels menteurs qui finissent par ajouter eux-mêmes foi à leurs impostures à force de les répéter.

Ils avaient, sur l'invitation des *frères* de Paris, changé de tactique vis-à-vis des prisonniers français. Après les avoir maltraités, ils les accablèrent de perfides avances, les appelant leurs frères de propagande républicaine et leur offrant de l'argent et des grades s'ils voulaient consentir à passer dans leur camp.

— « Vous n'avez rien à craindre, dit Mazzini à l'un des officiers français, vous pouvez compter sur tous les égards qui vous sont dus; *nos amis de Paris* désirent qu'une confraternité commune s'établisse entre nous.

— « Je suis au-dessus de la crainte; j'ai rempli mon devoir. »

Ce fut la réponse du prisonnier.

Les soldats étaient en butte à toutes les séductions; au chevet des malades s'étaient installées de prétendues *sœurs de charité*, telle que la citoyenne princesse Belgiojoso, et de prétendus prêtres, tels que Gavazzi; les premières, agissant par les caresses et la prostitution, sollicitant les prisonniers aux impuretés; les seconds, par la duplicité et la ruse. Parmi ces infortunés se trouvait un Breton fidèle, c'est-à-dire un catholique, un royaliste, ennemi des républicains et des athées. Assiégé à son lit de souffrances par une Messaline de la démocratie: — « Laissez-moi, lui disait-il, en usant ses dernières forces à la repousser; laissez-moi mourir en paix. »

Avant d'expirer, il dit ces belles paroles : — « Mon père se consolera en pensant que je suis mort pour la cause du pape. »

Les Bretons sont un peuple pur, parce qu'ils ont conservé la foi.

Ce fut donc en vain que les démocrates essayèrent, par tous les piéges possibles, de provoquer la trahison parmi les prisonniers français. Tous les repoussèrent avec indignation. Dans les temps de discordes et de ténèbres, le soldat est comme le prêtre, toujours fidèle au devoir. Au milieu de la confusion des idées et de la mêlée des doctrines, il ne perd pas des yeux un point fixe, son honneur et son salut, le drapeau. Le bataillon traîtreusement entraîné à Rome, dès qu'il s'aperçut qu'il y était seul, s'était refusé à toutes les sollicitations. Ni les promesses, ni la volupté ne purent amollir son courage. Les patriciennes de Rome tombées, avec leur présidente, la princesse de Belgiojoso, au plus bas degré de l'avilissement, eurent beau offrir à ces braves gens de se prostituer à eux, ils refusèrent leurs caresses et la honte. Honneur et fidélité au drapeau, c'était leur devise. Là où est le drapeau, est la patrie du soldat.

D'autres troupes catholiques s'approchaient, dont le dévoûment à la cause du saint pontife n'était pas moins profond.

C'étaient les Espagnols et les Napolitains ; les premiers montaient une escadre commandée par le vice-amiral Bustillos, composée des frégates le *Cortès* et la *Ville de Bilbao*, des vapeurs de guerre le *Léon* et le *Vulcain*, et du bateau la *Bidassoa*. Ces navires, arrivés devant Terracine, se rangèrent en bataille et allaient entamer le feu, lorsque le drapeau de la République fut remplacé sur les forts par le drapeau blanc, celui des parlementaires. Deux officiers se rendirent à terre pour déclarer aux habitants, que les troupes espagnoles, venues pour rétablir la papauté dans ses États, demandaient à débarquer, assurant les honnêtes gens de leur protection. Les

habitants de Terracine s'empressèrent d'arborer le drapeau de Sa Sainteté, et les Espagnols débarquèrent. Ils commencèrent par s'emparer des forts, au nom du pouvoir légitime, non comme des conquérants, et eurent occasion de rendre un signalé service à l'armée du roi de Naples, en détruisant une mine préparée contre elle sous le chemin qu'elle devait prendre, près la tour Grégorienne. Cette colonne expéditionnaire fut rejointe, à quelque temps de là, par le général Cordova, commandant en chef, amenant un renfort de quatre mille hommes.

De son côté, le roi Ferdinand II entrait, dans le même but, dans les États romains, à la tête de son armée fidèle.

Les républicains se trouvaient donc cernés dans Rome; leurs proclamations n'en furent que plus furibondes.

— « Nous avons vaincu nos premiers assaillants, s'écriaient les triumvirs, nous serons vainqueurs des seconds! » Et ils continuaient, en accablant le roi des Deux-Siciles des plus grossières injures. Cet illustre monarque, tenu en grande estime par les cœurs pieux, avait bien mérité par son courage et ses vertus, la haine sauvage des républicains. Il les avait vaincus; il était adoré de son peuple; il était l'hôte de Pie IX. C'était assez. Un des triumvirs se livra au sujet de la journée du 30 avril, et en apprenant l'invasion des Napolitains, à un misérable jeu de mots qui eut un immense succès à Rome, dans les tavernes et dans les barricades. — « Nous avons plumé et mangé le *coq*, dit-il; nous rôtirons et mangerons le *macaroni*. »

Les républicains chantent victoire et envoient la menace et l'injure à tous leurs ennemis. Ils ne s'appellent plus entre eux que HÉROS, *invincibles sauveurs de la patrie*. Ils se complimentent mutuellement et mutuellement s'admirent. Ils se décernent les uns les autres des couronnes. L'ex-prince de Canino, qui ne signe plus que comme ceci: *Le citoyen C.-L. Bonaparte*, adresse des remerciments et des félicitations aux

triumvirs : — « Citoyens, leur dit-il au nom de la Chambre, l'Assemblée a juré naguère de sauver la République, et la République sera sauvée, puisque des âmes si généreuses que les vôtres, concourent avec tant de patriotisme à l'accomplissement de son serment. »

Ils déclarent tous avoir bien mérité de la patrie; ils ont le délire de l'orgueil ; ivres d'eux-mêmes, ils se croient Dieu et s'adorent comme tels.

La commission des barricades redouble d'ardeur pendant la trêve que lui laissent les assiégeants ; elle promet le grade de capitaine à tout aventurier qui réunira dix hommes au moins; celui de chef de bataillon à celui qui en réunira cinquante; à tous ceux qui défendront la République, des terres, de l'argent, des honneurs. Elle envoie, pour les soulever, des émissaires dans les provinces où l'on peut parvenir sans tomber entre les mains des Français, des Espagnols ou des Napolitains; elle engage les *patriotes* de tous les pays à accourir en armes à Rome. Elle prépare tout pour une résistance désespérée; à chacun elle assigne son poste; elle promet trente écus de prime à tout forgeron ou autre citoyen qui confectionnera des *tribolis*, machines de guerre d'une invention nouvelle. Elle défend de placer dans les rues d'autres drapeaux rouges que les siens, ces drapeaux devant indiquer les rues réservées à l'artillerie et à la cavalerie. — « Dans toute autre rue, s'écrie-t-elle, faites des barricades à votre guise, de manière cependant qu'il puisse toujours passer un homme à cheval. Du reste, ramassez des pierres et tenez-les prêtes : toute pierre qui terrassera quelque séide de la tyrannie deviendra une pierre précieuse. Que les dames romaines surtout réunissent ces pierres inexorables, etc. »

Quelques dames romaines s'unirent en effet aux filles perdues pour accomplir ce travail.

La commission des barricades s'entend ensuite avec Laviron, Français déshonoré, chassé de sa patrie qui l'a conspué,

et qui a été chargé par le ministre de la guerre d'organiser une légion étrangère.

C'est la commission des barricades qui dirige toutes les opérations. Elle rend des décrets et inonde la ville de ses proclamations incendiaires et orgueilleuses. Elle s'écrie :

— « Que, pour quelque temps, l'insurrection devienne l'état normal du pays, la vie de tout patriote! Que les tièdes aient pour punition la honte, et les traîtres la mort! De même que la République fut grande pendant la paix, qu'elle soit terrible pendant la guerre!.. »

Ces paroles de terreur sont le signal de nouveaux crimes. Trois paysans sont assaillis par une bande de brigands qui veut s'emparer de leur argent et de leurs vêtements; ils résistent.

— « Ce sont des jésuites! » s'écrient les voleurs.

— « Mort aux jésuites! » hurle la vile multitude.

Les malheureux sont entourés, pressés par les républicains. Ils offrent de prouver qu'ils ne sont pas prêtres... vaines paroles! ils joignent les mains, ils supplient... ils parlent de leurs femmes, de leurs enfants; ils implorent les tueurs au nom de leur mère, au nom de Dieu, qui voit les crimes et les punira au jour du jugement dernier... tout est inutile!.. Les tigres restent sourds aux accens de ces voix désolées... Tout à coup, une créature immonde, une femme s'approche d'eux, et détachant le poignard qui retient ses cheveux, le plonge successivement dans la poitrine des trois hommes, contenus par des forcenés. Alors commence le plus affreux spectacle de férocité que des cannibales puissent offrir. Les trois victimes sont tuées à coups de haches, de sabres, de couteaux; les assassins se partagent les lambeaux tout palpitants et tout chauds de leurs cadavres; ils les profanent et se lavent les mains dans leur sang!.. Ils portent ensuite ces morceaux de chair humaine dans le Tibre, où ils les jettent, après avoir égayé la route en parodiant les augustes chants que l'Eglise de Dieu consacre à ses enfants trépassés!..

Ce crime épouvantable, commis en plein jour dans les rues de Rome, fit pâlir les plus résolus. Il y eut des républicains eux-mêmes qui le blâmèrent. Le triumvirat ne s'en émut que médiocrement.

Dans une de ses proclamations, il qualifia ces forfaits qui dépassent toute croyance, de « *graves désordres*. » Et ce fut tout. Lui-même en avait commis bien d'autres, vraiment! sans compter ce qu'il préparait!

Quels hommes! quelles mœurs! La corruption effrontément pratiquée, comme l'escroquerie et la concussion, le viol et le pillage marchant le poignard à la main, cela ne leur suffisait pas. Il leur fallait des assassinats publics, en plein midi. Ce n'était plus dans les arrêts des tribunaux criminels qu'il fallait chercher le tarif de la moralité publique, c'était dans les régions usurpées du pouvoir. Il n'était pas un crime, pas une bassesse, pas un opprobre qui n'y eût laissé son empreinte. Pour qu'un pareil amas de hontes et d'horreurs se fût accumulé à Rome, il avait fallu que la révolution y eût appelé tous les vices, toutes les ignominies humaines. La démocratie foulait aux pieds tous les sentiments de religion, d'honneur, de délicatesse, de droit, de liberté, de justice et de morale, que son but est, dit elle, de détruire, et sur leurs ruines les républicains s'écriaient : « Nous sommes les maîtres ! »

Tous ces crimes ne sont pas de vaines accusations, des hypothèses, mais des vérités palpables, des faits physiques, matériels, acquis à l'histoire, confirmés par de nombreux et irrécusables témoignages. Les républicains savouraient la terreur avec une rage froide, avec une joie féroce.

Les soldats des corps francs continuaient à exercer les dernières violences contre les habitants, dont ils pillaient les maisons, qu'ils maltraitaient, qu'ils arrêtaient et même égorgeaient quand la fantaisie leur en prenait. Ce brigandage avait pris de telles proportions que le ministre de la guerre et les triumvirs s'en plaignirent dans plusieurs proclamations. Ils

avouent que ces actes de *scandale*, de *bassesse* et de *cupidité* perdent la République; Sterbini lui-même déclare que *des bandes de voleurs* pillent les propriétés particulières et nationales et dévastent les monuments, que le cri universel dans Rome est *mort aux voleurs*, et il ajoute, en parlant de ces communistes pratiques, qu'ils semblent être payés par les ennemis de la République pour la déshonorer. Il faut mettre ces aveux en regard des accusations de vandalisme portées par les mêmes hommes contre l'armée française. Il en résulte évidemment que les barbares étaient les républicains enfermés dans la ville sainte, et que marcher contre eux c'était travailler au rétablissement de l'ordre social dans l'intérêt de l'Europe tout entière.

Les trois brigades du général Oudinot s'étaient mises en mouvement sur Rome. Elles vinrent camper, comme la première fois, à Castel-di-Guido et prirent position à la Maglianella, sur la route de Civita-Vecchia, et à la Magliana, sur les bords du Tibre. Afin d'intercepter les communications de Rome du côté de Florence, le colonel Blanchard fut envoyé sur la route, où il s'établit, à Acqua-Traversa, avec une colonne composée du 36e de ligne et de cent chasseurs à cheval. Les jours suivants, le corps d'armée se porte encore en avant, jusqu'à deux kilomètres de la place. Il occupait toutes les hauteurs, depuis la Casa-Maffei, sur la route de Civita-Vecchia, jusqu'à Santa-Passara, sur le bas Tibre. Les soldats étaient assez disséminés sur cette ligne, qui n'avait pas moins de 6,000 mètres, mais leur valeur était suffisante pour triompher des assiégés, si ceux-ci avaient eu l'audace de venir les attaquer, ce qu'ils se gardèrent bien de faire. Enfin, le général en chef avait transporté son quartier général à la villa Santucci sur la via Portuense, à 3,500 mètres de la porte Portese.

Apprenant que les hostilités allaient recommencer, les diplomates français, qui n'avaient pas quitté Rome, décidèrent qu'il était urgent de prévenir le général en chef de l'état des

esprits et de l'informer des formidables préparatifs de défense qui avaient eu lieu, ainsi que des renforts qu'avaient reçus les assiégeants. Cette mission périlleuse et délicate fut confiée à M. Mangin, qui la remplit avec une intrépidité tenace. Il fut d'abord trouver le général Lante, qu'il connaissait, ainsi que M. Galvagni, son aide-de-camp, auquel il était attaché par les liens de l'amitié. M. Galvagni était en même temps directeur de la police. Ce n'était point un scélérat comme les autres. M. Mangin les supplia, dans l'intérêt de Rome même, de lui procurer les moyens de se rendre au camp français, afin de conjurer, s'il le pouvait, une nouvelle attaque. Adressé à Mazzini, M. Mangin lui fit la même demande. Mazzini lui répondit avec hauteur : — « Votre démarche nous importe peu, Monsieur ; nous avons prouvé à l'Europe entière que Rome ne craignait pas la France ! Nous avons défendu aux Français de s'approcher de nos remparts ; nous saurons faire respecter cette défense ! Rome est la ville éternelle, malheur à qui la touche ! »

Oui, malheur, trois fois malheur aux républicains qui ont souillé la ville éternelle !...

M. Mangin fit des objections ; Mazzini consulta ses collègues. Enfin, il consentit à lui donner un laisser-passer. Mais, soit que, en même temps, le Gênois ait donné secrètement l'ordre qu'on l'assassinât, soit que la responsabilité de ces violences doive retomber sur la garde civique, toujours est-il que des soldats de cette garde, qui se trouvaient sur les remparts au moment où le courageux jeune homme allait les franchir, tirèrent plusieurs coups de fusil sur lui, quoiqu'il eût arboré, au bout de sa canne, un mouchoir blanc, signe de paix que les armées civilisées ont l'habitude et se font un devoir de respecter. Néanmoins, M. Mangin voulait continuer ; le cocher s'y opposa, en lui disant : — « Rentrons en ville, Monsieur ; il est possible que votre métier soit de vous faire tuer ; le mien est de vivre pour ma femme et pour mes enfants. » Le capi-

taine d'état-major que l'on avait donné pour compagnon à M. Mangin, pour le protéger contre les brigands socialistes, appuya l'avis du cocher : — « Vous le voyez, Monsieur, dit-il; nous nous ferions tuer ici sans profit ni gloire; rentrons dans Rome. »

Il était environ sept heures du soir, la nuit se faisait.

— « Eh bien! soit, fit M. Mangin; nous recommencerons demain! »

Il tint parole. Le lendemain, ils reviennent par la porte Angelica, mais au moment où ils atteignent la Malagrotta, ils se trouvent tout à coup assaillis par un détachement de partisans de la bande Garibaldi. Les fusils s'abaissent sur la poitrine de M. Mangin, et l'un des assassins les plus farouches de ce temps, qui se fait appeler le colonel Masina, le menace de le faire fusiller. C'est en vain qu'il montre le laisser-passer de Mazzini. Ce que veulent ces génies du mal, ces défroqueurs de 93, qui se sont levés pour une nouvelle Jacquerie, c'est son habit, c'est son portefeuille, c'est sa montre, c'est son argent. Garibaldi survint sur ces entrefaites; il était mieux disposé que d'ordinaire, il voulut bien lui épargner le dernier supplice, et ne pas le dépouiller, mais il lui enjoignit de rentrer dans Rome.

M. Mangin ne se découragea pas. Il fut trouver encore une fois le triumvirat, raconta ce qui s'était passé, insista pour avoir un nouveau sauf-conduit, et se remit en route pour la troisième fois, après l'avoir obtenu. Il accomplit ainsi, à force de persévérance, la mission d'humanité qu'il s'était imposée. Il trouva le général en chef disposé à accueillir toutes les propositions conformes à la dignité de la France et aux intérêts de la souveraineté pontificale, mais en même temps décidé à hâter les opérations du siége, convaincu que les temporisations étaient on ne peut plus fâcheuses. Mais déjà s'approchait un pitoyable diplomate, qui devait retarder le plus fâcheusement l'exécution des mesures vigoureuses, compromettre l'honneur

et les intérêts de la France, la sûreté et l'honneur de l'armée. Nous avons nommé M. Lesseps.

Les triumvirs de Rome ne pouvant corrompre les soldats français prisonniers, se décidèrent, d'après le conseil des montagnards de Paris, à les renvoyer au général Oudinot, ainsi que le colonel Leblanc et le capitaine Boissonnet, également retenus contre toutes les lois de la guerre. Ce fut une nouvelle occasion de spectacle et de phrases sonores.

— « La générosité est la vertu des hommes forts! » s'était écrié Mazzini au conseil. Et son collègue Armellini avait ajouté finement : — « Elle est aussi, parfois, le sage calcul d'une habile politique. » Ce n'était pas autre chose. On avait espéré que la propagande qu'on avait faite parmi ces soldats porterait son fruit : — « Vous connaissez, dit Mazzini à la Constituante, notre décision à l'égard des prisonniers français. Nous envoyons ainsi des *apôtres* dans le corps expéditionnaire, et nous contribuons puissamment, par cet acte, au développement de l'opinion en notre faveur, qui devient chaque jour plus forte en France. Les nouvelles de Paris sont bonnes ! »

Les prisonniers furent promenés en triomphe par la ville, et conduits jusqu'à la porte, au milieu des acclamations d'une fraternité hypocrite et des cris de : « Vive la République française! Vive la République romaine! Vive l'armée française! Vivent nos frères ! » Et les Judas pressaient leurs mains et les couvraient de lâches baisers. Ces braves rentrèrent au camp, fermes et purs comme ils l'avaient quitté. Le général Oudinot renvoya à son tour, à Rome, le bataillon de huit cents hommes qui occupait Civita-Vecchia quand il était entré dans cette place.

Sur ces entrefaites, arriva au camp M. Ferdinand de Lesseps, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du gouvernement français, muni d'imprudentes instructions pour traiter avec le triumvirat. Il s'était fait accompagner d'un révolutionnaire forcené, depuis longtemps membre des sociétés

secrètes, Accursi, l'un des amnistiés de Pie IX. Cette circonstance indiquait assez que les sympathies de M. de Lesseps étaient acquises, non point à la France et à son armée, mais à la République romaine et à ses défenseurs. Sa conduite justifia de point en point cette appréhension.

L'envoyé extraordinaire, venu dans l'intention déloyale et perfide de paralyser l'action de l'armée française, était porteur de la lettre suivante, adressée par le prince Louis-Napoléon Bonaparte, président de la République française, au général Oudinot :

« Mon cher général,

« La nouvelle télégraphique, qui annonce la résistance imprévue que vous avez trouvée sous les murs de Rome, m'a vivement peiné. J'espérais, vous le savez, que les habitants de Rome, ouvrant les yeux à l'évidence, recevraient avec empressement une armée qui venait accomplir chez eux une action bienveillante et désintéressée. Il en a été autrement, vos soldats ont été reçus en ennemis ; notre honneur militaire est engagé ; je ne souffrirai pas qu'il reçoive aucune atteinte. Les renforts ne vous manqueront pas. Dites à vos soldats que j'apprécie leur bravoure, que je partage leurs peines, et qu'ils pourront toujours compter sur mon appui et sur ma reconnaissance.

« Recevez, mon cher général, l'expression de mes sentiments de haute estime,

« Louis-Napoléon Bonaparte. »

Pourquoi la conduite de M. de Lesseps ne fut-elle pas en harmonie avec cette lettre toute française ?...

Le général Oudinot répondit aussitôt au chef de l'État :

« Monsieur le Président,

« Je reçois à l'instant la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, sous la date du 8 courant; je m'empresse de la porter à la connaissance du corps expéditionnaire; il y trouvera une précieuse et juste récompense de son dévouement, de sa discipline et de son courage.

« L'armée française est aux portes de Rome. Quelque vaste que soit l'enceinte de cette place, elle est entièrement investie. Bientôt nos pièces de siège seront en batterie. Maîtres du haut et du bas Tibre, à cheval sur la route de Florence, nous avons intercepté toute communication et nous avons une pleine liberté d'action.

« Dès aujourd'hui, la soumission absolue du parti qui domine Rome, nous serait infailliblement assurée, si le *Moniteur* du 8 n'était de nature à ranimer de fatales espérances.

« Quoi qu'il puisse arriver, au surplus, la France sera, sous très-peu de jours, l'arbitre des destinées de l'Italie centrale. Bientôt votre gouvernement recueillera le fruit de la politique énergique et généreuse qu'il prétend suivre et que vous lui inspirez. »

Il en eût été ainsi sans l'intempestive et fatale intervention de M. de Lesseps, qu'on ne saurait juger trop sévèrement en cette affaire. De deux choses l'une : ou il ne comprit pas un mot de la question, et alors il fit preuve d'une incapacité déplorable, ou il trahit son devoir et son pays pour l'*idée républicaine*. Quoi qu'il en soit, il favorisa scandaleusement les démocrates de Rome. Les moments étaient précieux; il n'y avait qu'une seule chose à faire : sommer les Romains d'ouvrir leurs portes, et, sur leur refus, laisser faire l'armée française. Au lieu de cela, que fit M. de Lesseps? Il négocia avec la révolution. Il partit à Rome, et, sans l'autorisation du général Oudinot, conclut avec les républicains un armistice de quinze

jours, afin de leur permettre de se fortifier davantage, de recevoir de nouveaux renforts, afin aussi de décourager l'armée française. A son retour au camp, comme le général en chef blâmait cette convention dangereuse, qui paralysait son armée, cette convention qui semblait préparée d'avance à Paris dans les conciliabules rouges, M. de Lesseps répondit qu'il avait cru bien faire, et avait pensé qu'il obtiendrait l'assentiment du général. Il fit plus : il supplia le chef de l'expédition française de renvoyer à Rome un poste de quarante-cinq républicains, dont le général Levaillant (Charles) s'était emparé en poussant une reconnaissance vers la villa Pamphili. Ces prisonniers, imbus des lâches préjugés répandus contre les troupes françaises par les journaux et les proclamations démocrates, se précipitèrent aux pieds du général Levaillant, les larmes aux yeux, les mains suppliantes, en lui disant :

— « Ne nous tuez pas ! faites-nous grâce de la vie !

— « Ne craignez rien, avait répondu le brave général ; les Français respectent leurs prisonniers, et ne les tuent jamais après le combat. »

Peut-être bien ces soldats se souvenaient-ils des cruautés exercées à Rome contre les Français qui y avaient été attirés par ruse, et redoutaient-ils des représailles qu'ils sentaient méritées. Toujours est-il que le général Oudinot, accédant aux vives prières de M. de Lesseps, les renvoya à Rome.

Mais M. de Lesseps avait commis une bien autre lâcheté : il avait livré l'armée du roi de Naples aux troupes de Garibaldi, en ne la prévenant pas de la suspension des hostilités, qu'il avait conclue à l'insu du général en chef, et en écartant traîtreusement les Napolitains de ce traité. Si M. de Lesseps n'eût point été désavoué, rappelé, flétri, l'honneur français aurait reçu de cette conduite sans probité une tache indélébile. M. de Lesseps, comme pour désigner les Napolitains à la haine des Romains, s'était empressé, en arrivant à Rome, afin de fortifier l'audace des républicains, et de les exciter contre les royalistes

des Deux-Siciles, de faire afficher, contrairement à tous les usages diplomatiques, sur tous les murs de la ville éternelle, une dépêche télégraphique, qui avait été adressée de Paris au général Oudinot, et dans laquelle il était engagé à faire répandre le bruit, parmi les Romains, que l'armée française ne se joignait pas contre eux aux Napolitains.

La loi de l'honneur exigeait que M. de Lesseps s'empressât, avant toute chose, de faire prévenir le roi de Naples de la nouvelle situation qu'une politique incapable lui créait.

Les Romains profitèrent de l'armistice pour terminer leurs travaux de défense. Cette convention dangereuse permit à de nombreux renforts d'accourir à Rome. Y arrivèrent successivement 450 Lombards, 2,000 hommes et une compagnie de volontaires de Pérouse, ayant à leur tête le général Roselli, qui fut nommé, le lendemain, commandant en chef de toutes les troupes; la division du général Mezzacapa, réfugié napolitain, composée de gardes civiques bolonais, de Suisses, d'Allemands, de réfugiés polonais, comprenant 4,500 fantassins; deux escadrons de cavalerie et douze pièces de canon. En laissant entrer ces secours à Rome par son armistice, M. de Lesseps prolongeait la lutte, et se chargeait, devant l'histoire et devant Dieu, de la responsabilité du sang qui serait versé. Il ne pouvait penser que la suspension des hostilités amènerait une solution pacifique, quand il était visible pour tout le monde que ce n'était pour les républicains qu'un moyen de se fortifier davantage contre les armées catholiques. La complicité de M. de Lesseps avait augmenté l'activité des assiégés. Ce secours inespéré les comblait de joie et leur donnait l'assurance de la victoire. Qu'il se trouvât dans l'armée française un général aussi bon patriote et aussi bon chrétien que M. de Lesseps, et les soldats français mettaient la crosse en l'air, en acclamant la République romaine!

Ainsi encouragés et pleins d'espoir, les républicains défiaient insolemment l'Europe catholique. L'Autriche devant Bologne,

l'Espagne à Terracine, Naples à Albano, la France aux portes de la ville éternelle n'excitaient que le dédain des *invincibles*.

— « L'Espagne, s'écriaient les triumvirs, nous envoie aussi, en langage hautain, suivant son habitude, un insolent défi ; le chorus est donc complet. L'Autriche, la France, Naples et l'Espagne recommencent l'histoire des temps anciens, et répondent à l'appel d'un pape !

« Qu'ils soient contre nous trois ou quatre, peu importe ! Rome ne déviera pas de son ferme dessein ! Il y a trois siècles et demi que ces superbes agresseurs trouvèrent une Italie mourante ; aujourd'hui, ils trouveront une Italie qui rugit, l'Italie du peuple ! »

Le fait est que les bêtes féroces enfermées dans Rome rugissaient énormément. Ils chantaient d'odieux refrains de sang, entre autres l'hymne de Maggazzari ; ils travaillaient aux barricades avec énergie, et buvaient avec ardeur. Le soir, la ville était illuminée ; ce peuple avait la fièvre, le délire, il ne s'appartenait plus. Pour que son exaltation ne fléchît pas, c'était chaque jour de nouveaux spectacles, de nouvelles fêtes, et puis des batailles gagnées.... en parades. Un matin le journal officiel du gouvernement annonça que les troupes romaines venaient de tailler en pièces l'armée napolitaine. Elle n'en avait fait qu'une bouchée. Le peuple était invité à se rendre à la porte de Saint-Jean-de-Latran où les nombreux prisonniers, les canons et les drapeaux pris à l'ennemi n'allaient pas manquer d'arriver. On attendit en vain. Le *Moniteur* du lendemain fut contraint de démentir l'événement. Il n'y avait eu qu'un engagement insignifiant à Palestrina. Les triumvirs imaginèrent, pour consoler le peuple de cette déconvenue, de décréter *propriétés de la République* le couvent de Saint-Sylvestre ainsi que tous les hôpitaux de Rome et des provinces.

Le lendemain, la statue de Pasquin parla encore une fois le langage de la vérité. On y lisait cette affiche ;

« Réjouis-toi, bon peuple ! Pare-toi de ton dernier habit de

fête, dépense tes dernières baïoques pour illuminer ta maison, entonne, en signe d'allégresse, ton chœur de guerre : « *Plus de pape! Plus de roi!* »

» Réjouis-toi, ô bon peuple! car ceux qui ont remplacé le pape et qui voudraient se substituer aux rois, t'accorderont une liberté si grande, qu'après avoir pris ton dernier écu, ils te laisseront celle de mourir de faim!

» En attendant, sois reconnaissant, ô bon peuple! autant qu'ils se montrent généreux et justes. A eux, les palais de ton pape et de tes cardinaux, de tes princes: à eux les honneurs et la fortune; à toi, les coups de fusils, les hôpitaux et la misère! Réjouis-toi donc, ô bon peuple! »

Le peuple s'assembla autour de cette affiche et la lut. Il sentait bien qu'elle contenait l'amère expression de la vérité. Il eut un moment d'hésitation; un éclair de remords passa dans son âme; mais un chef démocrate vint, qui arracha l'affiche, fit un discours et entraîna la foule au travail de la défense. On rit de Pasquin; mais, au fond, ce rire était triste, il était douloureux.

C'était surtout aux Napolitains, Italiens comme eux, mais restés fidèles à la papauté et à la monarchie, que les républicains, les athées de la Péninsule en voulaient. Tous leurs journaux exprimaient, contre eux, les sentiments de la plus grande animosité. Ils écrivaient au *Nazionale* de Florence :

« Les Napolitains sont à Velletri; ils marchent sur Rome! Qu'ils viennent; nous les attendons! Nous leur préparons des logements pour l'autre monde! »

Une autre correspondance s'exprimait ainsi :

« Les Napolitains sont quatre mille cinq cents, commandés par Zucchi, et six mille, commandés par un général suisse. Soyez persuadés que nous combattrons contre eux, avec plus d'énergie encore que contre les Français, parce que tous les Italiens ont beaucoup plus de comptes à régler avec les Napo-

litains, et que nous savons combien seraient pires les conséquences d'une victoire remportée par eux. »

Ces correspondances étaient cependant forcées de reconnaître qu'en plusieurs endroits, et notamment à Frosinone, les Napolitains avaient été reçus au milieu des acclamations.

De nouveau, on vint dire aux Romains que le roi de Naples avait été battu par Garibaldi ; c'était un mensonge. La journée avait été chaude, il est vrai ; mais Ferdinand II s'était volontairement retiré, avec les honneurs de la guerre.

Son armée, commandée par lui-même, forte de neuf mille hommes d'infanterie, deux mille cavaliers et cinquante-quatre bouches à feu, avait pris ses positions près d'Albano.

En présence du refus de coopération de l'armée française, de la convention de M. de Lesseps, arrêtée sans même qu'il en eût été prévenu, et dans la prévision d'une révolution nouvelle en France, le roi des Deux-Siciles, d'ailleurs rappelé à Gaëte par le Saint-Père, résolut de se retirer dans ses États ; c'était une prudente résolution. L'armée napolitaine commença son mouvement de retraite le 17 mai. Le roi était resté bravement à l'arrière-garde, pour faire face à l'ennemi en cas d'attaque. Le 18, l'armée royaliste arriva à Velletri. Comme elle allait continuer sa marche sur Terracine, elle fut attaquée, le 19, par Garibaldi qui, profitant de l'inaction imposée aux Français par M. de Lesseps, s'était avancé sur Velletri, par Palestrina et Valmontone, à la tête de treize mille hommes. Ferdinand II, manœuvrant habilement de façon à n'être point coupé, accepta le combat, qui fut sanglant, et dans lequel les troupes républicaines conservèrent l'avantage de l'attaque. Garibaldi faillit tomber au pouvoir du major Colonna ; ses bandes se battirent aux cris de : « Vive la République ! » comme les troupes napolitaines, aux cris de : « Vive le Roi ! » La bataille fut chaude et, des deux côtés, très-acharnée. Le roi, les princes ses frères, et son état-major, payèrent intrépidement de leurs personnes. En vain,

le général Roselli, à la tête de quatre mille hommes, vint au secours de Garibaldi; ces nouveaux assaillants furent repoussés par le canon. En somme, les républicains échouèrent dans leur tentative d'empêcher les Napolitains de repasser leur frontière. Ils la franchirent, enseignes déployées et musique en tête.

Le gouvernement de Rome appela cette expédition, une éclatante victoire; les esprits s'en exaltèrent encore davantage, et l'on continua, en chantant, à tout préparer pour une vigoureuse défense. Le triumvirat se vengea de cette victoire, en décrétant la confiscation des biens que le roi des Deux-Siciles possédait à Rome et dans les provinces.

Le ministre de la guerre Avezzana, publia une proclamation glorieuse qui, pour qui connaît les faits, a tous les caractères d'une immense plaisanterie : — « Invincibles Romains, disait-il, citoyens héroïques! Soit que vous veilliez du haut des tours à la défense de la ville, soit que vous alliez sur les champs de bataille, vous êtes invincibles! Vous avez avec vous Dieu et votre droit.

» La république romaine sera bientôt italienne! c'est la cause de l'Italie qui se défend à Rome; ici, versent leur sang des hommes venus de tous les points de l'Italie. La religion de l'unité italienne, de la République italienne, reçoit la consécration du sang dans les plaines témoins de vos triomphes, etc. »

Le général Roselli avait envoyé, du champ de bataille même, un bulletin à la Constituante. Cette pièce, curieuse par sa mauvaise foi, ne fait que corroborer ce que nous avons dit, malgré la perfidie de sa rédaction :

QUARTIER GÉNÉRAL DE VELLETRI.

Bulletin du corps d'opération sous les ordres du général en chef, Pierre Roselli, depuis son départ de Rome, 16 *mai courant, jusqu'à l'occupation de Velletri,* 20 *mai* 1849.

« Les troupes napolitaines occupaient les positions d'Al-

bano, Velletri et Palestrina, et avaient la ligne d'opération directe à Rome.

« L'armée de la République sortit de Rome pour chasser l'ennemi dans les jours des 16 et 17, et manœuvra *pour lui couper les communications avec l'État napolitain.* Le point de direction de l'armée était Monte-Fortino, où, aussitôt arrivée, elle aurait menacé toutes les communications de l'ennemi.

« Les Napolitains n'avaient d'autre parti à suivre, que de se retirer ou de venir nous attaquer dans les positions que nous avions choisies. L'armée était composée de cinq brigades d'infanterie et une de cavalerie; nous avions aussi douze bouches à feu; la première brigade, avec un escadron de lanciers et deux pièces d'artillerie, ouvrit la marche. Elle sortit de Rome à cinq heures du soir, et prit la direction de Zogarolo, par le chemin des *Capanelles*, et cela, pour exposer le moins possible son flanc droit. La marche fut très-rapide; le matin, à dix heures, elle entrait à l'Agarolo : l'avant-garde traversait rapidement le pays et campait sur les collines qui défendent les routes de Palestrina et d'Albano. Selon toutes les suppositions, le lendemain, avant la pointe du jour, il fallait attaquer Palestrina, et ensuite, marcher sur Velletri. Il fut alors décidé qu'on occuperait Monte-Fortino.

« On avait donné l'ordre à l'armée de se mettre en mouvement avant le jour, mais par un malentendu et par insuffisance de moyens de transport, l'arrivée des vivres ayant été retardée, nos braves soldats durent perdre un temps précieux et modérer leur impatience de marcher contre l'ennemi, jusqu'à ce qu'on y eût suppléé par les vivres trouvés dans les pays voisins, recherche rendue peu productive par les dégâts que les troupes bourbonniennes y causèrent pendant leur court séjour dans ces endroits.

« Cependant, le soir du 19, l'avant-garde occupait Monte-Fortino; le corps de bataille (les 2e et 3e brigades) était campé

entre Monte-Fortino et Valmontone; la réserve (4e brigade) avec la cavalerie et l'artillerie campaient près de Valmontone. Les rapports que l'on reçut constataient que l'ennemi se retirait, et il fut par conséquent décidé de battre immédiatement la charge pour l'attaquer et le mettre en désordre. L'avant-garde partit, le 20 à la pointe du jour, de Monte-Fortino vers Velletri.

« Le corps de bataille, retardé dans ses mouvements par la même difficulté de vivres, ne put se mettre en marche que plus tard, de manière qu'au moment de l'action il ne se trouva pas à la juste distance de l'avant-garde.

« L'avant-garde, commandée par le colonel Marochetti, où se trouvait aussi le général Garibaldi, commandant le corps de bataille, prit position à un mille de Velletri. On aperçut l'ennemi qui battait en retraite par la route de Terracine. L'avant-garde s'arrêta pour attendre l'armée et attaquer. Mais un escadron de cavalerie sortit de Velletri et se dirigea vers notre avant-garde : une colonne d'infanterie ennemie défilait sur les flancs. Les avant-postes se heurtèrent bientôt et le feu commença. Nos flanqueurs arrêtèrent le progrès de la cavalerie ennemie, qui commença à reculer, et alors nos lanciers chargèrent, mais *accablés par le nombre, ils furent repoussés*. Malgré cela, la marche des chevaux ennemis est arrêtée par nos tirailleurs, de sorte qu'ils furent obligés de tourner bride. Dans ce moment, l'ennemi attaqua partout avec son infanterie et son centre, qui se trouvaient sur la route d'Avarça en masse vigoureuse. De notre côté, on bat la charge, et les soldats républicains s'élancent à la baïonnette sur l'ennemi qui tourne le dos. Il est poursuivi et laisse sur la route et sur les camps un grand nombre de morts, de blessés, *cinq ou six chevaux morts* et plusieurs prisonniers. Notre avant-garde le poursuit jusque dans l'intérieur de la ville, qui est aussitôt entourée par une chaîne de tirailleurs.

« Les choses en étaient à ce point quand notre cavalerie

arriva. Elle se rendit aussitôt sur le lieu du combat à deux heures et demie, et peu après arriva la troisième brigade, commandée par le colonel Galleti.

« Ce qui devait se faire avant tout était de reconnaître la position de l'ennemi. Son artillerie foudroyait avec vigueur du haut des Capucins et du côté droit de la Porte-Romaine. La légion romaine occupa immédiatement les postes qui avaient été défendus par l'avant-garde, qui se reposa, et une de ses compagnies, guidée par le colonel Milbit, de l'état-major, exécutant une charge sur la route et au pas de course, gagna les approches de la porte. Un feu très-vif de mousqueterie et de fréquentes décharges de mitraille reçurent nos braves troupes à une courte distance; les deux frères Fabrizi, attachés à l'état-major général, eurent leurs chevaux blessés. Méprisant tous les dangers et abattant tous les obstacles, nos soldats prirent position près de la porte. La ville ayant été cernée, on commença par examiner la position de l'ennemi : on plaça l'artillerie qui la foudroyait avec succès. Velletri est d'un accès difficile, puisqu'il est entouré d'un fossé large et profond, à une petite portée de fusil. La position des Capucins domine le pays et était la clef du champ de bataille. Cependant, sur la route de Naples, un corps ennemi de quatre bataillons, avec cavalerie, était échelonné. Alors, un officier d'état-major, avec vingt chevaux et une compagnie du 3e de ligne, en traversant les champs, se rendit pour reconnaître les positions ennemies et assurer notre côté gauche. Le feu continua très-vif; la position des Capucins fut attaquée avec valeur, mais l'ennemi se soutint avec son artillerie : le soleil se couchait et les ténèbres succédaient à la clarté du jour.

« Le mouvement rétrograde de l'ennemi n'était pas sûr. On prit par conséquent les dispositions suivantes : par les rapports reçus de la reconnaissance, il résulta que, pour attaquer notre côté gauche, il n'y avait d'autre route que celle qui mène de Cisterna à Monte-Fortino. Une compagnie de carabi-

niers occupa donc Guiliano, envoya un détachement à Monte-Fortino pour assurer la route d'Anagni, et être sûrs ainsi de toute surprise sur nos flancs.

« La décision qu'on prit fut d'attaquer, à la pointe du jour, la position des Capucins. Les troupes plus fraîches campèrent donc, en échelons, sur le côté droit de la route, en faisant pointe aux Capucins.

« L'artillerie et les bagages campèrent sur la route, défendue par l'infanterie, vers la ville. La réserve, à la gauche de l'artillerie, campa en colonne, et les troupes plus fatiguées campèrent derrière elle. Pendant la nuit, de fréquentes patrouilles molestèrent l'ennemi, mais elle se passa tranquille. Le matin, avant le jour, on fit partir des reconnaissances, et comme l'ennemi ne se montrait pas et ne répondait sur aucun point, on occupa les Capucins. La cavalerie partit sur les traces de l'ennemi, et l'armée, entrant dans la ville, campa sur le côté droit et sur le côté gauche de la route de Terracine.

« Dans ce fait d'armes, nous avons à déplorer peu de pertes. Nous eûmes cent morts et blessés, tandis que sur les camps on recueillit un grand nombre de morts et de blessés napolitains, en outre d'un grand nombre de cadavres qui furent jetés dans les sépultures de quelques églises. On fit trente prisonniers.

« L'ennemi souffrit de très-graves pertes, si nous devons croire aux relations des hommes les plus remarquables de Velletri, qui assurent que les Napolitains emmenèrent avec eux de nombreux convois chargés de blessés.

« Le territoire de la République, fut évacué par l'ennemi qui avait pénétré de ces côtés-là, et notre jeune armée peut compter une nouvelle victoire dans cette courte expédition.

« *Le chef d'état-major,*

« PISACANE, colonel ;

« *Le général en chef,* ROSELLI. »

Les *hommes les plus remarquables* de Velletri n'étaient rien autres que les chefs des clubs. Il n'est pas vrai de dire que l'armée napolitaine ait été vaincue et chassée des Etats romains par les troupes républicaines; elle avait opéré son mouvement de retraite avant leur arrivée, et elle soutint leur choc avec avantage; elle se retira lentement, comme après une victoire, nullement avec précipitation, comme au lendemain d'une défaite.

Cet événement, salué par les démagogues de Rome comme un haut fait d'armes, donna lieu à une fête républicaine, dans laquelle Ciceruacchio et la populace triomphèrent bien autrement. Cela était en effet plus facile. Ils volèrent les voitures des cardinaux et en firent un feu de joie sur la place du Peuple. Ils arrachèrent les confessionaux des églises et les traînèrent au même lieu. Là, une parodie sacrilége commença. Des misérables se placèrent dans les confessionaux et d'autres athées vinrent s'y agenouiller et confesser publiquement leurs luxures et leurs orgies avec l'orgueil du vice. Après quoi, les tribunaux de la pénitence furent voués aux flammes.

Cette scène impie souleva les blâmes de quelques défenseurs eux-mêmes, entre autres des volontaires lombards.

La cause républicaine n'en était pas moins perdue de toutes parts : les Autrichiens venaient de s'emparer de Bologne et le duc de Parme, Charles III de Bourbon, était rentré dans ses États au milieu de l'enthousiasme de son peuple. Le triumvirat, furieux, lança, dans l'excès de sa rage, cette proclamation qui ne le cède en rien en jactance et en colère à toutes les autres :

« Peuples de la République !

« L'Autrichien s'avance ! Bologne est tombée en son pouvoir après huit sublimes journées de combats et de sacrifices, tombée comme d'autres triomphent. Que son dernier cri soit pour nous un cri de guerre et de vengeance !

« Vous avez, par votre adhésion à notre programme envoyé

au commencement des jours de péril, donné à l'Europe un beau et solennel témoignage d'*union et de vertu!*

« Aujourd'hui nous réclamons un autre témoignage, celui des faits!.....

« Vive Dieu! aucune puissance humaine ne pourra nous frustrer de la victoire. Trois millions d'hommes sont tout-puissants, quand ils disent : *Nous voulons!*

« Italiens! fils de Rome! nous touchons à une heure solennelle, préparée depuis des siècles, à l'un de ces moments historiques qui décident de la vie ou de la mort d'un peuple.....

« Soyez grands!...

« Décrétez la victoire!...

« Il faut que les préfets et les commissaires extraordinaires organisent l'insurrection, qu'il forment une ligue entre provinces et provinces, qu'ils prennent leurs inspirations de Rome. Il faut aux périls extrêmes des pouvoirs exceptionnels, des remèdes extrêmes...

« Que le chef qui cède, qui se retire, avant d'avoir combattu, qui capitule, qui temporise, soit déclaré coupable! Que le pays qui accueillerait l'ennemi sans lui opposer de résistance soit politiquement effacé du nombre des pays composant la République! Qui ne combat pas, d'une manière ou d'une autre, l'envahisseur étranger, soit couvert d'infamie! Qui, ne fût-ce que pour un seul instant, trahira son parti, perde à tout jamais son titre de citoyen et *la vie!*

« Qu'il soit puni celui qui abandonnerait aux ennemis un matériel de guerre; puni celui qui ne s'applique pas à leur arracher et vivres, et logements et *repos*; puni, celui qui, le pouvant, ne s'éloigne pas du sol que foule le pied d'un ennemi!

« Etendons autour de toute armée qui ne porte pas notre drapeau un cercle de feu et de désert!

« La République, *douce et généreuse jusqu'à présent*, se lève terrible dans ses menaces!

« *Signé* : ARMELLINI, MAZZINI et SAFFI. »

Les trois avocats rédacteurs de cette pièce eussent été rudement punis eux-mêmes si les défenseurs de Rome les avaient obligés, puisqu'ils étaient si braves en paroles, de produire à leur tour des faits, de partager avec eux les périls de la défense.

Cette proclamation furibonde, qui n'est qu'une longue menace de terreur, ne prouve qu'une chose, c'est que les trois millions de Romains adhérant à la République, n'existaient que sur le papier. Ces excitations et ces violences eussent été inutiles, si les triumvirs avaient eu l'unanimité dont ils se targuaient.

La terreur reprit une recrudescence horrible à la suite de ce factum. Après avoir pris aux citoyens tout l'argent et toutes les choses précieuses qu'ils possédaient, le gouvernement républicain ordonna plusieurs assassinats. En un seul jour, Zambianchi, sur l'ordre de Mazzini, égorgea, avec ses douaniers, quinze prêtres, dans les jardins de Sainte-Calixte. Leurs cadavres furent enterrés sans prières par les meurtriers. Parmi ces victimes, se trouvaient le vénérable curé de la Minerve, surnommé *l'ami des pauvres*, *le père des malheureux*. Les assassins pénétrèrent de force dans sa maison, et l'en arrachèrent.

— « Où me conduisez-vous ? » demanda-t-il aux sbires de la République.

— « A Sainte-Calixte.

— « Que me voulez-vous ?

— « Vous le saurez bientôt. »

Le prêtre comprit qu'il allait à la mort ; il marcha les mains jointes, le cœur élevé vers son Dieu.

A Sainte-Calixte, il trouva Zambianchi : — « Ah ! *tu* trembles, je crois ! lui dit le chef des tueurs ; à quoi donc penses-*tu ?*

— « Je pense à Dieu, répondit gravement le prêtre, et je le prie qu'au moment de votre mort et sur le point de paraître devant lui, vous soyez aussi tranquille que je le suis à cette heure ! »

Il dit et tomba percé des poignards des pourvoyeurs de la mort.

Cet homme de bénédiction avait apporté dans le martyre une résignation sereine. Sa physionomie, qui semblait refléter le ciel dans la mansarde des pauvres qu'il visitait, s'était, pour mourir de la mort des bons et des justes, empreinte d'une infinie majesté. Il n'avait point à redouter la mort, il en avait fait depuis longtemps l'apprentissage au chevet des malheureux. Il fut massacré dans la paix de son âme, dans ses espérances, dans le bien qu'il avait fait. Les pauvres et les malades avaient porté devant lui son trésor d'œuvres aux pieds du Dieu de miséricorde.

Tous les prêtres ainsi frappés, moururent comme lui, en priant le Seigneur pour leurs bourreaux. Leur sainteté aurait désarmé d'autres assassins.

Les victimes sont moins à plaindre, en somme, que leurs assassins. Le mal porte avec soi son châtiment; celui-là qui le pratique ne trouve pas le bonheur; c'est un jeu de dupe. Il est vrai que, parfois, quand le juste jette un triste regard sur la vie, il n'y voit qu'humilité, misère, injustices, blessures, haines, accusations colomnieuses, captivité, envie, trahison, meute fidèlement attachée à ses pas; mais il y rencontre aussi partout son courage, sa vertu, sa foi en Dieu et une conscience pure qui lui procurent les seules jouissances vraies, et lui font oublier tous ses maux.

Le criminel n'a pas cette quiétude sereine. Il vit avec son forfait qui le ronge, et sa conscience bourrelée est son premier châtiment. Il cherche à s'étourdir, il s'efforce de rire, mais toujours un imperceptible pli, aux angles de ses lèvres, trahit le passage d'une douleur; c'est le remords qui le travaille.

Impossible, déjà nous l'avons dit, de compter tous les martyrs de la révolution romaine. L'histoire de cette République est teinte du plus pur sang à toutes ses pages; ce n'est que brigandages, vols, sacriléges, assassinats.

C'est avec de telles gens que M. de Lesseps croyait devoir négocier. On ne parlemente pas avec les bêtes féroces, on les tue.

Qui donc ne se sentirait pas indigné des saintes colères au récit de ces crimes épouvantables, commis tous les jours, à toute heure, de sang froid, sans prétexte, sans même l'excuse de la nécessité ?... Pour rester impassible devant cette longue série de forfaits monstrueux, il faudrait avoir perdu tout sentiment, je ne dirai pas seulement religieux, mais tout sentiment humain. C'est ce que fit pourtant M. de Lesseps. Crut-il, par hasard, à l'*union* de tous les Italiens, à l'*unanimité du pays*, à l'*accord de tous les citoyens*; non ! l'affirmer, ce serait une dérision. Il ne peut balbutier cette excuse insensée. Il n'ignorait, pas plus que le général Oudinot, pas plus que l'armée française, pas plus que l'Europe entière, que c'était le crime et le vice poussés jusqu'à la démence qui régnaient à Rome ; il savait, comme tout le monde, à quoi s'en tenir, sur la *vertu* de la République, sur le *Dieu* et sur le *peuple* au nom desquels elle existait. En poursuivant des négociations avec les derniers des brigands, avec les plus cyniques athées et les plus féroces des assassins, il manqua à tous ses devoirs, il trahit l'honneur de la France et les intérêts de l'Europe civilisée tout entière.

Dans sa sollicitude pour ces républicains ennemis de sa patrie, de son Dieu et du genre humain, il conjura le général Oudinot de leur envoyer un caisson d'ambulance, leur service de santé étant mal organisé. Le général céda à ses supplications importunes, tout en conservant en ce genre, ce qui était nécessaire à sa propre armée.

Cette marque d'humanité fut récompensée par le triumvirat, par l'envoi à l'armée française de proclamations ignobles et infâmes, d'appels à la révolte et autres saletés qui parvinrent au camp, servant d'enveloppes à cinquante mille cigares et à cent livres de tabac à fumer, offerts aux soldats français en retour de leur caisse d'ambulance. Ceux-ci ne firent que s'en moquer et ils allumèrent leurs pipes avec ces chiffons.

— « Nous avons été des niais, dit après coup Mazzini à ses amis ; nous aurions dû empoisonner le tabac et les cigares !

— « C'eût été un coup de maître ! reprit Zambianchi l'égorgeur.

— « Il est trop tard ! » répliqua Mazzini en soupirant, et il ajouta cyniquement : — « Que voulez-vous ! le Vice n'est pas parfait ! »

Voici maintenant le goût des proclamations dont nous venons de parler et qui avaient été inspirées par les Lombard, les Laviron, les Besson et autres Français dégradés et traîtres :

« Soldats de la République française ! un gouvernement de traîtres et de lâches renégats de tous les régimes, déshonore la France et trahit la liberté. Dans leurs projets criminels contre l'indépendance des peuples, ils ont cru, les misérables, trouver en vous les instruments serviles d'une politique indigne. Et notre jeune République, sœur de la République française, a été, *sous prétexte* d'anarchie, condamnée à périr sous des balles républicaines.

« Soldats ! vous ne voudrez pas vous rendre complices du crime de lèse-nation. Vos mains sont trop pures pour les souiller du sang de vos frères d'Italie. Vous vous souviendrez que tous les peuples sont solidaires, qu'ils se doivent appui réciproque, et dans cette lutte infâme du despotisme contre la liberté, entre ce gouvernement des prêtres, exécré, qu'on veut nous imposer par force, et la République romaine, pour laquelle nous sommes tous décidés à mourir, vous défendrez avec nous la République romaine.

« Déjà l'Autrichien au nord envahit *nos* provinces ; au midi, le tyran de Naples, *battu et mis en fuite par nos soldats*, a payé cher l'audace de son approche sous Rome.

« Mais Livourne saccagée, deux cents patriotes assassinés dans ses murs, Bologne, l'héroïque Bologne, bombardée et prise d'assaut après huit jours d'une défense héroïque, et

l'invasion autrichienne allant toujours croissant, présagent à la liberté de nouveaux jours de deuil.

« Et vous, soldats de la France, en présence de pareils faits, resterez-vous au port d'armes, quand on égorge *vos frères?*... Cette attitude contre les Romains qu'on opprime, ne la tournerez-vous pas contre les Croates de l'Autriche!

« Louis-Napoléon trahit la République par sa honteuse alliance avec les despotes du Nord; il a pour jamais déshonoré son nom. Mais ses bassesses ne salissent que lui, et la nation française est trop grande pour que son déshonneur l'atteigne.

« Soldats! avant de tourner contre nous les armes de la France, rappelez-vous que vous êtes citoyens français, et dans la lutte à mort que nous allons soutenir, soyez les dignes enfants des soldats de Marengo.

« Vive l'armée! vive la France! vive la République romaine! »

Toutes ces proclamations se ressemblaient: toutes, elles étaient marquées au coin de la même mauvaise foi, de la même insolence, des mêmes mensonges, de la même fureur; on eût dit des articles du *National* et des autres feuilles libérales. Cela n'était fait que pour exciter le dégoût le plus profond. C'était abject.

On ne relève pas de pareilles ordures, auxquelles les faits ont répondu victorieusement; on les laisse dans le bourbier démocratique; on ne leur oppose que le mépris. C'est ce que fit l'armée d'expédition; ses balles n'étaient pas républicaines, elles étaient catholiques. L'armée française n'était pas plus républicaine que le peuple français; elle ne reconnaissait pas pour des frères ces bandits qui avaient plongé Rome dans le despotisme le plus horrible, en invoquant la liberté, en parlant de leur vertu, et en couvrant les hommes politiques défenseurs de l'ordre social du venin de leur bave enragée.

Quelques agents anglais, passant pour des voyageurs ordi-

naires, munis de passeports en règle délivrés par la légation britannique à Rome ou par le ministre des affaires étrangères à Londres, les uns venant de la ville éternelle, les autres s'y rendant, se hasardèrent à venir au camp français se livrer à la propagande anti-catholique et faire l'apologie de ces proclamations. Les Français ne leur répondirent qu'en haussant les épaules, et ne daignèrent pas même les arrêter. Ils repartirent comme ils étaient venus, sans avoir pu débaucher un seul homme de l'armée, sans avoir pu arracher d'un seul cœur la conviction que cette guerre, loin d'être celle du despotisme contre la liberté, était celle de la civilisation contre la barbarie, contre le communisme, le brigandage, l'anarchie.

Dans leur conscience, les Romains le savaient bien aussi, mais, débordés par les factions, ils se contentaient de gémir en secret. Les crimes commis à Rome faisaient frissonner tous ceux qui n'appartenaient pas au parti jacobin. Ils s'enfermaient chez eux, pleins de terreur, mornes, abattus, n'osant se regarder les uns les autres, n'osant parler de peur de pleurer et d'être entendus dans leurs sanglots, accompagnant cette agonie de leurs pensées des soupirs de leurs cœurs, qui résonnaient en tombant dans le silence funèbre comme des larmes sur une bière. Ces tristesses étaient éloquentes dans leurs muettes solitudes. Elles rappelaient amèrement à toutes les familles les heures de félicité et de paix écoulées, ce temps précieux et disparu de tranquillité, de piété, de quiétude, de vertu. Tous ces trésors étaient ensevelis sous les ruines faites par la révolution. On ne pouvait plus que s'en souvenir, le cœur serré, en songeant à l'ingratitude et à la misère de ce peuple.

V.

Tandis que M. de Lesseps persistait à négocier avec les factieux, le général Oudinot ne perdait pas l'occasion de se préparer à des hostilités que sainement il jugeait inévitables. La conduite du général Oudinot et de son armée fait paraître plus odieuse encore par la comparaison celle de M. de Lesseps. L'honneur est une loi inflexible avec laquelle on ne transige pas.

Les préparatifs d'attaque continuaient. Le service de la marine, admirable pendant toute cette campagne, établit sur le Tibre, près de la basilique de San-Palo, un bac à traille qui permit de jeter un poste sur la rive gauche. Les communications cntre Civita-Vecchia et Santa-Passera furent assurées par un petit bateau à vapeur, *le Tibre*.

Le 19 mai, arrivèrent au quartier-général, le général de division Vaillant, du génie (depuis maréchal de France), et le général de brigade Thiry, de l'artillerie, pour commander ces deux armes dans le cas prévu où les négociations avorteraient et le siége serait rendu nécessaire. Ces deux officiers supérieurs, d'un rare mérite, devaient l'un et l'autre diriger les opérations du siége avec une intelligence et une science, dont il est on ne peut plus curieux de suivre les effets sur la carte d'ensemble des travaux d'attaque. .

Les renforts promis au général par le prince Louis Bonaparte étaient successivement arrivés. L'effectif du *corps expéditionnaire de la Méditerranée* était ainsi porté à 20,000 hom-

mes (1), et réparti en trois divisions, à savoir : 1° division du général Regnault de Saint-Jean-d'Angely, formée de la brigade d'infanterie du général Mollière et d'une brigade de cavalerie aux ordres du général Morris ; 2° division du général Rostolan, formée des deux brigades des généraux Chadeysson et Levaillant (Charles) ; 3° division du général Guesviller, formée des brigades des généraux Sauvan et Levaillant (Jean).

Le chef de l'état-major général était le colonel d'état-major Lebarbier de Tinan, arrivé au camp le 19 mai.

L'artillerie établit un grand parc à Santa-Passera, près du Tibre, à 2,500 mètres de l'enceinte de Rome. De son côté, le génie avait fait camper ses compagnies dans les bois de la Casetta Mattei, où elles confectionnèrent une partie du matériel nécessaire aux travaux d'attaque. Le génie construisit entre autres un pont sur le Tibre, à Santa-Passera.

Au 30 mai, les hostilités étaient encore suspendues. La saison des fièvres, qui rend dangereux le séjour des campagnes de Rome pendant l'été, approchait ; les officiers généraux de l'armée étaient désolés ; ils voyaient bien que ces négociations, chaque jour amenant des phases nouvelles, n'aboutiraient à rien. Enfin, le 1er juin, M. de Lesseps osa venir soumettre au général en chef et aux autres généraux réunis en conseil, un honteux projet de traité avec les républicains, dans lequel il était spécifié que *les troupes françaises prendraient des cantonnements extérieurs, sans entrer dans Rome.*

Mais, avant d'arriver à cet odieux résultat, d'autres propositions plus odieuses encore avaient été débattues. Le premier projet de M. de Lesseps avait été celui-ci.

« Art. 1er. Aucune entrave ne sera plus apportée par l'armée française à la liberté des communications de Rome avec le reste des États-Romains.

(1) Un mois après, elle se composait de vingt-cinq mille hommes et deux mille huit cent chevaux ; le jour de l'entrée dans Rome, elle comptait trente mille hommes et trois mille chevaux.

« Art. 2. Rome accueillera l'armée française comme une armée de frères.

« Art. 3. Le pouvoir exécutif actuel cessera ses fonctions. Il sera remplacé par un gouvernement provisoire composé de citoyens romains et désigné par l'Assemblée constituante romaine, jusqu'au moment où les populations appelées à faire connaître leurs vœux se seront prononcées sur la forme du gouvernement qui devra les régir et sur les garanties à consacrer en faveur du catholicisme et de la papauté. »

Le ministre plénipotentiaire devait prévoir que ce traité ne contenterait personne, ni l'Europe catholique, qui demandait autre chose que l'aumône de la reconnaissance des droits de la papauté comme puissance spirituelle, et entendait le maintien des traités qui ne permettaient pas aux Romains de choisir, pour la capitale du catholicisme, la forme de gouvernement qui leur conviendrait; ni le triumvirat, qui ne consentirait pas à se dessaisir du pouvoir; ni l'armée française, impatiente d'en finir avec l'usurpation républicaine. Ce traité reconnaissait le pouvoir illégitime de l'Assemblée constituante. Les républicains ne voulaient que gagner du temps; M. de Lesseps le leur permit amplement. Il demanda qu'une commission fût nommée par la chambre factieuse pour s'entendre avec lui, afin d'arrêter une rédaction nouvelle. Trois membres furent désignés. Mais ne voulant pas que les conférences aient lieu au quartier-général, sous l'œil franc et loyal de l'armée, il leur adressa à Rome cette seconde rédaction :

« Art. 1er. Les États romains réclament la protection fraternelle de la République française.

« Art. 2. Les populations romaines ont le droit de se prononcer librement sur la forme de leur gouvernement.

« Art. 3. Rome accueillera l'armée française comme une armée amie. Les troupes romaines et françaises feront conjointement le service de la ville. Les autorités romaines fonctionneront suivant leurs attributions légales. »

Ce projet ressemblait à l'autre ; c'était le même esprit révolutionnaire, reconnaissant les autorités révolutionnaires, acceptant les faits accomplis.

C'était tourner toujours dans le même cercle vicieux; l'armée française ne pouvait accepter cette situation honteuse que lui faisait M. de Lesseps. Elle n'avait pas été appelée en Italie pour protéger la République romaine, mais pour la détruire. Le but de l'intervention n'était pas de consulter les populations romaines sur la forme de leur gouvernement, mais de restaurer le gouvernement légitime de Pie IX. Tous ces projets n'avaient pour résultat, en retardant le moment de la lutte, que de la rendre plus meurtrière. La double autorité du Saint-Siége était, par ce projet, soumise aux caprices des populations. Rétablir cette autorité ou reconnaître la république, telle était l'alternative. Or, que voulait M. de Lesseps? Satisfaire la révolution en reconnaissant ses actes, et en même temps satisfaire l'Europe catholique en restaurant la papauté, mais seulement comme pouvoir temporel. C'était impossible. Cette politique mixte était depuis longtemps jugée impuissante. Mamiani, Gioberti et tous les autres libéraux de l'Italie y avaient usé leurs forces. Il arriva ce qu'il était facile de prévoir, personne ne fut satisfait : les catholiques trouvaient l'attitude de M. de Lesseps inouïe, et elle l'était en effet; les républicains déclarèrent que la part qu'on leur faisait était trop petite. L'Assemblée constituante repoussa ce projet; elle ne voulait pas que l'armée française entrât dans Rome.

Pendant ces niaiseries, qui ont tout le caractère de la trahison, l'armée continuait à préparer tout pour le siége, et le général Oudinot, qui eût été un diplomate autrement convenable que M. de Lesseps, lui écrivait, le 21, les lignes suivantes, empreintes d'abord d'une fine ironie quelque peu flétrissante et méritée, quand il lui parle de son dévouement, et surtout toutes pleines de cette franchise active, carrée, nette, qui distingue l'esprit militaire :

« Je vois avec peine que votre dévouement n'est point payé

de retour à Rome. Aucune des promesses qu'on vous a faites ne se réalise. On oppose sans cesse des subterfuges, des faux-fuyants à votre persévérante loyauté. Toutes ces lenteurs ont, en définitive, pour résultat, d'accroître l'orgueil de nos adversaires ; elles auraient, en se prolongeant, une funeste influence sur l'esprit de nos soldats.

« Il nous faut la paix ou la guerre.

« Si l'on veut sincèrement la paix, entrons dans Rome.

« La discipline de l'armée et la générosité de notre gouvernement sont les plus puissantes garanties d'ordre et de liberté que puissent désirer les Romains.

« Veut-on faire un nouvel appel aux armes ; la science militaire et la valeur françaises triompheront promptement, soyez-en certain, de tous les obstacles.

« C'est donc, à mon avis, une réponse nette et précise que nous devons en ce moment réclamer. Nul mieux que vous ne saurait l'obtenir par un langage en rapport avec les intérêts de la France. »

Il semble que ce langage, en harmonie avec la pensée qu'avait inspiré l'intervention, aurait dû faire revenir M. de Lesseps au sentiment de son devoir, en l'éclairant sur la position réelle des choses. Pourquoi sommes-nous contraint de dire qu'il en fut autrement ? Il continua à se leurrer de l'espoir insensé de concilier des principes qui ne peuvent l'être : la révolution et l'autorité, la liberté et l'anarchie, le catholicisme et le républicanisme. Les triumvirs lui avaient promis un contre-projet qu'ils n'envoyaient pas, soit qu'il fût leur complice et que ce fût entendu entre eux, soit qu'ils se moquassent de lui. Sollicité chaque jour par le général Oudinot, fatigué de ces lenteurs suspectes, et dont ne s'accommodait ni sa dignité ni celle de son armée, M. de Lesseps se résolut enfin à simuler une attitude un peu plus ferme vis-à-vis du gouvernement romain. Il lui signifia que les négociations seraient rompues s'il ne résolvait rien. Et il attendit. Le général Oudinot,

justement indigné, réunit en conseil de guerre, le 23 juin, les officiers supérieurs de l'armée expéditionnaire, et leur soumit la conduite du diplomate. Elle obtint un blâme unanime. Il fut reconnu par ces hommes pratiques que la situation qu'il créait à l'armée, ne pouvait durer sans périls pour elle. Fort de cette adhésion, le général en chef, décidé à user envers le ministre plénipotentiaire, de tous les égards possibles, lui écrivit chaque jour des lettres pressantes, où la politesse de la forme ne voilait pas complètement l'impatience légitime et le blâme contenus dans sa pensée. Dans l'une de ces lettres, il lui avoue franchement que l'on n'est plus dupe, au camp, de l'astuce de ses paroles, et qu'il est sévèrement jugé. Il lui dit :

— « Vous êtes, monsieur, très-séduisant, personne ne le sait mieux que moi. Le général Vaillant a, lui aussi, été sous le charme en vous écoutant. Mais, à la réflexion, il reste convaincu que le *statu quo* auquel vous nous condamnez, est funeste, et porte la plus grave atteinte à la dignité et aux intérêts de la France, non moins qu'à l'honneur militaire. Les autres officiers-généraux que j'ai vus ce matin m'ont fait spontanément la même déclaration.

« Nous vous supplions de ne plus enchaîner notre liberté d'action, je vous le demande en particulier très-instamment ; c'est le seul moyen de négocier ensuite avec avantage. »

Dans une autre lettre, le général donnait à M. de Lesseps d'autres raisons non moins puissantes ; il fallait vraiment ne pas vouloir, par parti pris, se rendre à l'évidence, pour perpétuer ensuite ce malheureux conflit.

« Dans l'espoir que vous aviez, disait le général, de voir Rome, appréciant les intentions de notre gouvernement, ouvrir ses portes à l'armée française, vous m'avez, dès le 17 de ce mois, invité à faire suspendre les hostilités. Bien que cette disposition contrariât les opérations militaires commencées, et voulant d'ailleurs m'associer à votre pensée, j'ai arrêté les mouvements qu'il m'importait essentiellement de terminer.

« Depuis cinq jours, la situation semble n'avoir fait aucun progrès. Au point de vue militaire le *statu quo* ne pourrait, je le répète, se prolonger sans de graves inconvénients.

« En cet état de choses, il vous paraîtra, sans doute, comme à moi, indispensable de réclamer, du gouvernement de Rome, une réponse *prompte et définitive* aux propositions dont vous avez posé les bases dans l'intérêt des populations romaines.

« Si l'on ne vous donne pas la satisfaction que vous avez le droit d'attendre, vous jugerez, sans doute aussi comme moi, que le moment est venu de rendre à l'armée toute son indépendance. »

Ainsi se trouvait dressé à chaque instant, par le pouvoir militaire, l'acte d'accusation du pouvoir diplomatique. Il n'est pas bon, pour prendre une ville, d'adjoindre un diplomate à une armée, d'autant que les généraux sont la plupart du temps d'excellents diplomates, surtout en ces sortes d'occasions.

Rien n'était plus simple que l'affaire en question. Il fallait deux pouvoirs rivaux pour la brouiller. La France, ne reconnaissant pas le gouvernement républicain de Rome, n'avait pas à entrer en négociations avec lui. On ne traite point avec des usurpateurs. Il s'agissait seulement d'exposer au peuple romain la pensée morale et le but religieux de l'expédition, les conséquences qui résulteraient d'une défense impossible, et, cela fait, lui donner deux ou trois jours pour réfléchir; rien de plus.

M. de Lesseps recueillait les fruits de son étrange politique. En désaccord avec les chefs de l'armée française, il n'était pas plus heureux auprès de ceux de la République romaine. Sa vie même était en danger. Les poignards de la démocratie, cet *ultima ratio* des républicains, menaçaient sa poitrine. Entre autres, deux femmes avaient juré sa mort. C'est le propre des politiques mixtes, des éclectiques, de se faire des ennemis de tous côtés. On ne lui tenait aucun compte de ses complaisances envers la révolution. On s'était

servi de lui, tant qu'il avait été utile ; on se promettait de l'immoler dès qu'il était devenu un obstacle. Il se retira à la villa Santucci, après avoir laissé pour toute consolation et pour tout secours aux Français, artistes, propriétaires, négociants, artisans, habitant Rome, l'avis suivant :

« Pendant ma courte absence, le pavillon français continuera de flotter sur mon hôtel, ainsi que sur tous les établissements publics français, et, même si vous le désirez, à la fenêtre de chacune de vos habitations. Adressez-vous à M. de Gérando pour toutes les réclamations que vous aurez à me faire passer ; je l'autorise à assister d'une manière efficace tous ceux d'entre vous qui n'auraient pas des moyens d'existence. Soyez prudents et réservés avec tout le monde. Confiez-vous à ma vigilance qui ne perd pas un moment de vue vos intérêts et ceux du pays. »

Cette circulaire était une cruelle ironie. Le drapeau français n'était pas sacré dans une ville où depuis longtemps on ne respectait plus rien. La ridicule recommandation faite à chaque Français d'arborer en pays ennemi les couleurs nationales à sa fenêtre, s'il le désire, est une plaisanterie de fort mauvais goût, et que ne se fût pas permise un homme ayant le respect de ses compatriotes. On ne joue pas avec le malheur dont on est la cause volontaire.

M. de Lesseps n'avait pas seulement une propension fatale à se laisser glisser sur une pente qui le conduisait à côté du but qu'on lui avait marqué, il avait encore une prétention au zèle et à la vigilance que ses actes étaient loin de justifier. M. de Gérando n'avait pas attendu son arrivée pour se mettre à la disposition de ses nationaux, et ce départ ne pouvait augmenter sa courageuse et active bienveillance.

M. de Lesseps, dans toute cette affaire, semblait être l'agent de la République romaine et l'ennemi du gouvernement français. Il servait exactement la politique anti-catholique et anti-française des républicains de Rome, politique qui consistait à traîner les négociations en longueur, afin de donner le temps

de se manifester à deux fléaux sur lesquels ils comptait : la fièvre dans la campagne de Rome, afin que l'armée d'expédition fut décimée, et à Paris une révolution nouvelle qui changerait la politique de la France livrée aux mains des jacobins. Leurs amis de Paris les leurraient de ce dernier espoir.

En quittant Rome, M. de Lesseps avait laissé à l'Assemblée constituante la note suivante, dans laquelle il désigne, en terminant, le dictateur Mazzini comme traître, car c'est à lui qu'il fait allusion :

« Messieurs les présidents, vice-présidents et membres de l'Assemblée nationale.

« Dans la gravité des circonstances et au moment où va se terminer fatalement une crise *qui abattra ou relèvera à jamais le drapeau italien*, un dernier devoir m'est imposé : celui de faire connaître publiquement la vérité, comme je l'ai déjà fait connaître à mon gouvernement (1).

« Le public s'est beaucoup trop occupé de moi : il s'inquiète, il s'agite, et les *héroïques citoyens* de Rome voient bien, avec cet instinct populaire qui distingue les masses, que quelqu'un les trompe.

« Moi, *l'homme de la paix, de la vérité et de l'humanité*, j'ai en mains la preuve que l'on me désigne déjà au poignard de l'assassin comme la cause de l'agitation et de l'inquiétude publiques !... Je ne veux être un obstacle pour personne, et, afin de laisser au pays, à l'Assemblée, au *pouvoir constitué* l'entière liberté de réfléchir, de discuter, de décider, je me retire pour quelques jours au quartier-général de l'armée française. De là, je veillerai efficacement, d'accord avec le général en chef, à la sûreté de mes compatriotes inoffensifs qui restent à Rome. Lorsque tout espoir sera perdu, j'irai moi-même les chercher, s'il y a lieu (2), mais criant, en attendant : Malheur !

(1) Nous verrons le gouvernement français juger M. de Lesseps avant l'histoire.

(2) Il y avait lieu. — M. de Lesseps ne vint chercher personne.

malheur à la ville éternelle, si l'on touche un seul cheveu d'un Français ou de tout autre étranger !

« On m'a demandé de toutes parts : Comment voulez-vous que nous vous recevions en ami, si vous ne nous donnez aucun gage patent public ?

« La forme de nos institutions, la politique peu déguisée du pays dont je suis l'expression et l'organe pouvaient, en vue d'éviter des complications nouvelles, nous dispenser de produire ce gage ; mais puisqu'il est dans l'intérêt de tous d'ouvrir les yeux aux aveugles, de mettre les méchants dans l'impossibilité de nuire, de soustraire la majorité saine de la population à l'influence du *chef* qui *la trompe*, *l'opprime* et qui saurait, au besoin, en faisant vibrer adroitement la corde patriotique, provoquer un élan unanime pour le triomphe de *la plus détestable des causes*, je produis au grand jour ce gage, si demandé, si désiré par les véritables Romains, qui seraient seuls perdus par la ruine de leur pays. Un pareil gage, pour lequel je ne crains pas, dans l'intérêt de la société entière, de compromettre ma responsabilité et mon avenir, le voici :

« *La République française garantit contre toute invasion étrangère les territoires des Etats romains* occupés par ses troupes. »

« Cet article, ajouté aux trois propositions qui vous ont été soumises, confondra *nos ennemis intérieurs et extérieurs* et convaincra les plus incrédules.

« Le sort de votre pays est dans vos mains. Ne faillissez point à vos devoirs, pas plus que nous n'y faillirons, l'armée française, son chef et le ministre *conciliateur*.

« Ne perdez pas un temps précieux, et si vous avez à Rome *un traître* auquel je pardonne et auquel vous pardonnerez, cherchez-le, et vous le trouverez !

« *Signé :* Ferdinand de Lesseps. »

Au milieu de ces vagues récriminations sans dignité, de

ces pleurnichements ridicules et misérables qui trahissent les désappointements, familiers au libéralisme dont le rôle éternel est de ne contenter ni les hommes de principes ni ceux qui n'en ont plus, ni les sages ni les exaltés, M. Lesseps entend par *les ennemis intérieurs et extérieurs* les catholiques d'une part et les athées de l'autre, de même que Robespierre, dans sa fête à l'*Être suprême*, avait pour ennemis et les hommes attachés à la religion et les hébertistes qui faisaient profession de foi de matérialisme. En Italie, Mamiani, Gioberti et autres libéraux n'étaient pas moins les adversaires de Mazzini que de M. Rossi et des cardinaux.

M. de Lesseps avait parlé. Qu'avait-il résolu? Quelle lumière éclatante avait-il répandu sur la question? Quel pas avait-il fait vers une solution? Au milieu de ce langage embarrassé, on distingue le libéral. Il est révolutionnaire, il ne s'en cache pas, car, contrairement à la vérité et à l'honneur de la France qu'il a la prétention de représenter, il dit que la crise qui se prépare abattra ou relèvera à jamais le drapeau italien. Le doute est une injure; supposer que la France peut être vaincue par de pareilles gens, n'est-ce pas l'insulter? Et parler du *drapeau italien*, c'est mensonge. Le drapeau rouge planté à Rome n'était pas plus le drapeau italien qu'à Paris il n'était le drapeau français. Il n'a pas de patrie sur la terre, ce haillon sanglant et souillé de boue; sa patrie c'est l'enfer, dont il évoque toutes les fureurs.

M. de Lesseps parle de *pouvoir constitué* et des *héroïques citoyens* de Rome. Il a emprunté ces mots-là aux proclamations de la République. Non! cette poignée de factieux, ces chenapans sans pudeur, qui ne rougissent plus de rien, mais qui rougissent leurs mains du sang innocent, ce n'est pas là un *pouvoir constitué*. Qu'appelle-t-il *héroïques citoyens*? Sont-ce les bandes de Ciceruacchio et de Garibaldi? Sont-ce les députés, les triumvirs, — tous ces usurpateurs chargés de crimes qui n'ont pas cessé, depuis qu'ils ont immolé M. Rossi, d'entasser

cadavres sur cadavres! Sont-ce les douaniers de Sainte-Calixte et leur chef Zambianchi?... Encore une fois, non! car, si comme libéral, M. de Lesseps est de ceux qui profitent des crimes du radicalisme, il est aussi, toujours comme libéral, de ceux qui publiquement les désapprouvent. Il applaudit aux humiliations et au martyre de Louis XVI, mais non à la terreur de 93, leur conséquence. Impuissante est cette politique qui ne repose pas sur des bases pures, sur des principes inflexibles. Le libéralisme est toujours ainsi illogique; toujours encore, mais vainement, il essaie de se maintenir dans ce juste milieu bâtard et sans principes, où il se trouve à la fin écrasé comme dans un étau. Libéral, M. de Lesseps est assez révolutionnaire pour ne point servir les intérêts du catholicisme qu'il a reçu mission de sauvegarder dans toute leur plénitude, mais il ne l'est pas assez pour approuver Mazzini et les ultra-démocrates. La cause de la papauté dans toute sa force, dans tout son droit, n'a pas ses complètes sympathies, loin de là, et celle de la démagogie, il la trouve détestable. A une époque où il faut être catholique ou socialiste, il essaie de n'être complétement ni l'un ni l'autre. Il appelle cela être conciliant. Voilà bien les hommes politiques du tiers-parti! Ni chair, ni poisson; ni mâle, ni femelle; quelque chose de monstrueux, d'anormal, d'impossible. Cet hermaphrodisme politique est détestable; il a trompé les peuples depuis 1789 de la plus pitoyable façon; c'est lui qui, tout en protestant de son respect pour la légalité, a conduit par la main ceux qui l'ont violée; c'est lui qui, en se déclarant l'adorateur du principe d'autorité, a montré le chemin à ceux qui l'ont démoli. Et ils ont été surpris après, ces bourgeois, de tomber dans l'abîme politique et social qu'ils avaient creusé! Ils feraient sourire, s'ils n'excitaient pas une si profonde pitié.

C'est que, en dehors des principes, éternels comme la justice, immuables comme la vérité, il n'y a de salut ni pour les individus, ni pour les sociétés.

C'est là une des moralités de l'histoire.

VI.

M. de Lesseps avait pris de grandes précautions; il avait mis une importance, empreinte d'une orgueilleuse exagération, pour annoncer aux Romains que la France, venue pour les délivrer, garantissait leur territoire de toute invasion étrangère. Il avait pris soin de faire valoir, à ce sujet, sa propre personne, et avait feint d'immoler à sa soudaine affection pour les Romains, sa responsabilité et son avenir. Paroles puériles, contraires à la vérité, peu dignes des hautes fonctions dont il était revêtu, commérage ridicule, confidence niaise. Ce n'était pas en annonçant, avec une prétention de mystère qui fait sourire, une chose que tout le monde savait, qu'il compromettait sa responsabilité et son avenir, c'était par la conduite qu'il tenait et avait tenue, dès le commencement, vis-à-vis de la révolution, dans cette affaire. Ici il semble, prévoyant sa chute prochaine, car il se sent dans une voie contraire à la dignité de la France, il semble vouloir donner le change à l'opinion publique sur le sort qui l'attend et que sa conscience ne lui dissimule pas. Personne n'ignorait que les puissances catholiques ne voulaient pas envahir les États du Saint-Siége et s'en emparer, mais seulement en chasser les républicains.

Le général Oudinot n'avait pas pris cette attitude de martyr; il n'avait pas posé pour le sacrifice de son avenir et de sa responsabilité en priant l'Autriche de ne point s'avancer sur Rome.

Comme l'armée autrichienne, après s'être emparée de Bologne, s'apprêtait à continuer sa marche victorieuse, le général Oudinot jugeant ce mouvement contraire à la dignité de la France, s'était empressé d'écrire la lettre suivante au général en chef de cette armée :

« Général,

« Je viens d'apprendre que vous êtes arrivé à Perugia avec une partie de vos troupes, et que vous vous proposez de continuer votre marche en avant, en vous mettant en communication avec l'armée napolitaine dans les Abruzzes. Je dois vous rappeler que l'armée française a commencé seule le siége de Rome, qu'elle est sur le point de s'emparer du Ponte-Molle, qu'elle est par conséquent en communication avec les routes de Florence et d'Ancône. Je suis résolu a faire avancer mon armée vers cette direction; *suspendez donc votre marche : l'honneur de nos armes l'exige.*

« J'ai appris à honorer sur le champ de bataille les troupes autrichiennes; mais, en ce moment, toute démonstration de leur part, sur Rome, paraîtrait offensante ou hostile à la France. Si nos soldats se rencontraient dans ces conditions, il pourrait en résulter des conflits que nous avons l'un et l'autre à cœur de prévenir. »

Dans cette lettre pleine de dignité, et parfaitement en rapport avec les intérêts et l'honneur de la France, pas un mot de responsabilité et d'avenir compromis.

M. de Lesseps n'ignorait pas cette démarche du général Oudinot, et il savait également que ces lignes à une puissance amie, animée des mêmes intentions, et venue uniquement dans le même but, avaient suffi pour arrêter la marche de l'armée autrichienne.

D'un autre côté, le message du diplomate français aux députés de Rome avait manqué le but qu'il s'était proposé d'atteindre. Loin d'attendrir l'opinion publique, elle n'avait fait que provoquer son mépris; on se sentait plein d'une pitié dédaigneuse pour lui. Sa lettre eut pour résultat d'égayer la verve des Figaros de Rome, qui refusèrent de raser et de coiffer les Français, dans la crainte, disaient-ils, d'attirer le malheur sur

la ville éternelle, en s'exposant au danger de faire tomber un cheveu de leurs têtes.

Mais les républicains ne se contentent pas de rire ; il faut qu'ils mêlent l'atroce à tout. Il faut que leur invincible culte pour la guillotine et l'assassinat s'affirme. Les murailles de la ville éternelle reçurent nombre de petites affiches, faites à la main, sur lesquelles on lisait ce vœu fraternel et pacifique : « *Ce n'est pas un cheveu que l'on devrait faire tomber, c'est la tête entière.* »

C'est tout ce que M. de Lesseps put obtenir. Ce même malheureux diplomate se trouve être complice moral des actes monstrueux de dévastation qui furent commis, en ce temps, par les républicains, sous le prétexte de se fortifier. Ils entassaient les ruines sur les ruines, avec une rage implacable. Sans respect pour les chefs-d'œuvre dont cette terre historique est semée à chaque pas, ils nivelaient, ils nivelaient. Partout, dans Rome et autour de Rome, ils exerçaient leurs ravages détestés. La villa Borghèse fut saccagée ; le pavillon orné de fresques de Raphaël et de ses élèves, détruit ; les arbres centenaires impitoyablement abattus, comme ceux du Forum, ceux des thermes de Dioclétien, ceux de la belle et majestueuse avenue de Sainte-Marie-Majeure. Les bûcherons de la république mirent la cognée dans ces arbres qui, l'hiver, portaient la neige sur leurs vieilles branches, comme des cheveux blancs. Ils firent ainsi, en riant des propriétaires qui allaient pleurer ces ombrages, que leurs ancêtres avaient plantés et leurs pères respectés comme de vieux souvenirs.

Les démons barricadés dans Rome rasèrent tous les bâtiments situés à droite du théâtre Apollon, une grande partie de ceux avoisinant le fort Saint-Ange et l'hôpital du Saint-Esprit. Quand ils ne pouvaient démolir assez vite au gré de leur sauvage impatience, ils avaient recours à des moyens plus expéditifs que leurs bras barbares : la mine et le feu. Furent ravagés de fond en comble, la villa et le palais Patrizzi, le pa-

lais Lucernari-Torlonia, la villa et le palais Salvage, les maisons de campagne Farina et Cremonesi, etc., etc. Le langage des hommes est insuffisant pour décrire ces actes de vandalisme. Ils espéraient, comme ils l'avaient essayé déjà dans d'infâmes proclamations et dans leurs journaux effrontés, mettre ces monstruosités sur le compte de l'armée assiégeante. Nous les avons vus déjà briser, sans pitié, les statues et les tableaux des artistes français établis à Rome, dans un palais appartenant à la France. Ils détruisaient tout ce qui était art, avec la fureur de l'ignorance et de l'incapacité. Ces *régénérateurs de l'Italie* avouaient cyniquement qu'ils prétendaient tout niveler. Un jour, un député dit à M. Visconti, le savant antiquaire, qui arracha courageusement tout ce qu'il put de leurs mains : — « Je professe un tel culte pour l'*égalité universelle,* que je verrais avec plaisir décapiter l'Apollon du Belvédère ! »

L'égalité absolue, l'égalité dans le crime, dans la misère, dans l'abjection, l'égalité des pourceaux devant l'auge démocratique, voilà l'égalité républicaine !

Au surplus, la fraternité socialiste fut pratiquée aussi : il y eut un grand nombre de socialistes qui, dans ces destructions, profitèrent du désordre, pour voler ce qui leur parut le plus précieux et le plus facile à emporter. En ceci, les républicains de Rome imitaient encore leurs *frères* de Paris. On sait que ces derniers inaugurèrent la république, le 24 février, par le pillage et l'incendie des Tuileries, du château et du parc de Neuilly, d'un château appartenant à M. de Rotschild, et d'autres habitations situées aux environs de la capitale. Ces mêmes hommes avaient affiché sur les murs : *Mort aux voleurs!* Ils avaient même fusillé, comme mus d'une patriotique indignation, un homme qui avait enlevé un objet aux Tuileries, n'ayant pas ce droit, selon eux, attendu qu'il n'était pas républicain de la veille.

Les défenseurs de Rome n'avaient pas même l'excuse des nécessités de la défense : ils brisèrent, incendièrent et volè-

rent, ils ravagèrent par *principe*, non pour repousser les assiégeants. Or, ces crimes, et bien d'autres, commis pendant l'armistice conclu par M. de Lesseps, eussent été épargnés à Rome sans son intervention *conciliante*, comme il le dit agréablement.

Sur ces entrefaites, pressé d'en finir par le général Oudinot, M. de Lesseps adressa à l'Assemblée constituante de Rome, ce nouveau message :

« Le soussigné, Ferdinand de Lesseps, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, en mission à Rome ;

» Considérant que les Autrichiens, en s'avançant sur Rome, pourraient s'emparer de positions menaçantes pour l'armée française ;

» Considérant que la prolongation du *statu quo* auquel avait consenti M. le général en chef, Oudinot de Reggio, pourrait devenir nuisible à l'armée française ;

» Considérant qu'aucune communication ne lui a été adressée depuis la dernière note, en date du 26 de ce mois ;

» Invite les *autorités* et l'assemblée constituante romaines, à se prononcer sur les articles suivants :

» Art. 1er. Les Romains réclament la protection de la République française.

« Art. 2. La France ne conteste point aux populations romaines le droit de se prononcer librement sur la forme de leur gouvernement.

« Art. 3. L'armée française sera accueillie par les Romains, comme une armée amie; elle prendra les cantonnements qu'elle jugera convenables, tant pour la défense du pays, que pour la salubrité de ses troupes. Elle restera étrangère à l'administration du pays.

« Art. 4. La République française garantit, contre toute invasion, le territoire occupé par ses troupes.

« En conséquence, le soussigné, *de concert avec M. le gé-*

néral en chef, Oudinot de Reggio, déclare que, dans le cas où les articles ci-dessus ne seraient pas immédiatement acceptés, il regardera sa mission comme étant terminée, et que l'armée française reprendra toute sa liberté d'action.

« Fait au quartier-général de l'armée française, villa Santucci, le 29 mai 1849. »

C'était, on le voit, ne pas sortir de la même difficulté ; c'était s'agiter sans avancer : reconnaître les autorités de la république, et le droit de changer la forme légitime du gouvernement pontifical, c'était marcher directement contre l'esprit qui avait dicté l'intervention.

Les républicains de Rome n'étaient pas plus satisfaits que la France de ces concessions ; ils ne les trouvaient pas suffisantes.

Pour gagner encore du temps, ils ergotèrent sur les mots. Ils demandèrent au ministre plénipotentiaire ce qu'il entendait par le mot *immédiatement;* il leur répondit qu'il entendait qu'un délai de vingt-quatre heures était accordé pour répondre à sa note. Ce délai devait expirer le 30 à minuit. Le général Oudinot, prévoyant qu'aucun arrangement n'était possible, poussait activement les préparatifs de l'attaque de la place. Alarmé pour les républicains de Rome, M. de Lesseps remit au général en chef la note suivante, qui porte sa honte avec elle et qu'il est superflu de qualifier : — « Dans le cas où vous jugeriez devoir prendre, par surprise ou autrement, des positions dans l'intérieur de la ville de Rome, ou même dans le voisinage de son enceinte sans vous être préalablement concerté avec moi, je crois devoir mettre, sous votre seule responsabilité, toutes les conséquences politiques qui en résulteront. Jusqu'au moment où les ordres du gouvernement arriveront, soit pour me blâmer, soit pour m'approuver, ma mission ne comporte pas votre isolement par des déterminations ou des mesures militaires qui compromettraient notre gouvernement et engageraient notre pays dans la voie que je crois *la plus funeste.* »

Ainsi, selon M. de Lesseps, rien de plus funeste que d'entrer dans Rome. On se demande en vérité pour qui sont ses sympathies, pour les dignes victimes de la plus digne des causes ou bien pour leurs assassins. Puisqu'il blâmait l'intervention, pourquoi avait-il accepté cette mission?

Le président de l'Assemblée romaine et la municipalité répondirent à cet ultimatum, qu'ils avaient pleine confiance dans la sagesse du triumvirat qui gouvernait avec tant de *prudence* une ville *tranquille*, siége des monuments *respectés* des arts. Les triumvirs envoyaient en même temps à M. Lesseps ce contre-projet:

« Art. 1er. Les Romains, pleins de foi, aujourd'hui comme toujours, dans l'amitié et dans l'appui fraternel de la République française, réclament la cessation des *apparences même* d'hostilités et l'établissement des rapports qui doivent être l'expression de cet appui fraternel.

« Art. 2. Les Romains ont pour garantie de leurs droits politiques l'article 5 de la Constitution française.

« Art. 3. L'armée française sera regardée par les Romains comme une armée amie et accueillie comme telle. Elle prendra, *d'accord avec le gouvernement de la République romaine*, les cantonnements convenables, tant pour la défense du pays que pour la sécurité de ses troupes. Elle restera étrangère à l'administration du pays.

« Rome est sacrée pour ses amis comme pour ses ennemis.

« Elle n'entre pas dans les cantonnements que choisiront les troupes françaises. Sa brave population en est la meilleure sauvegarde.

« Art. 4. L'armée française garantit contre toute invasion étrangère le territoire occupé par ses troupes.

« ARMELLINI, MAZZINI, SAFFI. »

Cette ironique proposition n'était rien autre chose que des conditions comme en eût posé la victoire. Les républi-

cains continuaient à refuser l'entrée de Rome aux troupes françaises et les obligeaient à reconnaître leur puissance usurpée.

Le souvenir de l'article 5 de la Constitution imposée à la France par des républicains, et dont elle était impatiente de se débarrasser, était une injure pour elle. M. de Lesseps ne recula pas devant cette humiliation infligée à son pays. Il envoya ce honteux projet, qui eût déshonoré la France et ses armes, au général en chef, avec le langage superbe et content de soi d'un diplomate habile et patriote qui, après de courageuses luttes et d'intrépides efforts, est enfin parvenu à arracher des concessions éclatantes, honorables pour son pays. Voici ce curieux document :

« Général,

« Parti de Paris sous l'impulsion de l'affaire du 30 avril, et venu pour *traiter avec les populations romaines*, je n'ai pas besoin de rappeler que je n'ai voulu ni souffert que l'on pût jamais séparer ma cause de celle de mon gouvernement et de l'honorable chef de l'armée française. — Pour arriver à persuader que les dispositions du gouvernement de la République et de son général étaient les mêmes avant le 30 avril et après, je ne me dissimulais pas tous les obstacles que j'avais à surmonter. *Aujourd'hui j'ai réussi.*

« *Je suis disposé à signer immédiatement*, sauf quelques modifications et le rejet de l'article 2, le contre-projet envoyé pa le triumvirat et approuvé par l'Assemblée constituante romaine, aussi bien que par les sénateurs et conservateurs de la municipalité de Rome, dans la conviction que cet acte *affermit à jamais en Italie l'influence française, maintient l'honneur sans tache de notre armée et de notre glorieux drapeau.* »

Le général Oudinot comprenait autrement l'honneur de son armée et de son drapeau. Après avoir pris connaissance de cette pièce tout imprégnée de trahison, il s'écria : — « Je ne signerai jamais cette page honteuse pour la France ! »

Il renvoya ce document, qui eût souillé son camp, au diplomate disposé à y apposer sa signature immédiatement, et l'invita à venir s'expliquer devant un conseil de guerre, qu'il réunit pour l'entendre.

M. de Lesseps vint en effet : il était pâle comme un coupable; son regard était sans franchise, son attitude trahissait l'embarras du crime surpris. Les officiers supérieurs, membres du conseil, jetaient sur ses yeux qui les évitaient, des regards dans lesquels se lisaient l'accusation et le dédain.

Ils ne pouvaient cacher entièrement leur répulsion. Avec la clairvoyance de la probité, ils voyaient que cet homme les trompait. Il avait, du reste, l'attitude peu affermie d'un esprit troublé ; il éprouvait cet embarras de ceux qui ont la conscience d'une mauvaise action. Quand il eut balbutié ses raisons et déclaré avec insistance qu'il était indispensable d'attendre et de temporiser encore, tous les membres du conseil protestèrent avec énergie. Quelques-uns même ne purent, dans le sentiment de la patrie outragée et trahie, retenir l'expression très-vive de leur ressentiment et de leur mépris. Il en fut couvert, aveuglé. C'était pitié de voir la contenance et d'entendre le langage de ce malheureux, courbé sous l'éclat de la loyauté de ces braves capitaines. D'un côté, la duplicité, la fausseté, l'oubli de la politique nationale, des subterfuges, des faux-fuyants, des détours ; — de l'autre, franchise, patriotisme, courage, droiture et loyauté.

Comme M. de Lesseps insistait avec une force extrême pour qu'on attendît toujours : — « Attendre ! s'écria l'un des généraux présents, avec un emportement trop justifié (1). Attendre ! attendre la saison des chaleurs et les fièvres qui, avant quinze jours, viendront frapper notre camp pour lui demander des victimes ! Attendre que la pitié de nos ennemis, secourus par cet auxiliaire insaisissable, nous fasse la grâce de

(1) Le général Vaillant, du génie.

linceuls pour les cadavres de nos soldats décimés! Nous avons déjà trop attendu, monsieur le Ministre! Prenez garde qu'un jour la France ne vous demande, comme autrefois Rome à Varon, *ce que vous avez fait de ses légions!* »

Tous les autres généraux applaudirent à ce langage énergique. Cette scène, au milieu d'un camp, était solennelle.

M. de Lesseps répondit d'un air cauteleux et d'une voix perfidement douce, de l'absinthe dans du miel :

— « Pour éviter l'influence morbifide que vous redoutez avec raison, je le reconnais, qui vous empêche *de reculer vos lignes,* de transporter votre quartier-général à Frascati, de faire camper vos troupes dans les voisinages salubres d'Albano et de Tivoli? De cette manière, ne serions-nous pas les vrais maîtres de Rome en l'entourant, *au lieu de l'occuper?* Si vous faites ainsi, le gouvernement de la République, qui ne désire votre entrée à Rome que si vous êtes appelés par les habitants, vous remerciera un jour d'avoir contribué à faire triompher, par la sagesse de vos conseils, la vraie, la grande politique dégagée de toutes les petites questions d'amour-propre personnel et de vaine gloire. »

Le ministre plénipotentiaire eût été payé par les républicains de Rome pour prendre leurs intérêts, il eût été corrompu par une partie du produit de leurs vols, qu'il n'eût point tenu un autre langage. Il était impossible de proposer la honte à une armée avec un sang-froid plus effrayant. Ce cynisme donnait le frisson. Était-ce bien un Français qui venait de parler? un diplomate, un homme chargé de représenter les intérêts de la France?... Les généraux frémirent à ce conseil de lâcheté, et le commandant en chef, présidant le conseil de guerre, répondit avec fermeté : « J'avoue, monsieur, qu'il me faudra du courage pour répondre avec sang-froid à ces paroles étranges, prononcées cependant par des lèvres françaises. Vous nous demandez, monsieur, qui nous empêche de reculer nos lignes, d'abandonner notre base d'opération pour des lieux plus éloi-

gnés de Rome? Je vais vous le dire : c'est l'intérêt de la France, que nous représentons, *nous aussi,* mais avec l'épée, tandis que *vous croyez la représenter* avec la parole. La France avant peu dira qui, de la parole ou de l'épée, l'aura servie le mieux!... En attendant, l'honneur du nom français, la gloire de nos armes, exigent que la pensée de la Franco s'explique librement au Capitole. Prendre des cantonnements en dehors de Rome serait, en quelque sorte, proclamer notre impuissance. Entourer une ville n'est point s'en rendre maître; on ne l'occupe véritablement que le jour où le drapeau de la patrie flotte au sommet de sa plus haute tour. Quant à ce que vous appelez *la grande, la vraie politique dégagée de toutes les petites questions d'amour-propre et de vaine gloire,* nous en référons pour l'avenir au jugement de l'histoire, et, pour le présent, à la décision de notre gouvernement. En attendant, je déclare, au nom de tous mes frères d'armes, que notre adhésion à vos projets serait une *honte* et une *lâcheté!* »

Les généraux, dont M. de Lesseps enchaînait le courage, approuvèrent sans restriction le langage du commandant en chef.

M. de Lesseps se retira sous cette flétrissure. Il n'avait cependant pas perdu, malgré ces sévères paroles, l'espoir de temporiser encore. Le dernier délai ayant expiré dans la nuit même, et le général en chef ayant donné des ordres pour commencer les hostilités en occupant certains points importants, le diplomate vint le trouver pour le conjurer d'attendre encore. Il était trois heures du matin. M. de Lesseps prit pour prétexte une susceptibilité de conscience. Selon lui, la reprise des hostilités n'avait pas été dénoncée d'une manière suffisamment précise aux autorités romaines, et, dans cet état de choses, une attaque de l'armée française lui paraissait devoir être considérée par l'Europe entière comme une surprise incompatible avec la règle du droit des gens. Certes, si quelqu'un avait violé ce droit des gens, que M. de Lesseps mettait

en avant comme un scrupule de sa bonne foi, c'étaient les républicains. Le général Oudinot avait pris le soin de faire prévenir leurs avant-postes de l'attaque qu'il préparait ; il était donc en règle, et il n'y avait plus aucun ménagement à conserver. L'heure de la justice était sonnée.

D'un autre côté, rien n'était plus dangereux que de changer des dispositions arrêtées entre tous les chefs de l'armée et dont le succès n'était pas douteux.

Il eut cependant la grandeur d'âme, on peut dire la faiblesse, d'y consentir, par un reste d'égards pour ce coupable diplomate. Seules, les troupes qui devaient marcher sur le Monte-Mario ne purent être prévenues à temps, malgré la diligence faite par l'officier d'état-major chargé d'aller arrêter leur mouvement. Elles s'emparèrent lestement de cette position, que les républicains quittèrent en désordre.

Cette nouvelle plongea les chefs de Rome dans une vive inquiétude, qu'ils ne purent dissimuler à M. de Lesseps, don Quichotte de la démocratie, qui, dans son adoration ridicule et criminelle pour cette ignoble Dulcinée, s'était empressé de courir à Rome pour tâcher d'arriver à un arrangement. Dans ce dernier effort, il arrêta, avec les triumvirs, de nouvelles propositions, dites par lui et par eux de conciliation. Le traité suivant, arrêté entre eux, fut adopté par l'Assemblée constituante, en comité secret, à l'unanimité moins trois voix :

« Art. 1er. L'appui de la France est assuré aux populations des États romains ; elles considèrent l'armée française comme une armée amie, *qui vient concourir à la défense de leur territoire.*

« Art. 2. D'accord avec le gouvernement romain, et sans s'immiscer en rien dans l'administration du pays, *l'armée française prendra les cantonnements* EXTÉRIEURS *convenables*, tant pour la défense du pays que pour la salubrité de ses troupes ; les communications seront libres.

« Art. 3. La République française garantit contre toute invasion étrangère les territoires occupés par ses troupes.

« Art. 4. Il est entendu que le présent arrangement devra être soumis à la ratification de la République française.

« Art. 5. En aucun cas, les effets du présent arrangement ne pourront cesser que quinze jours après la communication officielle de la non ratification.

« Fait à Rome et au quartier-général de l'armée française, en triple expédition, le 31 mai 1849, à huit heures du soir.

« *Signé* : C. ARMELLINI, A. SAFFI, G. MAZZINI.

« Le ministre plénipotentiaire de la République française,

« *Signé* : FERDINAND DE LESSEPS. »

Au nom de la France, M. de Lesseps avait signé ce déshonneur! Trois fois infâme, il l'avait signé trois fois!...

Au moment où cette trahison se consommait, le général Oudinot expédiait deux dépêches aux triumvirs et au diplomate français. Dans l'une, il invitait celui-ci, dans les termes les plus pressants, à ne plus perdre un temps précieux, à poser résolument la question de savoir si l'on consentait, oui ou non, à ce que son armée entrât dans Rome. Il avait le soin, en outre, pour parer la botte d'un nouveau *scrupule de conscience*, de lui recommander de dénoncer immédiatement la fin de l'armistice, s'il n'obtenait pas sans retard une solution pacifique et conforme entièrement à la dignité de la France. Et, pour que les autorités républicaines n'en ignorassent, il leur déclarait que si elles ne lui donnaient pas satisfaction, il reprendrait les hostilités; il leur donnait pour suprême et dernier délai *vingt-quatre heures* après la présente dclaration.

M. de Lesseps ne tint aucun compte de la lettre du général en chef; il emporta, signées par les triumvirs et par lui, trois copies de cette convention faite au profit de la démagogie

contre la France, contre son honneur et les intérêts de l'univers religieux, et il revint au camp, pendant la nuit, fier comme s'il venait de remporter une brillante victoire. Il se présenta de suite chez le général Oudinot ; il y fut admis aussitôt, et l'abordant avec une figure qu'il s'efforçait de rendre rayonnante : — « Enfin, général, *nous avons terminé!* » s'écria-t-il.

Mais à peine avait-il commencé à lire le traité ignominieux, que le général, saisi d'une patriotique indignation, s'arrêta au mot de *cantonnements extérieurs*. Il s'élança devant lui, la lèvre tremblante, l'œil sombre, les bras croisés sur sa poitrine. Le diplomate reculait dans sa bassesse à mesure que le brave guerrier s'approchait de lui dans sa loyauté et dans sa force.

— « Vous êtes Français, Monsieur ! s'écria le valeureux capitaine ; que dis-je ! vous représentez la France, et vous avez subi de pareilles conditions ! Et vous osez les apporter dans notre camp !.. Ma main se dessèchera plutôt que de signer de pareilles infamies ! C'est assez, Monsieur, je n'en entendrai pas davantage ; vous pouvez vous retirer ! »

Cette indignation n'était pas de la colère, c'était de la justice, de la vertu.

M. Lesseps ne dit pas un seul mot et laissa imperturbablement l'un des trois exemplaires du projet sur la table du général Oudinot, après quoi il se retira, la rage au cœur.

Il fut bientôt rejoint par un billet ainsi conçu :

« Monsieur le ministre plénipotentiaire,

« Vous avez, depuis le 17 de ce mois, paralysé tous les mouvements du corps expéditionnaire sous mes ordres.

« Vous m'aviez demandé avec instance que la trêve, promise verbalement par vous aux troupes romaines, se prolongeât jusqu'à ce que le gouvernement fît connaître la réponse aux dépêches dont M. de Latour-d'Auvergne était porteur. Bien que ce retard fût, dans ma conviction, très-préjudiciable aux

opérations militaires, j'ai souscrit à votre désir, afin d'éviter jusqu'aux apparences d'un dissentiment entre nous.

« Depuis ce temps, les troupes romaines ont pu se porter partout où elles ont cru qu'il était de leur intérêt de le faire; j'ai, au contraire, enfermé nos opérations dans la partie du territoire qui a Civita-Vecchia pour base. Vous avez proposé le 29 de ce mois, aux autorités romaines, un *ultimatum* dont j'ai accepté les termes, bien que certaines conditions qui y étaient stipulées fussent loin de me donner une entière satisfaction.

« Dans la journée même, vous m'avez écrit de Rome que cet ultimatum allait, selon toute probabilité, être accepté. Ce soir, et contre toute probabilité, malgré cette assurance, vous me déclarez que vous avez signé avec la République romaine des conditions auxquelles vous espérez que j'apposerai ma signature.

« Ces conventions sont en opposition formelle avec les instructions que j'ai reçues. Je les crois contraires aux volontés de mon gouvernement. Non-seulement je ne leur donne pas mon assentiment, mais je les considère comme non-avenues, et je suis forcé de le déclarer aux autorités romaines.

« Quand le ministère aura fait connaître, à la suite de la mission de M. de Latour-d'Auvergne, sa dernière intention, je m'y conformerai scrupuleusement. En attendant, j'ai le regret d'être dans l'impossibilité de concerter désormais mon action politique avec la vôtre. »

C'était sec, mais juste. Eloquent plaidoyer, plaidoyer précis en faveur de l'autorité militaire, dont on appréciera, pendant ces retards, la courtoisie, la patience, les égards, la délicatesse, la sagesse, le patriotisme; réquisitoire énergique et sans réplique, contre la culpabilité flagrante d'une diplomatie dégradée.

Au même instant, le duc de Reggio s'empressa de protester auprès des triumvirs contre la conclusion de M. de Les-

seps, afin qu'ils ne pussent pas prétexter plus tard qu'on les avait pris en traîtres en commençant les hostilités. Il savait ces hommes disposés à arguer de leur prétendue ignorance de ses résolutions. Il leur signifia donc sa volonté en termes polis, par respect pour lui-même, non pour eux, car il ne les reconnaissait ni comme puissance politique, ni comme honnêtes gens.

Voici la note qu'il leur envoya :

« J'ai eu l'honneur de vous faire savoir, ce matin, que j'accepterais pour mon compte l'ultimatum qui vous a été transmis, le 29 de ce mois, par M. de Lesseps.

« A mon grand étonnement, M. de Lesseps m'apporte, à son retour de Rome, une sorte de convention en opposition complète avec l'esprit et les bases de l'ultimatum. Je suis convaincu qu'en la signant, M. de Lesseps a dépassé ses pouvoirs. Les instructions que j'ai reçues de mon gouvernement m'interdisent formellement de m'associer à ce dernier acte.

« Je le regarde comme non-avenu, et il est de mon devoir de vous le déclarer sans retard. »

Cette convention, qui avait indigné tous les officiers supérieurs auxquels on l'avait communiquée, et dont le général Vaillant a écrit : « une pareille proposition offensait trop l'armée pour pouvoir être acceptée, » cette convention, disons-nous, n'avait jamais été considérée comme sérieuse par les républicains. Ils appréhendaient très-certainement que les chefs militaires français rompraient ces négociations ; mais ils ne s'en réjouissaient pas moins de ce que M. de Lesseps avait donné à leur déloyauté un prétexte contre l'expédition armée. En effet, Armellini s'étant écrié, au reçu de la dernière lettre du général Oudinot : — « Ceci est pour les Français la revanche du 30 avril. — Peut-être ! » avait répondu Mazzini. Et se servant des armes que M. de Lesseps avaient fournies aux ennemis de son pays, de la civilisation et de Dieu même, il écrivit au général en chef une longue et pompeuse épître,

dans laquelle il lui marquait que c'était avec un sentiment d'étonnement et de douleur que le triumvirat voyait ces différents entre le général en chef et le *représentant de la France ;* que ces différents lui paraissaient d'autant plus étranges, qu'il regardait cette convention comme une chose entièrement conforme au vœu de l'Assemblée française et aux sympathies exprimées nouvellement par la nation ; que le triumvirat n'était pas responsable des graves conséquences qui pourraient en résulter ; qu'il espérait, toutefois, que ces difficultés s'aplaniraient.

Mazzini aurait ainsi volontiers déclamé pendant dix ans sur ce sujet ; en attendant, il eût gardé le pouvoir, et le Saint-Père fût resté en exil. Mais le général Oudinot, qui n'était ni avocat, ni romancier, n'était pas d'humeur à salir tant de papier et à ergoter plus longtemps avec cet assassin romanesque et verbeux.

Quant à M. de Lesseps, il se rangea amoureusement du côté des démagogues. Les triumvirs lui ayant envoyé copie de la lettre du général Oudinot, il leur répondit en les encourageant *à tenir bon* ; il leur annonça qu'il allait partir pour Paris, pour essayer d'extorquer la ratification à la convention qu'il avait signée, et qu'il maintenait *quand même*. Il terminait par ces mots, qui révèlent tout son endurcissement, l'absence de tout repentir :

« Cet engagement a été conclu en vertu de mes instructions, qui m'autorisent à me consacrer exclusivement aux négociations et aux rapports à établir avec les *autorités* et les populations romaines. »

Il retarda son départ, la république installée à Rome ayant sans doute encore besoin de ses services ; mais, pour se faire amnistier par le ministère français, il expédia à Paris M. Lavelaine de Maubeuge, qu'il chargea de soumettre à l'Assemblée nationale les conditions du traité avilissant. Le général Oudinot lui avait donné un soufflet sur une joue, il tendait l'autre

au gouvernement français, qui en fit de même. La conduite de M. de Lesseps parut si monstrueuse, à Paris, que ceux qui lui portaient encore quelque intérêt, firent courir le bruit qu'il était fou.

Comme il était certain que M. de Lesseps torturerait les faits dans ses dépêches, le général en chef chargea le général Regnaud de Saint-Jean-d'Angely de partir de son côté pour Paris, porteur de cette lettre :

« Bien que la direction imposée à M. de Lesseps depuis son arrivée fût en complet désaccord avec vos dépêches ultérieures, j'ai considéré comme un devoir d'éviter jusqu'à l'apparence d'un dissentiment avec un agent qui avait recueilli la dernière pensée du gouvernement.

« Dominé par cette considération, je déclarais, ce matin encore, que j'étais prêt à approuver l'ultimatum donné par M. de Lesseps en date du 29 de ce mois.

« Cet agent diplomatique m'a quitté fermement résolu à se refuser à toutes les modifications qu'on voudrait faire subir à cet ultimatum. Ce soir, il vient présenter à ma signature la convention ci-jointe arrêtée entre lui et le gouvernement de la république romaine. Quand je compare un tel acte avec les déclarations que vous m'avez chargé de faire à mon arrivée dans ce pays, mon honneur et ma raison, Monsieur le ministre, me prescrivent de lui refuser mon concours. J'adresse en conséquence, à M. de Lesseps et au triumvirat, les protestations ci-jointes, numéros 1 et 2.

« Je comprends, Monsieur le ministre, toute la gravité de cette nouvelle situation. J'espère que le prochain retour de M. Latour d'Auvergne en affaiblira les conséquences. J'espère, qu'éclairé par ce dernier agent diplomatique, vous me ferez parvenir des ordres positifs et qui faciliteront l'accomplissement de ma mission. Toutefois, Monsieur le ministre, les conditions nouvelles qui viennent de se produire ont une telle gravité, qu'il m'a paru utile de confier au général de division Regnaud

d'Angely le soin de la faire connaître au gouvernement dans toute leur réalité.

« Cet officier général fait partie du corps expéditionnaire depuis son entrée en Italie. Il peut être à même de vous éclairer sur tous les événements auxquels il a été directement associé. Certain que vous accorderez à ses paroles toute la confiance qu'elles méritent, j'évite d'entrer dans des détails qui seraient ici superflus. »

Cette lettre et les dépêches qui l'accompagnaient furent portées à Paris par l'aide-de-camp du général Regnaud d'Angely, celui-ci ayant été rappelé avant de s'embarquer pour la France, par le duc de Reggio, qui avait reçu, après son départ, la dépêche télégraphique suivante, apportée de Civita-Vecchia par une estafette :

« *Le Ministre des affaires étrangères au général Oudinot.*

Paris, 28 mai, 7 heures du soir.

« Tout retard serait désormais funeste, à l'approche de la saison des fièvres. La voie des négociations est épuisée. La mission de M. de Lesseps est terminée. Nous confirmons notre dépêche précédente relative au général Vaillant.

« Concentrez vos troupes. Entrez dans Rome aussitôt que l'attaque vous présentera la presque certitude du succès.

« Si vous manquez de moyens d'attaque, faites-le-moi savoir immédiatement. »

On voit qu'on jugeait, à Paris, la situation infiniment mieux que M. de Lesseps, qui se trouvait cependant sur les lieux mêmes. La question se trouvait nettement tranchée ; la source de désordre n'existait plus, M. de Lesseps étant condamné et rappelé. Le conflit militaire et diplomatique, suscité par lui, se trouvait enfin terminé.

Le général Oudinot, désormais complètement libre de ses

mouvements, s'empressa de faire connaître à son armée les résolutions du gouvernement français et le désaveu infligé à celui qui enchaînait son ardeur depuis son arrivée en Italie, et compromettait son honneur et son existence. Cette communication excita l'enthousiaste des troupes catholiques.

Le général Oudinot ne perdit pas une minute pour signifier aux tyrans de Rome une rupture définitive et sans appel, s'appuyant sur les ordres qu'il venait de recevoir, qui constituaient un blâme formel contre M. de Lesseps et une adhésion complète à l'attitude du pouvoir militaire.

Les triumvirs reçurent cette dépêche :

« Messieurs,

« Je reçois à trois heures de l'après-midi la lettre par laquelle vous témoignez le regret que j'aie refusé de m'associer à la convention que M. de Lesseps, ministre plénipotentiaire, a cru devoir arrêter avec vous, sous la date du 31 mai, à huit heures du soir.

« L'évènement a justifié ma détermination par deux dépêches émanées du ministre de la guerre et de celui des affaires étrangères, sous la date des 28 et 29 mai. Le gouvernement français m'a déclaré ce qui suit : *La voie des négociations est épuisée. La mission de M. de Lesseps est terminée.*

« Aussitôt la réception de ces dépêches, je me suis empressé de faire connaître leur contenu à M. de Gérando, chancelier de l'ambassade. Le chef d'état-major de l'armée expéditionnaire a chargé cet agent diplomatique de donner officiellement communication au gouvernement romain d'une décision qui rappelle M. de Lesseps et qui me replace dans la plénitude des pouvoirs d'un commandant en chef.

« M. de Lesseps s'est chargé de vous remettre, hier soir, à dix heures, la note dont copie est ci-jointe.

« J'y déclarais, vous le voyez, messieurs, que dans le cas

ou, après vingt-quatre heures, l'ultimatum du 29 mai ne serait point accepté, l'armée française reprendrait sa liberté d'action.

« N'ayant pas reçu de réponse à cinq heures du soir, j'écrivais le même jour à M. de Lesseps : N'oubliez pas de dénoncer *immédiatement la fin de l'armistice*, si vous n'obtenez sans retard une solution entièrement conforme à la déclaration du 29 de ce mois.

« Aujourd'hui, aussitôt après la réception des dépêches télégraphiques ci-dessus mentionnées; j'ai fait prévenir les avant-postes romains que la trêve consentie verbalement par M. de Lesseps était expiré et que la suspension des hostilités cessait complétement.

« A trois heures et demie, le premier juin mil huit cent quarante-neuf, je charge M. le chancelier de l'ambassade d'avoir l'honneur de vous faire cette nouvelle notification.

« Le général en chef,

« OUDINOT DE REGGIO. »

Ce n'est pas tout. Plus loin encore fut par lui poussé le scrupule. Par un supplément de précautions chevaleresques, et pour qu'on ne dise pas qu'il a attaqué à l'improviste, sans prévenir, l'ennemi qu'il veut traiter encore comme s'il était respectable, le général en chef écrit à Roselli, général de l'armée républicaine :

« Général,

« Les ordres de mon gouvernement sont positifs : ils me prescrivent d'entrer dans Rome le plus tôt possible. J'ai dénoncé aux autorités romaines l'armistice verbal que, sur les instances de M. de Lesseps, j'avais consenti à accorder momentanément. J'ai fait prévenir, *par écrit*, vos avant-postes,

que l'une et l'autre armée avait le droit de commencer les hostilités. Seulement, pour donner le temps à ceux de mes nationaux qui voudraient quitter Rome, et sur la demande de M. le chancelier de l'ambassade de France, la possibilité de le faire avec facilité, je diffère l'attaque de la place *jusqu'à lundi.* »

Les républicains, après tout cela, diront qu'ils ont été surpris, trahis, qu'on a violé d'une manière infâme les lois de la guerre! Ce sont ces parjures qui, en toute occasion, ont méconnu les règles de l'honneur. Ils profitèrent du dernier délai accordé par le général Oudinot pour prendre leurs dernières dispositions afin de soutenir l'assaut, mais au mépris des habitudes des nations qui ne sont pas barbares, ils refusèrent aux Français inoffensifs le droit de quitter Rome. Jamais, avant ces brigands qui ne faisaient pas la guerre comme tout le monde, pareil procédé ne s'était vu en Europe en semblable occurrence.

Roselli répondit au général Oudinot en lui demandant encore une trève de quinze jours, pour s'opposer à la marche des troupes autrichiennes vers la ville éternelle. C'était un prétexte spécieux. Le commandant de l'armée française dut refuser. Il rassura l'ennemi sur les dispositions des Autrichiens, ses alliés, qui étaient convenus de ne pas dépasser les lignes qu'ils occupaient. Il fit ensuite prévenir les Français qui se trouvaient à Rome, qu'ils trouveraient un asile sûr au monastère de Saint-Paul, et donna l'ordre à ses légions de s'ébranler.

VII.

Les républicains bloqués dans Rome, leur dernier refuge, devaient se résoudre à soutenir un siége, puisqu'ils ne vou-

laient pas déposer les armes et ouvrir les portes de la ville à l'armée catholique.

Les triumvirs adressent alors la proclamation suivante, après laquelle ils seront très-mal venus de dire qu'on les a pris par surprise, car elle prouve qu'ils n'ont point ignoré les dispositions du général Oudinot, et qu'ils ont reçu les nombreuses déclarations touchant la reprise des hostilités :

« Citoyens,

« Non-seulement le général Oudinot a refusé son adhésion à la convention faite entre nous et l'envoyé extraordinaire de la France, mais *il nous a dénoncé la rupture de l'armistice et déclaré son armée libre de nous attaquer*.

« Quoi qu'il arrive, les Romains feront leur devoir et nous le nôtre. Déjà *Dieu et le Peuple* nous ont donné *la victoire* dans une première lutte avec l'homme qui nous menace ! *Dieu et le Peuple* nous la donneront encore ! »

C'est ce que nous allons voir.

VIII.

Un ordre général prévint l'armée française que le lendemain, 3 juin, elle débuterait dans la reprise des hostilités en enlevant aux républicains les positions qu'ils occupaient encore en dehors de la ville, entre la rive droite du Tibre et la route qui conduit à Civita-Vecchia, de la porte Saint-Pancrace et longe au nord la villa Pamphili.

Deux colonnes mobiles devaient se rendre maîtresses de cette villa, la première sous les ordres du général Mollière, la seconde sous ceux du général Guesviller, obéissant lui-même au général Levaillant (Jean). Dès que les deux brigades pourraient agir simultanément, le général de division Regnaud en prendrait le commandement supérieur. « Tous les mouvements, disait le général en chef, seront exécutés sans batteries, avec calme et dans le plus grand silence. »

Ce mouvement indiquait que le point d'attaque choisi était la rive droite du Tibre. Dès son arrivée au quartier-général, (19 mai) le général Vaillant, commandant le génie, avait écrit au ministre de la guerre que son intention était d'attaquer par le front qui occupe la partie la plus avancée du Janicule, ce qui était conforme aux prescriptions de l'art militaire, ce point étant le plus saillant de la ville assiégée. Le 2 juin, le même général, qui joua un rôle si important dans cette expédition, écrivait au ministre de la guerre :

Au quartier-général de Santucci, le 2 juin 1849.

« Monsieur le ministre,

« Dès mon arrivée au quartier-général, le 19 mai, j'ai eu l'honneur de vous faire connaître qu'après avoir mûrement réfléchi sur les diverses combinaisons d'une attaque destinée à nous faire entrer dans Rome, je m'étais décidé pour le front qu'occupe la partie la plus avancée du Janicule, à l'est de l'église San-Pancrazio. Ce front est celui que j'ai coté (6-7) au plan que je vous ai adressé.

« Les raisons qui avaient motivé mon opinion, avant même mon arrivée ici, se sont corroborées de toutes les reconnaissances que j'ai faites ou fait faire depuis le 19 mai. C'est sur ce point, j'en ai la certitude, que l'ennemi s'attend le moins à une attaque ; c'est de ce côté que nous risquons le moins d'endommager les monuments publics, considération bien puis-

sante quand il s'agit d'attaquer avec du canon une ville comme Rome, qui résume en elle toute l'histoire de la civilisation du monde (1).

« J'espère que, en même temps que nous pénétrerons par le front (6-7), nous pourrons, la face gauche du bastion 9 étant détruite de loin, entrer sans grand obstacle par la porte San-Pancrazio, et nous trouver ainsi derrière l'enceinte d'Aurélien, qui va de ladite porte au Tibre. Cette enceinte, je m'en suis assuré en m'introduisant dans Rome le 25 mai, a été rendue défensive par l'ennemi. En la tournant, comme je viens de l'expliquer, j'annule toutes les barricades et tous les retranchements préparés dans le Transtévère en vue d'une attaque par la porte Portese.

. . . .

« *P. S.* J'aurais dû vous dire que mes idées sur l'attaque de Rome, soumises une première fois, le 30 mai, à la discussion, en présence du général en chef, du général commandant l'artillerie, et des généraux commandant les divisions, ont été unanimement acceptées. Ce matin, un nouvel examen du même projet paraît avoir confirmé tout le monde dans l'opinion émise le 30 mai.

« J'ai fait hier une reconnaissance sur le Monte-Mario, et j'ai lieu d'espérer, qu'au moyen de quelques mesures que j'ai indiquées, on pourra se rendre maître de Ponte-Molle, et empêcher que l'ennemi, qui paraît avoir fait des dispositions pour faire sauter le pont, puisse mettre ses projets à exécution. »

Le général Vaillant, commandant le génie, auteur de cette lettre, avait merveilleusement compris la situation, avec ce coup d'œil infaillible et cette conception sûre dont il est doué,

(1) On voit de quel respect les Français firent preuve pour les beautés artistiques et historiques de Rome. Contraste frappant avec les actes de vandalisme commis par les républicains assiégés.

et qui est le propre du génie. Il possède au plus haut degré l'instinct de la guerre, et par lui fut mené ce siége avec sa vigueur et sa netteté ordinaires, avec cette expérience profonde qu'il possède au dernier point.

Attaquer le Janicule, c'était ce qu'il y avait à faire ; la nature des fortifications de Rome et les dispositions des assiégés le démontrent. Il était évident que ceux-ci avaient tout sacrifié à l'intérêt de la défense. Ils avaient abattu tout ce qui pouvait intercepter leur feu et protéger les assiégeants en les couvrant. L'armée qui défendait Rome était de beaucoup plus nombreuse que celle qui allait l'attaquer; elle se composait des éléments suivants :

INFANTERIE.	Hommes.
Un régiment de vétérans.	745
1er régiment de ligne.	1,864
2e *idem*.	2,000
3e *idem*.	1,493
5e *idem*.	2,193
6e *idem*.	1,740
Un bataillon de Bersaglieri (commandé par Melara).	379
2e bataillon du 8e de ligne.	729
9e régiment de ligne (Union).	1,841
Légion romaine (volontaires).	251
Bersaglieri lombards (commandés par Manara). .	1,000
Bataillon universitaire (Studenti).	300
Légion bolonaise (volontaires).	650
Division Arcioni (piémontaise).	450
Légion Garibaldi.	1,500
Chasseurs de Garibaldi (dont 40 à cheval). . .	200
Carabiniers mobilisés.	400
Légion polonaise.	200
A reporter. . . .	17,935

Report. . . .	17,935
CAVALERIE.	
1er régiment de dragons.	889
2e *idem*.	862
ARTILLERIE.	
Artillerie de ligne.	1,383
Artillerie de volontaires.	191
Génie.	500
Garde civique.	12,000
Total.	33,760

L'armée qui se défendait dans Rome, possédait, de plus, cent quatorze bouches à feu bien approvisionnées. Ceux qui la commandaient, disaient hautement que, vaincus, ils s'enseveliraient sous des ruines et n'épargneraient pas les monuments, afin d'illustrer leur défense. L'armée française n'avait encore qu'une très-faible partie du matériel d'artillerie et des approvisionnements qui lui étaient nécessaires. Les arrivages ne se firent que successivement et suffirent à peine aux besoins quotidiens du siége. Cela avait été prévu par les officiers généraux, et ils agirent en conséquence. C'est pourquoi ils n'attaquèrent pas sur la rive gauche. Une autre considération était leur respect pour les monuments de la capitale de l'univers catholique. Ils ne voulaient pas s'exposer à n'avoir plus à remettre au pape qu'une ville saccagée, ayant subi les conséquences d'une prise d'assaut. Il était donc, en tout point, préférable d'attaquer comme on le fit, de procéder lentement et sûrement, et de ne point enlever les obstacles de haute lutte. Et puis, il était permis d'espérer que les bandes aventureuses qui tenaient dans la ville éternelle, verraient leur ardeur s'éteindre dans les fatigues d'une défense prolongée et dans les combats qu'elles livreraient journellement hors des

murs. L'attaque était donc savamment combinée ; elle devait marcher d'un pas égal et sûr, pied à pied, ce qui avait le triple avantage de lasser les assiégeants, de ménager le sang des soldats français et d'épargner la ville.

La lutte commença vive, ardente, inexorable. Comme elle marchait, cette armée française, depuis qu'elle était débarrassée de ce diplomate qui, tout en faisant le glorieux, cherchait à déshonorer sa patrie par une lâche et impardonnable conduite !

La brigade Mollière (1re division), aborda la villa Pamphili par le mur d'enceinte sud, tandis qu'une autre colonne de la brigade Levaillant (Jean), attaquait le côté ouest. C'était le 3 juin. Une grille forcée par le lieutenant du génie Largillier, une large ouverture pratiquée par le capitaine Puiggari, donnèrent passage aux sapeurs du génie, au 33e de ligne et à une compagnie du 1er bataillon de chasseurs à pied ; ils pénétrèrent ainsi dans la ville. Ils furent accueillis à coups de fusils, mais refoulèrent l'ennemi devant eux.

Pendant ce temps, la brigade Levaillant, accourant au pas de course, pénétrait par une autre issue, et après une fusillade assez bien nourrie, accula cent cinquante soldats républicains et plusieurs officiers dans les bâtiments de la villa. Ils mirent bas les armes et furent pris avec leur drapeau.

Le général Vaillant, commandant le génie, ayant résolu d'appuyer la gauche de sa première parallèle à l'église de San-Pancrazio, les Français durent s'en emparer, ainsi que du cloître et du jardin clos de murs qui l'entourent. Ce fut l'affaire de quelques minutes. Mais cette position importante, que les républicains tentèrent depuis plusieurs fois inutilement de reprendre, était sérieusement inquiétée par les tirailleurs de la villa Corsini. On dut s'emparer encore de cette dernière. De proche en proche, les catholiques délogèrent à coups de fusil les républicains de la villa Valentini et de plusieurs autres habitations assises sur le même plateau. A l'exception

du jardin et de l'église de San-Pancrazio qui, à partir de ce moment, restèrent constamment au pouvoir des Français, ces positions furent tour à tour prises et reprises par les uns et par les autres dans des combats où l'on fit preuve d'un remarquable acharnement. A la fin, les troupes romaines en furent chassées. En partant elles avaient incendié ces habitations.

Pendant ces engagements, qui avaient lieu sous le feu des batteries romaines, les Français s'emparaient encore des maisons situées à la droite des attaques et de la petite *villa* des *Six-Volets-Verts*. Cela fait, la 5e compagnie de sapeurs du 1er régiment, commandée par le capitaine de Jouslard, détacha un poste dans l'habitation appelée *Maison-de-Droite*, d'où l'on découvre les abords de la porte Portese. Il fit fortifier cette habitation, garnir les croisées de sacs de terre, et élever des barricades en avant des portes.

Ce n'est pas tout. Dans cette journée glorieuse pour l'armée française, fut encore pris le Ponte-Molle, sur lequel la route de Florence à Rome franchit le Tibre. Les républicains avaient rompu ce pont, jugé important à conquérir par les généraux Vaillant et Thiry, quand ils étaient venus reconnaître la position prise sur le Monte-Mario. Le général Sauvan, d'après le dispositif d'attaque que lui avait indiqué le général Vaillant, avait fait descendre d'excellents tireurs, avant le jour, derrière la digue du Tibre, afin d'abattre la sentinelle romaine qui se tenait sur le pont déjà miné, prête à mettre le feu aux poudres dès qu'elle verrait les Français s'approcher. Cela fait, les chasseurs à pied devaient se jeter sur le poste et s'en rendre maîtres. Ils devaient ensuite pénétrer dans la tour carrée qui tient la tête des ponts, mais seulement après une heure d'attente, pour être en garde contre une explosion tardive des fourneaux. Ces ordres du général commandant le génie, qui furent exécutés avec succès, avaient pour objet de s'emparer du pont, d'empêcher l'ennemi de le faire sauter, le tout sans

que les soldats français fussent exposés au danger des mines.

Après cette attaque, dirigée par le lieutenant-colonel Duprat, du 13e de ligne, le lieutenant-colonel de génie Leblanc avait donné l'ordre que les travaux commençassent pour la réparation du pont. Il avait fait aussi organiser un radeau léger, qui porta les fusils des vingt-cinq voltigeurs qui traversèrent le fleuve à la nage pour aller tourner le poste chargé de la défense du pont.

Telle fut cette journée mémorable.

Cette attaque, dans laquelle les Français avaient remporté un avantage marqué, puisqu'ils avaient acquis la villa Pamphili, l'église de San-Pancrazio, les villa Corsini et Valentini, et le Ponte-Molle, leur coûta un officier tué, le capitaine de sapeurs Dumont, treize officiers blessés, treize soldats tués, deux cent vingt-neuf blessés, dix-neuf hommes égarés ou prisonniers. Les pertes des républicains avaient été bien plus considérables : le bataillon de Bersaglieri de Melara avait été exterminé ; les Lombards, commandés par Manara, avaient été réduits de moitié. Garibaldi avait perdu ses officiers les plus intimes, tels que Marochetti, Daverio, Bixio, Mameli, Dandolo, Masino, commandant de sa cavalerie, etc. — Le colonel Melara, qui s'était battu avec un courage digne d'une autre cause, avait été mortellement blessé.

De part et d'autre, les combattants avaient déployé une grande intrépidité. Il y eut aussi de beaux traits. Entre tous, un soldat de la 5e compagnie du 2e bataillon du 66e de ligne, nommé Brazier, se trouvant tout-à-coup isolé dans une masure et cerné par les républicains, ceux-ci lui crient de se rendre : — « Pas si bête ! » leur crie-t-il ; et il leur tire successivement dix coups de fusil. Quand il n'a plus de cartouches pour soutenir le siége, il tire une pipe de sa poche, la charge et l'allume tranquillement en attendant la mort. Les républicains se jettent sur lui, le renversent, et, le poignard sur la gorge, veu-

lent le forcer à crier *Vive la République romaine!* — « Vive la France! » crie-t-il de toutes ses forces.

Il va périr assassiné, quand un officier italien, dont le nom ne nous est pas parvenu comme nous l'eussions souhaité, lui sauva la vie. — « Ne le tuez pas! s'écria-t-il, c'est un brave!

— « Nous sommes tous comme cela dans mon pays, » répond Brazier.

Un Romain tombe entre les mains d'un détachement français. Vaincu, il veut se tuer, disant qu'il est déshonoré.

— « C'est nous qui serions déshonorés, si nous vous laissions faire! » s'écrient les soldats français, et ils l'empêchent d'accomplir son fatal dessein. Ils lui serrent la main, le conjurent de vivre, lui affirment, eux qui l'ont vu combattre, qu'il s'est bien conduit, que son honneur est sauf...... il se résigne à vivre...... Peut-être ne demandait-il pas mieux.

Un Romain tombe du haut d'une maison assiégée; il ne s'est pas fait mal, mais il s'est livré lui-même prisonnier.

— « Ce n'est pas de jeu, cela ne compte pas, lui dirent les Français. Remontez là-haut, et rebattons-nous. »

Et ils lui font la courte-échelle pour qu'il rejoigne ses camarades.

Voilà bien les Français!

Un tambour, qui fut décoré de la croix de la Légion-d'Honneur, accomplit cette action d'éclat : Remplaçant un clairon et un tambour, tués successivement au même poste, en sonnant et en battant la charge, il reçoit une balle dans sa caisse; il la retourne stoïquement, et bat de l'autre côté; une nouvelle balle lui brise le bras droit; sans sourciller, il change sa caisse de position et bat de la main gauche. Il continua jusqu'à ce que la perte de son sang l'eût abattu.

Dans un engagement, deux soldats, l'un romain, l'autre français, tombent blessés tous deux entre les combattants; une cantinière de l'armée française s'élance au milieu des

balles pour les secourir..... Alors, les combattants, d'un commun accord, cessent le feu jusqu'à ce que la courageuse femme, aidée de quelques soldats français, ait emmené les deux infortunés.

— « Est-ce que le nôtre est prisonnier? crie un Romain.

— « Non, répondit la cantinière, ce serait *tricher;* on vous le renverra ce soir. »

Le combat recommença. Dans la nuit, la cantinière et quatre soldats portant le blessé sur un brancard, le déposèrent entre les mains de ses compagnons.

Nous avons raconté les faits. La victoire était incontestablement restée complète aux Français, puisqu'ils s'étaient emparés de plusieurs positions occupées par les républicains et vivement défendues par eux. Eh bien! chose à peine croyable et vraie pourtant, les triumvirs embouchant la trompette, osèrent déclarer que les armes de la République avaient été couronnées d'un succès éclatant et complet. Ils publièrent cette proclamation sans pudeur :

« VAILLANTS SOLDATS!

« Vous avez soutenu aujourd'hui le nom romain et l'honneur de l'Italie, par un combat de quatorze heures! Vous tous, nouveaux dans l'art de la guerre, vous avez *effacé la valeur des vieux soldats!*

« *Tout surpris que vous avez été par la trahison et la violation infâme d'une promesse sacrée et signée,* vous n'en avez pas moins *repris,* pouce à pouce, *tout le terrain* qu'un ennemi, *foulant aux pieds les lois de la guerre,* avait conquis sur vous *pour un moment!*

« Vous avez *repoussé* et *mis en déroute* les milices qui passaient, aux yeux de l'Europe, pour les plus valeureuses. Vous êtes allés au devant de la mort, comme on va à une fête, à un triomphe.

« Que pouvons-nous faire qui soit à la hauteur de votre valeur, sinon d'invoquer la puissance du Très-Haut sur vous, de nous unir à lui pour vous bénir au nom de l'Italie, vous, les gardiens des gloires de nos ancêtres; le remercier de ce qu'il nous a donné de voir, dans cette journée, les *grandes* et les *merveilleuses* choses qui sont en vous!...

« Romains! disons-le, cette journée a été une journée de *héros*, une des plus belles de l'histoire!

« Nous vous avions dit : *Soyez grands!* et vos actes ont répondu : *Nous le sommes!* »

Ainsi mentaient effrontément ces insipides déclamateurs. Vaincus, ils criaient victoire; afin que les défenseurs de la République ne fussent pas découragés, ils n'avaient accusé que cent morts et cent cinquante blessés! Mais ce qu'il y a de plus odieux encore, c'est l'accusation qu'ils dirigent contre l'armée française. Nous avons dit combien le général Oudinot, connaissant la mauvaise foi de l'ennemi, avait mis de scrupule et d'attention à le prévenir plusieurs fois des reprises des hostilités. Nous avons mis avec soin sous les yeux du public, tous les avertissements précis relatifs à cet objet : notes à toutes les autorités, lettres positives, afin que personne ne pût arguer plus tard de son ignorance.

Non-seulement, le général Oudinot a fait prévenir la ville, mais il l'a ménagée, afin de la rendre au souverain légitime sans qu'elle ait été dévastée de son fait. Cette préoccupation constante de l'armée française explique la lenteur qu'elle mit à prendre cette place, qu'elle aurait pu enlever d'assaut, mais en la mutilant. Tel n'était pas l'esprit de l'expédition; la France ne voulait entrer dans Rome que pour la délivrer des républicains qui l'opprimaient.

Pendant la nuit qui suivit ces combats, l'armée française ne tenta rien de nouveau, la place devant être attaquée insensiblement, pas à pas, sans danger pour les édifices et sans compromettre les assiégeants.

Les troupes romaines qui avaient été obligées de reculer, après avoir vainement essayé de défendre leurs lignes, étaient rentrées dans Rome, en partie; les autres, s'étaient réfugiées à la villa Borghèse où l'artillerie des batteries du Pincio les protégèrent. Elles se gardèrent bien de tenter une sortie; elles craignaient trop l'infanterie française et surtout les chasseurs à pied. Ces chasseurs, dits *de Vincennes,* sont les premiers tireurs du monde. Il faut se rappeler leur merveilleux sang-froid et leur infaillible adresse, pour comprendre le ravage inouï que, pendant ces engagements et ceux qui suivirent, ils causèrent à l'ennemi.

Le 4 juin, le général Vaillant dirigeant les travaux du siége, se réunit au général Thiry, avec son état-major, à la villa San-Carlo, à quinze cents mètres de la place. Ils y établirent le quartier-général du génie et de l'artillerie. Le même jour, les républicains firent une sortie et vinrent attaquer *la maison des Six-Volets-Verts,* faiblement occupée. Ils se retirèrent, sans engager la bataille, devant deux compagnies de voltigeurs envoyés de San-Carlo, au pas de course.

Le général en chef avait décidé que la tranchée serait ouverte dans la nuit du 4 au 5 juin.

Le général Vaillant avait réglé le service de l'état-major et des troupes du génie, pour toutes les opérations du siége, de la manière la plus intelligente et la plus utile pour le succès de l'entreprise. Le général Thiry en avait fait autant pour l'artillerie.

Un ordre du général Oudinot avait arrêté les dispositions à suivre pour l'ouverture de la tranchée, le 4 juin, depuis l'église de San-Pancrazio jusqu'aux escarpements qui descendent à la villa Portuensa.

Douze cents travailleurs, pris dans la deuxième division, mis à la disposition du génie, et protégés par deux bataillons, sous les ordres du général Rostolan, ouvrirent la tranchée au milieu des difficultés de toute nature présentées par le ter-

rain. Ce fait d'armes, plein de hardiesse, exécuté avec un entrain et un ensemble merveilleux, n'avait point été inquiété par les assiégés qui, dans l'obscurité de la nuit, tiraient au hasard. Cette artillerie était nombreuse et bien servie; elle n'avait pas cessé de tirer depuis deux jours. Pour lui répondre, afin d'encourager les travailleurs, le général commandant l'artillerie française fit commencer la construction de ses batteries, la nuit même de l'ouverture de la tranchée. Malheureusement, on pouvait disposer d'un trop petit nombre de bouches à feu; il fallait donc impérieusement se restreindre beaucoup, ce qui était on ne peut plus fâcheux. Mais le talent consiste à accomplir de grandes choses avec de faibles ressources, et c'est ce qui arriva au général Thiry. Cependant, venaient d'arriver à Civita-Vecchia quatre pièces de vingt-quatre, deux obusiers de vingt-deux centimètres et quatre mortiers.

Deux batteries furent élevées pour contre-battre celles des Romains et ne tardèrent pas à ouvrir leurs feux.

L'artillerie de la place, quoique son feu fût très-vif, fit peu de mal aux assiégeants, couverts partout.

Après trois heures de lutte de la batterie française n° 1, contre les pièces du bastion n° 6 de la place, celles-ci s'éteignirent. Elles étaient désemparées, les sacs à terre des embrasures ayant été bouleversés par les boulets français; mais les ennemis les restaurèrent habilement et tirèrent de nouveau.

La batterie française n° 2 n'eut pas autant d'avantage contre la place; elle avait à tenir tête à deux batteries de la rive gauche.

Dans cette journée du 5, l'artillerie française eut trois canonniers et un officier blessé, le capitaine Gachot. Les pertes totales de l'armée, du 4 au 5 juin, furent de dix morts et soixante-treize blessés, dont trois officiers.

Le 5, une batterie (n° 3) de quatre mortiers fut établie

dans le premier parallèle, destinée à inquiéter par des feux courbés, les défenses des bastions 6 et 7. Les travaux de tranchée continuaient.

Le 6, malgré un violent orage, qui causa de grands ravages, les batteries françaises et les batteries romaines continuèrent leur feu. L'armée perdit le lieutenant d'artillerie Clère, qui fut tué ; un canonnier fut blessé.

Le soir du même jour, les troupes républicaines ayant tenté une sortie, furent accablées; ils laissèrent vingt-cinq Lombards prisonniers aux mains des assiégeants, et sept cent soixante-quinze morts sur le champ de bataille.

Le 7, pendant que les tranchées continuaient à prendre leur développement au bruit du canon, le général Oudinot reçut à son camp plusieurs officiers supérieurs étrangers, qui venaient offrir le concours de leurs armes à l'armée française, au nom de leurs Gouvernements respectifs. C'étaient le colonel espagnol Buenaga, chef d'état-major, le colonel Agostino et un lieutenant-colonel, aide-de-camp du roi de Naples. Le général Oudinot les accueillit avec la plus grande distinction, comme ils méritaient de l'être, les remercia pour la France, pour son armée et pour lui-même de leur démarche, mais leur déclara ne pas accepter leur proposition. Il leur donna les raisons de cette conduite dans les termes suivants, empreints d'une loyale franchise :

— « Messieurs, je vais vous exposer, telle que je la comprends, la situation respective des armées catholiques réunies en ce moment sur le territoire du gouvernement pontifical.

« Il appartenait à la France, *fille aînée de l'Eglise*, de prendre l'initiative du rétablissement à Rome de la souveraineté *temporelle* du pape, *intimement liée à l'autorité spirituelle*. C'est évidemment dans ce but qu'un corps expéditionnaire fut dirigé sur Civita-Vecchia. Toutefois, la situation politique de la

France, la forme de son Gouvernement, lui imposaient des devoirs complexes et spéciaux.

« Les institutions libérales qui la régissent lui prescrivent de s'opposer aux réactions absolutistes; les gouvernements autrichiens espagnol et napolitain, sont à cet égard dans des conditions très-différentes de la nôtre. Cette distinction a de suite été établie par la première proclamation datée de Civita-Vecchia, mais rédigée à Paris par le Gouvernement lui-même.

« Les dispositions de mon pays pour le Saint-Père et ses sympathies pour le véritable peuple romain, jointes aux renseignements qui de toutes parts m'étaient parvenus, ont dû faire hâter ma marche sur la ville sainte. Je poussais une forte reconnaissance sur Rome, plutôt en médiateur qu'en conquérant, l'arme sous le bras, pour ainsi dire. Je vis bientôt que nos intentions étaient méconnues. La journée du 30 avril, dont tout le monde connaît l'issue, et dont les armes françaises peuvent se glorifier, m'obligea cependant à me retirer sur Palo. J'espérais être attaqué dans cette retraite en champ ouvert; mais quoique j'aie employé cinq jours pour l'exécuter, pas un seul détachement de l'armée romaine n'a osé inquiéter notre marche. Je fis à mon Gouvernement un rapport conforme à la plus exacte vérité. Je déclarai que les populations, étant sous le coup de la terreur, ne nous viendraient point en aide, et que des renforts, surtout en munitions, étaient nécessaires pour faire le siége de cette ville. J'aime à rendre à mon Gouvernement cette justice, qu'il m'envoya des forces supérieures à celles qui m'étaient rigoureusement indispensables. Dès qu'elles furent arrivées je pris l'initiative de l'attaque; c'est à ce moment que M. de Lesseps arriva de Paris avec une mission diplomatique. Ce que m'ont fait souffrir des hésitations, des lenteurs et des subterfuges si peu en rapport avec les habitudes militaires, Dieu seul et moi le savons. Vous me comprendrez, quand je vous dirai ici, messieurs,

que mon caractère de soldat a été mis à de cruelles épreuves.

« Je devais à mes subordonnés l'exemple de la patience ; je le leur ai donné jusqu'au moment où M. de Lesseps a présenté à ma signature une convention injurieuse pour l'honneur de nos armes et pour la dignité de la France.

« Ma rupture avec M. de Lesseps devait être ce qu'elle fut, éclatante. La manière avec laquelle ce diplomate a exécuté sa mission est connue et appréciée aujourd'hui. Elle l'a été de suite, je suis heureux de le dire, par le Président de la République française et par son cabinet. M. de Lesseps était rappelé à Paris au moment même où *je lui interdisais* l'entrée du camp. On me rendit les pleins pouvoirs dus à un général en chef. Ce fut alors que je donnai aux opérations de guerre l'élan convenable pour finir l'entreprise.

« A la suite de plusieurs vigoureux combats, nos troupes s'emparèrent de toutes les positions extérieures, et maintenant elles sont maîtresses du Ponte-Molle, sur le haut Tibre, ainsi que des communications de Florence et d'Ancône. En face de la basilique de Saint-Paul, se trouvent établis des bacs, et un pont de bateaux est jeté sur le bas Tibre ; ma cavalerie parcourt toute la plaine qui s'étend entre Rôme, Frascati et Albano. Nous avons déjà ouvert notre première parallèle à trois cents mètres de la ville. Nos batteries sont établies ; dans quelques jours, nous serons maîtres de Rome, et si les dispositions que j'ai prises retardent le succès, du moins elles éviteront à la ville éternelle les malheurs de la guerre.

« Eh bien ! quand une grande nation comme la France a déjà accompli de telles choses, quand elle a fait des sacrifices et des dépenses si énormes, quand elle a essuyé une offense, il lui faut une réparation éclatante. Elle doit l'obtenir sans aucune participation auxiliaire, sans aucun secours étranger. Non, dans les circonstances actuelles, la France ne peut permettre qu'aucune nation vienne lui enlever la gloire qui lui appartient exclusivement, et qui ne peut lui échapper, Toute

armée qui s'avancerait en ce moment vers Rome, ne pourrait le faire que comme notre amie ou comme notre ennemie, en secourant les assiégés ou les assiégeants. Nous ne pouvons accepter ni l'une ni l'autre de ces combinaisons. Nous entrerons dans Rome sans l'aide des armées coalisées; je crois à leurs bonnes intentions; mais si elles ne suspendaient pas immédiatement leur marche, l'armée française se porterait, sans retard, à leur rencontre, et n'hésiterait pas à les traiter en ennemies.

« J'ignore les événements qui peuvent se produire dans l'ordre politique et social de l'Europe; j'ignore aussi le parti définitif que prendra la France dans les embarras qui suivront la reddition de Rome; mais, aujourd'hui, mon devoir est tracé; c'est dans la ville sainte que mon pays fera connaître ses dernières résolutions sur l'avenir des États pontificaux.

« Pour ne pas offenser la juste susceptibilité des armées napolitaine et espagnole, je vais vous lire la lettre que j'ai écrite sur le même sujet au commandant en chef des troupes autrichiennes qui se trouvent dans les États romains. »

Ici, le général Oudinot lut à ses hôtes la lettre qu'il avait écrite au général autrichien, après quoi il reprit :

— « Je ne sais, Messieurs, si ce langage est bien diplomatique pour la forme, mais il est l'expression d'une volonté inébranlable. J'ai l'orgueil de croire qu'il aura votre assentiment et celui de vos souverains respectifs. »

Le général Oudinot ne pouvait parler autrement, tant que la France avait encore la République, ne fût-ce que de nom. Sa situation était bien autrement délicate que celle des personnages étrangers auxquels il s'adressait. Ce mot de République lui pesait autant qu'à tout honnête homme que ce fût en France; mais encore était-il obligé de ne pas s'élever vers les hauteurs d'une politique entièrement supérieure, retenu qu'il était par ce boulet couvert de fange et de sang.

Les officiers étrangers comprirent cette position; ils répon-

dirent au général Oudinot que leurs gouvernements ne prétendaient pas gêner la France, que leurs armées ne quitteraient pas leurs cantonnements; et, en même temps, ils l'assurèrent des sympathies de l'Espagne et de Naples pour la France catholique, pour la France de Charlemagne et de Saint-Louis.

De son côté, le général fit preuve avec eux d'une franche urbanité et d'une courtoisie cordiale. Il les retint à déjeuner et leur offrit gracieusement tous les moyens de suivre les opérations du siége dans l'intérêt de la science militaire.

Le colonel Buenaga avait remis au général Oudinot une lettre du général Cordôva, par laquelle ce vaillant capitaine offrait à la France catholique son épée et le concours de son armée. Le général Oudinot lui répondit ceci :

« Général,

« Monsieur le colonel Buenaga, votre chef d'état-major, vient de remettre la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous la date du 5 juin.

« J'ai personnellement appris à estimer sur les champs de bataille l'armée espagnole. Je m'applaudis donc de toutes les circonstances qui me mettent en rapport avec les militaires éminents de votre nation, c'est dire que je suis heureux de me trouver aujourd'hui en relation avec vous. Nous avons sans doute, Monsieur le général, été envoyés par nos gouvernements, dans la Péninsule italienne, pour des motifs qui ont une certaine analogie; toutefois, l'initiative qu'a prise la France dans la question romaine ne me permet pas de confondre mon action avec celle d'une nation étrangère.

« Depuis plusieurs semaines je serais entré dans Rome, si des négociations diplomatiques n'avaient retardé l'attaque de la place. Le ministre plénipotentiaire qui a entamé ces négociations ayant été désavoué, je suis seul responsable des événements, et mon devoir est de les simplifier autant que possible.

« A ce sujet, permettez-moi de vous rappeler un fait que vous apprécierez mieux que personne. Lorsqu'une armée assiége une ville, aucune troupe étrangère ne peut, vous le savez, s'en approcher, que dans le cas où le secours de cette armée est réclamé, soit par les assiégeants, soit par les assiégés. Telle n'est pas, général, notre position *respective*. Votre protection est loin d'être acquise aux Romains, et l'armée française est en mesure de faire face à toutes les éventualités. Elle a aujourd'hui, sur le Tibre, deux ponts solidement construits, ses communications s'étendent à la fois sur la route d'Ancône, de Florence et d'Albano. Ses opérations militaires, aussi vigoureuses que méthodiques, lui ont, en moins de trois jours, permis de s'établir fortement à trois cents mètres des remparts. Dans cet état de choses, toute marche d'une armée étrangère pourrait amener des conflits que la prudence nous prescrit d'éviter très-soigneusement.

« En vous soumettant, général, ces considérations, j'espère que vous y verrez un témoignage de confiance et de haute estime.

« Du quartier-général, le 7 juin 1849.

« Le général Oudinot de Reggio. »

C'était le même esprit qui avait dicté la lettre au général en chef des troupes autrichiennes. Avec tous ses alliés, avec tous ses amis, le général Oudinot suivait la même ligne franche, droite, loyale. Le général don Fernand de Cordova, commandant en chef l'armée espagnole envoyée en Italie, auquel le général Oudinot venait d'adresser cette réponse, avait mérité, par son courage et ses vertus, de représenter l'Espagne catholique dans l'œuvre de la restauration de la papauté.

Avant de venir établir son quartier-général à Velletri, il avait débarqué à Gaëte. Il y fut reçu par Sa Sainteté et par le

roi Ferdinand II, avec les marques de la plus vive estime. L'un et l'autre admirèrent la belle tenue de ces soldats, qui venaient de traverser la mer pour venger le représentant de Dieu sur la terre.

Pie IX, accompagné du roi de Naples, de la famille royale, de la cour, des cardinaux et d'une foule de prélats accourus de tous les points de la terre, parcourut les rangs de ces légions dévouées, animées de la foi la plus ardente.

Ces soldats catholiques ne pouvaient contenir leur émotion en passant devant le Saint-Père, dont ils portaient l'image dans le cœur. Il était bien tel qu'ils se l'étaient représenté avec ses traits si majestueux et si doux, son cœur si juste et si clément, son âme si noble et si tendre.

Au signal donné par le canon des forts, auquel répondent les batteries des bâtiments catholiques qui sont dans la rade, toute cette foule s'agenouille respectueusement aux pieds de Pie IX et il bénit les drapeaux espagnols et les assistants; il les bénit avec sa main, avec ses lèvres, avec son cœur, avec toute son âme.

IX.

Les jours qui suivirent les derniers engagements entre les républicains assiégés dans Rome et l'armée française, furent employés par le génie et l'artillerie de cette dernière à établir de nouvelles batteries. A la gauche des attaques, en avant des villas Corsini, Valentini et de quelques autres habitations également occupées par les Français, des coteaux couverts de vignes, des chemins bordés de murs ou de haies épaisses ser-

vaient de barricades naturelles derrière lesquelles se cachaient des tirailleurs romains, qui, surprenant ainsi les soldats français, leur faisaient éprouver journellement des pertes. Pour éviter ces surprises, le général commandant le génie ordonna divers travaux pour améliorer cette occupation. Ces mesures de défense durèrent plusieurs jours.

Pendant ce temps, les chefs de la République romaine faisaient des efforts suprêmes pour empêcher l'énergie des assiégés de s'éteindre. Leurs journaux étaient écrits avec du feu; leurs proclamations étaient des fournaises.

Ces proclamations, qui se succédaient de minute en minute, révélaient bien la confusion, le désordre de leurs esprits. Et toujours le ridicule et le grotesque s'y mêlaient au terrible. Ils avaient trouvé le moyen d'être risibles à force d'être infâmes. Tantôt ils supplient les habitants de résister jusqu'à leur dernier soupir; tantôt ils les menacent s'ils faiblissent. Ils s'adressent aux femmes; ils leur déclarent que les boulets et les bombes ne sont dangereux que pour les pierres, d'où ils concluent que les humains ne doivent point en avoir peur! Plus loin les triumvirs promettent des médailles d'or et d'argent, suivant leur bravoure, à tous ceux qui se battront, et la mort à tous ceux qui ne se battront pas; à mort ceux qui ne livreront pas toutes les armes qu'ils possèdent chez eux; à mort ceux qui ne dénonceront pas les détenteurs d'armes et de munitions de guerre. Une ordonnance, en forme de proclamation, enjoint, sous les peines les plus sévères, à tout citoyen de Rome, *à leurs femmes et à leurs enfants*, de travailler aux barricades. Les triumvirs disent que les mains délicates, les mains blanches et parfumées qui deviennent noires et calleuses en maniant la pioche et la pelle, sont aussi honorables que les victoires obtenues au jour de la bataille. Les concubines des chefs de la République, leurs femmes légitimes, leurs filles donnent l'exemple: elles se rendent en riant aux barricades, en robe de bal, les épaules décolletées, dans une tenue et avec des cris de fête.

Les vrais travailleurs, enchantés de ce respect pour l'*Égalite*, redoublent d'ardeur et ne voient pas qu'on se moque d'eux.

Des dames romaines de bonne naissance et de grande éducation font des cartouches dans les rues, en plein jour, et bien pis que cela dans l'ombre. Elles chantent les *Marseillaise* et les *Carmagnolle* avec les combattants qu'elles excitent à la résistance. On leur eût demandé le pourquoi de cette conduite qu'elles eussent été très-embarrassées pour répondre. Elles avaient la fièvre, voilà tout. L'odeur de la poudre les avait enivrées et avec elles une partie de la population. En temps de révolution, dans ces crises qui mettent en péril l'ordre social, les nations ont la fièvre chaude, comme les individus dans une maladie grave. Alors les peuples perdent la tête et roulent dans les abîmes de la démence, du carnage, de l'athéisme.

Rome en était là. Le jour de la Fête-Dieu étant arrivé, la révolution voulut la célébrer à sa manière. Dès la veille, les athées de la République, voulant exploiter la foi du péuple, après avoir renversé la religion, dépouillé et assassiné ses prêtres, usurpé l'autorité de l'auguste Pontife, publièrent cette proclamation :

« Romains !

« Demain est le jour consacré à fêter l'hostie de paix et d'amour. La cour romaine le célébrait avec une pompe solennelle et une grande démonstration de luxe. La guerre allumée sous vos murs empêche l'accomplissement de cet acte religieux. Le peuple connaît et condamne ceux qui en sont cause. Néanmoins l'acte de la religion ne doit pas être omis. Que chaque curé et chaque chapitre le célèbrent dans l'intérieur de leur église. Les humbles prières des chrétiens, s'élevant sans faste vers le ciel, en seront mieux accueillies, et pour l'expiation des péchés et le secours au peuple pieux et confiant en ce Dieu qui bénit et défend la cause des opprimés. »

Ce pathos hypocrite contenait une allusion injuste et blessante pour le souverain Pontife ; ce n'était pas ce meilleur des pères qui était cause si la Fête-Dieu ne se célébrait pas à Rome avec la pompe accoutumée, mais bien les révolutionnaires qui l'avaient obligé de se retirer. Au surplus, même dans le camp républicain, la conduite anti-religieuse de Mazzini et de ses complices était amèrement blâmée. Des luttes même se fussent à ce sujet engagées, sans les soucis d'une commune défense. C'était affreux de voir les Anglais et les républicains se faire un devoir impie de venir insulter au culte catholique dans la capitale de la chrétienté. Avec quel bonheur ces huguenots et ces athées envahissaient les églises de Rome et y tenaient garnison !..

Et pourtant les démocrates n'étaient point à leur aise dans la maison profanée du Seigneur, de ce Christ qui enseigna aux hommes toutes les vertus, toutes les abnégations, tous les sacrifices et mourut par eux et pour eux.

Le remords religieux attaquait parfois les chefs eux-mêmes. — « Je ne remettrai plus jamais les pieds dans une église, » dit un député en sortant de Saint-Pierre, le jour de la Fête-Dieu.

— « Pourquoi donc cela ? fit un autre ; ne faut-il pas faire quelque concession au reste de foi, aux préjugés qu'on n'a pu arracher encore au vulgaire ? — C'est possible, mais je te répète que je n'irai plus à l'église ; j'y étouffe, j'y mourrais ! »

Le fait est que le malheureux se sentait défaillir dans la maison de son Dieu qu'il avait trahi, dans cette atmosphère de paix et de vertu qui lui rappelait sa jeunesse, sa mère, — tant de pieux souvenirs qu'il traînait, comme le galérien sa chaîne. Cette émotion se trouve exprimée par le dicton populaire du *diable dans un bénitier*.

Les pierres même du temple étaient des remords visibles pour ces athées. S'ils n'avaient pas été retenus tous par l'implacable solidarité du crime, s'ils avaient eu le courage d'aller

se jeter aux pieds d'un prêtre, quel soulagement n'auraient-ils pas ressenti?.. Si horrible qu'il fût, leur passé eût été effacé par un repentir profond et une solennelle abjuration; ils eussent été absous par ces disciples de Jésus dont l'âme est un trésor d'indulgence et d'amour, et qui ont le droit de lier et de délier. Mais, non; ils s'en gardèrent bien. Plus ils se sentaient dans la voie mauvaise et plus ils s'y enfonçaient avec une sorte de rage nerveuse, plus ils faisaient de mal à leurs semblables. Les méchants qui ont honte d'eux-mêmes sont impitoyablement durs pour les autres. Leur infamie s'augmente de toute la conscience qu'ils en ont. C'est en la chargeant encore davantage qu'ils essaient d'étouffer les reproches de leur conscience.

Parmi les combattants de Rome, un certain nombre voyaient avec répugnance les cérémonies impies auxquelles se livraient les autorités.

Les Lombards, par exemple, loin de s'associer à ces sacriléges, les déploraient profondément et les désapprouvaient hautement. Ces hommes, les plus braves des défenseurs de Rome, n'avaient pas, comme les autres, dépouillé tout sentiment religieux. Ils étaient républicains et en même temps croyaient être toujours catholiques. Ils étaient dans l'erreur, mais ils ne manquaient pas de bonne foi. Ils n'avaient jamais cessé de protester, en toute occasion, contre les profanations athées dont on s'était rendu coupable dans la ville éternelle. Sur leur poitrine était placée la croix du Sauveur; les dragonnes de leurs épées, c'étaient des chapelets; pour cocarde, ils avaient la douce et chaste image de la très-sainte Vierge. Ils se croyaient les croisés de l'indépendance italienne. Ils alliaient ensemble les principes les plus opposés : la révolution et le christianisme. Ils appartenaient à cette école qui s'est appelée *néo-catholique* et qui confondait dans un même culte Notre Seigneur Jésus-Christ et Robespierre, école impossible, qui est restée en dehors et du catholicisme et de la démagogie, et n'a

jamais compté pour disciples que quelques égarés, quelques fanatiques, également adversaires des uns et des autres, trop religieux pour les démocrates, trop démocrates pour les hommes religieux. On ne peut servir à la fois le diable et Dieu.

Les Lombards avaient la foi, aussi avaient-ils du courage, mais leur foi était dans une fausse voie et leur courage fut inutile. Ils devaient tenir jusqu'à la fin. D'autres combattants se montraient moins résolus en voyant la place si savamment investie. Pour les ranimer, Avezzana, qui avait été faire un tour à Ancône, publia à son retour la proclamation suivante, non moins déclamatoire que celles de Mazzini, autre illuminé de la révolution :

« Soldats!

« Pendant que j'accomplissais une mission *périlleuse* à Ancône, vous avez, par des *prodiges de valeur* qui ont *surpassé* les actions *héroïques* et les *faits homériques de l'antiquité*, vous avez repoussé pour la quatrième fois les ennemis de la République romaine.

« Malgré la foi jurée, ils ont, par un cri fraternel, surpris quelques-uns d'entre vous, qu'ils ont envoyés, après les avoir ainsi trahis, dans la terre étrangère, comme un trophée de leur victoire. Mais ils l'espéraient en vain, cette victoire, car vous, élus du Seigneur pour briser la puissance des impies et la verge des dominateurs, vous avez vengé les victimes de la trahison et vaincu le fort, que l'on poussait au fratricide.

« La lutte acharnée que vous avez soutenue le 3 juin pendant seize heures contre les soldats les plus aguerris de l'Europe, la charge à la baïonnette sept fois renouvelée contre d'épais bataillons aidés d'une artillerie foudroyante, vous ont acquis l'admiration de l'Europe, la reconnaissance de la patrie, l'amour de tous les hommes de cœur!

« Soldats!

« Le sang qui coule de vos plaies rachète la terre en lavant les péchés d'une génération aux mains faibles, au cœur égaré.

« Dieu a levé l'étendard à la vue des nations; il a rassemblé à Rome les exilés d'Israël, il a réuni des quatre coins de la terre les restes dispersés de son peuple.

« Cet étendard vous est confié. L'Italie et même la France le recevront de vous, consacré par le sang des nouveaux martyrs.

« Symbole de la justice qui sera faite sur la terre, cet étendard du royaume de Dieu doit succéder à celui des despotes.

« Cette lutte est la dernière entre le génie du bien et le génie du mal. Vous mettrez fin à l'histoire des misères humaines par la victoire des peuples et le triomphe de Dieu! »

Ces blasphémateurs parlent sans cesse de Dieu, qu'ils ont crucifié une seconde fois, qu'ils ont méconnu, calomnié, méprisé, fouetté, couronné d'épines, dépouillé et assassiné dans la personne de ses plus pieux ministres! Jamais le crime n'a emprunté avec autant de cynisme le langage de la vertu. C'est pour la liberté qu'ils combattent, ces plus sanguinaires des despotes! Ce sont eux qui sont des hommes religieux, des hommes de paix et d'amour, de pures victimes! Les impies, ce sont les armées catholiques! Le Pontife du Très-Haut, ce n'est pas Sa Sainteté Pie IX, c'est le citoyen Mazzini!

Avezzana, qui passe son temps à parader à cheval dans les rues de Rome et à rédiger des proclamations ampoulées et mensongères, et qui ne s'est exposé à aucun péril, ajoute avec un superbe aplomb :

« Cette mission, soldats, rend vos plaies dignes d'envie!

« Orgueil de vos mères, honneur de vos épouses, étonnement de vos fils, enfants chéris de la République, l'histoire de Rome vous décernera l'*immortalité!*

« Soldats! je suis heureux de me trouver au milieu de vous *pour partager vos dangers* et mériter votre amour.

« Continuez et nous serons vainqueurs. »

— « C'est encore un rude farceur, celui-là! » s'écria un soldat romain, dans un groupe occupé à lire ces phrases.

— « Qu'il partage un peu nos dangers, reprit un autre militaire, et qu'il nous fasse aussi partager ses appointements! »

Ces louanges pleines d'emphase firent une très médiocre impression sur l'armée romaine, qui ne se battait déjà plus que par force, par crainte de l'assassinat. Ce découragement était tel qu'on fut bientôt obligé de prendre des mesures contre la désertion menaçante.

A tous les points de vue, cette nouvelle proclamation d'Avezzana est infâme et déloyale. Il y a délayé tout le venin de son âme, tout le poison, tout le fiel et toute l'imposture déposés au fond de son cœur. Cette proclamation fut commentée par les orateurs stipendiés par les autorités. Toutes ces haines donnaient le ton à la populace.

Ils nous semble utile, pour l'instruction des peuples, de publier ces divagations, ces factums orgueilleux et menteurs qui sentent l'hypocrisie et la haine à chaque lettre. Ce marchand de cigares n'était-il pas un effronté fripon? Est-il possible à un imposteur d'étaler tant d'audace, de travestir à ce point la vérité? Cela dépasse toute imagination. Nous ne nous arrêterons pas sur cet éternel reproche de surprise et de trahison, adressé par la révolution romaine à l'armée française; nous n'insisterons pas non plus sur le cri de victoire qui suit après chaque défaite. Nous nous bornerons à faire observer que l'armée romaine commençait à être tout aussi fatiguée de cette lutte que les gardes civiques. Les soldats qui s'étaient laissé entraîner à la résistance, qui par faiblesse, qui par ambition, qui parce qu'il croyait servir la cause de l'indépendance italienne, commençaient à s'en repentir. Un grand

nombre, découragé, manquait chaque soir à l'appel, et il n'était pas jusqu'aux officiers qui ne s'absentassent jour et nuit. Nous en trouvons la preuve dans un ordre du jour d'Avezzana lui-même, qui détruit la sincérité et la justice des éloges qu'il vient de prodiguer la veille aux mêmes troupes :

Le Ministre de la Guerre aux commandants des corps :

« 1° Faire trois fois par jour l'appel nominal des hommes qui servent sous leurs ordres ;

2° Envoyer le rapport des appels au commandant en chef ;

3° Envoyer des patrouilles mixtes de caporaux des divers bataillons, sous la conduite des officiers, pour arrêter les soldats parcourant la ville sans permission, et les remettre à la Place pour être reconduits ensuite à leur corps respectifs ;

4° Le commandant de la place aura l'œil à ce que les officiers de place ne s'éloignent pas trop souvent le jour et la nuit de leurs corps ; il en fera le rapport aux officiers supérieurs. »

Ainsi, ces soldats homériques, qu'attend l'immortalité, on est obligé de les faire arrêter pour les conduire à leur poste, et l'on est contraint *d'avoir l'œil* sur les officiers eux-mêmes, qui abandonnent leur corps le jour et la nuit !

De nouveaux renforts étaient cependant encore arrivés aux républicains, ainsi que des provisions, après avoir échappé aux reconnaissances de la cavalerie française.

Parmi ces auxiliaires, se trouvait Arcioni, réfugié italien, et une bande de corps-francs, dont il était le général. D'autres furent moins heureux et tombèrent au pouvoir du général Moreris et de ses cavaliers. Ils prirent encore plusieurs convois chargés de munitions de guerre et d'approvisionnements.

Les travaux du siége continuaient : de nouvelles tranchées

furent ouvertes, de nouvelles batteries furent élevées pour répondre au feu de la place. Un incident se produisit, lors de l'épaulement de la batterie nº 4. Les embrasures étaient faites, le terrain coupé en glacis; trois des pièces, destinées à l'armement de cette batterie avaient été amenées dans la communication avec le parallèle; on ne pouvait les mettre en place cette nuit-là parce que la pluie avait rendu les abords des plates-formes très-glissants. Tout à coup la quatrième batterie, qui était du calibre de seize, échappe de la rampe du Monte-Verde. Les traits des attelages de devant s'étaient rompus, et le conducteur de derrière était tombé sous ses chevaux en voulant changer brusquement de direction. Cette pièce, placée sur une pente raide, chasse devant elle les chevaux de derrière, et est lancée avec une extrême rapidité jusqu'au bas de la descente, près de la via Portuensa. Là, une des roues tombe dans un fossé et la pièce s'arrête. Que feront les soldats français? Laisseront-ils l'ennemi s'emparer de leur pièce?

Non pas, quoiqu'elle se trouve à plus de quatre cents mètres de la ligne de leurs postes avancés; un détachement d'infanterie s'élance pour la garder, afin qu'elle ne soit pas enlevée. La nuit suivante, une compagnie de voltigeurs, arriva avec des travailleurs et des attelages vers le lieu où était la pièce. Elle fut relevée et ramenée à la batterie dont elle devait compléter l'armement.

A la même époque, les généraux Oudinot et Vaillant faillirent périr, en quittant la villa Santucci. Comme ils voyaient des soldats du 36e de ligne menaçant deux paysans de les fusiller, le général en chef leur demanda de quel crime ces malheureux s'étaient rendus coupables. Les soldats répondent qu'ils conduisent aux républicains deux chariots chargés de fascines pour gabionner des barricades. Ils achèvent à peine de parler, qu'un boulet de canon vient s'enfoncer dans la terre, aux pieds même du général en chef, qui s'écrie : — « Enfants!

les ennemis m'ont épargné sans le vouloir, nous serons plus généreux ! »

Les deux paysans furent renvoyés à Rome.

Durant tout le siége, ce fut un spectacle majestueux que celui de ces officiers supérieurs discourant tranquillement sous les sifflements de la mitraille, et sans s'émouvoir des boulets qui passaient auprès d'eux. Ils présentaient ainsi l'un des épisodes les plus saisissants de ce mémorable siége.

Dans la nuit du 9 au 10 juin, les assiégés essayèrent de se porter sur les travaux des assiégeants, ils s'en approchèrent à peu de distance, surtout vers la droite des attaques. Il en résulta une certaine émotion et, par suite, un peu de désordre dans la tranchée parmi les travailleurs qui se mirent à tirailler, ainsi que la garde. Les Romains furent repoussés.

Le 10, une reconnaissance, composée principalement d'un bataillon du 13e léger et d'un détachement de sapeurs commandé par le capitaine Ragon, fut envoyée sur l'Arno, pour occuper les trois ponts Salaro, Nomentana et Mammola. Par ce moyen se trouvèrent interceptées, de ce côté, les communications de la campagne avec Rome. Le même jour, on fit à la hauteur de la casa Maffei, une coupure dans l'aqueduc de l'Acqua-Paolo, dont les eaux mettent en mouvement tous les moulins du Transtévère, et alimentent les fontaines de la place Saint-Pierre. Cette coupure et le barrage de retenue étaient disposés de telle facon, qu'on pût rendre les eaux à la ville dès que les Français y auraient pénétré.

Dans la nuit du 10 au 11, les batteries nos 5 et 6 furent établies. Ces travaux difficiles furent exécutés avec la plus remarquable intelligence et dirigés par les officiers du génie et de l'artillerie.

Dans la nuit du 10 au 11 juin, vers deux heures du matin, les assiégés, pour couper les communications de l'armée française, tentèrent d'incendier son pont de Santa-Pessara. On signala tout à coup sur le Tibre un immense brûlot, qui des-

cendait le fleuve et se dirigeait vers le pont, remorquant deux barques remplies de poudre et d'autres matières inflammables. Dès que ce brûlot fut arrivé au dernier coude que fait le Tibre en amont, les matelots chargés du service des pièces de marine qui défendaient les ouvrages de la rive gauche, reçurent l'éveil de la clarté qu'il répandait. Ils tentèrent d'abord de le couler bas avec quelques coups de canon; n'y pouvant parvenir, ils s'élancèrent intrépidement dans une embarcation, accostèrent les barques incendiaires, rompirent adroitement les communications du feu, enlevèrent les amorces et les firent couler bas. Ce trait de courage, remarqué des soldats, fut par eux-mêmes signalé à l'amiral Tréhouart.

Le 12 juin, une nombreuse sortie de républicains à la tête desquels se trouvait Garibaldi, se jeta avec ardeur vers la batterie n° 5 et les tranchées faites à sa droite. Ils se glissèrent intérieurement le long des murs formant la face droite de la demi-lune (6-7), arrivèrent jusqu'au saillant et se maintinrent quelque temps dans cette position, d'où on ne pouvait les déloger à la baïonnette. Ils étaient six mille hommes derrière les ruines d'une maison démolie; ils dirigeaient une fusillade très-nourrie sur les soldats et les travailleurs français, qui ne se laissèrent point intimider par cette brusque attaque. Avec son habileté ordinaire, le colonel du génie Niel leur opposa deux compagnies d'élite de la garde de tranchée qui soutinrent courageusement le feu d'un ennemi dissimulé derrière des barricades et qu'on ne pouvait saisir. Des deux côtés on se disputait les créneaux du mur. La victoire resta aux Français; les républicains furent repoussés; ils se sauvèrent en désordre, laissant sur le terrain une foule de morts, dont le nombre fut encore augmenté par la mousqueterie des tranchées, foudroyant leur retraite. Ils tombèrent vaincus et non martyrs. Plusieurs Romains, dans leur fuite, avaient jeté leurs fusils, qui restèrent au pouvoir des assiégeants. Ce nouvel avantage était immense pour ces derniers. Cette tentative dé-

goûta beaucoup les assiégés des sorties. Les Français avaient perdu sept tués et quarante-cinq blessés dans les vingt-quatre heures. Le général Vaillant, commandant le génie, rendit compte en ces termes de ces engagements au Ministre :

« San-Carlo, le 18 juin 1849.

« . . . .

« L'espèce de demi-lune que vous voyez figurée devant le pont (6–7), nous a gênés et retardés. Aucun plan, aucun renseignement ne nous faisait soupçonner cet ouvrage, dont le relief disparaissait au milieu des hautes vignes environnantes. L'ennemi, dans la matinée du 12, a voulu profiter de l'embarras où la rencontre inattendue de cet ouvrage crénelé avait mis nos travailleurs, et a essayé contre eux une attaque assez vive, qui aurait pu avoir des résultats fâcheux pour nous, si mon chef d'état-major, le colonel Niel, ne s'était trouvé sur les lieux : la vigueur de cet officier et les sages dispositions qu'il sut prendre, obligèrent l'ennemi à abandonner la demi-lune, dans laquelle il laissa une trentaine des siens. Je suis heureux d'avoir à vous signaler le nouveau service que nous a rendu le colonel Niel dans cette circonstance. »

Dans la demi-lune, et sur le terrain où il effectua sa retraite, Garibaldi avait perdu cent cinquante à cent soixante hommes. Après cette sortie, l'artillerie de la place tira sur la batterie n° 4, battue de front par le bastion 6 et prise d'écharpe par le bastion 7. Le capitaine Rochebouer sollicita l'autorisation de répondre. Le général en chef, quoique désireux de différer encore le feu des nouvelles batteries, donna l'autorisation demandée pour que celle que l'ennemi attaquait avec tant de fureur ne fût pas détruite, mais à la condition que l'on se contenterait de riposter, et que le feu cesserait dès que l'artillerie des remparts se serait tue. Au quatrième coup,

la batterie n° 4 lui avait imposé silence. Le capitaine Cœur demanda et obtint, aux mêmes conditions, la même autorisation pour la batterie de mortiers n° 3 qui se trouvait également inquiétée par le canon de la place. Une trentaine de bombes furent jetées dans les bastions 6 et 7.

Les triumvirs avaient demandé au général Oudinot une suspension de quelques heures pour faire relever leurs morts. Il la leur accorda, et en profita, en bon chrétien, pour adresser aux Romains et aux autorités de la ville une nouvelle sommation. Il leur disait : « Six batteries sont prêtes à ouvrir leur feu. Le nombre et le courage des assiégés doivent succomber devant la science et le courage des assiégeants. Les assiégés seuls seront responsables des conséquences de la lutte, s'ils ne soumettent pas leur raison à ces conseils généreux ! »

Ces paroles étaient dignes du saint Pontife pour lequel combattait la France.

Le général Oudinot avait encore écrit au Président de l'Assemblée constituante :

« Les événements de la guerre ont amené, vous le savez, l'armée française aux portes de Rome. Dans le cas où l'entrée de la ville continuerait à nous être fermée, je serais contraint, pour y pénétrer, d'employer tous les moyens d'action que la France a mis à ma disposition.

« Avant de recourir à cette extrémité, je regarde comme un devoir de faire un dernier appel à des populations qui ne peuvent avoir pour la France des sentiments ennemis.

« L'Assemblée romaine voudra sans doute, comme moi, éviter à la capitale du monde chrétien de sanglantes calamités. Dans cette conviction, je vous prie, monsieur le président, de vouloir bien donner à cette proclamation la plus prompte publicité.

« Si, douze heures après la réception de cette dépêche, une réponse conforme aux intentions et à l'honneur de la France ne m'est point parvenue, je me regarderai comme contraint d'attaquer la place de vive force. » .

L'Assemblée constituante discuta cette sommation généreuse dans une séance de nuit. Quant on est incapable de grandeur d'âme, on ne saurait se résoudre à en reconnaître chez autrui. La noblesse de la démarche du général Oudinot, ne fut point appréciée ; les députés, ne pouvant concevoir qu'un soldat étant sûr de la victoire eût cette magnanimité, crurent qu'il était impuissant. Ils déchirèrent sa proclamation et la brûlèrent sur la place publique. Leur président Galetti fit parvenir au camp cette réponse :

« Monsieur le général,

« L'Assemblée constituante romaine vous fait savoir, en réponse à votre dépêche d'hier, qu'ayant conclu une convention depuis le 31 mai 1849 avec M. de Lesseps, ministre plénipotentiaire de la République française, convention qu'il confirma même après votre déclaration, elle doit la considérer comme obligatoire pour les deux parties, et placée sous la sauve-garde du droit des gens, jusqu'à ce qu'elle soit ratifiée ou réformée par le gouvernement français. C'est pourquoi l'Assemblée doit regarder comme une violation de cette convention, toute hostilité reprise depuis le susdit jour, par l'armée française, et toute autre hostilité qu'on voudra reprendre avant qu'on lui communique la résolution de votre gouvernement à ce sujet, et avant que le délai convenu de l'armistice soit expiré.

« Vous demandez, général, une réponse analogue aux intentions et à l'honneur de la France! Mais rien n'est plus conforme aux intentions et à l'honneur de la France, que la cessation d'une violation flagrante du droit des gens.

« Quels que soient les effets de cette violation, le peuple romain ne peut en être responsable. Il est fort de son droit. Il est décidé à maintenir les conventions qui l'attachent à votre

nation ; il est seulement contraint, par la nécessité de sa défense, à repousser toute injuste agression.

« Agréez, général, les sentiments de mon estime,

« *Le président,* GALETTI.

« Rome, de la salle de l'Assemblée constituante, le 17 juin 1849, à deux heures du matin. »

Cette persistance des républicains n'est pas la moindre des mauvaises actions qu'ils ont commises.

Les triumvirs ajoutèrent :

« Monsieur le général,

« Nous avons l'honneur de vous transmettre la réponse de l'Assemblée, à votre communication du 12. Nous ne trahirons jamais nos promesses : nous avons promis de défendre, en exécutant les ordres de l'Assemblée romaine, le drapeau de la République, l'honneur du pays et *la sainteté de la capitale du monde chrétien*. Nous maintenons notre promesse ! »

C'était une trop belle occasion de faire parade de civisme républicain pour la commission des barricades, pour qu'elle la laissât échapper ; aussi s'empressa-t-elle de publier la proclamation suivante, qui est un des modèles du genre :

« Peuple !

« En réponse aux nouvelles dépêches du général Oudinot, l'Assemblée, le triumvirat, le général de la garde nationale, Sturbinetti, et le général en chef Roselli, ont fait entendre l'antique devise : *Rome ne commet pas de lâchetés ! Bombardez !*

« Peuple !

« C'est maintenant que ta Rome est baptisée capitale de l'I-

talie ; c'est la prophétie de Napoléon, et son neveu l'accomplit dignement. . . . .

. . . .

« Nous qui, *pour sauver* cette capitale de l'Italie, *avons, de gaîté de cœur, brûlé et abattu* les villas et les maisons de campagne autour de la ville, n'assisterons-nous pas *avec la même tranquillité* aux ruines *moins considérables* produites par ces bombes très-chrétiennes ! . . . .

. . . .

« Que les braves (et ils sont en grand nombre) qui ont le courage et le *désir de tuer* les ennemis soient prêts à se servir de leurs fusils, mais, *par charité*, qu'ils ne soient pas impatients ! Qu'ils attendent que l'ennemi soit *très-près* pour que le coup qu'ils lui lâcheront l'empêche de fuir ! Quand il aura ouvert la brêche, laissons-le monter en masse à l'assaut, et puis que chacun fasse son devoir : la mitraille, l'arme à feu et la pique ! »

Après cette recommandation de *charité* démocratique, après cette théorie du carnage, on lisait :

« Que ceux qui ont peur (et ils sont le plus petit nombre), se cachent ; ils nous aideront ensuite à chanter victoire ! »

La cruauté, l'ignominie, le stupide délire des républicains réfugiés dans la ville sainte, éclatent ici dans tout leur jour odieux. Les triumvirs et les députés, qui ne prennent pas matériellement part à la lutte et ne courent aucun danger, posent gratuitement pour l'héroïsme. Ils puisent cette audace dans la magnanimité de leurs adversaires. S'ils avaient eu affaire à des Autrichiens, ils se fussent enfuis depuis longtemps, dans la crainte de payer leurs forfaits de leur tête ou de leur liberté. Mais avec les Français, ils savent qu'ils ne courent aucun danger. Ils spéculent ainsi sur la grandeur d'âme de ces ennemis généreux. Ils n'ont aucun scrupule. C'est *de gaieté de cœur,* vous l'avez lu, qu'ils ont brûlé, abattu,

dévasté et pillé les villas et les maisons de campagne autour de la ville ! Ils ne tremblent pas d'entraîner avec eux tous ceux qu'ils conduisent ; ils ne frémissent pas de prendre dans leurs mains tant d'existences dont ils auront à répondre devant Dieu ! Ils ne se disent pas que c'est blasphème et démence, et que c'est usurper sur elles et sur la Providence même. Ils persuadent aux Romains que, pour être sauvés, ils doivent se laisser conduire aveuglément par eux, qu'ils doivent faire abdication de leur volonté, de leur âme. — « Nous pensons, leur disent-ils, obéissez ! C'est assez de quelques volontés pour des milliers de bras ! »

Dès que le général Oudinot eut reçu la réponse hautaine des républicains à sa sommation, il adressa à ses troupes cet ordre du jour :

« Soldats !

« Déjà hier, votre bravoure et votre persévérance vous avaient permis d'établir vos batteries à près de cent mètres des remparts de Rome.

« Avant d'attaquer directement la place, j'ai fait la notification suivante :

« Habitants de Rome,

« Nous ne venions pas vous apporter la guerre ; nous vé-
« nions affermir chez vous l'ordre et la liberté ! Les inten-
« tions de notre Gouvernement ont été méconnues.

« Les travaux de siége nous ont amenés devant vos rem-
« parts. Jusqu'à présent, nous n'avons voulu répondre qu'à
« de rares intervalles au feu de vos batteries. Nous touchons
« à l'instant suprême où les nécessités de la guerre éclatent
« en terribles calamités.

« Évitez-les à une cité remplie de tant de glorieux souve-
« nirs. Si vous persistez à nous repousser, à vous seuls appar-
« tiendra la responsabilité d'irréparables désastres. »

« Cet appel à la conciliation n'est point parvenu à son adresse. Le gouvernement qui opprime les habitants de Rome a répondu à des paroles de paix par le refus d'écouter un langage empreint de tant de modération.

« Soldats! peu d'heures se sont écoulées, et déjà vos batteries de brèche ont fait éprouver aux batteries ennemies, les plus notables dommages. Puisqu'on nous contraint à faire le siége de Rome, nous accomplirons notre devoir dans toute son étendue; le succès ne saurait être un instant douteux.

« La France a mis en vous toute sa confiance : vous justifierez son attente.

« Au quartier général à Santucci, 13 juin 1849.

« Le général, commandant en chef,

« *Signé* : Oudinot de Reggio. »

L'ordre avait été porté à l'artillerie française d'ouvrir le feu sur tout le développement des attaques. Toutes les batteries commencèrent à tirer en même temps : les Romains ne tardèrent pas à abandonner les embrâsures et la ligne des créneaux en sacs à terre qui couronnaient les escarpes, et leur feu, d'abord très-vif, se ralentit insensiblement. Avant la fin du jour, la partie supérieure de l'escarpe des faces des bastions 6 et 7 était écrêtée et en grand désordre. Les batteries françaises furent très-peu endommagées dans cet engagement, à l'exception de celle n° 5, dont le coffre eut beaucoup à souffrir.

Dans cette journée du 13, les assiégés se virent enlever une ressource précieuse. La fonderie de la petite ville de Porto-d'Anzio, située entre Fiumicino et Terracine, leur fournissait leur principal approvisionnement en projectiles. Un détachement du 66e de ligne fut transporté sur les lieux, par le bateau à vapeur *le Magellan*. Ce détachement, sous les ordres du capitaine d'état-major Castelnau, et les matelots de la fré-

gate, détruisirent les établissements de la fonderie, d'où ils rapportèrent huit cents projectiles, trois mille kilogrammes de mitraille et une pièce de canon. Ils enclouèrent trois pièces sur place. Comme le bateau à vapeur avait été en vue de Porto-d'Anzio, le fort avait hissé les couleurs de la république romaine. Le capitaine de vaisseau Lugeol, commandant le *Magellan*, fit charger ses pièces et s'embossa à demi-portée de canon du rivage. Le capitaine Castelnau sauta dans un canot et fut à la fabrique. Il demanda le directeur, et lui dit :

— « Vous êtes Belge, monsieur, vous êtes d'un pays allié de la France, comment se fait-il que vous ayez mis votre industrie au service d'une nation en guerre avec la nôtre?

— « J'ai dû subir la loi de la force, répondit le chef de l'établissement; plusieurs fois, les agents de la République romaine sont venus me forcer, *le pistolet au poing*, de fondre et d'expédier à Rome les projectiles dont ils avaient besoin.

— « J'en suis désolé pour vous; mais j'ai des ordres à remplir; vous m'aiderez à les exécuter.

— « Volontiers; quels sont-ils?

— « Vous allez détruire immédiatement tous ces appareils!

— « Mais c'est ma ruine que vous exigez, monsieur! »

Comme il hésitait, l'officier lui montrant la frégate, lui déclara que, s'il persistait, la fabrique et le village lui-même seraient incendiés. Le malheureux industriel obéit. Nous aimons à croire qu'il fut indemnisé.

Pendant que les matelots embarquent les projectiles de la fabrique, le capitaine Castelnau va trouver seul le commandant du fort et le somme de lui livrer tous les approvisionnements et toutes les munitions qu'il contient.

— « Le soleil de Rome vous aura troublé la raison, s'écrie l'officier romain ; vous êtes fou! »

Le capitaine Castelnau étendit la main vers la frégate, dont les batteries menaçaient le port. L'officier romain se résigna; mais comme il demandait un reçu : — « Le soleil de Porto-

d'Anzio vous aura troublé la raison, répondit le capitaine Castelnau ; vous êtes fou !... Un reçu ! nous sommes des soldats, et non des négociants ; nous avons fait une opération de guerre et non une transaction commerciale. »

Cette expédition donne un touchant exemple de plus de l'accord qui régnait entre les marins et les soldats français.

Leur piété n'était pas moindre que leur courage. Un jour, un soldat nommé Cadi, du 17e léger, avait reçu de son frère, Lyonnais comme lui, une lettre socialiste l'engageant à déserter, et une autre de sa mère, lui disant de faire son devoir de soldat chrétien. Sa bonne mère avait joint aux caractères écrits par son cœur une petite médaille de Notre-Dame de Fourvières. On demande, le jour même, un homme de bonne volonté pour accomplir une mission où la vie est fort en danger. Cadi, qui a déchiré la lettre de son frère et qui porte sur son cœur celle de sa mère avec la médaille bénie, s'offre aussitôt.

Il fallait traverser le Tibre à la nage, sous les balles ennemies, pour porter un ordre à une compagnie, et repasser le fleuve de la même manière. Le jeune soldat réussit, et comme, à son retour, un officier supérieur le complimente, en lui disant : — « Vous êtes un brave ! vous avez affronté une mort presque certaine. — Je le savais, répondit-il en sortant la médaille de son sein, mais j'avais là, sur ma poitrine, un précieux talisman. »

Le 15 juin, tandis que l'artillerie grondait toujours, les assiégés tentèrent une attaque contre le Ponte-Molle, afin de le reprendre aux assiégeants, qui le tenaient depuis le 5 juin. Ils firent soutenir cette attaque par plusieurs pièces d'artillerie, placées sur les hauteurs des Monti-Parioli, qui dominent la rive gauche du fleuve.

Le général Guerviller se porta en toute hâte sur les lieux avec quelques troupes de la brigade Sauvan, le 2e bataillon du 13e de ligne. Quatre compagnies refoulèrent à la baïonnette

les républicains, qui perdirent cent morts, six officiers et quarante sous-officiers, faits prisonniers.

Parmi les morts se trouvait le polonais Podulak. Les Français n'avaient perdu qu'un homme tué et quatre blessés, dont un officier.

Successivement furent établies les batteries nos 7, 8, 9 et 10. Cette dernière, construite sur le plateau de la villa Corsini, était appelée à contre-battre directement le front de la porte San-Pancrazio, en arrière de laquelle les assiégés concentraient leurs moyens de défense intérieure. Les Romains disposaient de cent dix-neuf pièces, bien servies et en bon état. Malgré les renforts que l'armée assiégeante recevait chaque jour, elle était loin d'avoir des ressources semblables. Néanmoins, les travaux du siége, travaux admirables, que les hommes pratiques ne sauraient trop étudier, avançaient toujours.

Cette manière sage, lente et sûre d'avancer, qui ménageait les hommes et la ville, inquiétait infiniment les assiégés qui, de temps en temps, essayaient, comme nous l'avons vu, de surprendre les travailleurs et de mettre le désordre dans leur ouvrage. Dans la nuit du 17 au 18, ils tentèrent une sortie dans un accoutrement qui fit beaucoup rire. Pour se reconnaître les uns les autres dans les ténèbres, ils avaient passé une chemise par dessus leurs habits. Ils partirent ainsi de la porte San-Pancrazio.

Cette colonne avait espéré surprendre les travailleurs français dans les tranchées, mais elle fut reçue à coups de fusil et fut contrainte de se retirer en laissant quelques morts.

Le nom de *soldats des mascarades* leur en resta dans le camp français.

Chaque jour, les batteries des assiégés écrasaient les défenseurs sous les ruines. L'armée française était aux pieds des remparts de Rome.

En présence de ces progrès, les démagogues de toute l'Europe, qui défendaient dans Rome l'*idée républicaine*, ne conser-

vaient qu'un seul espoir : celui du triomphe de leurs amis de Paris, qui leur promettait une nouvelle révolution. Les montagnards leur écrivaient de résister toujours, que le jour de la délivrance approchait. Cette écume de toute l'Europe, qui tenait dans Rome, n'avait plus que cette espérance.

Les républicains répandirent le bruit, le 19 juin, dans la ville éternelle, que, le 13, une révolution démocratique et sociale avait éclaté dans la capitale de la France ; que le citoyen Ledru-Rollin était dictateur et le prince Louis-Napoléon Bonaparte prisonnier à Vincennes. Sur ce, on s'embrasse à Rome, on illumine, on donne des banquets et un grand bal. Mais la vérité ne tarde pas à se faire jour. Ledru-Rollin, obligé de se sauver par un vasistas, avait pris la route de l'exil ; d'autres représentants du peuple s'étaient également sauvés ; quelques-uns étaient prisonniers.

La république sociale venait encore une fois d'être vaincue par la réaction religieuse et conservatrice.

X.

Un nouveau ministre plénipotentiaire avait été envoyé au camp français par le gouvernement. M. de Corcelles était un tout autre personnage que M. de Lesseps avec ses ajournements et ses sympathies complices. Point de vanité, point d'intrigues, point de discours philantropiques et nauséabonds. Juste, sincère, prudent, énergique, loyal, religieux, jaloux de l'honneur national et des droits de la papauté, il ne ressemblait en rien à son devancier. La diplomatie n'était pas pour lui une profession, un métier, c'était une dignité. Il avait, dès l'abord,

jugé la question romaine avec l'âme d'un chrétien, le cœur d'un patriote et l'esprit d'un sage. Il avait en vue deux choses : l'honneur et les intérêts du Saint-Siége, l'honneur et les intérêts de la France. Il comprenait que le gouvernement français avait commis une première faute en n'adoptant pas de suite une politique franchement et absolument conforme à celle qu'il avait reconnu plus tard être la seule convenable.

M. de Corcelles, dès son arrivée au quartier-général, tomba d'accord avec le général en chef. Avec le monde catholique, avec la France, ils pensaient que le rétablissement temporel du pape était inhérent au rétablissement de son pouvoir spirituel : c'est effectivement là la garantie de sa liberté et de son impartialité. Il s'agissait donc bien plutôt pour la France, de restaurer le double pouvoir du Saint Siége que de se préoccuper de contre-balancer l'influence de l'Autriche en Italie, polilitique médiocre, qui eût écarté la France de son but et lui eût fait prendre l'ombre pour la proie. L'Autriche, d'ailleurs, par sa magnifique attitude, ne justifiait nullement une ombrageuse défiance. Elle avait, ainsi que l'Espagne et Naples, fraternellement offert son concours ; comme elles, elle s'était rendue aux observations du général en chef de l'armée française, et elle attendait qu'elle eût dispersé les frélons démocrates qui s'étaient abattus sur la ville sainte.

M. de Corcelles écrivit à M. de Gérando, chancelier de France, resté courageusement à Rome, pour le prier de faire part aux Romains du désavœu complet que son gouvernement venait d'infliger à M. de Lesseps. Cette lettre, communiquée à Mazzini, fut affichée sur les murs de la ville, en français et en italien :

« Monsieur le Chancelier,

« J'apprends à mon arrivée au quartier-général que le gouvernement romain, répondant hier à la dernière sommation de M. le général Oudinot, a déclaré qu'à ses yeux la reprise

des hostilités avant que l'on pût connaître la décision du gouvernement français sur le projet du traité de M. de Lesseps, était une atteinte portée au droit des gens.

« J'affirme que les négociations de M. de Lesseps ont été officiellement désavouées par une dépêche du ministère des affaires étrangères, dès le 26 mai, et que, le 29 du même mois, une autre dépêche contenait la révocation de tous les pouvoirs de M. de Lesseps.

« Si M. Lesseps a été révoqué le 29 mai, comment aurait-il eu qualité le 31 pour conclure avec le gouvernement romain un traité qui, dans tous les cas, aurait dû être ratifié ?

« En ce qui touche la ratification, voici la vérité : un nouveau ministère, constitué dans les premiers jours de juin, m'a fait l'honneur de me confier la mission extraordinaire que je remplis en ce moment. C'est le 6 juin que je suis parti de Paris, quelques heures après le retour de M. de Lesseps, eh bien! j'affirme encore que le gouvernement n'a pas hésité un seul instant à rejeter le traité apporté par M. de Lesseps.

« L'exposé de ces faits, ma présence au camp, les pouvoirs dont je suis revêtu, attestent suffisamment que le gouvernement romain serait dans la plus complète erreur, s'il pensait pouvoir justifier par l'attente d'une ratification qui n'a pu se réaliser, la prolongation d'une résistance *si contraire à la véritable cause de la liberté romaine et aux intérêts que l'on prétend défendre.*

« J'ai pensé, Monsieur, que vous deviez, par tous les moyens qui sont en votre pouvoir, réfuter l'erreur du gouvernement romain.

« La France n'a qu'un seul but dans cette lutte douloureuse : *la liberté du chef vénéré de l'Église, la liberté des États pontificaux et la paix du monde !*

« La mission qui m'a été confiée est essentiellement libérale et protectrice des populations qu'on réduit à de telles extrémités.

« Mes intentions sont entièrement conformes à celles de M. le général Oudinot.

« L'envoyé extraordinaire de France,

« *Signé* : DE CORCELLES. »

Il n'y avait pas moyen pour les démocrates d'ergoter en quoi que ce fût; Mazzini, ne pouvant rien objecter, se réfugia dans l'injure. Il répondit à M. de Gérando par une lettre en style prétentieux, où les outrages et les sottises se rencontraient mêlés à l'apologie de lui-même et de la République.

Dès le matin du 21 juin, la batterie française n° 9 qui, la veille, avait déjà fait brèche au bastion 7, tira encore, mais à faible charge, pour adoucir la pente des terres. Dans la matinée, tombèrent également les revêtements battus en brèche par les batteries n°s 7 et 8. Ces deux batteries continuèrent, malgré ce succès, à tirer sur le massif des terres qui, en s'éboulant, faisaient présumer que les deux brèches seraient rendues praticables dans la même journée. Les tranchées ouvertes la nuit précédentes élargies, ainsi que les boyaux de communication de la troisième parallèle aux brèches du front (6-7), les travailleurs préparèrent un approvisionnement de gabions, fascines, sacs à terre et outils, qui furent déposés le plus près possible des point d'où devaient déboucher les colonnes d'assaut.

Vers trois heures de l'après-midi, les généraux Vaillant et Thiry, ayant déclaré que les trois brèches faites étaient praticables, il fut décidé qu'on monterait à l'assaut le soir même. Ces trois brèches avaient été faites l'une à la face droite du bastion 6, l'autre à la face gauche du bastion 7, la troisième à la courtine intermédiaire. Pour ne rien laisser au hasard, en s'aventurant, comme au 30 avril, sur un terrain inconnu, pour ne pas compromettre la marche méthodique et sûre, sui-

vie jusqu'alors par le génie et l'artillerie, il fut arrêté que l'attaque se bornerait à la prise de possession du front (6-7), et qu'on ne chercherait pas, en pénétrant plus loin, à enlever de vive force la seconde ligne de défense.

Ce plan, proposé par le général Vaillant, fut adopté par le général en chef, et mis à exécution avec un ensemble et un courage remarquables.

A onze heures du soir, l'assaut commença (nuit du 21 au 22 juin). Trois colonnes, commandées par les chefs de bataillon Sainte-Marie, de Cappe et Dantin, s'élancèrent sur les brèches au signal donné par le colonel Niel, suivies par les travailleurs. Les brèches furent franchies sans résistance. Pendant ce temps, les assiégés s'amusaient à tirer des feux de Bengale dans leur deuxième ligne de défense. Ces vives lueurs éclairèrent les mouvements des assiégeants, mais n'eurent aucun résultat désastreux pour eux.

Au bastion 6, la brigade de sapeurs du capitaine de Jouslard et les grenadiers du 3e bataillon du 36e s'emparèrent rapidement, malgré la fusillade, de la casa Barberini, maison située en arrière de la Courtine. Là, ils s'emparèrent d'une quinzaine de prisonniers. Cette action hardie jusqu'à l'héroïsme, d'où dépendait la prise du bastion, coûta cher à l'armée française. Elle y perdit le capitaine d'Astelet du 36e, qui, déjà blessé à l'attaque du 30 avril, était venu, quoique non guéri, pour conduire sa compagnie à l'assaut, et le capitaine d'état-major de Jouslard, jeune officier du plus grand courage et du plus grand mérite.

La brèche de la Courtine fut enlevée vivement par la colonne d'attaque du centre. Au bastion 7, la colonne de gauche escalada la brèche, sous le feu des troupes républicaines, qui se replièrent sans la disputer. Une partie de la colonne d'attaque et quelques sapeurs, conduits par le sergent Collin, s'emparèrent d'une maison attenant au flanc gauche du bastion 8, que les Romains abandonnèrent en fuyant. Le sergent

Collin fit prisonnier un lieutenant-colonel, un officier et deux cavaliers.

Arrivés dans le bastion à la suite de la colonne d'assaut, les travailleurs se mirent en devoir d'en assurer la possession.

Dans chaque bastion, on trouva, dans les souterrains, des fourneaux de mine déjà chargés et bourrés.

Ce triple assaut avait on ne peut mieux réussi. Les troupes françaises avaient été très-résolues ; elles n'avaient trouvé, au surplus, qu'une résistance bien faible.

Vers deux heures et demi du matin, l'ennemi ouvrit le feu de deux batteries. Leur tir, d'abord incertain, s'assura, et fit éprouver, au jour, quelques pertes aux assiégeants, dont les travaux étaient criblés de boulets, d'obus et de mitraille. Le chef d'attaque de service dans le bastion 6 dut faire cesser les travaux.

Ce ne fut qu'à quatre heures du matin, alors que l'occupation des bastions fut bien assurée, que les intrépides généraux Vaillant et Thiry, qui avaient tout conçu et tout dirigé, quittèrent la tranchée.

Au moment de l'assaut, des diversions avaient été opérées sur deux points de la rive gauche du Tibre, indiqués par l'ordre général de l'armée.

Le lieutenant-colonel Espinasse, du 22e léger, s'était porté en avant de la basilique San-Paolo, avec un bataillon de son régiment et quatre pièces d'artillerie; il avait engagé avec la place un feu très-nourri, et pendant lequel il ne perdit aucun de ses hommes. Dans le même temps, le général Guesviller, à la tête de quatre bataillons, s'était avancé sur le haut Tibre, auprès de la villa Borghèse, et de ces hauteurs avait accablé d'obus le faubourg et la ville; il s'était retiré, emmenant une trentaine de prisonniers.

Dans la nuit de l'assaut et dans la journée du 21, les pertes totales de l'armée assiégeante s'élevèrent à trois officiers et douze soldats tués, trois officiers et cinquante-sept soldats

blessés, chiffre peu considérable si on le compare à l'immense résultat obtenu.

Les assiégeants, protégés par une artillerie formidable, firent de vains efforts pour ressaisir les positions qu'on venait de leur arracher. La victoire resta complète à l'armée française. Le général en chef, satisfait de la bravoure et du dévouement admirables de ses troupes, leur adressa cet ordre du jour :

« Soldats !

« Nous touchons au terme d'une campagne pendant laquelle votre bravoure, votre discipline et votre persévérance vous ont acquis une gloire impérissable.

« Après d'énergiques combats et d'éclatants succès, vous avez, en peu de jours, abattu les remparts de Rome. Vous avez pris d'assaut, avec une admirable vigueur, les principaux bastions de la place.

« Bientôt vous pénétrerez en maîtres dans la ville. Vous y respecterez les mœurs, les propriétés et les monuments.

« Chargé d'affermir dans les États pontificaux l'ordre et la liberté, le corps expéditionnaire de la Méditerranée ne manquera point à sa mission; il occupera ainsi une belle page dans l'histoire d'un peuple qui a de nombreux titres à sa protection et à ses sympathies. »

L'armée française ne pouvait tarder d'entrer dans Rome; cela était inévitable. Ce qu'il y avait de plus sage à faire pour les assiégés, c'était de se rendre, pour éviter de plus grandes calamités. Ce sentiment, général dans la ville, n'était pas partagé par les démocrates. Les triumvirs continuaient à exciter les habitants à la plus folle des résistances. Ils lancèrent cette proclamation menteuse et prétentieuse, comme toutes les autres :

« Romains !

« C'est à la faveur des ténèbres et de la *trahison* que l'en-

nemi met le pied sur la brèche qu'il a faite à nos remparts. Levez-vous, peuple de l'Italie, et avec la toute-puissance que donne la justice de notre cause, écrasez les *barbares!* faites de leurs cadavres une digue à leur brutale audace! L'ennemi qui souille par sa présence la terre sacrée de Rome est maudit de Dieu!

« Pendant que Oudinot fait les derniers efforts, la France se soulève d'indignation, rejette de son sein et renie les soldats qui la déshonorent!

« Encore un dernier effort et la patrie est sauvée à jamais!

« Oui, il sera donné à Rome, par son ardeur et par sa contenance, de renouveler la face de l'Europe!

« Romains!

« Au nom de Dieu et de vos pères, levez-vous pour combattre! Levez-vous pour vaincre! Une prière au Dieu des armées, une pensée de confiance dans nos pères, et les armes à la main, que chaque homme soit un héros! Et cette journée décidera les destinées de Rome et de la République! »

Ces phrases à effet n'eurent plus leur succès d'autrefois: C'est en vain que la commission des barricades, faisant appel, elle aussi, au républicanisme romain, déclare que Garibaldi l'invincible a une poitrine qui est un rempart d'airain derrière lequel on se sent respirer à l'aise, et qu'il va tenter une sortie désespérée à la tête de ses plus intrépides soldats; c'est en vain que le tocsin du Capitole envoie le bruit de ses volées sur Rome; c'est en vain que les orateurs stipendiés crient *aux armes!* et promettent la victoire contre les *barbares;* les habitants se cachent chez eux pour éviter les bombes et les grenades qu'envoient les batteries françaises: la garde civique refuse de marcher en avant; ils voudraient tous, les uns et les autres, forcer les républicains à se rendre, mais ils ne l'osent pas.

Les révolutionnaires qui obligeaient Rome à se défendre malgré elle auraient dû comprendre combien il était infâme à eux de continuer une semblable guerre. Cette guerre, pour les chefs, triumvirs, députés et autres, était sans péril. Ils ne se battaient pas, ils faisaient battre les autres. Ils ne risquaient ni vie, ni fortune, ne possédant rien. Pourquoi donc voulaient-ils voir Rome à feu et à sang? Pour l'*honneur* du principe républicain, pour la vanité cruelle d'une popularité insatiable et dégradante. Ces derniers des hommes faisaient ainsi de la civilisation le plus infâme des trafics au profit de leur détestable vanité, aux dépens de la fortune et de la vie de toute une population. Et ils prenaient le nom de Dieu et de l'humanité! De Dieu, en brisant la croix du Sauveur! de l'humanité, en participant aux plus larges blessures et aux plus grands larcins que la révolution lui ait faits!

La domination d'une poignée d'hommes, persistant à lutter, sur une population qui voulait se rendre, prouve que, dans les révolutions, pour conduire et opprimer les masses, il ne faut pas leur être supérieur en force et en intelligence, mais leur faire peur, connaître leurs faiblesses et s'adresser à leurs mesquines passions.

Les Romains étaient atterés. Ils récoltaient ce qu'ils avaient semé, disons-le, car il faut faire courageusement la leçon aux peuples et laisser leurs courtisans applaudir leurs fautes. En très-grande majorité, la garde civique refusait enfin son concours à la révolution. Les plus exaltés d'entre les républicains sentaient qu'ils ne pouvaient éviter leur destinée. Leur honte était de celles dont on ne se lave que par un profond repentir, mais ils n'eurent pas un seul bon mouvement.

Les républicains, ne voulant pas déposer les armes et ne pouvant résister au feu des batteries françaises, imaginèrent un stratagème, nouveau piége tendu à l'humanité du général Oudinot, mais qui n'eut pas le résultat qu'ils en attendaient. Ils s'entendirent avec M. Freeborn, brocanteur en tableaux et

agent-consulaire de la Grande-Bretagne, protestant et révolutionnaire, ainsi qu'avec MM. Nicolas Brown et Freeman, consuls des États-Unis d'Amérique, lesquels rédigèrent entr'eux la protestation suivante, adressée par les consuls au général Oudinot, et qui fut signée par quelques-uns seulement, comme on verra :

« Monsieur le général,

« Les soussignés, agents-consulaires, représentant leurs gouvernements respectifs, prennent la liberté de vous exposer, monsieur le général, leur profond regret d'avoir vu subir à la ville éternelle un bombardement de plusieurs jours et nuits. La présente a pour objet, monsieur le général, de faire les remontrances les plus énergiques contre ce mode d'attaque, qui, non-seulement met en danger les vies et les propriétés des habitants neutres et pacifiques, mais aussi celles des femmes et des enfants innocents.

« Nous nous permettons, monsieur le général, de porter à votre connaissance que ce bombardement a déjà coûté la vie à plusieurs personnes innocentes et a porté la destruction sur des chefs-d'œuvre de beaux-arts qui ne pourront jamais être remplacés. »

Ceci était un mensonge. C'était faux de point en point. Quelle preuve en fournissait-on? Aucune. On ne l'aurait pas pu. La parole de Mazzini et de M. Freeborn n'en était point une. Leur haine pour la papauté et pour la France était connue. M. Freeborn avait trompé ses collègues en leur parlant de chefs-d'œuvre détruits, de femmes et d'enfants labourés par la mitraille, de propriétés et d'existences compromises.

L'adresse se terminait ainsi :

« Nous mettons la confiance en vous, monsieur le général, qu'au nom de l'humanité et des nations civilisées, vous vou-

drez vous désister d'un bombardement ultérieur, pour épargner la destruction à la ville monumentale, qui est considérée comme sous la protection morale de tous les pays civilisés du monde.

« *Ont signé* : MM. FREEBORN, agent consulaire, de S. M. britannique ; chevalier P. C. MAGRINI, attaché à la légation de S. M. le roi des Pays-Bas ; JEAN BRAVO, consul de S. M. le roi de Danemark ; FRÉDÉRIC BÉGRÉ, consul de la Confédération suisse ; CH. KOLB, consul de S. M. le roi de Wurtemberg ; comte SHAKERG, secrétaire de la république de San-Salvador, dans l'Amérique centrale ; NICOLAS BROWN, consul des État-Unis d'Amérique ; JAMES E. FREEMAN, consul des États-Unis d'Amérique pour Ancône ; JÉROME BOREA, consul général de S. M. le roi de Sardaigne, et provisoirement aussi de la Toscane. »

Cette adresse fut apportée, le 25 juin, vers huit heures du matin, par un officier supérieur romain qui se présenta devant les tranchées du bastion 7, en parlementaire. Comme on s'apperçut au camp que cet officier ne cherchait qu'à reconnaître l'état des travaux, on le renvoya immédiatement et l'on garda sa lettre. A cette protestation contre *le prétendu bombardement de Rome*, selon l'expression du général Vaillant, expert en la matière, le général Oudinot répondit :

« Messieurs,

« Les dernières instructions de mon gouvernement, sous la date du 29 mai, contiennent ce qui suit :

« Nous avons épuisé les moyens de conciliation. Le moment

est venu où, de toute nécessité, il faut agir avec vigueur ou renoncer à une entreprise pour laquelle a coulé le sang des enfants de la France, à une entreprise où, par conséquent, notre honneur est engagé aussi bien que nos plus grands intérêts de politique extérieure. Dans une telle alternative, l'hésitation n'est pas possible. Il importe donc, général, que, sans perdre un instant, vous vous dirigiez sur Rome avec les forces imposantes réunies en ce moment sous votre commandement et que vous y preniez position en dépit de toutes les résistances. Telle est la volonté du gouvernement de la République, dont j'ai été chargé de vous soumettre l'expression.

« Vous le voyez, messieurs, les ordres de mon gouvernement sont absolus. Mon devoir est tracé. J'accomplirai la mission dont je suis chargé. Sans doute, le bombardement de Rome entraînera l'effusion de sang innocent et la destruction de monuments qui devraient être impérissables. Personne n'en sera plus profondément affligé que moi. Ma pensée à cet égard, messieurs, vous est bien connue : elle est résumée dans les notifications que j'ai adressées le 13 de ce mois au triumvirat, au président de l'Assemblée constituante, aux commandants de la garde civique et de l'armée, aux habitants de la ville de Rome.

« J'ai eu l'honneur de vous donner immédiatement avis de cette notification, dont je joins ici de nouveaux exemplaires.

« Depuis le 13, la situation des deux armées est totalement changée. Après de glorieux combats, les troupes sous mes ordres ont dû monter à l'assaut. Elles se sont énergiquement établies sur les remparts de Rome. Cependant, l'ennemi n'ayant encore fait aucun acte de soumission, je suis obligé de continuer les opérations militaires.

« Plus la reddition de la place sera différée, plus grandes seront les calamités que vous redoutez si justement ; mais les Français ne pourront être accusés de ces désastres : l'histoire les affranchira de toute responsabilité. »

La république romaine était expirante. Les assiégés avaient perdu leurs plus belles positions. Leurs remparts étaient ouverts, leurs bastions foudroyés, leur armée était décimée par les morts; beaucoup avaient déserté, un grand nombre avaient été faits prisonniers; les plus habiles canonniers étaient hors de combat ; le découragement était partout. Garibaldi, qui avait été obligé d'abandonner le casino Savorelli, où il avait établi son quartier-général, écrivait au ministre de la guerre : « Les meilleures positions sont perdues, les munitions presque épuisées; je n'ai presque plus d'artilleurs. Que faut-il faire? Envoyez-moi des instructions. »

Le 28 juin, dès quatre heures du matin, les batteries françaises numéros 11, 12 et 13 rouvrirent leur feu; la place riposta comme elle put. Enfin, à onze heures, l'artillerie romaine en était réduite à ne plus faire feu que de quelques pièces.

A partir de ce moment, le combat entre les deux artilleries pouvait être regardé comme terminé. Le succès était décisif pour la France; le dénouement était prochain. Ce combat d'artillerie, qui dura un jour et demi, avait été soutenu des deux côtés avec vigueur et persévérance.

La batterie française n° 14 avait, de son côté, tiré en brèche contre le flanc gauche du fameux bastion 8. A quatre heures et demie du soir, la muraille était tombée, la brèche était presque praticable.

Dans la soirée du 28, le général Guesviller fit partir de Ponte-Molle, une colonne composée de deux bataillons d'infanterie, d'un détachement de la compagnie de sapeurs, et de vingt-cinq chasseurs à cheval, sous le commandement du général de brigade Sauvan, chargé d'aller détruire à Tivoli une poudrerie d'où les assiégés tiraient de nombreux approvisionnement. Cette colonne revint, dans la journée du 29, sans avoir rencontré de résistance, après avoir jeté à l'eau plusieurs quintaux de poudre, de salpêtre et de soufre, brisé les ma-

chines à pilons et détruit cette fabrique qui fournissait aux assiégés plus de mille trois cents kilogrammes de poudre par jour. On aurait pu peut-être se contenter, comme le demandaient les autorités de Tivoli, de s'emparer de la poudrerie et de l'occuper, la destruction étant une véritable calamité pour le pays?... Ce mouvement avait été appuyé par la cavalerie. Le gonfalonier avait prévenu le général Sauvan que Garibaldi, sorti avec une forte division, allait l'attaquer au retour de son expédition : — « Il n'osera pas nous accorder ce bonheur, » avait répondu le général français. En effet, quoique très-supérieur en forces, Garibaldi ne tenta rien contre ces braves soldats. Les républicains ne risquent pas volontiers les combats en rase campagne.

Pour entrer dans Rome, restait à l'armée française à s'emparer du bastion 8, à la porte Saint-Pancrace, où les assiégés avaient réuni toutes leurs forces. Là se trouvaient les hommes les plus compromis, l'écume de l'écume démagogique.

Parmi les défenseurs du bastion de la porte Saint-Pancrace, il y avait un nommé Antoine Pasqualis, qui avait longtemps vécu d'escroqueries, et des subsides qu'il mendiait à la France dont il égorgeait à cette heure les enfants. Ce misérable fut plus tard condamné à mort comme convaincu d'avoir fait fusiller un pauvre prêtre au temps de la République. Il parvint à s'échapper et revint en France, d'où il se sauva quelque temps après, poursuivi pour conspiration contre l'ordre social et pour vols envers plusieurs particuliers.

S'emparer du bastion 8, déclaré imprenable, c'était, selon le mot du général Vaillant, *prendre le taureau par les cornes*.

Les assiégés étaient préparés, dans ce bastion, à une défense désespérée.

Le général Vaillant, commandant le génie, avait arrêté d'avance toutes ses dispositions pour l'assaut ; elles eurent les plus heureux résultats.

Le colonel Niel, chef d'état-major du génie, qui, après cette

campagne, allait bientôt passer général, donna le signal de l'assaut du formidable bastion. La première colonne, commandée par le chef de bataillon Lefebvre, et de laquelle fait partie une brigade de sapeurs dirigée par le capitaine du génie Doutrelaine, gravit bravement la brèche, malgré une vive fusillade. Au sommet, elle se trouve embarrassée dans une ouverture étroite entre les ruines de l'orillon et celles d'une grande maison. Les soldats cependant prennent pied et s'avancent; mais tout à coup le capitaine Lefebvre tombe blessé au milieu des siens, en entrant dans le bastion 8. La colonne alors se trompe de direction : au lieu de suivre à gauche, comme on le lui avait recommandé, elle se porte à droite. Malgré cela, la tête de colonne, conduite par le capitaine Doutrelaine, arrive sur la batterie romaine, où déjà se trouve le lieutenant du génie Brière. Pendant que l'autre fraction de la colonne franchit le mur Aurélien et se porte sur les batteries qui couvrent la porte San-Pancrazio, le reste de la colonne s'arrête dans la tranchée pour répondre au feu des défenseurs.

Ces mouvements étaient éclairés par la magnifique illumination du dôme de Saint-Pierre. Le gouvernement républicain, malgré les préoccupations de la défense, l'avait ainsi voulu, sans doute pour donner aux combattants assiégés une confiance que lui-même n'avait pas. Cette illumination, coutume ordinaire en ce jour de la fête de Saint-Pierre, dura toute la nuit et éclaira toutes les phases de cette dernière lutte.

Les trois compagnies de travailleurs, qui venaient après la première colonne, conduites par le chef de bataillon Galbaud-Dufort, aide-de-camp du général commandant le génie, et le capitaine Regnault, s'occupent de tracer un logement partant de la maison Merluzzo et se dirigeant vers le milieu de la face gauche du bastion; mais à peine les premiers gabions sont-ils posés, que le commandant Galbaud-Dufort, chef d'attaque, tombe frappé de deux coups de feu. Ce regrettable officier mourut le 11 juillet à l'hôpital du Saint-Esprit.

La colonne commandée par le chef de bataillon Laforêt s'était élancée hors des cheminements, un peu avant le signal de l'assaut du bastion 8, et, accueillie par une grêle de balles, elle avait continué sa marche triomphante. Divisée en deux fractions, une partie s'était jetée sur la grande tranchée romaine, conduite par le lieutenant Brière; elle avait tué tous les défenseurs, et, après avoir escaladé le mur Aurélien, avait pénétré dans la villa Spada. Elle s'était emparée de la batterie romaine et avait dispersé ou tué ses défenseurs. L'autre fraction, conduite par le chef de bataillon Laforêt, qui a voulu la conduire lui-même, ne se composait que de la compagnie de carabiniers du 22e léger et de quinze sapeurs, commandés par le capitaine du génie Prevost; elle se dirige sur la gorge du bastion 8 et la batterie de quatre pièces du mur Aurélien. Silencieux, noirs de poudre, ces soldats ne combattent qu'à la baïonnette; ils enlèvent une tranchée ennemie sur la courtine 7-8, d'où partait une fusillade meurtrière, puis, franchissant avec ardeur les retranchements qui barrent la gorge du bastion, ils arrivent assez tôt sur la batterie pour concourir bravement à sa prise.

Pendant ce temps, les défenseurs des batteries, retirés vers le saillant et n'occupant plus que le petit pavillon hexagonal, continuent une vive fusillade. Les Français avancent toujours, au milieu d'une grêle de balles; ils avancent sans murmures devant la mort et enlèvent le pavillon. Cinquante prisonniers y furent faits, le reste tué ou mis en fuite.

Cette dernière opération, due à la coopération rapide et bien combinée des deux colonnes d'attaque, sous la direction du lieutenant-colonel Espinasse, rendit les Français maîtres du bastion 8.

Au petit jour, les maisons qui avaient vue sur le bastion 8 se remplirent de tirailleurs républicains, dont le feu plongea sur le terrain occupé par l'armée catholique. Les soldats français, ainsi exposés, engagèrent une fusillade implacable contre ces maisons et furent soutenus par deux compagnies de la

colonne de réserve, commandées par le chef de bataillon Le Rousseau.

Le lieutenant-colonel du génie Ardant avait remplacé comme chef d'attaque le commandant Galbaud-Dufort et pris immédiatement la direction des travaux, dans lesquels quelques hommes furent blessés, entre autres le lieutenant Brière.

Ces travaux furent dirigés avec beaucoup d'entente et de fermeté par les capitaines Regnault, Prévost, Doutrelaine et le lieutenant Guillemard.

Le succès était complet. Les troupes françaises avaient déployé la plus grande bravoure. Le général Vaillant, commandant le génie, écrivit au ministre de la guerre pour lui rendre compte de l'assaut du 30 juin :

« Santucci, le 4 juillet 1849.

« Monsieur le ministre,

« Lorsque cette lettre vous parviendra, le télégraphe vous aura déjà fait connaître notre entrée dans Rome; mais nos derniers travaux d'attaque ne vous sont pas encore connus. Le plan que j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, vous montrera quels ont été ces travaux.

« Dans ma lettre du 27 juin, je vous disais que les batteries placées dans les bastions (6 et 7) et sur la courtine (6-7) avaient engagé un vif combat avec les batteries ennemies. La lutte avait recommencé le 28 juin, à la pointe du jour, mais pour se terminer peu d'heures après, tout à notre avantage.

« Pendant ce temps, une quatrième batterie de trois pièces de 16 (tout ce qui restait disponible) avait été construite dans le fossé, au saillant du bastion (7) pour contre-battre et ouvrir le flanc gauche du bastion (8). La brèche, quoique mauvaise encore, m'ayant cependant paru praticable le 29 au soir, je proposai au général en chef de donner l'assaut au bastion (8),

le 30 juin, à la petite pointe du jour. Cet assaut direct, secondé par le passage par la brèche du bastion (7) d'une colonne qui, en même temps qu'elle se porta sur les tranchées de l'ennemi, vis-à-vis d'elle, détacha une compagnie d'élite qui vint attaquer le bastion (8) par la gorge, cet assaut, dis-je, a eu un succès inespéré. C'est l'acte le plus vigoureux du siége. L'ennemi, retranché dans le bastion (8), en avait fait une espèce de citadelle, et attachait à la conservation de ce point une importance bien justifiée par le commandement du bastion sur tout ce qui l'environne, par l'étendue de son terre-plain, le voisinage de la porte San-Pancrazio, etc. Aussi, dès le 30 juin, quelques heures seulement après l'assaut, l'ennemi a-t-il parlé de capitulation, et ce soir ou demain, nous serons maîtres de tout.

« La joie que j'éprouve, monsieur le ministre, d'avoir pu mener à bonne fin l'opération que vous avez bien voulu me confier, est cruellement troublée par la gravité des blessures que mon aide-de-camp et ami, le commandant Galbaud-Dufort, a reçues dans l'assaut du 30 juin. Vous connaissez cet excellent officier, monsieur le ministre, et vous comprendrez quels doivent être mes regrets.

« Le général en chef vous rendra compte de la conduite de toutes les troupes sous ses ordres ; mais il m'appartient de vous dire, dès aujourd'hui, que je n'ai que des éloges à faire relativement au zèle et au dévouement dont les officiers et les troupes du génie n'ont cessé de donner des preuves dans cette courte, mais très-pénible campagne. J'ai retrouvé ici le corps du génie tel que je l'ai constamment vu dans toute ma carrière militaire, c'est-à-dire, ayant à un haut degré le sentiment du devoir et des obligations qu'impose l'honneur de servir la France. »

Cet assaut mémorable coûta à l'armée catholique un officier et dix-huit soldats tués sur place, sept officiers et quatre-vingt-dix soldats blessés. Les républicains eurent quatre cents morts,

dont les cadavres demeurèrent épars sur tout le terrain parcouru par les colonnes françaises. Les canonniers de la batterie du mur Aurélien furent presque tous tués sur leurs pièces; quelques-uns, appartenant à l'artillerie suisse, essayèrent vainement d'emmener deux de leurs canons. Six bouches à feu furent, ou enclouées, ou mises hors de service sur ce point.

Les républicains s'étaient défendus avec acharnement. L'habitude de la guerre des barricades dans toutes les capitales de l'Europe, la rage de la bataille, la haine des catholiques et des soldats de l'ordre, la crainte de châtiments exemplaires s'ils étaient vaincus, tout cela tenait lieu aux assiégeants, sans la remplacer, de la résignation chrétienne. Ils n'avaient que le courage de la brute, le courage des pirates, mais ils le possédaient à un certain degré. La république avait fait appel à leur cupidité, à leurs instincts grossiers et dissolus, à leur esprit d'insubordination ; en la défendant, ils défendaient leurs propres vices.

Il a été dit que la division du général Guesviller, réunie à Ponte-Molle, avait reçu mission d'opérer du côté de la porte *del Popolo* une diversion, afin de diviser les efforts de l'ennemi, et de faciliter ainsi l'assaut. Mais cette tentative ne présentant plus les mêmes chances de succès. par suite des nouvelles dispositions de l'ennemi, le général Guesviller dut se borner à venir, dans la nuit du 29 au 30, prendre position sur les hauteurs voisines de la villa Borghèse, d'où il canonna la ville jusqu'à trois heures du matin.

Pendant la même nuit, du côté opposé, les pièces de la marine, affalées sur la hauteur au nord de la basilique de San-Palo, envoyèrent des boulets et des obus sur la ville, qui contribuèrent puissamment à augmenter l'inquiétude parmi les défenseurs.

Les actions les plus héroïques avaient signalé cette sanglante mêlée. Des deux côtés, dans le camp romain, parmi

les Lombards surtout, il y eut des actes d'un grand courage trois officiers lombards, suivis seulement d'une cantinière, ne peuvent rejoindre leurs soldats; alors, l'épée à la main et le cigare aux lèvres, ils se précipitent au milieu des bataillons français en criant : — « Vive l'Italie !... » Pauvres jeunes gens, qui avaient cru combattre pour l'Italie, et croyaient mourir encore pour elle!.... Un autre, un capitaine, couvert de blessures, le bras en écharpe, le front bandé d'un mouchoir rougi de son sang, la poitrine ouverte en plusieurs endroits, tombe épuisé sur un genou; il combat encore, mais les Français lui offrent généreusement la vie; il la refuse avec insulte, et mérite la mort en tuant l'un d'eux.

Un grenadier français tombe mortellement frappé; son dernier geste est le signe de la croix, sa dernière parole : — « Quand tu écriras au pays, dit-il à un camarade, n'oublie pas de recommander à ma mère de ne point pleurer ma mort; je meurs pour la religion! »

Le tambour-major du 20e de ligne avait été prisonnier au 30 avril, comme on l'a vu; là, il avait perdu sa canne chérie, qu'il tenait des officiers de son régiment; les républicains romains l'avaient envoyée aux républicains de Florence, comme étant le bâton de commandement du général en chef.

A la prise du bastion 8, Verdaux, caporal du 53e de ligne, apercevant un tambour-major romain : — « Apporte-moi ta canne, lui crie-t-il, et dépêche-toi, car il nous en manque une!

— « Quand il y en aurait cinq comme toi, répond le Goliath, ce ne serait pas assez.

— « Ah! nous allons voir cela! réplique Verdaux, qui s'élance sur le tambour-major, et non-seulement lui arrache sa canne, mais encore le fait lui-même prisonnier.

Un réfugié napolitain, d'une famille distinguée, se brûla la cervelle pour ne pas être pris. Il avait dit : « — Le soldat qui recule, est un lâche, je ne reculerai pas! » Il avait tenu parole,

celui-là. Ce fut du courage, comparé à la lâcheté de certains autres, mais ce fut un crime de plus. — « Laissez-moi mourir, s'écrie un Français qui a combattu dans l'armée républicaine ; laissez-moi mourir ici, je ne mérite pas votre pitié ! Je suis un malheureux, puisque j'ai combattu contre mes frères ! *Oh ! les clubs ! les clubs ! ils m'ont perdu !...* »

Et faisant un dernier et suprême effort avant d'expirer :

— « Si vous voyez Laviron, dit-il encore, vous lui direz que je l'ai maudit à mon heure dernière. »

Ce Laviron avait lui-même été tué.

Toujours généreux après la victoire, les soldats français relevèrent plusieurs blessés, et entr'autres un jeune Lombard tout couvert de blessures béantes : — « Vous êtes un brave, » lui disait le lieutenant Duhousset, du 36e, pendant qu'on le portait à l'ambulance, « car vous ne vous êtes pas épargné pendant le combat !... »

Ce courageux jeune homme avait reçu huit coups de baïonnette dans la poitrine, tous par devant ; sa main droite était percée d'un coup de pointe, et un coup de sabre lui avait fendu affreusement les cartilages du nez. Il avait une soif ardente ; les grenadiers français approchèrent leur bidon de ses lèvres. Il mourut le crucifix sur son cœur.

— « Laissez-moi la vie et prenez ma montre, c'est tout ce que je possède, » s'écriait un Milanais qui s'était intrépidement battu. — « L'ami, nous ne voulons ni l'une ni l'autre ! » répondirent les soldats français ; « pour qui donc nous prenez-vous ? »

La mort la plus sublime de toutes ces morts douloureuses, ce fut celle de l'infortuné commandant Galbaud-Dufort. Il s'éteignit en chrétien, le crucifix sur les lèvres, les mains froides dans celles du général Vaillant, qui pleurait à chaudes larmes. C'était un spectacle à déchirer le cœur par lambeaux. Il expira calme et résigné comme il convient à un soldat, à un catholique, martyr de la cause de Dieu.

XI.

Pendant tout le cours de ce siége, l'armée française avait été admirable de discipline, de bravoure, de dévouement. Les chefs avaient fait preuve d'expérience, de sang-froid et de courage.

Toutes les manœuvres, arrêtées avec une habileté merveilleuse, avaient été exécutées avec un entrain, une verve, une célérité remarquables. Les Français avaient fait tout ce qu'ils avaient voulu. Leur courage était la mesure de leurs forces ; ils triomphaient du sommeil, de la soif et de la nature ; nul effort n'était au-dessus de leur énergie.

Le général Oudinot avait envoyé au cabinet français ce rapport détaillé sur la prise du bastion 8 :

« Quartier-général, le 30 juin 1849.

« Monsieur le Ministre,

« A la suite de l'assaut livré le 21 de ce mois aux bastions 6 et 7, j'ai eu l'honneur de vous dire que, malgré l'éclatant succès de cette journée, nous nous attendions à avoir encore quelques combats à livrer.

« L'ennemi semblait, en effet, décidé à défendre pied à pied chaque bastion.

« Dans la journée du 28, un vigoureux combat d'artillerie a eu pour résultat d'ouvrir une brèche dans le flanc gauche du bastion 8, véritable forteresse qui communique par des tranchées et des canonnières à San-Pietro in Montorio. Bien que les canonniers romains soient d'habiles tireurs et que le nom-

bre de leurs pièces soit très-considérable, notre feu a constamment eu une grande supériorité sur celui de l'ennemi.

« Dans la journée du 29, la brèche était devenue praticable, malgré la solidité exceptionnelle des remparts, entièrement construits avec du ciment romain. Elle nous permettait de nous emparer du bastion 8, dont l'occupation devait, tout en donnant la possibilité de nous étendre sur le mont Janicule, nous faire dominer la porte Saint-Pancrace.

« Les ordres pour l'assaut sont immédiatement donnés ; quatre colonnes de trois compagnies d'élite chacune sont désignées à cet effet.

« La première est composée d'une compagnie d'élite des 22e léger, 32e et 53e de ligne. Elle est placée sous les ordres du chef de bataillon Lefebvre, du 53e. Elle doit monter sur la brèche du bastion 8. Cette colonne sera suivie d'une compagnie d'élite des 17e, 20e et 23e de ligne. Les hommes qui la composent, portant chacun un gabion, une pelle et une pioche, doivent immédiatement travailler à faire un logement dans le bastion. Ces deux colonnes sont soutenues par une réserve, composée d'une compagnie d'élite des 36e, 66e et 68e de ligne, aux ordres du commandant Le Rousseau du 68e.

« La quatrième colonne est formée par une compagnie d'élite des trois bataillons de garde de tranchée (22e léger, 32e de ligne et 53e de ligne). Elle est commandée par le chef de bataillon Laforest, du 22e léger. Elle doit s'élancer du couronnement de la brèche du bastion 7, enlever les retranchements ennemis, et, attaquant le bastion 8 par la gorge, favoriser le débouché de la colonne d'assaut.

« Trente sapeurs du génie sont attachés à chacune des quatre colonnes d'attaque, de réserve et de travailleurs. Elles sont sous le commandement supérieur du lieutenant-colonel Espinasse, du 22e léger.

« Le général de brigade Levaillant (Charles), commande les bataillons de garde de tranchée. Ils appartiennent à la

deuxième division. Le général Rostolan, qui commande cette division, tient en masse les autres régiments, prêts à tout événement.

« A deux heures et demie du matin, les dispositions préliminaires étant exécutées sous la surveillance du colonel du génie Niel, toutes les colonnes s'élancent au signal convenu (trois coups de canon).

« La première colonne, sous les ordres du commandant Lefebvre, arrive au sommet de la brèche, malgré une vive fusillade. Des travaux exécutés par l'ennemi pendant la nuit, entre l'Orillon et une maison située en arrière de la brèche, arrêtent complètement la tête de la colonne. Elle ne parvient qu'à grand'peine à les franchir.

« Le premier bruit de cette attaque avait fait accourir vers la brèche presque tous les défenseurs du bastion ; mais les feux qui se croisent sur cet étroit passage ne peuvent empêcher nos braves soldats de prendre pied sur le terre-plain et de gagner du terrain.

« En ce moment, le chef de bataillon Lefebvre tombe blessé ; il est immédiatement remplacé par le commandant Le Rousseau, du 68e.

« On profite de ce premier succès pour élargir le passage et faire arriver les travailleurs. Le commandant du génie Galbaud-Dufort tombe frappé de deux balles, en plaçant les premiers gabions destinés à masquer ce dangereux défilé.

« La colonne aux ordres du commandant Laforest, qui était partie du couronnement de la brèche du bastion n° 7, est accueillie à sa sortie par une très-vive fusillade. Elle se divise en deux parties. Les voltigeurs du 32e et les grenadiers du 53e, lancés sur la droite, enlèvent un grand retranchement appuyé sur l'enceinte Aurélienne, en tuent les défenseurs à coups de baïonnette, et, répandus en tirailleurs, luttent obstinément contre des maisons crénelées qui incommodent nos attaques.

« Les carabiniers du 22e léger, sortis les premiers de la

tranchée, et, dirigés par le commandant de Laforest en personne, suivent le chemin qui borde la courtine. Rencontrant les deux premières tranchées remplies d'ennemis qui les fusillent à bout portant, ils ne s'arrêtent que pour les passer par les armes; puis, franchissant le retranchement qui barrait la gorge du bastion, ils se portent à la course sur la batterie de sept pièces qui battait intérieurement la brèche et s'en emparent.

« Ces mouvements rapides et admirablement combinés, dégagent la colonne qui était montée par la brèche, et la garnison du bastion, acculée vers le saillant, se défend en vain autour d'une petite maison. Elle est tout entière détruite ou faite prisonnière. Le bastion est conquis; mais le jour commence à paraître. Toutes les maisons qui ont vue sur le bastion se remplissent de tirailleurs, et l'ennemi marche en force pour reprendre ses pièces; alors la réserve est engagée par le lieutenant-colonel Espinasse. Les grenadiers du 36e, commandés par le capitaine Tiersonnier, poussant vigoureusement l'ennemi, le précipitent à la baïonnette dans les escaliers par dessus l'escarpe. Ils s'emparent des maisons qui dominent la place Saint-Pancrace.

« Alors le travail s'organise dans l'intérieur du bastion. Profitant habilement des tranchées de l'ennemi, les officiers du génie l'ont bientôt mis à l'abri de toute insulte.

« Les diverses colonnes ont été conduites avec autant d'énergie que d'intelligence par le lieutenant-colonel Espinasse et par les chefs de bataillon placés à leur tête.

« Nos troupes ont agi avec une vigueur et un élan auxquels rien ne pouvait résister. Elles ont tué à la baïonnette plus de quatre cents hommes (1); sur cent vingt-cinq prisonniers restés entre nos mains, se trouvent dix-neuf officiers de tous grades.

(1) La dépêche télégraphique n'en porte que deux cents. Les renseignements n'étaient pas complets lorsqu'elle a été expédiée.

« Nos pertes ont relativement été peu considérables; elles se montent à neuf tués, dont quatre officiers, et cent dix blessés, dont dix-huit officiers. Ce second assaut donne un immense ascendant moral à nos soldats. L'ennemi a perdu deux principaux fronts de son enceinte : nos batteries, établies sur les terres-plains, découvrent et peuvent ruiner la ville. Prolonger la défense serait un acte insensé; ce serait non-seulement sacrifier les maisons, mais aussi porter la guerre au sein des familles. On ne peut raisonnablement supposer qu'un gouvernement, quel qu'il soit, consente à prolonger de pareils malheurs sur la capitale du pays.

« Pour multiplier, pendant l'assaut du bastion 8, les chances de succès et pour diminuer le nombre des défenseurs sur le front d'attaque, j'avais prescrit au général Guesviller de faire une diversion vers la porte du Peuple. Elle a été exécutée avec beaucoup d'intelligence par une colonne composée de trois bataillons, une compagnie du génie et quatre pièces de la batterie de douze.

« Le général a quitté Ponte-Molle à onze heures du soir, le 29, pour aller prendre position sur les hauteurs qui touchent à la villa Borghèse. L'ennemi avait crénelé toutes les maisons qui sont sur ces hauteurs. Nos tirailleurs se sont embusqués de manière à protéger l'artillerie placée en arrière sur une position culminante.

« Cette artillerie a fait feu de une heure et demie du matin à trois heures et a jeté l'épouvante dans un quartier qui se trouve à l'abri de nos atteintes. L'ennemi a riposté très-vivement, mais sans nous faire éprouver aucune perte.

« D'un autre côté, les pièces de la marine, placées sur les hauteurs qui dominent la basilique de Saint-Paul, envoyaient des boulets et des obus par dessus la porte du même nom, de sorte que l'ennemi était inquiété à la fois de ces deux points si éloignés l'un de l'autre.

« Pendant que se livraient ces divers combats, et depuis

deux heures jusqu'à cinq heures et demie du matin, les Romains ont tenté d'incendier notre pont, placé sur le bas Tibre, au mouillage de Saint-Paul. Près de cinquante brûlots, de formes et dimensions différentes, ont été arrêtés, détruits et coulés par l'active intelligence du lieutenant de vaisseau Olivieri, commandant la flottille, et du capitaine Blondeau, commmant la 7e compagnie de pontonniers.

« Ces avantages ont été précédés par des reconnaissances réitérées faites sur divers points par le 12e de chasseurs à cheval et le 11e dragons, sous les ordres du général Morris.

« Enfin, la journée du 29 a été signalée par un événement qui contribuera puissamment à enlever à l'ennemi la possibilité de prolonger la lutte. La poudrière de Tivoli, située à quatre lieues de Rome, a été complétement détruite par une colonne mobile aux ordres du général Sauvan. Les usines étaient garnies de quarante-huit pilons pouvant fabriquer jusqu'à vingt et vingt-quatre quintaux de poudre par jour. Près de trente quintaux de poudre confectionnés à divers degrés, une immense quantité de matières premières ont été noyées ou mises hors de service.

« En résumé, monsieur le Ministre, le succès de toutes les entreprises, les pertes incessantes éprouvées sur tous les points par l'ennemi, donnent à espérer que la résistance de la ville ne peut se prolonger désormais.

« Depuis le commencement du siége, toutes les opérations ont été conduites par le général de division du génie Vaillant, avec cette habileté et cette expérience dont il a donné tant de preuves. Le général de brigade Thiry, commandant l'artillerie, a surmonté avec une grande énergie de nombreuses difficultés.

« Le général Rostolan, commandant les troupes du siége, leur a imprimé un dévouement qui ne s'est jamais démenti. Enfin la brigade Mollière, composant l'avant-garde sous les ordres du général de division Regnaud de Saint-Jean-d'An-

gély, a depuis la prise de Pamfili, conservé avec la plus inébranlable fermeté les positions que les efforts de l'ennemi tendaient incessamment à lui enlever, à l'aide d'une nombreuse artillerie. Ainsi sur tous les points, généraux, officiers, soldats, ont admirablement accompli leur devoir.

« Je ne puis encore, monsieur le Ministre, citer ici tous les actes qui ont, dans ces mémorables journées, ajouté un nouvel éclat à nos armes. Je m'occupe de les recueillir. »

Le siége de Rome avait été mené avec une habileté infinie, quoique les ressources, en fait de matériel de guerre, aient constamment laissé beaucoup à désirer, ce qui est vraiment incompréhensible. Au surplus, les généraux commandant le génie et l'artillerie n'en eurent que plus de mérite.

L'armée avait été admirable. Cette valeureuse milice avait courageusement soutenu l'honneur du drapeau et combattu pour sa foi catholique et pour ses convictions anti-républicaines. La marine française l'avait parfaitement secondée. Rien de solide comme ces matelots et ces artilleurs, hommes de fatigue et d'énergie.

Le siége dura vingt-six jours; c'est peu quand on a égard aux circonstances dans lesquelles ce siége a été fait. La victoire n'a pas été trop chèrement achetée, et la solution n'a pas été trop longuement débattue. Le gouvernement français fut de cet avis. L'assemblée nationale française adopta la résolution suivante (1) : « L'assemblée nationale, en apprenant le succès définitif de nos armes dans l'expédition d'Italie, vote des remerciements à l'armée expéditionnaire et à ses chefs, qui ont su concilier dignement les devoirs de la guerre avec le respect dû à la capitale du monde chrétien.

« L'assemblée vote également des remerciements à la marine. »

Nous verrons le prince Louis Bonaparte et le ministre de la

(1) Séance du 10 juillet 1849.

guerre, exprimer la même admiration pour l'armée d'expédition.

Somme toute, l'armée romaine, qui n'aurait pas eu grande valeur en rase campagne, se défendit vigoureusement derrière ses remparts et dans les maisons dont elle avait fait d'excellents postes retranchés. Ses officiers manquaient d'expérience; mais ayant été nommés à cause de leur exaltation démagogique, ils devaient faire les plus grands efforts pour défendre la République. C'était, pour eux, une question vitale. Enfin, l'affaire du 30 avril, la prétendue victoire remportée sur l'armée du roi de Naples, le 9 mai, les proclamations, déclamations, articles de journaux, ordres du jour, tout cela avait exalté l'orgueil des troupes romaines et leur avait donné la plus haute idée d'elles-mêmes.

D'un autre côté, l'infériorité numérique de l'artillerie de l'attaque, comparée à celle de la défense, était frappante. L'artillerie romaine, c'est une justice que les généraux Vaillant et Thiry lui ont rendue, sut parfaitement utiliser ses bouches à feu. Elle employa aussi très-efficacement son matériel de campagne. L'artillerie française construisit quatorze batteries, dont quelques-unes furent refaites et armées plusieurs fois; elle ouvrit cinq brèches et tira neuf mille huit cents coups de canon, et trois mille quatre cents bombes ou obus; en tout, treize mille deux cents coups. Elle consomma trente-trois mille kilogrammes de poudre à canon, et six cent quatre-vingt-quinze mille cartouches d'infanterie.

L'artillerie romaine tira trois fois autant que l'artillerie française; les républicains prodiguaient surtout les munitions d'infanterie.

Le génie fit exécuter huit mille deux cents mètres courants de tranchées, dont la plus grande partie fut exécutée à la sape volante, sous le feu des assiégés.

Pour ne pas triompher sur des ruines, l'armée française dut procéder pied à pied, méthodiquement, sans se presser.

Le nombre total des tués et des blessés français, pendant le siége, en y comprenant la journée du 30 avril, fut de mille vingt-quatre.

Les assiégés eurent dix-huit cents morts et trois mille soixante-trois blessés.

En réalité, ce fut un succès de plus pour les armes françaises, autant que pour la politique religieuse de conservation et d'ordre social.

LIVRE IX.

DÉFAITE DU PARTI RÉPUBLICAIN.

LIVRE IX.

I.

Il était permis de penser que les républicains qui avaient soutenu ce siége dans Rome, allaient capituler immédiatement. Pas du tout : les chefs de la République romaine, lesquels n'avaient pas pris part au combat, qui s'étaient contentés de faire des proclamations et des discours, continuaient à pérorer. Toujours obstinés à une lutte inutile et sanguinaire, sans scrupule et sans rougeur au front, ils se font un jeu cruel des misères du peuple romain. Ils épuisent leur reste de souffle à souffler l'incendie.

Leur but avait été de lasser l'armée française, comme on use le fer qu'on ne peut parvenir à briser. Il fallait renoncer à cette tactique. Quelques pas de plus, quelques instants encore, cette vaillante armée se trouvait portée sans avoir, pour ainsi dire, aucun nouvel obstacle à surmonter, non-seulement dans le bastion 9, mais même sur la position de San-Pietro-in-Montorio, d'où la ville toute entière serait dominée et maîtrisée par son canon. A moins donc de se résigner à appeler la destruction sur une grande partie de la cité, toute résistance ultérieure était devenue impossible. Les républicains le voyaient bien ; ils reconnaissaient que la défense n'avait plus aucune chance : l'appui sur lequel ils avaient compté en France au

13 juin, leur manquait, et ils avaient été frappés de la persévérance des attaques de l'armée assiégeante, de la vigueur de ses soldats dans les rencontres à la baïonnette. Découragés des pertes qu'ils avaient éprouvées dans l'assaut de la dernière nuit, les républicains étaient abattus. Ils voyaient que leur audace n'était plus sanctionnée par le succès et l'impunité. Les tigres reconnaissaient la supériorité des lions.

Les chefs de Rome, seuls, voulaient encore prolonger l'agonie de la République et les souffrances de la ville.

Dans les révolutions, la majorité se laisse opprimer par une poignée d'ambitieux hardis. Obéir à celui qui commande en maître, le peuple est ainsi fait. Les peuples, troupeaux humains, quand ils ont laissé partir leurs pasteurs, sont asservis par les loups; alors, les cœurs purs sont opprimés par la lie abjecte de la démocratie, par les plus vils, les derniers de la race humaine.

A Rome, les honnêtes gens n'avaient pas osé jouer leur sang contre la liberté; il avait fallu que la France fît toute la besogne et la fît jusqu'au bout. Leurs tyrans avaient pourtant depuis longtemps comblé la mesure; maintenant encore, ils persistaient à résister. L'influence de Mazzini était telle sur ses complices, qu'un député s'écria à la tribune : — « Ce ne sont pas des paroles creuses qu'il nous faut à cette heure, ce sont des explications précises : Mazzini convient que les défenseurs de Rome ont éprouvé un échec, et que les rapports des généraux signalent un péril; mais, quant à lui, il ne pense pas qu'on soit réduit à capituler. Il demande que, du moins, on suspende une décision jusqu'au lendemain. » L'assemblée allait céder, lorsque le général Bartolucci, un Romain, monte à la tribune : — « Vos soldats, dit-il, décimés par le feu et par la baïonnette, sont harassés par des fatigues et des veilles, sous une chaleur accablante. J'ai lu les rapports des généraux et spécialement ceux de Garibaldi, et leur teneur ne laisse plus l'espoir de prolonger la résistance : le temps des

illusions est passé. Il faut épargner à Rome de plus grands désastres ! »

Mazzini tente un dernier effort; il conjure l'assemblée, disposée à capituler, d'entendre Garibaldi, l'âme de la défense, avant de prendre un parti décisif. Garibaldi, mandé par la chambre, arrive; il est pâle; sa défaite se lit sur son visage altéré. Ses principaux lieutenants sont morts, parmi lesquels Andréa, son nègre chéri. Il avoue que la victoire a favorisé les armes de la France; mais il ajoute que tout est possible à un peuple qui préférerait la mort à une reddition. Dans ce cas, il propose un plan désespéré : que les républicains sacrifient la ville entière et ses monuments! Il fallait, si les Romains étaient décidés à vaincre ou à mourir, se retirer sur la rive gauche du fleuve, s'y retrancher fortement, faire sauter tous les ponts, armer de canons les bastions du Saint-Esprit, tenir avec vigueur dans le château-fort Saint-Ange, sur les remparts de la cité Léonine, dans le quartier de Saint-Pierre et du Vatican. Mais, pour mettre à exécution ce plan de défense, il aurait fallu que la population tout entière y consentît, et elle était au contraire toute disposée à s'y refuser. La garde civique ne voulait pas de ce combat à mort; elle était lasse de la République, des républicains et de la guerre.

L'Assemblée constituante, se rendant enfin à l'évidence, vota le décret suivant :

« République romaine! au nom de Dieu et du peuple!

« L'Assemblée constituante romaine cesse une défense devenue impossible et reste à sa place.

« Le triumvirat est chargé de l'exécution de cet arrêté.

« Rome, le 30 juin 1849. »

Mazzini refusa d'exécuter ce décret, contraire à son désir de prolonger la lutte. — « Citoyens, dit-il, ma conscience de républicain s'oppose à ce que je me charge de communiquer

votre résolution au général Oudinot. J'étais votre mandataire, comme triumvir, pour défendre la République et Rome. L'acte que vous venez de voter change la nature de mon mandat ; je me sens libre désormais, et je résigne entre vos mains le pouvoir dont vous m'avez revêtu. » Ses deux collègues, Armellini et Saffi, imitèrent son exemple. Leur démission fut acceptée, et, à leur place, furent nommés Mariani, Salicetti et Calandrelli.

L'Assemblée ordonna, en outre, par deux autres décrets, qu'un service funèbre serait célébré à Saint-Pierre pour les défenseurs trépassés, et que l'un des palais pontificaux serait converti en hospice pour les blessés.

Pendant ce temps, les défenseurs avaient cessé de tirer. Un des leurs, envoyé en parlementaire, était venu demander un armistice pour pouvoir enlever les morts et les blessés, qui étaient gisants çà et là sur tout le terrain des combats de la nuit. Le général de tranchée acquiesça à cette demande, et des deux côtés on put se livrer à ce religieux devoir. C'était quelque chose de poignant pour le cœur que de voir ces deux troupes ennemies mêlées pour ces pieuses recherches, se guidant et s'aidant réciproquement, faisant de mutuels échanges de blessés et de cadavres. Les prêtres bénissaient les uns et les autres ; de même Français ou Romains reçurent indistinctement les soins des officiers de santé des deux partis. Cette scène, à laquelle assistaient le général en chef et une grande partie de l'état-major de l'armée, était émouvante. Et pourquoi tous ces morts, tous ces blessés, toutes ces victimes ?... Pour que Mazzini et ses amis conservassent quelques jours de plus un pouvoir usurpé !...

Les travaux d'attaque continuaient avec la même ardeur, lorsqu'une députation de la municipalité romaine vint au camp français pour faire connaître au général en chef la résolution adoptée par l'Assemblée constituante. Le général Oudinot les reçut avec politesse. Ils déclarèrent n'avoir pas mission de

traiter les conditions de l'entrée de l'armée française à Rome, mais n'en soumirent pas moins le projet de convention suivant :

« En conséquence du décret émané de l'Assemblée constituante, le 30 juin dernier, la municipalité de Rome est chargée de traiter avec le général Oudinot de Reggio, commandant l'expédition de l'armée française dans la Méditerranée, et le général, accordant les éloges qui sont dus à l'honneur et à la valeur de la milice et du peuple qui ont défendu la ville, est convenu des conditions suivantes :

1° L'armée française entrera dans la ville de Rome, et elle y occupera les positions qu'elle jugera convenables ;

2° Les corps militaires français et romains qui resteront dans la ville feront leur service ensemble ;

3° Les autorité militaires romaines établiront plusieurs cantonnements pour les troupes qui abandonneront la ville ;

4° Toutes les communications avec Rome, actuellement interceptées par l'armée française, redeviendront libres ;

5° Les dispositions défensives dans l'intérieur de Rome, n'ayant plus de but, devront disparaître, et la circulation sera entièrement rétablie ;

6° La liberté individuelle et l'inviolabilité des personnes, pour tous les faits précédents et la sûreté des propriétés, seront garanties indistinctement pour tous ;

7° La garde nationale est maintenue en activité de service, conformément à sa première organisation ;

8° La France ne s'immiscera pas dans l'administration intérieure. »

Ainsi les vaincus posaient des conditions aux vainqueurs avec une impertinente audace.

Malgré son désir d'en finir pacifiquement et de rassurer les habitants, le général en chef ne trouvait pas cette convention acceptable ; mais, avant de formuler son avis, il voulut en conférer avec M. de Corcelles, retourné à Civita-Vecchia, et qu'il

fit mander aussitôt. Ce dernier s'empressa d'accourir. Il refusa énergiquement, comme le général en chef, de ratifier cette convention telle qu'elle était. Alors les députés de la municipalité dirent que la place ne se soumettrait à aucune autre condition écrite, qu'elle préférait subir les Français comme des vainqueurs.

Les travailleurs complétaient leur établissement sur les remparts; l'artillerie arrêtait à l'avance les dispositions qu'elle aurait à prendre si la lutte recommençait, pour soutenir et hâter la marche ultérieure des attaques.

Le général en chef somma une dernière fois la ville d'ouvrir ses portes, lui accordant encore un nouveau délai de quelques heures pour l'acceptation de son ultimatum, le feu devant recommencer partout à l'expiration de ce délai.

Le chef d'attaque fut prévenu de ces dispositions par le général commandant le génie; dès ce moment, l'activité imprimée aux travaux redoubla, et les batteries n°s 10, 11, 12, 13, reçurent l'ordre de se tenir prêtes à ouvrir le feu.

La nuit du 2 au 3 juillet était venue, et aucun ordre n'avait été donné de reprendre les hostilités, lorsqu'une lettre du général en chef au général de tranchée annonça que la municipalité de Rome se déclarait impuissante à traiter d'une capitulation dans les circonstances politiques où elle se trouvait, mais qu'elle se soumettait à la force, et qu'elle adhérait tacitement à l'occupation immédiate de quelques-uns des postes, et à l'entrée des Français dans la ville pour le lendemain. Cette lettre prescrivait en même temps la prise de possession de la porte San-Pancrazio. Le commandant Frossard s'en empara à la tête d'une colonne, qui pénétra dans le Transtévére et arriva jusqu'au Tibre, démolissant à mesure toutes les barricades qu'elle rencontrait. Le même travail fut opéré par le lieutenant-colonel du génie Leblanc, le capitaine du génie Schœnnagel, etc., à San-Pietro-in-Montorio, aux portes San-Paolo et Portese, au pont des Quatro-Capi, etc.

Le 3 juillet, à midi, le général Guesviller occupa la porte del Popolo et ses abords à l'intérieur de la ville.

A cinq heures du soir, le général en chef, accompagné de son état-major et des états-majors particuliers de l'artillerie et du génie, fit son entrée à Rome, à la tête de la 2e division et de la cavalerie. Ils furent accueillis, à leur entrée, par les cris de : « Vivent les Français, vive Pie IX! » Les mouchoirs s'agitaient en signe d'allégresse, les honnêtes gens battaient des mains et saluaient leurs libérateurs, simples et modestes dans leur triomphe, autant qu'ils s'étaient montrés intrépides pendant la lutte.

Les Romains se sentent respirer à l'aise. Leur sort est changé tout à coup. Il n'y a plus ni terreur, ni République! Plus de violences, plus d'assassinats dans les rues et dans les maisons! Désormais plus de crainte! Plus de piéges inhumains! les Romains n'avaient plus besoin de se cacher pour se soustraire au fer levé des assassins démocrates! Ils pouvaient prier Dieu! Ils pouvaient, en famille, sans crainte de surprise, dire au Seigneur les oraisons chrétiennes! Ils pouvaient pleurer, rire et prier! pleurer et prier, l'âme élevée vers ce Dieu né dans une étable et mort sur une croix! Ils pouvaient sans crainte qu'on ne les arrachât de leur sein, embrasser leurs enfants, ces rayons de leur âme.

Les Français, des frères catholiques, anges de la liberté, leur avaient fait ce destin.

Les braves ouvriers du Transtévère, restés toujours fidèles à la papauté, embrassent les Français et serrent leurs vaillantes mains. Au Corso, la scène change. Les conjurés ont parcouru la rue le poignard à la main, sommant les marchands de fermer leurs boutiques : — « Malheur! s'écrient-ils, malheur à tous ceux qui regarderont passer *les barbares!* Mort à qui leur adressera la parole! C'est par le silence du tombeau que les Romains doivent recevoir leurs oppresseurs! »

L'accueil ainsi se trouve refroidi. Rue Condotti, un poste

de garde civique, craignant le style républicain, ne sort pas pour rendre les honneurs militaires aux troupes qui défilent. Plus loin, quelques impuissants sifflets éclatent dans la foule. Quelques cris se font entendre : « Plus de pape ! A bas les prêtres ! Vive la République romaine ! »

Les Français continuent, impassibles sous leurs armes et dans leur force. Au café des Beaux-Arts, où les chefs des société secrètes ont leurs pipes, un immense drapeau républicain flotte au vent, surmonté d'un bonnet rouge. Le général Levaillant (Charles), pousse son cheval dans cette direction et fait enlever le drapeau et l'emblême de la terreur. Sur la place Colonne, l'émeute attend l'armée : elle se compose d'une centaine de braillards, à la tête desquels se trouve le député Cernuschi, ceint d'une écharpe rouge et portant à la main un drapeau révolutionnaire. Ces misérables, chargés par le général Oudinot et le général Levaillant (Charles), se dispersent à leur présence ; quelques-uns, dont les cris sont plus persistants, sont poursuivis par quelques cavaliers, auxquels ils demandent grâce et qui les laissent avec mépris. Le duc de Reggio descendit à l'hôtel de l'ambassade de France, dont il fit provisoirement son quartier-général.

Il adressa aux Romains une proclamation, dans laquelle il leur disait que l'armée envoyée sur leur territoire avait pour mission de rétablir l'ordre réclamé par le vœu des populations ; qu'une minorité factieuse ou égarée l'avait contraint de donner l'assaut à leurs remparts ; qu'au milieu des témoignages de sympathie qui l'avait accueilli avec son armée, là surtout où les sentiments du vrai peuple romain n'étaient pas contestables, si quelques clameurs hostiles s'étaient fait entendre, les gens de bien et les vrais amis de la liberté ne devaient pas se décourager et craindre, mais au contraire reprendre confiance. Il prévenait, en outre, les ennemis de l'ordre et de la société que si des manifestations oppressives, « *provoquées par une faction étrangère,* » se renouvelaient, elles seraient rigoureuse-

ment punies. Enfin, pour donner à la sécurité publique des garanties positives, il arrêtait les dispositions suivantes :

« Provisoirement, tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains de l'autorité militaire; elle fera immédiatement appel au concours de l'autorité municipale. L'Assemblée, le gouvernement dont le règne violent et oppressif a commencé par l'ingratitude et a fini par un appel impie à la guerre contre une nation amie des populations romaines, cessent d'exister. Les clubs et les associations politiques sont fermés. Toute publication par la voie de la presse, toute affiche non autorisée par le pouvoir militaire, sont provisoirement interdites. Les délits contre les personnes et les propriétés sont justiciables des tribunaux militaires. Le général de division Rostolan est nommé gouverneur de Rome. Le général de brigade Sauvan est nommé commandant la place. Le colonel Sol est nommé major de place. »

L'armée française avait mis son pied sur le volcan et l'avait éteint. Le cratère était fermé. Elle avait purgé Rome de ces intrus carnassiers qui y avaient établi leur tanière. L'Assemblée constituante romaine fut dissoute. Contrairement à ce qu'ils avaient juré, les députés n'étaient pas restés à leur place; le détachement chargé d'aller les en chasser, n'en trouva que quelques-uns, parmi lesquels Quirico Filipanti, qui, revêtu de ses insignes de représentant, leur remit la protestation suivante, rédigée par lui, acte ridicule et théâtral pour lequel il savait parfaitement ne courir aucun danger :

« République romaine !

« Au nom de Dieu et du peuple des Etats romains, qui nous a librement élus ses représentants;

« Au nom de l'article 5 de la constitution de la République française, l'Assemblée constituante romaine proteste devant l'Italie, devant la France et devant le monde civilisé, contre

l'invasion violente de sa résidence, opérée par les troupes françaises, le 4 juillet 1849, à sept heures du soir. »

Les principaux chefs de la révolution s'étaient enfuis de Rome après avoir empli leurs poches : Mazzini, Armellini, Saffi, Galetti, Ciceruacchio, Sterbini, Sturbinetti, Montecchi, etc. Les uns étaient partis pour la Suisse, d'autres pour l'Angleterre, pour les pays où ils s'étaient fait précéder par l'argent qu'ils avaient volé. Mazzini, ce reptile venimeux à la langue dorée qui lance ses poisons dans l'ombre, avait fui également. La France n'avait pu écraser le venin de l'avocat gênois de son pied vainqueur. Cet homme, malheur, ruine et honte de l'Italie, a toujours conspiré depuis avec ses frères de crime et d'ignominie. Il nie le remords. Eh bien ! le remords vengera ses victimes ; leur souvenir sera son supplice ; sa propre conscience sera son bourreau.

Tous ces misérables avaient trouvé des passeports au consulat d'Angleterre et au consulat des États-Unis d'Amérique. Les protestants qui aident les démagogues sont logiques.

Avant de quitter Rome, Mazzini, quoiqu'il eût donné sa démission de triumvir, adressa en cette qualité une proclamation aux Romains, dans laquelle il leur promettait encore la victoire, au nom de Dieu et du peuple ; il leur promettait encore la prochaine convocation de la Constituante romaine. En attendant, il désignait à la haine des démocrates ceux qui reconnaîtraient la souveraineté du pape et entretiendraient le moindre commerce avec les Français, etc. — ..... Cette proclamation ne fit pas la moindre sensation : quand on est occupé à admirer les soldats, les rhéteurs ne sont point écoutés.

Le jour du jugement s'était levé pour ces oppresseurs qui avaient réduit Rome en un aussi triste état. Les Romains ne les regrettèrent pas, en se rappelant les haines, les oppressions, les misères, les tortures qu'ils avaient entassées sur eux. Ils les avaient faits sans frères sous le soleil, et sans Dieu. Ils leur avaient tout pris, liberté, fortune, sauf l'honneur et la foi. Ils se

rappelaient leurs affronts; leurs cœurs saignaient encore des poignards qu'ils y avaient plantés! Ils étaient enfin vengés. Les tigres étaient en fuite. Ils ne seraient plus sous leurs griffes, tremblants comme la feuille et froids comme le marbre. Pourquoi cette oppression? Quel en était le mot? La peur. La peur des esclaves, c'est là toute la force des tyrans, race impie, Ceux-là seuls sont dignes de la liberté qui se retrempent au danger, et dans le martyre s'affermissent.

Rome était enfin délivrée! Quand on ne put plus douter de cet événement, toutes les poitrines furent soulagées, et un cri de bonheur s'en échappa. On se serrait la main sans se connaître, comme à la nouvelle du plus grand, du plus heureux événement public.

En entrant à Rome, les Français furent frappés de l'horrible aspect qu'offrait cette cité infortunée. Tout y trahissait les ravages de la République. Les arbres des villas abattus à coups de hache, les portes et les meubles en ruines, les images des saints brisées, les propriétés lézardées, démolies, tout attestait les violences dont la ville avait été le théâtre. A chaque pas s'y révélait le témoignage de la dévastation la plus complète.

Rome, épargnée par l'armée catholique qui venait de l'arracher au brigandage, n'avait pas été traitée de même par les républicains. Quand les soldats français y pénétrèrent, ils furent frappés de son aspect douloureux. Elle portait, comme jadis la France après 93, les mutilations et les cicatrices de son martyre; que ne puis-je dire de sa valeur! mais non, car les scélérats s'étaient tout permis, et les *honnêtes gens* avaient tout souffert. Cette fois encore la lâcheté des opprimés avaient égalé l'infamie et l'audace des oppresseurs.

Malgré ces tristes ruines, Rome était toujours la ville éternelle. Les athées avaient eu beau faire, ils n'avaient pu arracher sa grandeur à « l'*infâme*. » La foi survivait à la tempête, comme une fleur flottant sur l'abîme.

II.

En somme, dans tous ces combats, les armées catholiques s'étaient montrées très-modérées, et la France leur avait donné encore cet exemple. C'est ce qui convient.

Du sein de la cruelle révolution, au contraire, étaient sortis des forcenés, pour commettre les plus grands crimes, pour, à plaisir, se vautrer dans la fange. Quand une société a cette horrible fièvre qu'on appelle *démocratie*, il est des êtres féroces qui déshonorent ainsi leur patrie en l'ensanglantant. On voit alors des infortunés, hommes, femmes, enfants même, tous innocents et surtout sacrés parce qu'ils sont faibles, on les voit couverts de boue, assaillis d'invectives, frappés, déchirés, égorgés par des républicains en délire. Il a fallu voir de ses yeux la révolution promener ses torches par toute l'Europe, en 1848, pour être persuadé que le retour de ces saturnales fût encore possible.

Il faut parler aux masses de ces douleurs, de ces crimes; il faut mettre en parallèle de ces atrocités, la conduite calme, digne, généreuse, des armées régulières.

A Rome, quoique les représailles fussent faciles et pussent paraître légitimes, l'armée française se montra magnanime. C'est qu'elle a appris à ne pas se faire justice elle-même, à ne pas se venger, à ne pas écouter les inspirations de la colère, à ne pas frapper les vaincus, à détester le meurtre, le pillage, la dévastation, tout ce qui peut dégrader la victoire.

Il convient aux catholiques d'être cléments et généreux dans le triomphe, de s'affranchir de la haine, de la brutalité, de ces aveuglements, de ces excès farouches qui avilisent la majesté d'une noble cause. Certes, les républicains sont sans

pudeur et sans humanité ; ils n'enseignent pas à leurs esclaves la modération ; ils ne leur donnent que l'exemple de l'envie jalouse et des ressentiments implacables ; — mais une façon, pour les catholiques, de se montrer supérieure à ces misérables, c'est, vainqueurs, de ne pas imiter leurs égarements.

La France catholique a compris cela. C'est que la France a un cœur et un cerveau ; c'est une nation qui aime et qui pense. Le caractère de ses soldats était bien fait aussi pour leur concilier l'affection des étrangers. Le génie français est un génie essentiellement sympathique ; il se prodigue, il se donne ; il est ingénieux, il est fécond, il est sociable ; il pénètre partout, comme la lumière, comme la vérité ; son allure est pleine de franchise ; on l'aime encore plus qu'on ne l'admire, car on sent qu'il apporte ces idées de civilisation qui, bien réglées, sous l'empire de la religion, poussent les peuples au progrès juste.

III.

Dès qu'il fut entré à Rome, le général Oudinot de Reggio, chargea le colonel Niel, du génie, de porter au souverain Pontife à Gaëte, une lettre lui annonçant la prise de la ville, et de lui en remettre les clefs. C'était donner au corps du génie une marque de considération dont il s'était bien montré digne.

Il serait impossible de dire la joie que ressentit le saint Pontife en apprenant que son peuple était enfin délivré, que le sang ne coulait plus, que l'hydre de l'athéisme et de la démagogie était terrassé. Son noble et beau visage était inondé de larmes. Dieu lui devait bien cette joie, l'une des plus vives qu'aient

ressenties son grand cœur. Il l'avait tant prié pour ses enfants! Il avait, par le souvenir des douleurs et des souffrances de Jésus, supporté héroïquement l'adversité. Dans toutes ses afflictions, dans toutes ses tristesses, il s'était tourné vers le Christ pour implorer son secours; il avait, comme lui-même, reçu sans murmurer les coups des méchants; à son exemple, il avait supporté les fausses accusations et les jugements injustes; il avait porté sa croix et suivi son maître, songeant avec amour à la sainte Passion. Se souvenant de cette mort accomplie pour l'amour des hommes, il l'avait aimée de tout son cœur. Il avait trouvé sa consolation dans les plaies divines; il s'était fortifié de ces blessures; par leur vertu, il avait triomphé du diable. du monde et de la chair. Et toujours, à toute heure, il avait ardemment prié pour les fils de l'Eglise.

Le colonel Niel, ému lui-même jusqu'au fond de ses entrailles par cette touchante majesté, sur l'invitation du Saint-Père, lui raconta les travaux, les luttes et les souffrances de l'armée française. — « Oh! s'était écrié le souverain Pontife, parlez-moi de mes fils de Rome et de France! Combien ils ont dû souffrir! Combien j'ai prié pour eux! »

Et le Saint-Père écoutait avidement le récit du brave soldat. Il sut un gré infini à l'armée assiégeante d'avoir épargné la ville sainte; il n'avait pas trop présumé de ces fils aînés de l'Eglise.

— « Colonel, dit-il, je l'ai dit souvent dans d'autres occasions, et je suis heureux de pouvoir le répéter aujourd'hui après un si grand service, c'est sur la France que j'ai toujours compté. La France ne m'avait rien promis, mais je sentais qu'au moment opportun, elle donnerait à l'Eglise ses trésors, son sang, et, ce qui est peut-être plus difficile pour ses valeureux fils, ce courage contenu, cette persévérante patience auxquels je dois qu'on ait conservé intact ma ville de Rome, ce trésor du monde, cette cité si aimée, si éprouvée, vers laquelle, pendant l'exil, mon cœur et mes regards pleins d'angoisses fu-

rent toujours tournés !... Dites au général en chef, à tous les généraux sous ses ordres, à tous les officiers, et je voudrais que cela pût être dit à chaque soldat de la France, que ma reconnaissance est sans bornes ; mes prières pour la prospérité de votre patrie en seront plus ferventes. Quant à mon amour pour les Français, il est devenu plus vif, si cela est possible, après les services qu'ils m'ont rendus. Quant à vous, colonel, je suis heureux de pouvoir vous donner une preuve de mon estime particulière. »

Et avec cette grâce parfaite qui le distingue si particulièrement, Pie IX présenta un superbe chapelet au colonel Niel, en lui disant : — « Voilà pour l'épouse chrétienne. » Et attachant de son auguste main la croix de commandeur de saint Grégoire-le-Grand sur cette loyale poitrine : — « Voilà pour le vaillant guerrier, » ajouta-t-il.

Quel beau jour pour cet officier ! Comme il était bien récompensé de ses fatigues et de son courage par cette plus grande marque d'honneur qu'un chrétien puisse recevoir, par cette plus précieuse des récompenses dont il puisse se montrer digne!..... Pie IX a toujours prouvé, par une admirable délicatesse de gratitude et de justice, qu'il sentait le prix du dévouement et de l'affection de ses enfants. Ah ! pourquoi les plus beaux traits de son cœur magnanime sont-ils restés inconnus !.....

Le Saint-Père remit au colonel Niel la lettre autographe suivante, pour le général en chef de l'armée française :

« Monsieur le général,

« La valeur bien connue des armes françaises, soutenues par la justice de la cause qu'elles défendaient, a recueilli le fruit dû à de telles armes : la victoire. Acceptez, monsieur le général, mes félicitations pour la part principale qui vous est due dans cet événement, félicitations, non pas pour le sang ré-

pandu, ce que mon cœur abhore, mais pour le triomphe de l'ordre sur l'anarchie, pour la liberté rendue aux personnes chrétiennes et honnêtes, pour lesquelles ce ne sera plus un délit de jouir des biens que Dieu leur a départis et de l'adorer avec la pompe religieuse du culte, sans courir le danger de perdre la vie ou la liberté. Sur les graves difficultés qui pourront se présenter par la suite, je me confie dans la protection divine. Je crois qu'il ne sera pas inutile à l'armée française de connaître l'histoire des événements qui se sont succédé pendant mon pontificat. Ils sont relatés dans mon allocution dont vous avez connaissance, monsieur le général, mais dont je vous remets néanmoins un certain nombre d'exemplaires, pour qu'elle puisse être communiquée à ceux auxquels vous jugerez utile de la faire connaître. Cette pièce prouvera suffisamment que le triomphe de l'armée est remporté sur les ennemis de la société humaine, et votre triomphe devra, par cela même, éveiller des sentiments de gratitude dans tout ce qu'il y a d'hommes honnêtes dans l'Europe et dans le monde entier.

« Le colonel Niel qui, avec votre dépêche très-honorée, m'a présenté les clefs de Rome, vous remettra la présente. C'est avec beaucoup de satisfaction que je profite de cet intermédiaire, pour vous exprimer mes sentiments d'affection paternelle et l'assurance des prières que j'adresse continuellement au Seigneur, pour vous, pour l'armée française, pour le Gouvernement et pour la France.

« Recevez ma bénédiction apostolique que je vous donne de cœur.

« Datum Cajetæ, die 5 julii 1849.

« Pius P. P. IX. »

Le colonel Niel ne revint à Rome qu'après avoir remis à Sa Majesté le roi des Deux-Siciles, une lettre du général Oudinot, lui annonçant également la défaite du parti républicain.

Il était juste de ne pas oublier ce grand roi, si pieux et si brave, auquel les calomnies des révolutionnaires ont fait un piédestal impérissable pour ses vertus. Ferdinand II était alors dans sa capitale. Le colonel Niel s'y rendit dans le plus bref délai. Le roi de Naples le reçut avec cette affabilité gracieuse qui le distingue au plus haut degré, et félicita la France dans sa personne, d'avoir vaincu l'*idée républicaine* dans ses derniers retranchements, d'avoir vaincu *les ennemis de la société humaine*, selon l'expression du saint Pontife.

IV.

Le château Saint-Ange fut remis aux Français, le 4, à huit heures du matin, après sommation.

Aucunes recherches ne furent faites des Français réfugiés qui avaient pris part à la défense de la République à Rome. A ces Français indignes qui avaient tiré sur le drapeau de la France, à ces traîtres, le général Oudinot crut devoir pardonner. Il leur laissa une vie déshonorée.

Quant à Garibaldi, il n'avait pas attendu l'entrée des vainqueurs. Dès le 3, au matin, il s'était retiré, avec trois mille hommes de tous pays, par la porte San-Giovanni. Il avait réuni dix à douze mille défenseurs de la République et leur avait dit : « Soldats! la fortune, qui nous trahit aujourd'hui, nous sourira demain! Montrons-nous forts et bravons ses caprices! En attendant, voici ce que j'offre à ceux d'entre vous qui veulent me suivre : De la faim, de la soif, du froid et du soleil. Point de munitions, mais des alertes continuelles; point de poudre, mais des combats à la baïonnette, des mar-

ches forcées de jour et de nuit, la vie du soldat, enfin. Qui aime la gloire me suive ! »

Un quart environ avait consenti à partager sa fortune.

La première division fut envoyée à la poursuite de Garibaldi, mais elle ne put l'atteindre.

Il se trouvait encore à Rome des forces assez considérables, tant des troupes régulières de l'ancienne armée pontificale que des corps irréguliers levés sous le gouvernement du triumvirat.

Tous ces derniers furent désarmés, licenciés et renvoyés de Rome ; on exigea des troupes régulières qu'elles fissent leur soumission, après quoi on leur laissa leurs armes.

Quelques assassinats ayant été commis dans les premiers moments qui suivirent l'entrée de l'armée française, entr'autres sur la personne de plusieurs prêtres, dont un Français, coupables d'avoir enseigné leur chemin à des soldats français, les habitants eurent l'ordre de consigner, entre les mains de l'autorité française, toutes les armes qui se trouvaient en leur possession. Cette mesure, qui reçut une exécution immédiate et retira trente-cinq mille armes à la ville, jointe aux dispositions énergiques prises par le gouverneur, rétablirent en quelques jours une complète sécurité dans Rome. C'est ainsi que le général Rostolan fit fermer le fameux café des Beaux-Arts et autres établissements connus pour être le rendez-vous des républicains. Dans la proclamation suivante, qu'il adressa aux Romains, on trouve d'autres mesures de sagesse qui montrent ce que le gouvernement pontifical aurait dû faire, dès le principe, pour étouffer la révolution à son berceau :

« Habitants de Rome,

« Le général commandant en chef l'armée française m'a nommé gouverneur de votre cité. J'accepte ce poste avec l'intention précise de seconder énergiquement, avec tous les moyens concentrés dans mes mains, les mesures déjà prises par le général en chef, afin d'assurer votre tranquillité et de protéger vos personnes ainsi que vos propriétés.

« Je prends les dispositions suivantes :

« 1° Tout attroupement sur la voie publique est interdit, et sera immédiatement dispersé par la force;

« 2° La retraite aura lieu à neuf heures. La circulation dans la ville cessera à neuf heures et demie. A cette heure, tous les lieux de réunion seront fermés;

« 3° Les cercles politiques qui n'ont pas été fermés, malgré la proclamation du général en chef, le seront par la force, et les propriétaires et les chefs des lieux où existent ces réunions, seront poursuivis avec rigueur;

« 4° Toute violence, toute insulte, contre nos soldats, ou contre les personnes qui ont avec eux quelque rapport amical; tout empêchement apporté à l'approvisionnement, seront immédiatement punis d'une manière exemplaire;

« 5° Les fonctionnaires publics et les médecins pourront circuler librement dans la ville; ils devront cependant être munis d'un *laissez-passer* signé par l'autorité militaire; et ils se feront accompagner de poste en poste jusqu'aux endroits où ils devront se rendre.

« Habitants de Rome, vous voulez l'ordre, je saurai vous le garantir. Ceux qui songeraient à prolonger votre oppression, trouveraient en moi une sévérité inflexible.

« Rome, 5 juillet. »

Le soir du même jour, le général Rostolan commanda lui-même une forte patrouille de deux mille hommes. Applaudis partout avec enthousiasme, ces soldats furent sifflés en certains endroits; mais leur attitude menaçante mit bientôt un terme à ces démonstrations. Le lendemain, les républicains ne pouvant rien autre chose contre les Français, publièrent un misérable pamphlet, écrit en français, digne en tous points des matérialistes qui rédigent les feuilles républicaines; pauvres écrivains, qui s'efforcent de rire et de faire rire les autres aux dépens des choses les plus saintes; pourceaux habillés et

sachant à peine écrire, qui se vautrent dans les fanges de l'athéisme et de la matière. Voici à quels expédients la république en était réduite à Rome, et voici le style des publicistes et des hommes d'État du parti :

ORDRE DU JOUR

POUR LES JOURS DE L'ORDRE.

« **Soldats de la Méditerranée et de l'eau bénite !!**

« Réjouissez-vous, mes vaillants et preux camarades, vous venez d'atteindre enfin le but mystérieux de vos glorieux exploits! Vous venez de rehausser et de saluer le drapeau du Pape, flottant sur les toits de la ville éternelle ; vous avez assisté, l'arme au bras, au défilé de la sainte prêtraille et des milices défroquées; vous m'avez vu servir la messe, tandis que mon état-major allumait les cierges, et vous partagerez, avec vos généraux, l'honneur de baiser la savate du Pape!

« Vous êtes sortis de France en simples fantassins d'une république mondaine, et vous rentrerez en Calmuks et Cosaques de la sacristie, qui est l'antichambre du paradis. Seigneur! Dieu seul est grand, et Guizot, Thiers, Falloux, sont ses prophètes!.....

« L'ordre est revenu et la liberté s'est envolée ; bon voyage! L'ordre règne à Rome et à Paris comme à Varsovie! L'Italie est tranquille comme un tombeau. L'ordre n'est pas la vérité : la vérité est factieuse; la parole doit masquer la pensée. Je vous avais dit, à Toulon, que vous étiez élus à chasser l'Autrichien de cette belle Italie. Excusez, je vous plaisantais. C'est d'après les ordres de nos puissants alliés, le Czar de Russie et l'Empereur d'Autriche, que nous sommes ici. Ces brigands d'Italiens s'avisèrent de vouloir redevenir une nation, de s'affranchir du joug paternel de l'Autriche, et des roitelets et des prêtres, vassaux de l'Autriche; ils se fourrèrent dans la tête de se constituer en république une et indivisible, comme chez

nous, et de se donner des institutions libérales à l'instar de la France.

« Malheureux niais! Ils ne se doutaient pas que le grand neveu du petit oncle aurait pris sur lui de reconduire ce pays à son ancien morcellement et à ses chaînes salutaires. Gloire à moi et à tous les apôtres guizotins! Oui, c'est la République française qui devait aplatir la romaine : la sœur aînée a tué la cadette. Cela est juste, et selon les livres saints, Caïn devait tuer Abel.

« L'ordre n'est pas sot : ainsi il n'est nullement chevaleresque. Nous sommes venus enfoncer la nationalité italienne depuis qu'elle luttait à forces inégales, pendant deux ans, contre l'Autrichien et contre les rois italiens et le pape conjurés.

« Nous avons frappé au cœur le gladiateur blessé; la prudence est la mère de toutes les vertus; un bon général saisit le moment et assure la victoire, et l'âne ne donne son coup de pied au lion que lorsqu'il le voit terrassé.

« Guerroyer contre les forts, c'est gascon, c'est Don Quichotte; écraser les faibles et baiser la botte du Czar lorsqu'il daigne la frotter à notre derrière, voilà qui est commode et plein de gloire pour les enfants de la grande nation.

« L'ordre c'est l'honneur, mais l'honneur bien ordonné : n'allez pas le confondre avec la justice et la foi. En 1848, Lamartine embrassa le drapeau tricolore italien à l'Hôtel-de-Ville de Paris, et promit aide et secours à la cause de la nationalité italienne. Notre Assemblée constituante arrêta l'affranchissement de l'Italie. Mais Lamartine n'était qu'une ganache, et l'Assemblée un chenil d'aboyeurs à la lune. Leurs paroles ne nous lient pas, nous. Affranchir l'Italie! le plus souvent! — Oui, je l'ai affranchie en effet des chaînes de la liberté, j'ai balayé les patriotes, je les persécute, je les calomnie, je les traque comme des bêtes fauves, je les emprisonne en les traitant de voleurs, et je veux exterminer cette canaille qui daguerréotype nos libéraux de la France.

« J'ai foulé aux pieds l'aigle romaine et le drapeau tricolore italien, ce drapeau auquel feu mon père tirait son chapeau, le bonhomme! n'étant pas né duc, et que Napoléon aussi chérissait en vrai hérétique excommunié qu'il était. — Ce drapeau qui suivait notre Iride révolutionnaire partout, à Wagram, à Austerlitz, à Moscou, à Tarragone..., ce drapeau scélérat, je l'ai jeté au Tibre, et je l'ai remplacé avec le lbarum de la couleur de l'œuf, touchant emblême de l'accouplement de la poule gauloise avec le pigeon du Vatican. Après tout, sur ce drapeau on voit une clef d'or et une d'argent, métaux estimables qu'on ne voit pas reluire sur les pavillons des rebelles, et que notre gouvernement apprécie sur toutes choses.

« Soldats de l'*ordre* et de la *paix à tout prix*, soyez fiers d'avoir contribué à cette œuvre sainte et pieuse.

« Sachez que celui-ci n'a été que le ballon d'essai. Sous peu de jours vos cent mille camarades de Paris accompliront l'entreprise sainte que vous venez d'initier. Le drapeau blanc fleurdelisé, objet des soins et des soupirs de Thiers, Barrot Falloux et compagnie, flottera bientôt aux Tuileries. C'est mon confrère Bergamotte qui s'en charge. Je suis son précurseur. Apprêtez les bouquets et les lauriers, filles de France, pour mes héros qui vont réenjamber ma Méditerrannée! Vous les verrez revenir chargés de couronnes de lorettes et de bénédictions papales. Enfoncée la croix d'honneur! Elle n'est qu'un signe diabolique inventé par Napoléon, persécuteur des papes; — mes soldats couvriront leurs poitrines de scapulaires, et chacun d'eux portera, en France, un moine dans son havresac. Plus de ces titres rococo dont nos pères égarés étaient si gourmands! Plus de vainqueurs de Lodi, ni de Marengo! Plus de *redresseurs de torts*, *de champions de nationalités* ni d'autres hérésies semblables! Mais on vous saluera des noms flatteurs et caressants de *soldats du pape*, de colonne du temple, de bigots, de cagots, de calotins et croates de l'ordre. Hourra! Vivent nos patrons d'Autriche et de Russie! Vivent

les restaurants et les restaurations! Ce que nous ne voulons pas pour nous, faisons-le aux autres toujours. — Vivent les banquiers, les tartufes, les courtisans! Vivent l'or et l'argent! et mort aux républicains! A bas la vérité, à bas la justice, à bas le bonnet rouge à la coupe phrygienne, et adorons la calotte rouge des cardinaux!

« Ce soir, la retraite sonnera à six heures afin que vous ayez le temps de chanter les litanies et de réciter les heures de Bourges. Demain, nous irons à confesse, musique en tête. En votre qualité de gardes du Saint-Père, vous aurez la droite, à côté de l'orgue. — Amen.

« Fait à Rome, ce troisième jour de la restauration cléricale.

« Pour Monseigneur Falloux, général en chef,

« Koudinok, feld-maréchal d'Autriche, hetman de Cosaques, grand cordon de l'ordre de Loyola, chanoine de Saint-Pierre et cardinal de la sainte Église romaine.

« Pour la communion aux citoyens,

« *Reste-l'Ane*, sacristain-gouverneur. »

Ce pamphlet sacrilége et imbécile, ce plat jargon de la démocratie et de l'athéisme ces ignobles trivialités publiées clandestinement et répandues de même, n'émurent le peuple romain que de pitié et de mépris, et ne lui inspirèrent que du dégoût.

Elles n'empêchèrent pas la population délivrée, d'applaudir à la mise de l'état de siége, à la dissolution et au désarmement de la garde civique. Chaque rue était gardée par les factionnaires français; les troupes campaient sur les places publiques. Quoique la ville commençât à respirer plus à l'aise, la situation était encore difficile. Ceux des honnêtes gens qui n'avaient point quitté Rome, étaient encore sous la crainte du poignard

républicain. La ville éternelle contenait encore nombre de gens sans aveu, de malfaiteurs ; ces républicains semaient encore la terreur dans la population. La police, cette magistrature, quand elle est bien comprise et faite par des hommes probes, était désorganisée, ainsi que tous les autres services publics. La municipalité, d'origine révolutionnaire, ne secondait pas les bonnes intentions des libérateurs, qui faisaient les plus généreux efforts pour ramener l'administration à un état normal et régulier. La machine gouvernementale manquait de ces rouages principaux, sans lesquels elle ne pouvait fonctionner. Quelques bons citoyens se firent les collaborateurs du gouverneur de la ville. Celui qui, dans cette œuvre de régénération, montra le plus d'intelligence, fut un employé subalterne de la secrétairerie de l'intérieur, nommé Moreschi Theresiano. C'était un homme petit de taille, à la figure souffrante, à l'air malade, au costume pauvre. Il se présenta plusieurs fois pour parler au général Rostolan ; repoussé comme suspect, car il était bien permis de croire à de nouvelles tentatives d'assassinat, il insista et finit par réussir. Ce brave citoyen exposa au gouverneur de la ville éternelle que le moyen de salut pour l'administration était de chasser les employés placés par la République, et de reprendre ceux qu'elle avait congédiés. Non seulement il donna la liste des uns et des autres, mais il se chargea d'aller chercher les bons. Ce fut d'un grand secours. Et comme le général, enchanté, offrait de rémunérer ce service, Theresiano refusa, disant que celui qui sert son pays uniquement pour de l'argent est un mauvais citoyen, que pour lui il aspirait à une autre récompense, celle que procure la conscience d'avoir rempli un devoir.

Le général Rostolan lui serra la main de tout son cœur.

D'autres citoyens zélés avaient prêté leur concours au général Oudinot, au général Rostolan, aux ministres plénipotentiaires MM. de Corcelles et de Renneval, pour reconstituer un gouvernement régulier, en attendant que le Saint-Père fût

rentré dans ses états. Parmi eux se fit remarquer le prince Odescalchi, qui se chargea de composer un nouveau conseil municipal.

De son côté, le clergé, qui dans la persécution s'était montré si courageux, si noble, si calme, si résigné, ne faillit pas à sa mission sainte. Il appelait à lui les repentirs; il ramenait les égarés ; il pansait les plaies faites à l'âme par la révolution; il rassemblait dans l'église le troupeau décimé ; il pardonnait, il oubliait, il aimait comme toujours. Il n'avait aux lèvres que des paroles de paix, de fraternité, de concorde, d'encouragement; pas un reproche, pas une récrimination; de la charité, l'oubli des offenses, de l'amour. Il fut aussi sublime alors qu'il l'avait été dans les épreuves. Il se plaçait ainsi étroitement dans la pensée du souverain Pontife, qui avait subi tous ces désastres avec une dignité dont l'impression était si profonde. Les hommes supérieurs, et ils le sont, sont ceux qui ont la foi, conservent leur sérénité dans l'adversité. Et ce n'est pas là un des moindres encouragements qu'ils donnent à leurs amis.

C'est ainsi que Pie IX avait envoyé sa bénédiction à l'armée française qui venait de délivrer son peuple. La France, si profondément catholique, avait applaudi de toute son âme au succès de ses enfants contre les républicains de l'Europe, qui avaient enchaîné et mis au pillage la ville éternelle. Le parti démocrate seul fut insensible à ce mouvement religieux et patriotique. Ce parti avait cherché, au 13 juin, de renverser les pouvoirs réguliers, au cri de *Vive la Constitution* ! resté sans écho dans le peuple, qui avait appris par expérience à ne plus se laisser leurrer par l'étiquette du sac. Du reste, lors même que cette expérience ne lui aurait pas suffi, Ledru-Rollin, l'illustre et malheureux héros du vasistas, avait pris soin de lui dessiller les yeux en exposant cyniquement, devant la Haute Cour réunie à Bourges, sa théorie sur les coups de main.

Les révolutionnaires avaient attendu avec ardeur le 13 juin : cette date leur apparaissait comme le terme fixé pour leur avé-

nement; ils l'avaient annoncé à leurs amis de Rome. Aussi, ils se prenaient d'une belle passion pour cette Constitution qu'ils avaient tant de fois outragée, et qu'ils avaient si souvent essayé de renverser ; ils s'étaient retranchés dans sa lettre comme dans une forteresse, afin de réaliser leurs criminelles espérances. Dominés par de semblables idées, les anarchistes de Paris avaient tenté un coup de main le 13 juin, mais ils avaient été écrasés sous les pieds des chevaux du prince Louis-Napoléon Bonaparte et du général Changarnier.

La nouvelle de la victoire des soldats français contre les républicains réunis à Rome fut saluée en France par d'unanimes applaudissements, comme un nouveau triomphe de l'ordre contre la démagogie, et surtout de la religion contre l'athéisme. Les républicains, qui avaient accepté des mains sanglantes de Mazzini le titre de *citoyens de la République romaine,* furent les seuls que cette bonne nouvelle trouva sans sympathie. L'Assemblée nationale, on l'a vu, avait rendu hommage au patriotisme, au courage et au catholicisme de l'armée d'expédition ; le prince Louis-Napoléon Bonaparte écrivit au général en chef de cette armée :

« Mon cher général,

« Je suis heureux de vous féliciter du résultat que vous avez obtenu en entrant dans Rome, malgré la vive résistance de ceux qui s'y défendaient. Vous avez maintenu le prestige qui s'attache à notre drapeau. Je vous prie de faire connaître aux généraux qui sont sous vos ordres et aux troupes en général combien j'ai admiré leur persévérance et leur courage. Les récompenses que vous porte votre aide-de-camp sont bien méritées, et je regrette de ne pouvoir les remettre moi-même.

« J'espère que l'état sanitaire de votre armée se maintiendra aussi bon qu'il est aujourd'hui et que bientôt vous pourrez re-

venir en France avec honneur pour nos armes et bénéfice pour notre influence en Italie.

« Recevez, mon cher général, l'assurance de mes sentiments d'estime et d'amitié.

« LOUIS-NAPOLÉON. »

Avec ces lignes et les récompenses annoncées, l'aide-de-camp du général Oudinot lui apportait encore la lettre suivante du ministre de la guerre :

« Général,

« Je vous ai déjà fait connaître, dans une dépêche télégraphique, la vive satisfaction du président de la République et du cabinet tout entier pour la conduite du corps expéditionnaire en Italie.

« Je tiens à vous en renouveler l'expression d'une manière plus explicite. Le gouvernement rend pleine justice aux talents développés par les généraux dans cette savante et laborieuse opération du siége ; il applaudit avec empressement au bon esprit des soldats, à leur ardeur, à leur bravoure. La France leur sait gré d'avoir montré qu'ils seraient en état de reproduire des hauts-faits égaux à ceux de nos grandes guerres. Il ne leur manque que l'occasion. Elle s'enorgueillit du succès qu'ils ont obtenu ; elle compte sur leur discipline, sur leur générosité, pour jeter un nouvel éclat sur la victoire. Leurs camarades restés en France envient le poste d'honneur qui leur est échu.

« Dans un corps d'armée qui a si bien servi, je ne puis citer tous les noms qui méritent des éloges ; mais j'adresse spécialement mes félicitations à vous, général, comme commandant en chef ; au général Vaillant, pour la conduite du siége et les travaux du génie ; au général Thiry, pour les services éminents



rendus par l'artillerie ; aux généraux Rostolan, Guesviller, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, et à leurs divisions, pour leur coopération dévouée. L'administration sanitaire et tous les services qui s'y rattachent méritent également d'être cités.

« Le ministre de la guerre,

« RULHIÈRES. »

Après avoir bien mérité de la patrie et du catholicisme dans le combat, l'armée d'expédition continuait après la victoire. Sa tenue était admirable, comme sa dignité, sa discipline, son respect pour les personnes et les propriétés, sa courtoisie, sa modération. Ses ennemis mêmes étaient contraints de l'estimer.

Le soldat français ne tarde pas à être aimé à l'étranger ; il charme par son amabilité, sa gaieté, son esprit national ; il n'est ni dur ni insolent à ses hôtes ; il se contente de ce qu'il trouve ; et se mêle, en riant, aux soins du ménage étranger, qu'il égaye et dont il partage les occupations. Affable, complaisant, il a une caresse pour les enfants et des histoires pour les parents. Il chasse la tristesse par ses bons mots et sa joyeuse humeur, et n'engendre ni mélancolie ni discordes au foyer de son hôte. Il respecte la propriété ; il n'abuse pas de la victoire ; il a, quoique enfant de la révolution, du respect pour les choses respectables. Il méprise le *peuple souverain*, les soldats de l'émeute, et il allume sa pipe avec les Constitutions républicaines.

Quelques démagogues cherchèrent à taquiner et à vexer les soldats de l'expédition entrés à Rome ; mais ils perdirent à ce jeu. On raconte qu'un jour entre autres, deux officiers français entrèrent dans le Café-Neuf, l'un des anciens lieux de réunion des démocrates, où certains d'entre eux continuaient leurs assiduités, le chef de la maison étant un des affiliés aux sociétés secrètes.

Ce dernier fut au devant des deux officiers, et le dialogue suivant s'établit entre eux :

— Que désirez-vous, messieurs?

— Deux demi-tasses.

— Il n'y en a plus.

— Donnez-nous alors du chocolat.

— Nous n'en faisons pas.

— Servez-nous alors un bol de punch.

— En fait de *punch*, nous n'avons que le journal anglais de ce nom.

— Eh bien! servez-nous-le.

— Il est en lecture.

— Avez-vous de la bière?

— Nous l'avons achevée ce matin.

— Eh bien! servez-nous un verre d'eau; vous devez en avoir.

— Pas davantage; les Français ont brisé l'aqueduc qui nous l'apportait.

Les deux officiers se retirèrent, et le maître du café reçut les compliments des Mazziniens présents à cette scène, sur l'intrépidité qu'il avait déployée en cette circonstance; mais quelques instants s'étaient à peine écoulés, que les deux officiers revinrent accompagnés d'une compagnie d'infanterie, qui se rangea en bataille dans la première pièce, et l'un des officiers s'avançant vers le maître de l'établissement, pâle et tremblant, lui dit : — « On ne peut avoir du café ici; vous ne faites pas de chocolat; en revanche, vous faites de mauvais calembours, à propos de punch; vous n'avez plus de bière; vous refusez même de l'eau au consommateur; ce local ne peut donc pas servir à un cafetier; il rendra plus de services transformé en caserne. »

Le Café-Neuf fut fermé pour un mois. Quand il se rouvrit, sous le titre de *Café Militaire Français*, les démagogues firent des menaces aux dames romaines. Seraient punies de mort

celles qui se montreraient dans ce café ou dans tout autre établissement public fréquenté par les officiers français. Mais les dames romaines, pleines de sympathie pour l'armée qui les avaient délivrées des brutalités des bandes républicaines, ne se laissèrent point intimider ; elles se rendaient en masse au Café Militaire, et affectaient de porter des toilettes venant de France. Les Mazziniens se vengèrent d'une manière infâme, bien digne du parti auquel ils appartenaient. Ils firent circuler dans la ville les noms et l'adresse de ces femmes, aussi honnêtes que courageuses, en les indiquant comme des filles galantes, chez lesquelles il suffisait de se présenter pour obtenir, à prix d'argent, de honteuses faveurs.

Mazzini, instigateur de ces ignominies, avait, de son exil, envoyé le factum suivant à Rome :

« Aux Romains !

« Vos frères de la Lombardie, cette terre dont les fils ont donné, en 1848, le signal de l'insurrection et de la victoire, en s'abstenant des cigares autrichiens, vous crient : *Italiens ! rejetez les produits de la France !*

« Que ces paroles, citoyens romains, qui ont trouvé tant d'échos dans les autres portions du sol italien, retentissent puissamment à vos oreilles, et pénètrent vos esprits d'une patriotique unanimité. Qu'elles soient un témoignage solennel qu'entre les envahisseurs et les opprimés, tout lien moral, économique et régulier est désormais rompu jusqu'au jour de la résurrection de la liberté commune ! Repoussez donc inexorablement les produits manufacturiers, les vins, les laines, en un mot, tout ce qui vient de France. Rompez tout rapport commercial avec ce pays, et lorsque ses fils vous offriront les objets de leur trafic, montrez-leur, vous, la sépulture des martyrs républicains, et dites à ces hommes cupides : Il y a du sang sur ces ballots, et ces ballots nous viennent d'une

terre d'où sont venus en même temps, et les canons qui ont tué nos frères, et les bourreaux de notre République! Corrompue par l'égoïsme et la cupidité matérielle, la France n'est plus qu'une boutique!

« Oui, Romains! quand on eut appris à Paris que la bannière française avait, sur les monceaux des cadavres des nôtres, remplacé, au nom du pape-roi, la bannière *de Dieu et du peuple,* les fonds français ont haussé!... Frappez donc ces avides calculateurs dans leurs intérêts; montrez-leur que, tôt ou tard, un crime appelle sur son auteur, misère et infamie!

« Foi et constance! Dieu précipitera les destinées de ceux qui ont foulé aux pieds les droits de l'humanité!

« *Pour le triumvirat,*

« MAZZINI. »

Le dernier comme le premier acte de cet homme a été marqué du cachet du charlatanisme et de l'infamie.

Mais il avait perdu toute influence, et l'on ne tint nul compte de ses excommunications démocratiques.

Un écriteau, placé sur la statue de Pasquin, fut la seule réponse qu'obtint ce manifeste ridicule. Le critique anonyme recommandait aux Romains de *s'habiller en sauvages,* pour faire rougir la mode parisienne, et de ne plus aller au théâtre pour ne pas applaudir les chefs-d'œuvre traduits de la langue française; de remplacer par l'eau bourbeuse du Tibre et ensanglantée par les corps des victimes de Sainte-Calixte, les vins de Bourgogne, de Bordeaux et de Champagne; de refuser enfin les pièces d'or et d'argent de l'armée française, les seules que l'on vît sur la place depuis le départ des bandes révolutionnaires.

Sans se soucier des impuissantes menaces des républicain vaincus, la ville éternelle reprenait sa physionomie ordinaire. Les soldats français, propres, discrets, polis, civilisés, rem-

plaçaient dans les rues les bandes avinées et furieuses de la révolution ; les prêtres et les pères des ordres religieux avaient repris leur vie active et l'exercice de leur ministère ; les boutiques s'ouvraient avec confiance ; les chants religieux avaient remplacé les vociférations de l'anarchie, les ordres du jour d'une autorité vigilante, les proclamations fiévreuses et échevelées des républicains. Les barricades avaient été démolies, les brèches réparées, les tranchées comblées ; les maisons religieuses rendues à leurs pieuses destinations. Les insignes de la terreur, le bonnet rouge, les guillotines, les niveaux égalitaires, les mots *république romaine, liberté, égalité, fraternité ou* LA MORT, — tout cela avait été effacé. L'ordre moral et matériel avait remplacé, dans les esprits et dans les rues, le désordre, l'athéisme, la destruction, l'anarchie.

Les bons étaient rassurés, les méchants domptés ; les timides reprenaient courage devant l'attitude ferme de l'armée vengeresse. Le crédit renaissait avec la confiance et la foi, et avec eux, la gaieté, l'espérance. Chaque jour, des agitateurs, anciens conspirateurs contre l'autorité légitime, étaient comprimés et expulsés de Rome. Les honnêtes gens, ainsi protégés, n'avaient à craindre ni insultes, ni violences.

Beaucoup d'hommes qui avaient eu des accès de républicanisme, revenaient insensiblement à la raison. Chez d'autres, la maladie se prolongea et dura quelques mois encore, mais les crises furent de moins en moins fréquentes. On peut établir deux classes de malades atteints de ce mal dont le virus date du seizième siècle, de la *déformation* du christianisme, soufflé par Luther et Calvin, le Mirabeau et le Robespierre de l'époque. Il y a d'abord ceux chez lesquels la maladie jette profondément ses racines, avec lesquels elle s'allie d'une manière étroite et forte, au point de constituer une affection opiniâtre et rebelle aux agents thérapeutiques offerts par la raison. Tel était Mazzini. La seconde classe comprend les malades qui ont peu d'accès, surtout quand on ne les excite pas,

et qui sont surpris, comme par hasard, par la maladie, comme il arrive ordinairement à la garde nationale.

Or, ces derniers malades avaient compris à Rome que l'air de la révolution ne leur était pas salutaire; ils ne tardèrent pas à être rendus à leur sens et à leur intelligence, à une santé complète.

Bientôt, de toutes les parties des États pontificaux, arrivèrent des adresses de félicitations pour l'armée catholique qui avait accompli la délivrance de Rome. Le général Oudinot reçut entre autres, un matin, une députation du clergé régulier, à la tête duquel se trouvait le cardinal Castracane, qui vint complimenter la France dans sa personne, et le remercier au nom des Romains. Le commandant de l'armée chrétienne adressa ces paroles à l'honorable députation :

« Messieurs,

« J'avais l'intention de prévenir votre visite, mais, vous le savez, les occupations d'un général en chef, qui est en même temps revêtu de charges administratives, sont nombreuses; les occupations ont pris tout mon temps, j'ai dû faire passer le devoir avant tout.

« Je vous remercie, au nom de la France et de l'armée, des vœux que vous faites pour nous. Quant à moi, j'ai été très-heureux de soutenir l'honneur militaire de ma patrie, de rétablir ici l'ordre social et la paix publique, et surtout je me félicite d'avoir rendu ce service à l'Église et à vous en particulier, messieurs, qui avez dû tant souffrir dans les mauvais jours qui se sont écoulés !

« Maintenant, travaillons tous ensemble à faire oublier ces calamités et à rétablir l'ordre. Votre longue expérience, vos connaissances précieuses des besoins du pays me sont nécessaires. Je compte sur votre concours et sur vos lumières, Messieurs; l'armée et le clergé sont les deux grands corps appelés à sauver l'avenir.

« Unis par le même lien qui forme notre force, unis par la discipline, c'est seulement dans le sentiment religieux et dans le respect de l'autorité que la société déconcertée peut trouver sa force et son salut. »

En même temps, le général Oudinot ne perdait pas de vue l'influence légitime de la France en Italie, dont le prince Louis-Napoléon Bonaparte lui avait parlé dans sa dernière lettre. Pour la sauvegarder dans son intégrité, le général Oudinot, également soucieux de l'honneur de la France et préoccupé des embarras que le concours de l'Autriche dans l'œuvre qu'il avait entreprise pourrait susciter, écrivit de nouveau au général commandant en chef l'armée autrichienne pour le remercier de la collaboration qu'il lui offrait. Ce n'était ni mépris des armes autrichiennes, ni défiance du caractère de la diplomatie de ce pays catholique, c'était sagesse. A un autre point de vue, la France avait le droit de mener seule à bonne fin ce qu'elle avait si bien commencé ; partagée, son autorité eût été moindre, et elle avait droit à la suprématie. L'Autriche le comprit.

V.

Cependant, Garibaldi continuait à inquiéter les campagnes. Éloigné des environs de Rome par la colonne du général Morris, traqué par les troupes espagnoles et par les troupes autrichiennes, il ne parvenait à leur échapper que par des marches et contre-marches qui épuisaient ses forces.

Ce flibustier rançonnait cruellement les habitants des pays qu'il traversait. Son lieutenant Forbes semait partout le carnage, partout jetait l'épouvante par ses ravages. Il se livra à

des actes tels, à de tels excès de cruauté et d'obscénité, que Garibaldi lui-même l'en blâma.

Cette bande d'hommes endurcis et pervers accumulait les ruines sous ses pas. Ils n'obéissaient plus, même à leur chef, qui trouvait excessives leurs exactions. Ils se disputaient et se battaient entre eux pour le butin : argent, vin, femmes. Les chiens se mordent à la curée. Ils se faisaient eux-mêmes justice. Dans cette société sans religion, sans morale et sans foi, on se faisait place par le poignard. Les plus belles filles, les meilleurs morceaux et les vins les plus exquis étaient à ceux qui savaient les conquérir par la force et les conserver par le meurtre.

Ils ressemblaient aux démons de la destruction. En blasphémant, ils brûlaient, ils pillaient, ils tuaient; dans leur course, ils mettaient tout à feu et à sang. Ces soldats n'avaient pas d'uniforme; beaucoup étaient presque nus. Ils campaient où ils se trouvaient, saccageant tout ce qui était à leur portée. Quand ces bohémiens arrivaient dans un village, tout fuyait à leur approche. Ils se précipitaient dans les maisons et s'en emparaient. Ils battaient les hommes, les égorgeaient *pour s'amuser* et violentaient les pauvres femmes; les tonneaux étaient défoncés, les bestiaux abattus, les arbres coupés pour en avoir plutôt les fruits; ils tuaient les volailles et faisaient bombance. Pourchassés à outrance par les armées catholiques, ces scélérats furent détruits en grande partie. Ceux qui purent échapper, se jetèrent dans la petite République de Saint-Marin; quelques-uns furent engloutis par les flots. Quant à Garibaldi, il parvint à fuir; il s'embarqua, triste proscrit, pour la terre étrangère; il quitta, misérable et seul, cette patrie qu'il avait tant ensanglantée.

Ainsi finirent les derniers soldats du parti républicain en Italie.

Après avoir remué la Péninsule par les sociétés secrètes, combattu le souverain Pontife qu'ils avaient couvert d'accla-

mations et de couronnes ; après s'être fait de la ligue de l'indépendance nationale un moyen pour usurper l'autorité, ils avaient travaillé à leur but final : la destruction de l'ordre social. Le triomphe de ces ennemis de la papauté et des monarchies avait été complet jusqu'à ce que Dieu suscitât contre eux une armée loyale et fidèle pour les châtier et les vaincre.

Que les papes se le rappellent : par la défaite, le remords, la misère, l'ignominie, ainsi toujours finissent les ennemis de l'éternelle Eglise, contre laquelle les portes de l'enfer ne prévaudront pas !.........

L'impiété peut fomenter quelque temps l'anarchie, mais jamais elle ne renversera le trône inébranlable de saint Pierre !

Pie IX, le courageux et saint prélat, devait reprendre cette couronne infaillible et immortelle, et la replacer sur son front marqué par Dieu.

L'Église, faite contre l'ingratitude, contre l'injustice, contre la persécution, contre le fer et contre le feu, triomphera toujours des méchants, car elle ne peut périr !...

LIVRE X.

RESTAURATION DU GOUVERNEMENT PONTIFICAL.

LIVRE X.

I.

Rome ressemblait à un malade, auquel un habile praticien vient d'appliquer une médication qui bannit non-seulement toute crainte de répercussion, mais qui doit au contraire inspirer la plus parfaite sécurité. Quand les matières fâcheuses qui, accumulées, amoncelées dans les organes, y portent le ravage et la mort, en ont été chassées, l'équilibre se rétablit insensiblement; les articulations, libres, d'entraves s'assouplissent; les appareils fonctionnent sans difficulté, et la vie circule partout librement.

Ainsi en était-il de la ville éternelle depuis que l'armée catholique avait vaincu sur ses murs et chassé de son sein ces mauvais génies, auxquels les Romains atterés avaient vainement sacrifié pour se les rendre favorables.

Le prince Pierre Odescalchi, qui avait accepté de former sous sa présidence une commission provisoire municipale pour remplacer la commission républicaine, l'avait ainsi composée : MM. Bianchini; Carpi, professeur; Ralli, avocat; Scaramucchi, avocat; Tavani, docteur en médecine; Balli, docteur en médecine; le marquis Capranica; Spagna, docteur en médecine; le marquis Guglielmi; Massani, avocat; Vincenzo

tue par la révolution, de rétablir l'autorité temporelle de la papauté. Le triomphe de l'armée catholique fut célébré, en même temps, par un *Te Deum*.

Une révolution n'accable pas tout à coup un peuple, elle ne tombe pas tout à coup dans les douces habitudes et l'harmonie d'une vie heureuse sans y apporter les plus fatales perturbations. Les Romains étaient donc épuisés. Mais ce jour-là, la ville éternelle prit un air de fête heureux et sincère. Après les tempêtes politiques, les peuples retrouvent en eux leur foi et leurs vertus, comme, après les orages, dans les champs inondés, on retrouve des fleurs échappées à la dévastation générale. Quelle différence de cette fête avec celles imposées par la République! Les visages étaient épanouis; l'enthousiasme religieux rayonnant. Le bonheur brillait sur tous les visages, bonheur calme et serein, que la crainte du poignard ne troublait plus. Et que de gratitude pour ces soldats français qui avaient fait ce repos aux Romains! Que d'applaudissements sur leur passage! que de vivats! Le clergé, qui avait courageusement refusé son concours aux républicains, le prêtait de tout son cœur aux enfants de la France, qui avaient renversé l'odieux régime. Saint-Pierre présentait un splendide et imposant spectacle. Le *Te Deum*, entonné par le cardinal Castracane, évêque de Palestine et grand pénitencier, fut répété avec ivresse par la foule qui, ensuite, s'agenouilla pieusement pour la bénédiction du Saint-Sacrement. Après quoi, le vénérable cardinal Tosti, s'approchant du général Oudinot, lui adressa ces paroles :

« Monsieur le général,

« Vous transmettrez à vos descendants le titre de libérateur de Rome. Permettez, toutefois, à un cardinal romain de vous exprimer, quoique d'une voix affaiblie par de longues souffrances, au nom de ses collègues, à vous et à votre armée,

nsi qu'à la France très-chrétienne, des sentiments d'éternelle ratitude! Vous nous avez délivrés de l'oppression de monstres ui déshonorent le genre humain, et aujourd'hui, vous nous réparez le retour du Pontife suprême, notre père et notre ouverain. Quelques furies de l'enfer se sont déchaînées et se échaînent encore contre lui; mais la voix générale du monde hrétien qui veut qu'il revienne glorieux, leur ferme la bouhe. Oui, il viendra, mais toujours accompagné de sa douceur xtraordinaire, quoique les méchants qui en abusent croient ue l'impunité leur est due et deviennent de plus en plus auacieux. Monsieur le général, votre sagesse, votre conduite nilitaire, celle des braves qui vous entourent, nous ont éparné les maux de la guerre, et les dévastations qui désolent la ille et ses environs sont dues toutes au génie malfaisant de os tyrans. La discipline et la moralité de vos troupes servent 'exemple et de châtiment à ce petit nombre de Romains égarés par les impies. Les honnêtes gens pleurent encore le sang rançais versé, mais ce sang, uni à celui des prêtres innocents t des citoyens honnêtes égorgés par ces monstres, appellera bénédiction du ciel sur la France, sur vous et sur vos valeureux soldats.

« Je vous dois des remerciements particuliers, ainsi qu'au igne gouverneur de Rome, pour m'avoir réintégré dans l'administration de l'institution apostolique de Saint-Michel, qui ient tant au cœur de Sa Sainteté, et mis en état d'en expulser ous les corrupteurs et tous les impies qui s'y étaient introduits.

« J'espère qu'un jour vous daignerez la visiter. Vive la religion! Vive le souverain Pontife! Vive la France! »

A cette noble harangue, le général en chef de l'armée française répondit modestement que, personnifier en lui l'armée u'il commandait, c'était lui faire la part trop grande dans le lorieux événement accompli. Le rétablissement du pouvoir emporel du souverain Pontife était l'œuvre de toute la France; ux, soldats, n'avaient été que les instruments d'une cause

sainte et généreuse. En relevant le drapeau pontifical, ils satisfaisaient aux vœux du monde catholique. Le général ajoutait que la France n'avait jamais douté de la sympathie des Romains, et bien que l'entrée de la ville lui eût été interdite, il savait parfaitement qu'ils se trouvaient sous un joug oppresseur et étranger ; dès l'instant où les Romains avaient été affranchis de cette tyrannie, où ils avaient pu manifester leurs sentiments, ils avaient donné libre cours à leur respect pour le Saint-Père et pour la religion. Le commandant en chef remercia Son Eminence de l'éloge qu'il avait fait de la discipline et de la moralité des troupes françaises. Jamais éloge n'était mieux mérité : il était heureux de pouvoir proclamer, dans la basilique de Saint-Pierre, que, pendant une campagne de près de trois mois, ses compagnons d'armes avaient donné des preuves continuelles d'une brillante valeur jointe à un profond respect pour l'ordre et pour la discipline, et il déclara ne point exagérer en disant que partout et toujours, officiers, sous-officiers et soldats avaient été de véritables modèles de vertus guerrières.

Il termina ainsi :

« Vous avez dit, monsieur le cardinal, que les dévastations qui ont désolé Rome doivent être attribuées au génie du mal et de la persécution. Grâces soient rendues à Votre Eminence ; ce témoignage si juste et si impartial fait battre mon cœur plus fortement que je ne pourrais le dire. On ne saura peut-être jamais tout ce que nous avons souffert à la pensée que les exigences de la guerre pouvaient entraîner avec elles la destruction des monuments séculaires. Dans l'intention de les préserver, nous avons ralenti nos opérations et retardé un résultat qu'il importait tant d'obtenir.

« Dieu nous a récompensés de notre longanimité. Oui, Eminence, les services que l'armée française a pu rendre à la religion et à l'ordre social, sont aujourd'hui pleinement récompensés. Notre ambition est satisfaite, puisque nous avons obtenu

la confiance de vos compatriotes, ainsi que la sympathie et l'estime des populations catholiques. Vous avez terminé votre allocution en criant : Vive la France ! Je termine ma réponse par ces cris : Vive la religion ! Vive le Saint-Père ! »

— « Vos paroles, général, reprit le cardinal resté profondément ému, sont dictées par l'esprit de Dieu ; ses bénédictions deviendront toujours plus abondantes sur vous et sur la France. Encore une fois et toujours : Vive la Religion ! Vive le souverain Pontife ! Vive la France ! »

La foule qui encombrait la basilique répéta ces cris avec transport. Les applaudissements suivirent les soldats français jusque sur la place du Vatican.

C'était une ovation générale. Tout à coup, un brave artisan, un Romain, un homme du peuple du Transtevère, nommé Annibal Piccoli, s'élance au devant du général Oudinot et lui adresse, en français, les paroles suivantes :

« Monsieur le général,

« C'est au nom de tous ces gens, de nos familles, et je peux dire encore de Rome tout entière, que j'ai l'honneur de vous parler.

« Nous attendions impatiemment ce moment pour vous exprimer publiquement les sentiments de la plus vive reconnaissance pour tout ce que vous avez fait, afin de nous sauver *de la terreur qui nous accablait.*

« Dieu merci, en vertu de la valeur de vos troupes, la paix nous a été redonnée, et l'autorité du pape, que nous aimions fortement, c'est par vous qu'elle va être ici rétablie. C'est aujourd'hui que le triomphe de la religion se renouvelle.

« Nous donc, Excellence, fils de l'Eglise, sujets très-fidèles du pape, amis très-passionnés des Français, nous, je dis, nous vous en remercions très-vivement ; et non pas corrompus par l'argent, mais pleins de liberté et de confiance, nous nous

écrions sincèrement : Vive la religion! Vive le Pape! Vive la France! Vive le général, fils du maréchal Oudinot! Vive l'armée française, notre libératrice! »

Le peuple applaudit son interprète et répéta ses vivats; le général en chef répondit :

« L'œuvre de la Providence se voit sensiblement dans le fait du rétablissement du gouvernement pontifical, et je suis fier que la France lui ait servi d'instrument. Le rétablissement du pouvoir temporel du Saint Siége est un fait accompli qui assure la paix de l'Europe. Cette œuvre n'a pas été moins sociale que religieuse. Je suis charmé d'entendre les Romains exprimer leurs sympathies pour la France, et pour ma part je leur garantis en retour le dévouement le plus sincère, le plus cordial. Je n'ai pas fait la guerre aux Romains, mais à une horde d'étrangers accourus à Rome de toutes les parties de l'Europe, et je suis heureux de voir que la Providence a détourné de la ville sainte les horreurs de la guerre. Si les Romains se glorifient d'être les fils de la religion et vrais catholiques, les Français ne le sont pas moins. Nous sommes les fils de la même famille, les enfants du même père, les enfants de Dieu. Vive la religion! Vive le Pape! La France est aujourd'hui pleinement récompensée des sacrifices qu'elle a faits. »

Toute la pensée de la France, dans son intervention à Rome, se trouve renfermée dans cette improvisation. Ainsi les faits justifiaient pleinement les prévisions de l'Europe catholique et l'opinion des publicistes conservateurs qui affirmaient que les Romains étaient opprimés par une minorité étrangère et sanguinaire.

Entre la révolution et la papauté, la question avait été jugée par l'esprit, par la justice, avant de l'être par la force, que la justice seule sanctifie.

Les révolutionnaires n'avaient point d'excuse; ils s'étaient

froidement transformés en sauvages buveurs de sang. Ils ne furent entraînés ni par la haine des abus et des préjugés, ni par leur amour pour la patrie et la liberté. Quant à ce qu'ils ont prétendu de leur amour pour la *régénération de l'Italie*, mensonge!

La régénération de l'Italie n'était possible qu'à l'aide de l'élément catholique; avec la pure et haute sagesse de Pie IX, ce Pontife qui constamment resta digne de la mission que lui a confiée la Providence en le plaçant sur la chaire infaillible de Pierre.

C'est la démocratie, c'est le radicalisme, c'est la révolution qui a compromis, en Italie, comme partout ailleurs, la cause de l'indépendance. Pie IX voulait la liberté, mais la liberté juste et vraie, non la hideuse, la fausse liberté révolutionnaire, avec ses saturnales, sa brutalité, ses oppressions. L'Église, qui a apporté au monde la véritable liberté, ne pouvait pactiser avec cette liberté farouche et sanguinaire, niveleuse et tyrannique qui, au seizième siècle, au nom de l'esprit révolté, proscrivit la Mère de toutes les Églises.

La révolution a cherché à dénaturer les principes sacrés du catholicisme, au nom de l'orgueil délirant et de la raison déchaînée; elle a cherché à en faire l'instrument des passions humaines. En pardonnant aux révolutionnaires dès son début, le souverain Pontife fit acte de générosité et de clémence, plus que de prudente politique. Compter sur les nobles instincts d'une race autrefois grande, aujourd'hui dégénérée au-delà de toute idée, faire appel aux sentiments d'honneur des mercenaires de Satan, des conspirateurs de la démocratie, c'était obéir à des espérances magnanimes, mais c'était aussi s'égarer. Cette clémence a eu le sort presque inévitable de toutes les clémences. Cela est douloureux à dire, mais c'est ainsi. N'en accusons que la lâcheté, la bassesse, l'ingratitude humaine. Aussi, se cachaient de nouvelles trames, sous les bruyantes explosions d'une allégresse de commande. Le

animé du désir de rendre heureux ses semblables; si jamais souverain consacra sa vie à ce noble but et y employa toute la puissance de son autorité, c'est assurément le pape Pie IX. Eh bien! qui méconnut ce zèle admirable, ce dévouement désintéressé; qui entrava sa marche vers le progrès, vers la liberté, vers la justice; qui se joua de sa bonté, de son abnégation; qui outragea ses vertus, qui enchaîna sa puissance, sa puissance qu'il ne faisait servir qu'à faire le bien, à propager la vertu et la foi sur la terre?... La Révolution!

Elle l'épia dans les mouvements de son cœur pour en abuser, dans les nobles préoccupations de son esprit, dans les sollicitudes de sa grande âme pour le circonvenir. Elle exploita tout, son patriotisme, son génie, ses vertus et jusqu'à sa charité, immense comme celle de saint Vincent de Paul.

Mais quoi que fassent les méchants, la barque de saint Pierre sera conduite à bon port par la main prudente, par l'éclatant courage et les sublimes vertus de Pie IX!.....

On espérait une parole de lui à son peuple, avant qu'il ne rentrât dans sa capitale. La proclamation annoncée, était ardemment attendue; elle parut à Rome, le 18 juillet. Elle était conçue ainsi:

« Pius P. P. IX à nos bien-aimés sujets!

« Dieu a levé son bras dans les hauteurs des cieux; il a dit à la mer soulevée de l'anarchie et de l'impiété: Tu n'iras pas plus loin! Il a guidé les armées catholiques pour soutenir les droits de l'humanité foulée aux pieds, les droits de la foi attaquée, les droits du Saint Siége et de Notre autorité souveraine. Louange éternelle à Dieu qui, même au milieu des colères, n'oublie pas la miséricorde!

« Bien-aimés sujets, si dans le tourbillon d'affreuses vicissitudes, Notre cœur s'est rassasié d'afflictions à la pensée de tant de maux soufferts par l'Église, par la religion et par vous,

il n'a pas, pour cela, amoindri l'amour avec lequel il vous aima toujours, avec lequel il vous aime.

« Nous hâtons de Nos vœux le jour qui Nous ramènera au milieu de vous, et lorsqu'il sera venu, Nous reviendrons avec le vif désir de vous apporter aide et secours, et avec la volonté de travailler de toutes Nos forces à votre bonheur, en appliquant à de si grands maux, les remèdes difficiles qu'ils réclament, et en donnant toutes consolations à Nos sujets fidèles qui, s'ils attendent des institutions appropriées à leurs besoins, veulent aussi, comme Nous le voulons, voir garanties l'indépendance et la liberté du pontificat suprême, si nécessaire à la tranquillité du monde catholique.

« Cependant, afin de pourvoir à la réorganisation de la chose publique, Nous allons nommer une commission qui, munie de pleins pouvoirs et avec l'aide d'un ministère, réglera le gouvernement de l'État.

« La bénédiction du Seigneur que Nous avons toujours appelée sur vous, même dans l'éloignement, Nous l'appelons aujourd'hui avec plus de ferveur encore, afin qu'elle descende sur vos têtes avec abondance; et il est bien doux à Notre cœur d'espérer que tous ceux qui, par leur égarement volontaire, se sont rendus incapables d'en recevoir le prix, pourront en devenir dignes par une sincère et persévérante conversion.

« Datum Cajetæ 17 julii, anni 1849.

« Pius P. P. IX. »

Immense fut l'effet produit par cette adresse. C'était bien toujours le même langage, la même âme, le même cœur!... A la parole de Pie IX, qu'il jetait sur la foule au-dessus de laquelle il planait, plus d'une âme, comme jadis à sa vue, éprouva d'indéfinissables tressaillements.

Une cérémonie qui suivit (29 juillet) donna de nouveau occasion au peuple romain de faire éclater son enthousiasme

et son repentir. Les images de la terreur, partout effacées et arrachées, subsistaient encore sur le palais de la chancellerie; ses murailles étaient encore teintes de sang. Le 20 juillet, devant une foule immense applaudissant de tout son cœur, de toutes ses mains, de toutes ses forces, les soldats français effacèrent les taches de sang et les insignes de la terreur, imprimées sur ce monument où, naguère, les meneurs de la révolution élaboraient leurs forfaits. L'écusson pontifical fut placé au grand balcon du palais, aux cris de : « Vive le Saint-Père ! Vive le légitime souverain ! Vive le gouvernement pontifical ! »

Les membres des sociétés secrètes, mêlés dans cette multitude corrigée, n'osèrent pas faire entendre un seul grognement démagogique.

Deux jours après cette fête expiatoire, la commission administrative, nommée par le Saint-Père, à Gaëte, en attendant son retour à Rome, entra en fonctions. Elle était composée du cardinal Della Genga Sermattei, neveu de Léon XII, du cardinal Vannicelli Casoni et du cardinal Altieri. Avant de partir pour Rome, ces personnages s'étaient entendus avec M. le comte de Rayneval; il avait été d'abord convenu que les rapports les plus amicaux seraient de rigueur entre la commission et le général Oudinot, afin de mener les choses à bonne fin et d'achever l'œuvre de restauration. Le comte de Rayneval écrivit au général Oudinot que l'administration des États romains appartenait tout entière au Saint-Père ou à ses représentants. L'état de siége devait être maintenu dans toute sa rigueur; il ajoutait qu'aucune arrestation arbitraire pour délits politiques n'aurait lieu. C'était le vœu le plus cher de l'incomparable Pie IX, et le cardinal Della Genga, qui comprenait ce grand cœur d'une si infinie miséricorde, avait dit à M. de Rayneval : — « Je suis bien décidé à ne pas regarder en arrière et à jeter, autant que possible, un voile sur le passé. »

Il est pourtant des crimes qui avaient mérité de ne point

rester impunis. Epargner certains coupables, c'est trahir autant les intérêts de la justice que de frapper l'innocent.

Les trois cardinaux, membres de la commission administrative, arrivèrent à Rome avec des pensées de clémence et dans l'intention d'agir d'après les bases suivantes, arrêtées de concert avec la diplomatie française :

1° Mesures générales, telles que le rappel des anciens employés pontificaux ;

2° Abolition des lois républicaines ;

3° Mesures financières, telles que la suppression en partie des assignats républicains.

La commission, animée des meilleures intentions, se fixa au Quirinal, dans les appartements du cardinal secrétaire d'Etat, afin d'être à portée du général commandant en chef l'armée française et de pouvoir promptement le consulter.

La commission lança une proclamation annonçant la mission de paix et de régénération que le Saint-Père lui avait confiée pour réparer, de la manière la plus convenable et aussi promptement que possible, les graves dommages occasionnés par l'anarchie et le despotisme d'un petit nombre d'hommes. Elle remerciait la divine Providence d'avoir soustrait à l'action déchaînée des plus aveugles et des plus noires passions, par le bras glorieux et invincible des armées catholiques, les peuples de tout l'Etat pontifical, et d'une manière spéciale le peuple de la cité de Rome, siége et centre de la religion. La commission promettait d'appliquer sa sollicitude à imposer à tous le respect de la religion et de la morale, cette base fondamentale de toute communauté sociale ; d'assurer pour tous indistinctement le cours plein et régulier de la justice ; de rétablir dans son assiette l'administration de la chose publique et de réparer tous les ravages exercés par les révolutionnaires, ces hommes sans pudeur et sans nom. Appel était fait ensuite, pour obtenir ces résultats si importants, aux conseils de per-

sonnes distinguées par leur intelligence, par leur zèle et par la confiance générale inspirée par elles. Après avoir annoncé qu'elle allait présider à la nomination de fonctionnaires intègres et versés dans la partie à laquelle ils devaient consacrer tous leurs soins et tous leurs efforts, la commission s'écriait en terminant : — « Puisse, dans tous les rangs et dans toutes les conditions, la confiance renaître selon nos désirs, pendant que le Saint-Père, animé des sentiments de la plus véritable bonté, s'occupe de pourvoir à tout par des améliorations, par des institutions qui soient compatibles avec sa dignité, avec le pouvoir si élevé du souverain Pontife, avec la nature même de cet état, dont la conservation importe à tout le monde catholique, et avec les besoins réels de ses bien-aimés sujets. »

Le général Oudinot s'empressa de remettre aux membres de la commission gouvernementale les pouvoirs que la victoire lui avait laissé prendre, et il en avertit les autorités et les populations.

Les trois cardinaux composant la nouvelle commission se mirent à relever les ruines faites par la révolution. Ils apportèrent dans ce travail tout le soin, toute l'intelligence, tout le dévouement dont ils étaient capables. La question de finance fut abordée par eux avec justice et fermeté. Après avoir annulé les actes et les lois de la République, ils annulèrent aussi son papier-monnaie, ce moyen de banqueroute et d'escroquerie mis en usage par les révolutions. Toutefois, de sages mesures furent prises pour que les intérêts d'une foule de particuliers ne fussent point lézés par cette mesure. Ainsi que ces intérêts, ainsi que ceux du trésor, furent ménagés l'honneur et la réputation du gouvernement pontifical.

Il réparait, autant que possible, les désastres causés par un régime qui n'avait presque rien laissé debout. Quel contraste avec la conduite de ces tyrans à la fois féroces et burlesques, dont la France venait de délivrer Rome !.. Le peuple des Etats

de l'Eglise faisait cette différence dans son esprit et dans son cœur, et, chaque jour, il donnait des marques non équivoques de son profond repentir. Ainsi s'améliorait à tout instant la situation. Quel changement s'était opéré ! L'influence salutaire de la religion avait vivifié les courages, comme la brise du soir relève les fleurs penchées. Le citoyen ne diffamait plus le gouvernement ; le peuple n'insultait plus le souverain ; l'athéisme ne hurlait plus contre le prêtre, notre ami, notre bienfaiteur, notre guide, notre soutien ; le fils ne désobéissait plus à son père ; la démocratie n'étalait plus ses impudicités au grand jour comme une effrontée corrompue ; le républicain n'égorgeait plus l'honnête homme.

Cette heureuse transformation était connue en France, et faisait l'orgueil et la joie des bons citoyens ; leur orgueil comme Français, leur joie comme conservateurs et catholiques. Mais il y avait dans la nation une minorité factieuse et athée qui, après avoir accablé la France haletante et surprise du fléau de la République, prêchait un socialisme brutal et sauvage. Cette faction impure et souillée était représentée à l'Assemblée nationale par une poignée d'enragés, siégeant à la montagne, où ils singeaient les monstres de 93 qu'ils appelaient avec emphase leurs *illustres pères*. Ces scélérats, ces terroristes, ces assassins, ces athées avaient donné toute leur sympathie aux républicains de Rome, de qui ils avaient accepté le titre de *citoyens de la République romaine*. Ils avaient applaudi à l'affaire du 30 avril, et gémi sur la prise de la ville éternelle par l'armée catholique. Les principaux, parleurs parmi ces modernes Jacobins, prirent la parole au sujet des affaires de Rome et attaquèrent vigoureusement la grande politique d'ordre et de conservation, la politique catholique qui avait été, en somme, et malgré certaines hésitations, celle du gouvernement. M. de Falloux, orateur catholique et royaliste, fut magnifique dans cette discussion. En répondant à un discours abominable du citoyen Jules Favre, de la montagne, il prouva que la France

avait joué en Italie le rôle chrétien qui lui convient, en cela fidèle à ses traditions monarchiques et religieuses. L'avocat rouge avait osé dire que l'épée de la France avait été livrée à l'Autriche : — « Non ! s'écria-t-il, ce n'est pas cela que nous avons fait ! nous avons refusé l'épée de la France à Mazzini ! »

La France n'avait pas voulu remettre son épée aux mains qui avaient tenu le poignard, ajouta-t-il ; elle était restée dans les mains françaises les plus valeureuses et les plus dignes ; Rome avait béni sa délivrance ; les républicains avaient destiné à Rome un rôle atroce ; la France lui avait donné celui que de tous temps elle a voulu, non celui de République romaine dont elle connaît la chimère, le péril, l'inanité, mais le rôle qu'elle occupe dans le monde depuis dix-huit siècles, celui de capitale du christianisme, de première ville du monde !

L'orateur termina en regrettant que la France n'eût pas pris plus tôt cette noble initiative ; elle eût ainsi empêché les malheurs arrivés à Rome, et le malheur plus grand de Novarre.

La montagne fut encore une fois vaincue dans l'Assemblée française.

II.

Pendant ce temps, le général Oudinot, accompagné de plusieurs officiers français, était allé s'agenouiller devant Pie IX, à Gaëte. Le saint Pontife les avait accueillis avec émotion, et leur avait exprimé ses profondes sympathies pour la France et son admiration pour le courage et la discipline de ses soldats. Le roi des Deux-Siciles les reçut aussi comme ils méritaient de

l'être. Il s'entretint avec eux, en capitaine éclairé, de ce siége mémorable, et leur adressa des éloges, bien précieux dans cette bouche, et auxquels ils avaient tous les droits.

Dans une seconde audience, dont il fut honoré par Pie IX, le général Oudinot supplia le souverain Pontife de rentrer dans la ville éternelle. Il rédigea à cet effet, dans le cabinet même du respectable cardinal Antonelli, une note remarquable, à l'appui de sa demande. Après un exposé lucide de la situation religieuse et politique, il montra l'action gouvernementale paralysée par la distance qui sépare Rome de Gaëte, et insista sur ce point, que la présence de Pie IX aplanirait toutes les difficultés. Le général Oudinot prévoyait qu'un retard dans le retour du pape, amènerait un changement dans la politique du gouvernement français. Le souverain Pontife promit de rentrer prochainement dans sa capitale; toutefois, il ne le fit pas sans de sérieuses objections. Il dit :

— « Comment voulez-vous que j'oublie assez la nature de mon pouvoir pour m'engager, d'une manière positive, lorsque je ne suis pas encore fixé sur les questions de détail et surtout lorsque je suis appelé à parler vis-à-vis d'une puissance de premier ordre dont les exigences ne sont un mystère pour personne? Dois-je me condamner à subir l'impression de la force? Si je fais quelque chose de bon, ne faut-il pas que mes actes soient spontanés et aient l'apparence de l'être? Ne connaissez-vous pas mes inclinations? Ne sont-elles pas rassurantes? N'ai-je pas donné à mes peuples les preuves irrécusables d'un amour et d'un dévouement portés jusqu'au sacrifice? L'ingratitude, les tristesses de l'exil, les angoisses du malheur n'ont point changé mon âme. Je n'ai qu'un seul désir en ce monde comme une seule prière, la prospérité de la religion, le bonheur de tous les peuples en général, et, en particulier, celui des hommes que la Providence a mis plus spécialement sous ma juridiction.

« Néanmoins, j'ai l'intention de me rendre sous peu de

jours dans mes États et de m'arrêter quelque temps à Castel-Gandolpho, au milieu de l'armée française. »

Le général Oudinot avait promis que, quoi qu'il arrivât, l'armée française ferait toujours et partout son devoir, dût l'opinion en France devenir hostile à l'expédition de Rome. En rentrant dans les États pontificaux, il s'occupa, en visitant les cantonnements extérieurs, de concert avec les municipalités, d'améliorer le sort de la troupe, menacée des fièvres. Sur son chemin, il reçut les félicitations des populations et des autorités. Entre toutes les adresses qui lui furent remises, celle de la municipalité de Tivoli est remarquable par les sentiments qu'elle exprime et qui étaient ceux du peuple tout entier. La voici :

« Très-honorable général,

« Cette ville a été bien heureuse de vous posséder dans ses murs, dimanche dernier, et elle a inscrit ce jour au nombre de ses plus beaux souvenirs. Salué comme le libérateur de Rome, vous étiez encore pour nous un objet de consolation et de gratitude, attendu qu'ayant eu en commun avec Rome les maux d'une tyrannie marquée sous l'apparence de la liberté, nous partagerons avec elle les biens inappréciables de cette heureuse délivrance que vous avez si généreusement accomplie.

« Les peuples des États romains transmettent à la postérité le nom béni de la brave armée française et votre nom, général. Il nous sera doux de rappeler à nos enfants, qu'après avoir dispersé les factieux aventuriers et les forcenés qui ont rendu si misérable en peu de temps l'éternelle cité, vous nous avez envoyé, pour mieux nous rassurer, une partie de l'élite de votre armée, chez laquelle nous admirons les modèles de la discipline militaire, de la modération, de la civilisation, et que le jour où vous êtes venu parmi nous, votre présence a

été pour vos soldats la récompense de la bravoure qu'ils ont montrée pour notre délivrance.

« Recevez, très-honorable général, l'expression de nos sentiments, et soyez certain qu'ils découlent spontanément de l'admiration, de la reconnaissance que nous vous devons, et non d'aucune de ces impulsions si pénibles qu'il nous a fallu suivre dans des jours de douleurs et d'oppression.

« Au palais municipal de Tivoli.

« *Signé* : L'avocat André Guidaboni,
gouverneur ; Caddei, gonfalonnier.

Ainsi parlaient et pensaient les populations délivrées. Mais, pendant ce temps, ce qu'avait prévu le général Oudinot était arrivé. Le gouvernement français, occupé à dompter activement l'anarchie à l'intérieur, était contrarié de ne pas voir, à l'extérieur, l'affaire de Rome aboutir à une conclusion définitive, et ce sentiment enfanta, dans un moment d'humeur, la lettre suivante, du président de la République à M. le colonel Edgar Ney, chargé d'aller annoncer au général Oudinot son remplacement :

« Mon cher Edgar,

« La République française n'a pas envoyé une armée à Rome pour y étouffer la liberté italienne, mais au contraire pour la régler, en la préservant contre ses propres excès, et pour lui donner une base solide, en remettant sur le trône pontifical le prince qui, le premier, s'était placé hardiment à la tête de toutes les réformes utiles.

« J'apprends, avec peine, que les intentions bienveillantes du Saint-Père, comme notre propre action, restent stériles en présence des passions et d'influences hostiles. On voudrait donner comme base à la rentrée du pape la proscription et la

tyrannie. Dites de ma part au général Rostolan qu'il ne doit pas permettre, qu'à l'ombre du drapeau tricolore, on commette aucun acte qui puisse dénaturer le caractère de notre intervention.

« Je résume ainsi le pouvoir temporel du pape : *Amnistie générale, sécularisation de l'administration, code Napoléon et gouvernement libéral.*

« J'ai été personnellement blessé, en lisant la proclamation des trois cardinaux, de voir qu'il n'était pas même fait mention du nom de la France ni des souffrances de nos braves soldats. Toute insulte faite à notre drapeau ou à notre uniforme me va droit au cœur, et je vous prie de bien faire savoir que, si la France ne vend pas ses services, elle exige au moins qu'on lui sache gré de ses sacrifices et de son abnégation.

« Lorsque nos armées firent le tour de l'Europe, elles laissèrent partout, comme trace de leur passage, la destruction des abus de la féodalité et les germes de la liberté. Il ne sera pas dit, qu'en 1849, une armée française ait pu agir dans un autre sens et amener d'autres résultats.

« Dites au général en chef de remercier, en mon nom, l'armée de sa noble conduite. J'ai appris avec peine que, physiquement même, elle n'avait pas été traitée comme elle devait l'être. Rien ne doit être négligé pour établir convenablement nos troupes.

« Recevez, mon cher Edgar Ney, l'assurance de ma sincère amitié,

« LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE. »

Cette boutade, dont les journaux révolutionnaires firent grand bruit et qu'ils applaudirent avec un perfide enthousiasme, en exagérant le but et la portée, était une faute. Et qui donc n'en commet pas? Elle fut bien rachetée depuis,

quand le prince Louis Bonaparte eût été éclairé sur l'état vrai des choses en Italie. Cette faute, qui fut noblement réparée, provenait d'une erreur, de faux rapports. Le président de la République n'avait pas été bien informé de ce qui s'était passé.

Avant l'arrivée à Rome de M. Edgar Ney, un autre officier supérieur, envoyé par M. le ministre de la guerre, avait annoncé au général duc de Reggio son rappel, attendu que l'effectif du corps expéditionnaire allant être sensiblement réduit, ne se trouvait plus en rapport avec sa haute position.

Le général Rostolan était, par droit d'ancienneté, appelé à remplacer le général Oudinot. Ce fut chez celui-là que M. Edgar Ney se rendit d'abord en arrivant à Rome. Le général Rostolan ne lui cacha pas qu'il blâmait cette mesure, pas plus que ses craintes de voir la France prendre une autre position que celle adoptée avec tant d'intelligence par M. le général Oudinot et par la diplomatie française.

Quand, le lendemain seulement, le général Oudinot reçut la visite du colonel Ney, il lui reprocha ce qu'il regardait comme un manque d'égards, de déférence, en même temps que comme l'oubli d'un devoir militaire. M. Ney fournit cette excuse, qu'il croyait avoir été devancé par les ordres ministériels et le général Oudinot déjà parti de Rome.

Quoi qu'il en soit, au fond de cette politique nouvelle, il y avait peut-être une guerre générale, si elle n'eût été promptement, loyalement abandonnée.

Le général Rostolan, dans une seconde entrevue avec l'envoyé du prince Louis Bonaparte, lui conseilla prudemment de ne pas montrer la lettre de celui-ci, et encore moins de la livrer à la publicité; elle devait, dans sa pensée, entraver les négociations diplomatiques, indépendamment des embarras multiples qu'elle susciterait.

Le colonel Ney crut devoir passer outre. Cette lettre produisit une douloureuse émotion à Gaëte et dans le monde ca-

tholique. Les défiances du Saint-Père s'en augmentèrent; MM. de Corcelles et de Rayneval en furent désolés. Ils s'empressèrent d'écrire à leur gouvernement pour le ramener à la politique vraie; lui montrant la situation impossible qui venait de leur être faite vis-à-vis des autres ministres plénipotentiaires, le suppliant d'ouvrir les yeux à la lumière, de conjurer une rupture dont les conséquences désastreuses étaient incalculables. De son côté, le général Rostolan écrivit dans les mêmes termes au ministre de la guerre, lui donnant en même temps sa démission de général en chef. Le cabinet français comprit, se rendit à ces raisons dictées par la conscience et le patriotisme de personnages recommandables, et la lettre fut retirée. Le parti républicain se trompa grossièrement en saluant ces quelques lignes comme le point de départ d'une politique conforme à ses projets.

Le général Oudinot de Reggio, avant de quitter Rome, prit, pour son honneur et dans l'intérêt de sa patrie, toutes les mesures nécessaires à raffermir l'influence de la France en Italie, après quoi il adressa de touchants adieux à son armée. Il lui rappelait la grandeur et la sainteté de la cause de la chrétienté pour laquelle elle était venue combattre les obstacles qu'elle avait courageusement surmontés, ses éminentes qualités militaires, le puissant concours de la marine, la valeur et la persévérance avec lesquelles elle avait accompli une œuvre dont l'histoire perpétuerait le glorieux souvenir. Il lui recommandait l'ordre, la discipline dont elle avait incessamment donné l'exemple. Il espérait que ses légions, fidèles à leur passé, continueraient à porter à Rome, d'une main digne et ferme, le drapeau de la France, sur lequel elles venaient de jeter un nouvel éclat. En se séparant de ses compagnons d'armes, il leur disait que ni le temps, ni les distances ne pourraient affaiblir sa sollicitude pour leur intérêt. Il venait de leur en donner une preuve récente en appelant l'attention du gouvernement sur les militaires de divers grades, qui ayant

été proposés pour des récompenses, ne les avaient point encore obtenues.

Le général Oudinot adressa également une proclamation aux Romains : l'ordre et la tranquillité rétablis depuis que l'armée française occupait la cité ; le gouvernement temporel du souverain Pontife rétabli avec des applaudissements universels, tels sont, disait-il, les résultats obtenus. Il les félicitait de l'avoir aidé dans sa tâche, et prenait congé d'eux dans les termes les plus affectueux, les remerciant des témoignages d'affection et d'estime qu'il en avait reçus. Ces témoignages avaient été nombreux. La commission provisoire municipale avait décrété que Rome devant à son libérateur une récompense proportionnée à l'importance de ses services, une médaille d'honneur lui serait offerte, portant son effigie d'un côté, de l'autre une inscription rappelant le rétablissement de la paix et la conservation des monuments historiques.

Ce décret portait l'inscription suivante, gravée au Capitole :

XII. KAL. SEPTEMBR. AN. V. C. MM. DCII. PII. IX. P. M. IIII. IN. AEDIBUS. CAPITOLINIS XXVIRI. CVRATORES. VRBIS. CVM CONVENISSENT. VERBA. FACTA. SVNT. DE VICTORE OVDINOTIO. RHEGII. DVCE. QVI CVM. PRAEFECTVS. EXERCITVI. GALLORVM ITALICO. PONTIFICIAE. POTESTATIS. ET PVBLICAE. LIBERTATIS. RESTITVENDAE CAVSA. ADVENISSET. STRENVE SAPIENTER. FELICITERQ. REM. GESSIT. SVA. MILITYMQVE. VIRTVTE. CIVIVM ANIMOS. SIBI. DEVINXIT. EA. DE. RE RE PLACVIT. CVDI. NVMISMA. SIGNATVM IPSIVS. DVCIS. IMAGINE. QVOD POPVLI ROMANI. VOLVNTATEM. AVCTORI. PACIS SERVATORI. VETERVM. MONVMENTORVM TESTARETVR.

De plus, le buste du général Oudinot fut placé au Capitole, dans la *salle des grands capitaines*. Enfin, un autre décret lui conférait la qualité de citoyen romain, transmissible à sa descendance.

La remise de ces actes avait eu lieu en séance solennelle,

le 25 août, en présence des généraux, de tous les officiers supérieurs et des principaux corps littéraires, savants et artistiques de la ville.

C'était au milieu de ces marques d'effusion et de gratitude universelles, que le général Oudinot était rappelé. Il fut regretté par la population autant que par l'armée.

Après avoir pris congé d'eux tous, il se rendit à Gaëte pour s'incliner une fois encore devant le souverain Pontife.

— « Votre nom, général, lui dit le Saint-Père, est désormais intimement lié au mien ! L'histoire n'aura pas assez d'éloges, pour glorifier le grand événement que vous avez accompli avec autant de sagesse que d'énergie. Vous achèverez votre œuvre à Paris, et ma paternelle bénédiction s'étendra toujours sur vous ainsi que sur tous les vôtres. »

Pie IX, qui avait remis au général, à son premier voyage, les insignes de son ordre, duquel il avait, exprès pour lui, créé une classe à part, l'autorisa à lui signaler ceux de ses soldats des armées de terre et de mer qui s'étaient le plus distingués, afin de leur faire remettre les décorations des ordres de Pie IX et de Saint-Grégoire-le-Grand ; de plus, il promit de faire frapper, pour chaque soldat, une médaille commémorative.

Le général Oudinot, soit auprès du souverain Pontife, soit auprès du roi de Naples et des diplomates étrangers, s'efforça de pallier l'effet produit par la nouvelle attitude du gouvernement français dans les affaires d'Italie. Ce fut d'un homme de goût et d'un bon patriote. Il calma les inquiétudes des uns, rendit l'espérance aux autres ; à tous, il tint les discours les plus rassurants.

Après quoi, il rentra en France, où d'autres succès et d'autres ovations l'attendaient. Il était heureux, de ce bonheur d'une conscience pieuse qui a le sentiment du devoir rigoureusement, complétement, courageusement accompli.

Quant à l'histoire, elle a sanctionné le jugement porté sur

cet homme distingué par le saint Pontife, par la plupart des souverains et des hommes les plus considérables de l'Europe.

La ville de Lyon vota au général Oudinot une épée d'honneur.

Cette œuvre d'art et de goût, inspirée par une pensée chrétienne et par un sentiment de justice, témoignage de l'admiration et de la reconnaissance publiques, fut présentée, en ces derniers temps, au général duc de Reggio. En recevant cette épée, le duc de Reggio a répondu par une rapide allocution partie du cœur. C'est à la divine providence, dont il ne s'est considéré que comme l'humble et docile instrument; c'est à l'armée, dont il est si justement fier; c'est à la France, pour laquelle il professe une si ardente affection, que le général s'est plu à rapporter tout l'honneur de l'entreprise. Il en a accepté la responsabilité devant les attaques et les violences du désordre; il en décline la gloire qui appartient à nos soldats, à notre pays et à Dieu. Mais il n'a pu dissimuler l'émotion causée par ce magnifique gage de l'estime de ses concitoyens. Il le conservera comme l'honneur de sa vie; il placera l'épée lyonnaise près de celle que Rome délivrée a bien voulu lui décerner; il les transmettra aux siens comme le plus précieux titre de famille. Cette épée a la forme d'une croix latine dont la lame fait la branche inférieure. Elle est d'un style élevé et simple. L'acier en fait la base; c'est dans un bloc d'acier fin qu'ont été taillées la poignée et les ciselures qui la couvrent. L'artiste a conservé, sauf quelques ornements, la couleur grise et sévère de l'acier. La poignée est symbolique: elle rappelle Rome et la France. L'Église est figurée sur le pommeau par un médaillon doré représentant N. S. J.-C. qui remet les clefs à saint Pierre. Le quillon (partie de la poignée que la main saisit) a deux faces. A l'une est adossée une statuette de Constantin revêtu des insignes impériaux. Au-dessous, un bouclier rabattu sur la lame et disposé en cartouche, contient un bas-relief exquis qui reproduit la bataille de Cons-

tantin contre Mayence, au pont Milvius. Aux extrémités du croisillon, deux médaillons portent une vue de Saint-Jean-de-Latran et les armes de la municipalité romaine. A la naissance de la lame est placé un autre médaillon, où figure le buste de S. S. Pie IX ; sur la lame, de ce côté, se lit cette inscription : *Clarissimo duci Oudinot titulo regiensi Roma expugnata. Prid. Kal. Jul. Anno Dni, MDCCCXLIX.*

Sur l'autre face de la poignée parait la statuette de Charlemagne avec le globe, la couronne et le manteau de l'empire d'Occident. Au-dessous, un bas-relief représentant la remise des clefs de Rome au Saint-Père par le général en chef, suivi de son état-major. Les deux médaillons du croisillon offrent une vue de la cathédrale de Lyon à droite, et à gauche les armes de cette ville. Le buste du général et ses armoiries occupent la naissance de la lame, sur laquelle est gravée cette devise : *Fidei christiani, genio ducis, virtuti militis.*

Les ornements qui encadrent les deux petits reliefs du bouclier se nouent autour de petits boutons d'or et émail, dont l'un porte cette inscription : *Roma liberata plaudente Galliarum Roma,* et l'autre le monogramme du Christ, le X et le P grecs entrelacés.

III.

Le général Rostolan, en succédant au général Oudinot, suivit les errements qu'il avait plantés, d'accord, comme son prédécesseur, avec l'infatigable M. de Corcelles, qui, à Gaëte, s'efforçait de réparer la faute qui venait d'être commise, et rendait les négociations diplomatiques extraordinairement diffi-

ciles. Le ministère français, en effet, venait, en adoptant la politique vive qu'il avait désavouée d'abord, de fomenter les plus grands périls. Entraîné sur un fâcheux terrain d'amour-propre, il exigeait l'insertion de la malencontreuse lettre dans le journal officiel de Rome, un *motu proprio* pontifical et le décret d'amnistie promis par Pie IX. MM. de Corcelles, de Rayneval et le cardinal Antonelli sauvèrent la situation par leur prudence. Ils parvinrent à tout concilier. Les premiers écrivirent de nouveau au gouvernement français pour l'éclairer de nouveau, pour lui montrer les dangers imminents qu'appelait cette politique ; et le cardinal Antonelli, inspiré par l'ardent désir de pacifier cette position délicate, invita la commission des trois cardinaux à ne pas quitter Rome, et le général Rostolan à ajourner la publication.

Le général Rostolan, dont on n'avait pas accepté la démission, écrivit au cabinet français, insistant pour son rappel et l'informant en même temps, avec la franchise des militaires, qu'il n'avait pas cru devoir laisser publier la lettre en question, attendu, qu'il ne voulait pas s'associer à un acte qui, outre l'inconvénient d'être injuste, aurait le danger de mettre le feu aux quatre coins de l'Europe. C'était parler net. Ce courageux capitaine, digne successeur du général Oudinot, déclarait au gouvernement français que la guerre générale était au bout de la publication demandée, guerre qui ne pouvait qu'être fatale aux idées d'ordre qui commençaient à reprendre leur empire. Il terminait en disant qu'il aimait trop son pays pour le jeter dans une voie aventureuse.

Le cabinet se fût-il laissé entraîner si, au lieu d'avoir des conseillers comme MM. de Corcelles, de Rayneval et Rostolan, il eût eu affaire à des Lesseps ..?...

L'histoire doit leur rendre cette justice, qu'ils conjurèrent une guerre européenne, par leur persistance intrépide, là où une diplomatie inférieure ou traître eût fait de l'Italie un champ de bataille général.

Dans de pareilles circonstances, en présence de semblables embarras, Pie IX ne pouvait songer à rentrer présentement dans Rome. Il se rendit au château de Portici, où le noble Ferdinand II continuait l'œuvre de sa respectueuse hospitalité. Partout, le saint Pontife fut accueilli avec un enthousiasme qu'il faut renoncer à décrire. Les cris de — « vive Pie IX ! » et de « vive le roi ! » les deux plus beaux que les peuples puissent pousser, s'exhalaient de toutes les poitrines par l'émotion et l'amour oppressées.

Pendant ce temps, la nouvelle attitude du gouvernement français avait fait relever la tête à la faction républicaine, dont quelques débris étaient restés à Rome. L'exemple de charité, de piété, de vertu, donné chaque jour par les soldats français n'avait pu toucher certains cœurs, rebelles à tout sentiment de justice et d'humanité, que rien n'attendrit, ni la douleur, ni la clémence, qu'aucune leçon ne corrige, si dure soit-elle.

Les méchants, reprenant quelque audace, faisaient circuler dans la ville éternelle des menaces de meurtre contre tous les Romains qui entretiendraient commerce avec les Français. Chaque jour, le commandant en chef recevait des lettres anonymes, dans lesquelles, les lâches lui annonçaient que le poignard qui avait assassiné le comte Rossi s'aiguisait pour lui-même. Des listes de proscriptions étaient clandestinement affichées sur les murs ; les *traîtres à la patrie*, les *amis des Français et du Pape* seraient les premières victimes de la République romaine restaurée. Quelques audacieux insulteurs avaient été corrigés d'importance par des officiers français insultés par eux, et avaient humblement demandé grâce. Ainsi avait fait, un jour, dans un café du Corso, un officier français qui avait exigé et obtenu, quoiqu'il fût seul au milieu de républicains, des excuses publiques d'un insulteur. Ces scènes se reproduisaient fréquemment. D'autres plus graves suivirent. D'odieux guet-à-pents furent tendus, la nuit, à des

soldats français, qui furent assassinés. Entr'autres, un soir, deux chasseurs à pieds furent attaqués par une trentaine d'assassins dans un cabaret de la rue Giulia. Ils résistèrent longtemps, longtemps se défendirent intrépidement. L'un d'eux fut enfin frappé mortellement par un artilleur romain. M. Mangin, secrétaire-général de la Préfecture de police, dont nous avons déjà parlé, alla saisir lui-même courageusement le meurtrier, au milieu des siens, qui devaient, disait-on, le défendre. D'autres victimes tombèrent, frappées dans l'ombre. Les républicains, de nouveau réfugiés dans les sociétés secrètes, organisaient de nouveau l'assassinat. Le général Rostolan prit d'énergiques mesures contre ces scélérats. Il fallait faire cesser ces crimes, dont la menace incessante planait sur les têtes les plus nobles, et livrait les honnêtes gens à ce sentiment d'étreinte et de froid que l'on éprouve à la menaçante promesse d'un danger imprévu dont le mystère augmente encore l'horreur.

La population était encore inquiétée par des publications clandestines et des placards, imprimés et affichés la nuit, en secret. Nous avons sous les yeux quelques-unes de ces proclamations. Dans l'une, on disait :

« Peuple !

« Ne te décourage pas ! les tyrans, les barbares, les prêtres, les riches, tous les exploiteurs seront anéantis à la prochaine victoire de la démocratie !

La République reviendra !

« L'heure de la vengeance et du sang sonnera bientôt ! Tiens-toi prêt !

« Le poignard qui a abattu l'infâme Rossi, ministre de l'*hypocrite Pie IX qui nous a tous trompés, et dont la mielleuse parole a déchaîné contre nous les barbares*, ce poignard des hommes *grands* et *libres*, des hommes *vertueux*, des hommes *purs*, n'est point brisé ! Patience et courage ! Espérons et nous serons forts ! »

Dans une autre, on lisait :

« Peuple !

Les réactionnaires, les riches, les repus, les prêtres, tous les ennemis du progrès, de la liberté, du pauvre et de la République, conspirent pour t'affamer !

« Tu les connais pourtant : Que chaque bras frappe une poitrine coupable ! Pas de grâce, pas de pitié pour les ennemis de la sainte démocratie !

« Ces lâches te refusent la nationalité à laquelle tu as droit ; ils te refusent le travail qui soutient ta famille.

« Ils t'enverront dans les cachots où tu pourriras en martyr !

« Lorsque ta maison aura été brûlée, ton champ dévasté, ta boutique pillée, ta femme et tes filles violées, ils régneront sur tes enfants avec Pie IX pour roi et les Français pour bourreaux !

« Mais la liberté ne périra pas ; prends courage !

« Peuple de héros ! grand peuple ! au nom de tes ancêtres et par leurs mânes ! « Sors de ta torpeur ! Ranime ton courage ! Les frères de la Péninsule seront là pour te seconder !.....

« Tes ennemis sont les rois, les princes, les seigneurs, les riches et les curés !

« Tes amis, la liberté, l'égalité et la fraternité !

« Veille, et tu seras sauvé !....

« Vive la République démocratique et sociale ! »

Les républicains sont incorrigibles. C'est ainsi qu'ils cherchaient à bouleverser encore la société. Ces placards incendiaires étaient affichés la nuit et apposés sur la porte des notables du pays, des personnes connues pour leurs sympathies envers les Français. Les patrouilles françaises, dont le zèle était au-dessus de tout éloge, voyaient, de loin, occupés à cette besogne, des forcenés qui prenaient la fuite sitôt qu'ils les

apercevaient. Elles parvenaient néanmoins à les arrêter ; quelques uns étaient tous d'anciens conspirateurs.

Telles étaient les armes dont se servaient les révolutionnaires pour ramener en Italie le règne bienheureux du socialisme! D'autres cherchaient à prix d'argent, au nom du Comité révolutionnaire Mazzinien, d'entretenir l'amour de la démocratie et de l'indépendance italienne chez les enthousiastes républicains. La propagande se faisait, entre autres moyens, à l'aide de foulards dont la couleur, après un certain lavage, disparaissant, laissait à nu, dans toute leur intégrité, les instructions de ces hommes qui, avec ce désintéressement dont quelques uns d'entre eux ont donné des preuves à Paris, à Rome, à Florence, se sont arrogé la mission de régénérer l'ordre social européen.

L'une des armes les plus empoisonnées dont se servaient ces ennemis de la religion et de la société, c'était les publications clandestines. Cette propagande de dénigrement et de vengeance, fomentée par le parti républicain, était le moyen avec lequel les sociétés secrètes anéanties et disséminées, cherchaient à ressaisir leur action. Ces publications désastreuses, toutes remplies d'injures, de calomnies, d'accusations mensongères, manœuvre des ambitions trompées, des cupidités déçues, des vanités écrasées, étaient répandues par des colporteurs : on prit d'énergiques mesures contre ces propagateurs de haines violentes et de passions détestables. Et ce fut bien. Avec du zèle, de la fermeté, on maintient la sécurité publique, on prévient les révolutions, ce qui est plus avantageux que d'avoir à les combattre après qu'elles ont éclaté.

Ces publications, émanées d'ignobles brigands, dans lesquels la religion, l'honneur, la morale, la vertu, sont baffoués, aux applaudissements imbéciles de la foule, sont pour beaucoup, qu'on n'en doute pas, dans les crimes des révolutions, dans les forfaits de ces jacqueries implacables.

IV.

MM. de Corcelles et de Rayneval aplanissaient insensiblement, et avec une patience et un soin dignes des plus grands éloges, les difficultés que quelques lignes imprudentes, ramassées par l'esprit de parti, avaient jetées sous leurs pas. Ils firent preuve d'une grande habileté et d'une suprême loyauté. M. de Lesseps paraît bien coupable, quand on compare sa conduite à celle de ces diplomates intelligents et généreux. M. de Corcelles avait obtenu du souverain Pontife l'ordre, pour les cardinaux membres de la commission gouvernementale, de publier le *motu proprio* et le décret d'amnistie.

M. de Corcelles s'empressa de porter lui-même aux trois cardinaux réunis à Rome la lettre officielle de Pie IX. Il était urgent que ces ordres fussent exécutés avant la réunion de l'assemblée française qui allait reprendre ses séances et discuter l'intervention.

L'amnistie accordée ne comprenait pas les membres du gouvernement républicain, les députés démagogiques; pas plus que ceux qui, ayant bénéficié déjà de la première amnistie accordée par Pie IX, avaient violé leur parole.

Les coupables d'assassinats et autres crimes punis par la loi pénale restaient également en dehors de l'amnistie. Ces exceptions indispensables, rassurèrent les populations effrayées. Elles déchaînèrent davantage les passions des républicains de France. La discussion des affaires de Rome, à l'assemblée législative, en fit une arène où les plus détestables passions descendirent, armées de poignards et cuirassées d'athéisme. La colère des orateurs jacobins était de la fureur, de la rage. Ils

comptaient sur un grand scandale, et ne manquèrent pas de s'appuyer sur la lettre du Prince-Président. Le 15 octobre, M. Thiers avait exposé la question romaine dans un rapport lucide, clair, irréfutable. Le 18 et le 19, la grande bataille fut livrée. M. de Tocqueville, successeur de M. Drouin de Lhuys, au ministère des affaires étrangères, se tira de la difficulté enfantée par la lettre avec une rare habileté. La pensée du nouveau cabinet se trouvait conforme à celle de la diplomatie et des chefs de l'armée d'expédition. Dans un mouvement plein de feu, le ministre jeta à la montagne frémissante et écumant de rage, ces paroles énergiques et vraies : — « La république romaine a commencé par la violence et l'assassinat ; la Restauration pontificale s'est accomplie sans coûter à un seul homme, pour cause politique, ni sa vie, ni ses biens, ni sa liberté ! »

M. le comte de Montalembert vint après, et mit le plus grand talent au service de la plus sainte des causes. Répondant à un poète devenu jacobin et qui avait été l'objet des acclamations de la montagne, il s'écria avec à propos :

— « Le discours que vous venez d'entendre, Messieurs, a déjà reçu la récompense qu'il mérite dans les applaudissements qui l'ont accueilli ! » Puis il aborda de haut la question de l'intervention de la France en Italie. Il montra l'Église torturée par la démocratie, et, comparant ceux qui l'outragent à ceux qui frappent une femme, il fit entendre cette belle parole : — « L'Église n'est pas une femme, c'est bien plus encore, c'est une mère ! »

Au milieu des basses injures, des ignobles quolibets, des indécentes interruptions des montagnards, se dégradant dans le désordre, criant faute d'arguments soutenables, l'orateur catholique répondit aux calomnies, dont l'Église, le Saint-Père, et l'armée française qui avait délivré Rome, avaient été l'objet. Repoussant ensuite ce reproche que le drapeau de la France avait été compromis en Italie : — « Non, dit-il, non

peine de mort se trouvera abolie. Les lépreux du socialisme avaient fait courir à Rome le bruit que les Français n'oseraient pas condamner à mort et fusiller les assassins; les Français osèrent, et ces exécutions épargnèrent la vie à une foule d'honnêtes gens, car les brigands en furent intimidés.

Le général Rostolan ne voulut pas quitter l'Italie sans aller incliner son courage devant la majesté du souverain Pontife. Il se rendit à Portici, où Pie IX le reçut avec cette grâce affectueuse dont il a le secret. Le général Rostolan, qui avait reçu au Capitole les mêmes honneurs que le général Oudinot, fut honoré par Sa Sainteté de la première classe de l'ordre de Pie IX.

Le souverain Pontife envoya, à la même époque, au général Baraguay-d'Hilliers les médailles et les décorations destinées aux officiers, sous-officiers et soldats français. On se ferait difficilement une idée de la joie que ce plus insigne des honneurs fit naître dans tous ces cœurs. Ces guerriers versaient des larmes de bonheur et de gratitude; ils baisaient avec un pieux respect ces plus honorables des ordres qu'un homme au monde puisse porter sur sa poitrine.

C'est à ce moment où la population romaine et l'armée française, qui avaient appris à se connaître et à s'aimer, sympathisaient étroitement, que Mazzini, l'éternel agitateur, lança du fond de l'exil un nouveau brandon de discorde secoué sur la Péninsule par les mains de ses amis. Dans ce nouveau factum, œuvre adressée au clergé de délire et d'iniquité, on lisait entre autres :

« Ecoutez-nous. Nous pourrions, un des vôtres l'a dit, et que ce soit pour vous une preuve de l'esprit qui nous anime, nous pourrions vaincre sans vous, *mais nous ne le voulons pas.*

« L'heure suprême va sonner, les temps sont mûrs!

« Malheur aux prêtres, malheur à leur troupeau s'ils s'obstinent à étayer un édifice en ruines! Il se prépare *des temps de discorde et des torrents de sang!* . . . .

« *Au nom de Dieu* et pour l'amour de notre patrie, nous vous

demandons : êtes-vous chrétiens? Comprenez-vous l'Evangile, regardez-vous la parole de Jésus-Christ comme une lettre morte ou en adorez-vous l'esprit? Entre l'esprit de l'Evangile et la parole des Papes, êtes-vous vraiment, décidément résolus à opter pour cette dernière, sans examen, sans appel à votre conscience? Êtes-vous croyants ou êtes-vous idolâtres?

« Si quelques actes isolés, ont fait tache à *la cause si pure de la démagogie socialiste,* les auteurs de réactions cruelles et de résistances insensées doivent seuls en être responsables. Si quelques cris anarchiques, si quelques rêves d'utopie subversive éclatent aujourd'hui dans le sein des populations excitées, ce sont les cris d'hommes désespérés, cent fois trompés et trahis, cent fois déboutés de leurs justes demandes par l'inexorable volonté d'une caste ou d'un roi! Tous ces nuages disparaîtraient à jamais, vous le savez bien, le jour où nous serions vainqueurs!

« Prêtres! la transformation de la religion et de l'Eglise qui, vous aidant, s'accomplirait dans une évolution pacifique et solennelle, coûtera au monde des *luttes terribles, et les larmes et le sang de milliers de martyrs!!!* Dieu descendra sur les multitudes et sur vous, non comme une rosée sur la toison, mais comme un tourbillon, et ceint de la foudre comme dans les nues du Sinaï. »

Ce libelle farouche d'un réprouvé fut accueilli par le clergé italien avec le mépris qui lui était dû. Ses menaces de sang, sa rage de vaincu et de damné, n'inspirèrent pas la moindre terreur à ces prêtres qui l'avaient bravé dans sa puissance et auxquels il n'avait pu, par la persécution, arracher aucune concession indigne d'eux et de leur caractère sacré.

Le règne de Mazzini était passé; Rome avait été arrachée du linceul sanglant dans lequel l'avait couchée la République. Ce bonheur n'était pas de ces bonheurs sans sécurité et sans lendemain qui sont empoisonnés par l'assurance de leur rapidité. Rome respirait enfin! Elle n'avait plus peur! ses attitudes

reprenaient la force, ses mouvements la souplesse, ses yeux la vivacité, ses pas la légèreté, ses lèvres le sourire. Son cœur meurtri se cicatrisait. C'était comme une malade qui entre dans une convalescence qui se communique à ses traits. Elle reprenait sa santé, son éblouissement, sa vie. Elle pouvait prier et exister sans crainte. A la tragédie impudique et sanglante succédait le poème religieux. Dans tous les temples rouverts se pressaient les fidèles, repentants comme saint Pierre, après avoir renié Dieu, — priant de leurs voix plaintives et toutes trempées de larmes, priant avec leurs enfants, innocents de leurs complicités coupables, de leurs servitudes acceptées, de leurs lâchetés accomplies.

En cet état, la mission de M. de Corcelles était terminée. Son mandat diplomatique allait expirer. Lui aussi s'empressa, avant de rentrer en France, d'aller se prosterner aux pieds du saint Pontife qu'il avait servi, aussi loyalement comme chrétien, que loyalement il avait servi sa patrie comme Français.

Le vénérable cardinal Antonelli lui avait offert, de la part du chef de l'Eglise, le grand cordon de l'ordre de Pie IX; M. de Corcelles avait refusé cet honneur, qui eût comblé tous ses vœux, s'il n'eût été lié par un serment qui lui faisait un devoir de ne point porter d'autre croix sur son cœur qu'un petit crucifix, dernier gage de son fils mourant. Le cardinal Antonelli insista, lui faisant observer que le pape avait le pouvoir de délier son serment; ce ne fut qu'alors seulement que M. de Corcelles céda. Quand il fut admis auprès du Saint-Père, celui-ci lui dit, avec une ineffable bonté, en lui remettant un chef-d'œuvre, une pierre précieuse sur laquelle était gravée la figure de la sainte Vierge : — « Voici qui vous consolera d'avoir accepté la croix de Pie IX! »

M. de Corcelles quitta le chef vénéré de l'Église, le cœur gonflé d'émotion et les yeux pleins de larmes.

Le souverain Pontife était résolu de rentrer dans ses États. Toutes les difficultés étaient aplanies, et nul ressentiment dans

cette belle âme n'avait survécu à l'évasion du moine sacrilége dont on avait eu le tort injurieux de faciliter la fuite. Pie IX avait prononcé à ce sujet ces magnifiques paroles qui, une fois encore, nous montrent son âme incomparable dans toute la sainteté de sa mansuétude et de sa miséricorde : — « Je ne déplore point la fuite de ce malheureux, parce qu'il échappe à la justice humaine, mais parce qu'elle le soustrait à la miséricorde de mon amour paternel ! J'aurais été si heureux de ramener au bercail cette brebis plus égarée peut-être que perverse ! »

Une autre parole magnifique du Saint-Père fut dite à l'occasion de son retour à Rome. Comme des méchants lui disaient que les Français ne le recevraient pas avec les témoignages de respect auxquels a droit le chef de l'Église universelle, et qu'ils ne consentiraient jamais à plier le genou devant Sa Sainteté : — « Vous croyez ? » demanda Pie IX d'un air fin; et comme les calomniateurs insistaient, le Saint-Père leur adressa cette réponse sublime : — « Eh bien ! je les bénirai debouts, et j'espère que la bénédiction de Dieu n'en produira pas moins son effet ! »

Le cardinal Antonelli, qui avait été si admirable dans tous ces événemens, si courageux, si complétement à la hauteur des circonstances, avertit le corps diplomatique de la résolution du pape par cette note :

« Après que les armes catholiques eurent dompté la rébellion qui agita si vivement les sujets pontificaux pendant ces derniers événements, on vit, aux applaudissements universels des gens de bien, le gouvernement légitime se rétablir peu à peu dans les États de l'Église. Pour combler les vœux du monde catholique et des sujets dévoués à leur propre souverain, il ne restait que le retour du souverain Pontife à son siége.

« Diverses difficultés ont concouru jusqu'à présent à le retarder, et spécialement le désir le plus vif du Saint-Père de pouvoir subvenir aux besoins de l'État.

« Ce but étant maintenant atteint (1), il a résolu de rentrer dans ses domaines temporels dans les premiers jours du mois prochain d'avril.

« Le Saint-Père a la confiance que le Seigneur, dont la main guida les puissances accourues avec leurs armées pour cette sainte entreprise, daignera bénir les soins qui ne cessent de l'occuper pour l'amélioration du sort de ses sujets, et il ne doute point que toutes les puissances avec lesquelles le Saint-Siége est en relation d'amitié, de même qu'elles ont concouru avec leur influence morale et matérielle, chacune pour sa part, à rétablir le souverain Pontife dans le plein et libre exercice de son autorité, ne soient animées d'un intérêt égal et constant pour le garantir dans sa liberté et son indépendance indispensables au gouvernement universel de l'Église et à sa paix qui est celle même de l'Europe. »

Le retour du Saint-Père, accompagné de quelques cardinaux et du roi des Deux-Siciles dans ses États, fut un long triomphe. Les populations empressées venaient sur la route pour s'agenouiller devant ce grand homme, digne représentant de Dieu sur la terre. A la frontière, une scène touchante eut lieu, au milieu des marques de fidélité et d'amour des peuples, ivres de bonheur. Le roi des Deux-Siciles se jeta aux pieds du saint Pontife et lui demanda sa bénédiction :

— « Oh ! oui, de toute mon âme ! dit Pie IX profondément ému ; oui, je vous bénis, je bénis votre famille, je bénis votre royaume. Que pourrais-je dire pour vous exprimer ma reconnaissance de l'hospitalité que vous m'avez donnée ? » — « Très-Saint-Père, répondit le roi, toujours à genoux, je n'ai rien fait qu'accomplir le devoir d'un chrétien. » — « Oui, reprit Pie IX, les larmes aux yeux et en relevant le roi catholique qu'il pressa sur son cœur ; oui, votre affection filiale a été grande et profonde. »

(1) Par un emprunt contracté avec une fameuse maison de Banque.

Dans les États du souverain Pontife, l'enthousiasme universel se chargea de répondre aux calomnies répandues par les révolutionnaires qui, à bout de ressources et d'intrigues, ne trouvèrent rien de mieux que de porter l'incendie dans les villes et les campagnes, pour châtier les populations de leur transport à la vue de leur Père revenu.

Sur son chemin, le souverain Pontife fut complimenté par les magistrats, les municipalités, par des députations venues de Rome et de tous les autres points; il fut acclamé par le peuple tout entier.

La douce campagne avait repris son aspect accoutumé. La nature, que ne troublait plus le bruit de l'émeute, était radieuse avec son cortége de rayons et de parfums. Les arbres chantaient sur les routes que ne sillonnaient plus des bandes armées pour le pillage; les enfants couraient librement dans les chemins sous l'azur tendre d'un ciel bleu; les cheminées lançaient dans l'air leurs colonnes de fumée; les ménagères tranquilles préparaient le repas des travailleurs; les paysans se reposaient sans inquiétude à l'ombre épaisse des arbres de la route; le batelier rentrait le soir en chantant, rapportant sur ses épaules les avirons de sa barque. Tout était calme, rêverie, travail, repos, sécurité. Dans les basse-cours, les animaux s'ébattaient sans être exposés à être volés par les *défenseurs de la liberté;* l'ordre était partout reparu, et le dimanche une foule heureuse se pressait dans l'église, sans avoir à redouter les poignards des *apôtres de la fraternité.*

Le peuple romain renaissait à la foi et en même temps à l'intelligence, car les nations coupables envers Dieu, tombent dans l'abrutissement. L'incrédulité avait laissé derrière elle une trace brûlante qui s'éteignait à mesure que s'approchait le souverain Pontife, de même qu'à l'entrée de l'armée française avaient fui tous ces prétendus champions de la liberté et de l'Italie, qui n'étaient les champions que de leur propre orgueil et de leur ambition.

Le 12, le Saint-Père fit son entrée dans Rome. L'air retentit des cris de l'allégresse universelle, quand il parut, dans toute sa splendeur sacrée, prêt à donner encore son âme à son peuple et à le faire vivre de la vie de son cœur. Une expression de bonheur calme et profond et d'ineffable tendresse débordait sur ses traits majestueux, et donnait à sa figure une splendeur et une transparence infinies.

Quand il avait quitté Rome, comme le dernier rayon du soleil qui se retire d'une vallée, elle avait été plongée dans les ténèbres favorables aux crimes. Maintenant, avec lui, revenait la lumière. Rome voyait! Qu'est-ce que Rome sans le pape? Ciel sans rayons, sites sans âme, pas sans guide. Rome est immortelle parce qu'elle est consacrée par la religion. Rome souillée par l'athéisme n'est plus qu'une idole profanée. La religion a donné la gloire à Rome; la République lui a légué l'opprobre.

Les Romains, sur la route du Saint Père, jetaient des fleurs, cet alphabet embaumé de la nature. Les innombrables palpitations de félicité qui agitaient leurs cœurs, rayonnaient sur leurs visages. Toute cette foule semblait n'avoir qu'une même vie, pleine et débordante d'un seul sentiment : le respect.

Elle était ainsi, inclinée pour la prière, cette chaîne mystérieuse qui rattache l'homme à Dieu, ce parfum de l'âme plein d'ivresses et de larmes heureuses.

O religion! instinct éploré des cœurs souffrants, loi divine, consolateur suprême! O religion! que les lâches te diffament et que les méchants te proscrivent! Tu es le seul bonheur réel de ce pauvre monde! Pour n'être point trompé, ce n'est qu'à Dieu qu'il faut donner son âme.... O religion! refuge contre le désespoir, tu es notre courage, notre consolation et notre espérance..... notre port, notre abri, notre asile.

Du jour où la religion fut restaurée à Rome, les Romains semblèrent avoir reçu un nouveau baptême. La foi était rentrée dans leurs cœurs épanouis. Elle avait transformé leurs

âmes ; elle les avait purifiées des souillures dont elles s'étaient tachées sous la révolution. La religion était le flambeau qui les embrasait en les éclairant. Ces malheureux égarés par l'esprit de révolte et de haine, comprirent le néant du républicanisme, du socialisme, de tout ce qui n'est pas l'Eglise de Dieu. Ils rougissaient d'eux-mêmes en se regardant dans le passé démocratique et en se comparant à la pureté et à la perfection de Pie IX, qui venait de nouveau de se manifester à eux, centre de rayons de sensibilité, de foi, de charité, d'amour ! Ils le priaient de le laver dans une de ses larmes, pour qu'il ne restât plus rien de leurs iniquités, pour qu'il les transformât au point que le monde ne pût plus les reconnaître. Ils comprenaient la vertu en le voyant revenir parmi eux, toujours le même, toujours aimant, c'est-à-dire capable de tous les dévouements, de tous les héroïsmes. Ils priaient le ciel de les égaler à ce Pontife admirable, en présence du q uel ils éprouvaient de salutaires hontes. Mais si tendres étaient ses paroles, si pénétrant et si doux son regard, si saintes sa charité et sa mansuétude, que les coupables, en s'humiliant devant lui, se sentaient grandis, non abaissés. Il leur semblait qu'ils sentaient en eux pénétrer la pureté de cette nature adorable. Tout ce que l'esprit voltairien et l'esprit radical avait amassé en eux de sécheresse, de vanité, de puérilité, de haine, d'ironie, de préjugés, de doute et d'amertume dans ces mauvais jours de révolution, disparaissait sous la chaleur de la foi, comme la cire devant la flamme, comme les feuilles pourries sous le vent d'hiver, et ils ne se reconnaissaient pas eux-mêmes. Ils avaient rompu avec les violences et les crimes de la démagogie ; ils retrouvaient le sérieux, l'enthousiasme, la paix, la piété intimes, la prière qui épure le cœur, les douces larmes qui le lavent et l'attendrissent.

Sincèrement, ils se promettaient de ne plus jamais redescendre de ces hauteurs catholiques où les tendresses, l'autorité, la voix, la présence seule de Pie IX les avaient élevés.

Aux rayons de son amour, leur âme revêtait une seconde virginité. Tout ce qu'il avait dit leur paraissait éternel comme la justice, tout ce qu'il avait fait, sacré comme le bien. Ils enviaient la terre étrangère qu'il avait foulée dans son exil, les rayons de soleil qui l'avaient enveloppé dans son infortune; ils auraient voulu recueillir l'air qu'il avait respiré à Gaëte, et le ramener à Rome. Ils enviaient le destin de Ferdinand II, qui lui avait ouvert sa maison, et le foyer de son adoration. Ils étaient bien réellement dégoûtés des fureurs jacobines, avec leurs assouvissements sensuels de la brute. Aux chefs de l'athéisme, les provoquant au vice et au crime, ils comparaient Pie IX, les couvrant de ses bienfaits, leur apprenant à jouir de la vertu et de la paix, leur traçant la route à suivre dans cette vie, les récompensant des sacrifices mondains par cette pensée que tout est compté dans le cœur de Jésus-Christ, que tout s'accumule dans son amour, que tout se multiplie dans sa tendresse, que tout va se joindre à ce trésor de justice qui se remplit ici-bas pour s'ouvrir dans le ciel.

A ceux qui avaient applaudi la République, il ne restait de cette profanation d'eux-mêmes, de la religion, de la civilisation et de l'Italie, que le souvenir des flétrissures qu'elle avait faites à la patrie, et l'étonnement de leur enthousiasme évanoui. L'idée qu'ils avaient pu se laisser ainsi abuser, qu'ils avaient pu trahir le saint Pontife, les saisissait d'une sincère horreur. Ce repentir était respectable, car il était profond et sincère, et l'Eglise toujours pardonne, si coupable qu'on ait été. Pécheurs, puisons dans cette consolante pensée du courage pour les pénitences éclatantes!

Avec confiance, jetons-nous dans les bras de la religion, refuge des repentirs sincères, des remords aux ongles d'acier, des douleurs puissantes, des espérances déçues, des nobles cœurs méconnus, des pensées solitaires, des secrètes souffrances, des fautes et des crimes détestés..... Là seulement est le salut de l'âme.

Trouvons les afflictions douces pour l'amour de Jésus-Christ, qui, devant nous, a marché, chargé de sa croix pesante. Comme lui, portons ce fardeau et souhaitons d'y mourir! Cette vie, c'est toujours la souffrance, car toujours c'est l'épreuve; souffrons donc par le corps et par l'âme, et soyons plus grands que la douleur. Vivons sans amis, sans consolations; soumettons-nous à la volonté divine, et grandissons en humilité et en courage, à mesure que grandissent nos plaies, et ne cherchons que ce qui est éternel!.....

Ah! mes frères, je voudrais, pécheur régénéré, brebis égarée rentrée dans l'Eglise, vous exprimer tout ce que la soumission, la résignation, les larmes, la douleur pour Dieu supportée, ont de profondément adorable!.....

V.

— Réjouissons-nous, s'écriaient les Romains, voici notre père qui est revenu; notre père qui nous aime, qui avait soif de nous pardonner et de nous revoir!

Rome renaissait à des délices de piété et d'amour. Sa voix, au temps de ses erreurs facile au blasphème, exhalait les louanges du souverain Pontife. Rome était illuminée des éclairs de l'auréole d'or de Pie IX; elle était inondée des flots de sa tendresse. Sa pensée redevenait une fleur dont il reconnaissait le parfum.

Les Romains repentants, jetaient les actions de grâce sur le sentier par où il s'avançait, et lui, le père indulgent et miséricordieux, il leur tendait ses bras ouverts.

Que vos tristesses soient consolées, ô Très-Saint-Père ; vos enfants, désormais, seront dignes de vous. Votre peuple n'oubliera plus vos précieux commandements. Il a été bien puni par le désespoir de vous avoir perdu. Il a pleuré sur lui-même et sur ses fautes. Cachez-lui les blessures qu'il vous a faites. Il sait l'héroïsme de vos douleurs ; il gémit sur son iniquité ; oubliez-la et pardonnez lui!

VI.

Le retour de Pie IX dans ses États réservait aux populations une des joies inconnues aux peuples. Les autres souverains, circonscrits dans l'étendue matérielle de leur royaume, ont des bornes à leur prestige comme des limites à leur territoire.

Pie IX, présidant aux destinées terrestres de la Romagne, est certainement, lui aussi, le souverain bien-aimé de ses sujets ; mais, ce qui, lors de sa réapparition au milieu d'eux, devait surtout exciter l'enthousiasme et jusqu'au fanatisme de l'amour, c'est qu'avec lui, rentrait à Rome, dans tout le merveilleux d'une résurrection : la foi, dont les plus insensés, les plus incrédules, les plus sceptiques se sentaient inondés tout à coup, en présence de l'exilé des hommes, resté l'élu de Dieu. C'est qu'avec lui rentrait à Rome, dans sa majesté mystérieuse et primitive, la religion, qui, pure comme Dieu lui-même dont elle émane, s'était enfuie devant le sang qui rougissait ses autels, comme pour ne point se souiller au contact impur de la démagogie. C'est qu'avec lui, enfin, rentrait à Rome la

liberté, elle-même inséparable de la religion. la liberté devenue licence dans les mains impies et ensanglantées de la révolution, la liberté pâle, défigurée, jetée en pâture aux trop crédules populations, et rendue ainsi méconnaissable et odieuse ; liberté sainte cette fois, liberté pure, liberté auguste, qui du ciel où elle a son berceau, descendait dans toute la plénitude de la justice et de la vérité, comme pour escorter sur son passage le représentant béni, inspiré, convaincu, de la Providence elle-même.

Tel était, avec la paix calme et bienfaitrice, le cortége spirituel de Pie IX, faisant à Rome son entrée solennelle et triomphante au milieu de la joie de tout un peuple. La vue du Saint-Père réveillait chez tous des accents généreux, sympathiques, enthousiastes. De même que l'adversité ne l'avait point abattu, son pouvoir restauré ne l'enorgueillissait pas; calme, recueilli, austère, adressant à Dieu les bénédictions dont il était l'objet, des paroles douces et évangéliques tombaient de ses lèvres sur des cœurs avides, comme la rosée du ciel sur des champs stériles, comme la manne dans le désert, comme le baume sur la plaie.

Pie IX, rentrant à Rome, ressemblait moins à un monarque qui recouvre ses Etats, qu'au père qui revient au foyer. Dans la sublime humilité de son cœur, c'était le père d'une nation retrouvant sa famille; il avait le stoïcisme du citoyen qui rentre dans sa patrie. Descendant de saint Pierre, ni la haine ni la vengeance n'avaient asile dans son âme; déjà, d'ailleurs, Rome n'était plus pour lui la ville ingrate, impie, sacrilége, mais Rome soumise, mais Rome repentante, mais Rome chrétienne. En présence des flots tumultueux qui se pressaient sur son passage, Pie IX ne se souvenait des jours de sang et d'infamie que pour répandre partout son pardon empressé et miséricordieux. Le sceptre dans une main, l'Évangile dans l'autre, le souverain rétablissait l'autorité, précurseur infaillible de l'ordre, en même temps que le Pontife ramenait les chré-

tiens égarés loin de la voie du devoir et de la piété. Bientôt, ne se souvenant plus que de la mission du prêtre, il en accomplit scrupuleusement le pieux ministère : consolant les uns, ranimant les autres, relevant de ses mains le repentant qui s'humilie à ses pieds augustes.

Cependant les populations émues ne cherchaient plus à contenir les cris d'exaltation et d'enthousiasme qui germaient dans leur sein. La vue du libérateur avait enfin dissipé les dernières appréhensions que la démagogie moribonde entretenait encore dans les cœurs timides. L'anarchie fugitive cherchait à montrer encore sa face livide et cadavéreuse ; mais elle recula, cette fois, anéantie devant les traits calmes, austères et pacifiques de l'auguste Saint-Père. Libre enfin de s'abandonner à toute l'expansion de sa gratitude, chacun à l'envi sollicitait une bénédiction, une parole, un regard de Pie IX, comme dernier palliatif aux traces douloureuses imprimées par la révolution : témoignage spontané de l'impuissance et de la fragilité des entreprises humaines qui, infailliblement, doivent se briser en se heurtant aux choses de Dieu !

Ainsi s'accomplit, au nom de la civilisation chrétienne, et au milieu des fanfares et des réjouissances, la restauration du trône pontifical ; ainsi rentrait dans l'abîme, avec la flétrissure de l'infamie, l'anarchie vaincue et désarmée ; ainsi s'évanouit à la vue du saint homme, une tentative aussi impie qu'audacieuse et qui tenait le monde chrétien dans une fébrile agitation ; ainsi enfin l'Église, un moment alarmée, recouvrait son chef souverain, entouré du même prestige et l'objet du même culte et de la même vénération ; vénération rendue plus grande encore et plus empressée par la volonté mystérieuse et manifeste qui, si visiblement, contribuait au rétablissement du règne de l'Évangile en en confiant de nouveau aux saintes mains de Pie IX, la destinée glorieuse et providentielle.

VII.

Quand le souverain Pontife parut, toutes les voix acclamèrent son saint nom; tous s'agenouillèrent, prêtres et soldats, bourgeois et ouvriers. L'armée française lui servait de cortége. Dans la basilique, la foule reçut sa bénédiction avec respect; les tambours battirent aux champs, les baïonnettes furent abaissées, et les soldats de la France tombèrent pieusement à genoux devant le représentant de Dieu, contrairement aux calomnies des méchants. Le *Te Deum* suivit la bénédiction pontificale ; puis le Saint-Père se rendit au Vatican, suivi du corps diplomatique. Ivresse sacrée ! Jamais l'histoire n'offrit un plus magnifique spectacle.

Ce jour fut l'un des plus beaux de Rome et de l'univers catholique. La ville éternelle fut illuminée; elle offrait un spectacle inouï, que la plume est impuissante à rendre. La joie était dans tous les cœurs.

Le retour triomphal du Saint-Père à Rome est l'événement le plus grand du dix-neuvième siècle.

Le 15 avril, le pape reçut les félicitations du corps diplomatique et répondit à la harangue de M. l'ambassadeur d'Espagne :

« Messieurs,

« Vous qui m'avez accompagné et soutenu dans les jours d'épreuve et d'affliction, vous formez aujourd'hui plus que jamais ma joie et ma couronne.

« En vous exprimant ma reconnaissance pour l'intérêt que vous avez pris à toutes les vicissitudes qui se sont succédé avec tant de rapidité, je vous remercie également de celui que

vous prenez aux événements actuels, et j'ai la ferme confiance que votre assistance ne me fera pas défaut pour l'avenir.

« Exprimez à vos souverains et à vos gouvernements combien je suis pénétré de gratitude pour tout ce qu'ils ont dit et fait en faveur du Saint-Siége. Assurez-les que je prie Dieu continuellement pour la paix de l'Europe et du monde.

« Je désire que les bénédictions de Dieu descendent abondantes sur chacun de vous et sur les nations que vous représentez, afin que, vivifiées par ce don céleste, elles voient au milieu d'elles s'étendre les conquêtes de la foi contre l'esprit d'irréligion, et celles de la tranquillité et de l'ordre contre l'esprit de trouble et d'anarchie. »

Deux jours après, ce fut au tour du corps des officiers de l'armée française à offrir leurs félicitations et leurs respects à Sa Sainteté. Ils furent présentés par le commandant en chef, le général Baraguay-d'Hilliers.

« Je suis très-heureux, leur dit le souverain Pontife, de me trouver au milieu d'une armée qui vient de donner d'éclatants exemples de valeur et de discipline, et qui appartient à une nation catholique et généreuse.

« Il est bien doux à mon cœur d'exprimer en cette occasion les sentiments de la vive gratitude que je professe pour l'armée française, qui n'a épargné ni son argent, ni ses fatigues, ni son sang, pour délivrer Rome de l'anarchie qui l'opprimait et assurer au vicaire de Jésus-Christ son indépendance et comme Pontife et comme souverain.

« Soyez mon interprète, monsieur le général, vous qui, digne successeur des deux généraux qui vous ont précédé, vous faites honneur de représenter la France auprès du Saint-Siége. Faites connaître mes sentiments paternels au président de la République, qui a surmonté les obstacles mis à une entreprise si louable, à l'Assemblée qui l'a décrétée et qui fit éclater dans son sein ces nobles sentiments qui remplissent mon cœur de joie et de consolation.

« J'appelle et j'appellerai toujours la bénédiction de Dieu sur chacun de vous, sur vos familles, sur toute la France, afin que l'esprit de religion, source de tous les biens, se répande toujours davantage au milieu de votre généreuse nation. Je l'appelle plus particulièrement sur l'armée, qui, grâce à l'honneur, à la discipline et à la valeur qui la distinguent, sera toujours le soutien de l'ordre public et le gage de la tranquillité. »

Le général en chef avait dit à ses officiers, avant que ne parût le Saint-Père : « Messieurs, en défilant devant le souverain Pontife, il est d'usage qu'on lui baise la main. Les officiers généraux s'y conformeront. Cependant, cet usage n'est point obligatoire ; ceux d'entre vous qui voudraient s'en dispenser seront parfaitement libres de le faire. »

Mais pas un de ces braves officiers catholiques ne négligea ce devoir. Dès que Pie IX eut parlé, ils défilèrent devant lui, et chacun d'eux baisa respectueusement sa sainte main, la poitrine soulevée par l'émotion, les yeux remplis de larmes heureuses.

Ce fut le lendemain, 18, que le Pape bénit les armes et les drapeaux de la France sur la place de Saint-Pierre.

Le Saint-Père, accompagné des cardinaux Antonelli et Dupont, passa l'armée française en revue et la bénit.

Cette journée, qui couronna l'œuvre de restauration du double pouvoir pontifical, offrit l'un des spectacles les plus imposants dont on puisse se faire une idée.

C'était le triomphe de la foi, dont le flambeau, dans les mains de l'adorable Pie IX, allait de nouveau diriger l'humanité.

VIII.

Les factions audacieuses étaient rentrées dans l'ombre. La présence du Saint-Père avait rendu l'activité, l'ordre, le mouvement et la sécurité à l'administration, à l'industrie et au travail. Après ces stériles et douloureuses agitations, Rome reprenait peu à peu les habitudes calmes, sérieuses, honnêtes, laborieuses, des peuples régulièrement gouvernés. Quand les clubs sont fermés, les églises et les ateliers sont ouverts, les citoyens à leurs affaires, à leurs intérêts, à leurs devoirs, et la vie politique se confond dans la vie sociale.

La révolution était finie. Ce résultat parlait assez haut pour étouffer les voix importunes et indiscrètes des petites rancunes, les mesquines ambitions du libéralisme, les vaines promesses des turbulents.

Grâce au concours de l'armée française et au repentir du peuple romain, qui avait trop souffert pour n'être point éclairé et corrigé, le calme et la prospérité revinrent, dont on avait tant besoin après ces crises, après ces épouvantables convulsions.

La vie sociale, étouffée par la république, s'élargit; le travail anéanti reprit son cours et se multiplia; le bien-être se vulgarisa insensiblement; la civilisation se développa de nouveau; la misère disparut autant que la Providence l'a permis dans la loi des souffrances qu'elle a faite à l'humanité.

Pie IX continua l'œuvre de paix et d'amour qu'il avait entreprise, non pour la gloire de son glorieux nom, mais pour le bonheur de ses sujets et la prospérité de l'immortelle et sainte Église.

Ici s'arrête le travail que nous avons entrepris, qui sera complété, car déjà ces événements sont loin de nous. En attendant, nous terminons cette première étude en publiant le tableau suivant.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE

DES PAPES.

DEPUIS SAINT PIERRE JUSQU'A SA SAINTETÉ PIE IX.

1. **SAINT PIERRE**, de Galilée, prince des apôtres, qui reçut de Notre-Seigneur Jésus-Christ le pouvoir pontifical pour le transmettre à ses successeurs; il résida d'abord à Antioche, il vint ensuite à Rome. La chronique d'Eusèbe assigne environ vingt-cinq ans au pontificat de saint Pierre.

2. **SAINT LIN**, martyr, né à Volterra, en Toscane, élu l'an 66, gouverna le Saint-Siége pendant douze ans.

3. **SAINT ANACLET**, martyr, d'Athènes, élu l'an 78, gouverna le Saint-Siége pendant douze ans.

4. **SAINT CLÉMENT**, martyr, né à Rome, élu l'an 91, tint le Saint-Siége neuf ans et quelques mois.

5. **SAINT ÉVARISTE**, martyr, élu l'an 100, tint le Saint-Siége environ neuf ans.

6. **SAINT ALEXANDRE Ier**, martyr, Romain de naissance, élu l'an 109 gouverna l'Église près de dix ans.

7. **SAINT SIXTE Ier**, martyr, né à Rome, élu l'an 119, tint le Saint-Siège près de neuf ans.

8. **SAINT THÉLESPHORE**, martyr, né à Turium, dans la grande Grèce, élu vers la fin de l'année 127, occupa le Saint-Siége près de onze ans.

9. **SAINT HIGIN**, martyr, d'Athènes, élu l'an 139, gouverna le Saint-Siége près de quatre ans.

10. **SAINT PIE 1er**, martyr, d'Aquilée, élu l'an 142, gouverna le Saint-Siége pendant quinze ans.

11. **SAINT ANICET**, martyr, élu l'an 157, gouverna le Saint-Siége près de onze ans.

12. SAINT SOTÈRE, martyr, de Fondi, en Italie, élu l'an 168, tint le Saint-Siége neuf ans et quelques mois.

13. SAINT ÉLEUTHÈRE, martyr, originaire de Nicopolis, élu l'an 177, tint le Saint-Siége quinze ans et quelques mois.

14. SAINT VICTOR Ier, martyr, originaire d'Afrique, élu l'an 193, gouverna l'Eglise environ neuf ans.

15. SAINT ZÉPHIRIN, martyr, Romain de naissance, élu l'an 202, tint le Saint-Siége pendant dix-sept ans environ.

16. SAINT CALIXTE Ier, martyr, né à Rome, élu l'an 219, tint le Saint-Siége pendant quatre ans.

17. SAINT URBAIN 1er, martyr, né à Rome, élu l'an 223, occupa le Saint-Siége un peu plus de sept ans.

18. SAINT PONTIANUS, martyr, Romain de naissance, élu l'an 230, gouverna le Saint-Siége environ cinq ans.

19. SAINT ANTÈRE, martyr, de Policastro, dans la grande Grèce, élu l'an 235, ne tint le Saint-Siége que l'espace d'un mois.

20. SAINT FABIANUS, martyr, né à Rome, élu au commencement de l'année 236, occupa le Saint-Siége pendant quatorze ans.

21. SAINT CORNÉLIUS, martyr, Romain de naissance, élu au commencement de l'année 251, tint le Saint-Siége un an trois mois et dix jours.

22. SAINT LUCIUS Ier, martyr, né à Rome, élu l'an 252, gouverna l'Eglise un peu plus de cinq mois.

23. SAINT ÉTIENNE Ier, martyr, Romain de naissance, de la maison Julia, élu l'an 253, tint le Saint-Siége quatre ans et six mois.

24. SAINT SIXTE II, martyr, d'Athènes, élu l'an 257, ne tint le siége que onze mois et quelques jours.

25. SAINT DENIS, martyr, de Turium, dans la grande Grèce, élu l'an 259, occupa le Saint-Siége dix ans cinq mois et quelques jours.

26. SAINT FÉLIX Ier, martyr, Romain de naissance, élu l'an 269, gouverna l'Eglise près de cinq ans.

27. SAINT EUTICHIANUS, martyr, originaire de Toscane, élu en 275, gouverna le Saint-Siége huit ans onze mois et quelques jours.

28. SAINT CAIX ou SAINT CAJUS, martyr, de Salona, en Dalmatie, (ville actuellement ruinée), élu l'an 283, occupa le Saint-Siége douze ans quatre mois et dix-sept jours.

29. SAINT MARCELLIN, martyr, Romain de naissance, élu l'an 296, gouverna le Saint-Siége huit ans et quelques mois.

30. SAINT MARCEL Ier, maryr, né à Rome, élu, comme on le croit communément, l'an 308, tint le Saint-Siége un an sept mois et environ vingt jours.

31. SAINT EUSÈBE, de la petite ville de Cassano, en Calabre, élu l'an 310, n'eut un pontificat que de quatre mois et quelques jours.

32. SAINT MELCHIADE, originaire d'Afrique, élu l'an 311, tint le Saint-Siége deux ans six mois et quelques jours.

33. SAINT SYLVESTRE Ier, né à Rome, élu l'an 314, eut un pontificat de vingt-un ans et onze mois.

34. SAINT MARC, Romain de naissance, élu l'an 336, n'occupa le Saint-Siége que huit à neuf jours.

35. SAINT JULES Ier, né à Rome, élu l'an 337, gouverna l'Église quinze ans deux mois et quinze jours.

36. LIBÈRE, de la maison Savelli, de Rome, élu l'an 352, tint le Saint-Siége quatorze ans quatre mois et deux jours.

37. SAINT FÉLIX II, né à Rome, gouverna l'Église durant l'exil du pape Libère, pendant deux ans.

38. SAINT DAMASE Ier, dit le Grand, né à Vimarano, en Portugal, élu l'an 366, gouverna le Saint-Siége dix-huit ans et deux mois.

39. SAINT SIRICE, né à Rome, élu sur la fin de l'année 384, tint le Saint-Siége quatorze ans.

40. SAINT ANASTASE Ier, né à Rome, élu vers la fin de l'année 398, occupa le Saint-Siége trois ans et dix jours.

41. SAINT INNOCENT Ier, dit le Grand, originaire d'Albano, élu sur la fin de l'année 401, gouverna le Saint-Siége pendant quinze ans. Ce fut sous son pontificat, qu'Alaric, roi des Goths, prit Rome et la livra au pillage.

42. SAINT ZOZIME, de Mesuraca, dans la grande Grèce, élu l'an 417, tint le Saint-Siége pendant un an neuf mois et neuf jours.

43. SAINT BONIFACE Ier, né à Rome, élu l'an 418, occupa le Saint-Siége trois ans trois mois et sept jours.

44. SAINT CÉLESTIN Ier, originaire de la Campanie, élu l'an 422 gouverna le Saint-Siége près de dix ans.

45. SAINT SIXTE III, Romain de naissance, élu l'an 432, gouverna le Saint-Siége environ huit ans.

46. SAINT LÉON Ier, dit le Grand, né à Rome, ou suivant d'autres en Toscane, élu l'an 440, gouverna l'Église vingt-un ans un mois et quatre jours.

47. SAINT HILAIRE, né à Cagliari, en Sardaigne, élu en 461, tint le Saint-Siége environ six ans.

48. SAINT SIMPLICIUS, de Tivoli, en Italie, élu l'an 467, gouverna l'Église pendant près de quinze ans.

49. SAINT FÉLIX III, né à Rome, élu sur la fin de l'année 482, occupa le Saint-Siége près de neuf ans.

50. SAINT GÉLASE Ier, originaire d'Afrique, élu l'an 492, tint le Saint-Siége quatre ans et neuf mois.

51. SAINT ANASTASE II, né à Rome, élu l'an 496, tint le Saint-Siége deux ans et six mois.

52. SAINT SYMMAQUE, originaire de l'île de Sardaigne, élu vers la fin de l'année 498, gouverna le Saint-Siége quinze ans et huit mois.

53. SAINT HORMISDAS, de Frosinone, petite ville de la Campanie, élu l'an 514, occupa le Saint-Siége neuf ans et onze jours.

54. SAINT JEAN Ier, martyr, originaire de la Toscane, élu l'an 523, tint le Saint-Siége deux ans et environ neuf mois.

55. SAINT FÉLIX IV, né à Bénévent, élu l'an 526, eut un pontificat de quatre ans deux mois et quelques jours.

56. BONIFACE II, Romain de naissance, Goth d'origine, élu l'an 530, tint le Saint-Siége un peu plus de deux ans.

57. JEAN II, né à Rome, élu sur la fin de l'année 532, ne gouverna l'Église que deux ans quatre mois et quelques jours.

58. SAINT AGAPET Ier, né à Rome, élu l'an 535, ne tint le Saint-Siége que dix mois et dix-neuf jours.

59. SAINT SILVÈRE ou SILVERIUS, martyr, de Frosinone dans la Campanie, élu l'an 536, gouverna le Saint-Siége deux ans et quelques jours.

60. VIGILE, Romain de naissance, reconnu comme pape légitime l'an 538, depuis la mort de saint Silvère, tint le Saint-Siége seize ans et six mois.

61. PÉLAGE Ier, né à Rome, élu l'an 555, occupa le Saint-Siége quatre ans dix mois et dix-huit jours.

62. JEAN III, né à Rome, élu l'an 560, gouverna le Saint-Siége environ treize ans.

63. **BENOÎT Ier**, Romain de naissance, élu l'an 574, occupa le Saint-Siége quatre ans un mois et vingt-huit jours.

64. **PÉLAGE II**, élu l'an 578, tint le Saint-Siége douze ans deux mois et dix jours.

65. **SAINT GRÉGOIRE Ier**, dit le Grand, né à Rome, élu l'an 590, gouverna l'Église pendant treize ans six mois et dix jours.

66. **SABINIANUS**, ou **SABINIEN**, de Volterra, ville de la Toscane, élu l'an 604, gouverna l'Église trois ans trois mois et neuf jours.

67. **BONIFACE III**, né à Rome, élu dans l'année 607, tint le Saint-Siége huit mois et vingt-deux jours.

68. **SAINT BONIFACE IV**, de la ville de Valéria, en Italie, élu en 608 eut un pontificat de six ans huit mois et treize jours.

69. **SAINT DIEUDONNÉ**, né à Rome, élu en 615, tint le Saint-Siége environ trois ans.

70. **BONIFACE V**, né à Naples, élu dans l'année 619, occupa le Saint-Siége cinq ans et dix mois.

71. **HONORIUS Ier**, originaire de la Campanie, élu l'an 625, occupa le Saint-Siége douze ans onze mois et seize jours.

72. **SÉVÉRINUS**, né à Rome, élu l'an 640, ne gouverna le Saint-Siége que trois mois et quatre jours.

73. **JEAN IV**, originaire de la Dalmatie, élu l'an 640, tint le Saint-Siége un an neuf mois et dix-huit jours.

74. **THÉODORE Ier**, Grec d'origine, élu dans l'année 642, occupa Saint-Siége six ans cinq mois et neuf jours.

75. **SAINT MARTIN Ier**, martyr, né à Todi en Italie, élu l'an 649, tint le Saint-Siége six ans deux mois et douze jours.

76. **EUGÈNE Ier**, Romain de naissance, élu du vivant du pape saint Martin et de son consentement, le 8 septembre 654, mourut après deux ans huit mois et vingt-quatre jours de pontificat.

77. **SAINT VITALIEN**, né à Segni, dans la Campanie, élu l'an 657, tint le Saint-Siége quatorze ans et six mois.

78. **ADÉODAT**, né à Rome, élu l'an 672, tint le Saint-Siége quatre ans deux mois et quelques jours.

79. **DONO Ier**, ou **DONON**, Romain de naissance, élu l'an 676, ne vécut sur le Saint-Siége qu'un an cinq mois et onze jours.

80. **SAINT AGATHON**, né à Reggio, dans la Grande-Grèce, élu

l'an 678, gouverna le Saint-Siége trois ans six mois et quinze jours.

81. SAINT LÉON II, né au village de Saint-Martin, près de Reggio, élu l'an 682, tint le Saint-Siége dix mois et dix-sept jours.

82. SAINT-BENOIT II, Romain de naissance, élu l'an 684, tint le Saint-Siége dix mois et douze jours.

83. JEAN V, élu l'an 885, mourut après un an et dix jours de pontificat.

84. CONON, originaire de la province de Thrace, élu l'année 687, ne tint le Saint-Siége que onze mois.

85. SAINT SERGIUS Ier, né à Palerme, en Sicile, nommé l'an 687, gouverna l'Église treize ans huit mois et vingt-quatre jours.

86. JEAN VI, Grec d'origine, nommé l'an 701, tint le Saint-Siége trois ans deux mois et treize jours.

87. JEAN VII, né à Rossano, ville de la Calabre Citérieure, nommé l'an 705, eut un pontificat de deux ans sept mois et dix-sept jours.

88. SISINNIUS, originaire de Syrie, élu l'an 707, ne tint le Saint-Siége que vingt jours.

89. CONSTANTIN, originaire de Syrie, nommé dans l'année 708, occupa le Saint-Siége sept ans et douze jours.

90. SAINT GRÉGOIRE II, de la maison Savelli de Rome, suivant quelques auteurs, nommé l'an 715, gouverna le Saint-Siége quinze ans huit mois et vingt-quatre jours.

91. SAINT GRÉGOIRE III, originaire de Syrie, choisi dans l'année 731, tint le Saint-Siége dix ans huit mois et quelques jours.

92. SAINT ZACHARIE, né à Santa-Severina, petite ville de la Calabre Ultérieure, choisi dans l'année 741, gouverna l'Église pendant dix ans trois mois quatorze jours.

93. ÉTIENNE II, Romain de naissance, élu l'an 752, ne vécut que quelques jours.

94. ÉTIENNE III, né à Rome, nommé dans l'année 752, tint le Saint-Siége cinq ans et vingt jours.

95. SAINT PAUL Ier, né à Rome, élu l'an 757, occupa le Saint-Siége dix ans et un mois.

96. ÉTIENNE IV, de Reggio dans la Grande-Grèce, nommé l'an 768, occupa le Saint-Siége trois ans cinq mois et près de vingt-sept jours.

97. ADRIEN Ier, né à Rome, élu l'année 772, occupa le Saint-Siége vingt-trois ans dix mois et dix-sept jours.

98. Saint LÉON III, Romain de naissance, élu l'année 795, gouverna l'Église pendant vingt ans cinq mois et seize jours.

99. ÉTIENNE V, né à Rome, élu l'an 816, tint le Saint-Siége un peu plus de sept mois.

100. SAINT PASCAL Ier, Romain de naissance, élu en 817, gouverna l'Église sept ans et dix-sept jours.

101. EUGÈNE II, né à Rome, élu dans l'année 824, occupa le Saint Siége pendant trois ans et quelques mois.

102. VALENTIN, né à Rome, élu dans l'année 827, mourut après un mois dix jours de pontificat.

103. GRÉGOIRE IV, Romain de naissance, élu l'an 827, gouverna le Saint-Siége près de seize ans.

104. SERGIUS II, né à Rome, élu en 844, tint le Saint-Siége un peu moins de trois ans.

105. SAINT LÉON IV, né à Rome, élu en 847, tint le Saint-Siége huit ans trois mois et six jours.

106. BENOIT III, Romain de naissance, élu l'an 855, gouverna le Saint-Siége pendant deux ans six mois et dix jours.

107. SAINT NICOLAS Ier, dit le Grand, né à Rome, élu l'année 858, gouverna l'Église pendant neuf ans six mois et vingt jours.

108. ADRIEN II, Romain de naissance, nommé en 867, tint le Saint-Siége quatre ans onze mois et plusieurs jours.

109. JEAN VIII, Romain de naissance, nommé en 872, occupa le Saint-Siége dix ans et deux jours.

110. MARIN Ier, né dans la campagne de Rome, nommé en 882, occupa le Saint-Siége un an et environ quatre mois.

111. ADRIEN III, né à Rome, nommé en 884, tint le Saint-Siége un an et quatre mois.

112. ÉTIENNE VI, Romain de naissance, nommé en 885, gouverna l'Église pendant environ six ans.

113. FORMOSE, né à Porto, nommé en 891, tint le Saint-Siége pendant près de cinq ans.

114. BONIFACE IV, originaire de la Toscane, mourut quinze jours après son élection.

115. ÉTIENNE VII, né à Rome, nommé en 896, gouverna le Saint-Siége un an et deux mois.

116. ROMAIN, de la campagne de Rome, d'autres disent de Montefiascone, nommé en 897, tint le Saint-Siége à peu près quatre mois.

117. THÉODORE II, né à Rome, nommé en 897, ne tint le Saint-Siége que vingt jours.

118. JEAN IX, Romain de naissance, nommé en 898, gouverna l'Église pendant deux ans et quinze jours.

119. BENOIT IV, né à Rome, nommé l'an 900, tint le Saint-Siége trois ans.

120. LÉON V, né dans un village auprès d'Ardée, ville ruinée dans la campagne de Rome, nommé l'an 903, mort un mois et neuf jours après sa nomination.

121. CHRISTOPHORE, Romain de naissance, nommé en 903 par une faction, conserva l'autorité pontificale un peu plus de six mois.

122. SERGIUS III, Romain de naissance, nommé en 904, tint le Saint-Siége un peu plus de sept ans.

123. ANASTASE III, Romain de naissance, élu en 911, occupa le Saint-Siége deux ans et deux mois.

124. LANDON, ou LAUDON, né en Italie, nommé en 913, n'eut qu'un pontificat de six mois et dix jours.

125. JEAN X, né à Rome, nommé en 913, tint le Saint-Siége quatorze ans et deux mois.

126. LÉON VI, né à Rome, nommé en 928, occupa le Saint-Siége sept mois et cinq jours.

127. ÉTIENNE VIII, né à Rome, nommé en 929, gouverna l'Église pendant deux ans un mois et douze jours.

128. JEAN XI, né à Rome, élu en 931, gouverna le Saint-Siége quatre ans et dix mois.

129. LÉON VII, Romain d'origine, nommé en 936, tint le Saint-Siége trois ans six mois et dix jours.

130. ÉTIENNE IX, de la maison des ducs de Lorraine, nommé en 939, gouverna l'Église pendant trois ans quatre mois et quinze jours.

131. MARIN II, Romain de naissance, nommé en 943, tint le Saint-Siége trois ans et six mois.

132. AGAPET II, Romain de naissance, nommé en 946, eut un pontificat de neuf ans et sept mois.

133. JEAN XII, Romain de naissance, nommé en 936, occupa le Saint-Siége environ huit ans.

134. BENOIT V, né à Rome, élu en 964, tint le Saint-Siége un an et un mois.

135. JEAN XIII, né à Rome, nommé en 965, occupa le Saint-Siége six ans onze mois et huit jours.

136. BENOIT VI, né à Rome, nommé sur la fin de l'année 972, occupa le Saint-Siége un an et trois mois.

137. DONO II, ou DONON, né à Rome, mourut presque aussitôt sa nomination.

138. BENOIT VII, né à Rome, nommé en mars 975, tint le Saint-Siége huit ans et quelques mois.

139. JEAN XIV, de la ville de Pavie, nommé en 985, ne tint le Saint-Siége que neuf mois.

140. JEAN XV, né à Rome, nommé en 985, ne vécut que quelques jours.

141. JEAN XVI, né à Rome, élu en 985, gouverna le Saint-Siége pendant dix ans.

142. GRÉGOIRE V, fils du duc de Carinthie, nommé en 996, tint le Saint-Siége deux ans neuf mois et douze jours.

143. SYLVESTRE II, de la ville d'Aurillac en Auvergne, nommé en 999, gouverna l'Église quatre ans et un mois.

144. JEAN XVIII, né dans le diocèse de Fermo, nommé en 1003, n'eut un pontificat que de quatre mois et vingt-deux jours.

145. JEAN XIX, né à Rome, nommé en 1005, tint le Saint-Siége trois ans cinq mois et six jours.

146. SERGIUS IV, né à Rome, nommé en 1009, gouverna le Saint-Siége à peu près trois ans.

147. BENOIT VIII, des comtes de Tusculum, nommé en 1012, occupa le Saint-Siége onze ans et neuf mois.

148. JEAN XX, des comtes de Tusculum, frère de Benoît VIII, nommé en 1024, occupa le Saint-Siége neuf ans.

149. BENOIT IX, des comtes de Tusculum, neveu des précédents pontifes, nommé en 1033, tint le Saint-Siége dix ans et sept mois, et renonça ensuite à sa haute dignité.

150. GRÉGOIRE VI, né à Rome, nommé en 1044, gouverna l'Église deux ans et neuf mois; il abdiqua ensuite.

151. CLÉMENT II, nommé en 1046, tint le Saint-Siége neuf mois et quinze jours.

152. DAMASE II, originaire de Bavière, nommé en 1048, ne vécut que vingt-trois jours.

153. SAINT LÉON IX, né en Alsace, nommé en 1049, gouverna l'Église pendant trois ans deux mois et dix-huit jours.

154. VICTOR II, élu en 1055, tint le Saint-Siége deux ans trois mois et quelques jours.

155. ÉTIENNE X, de la première maison de Lorraine, nommé en 1057, mourut après un pontificat d'environ neuf mois.

156. BENOIT X, né à Rome, nommé en 1058, abdiqua en 1059.

157. NICOLAS II, originaire du duché de Bourgogne, nommé en 1058, tint le Saint-Siége deux ans trois mois et vingt-cinq jours.

158. ALEXANDRE II, né à Milan, nommé en 1061, gouverna l'Église pendant onze ans six mois et vingt-un jours.

159. SAINT GRÉGOIRE VII, dit le Grand, né à Soana, ville ruinée de la Toscane, élu par acclamation en 1073, gouverna l'Église douze ans un mois et quatre jours.

160. VICTOR III, né à Bénévent, élu en 1086, tint le Saint Siége un an trois mois et vingt-quatre jours.

161. URBAIN II, de la maison de Châtillon, né à Reims, nommé en 1088, gouverna l'Église pendant onze ans quatre mois et onze jours.

162. PASCAL II, né à Biéda, dans le diocèse de Viterbe, nommé en 1099, gouverna le Saint-Siége pendant dix-huit ans cinq mois et quelques jours.

163. GÉLASE II, de la ville de Gaéta, élu en l'année 1118, tint le Saint-Siége un an et cinq jours.

164. CALISTE II, des comtes de Bourgogne, nommé en l'année 1119, tint le Saint-Siége cinq ans dix mois et douze jours.

165. HONORIUS II, né dans le diocèse de Bologne, élu en l'année 1124, gouverna l'Église cinq ans et dix-huit jours.

166. INNOCENT II, d'une famille noble de Rome, choisi en 1130, tint le Saint-Siége treize ans sept mois dix jours.

167. CÉLESTIN II, né au château de Castello, nommé l'an 1143, n'eut un pontificat que de cinq mois et treize jours.

168. LUCIUS II, de la ville de Bologne, nommé l'an 1144, tint le Saint-Siége onze mois et quatorze jours.

169. EUGÈNE III, né dans le diocèse de Pise, choisi en 1145, gouverna le Saint-Siége huit ans quatre mois et vingt-trois jours.

170. ANASTASE IV, Romain de naissance, nommé en l'année 1153, tint le Saint-Siége un an quatre mois et vingt-trois jours.

171. ADRIEN IV, né dans le comté de Hereford, en Angleterre, nommé en 1154, eut un pontificat de quatre ans huit mois et vingt-neuf jours.

172. ALEXANDRE III, de la ville de Sienne, élu en 1159, occupa le Saint-Siége vingt-un ans et vingt-trois jours.

173. LUCIUS III, né à Lucques, nommé en 1181, tint le Saint-Siége quatre ans deux mois et vingt-trois jours.

174. URBAIN III, de Milan, choisi en 1185, n'occupa le Saint-Siége qu'un an dix mois et vingt-cinq jours.

175. GRÉGOIRE VIII, né à Bénévent, élu en 1187, mourut après un pontificat d'un mois et vingt-huit jours.

176. CLÉMENT III, Romain de naissance, nommé en 1187, gouverna l'Église pendant trois ans trois mois et neuf jours.

177. CÉLESTIN III, de la maison Orsini, de Rome, choisi en 1191, occupa le Saint-Siége six ans neuf mois et dix jours.

178. INNOCENT III, des comtes de Segni, né à Anagni, élu en 1198, gouverna l'Église pendant dix-huit ans six mois et neuf jours.

179. HONORIUS III, Romain de naissance, nommé en 1216, gouverna l'Église pendant dix ans huit mois et un jour.

180. GRÉGOIRE IX, des comtes d'Anagni, nommé en 1227, tint le Saint-Siége quatorze ans cinq mois et quelques jours.

181. CÉLESTIN IV, de Milan, nommé en 1241, n'occupa le trône pontifical que dix-sept jours.

182. INNOCENT IV, de Gênes, élu en 1243, tint le Saint-Siége onze ans cinq mois et quatorze jours.

183. ALEXANDRE IV, des comtes d'Anagni, nommé l'an 1254, gouverna l'Église pendant six ans cinq mois et quatorze jours.

184. URBAIN IV, né à Troyes, en France, choisi en 1261, tint le Saint-Siége trois ans un mois et deux jours.

185. CLÉMENT IV, né à Saint-Gilles, en Languedoc, nommé en 1265, occupa le Saint-Siége trois ans neuf mois et vingt jours.

186. GRÉGOIRE X, de Plaisance, nommé en 1271, tint le Saint-Siége quatre ans et quatre mois.

187. INNOCENT V, de Tarentaise, en Savoie, choisi en 1276, ne gouverna l'Église que cinq mois et deux jours.

188. ADRIEN V, de Gênes, nommé en 1276, n'occupa le trône pontifical que pendant trente-huit jours.

189. JEAN XXI, né à Lisbonne, élu en 1276, ne tint le Saint-Siége que trois mois et cinq jours.

190. NICOLAS III, de la maison Orsini de Rome, nommé en 1277, occupa le Saint-Siége deux ans huit mois et vingt-neuf jours.

191. MARTIN IV, né au village de Brion, en Champagne, nommé en 1284, occupa le trône pontifical pendant quatre ans et quatre jours.

192. HONORIUS IV, de la maison Savelli de Rome, nommé en 1285, ne gouverna l'Église que pendant un an et deux jours.

193. NICOLAS IV, des environs d'Ascoli, choisi en 1288, tint le Saint-Siége quatre ans un mois et quatorze jours.

194. SAINT CÉLESTIN V, de la ville d'Isernia, au royaume de Naples, nommé en 1294, abdiqua après cinq mois et neuf jours de pontificat.

195. BONIFACE VIII, d'Anagni, choisi en 1294, gouverna l'Église pendant huit ans neuf mois et dix-huit jours.

196. BENOIT XI, né dans le diocèse de Trévise, nommé en 1303, ne tint le Saint-Siége que huit mois et quelques jours.

197. CLÉMENT V, né à Villandrau, au diocèse de Bordeaux, nommé en 1305, occupa le trône pontifical pendant huit ans dix mois et quinze jours.

198. JEAN XXII, de la ville de Cahors, en France, élu en 1316, gouverna l'Église pendant dix-huit ans trois mois et vingt-huit jours.

199. BENOIT XII, né à Saverdun, dans le comté de Foix, nommé en 1334, tint le Saint-Siége sept ans quatre mois et six jours.

200. CLÉMENT VI, né au château de Maumont, dans le diocèse de Limoges, nommé en 1342, occupa le trône pontifical dix ans et sept mois.

201. INNOCENT VI, né dans le diocèse de Limoges, nommé en 1352, tint le Saint-Siége neuf ans huit mois et vingt-cinq jours.

202. URBAIN V, né au château de Grisac, dans le diocèse de Mende, choisi en 1362, gouverna le Saint-Siége huit ans un mois et vingt-trois jours.

203. GRÉGOIRE XI, né à Maumont, dans le diocèse de Limoges, nommé l'an 1370, tint le Saint-Siége sept ans deux mois et vingt jours.

204. URBAIN VI, de Naples, choisi en 1378, tint le Saint-Siége onze ans six mois huit jours.

205. BONIFACE IX, de Naples, choisi en 1389, gouverna l'Église pendant quatorze ans et onze mois.

206. INNOCENT VII, de la ville de Sulmone, nommé en 1404, n'occupa le trône pontifical que deux ans et vingt-un jours.

207. GRÉGOIRE XII, de Venise, élu en 1400, tint le Saint-Siége huit ans sept mois et quatre jours.

208. ALEXANDRE V, de Candie, nommé en 1409, n'occupa le Saint-Siége que dix mois et huit jours.

209. JEAN XXIII, de Naples, choisi en 1410, tint le Saint-Siége cinq ans treize jours.

210. MARTIN V, Romain de naissance, nommé en 1417, occupa le trône pontifical pendant treize ans trois mois et neuf jours.

211. EUGÈNE IV, de Venise, élu en 1431, gouverna l'Église pendant quinze ans onze mois et vingt jours.

212. NICOLAS V, de Sarzane, en Italie, choisi en 1447, tint le Saint-Siége huit ans et dix-neuf jours.

213. CALIXTE III, né dans le diocèse de Valence, en Espagne, nommé en 1455, tint le Saint-Siége pendant trois ans trois mois et vingt-neuf jours.

214. PIE II, de Sienne, nommé en 1458, gouverna l'Église pendant cinq ans onze mois et quelques jours.

215. PAUL II, de Venise, choisi en 1464, tint le Saint-Siége six ans dix mois et vingt-cinq jours.

216. SIXTE IV, né dans un château des environs de Savone, nommé en 1471, occupa le trône pontifical pendant treize ans et quatre jours.

217. INNOCENT VIII, de Gênes, élu en l'année 1484, tint le Saint-Siége sept ans dix mois et vingt-sept jours.

218. ALEXANDRE VI, de Valence, en Espagne, nommé en 1492, occupa le Saint-Siége onze ans et huit jours.

219. PIE III, de Sienne, nommé l'an 1503, n'eut qu'un pontificat de vingt-sept jours.

220. JULES II, né à Albizzola, bourg près de Savone, élu en 1503, occupa le Saint-Siége six ans trois mois et vingt jours.

221. LÉON X, de Florence, nommé en 1513, occupa le trône pontifical pendant huit ans huit mois et douze jours.

222. ADRIEN VI, né à Utrecht, élu en 1522, n'eut un pontificat que d'un an huit mois et six jours.

223. CLÉMENT VIII, de Florence, nommé en 1523, tint le Saint-Siége dix ans dix mois et sept jours.

224. PAUL III, Romain de naissance, nommé en 1534, occupa le Saint-Siége pendant quinze ans et vingt-neuf jours.

225. JULES III, nommé en 1550, tint le Saint-Siége cinq ans un mois et seize jours.

226. MARCEL II, de Montepulciano, choisi en 1555, ne tint le Saint-Siége que vingt-un jours.

227. PAUL IV, de Naples, élu en 1555, gouverna l'Église quatre ans deux mois et vingt-sept jours.

228. PIE IV, de Milan, nommé en 1559, gouverna l'Église pendant cinq ans onze mois et quinze jours.

229. SAINT PIE V, né à Bosco, dans le diocèse de Tortone en Italie, nommé en 1566, occupa le Saint-Siége six ans trois mois et vingt-cinq jours.

230. GRÉGOIRE XIII, de Bologne, élu en 1572, tint le Saint-Siége douze ans dix mois et vingt-huit jours.

231. SIXTE V, né à Grottamare, dans la Marche d'Ancône, choisi en 1583, occupa le trône pontifical cinq ans quatre mois et trois jours.

232. URBAIN VII, Romain de naissance, choisi en 1590, ne tint le Saint-Siége que treize jours.

233. GRÉGOIRE XIV, de Milan, nommé en 1590, n'eut un pontificat que de dix mois et huit jours.

234. INNOCENT IX, de Bologne, nommé en 1591, ne régna que deux mois et quelques jours.

235. CLÉMENT VIII, de Florence, élu en 1592, occupa le trône pontifical pendant treize ans un mois et trois jours.

336. LÉON XI, de Florence, choisi en 1605, ne régna que vingt-sept jours.

237. PAUL V, de la maison Borghèse de Rome, nommé en 1605, gouverna l'Église pendant quinze ans sept mois et treize jours.

238. GRÉGOIRE XV, de Bologne, élu en 1621, tint le Saint-Siége deux ans et cinq mois.

239. URBAIN VIII, de Florence, élu en 1623, occupa le trône pontifical pendant vingt-un ans et sept jours.

240. INNOCENT X, Romain de naissance, nommé en 1644, gouverna le Saint-Siége dix ans trois mois et vingt-trois jours.

241. ALEXANDRE VII, de Sienne, choisi en l'année 1655, occupa le trône pontifical pendant douze ans un mois et seize jours.

242. CLÉMENT IX, de Pistoie, en Italie, élu en 1667, tint le Saint-Siége deux ans cinq mois et dix-neuf jours.

243. CLÉMENT X, Romain de naissance, choisi en 1670, gouverna l'Église pendant six ans deux mois et vingt-quatre jours.

244. INNOCENT XI, de Côme, en Lombardie, nommé en 1676, occupa le trône pontifical pendant douze ans dix mois et vingt-trois jours.

245. ALEXANDRE VIII, de Venise, nommé en 1689, n'eut un pontificat que de seize mois et quatre jours.

246. INNOCENT XII, de Naples, nommé en 1691, gouverna l'Église pendant neuf ans deux mois et seize jours.

247. CLÉMENT XI, de la ville d'Urbin, choisi en 1700, occupa le trône pontifical pendant vingt ans trois mois et vingt-cinq jours.

248. INNOCENT XIII, Romain de naissance, élu en 1721, tint le Saint-Siége deux ans et dix mois.

249. BENOIT XIII, Romain de naissance, choisi en 1724, régna cinq ans huit mois et vingt-trois jours.

250. CLÉMENT XII, de Florence, nommé en 1730, occupa le Saint-Siége neuf ans six mois et vingt-cinq jours.

251. BENOIT XIV, de Bologne, élu en 1740, occupa le trône pontifical pendant dix-sept ans huit mois et six jours.

252. CLÉMENT XIII, de Venise, élu l'an 1758, gouverna l'Église pendant dix ans six mois et vingt-huit jours.

253. CLÉMENT XIV, né à Saint-Angelo-in-Vado, en Italie, tint le Saint-Siége cinq ans quatre mois et trois jours.

254. PIE VI, né à Césène, nommé en 1775, occupa le trône pontifical pendant vingt-quatre ans six mois et quatorze jours.

255. PIE VII, né à Césène, élu le 4 mars 1800, gouverna l'Église pendant vingt-trois ans cinq mois et six jours.

256. LÉON XII, de Spolète, nommé le 28 septembre 1823, tint le Saint-Siége cinq ans quatre mois et treize jours.

257. PIE VIII, né à Cingoli, en Italie, choisi le 31 mars 1829, gouverna l'Église pendant un an et huit mois.

258. GRÉGOIRE XVI, né à Bellune, nommé le 2 février 1831, occupa le Saint-Siége pendant quinze ans et environ quatre mois.

259. PIE IX, né à Sinigaglia, élu le 16 juin 1846, glorieusement régnant.

FIN DU TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES PAPES.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TOME SECOND.

LIVRE VI.

LIVRE VII.

LIVRE VIII.

LIVRE IX.

LIVRE X.

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

Les **Vie, Office** de la fête de la Translation, premières et secondes Vêpres, Prose, Litanies, Messe et ordinaire de la Messe, **Portraits de saint Vincent de Paul**; Mandements, Procès-verbaux; Relation de la translation, dont l'anniversaire aura lieu le *avril* 1854, Manuel complet, utile aux Filles de charité, à Messieurs des conférences de Saint-Vincent-de-Paul, et à toutes les personnes pieuses.

Cette vie de saint Vincent de Paul, son portrait, celui de Mlle Legras, son pendant, même grandeur, par le même artiste, sont connus à Paris, en France, dans la catholicité depuis plus de vingt-quatre ans; ils le sont même dans le Levant, en Perse et dans la Chine; il en est même question dans *les Annales de la Propagation de la Foi*. Ils ont été répandus par les Missionnaires, les Supérieurs et les Supérieurs généraux dans leurs visites; c'est au point qu'il n'y a guère de maison de charité où ils ne se trouvent. Nous ne cesserons néanmoins de prier les pieux admirateurs des vertus du saint apôtre de la charité et de sa digne coopératrice de vouloir bien en parler aux personnes qui pourraient ne pas les connaître.

La Vie, 2me édition, avec Office, Neuvaine, etc., reliée	2 f.	25 c.
Id. *id.* brochée	1	50
L'Office séparé pour la translation et la fête	»	60
La Neuvaine	»	40
Saint Vincent de Paul, peint par ses écrits, 1 fort vol. in-12	2	»
Les Portraits du Saint et celui de Mlle Legra, sur châssis et toile, formant tableau, 15 fr.; sur soie,	8 f.	
sur papier de Chine	6	»
Id. sur beau papier ordinaire, chaque portrait	3	»

Saint Vincent exerçant avec ses deux familles toutes les œuvres de miséricorde, sur soie, 8 fr.; sur papier de Chine, 6 fr.; papier ordinaire. . . . . 3 »

Id. dans sa gloire, avec ses fondations et la châsse 1 50

Immutabilité de l'Eglise, par S.S. Grégoire XVI, broch. 1 50

Mémoire sur la guerre d'Espagne, en 1808, par M. le v^{te} de Naylies . . . . 6 «

Précis de l'Histoire générale de l'Agriculture, par M. de Marivault. . . . . 3 «

A Paris *à l'ancien cabinet littéraire catholique, rue du Cherche-midi*, N° 33, au 1er.

